

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series :

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

**VOLUME
CXCVI**

1939

**N^{os} 4567 - 4600
et Annexe XLVIII**

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N^o 4567. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Yougoslavie :	
Accord de paiement. Signé à Bruxelles, le 26 novembre 1937	19
N^o 4568. — Suisse et Yougoslavie :	
Protocole relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents, arrangement commercial et protocole final, signés à Berne, le 27 juin 1938, et protocoles additionnels, signés à Belgrade, le 21 septembre 1938 et le 5 avril 1939, respectivement	27
N^o 4569. — Etats-Unis d'Amérique et Colombie :	
Accord relatif à l'échange des colis postaux. Signé à Bogota, le 31 janvier 1939, et à Washington, le 7 février 1939	53
N^o 4570. — Allemagne et Suède :	
Accord relatif aux emprunts Dawes, Young et Kreuger, ainsi qu'à certains emprunts autrichiens (Accord sur les emprunts du Reich). Signé à Stockholm, le 28 octobre 1938	81
N^o 4571. — Allemagne et Suède :	
Accord concernant l'application du moratoire allemand des transferts à l'égard des créanciers suédois (Accord sur les dettes privées). Signé à Stockholm, le 28 octobre 1938	91
N^o 4572. — France et Grèce :	
Accord relatif aux rapports intellectuels et artistiques entre les deux pays. Signé à Athènes, le 19 décembre 1938	99
N^o 4573. — Lettonie et Pologne :	
Convention relative à l'exploitation de lignes de communication aérienne régulière. Signée à Riga, le 16 juin 1938	105
N^o 4574. — Allemagne, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, France, Italie et Roumanie :	
Arrangement entre les Gouvernements de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de la France et de la Roumanie relatif à l'exercice des pouvoirs de la Commission européenne du Danube, et protocole final, signés à Sinaïa, le 18 août 1938, et	113
Accord relatif à l'entrée de l'Allemagne dans la Commission européenne du Danube, à l'adhésion des Gouvernements du Reich allemand et de l'Italie à l'Arrangement signé à Sinaïa le 18 août 1938 entre les Gouvernements de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de la France et de la Roumanie, et à la modification des articles 4 et 23 dudit arrangement, signé à Bucarest, le 1 ^{er} mars 1939	126

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series :

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

**VOLUME
CXCVI**

1939

**Nos. 4567-4600
and Annex XLVIII**

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 4567. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Yugoslavia :	
Payment Agreement. Signed at Brussels, November 26th, 1937	19
No. 4568. — Switzerland and Yugoslavia :	
Protocol regarding Goods Transactions between the Two Countries and Payments in connection therewith, Commercial Arrangement and Final Protocol, signed at Berne, June 27th, 1938, and Additional Protocols, signed at Belgrade, September 21st, 1938, and April 5th, 1939, respectively	27
No. 4569. — United States of America and Colombia :	
Parcel Post Agreement. Signed at Bogota, January 31st, 1939, and at Washington, February 7th, 1939	53
No. 4570. — Germany and Sweden :	
Agreement regarding the Dawes, Young and Kreuger Loans and Certain Austrian Loans (Reich Loans Agreement). Signed at Stockholm, October 28th, 1938	81
No. 4571. — Germany and Sweden :	
Agreement concerning the Application of the German Transfer Moratorium in relation to Swedish Creditors (Private Debts Agreement). Signed at Stockholm, October 28th, 1938	91
No. 4572. — France and Greece :	
Agreement regarding Intellectual and Artistic Relations between the Two Countries. Signed at Athens, December 19th, 1938	99
No. 4573. — Latvia and Poland :	
Convention regarding the Operation of Regular Air Lines of Communication. Signed at Riga, June 16th, 1938	105
No. 4574. — Germany, Great Britain and Northern Ireland, France, Italy and Roumania :	
Arrangement between the Governments of Great Britain and Northern Ireland, of France and of Roumania relative to the Exercise of the Powers of the European Commission of the Danube, and Final Protocol, signed at Sinaia, August 18th, 1938, and ...	113
Agreement relative to the Entry of Germany into the European Commission of the Danube, the Accession of the Governments of Germany and Italy to the Arrangement signed at Sinaia on August 18th, 1938, between the Governments of Great Britain and Northern Ireland, France and Roumania, and the Amendment of Articles 4 and 23 of that Arrangement, signed at Bucharest, March 1st, 1939 ...	127

	Pages
N° 4575. — Union Sud-Africaine, Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Commonwealth d'Australie, etc.:	
Protocole modifiant l'Accord international du 8 juin 1937 pour la réglementation de la chasse à la baleine. Signé à Londres, le 24 juin 1938	131
N° 4576. — Hongrie et Yougoslavie :	
Arrangement commercial. Signé à Belgrade, le 17 décembre 1936	137
N° 4577. — Hongrie et Yougoslavie :	
Accord concernant les paiements. Signé à Belgrade, le 17 décembre 1936	143
N° 4578. — Etats-Unis d'Amérique et Colombie :	
Accord relatif à la constitution d'une mission militaire des Etats-Unis d'Amérique en Colombie. Signé à Washington, le 23 novembre 1938	147
N° 4579. — Etats-Unis d'Amérique et Colombie :	
Accord relatif à la constitution d'une mission navale des Etats-Unis d'Amérique en Colombie. Signé à Washington, le 23 novembre 1938	157
N° 4580. — Etats-Unis d'Amérique et Canada :	
Echanges de notes comportant un accord relatif aux communications radiotélégraphiques entre l'Alaska et la Colombie britannique. Washington, les 9 juin, 11 et 18 juillet, 22 août, 27 septembre, 4 octobre, 16 novembre et 20 décembre 1938	171
N° 4581. — Etats-Unis d'Amérique et îles Fidji :	
Arrangement relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Washington, le 15 novembre 1938, et à Suva, le 10 janvier 1939	185
N° 4582. — Grèce et Suède :	
Accord concernant les échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Athènes, le 1 ^{er} mai 1939	205
N° 4583. — Belgique et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Echange de notes comportant un accord relatif au régime fiscal des véhicules à moteur. Bruxelles, le 1 ^{er} juin 1937	209
N° 4584. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France:	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'exonération réciproque, pour les aéronefs militaires, des droits sur les carburants et lubrifiants. Paris, le 8 novembre 1938 ...	215
N° 4585. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Canada, Commonwealth d'Australie, Nouvelle-Zélande et France :	
Convention concernant le transfert à l'Etat français de la propriété des emplacements des monuments britanniques commémoratifs de la guerre 1914-1918. Signée à Paris, le 28 décembre 1938	221
N° 4586. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Colombie:	
Echange de notes comportant un accord relatif à la prolongation du Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 16 février 1866. Bogota, le 30 décembre 1938	231
N° 4587. — Colonie et Protectorat du Kénia, Protectorat de l'Ouganda, Territoire sous mandat du Tanganyika, et Congo belge et Territoire sous mandat du Ruanda-Urundi :	
Arrangement pour l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Nairobi, le 4 décembre 1938, et à Léopoldville, le 2 janvier 1939	235
N° 4588. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, République Argentine, Brésil et Uruguay:	
Echanges de notes comportant des accords relatifs à la réglementation de l'importation de la viande de bœuf dans le Royaume-Uni, avec annexe. Londres, les 28 juin et 15 décembre 1937 et 6 janvier 1939	263

	Page
No. 4575. — Union of South Africa, Germany, United States of America, Argentine Republic, Commonwealth of Australia, etc. :	
Protocol amending the International Agreement of June 8th, 1937, for the Regulation of Whaling. Signed at London, June 24th, 1938	131
No. 4576. — Hungary and Yugoslavia :	
Commercial Arrangement. Signed at Belgrade, December 17th, 1936	137
No. 4577. — Hungary and Yugoslavia :	
Payments Agreement. Signed at Belgrade, December 17th, 1936	143
No. 4578. — United States of America and Colombia :	
Agreement concerning the Constitution of a Military Mission from the United States of America to Colombia. Signed at Washington, November 23rd, 1938	147
No. 4579. — United States of America and Colombia :	
Agreement concerning the Constitution of a Naval Mission from the United States of America to Colombia. Signed at Washington, November 23rd, 1938	157
No. 4580. — United States of America and Canada :	
Exchanges of Notes constituting an Agreement concerning Radio Communications between Alaska and British Columbia. Washington, June 9th, July 11th and 18th, August 22nd, September 27th, October 4th, November 16th and December 20th, 1938	171
No. 4581. — United States of America and Fiji :	
Parcel Post Agreement, and Regulations of Execution annexed thereto. Signed at Washington, November 15th, 1938, and at Suva, January 10th, 1939	185
No. 4582. — Greece and Sweden :	
Agreement regarding Commercial Exchanges between the Two Countries. Signed at Athens, May 1st, 1939	205
No. 4583. — Belgium and Great Britain and Northern Ireland :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Taxation of Motor Vehicles. Brussels, June 1st, 1937	209
No. 4584. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Reciprocal Exemption of Military Aircraft from Duties on Fuel and Lubricants. Paris, November 8th, 1938	215
No. 4585. — Great Britain and Northern Ireland, Canada, Commonwealth of Australia, New Zealand and France :	
Convention concerning the Transfer to the French State of the Property in the Sites of British Monuments commemorative of the War 1914-1918. Signed at Paris, December 28th, 1938	221
No. 4586. — Great Britain and Northern Ireland and Colombia :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Prolongation of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of February 16th, 1866. Bogota, December 30th, 1938	231
No. 4587. — Kenya Colony and Protectorate, Uganda Protectorate, Mandated Territory of Tanganyika and Belgian Congo and Mandated Territory of Ruanda Urundi :	
Agreement for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Nairobi, December 4th, 1938, and at Leopoldville, January 2nd, 1939	235
No. 4588. — Great Britain and Northern Ireland, Argentine Republic, Brazil and Uruguay :	
Exchanges of Notes constituting Agreements regarding the Regulation of Beef Imports into the United Kingdom, with Annex. London, June 28th and December 15th, 1937, and January 6th, 1939	263

	Pages
N° 4589. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Chili :	
Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Santiago, le 9 janvier 1939.	277
N° 4590. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Portugal :	
Echange de notes comportant un accord relatif au service aérien entre Londres et Lisbonne. Lisbonne, le 25 janvier 1939	281
N° 4591. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, France et Tchéco-Slovaquie :	
Accords relatifs à une aide financière à la Tchéco-Slovaquie, signés à Londres, le 27 janvier 1939, et échange de notes y relatif de la même date, avec annexes	287
N° 4592. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Inde et Mascate :	
Traité d'amitié, de commerce et de navigation. Signé à Mascate, le 5 février 1939	303
N° 4593. — Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'administration des îles de Canton et d'Enderbury. Washington, le 6 avril 1939	343
N° 4594. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Roumanie :	
Protocole concernant les relations commerciales et économiques entre les deux pays, avec annexes. Signé à Bucarest, le 11 mai 1939	351
N° 4595. — Allemagne et Suisse :	
Convention sur le déplacement de la frontière entre le canton de Thurgovie et l'arrondissement de la ville de Constance. Signée à Berne, le 21 septembre 1938	365
N° 4596. — Bulgarie et Entente balkanique :	
Accord signé à Thessalonique, le 31 juillet 1938	371
N° 4597. — Lettonie et Suède :	
Accord concernant les échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Riga, le 15 avril 1939	373
N° 4598. — Islande et Norvège :	
Accord relatif aux pêcheries norvégiennes de hareng sur les côtes d'Islande ainsi qu'à l'importation en Norvège de mouton salé en provenance d'Islande, et protocole final. Signés à Reykjavik, le 27 février 1939	377
N° 4599. — Grèce et Pologne :	
Deuxième accord additionnel à la Convention du 22 avril 1931 relative à l'exploitation des lignes de communication aérienne régulière. Signé à Athènes, le 30 septembre 1938	387
N° 4600. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Uruguay :	
Accord commercial provisoire. Signé à Montevideo, le 22 février 1937	391
ANNEXE XLVIII. — Signatures, ratifications, adhésions, prolongations, dénonciations, etc.	
N° 170. — Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.	
<i>Signature</i>	402
Disposition facultative prévue au Statut ci-dessus.	
<i>Signature</i>	402
Acceptation par la Principauté du Liechtenstein de la juridiction de la Cour et de la Disposition facultative, en vertu de la résolution du Conseil de la Société des Nations du 17 mai 1922	403

	Page
No. 4589. — Great Britain and Northern Ireland and Chile :	
Exchange of Notes constituting a Temporary Commercial Agreement. Santiago, January 9th, 1939	277
No. 4590. — Great Britain and Northern Ireland and Portugal :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Air Service between London and Lisbon. Lisbon, January 25th, 1939	281
No. 4591. — Great Britain and Northern Ireland, France and Czecho-Slovakia :	
Agreements regarding Financial Assistance to Czecho-Slovakia, signed at London, January 27th, 1939, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date, with Annexes	287
No. 4592. — Great Britain and Northern Ireland and India and Muscat :	
Treaty of Friendship, Commerce and Navigation. Signed at Muscat, February 5th, 1939	303
No. 4593. — United States of America and Great Britain and Northern Ireland :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Administration of the Islands of Canton and Enderbury. Washington, April 6th, 1939	343
No. 4594. — Great Britain and Northern Ireland and Roumania :	
Protocol regarding Commercial and Economic Relations between the Two Countries, with Annexes. Signed at Bucharest, May 11th, 1939	351
No. 4595. — Germany and Switzerland :	
Convention regarding the Modification of the Frontier Line between the Canton of Thurgau and the District of the Town of Constance. Signed at Berne, September 21st, 1938...	365
No. 4596. — Bulgaria and Balkan Entente :	
Agreement signed at Thessalonica, July 31st, 1938	371
No. 4597. — Latvia and Sweden :	
Arrangement regarding Commercial Transactions between the Two Countries. Signed at Riga, April 15th, 1939	373
No. 4598. — Iceland and Norway :	
Agreement regarding Norwegian Herring Fisheries on the Icelandic Coast and the Importation of Salt Mutton from Iceland into Norway, and Final Protocol. Signed at Reykjavik, February 27th, 1939	377
No. 4599. — Greece and Poland :	
Second Additional Agreement to the Convention of April 22nd, 1931, relating to the Operation of Regular Air Lines. Signed at Athens, September 30th, 1938	387
No. 4600. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Uruguay :	
Provisional Commercial Agreement. Signed at Montevideo, February 22nd, 1937	391
ANNEX XLVIII. — Signatures, Ratifications, Accessions, Prolongations, Denunciations, etc.	
No. 170. — Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16th, 1920.	
<i>Signature</i>	402
Optional Clause provided for in the above Statute.	
<i>Signature</i>	402
Acceptance by the Principality of Liechtenstein of the Jurisdiction of the Court and of the Optional Clause, in virtue of the Resolution of the Council of the League of Nations of May 17th, 1922	403

	Pages
N° 269. — Convention internationale pour la suppression de la traite des femmes et des enfants. Signée à Genève, le 30 septembre 1921.	
Application de la convention à la Birmanie en tant que possession d'outre-mer de Sa Majesté	404
N° 370. — Convention entre le Danemark et la Suède relative à la navigation aérienne. Signée à Stockholm, le 7 novembre 1922.	
Déclaration entre le Danemark et la Suède relative à l'abrogation de la convention susmentionnée, à l'exception de l'article 4. Signée à Stockholm, le 31 janvier 1939	405
N° 462. — Convention entre la Norvège et la Suède relative à la navigation aérienne. Signée à Stockholm, le 26 mai 1923.	
Déclaration entre la Norvège et la Suède relative à l'abrogation de la convention susmentionnée, à l'exception de l'article 4. Signée à Stockholm, le 31 janvier 1939	408
N° 775. — Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, et protocole y relatif. Signés à Genève, le 3 novembre 1923.	
Application de la convention à la Birmanie en tant que possession d'outre-mer de Sa Majesté	410
N° 1154. — Convention de commerce et de navigation entre la Finlande et la Hongrie. Signée à Helsinki, le 29 mai 1925.	
Deuxième protocole additionnel à la convention susmentionnée. Signé à Helsinki, le 15 août 1938	411
N° 1175. — Traité entre le Royaume-Uni et le Siam concernant la révision de leurs traités et accords mutuels, et protocole concernant la juridiction applicable au Siam aux ressortissants britanniques, etc. Signés à Londres, le 14 juillet 1925.	
Echange de notes relatif à l'article 2 du protocole annexé au traité susmentionné. Bangkok, le 23 novembre 1937.	
Présentation à l'enregistrement	412
N° 1205. — Convention d'extradition entre le Royaume-Uni et l'Estonie. Signée à Londres, le 18 novembre 1925.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine et le Gouvernement estonien comportant un accord complétant la convention susmentionnée, en tant qu'elle est applicable à l'Union Sud-Africaine. Londres, les 28 et 30 mars 1938.	
Présentation à l'enregistrement	413
N° 2123. — Règlement pacifique des différends internationaux. Acte général. Genève, le 26 septembre 1928.	
Déclaration relative à l'adhésion du Royaume-Uni	413
Déclaration relative à l'adhésion de la Nouvelle-Zélande	414
Déclaration relative à l'adhésion de l'Inde	414
Déclaration relative à l'adhésion de la France	415
Dénonciation	415
N° 2623. — Convention internationale pour la répression du faux monnayage, et protocole. Signés à Genève, le 20 avril 1929.	
Ratification	416
N° 2667. — Convention relative à la perception des droits de port minima sur les navires et bateaux se livrant au commerce avec l'étranger dans les ports d'Estonie et de Lettonie. Signée à Riga, le 28 février 1931.	
Dénonciation	416

	Page
No. 269. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children. Signed at Geneva, September 30th, 1921.	
Application of the Convention to Burma as an Overseas Possession of His Majesty... ..	404
No. 370. — Convention between Denmark and Sweden relating to Air Navigation. Signed at Stockholm, November 7th, 1922.	
Declaration between Denmark and Sweden regarding the Abrogation of the above-mentioned Convention, with the Exception of Article 4. Signed at Stockholm, January 31st, 1939	405
No. 462. — Convention between Norway and Sweden relating to Air Navigation. Signed at Stockholm, May 26th, 1923.	
Declaration between Norway and Sweden regarding the Abrogation of the above-mentioned Convention, with the Exception of Article 4. Signed at Stockholm, January 31st, 1939.	408
No. 775. — International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, and Protocol relating thereto. Signed at Geneva, November 3rd, 1923.	
Application of the Convention to Burma as an Overseas Possession of His Majesty... ..	410
No. 1154. — Convention of Commerce and Navigation between Finland and Hungary. Signed at Helsinki, May 29th, 1925.	
Second Additional Protocol to the above-mentioned Convention. Signed at Helsinki, August 15th, 1938	411
No. 1175. — Treaty between the United Kingdom and Siam for the Revision of their Mutual Treaty Arrangements, and Protocol concerning Jurisdiction applicable in Siam to British Subjects, etc. Signed at London, July 14th, 1925.	
Exchange of Notes relating to Article 2 of the Protocol annexed to the above-mentioned Treaty. Bangkok, November 23rd, 1937.	
<i>Presentation for Registration</i>	412
No. 1205. — Extradition Convention between the United Kingdom and Estonia. Signed at London, November 18th, 1925.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the Union of South Africa and the Estonian Government constituting an Agreement completing the above-mentioned Convention as far as its Applicability to the Union of South Africa is concerned. London, March 28th and 30th, 1938.	
<i>Prese tation for Registration</i>	413
No. 2123. — Pacific Settlement of International Disputes. General Act. Geneva, September 26th, 1928.	
Declaration relating to the Accession of the United Kingdom	413
Declaration relating to the Accession of New Zealand... ..	414
Declaration relating to the Accession of India	414
Declaration relating to the Accession of France	415
<i>Denunciation</i>	415
No. 2623. — International Convention for the Suppression of Counterfeiting Currency, and Protocol. Signed at Geneva, April 20th, 1929.	
<i>Ratification</i>	416
No. 2667. — Convention concerning the Levying of Minimum Harbour Dues from Vessels in Foreign Trade in the Ports of Estonia and Latvia. Signed at Riga, February 28th, 1931.	
<i>Denunciation</i>	416

	Pages
N° 2733. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
Application de la convention à la Colonie d'Aden	417
<i>Adhésion</i>	417
<i>Ratification</i>	417
N° 2734. — Convention relative au traitement des prisonniers de guerre. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
Application de la convention à la Colonie d'Aden	418
<i>Adhésion</i>	418
<i>Ratification</i>	418
N° 2866. — Convention d'établissement, de commerce et de navigation entre la Grèce et la Turquie, avec annexes et protocole de signature. Signés à Ankara, le 30 octobre 1930.	
Echanges de notes modifiant <i>a)</i> la convention susmentionnée, et <i>b)</i> l'Avenant du 26 septembre 1935 à cette convention. Athènes, le 15 décembre 1938	419
N° 3145. — Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, et protocole additionnel. Signés à Varsovie, le 12 octobre 1929.	
<i>Adhésion</i>	422
N° 3185. — Convention sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers, avec protocole annexe. Signée à Genève, le 30 mars 1931.	
<i>Adhésions</i>	422
N° 3301. — Convention relative au droit de timbre en matière de chèques, et protocole. Signés à Genève, le 19 mars 1931.	
<i>Adhésion</i>	423
N° 3315. — Convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre, et protocole. Signés à Genève, le 7 juin 1930.	
<i>Adhésion</i>	423
N° 3459. — Convention sur l'unification de la signalisation routière, avec annexe. Signée à Genève, le 30 mars 1931.	
<i>Adhésion</i>	423
N° 3564. — Arrangement international relatif aux statistiques des causes de décès, avec protocole de signature. Signés à Londres, le 19 juin 1934.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement égyptien relatif à une modification de la liste des Inspectorats de santé égyptiens contenue dans le protocole de signature de l'arrangement susmentionné. Londres, les 2 et 11 mars 1939	424
N° 3585. — Convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif. Signée à Genève, le 11 octobre 1933.	
<i>Adhésion</i>	425
N° 3706. — Convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne. Signée à La Haye, le 12 avril 1933.	
<i>Ratification</i>	426
<i>Adhésion</i>	426
N° 3727. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Tchécoslovaquie relative à l'assistance judiciaire, additionnelle à la Convention conclue le 11 novembre 1924 entre les deux pays pour faciliter l'accomplissement des actes de procédure. Signée à Prague, le 15 février 1935.	
Echange de notes relatif à l'application à l'Irlande du Nord et à l'île de Man de la convention du 15 février 1935 susmentionnée. Prague, les 2 et 11 juillet 1938	426

	Page
No. 2733. — Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the Field. Signed at Geneva, July 27th, 1929.	
Application of the Convention to the Colony of Aden	417
<i>Accession</i>	417
<i>Ratification</i>	417
No. 2734. — Convention relative to the Treatment of Prisoners of War. Signed at Geneva, July 27th, 1929.	
Application of the Convention to the Colony of Aden	418
<i>Accession</i>	418
<i>Ratification</i>	418
No. 2866. — Convention of Establishment, Commerce and Navigation between Greece and Turkey, with Annexes and Protocol of Signature. Signed at Ankara, October 30th, 1930.	
Exchange of Notes modifying (<i>a</i>) the above-mentioned Convention and (<i>b</i>) the Additional Agreement of September 26th, 1935, to that Convention. Athens, December 15th, 1938	419
No. 3145. — Convention for the Unification of Certain Rules relating to International Carriage by Air, and Additional Protocol. Signed at Warsaw, October 12th, 1929.	
<i>Accession</i>	422
No. 3185. — Convention on the Taxation of Foreign Motor Vehicles, with Protocol-Annex. Signed at Geneva, March 30th, 1931.	
<i>Accessions</i>	422
No. 3301. — Convention on the Stamp Laws in connection with Cheques, and Protocol. Signed at Geneva, March 19th, 1931.	
<i>Accession</i>	423
No. 3315. — Convention on the Stamp Laws in connection with Bills of Exchange and Promissory Notes, and Protocol. Signed at Geneva, June 7th, 1930.	
<i>Accession</i>	423
No. 3459. — Convention concerning the Unification of Road Signals, with Annex. Signed at Geneva, March 30th, 1931.	
<i>Accession</i>	423
No. 3564. — International Agreement relating to Statistics of Causes of Death, with Protocol of Signature. Signed at London, June 19th, 1934.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Egyptian Government relating to an Amendment of the List of Egyptian Health Inspectorates contained in the Protocol of Signature of the above-mentioned Convention. London, March 2nd and 11th, 1939	424
No. 3585. — Convention for facilitating the International Circulation of Films of an Educational Character. Signed at Geneva, October 11th, 1933.	
<i>Accession</i>	425
No. 3706. — International Sanitary Convention for Aerial Navigation. Signed at The Hague, April 12th, 1933.	
<i>Ratification</i>	426
<i>Accession</i>	426
No. 3727. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Czechoslovakia regarding Judicial Assistance supplementary to the Convention concluded on November 11th, 1924, between the Two Countries for the Purpose of facilitating the Conduct of Legal Proceedings. Signed at Prague, February 15th, 1935.	
Exchange of Notes regarding the Extension to Northern Ireland and the Isle of Man of the above-mentioned Convention of February 15th, 1935. Prague, July 2nd and 11th, 1938	426

	Pages
N° 3740. — Accord commercial entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République de Pologne. Signé à Londres, le 27 février 1935.	
Echange de notes comportant un arrangement modifiant l'accord susmentionné. Varsovie, le 9 février 1939	428
N° 3770. — Convention entre la France et l'Inde concernant le bail de la loge française de Balassore. Signée à Orissa, le 15 mai 1935, et à Chandernagor, le 31 mai 1935.	
Accord renouvelant pour un an la convention susmentionnée	432
N° 3781. — Traité pour prévenir la guerre (non-agression et conciliation). Signé à Rio de Janeiro, le 10 octobre 1933.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	433
<i>Adhésion</i>	433
Echange de notes entre les Gouvernements argentin et finlandais relatif à des réserves faites par la Finlande en adhérant au traité susmentionné. Buenos-Ayres, les 17 février et 31 mars 1938	433
N° 3961. — Accord concernant la réglementation de la production et de l'exportation du caoutchouc, signé à Londres, le 7 mai 1934, et protocoles modifiant cet accord, signés à Londres, les 27 juin 1935, 22 mai 1936 et 5 février 1937.	
Déclaration du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, relative à l'acceptation par les Etats parties à l'accord susmentionné d'une Recommandation du Comité international de réglementation du caoutchouc. Signée à Londres, le 6 octobre, 1938	437
Recommandation, avec annexes, du Comité international de réglementation du caoutchouc concernant la continuation ou la cessation de la réglementation	438
N° 3987. — Echange de notes entre les Gouvernements finlandais et hongrois comportant un accord relatif à la dispense de l'obligation, pour les ressortissants des deux pays, de l'obtention d'un visa pour entrer en Hongrie ou en Finlande. Helsinki, le 3 avril 1936.	
Echange de notes relatif à la dénonciation par la Finlande de l'accord susmentionné. Budapest, les 8 et 10 mars 1939.	462
N° 3998. — Accord de commerce et de clearing entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement turc, avec annexes et protocole. Signés à Londres, le 2 septembre 1936.	
Echange de notes relatif à l'adjonction des oignons à fleurs dans la quatrième liste annexée à l'accord susmentionné, modifié par l'Echange de notes du 7 octobre 1937 et par l'Accord complémentaire du 27 mai 1938. Londres, le 14 novembre 1938	464
Echange de notes comportant un accord relatif à l'adjonction du mohair dans la quatrième liste annexée à l'Accord de commerce et de clearing du 2 septembre 1936, modifié par les Echanges de notes des 7 octobre 1937 et 14 novembre 1938, et par l'Accord complémentaire du 27 mai 1938. Londres, le 1 ^{er} mars 1939	466
N° 4048. — Convention postale universelle, avec protocole final, règlement d'exécution et dispositions concernant le transport de la poste aux lettres par voie aérienne, avec protocole final. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	
<i>Ratifications</i>	468
N° 4049. — Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, avec protocole final et règlement d'exécution. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	
<i>Ratifications</i>	468
N° 4050. — Arrangement concernant les colis postaux, avec protocole final, règlement d'exécution et dispositions concernant le transport des colis postaux par voie aérienne, avec protocole final. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	
<i>Ratifications</i>	469

	Page
No. 3740. — Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of the Republic of Poland in regard to Trade and Commerce. Signed at London, February 27th, 1935.	
Exchange of Notes constituting an Arrangement modifying the above-mentioned Agreement. Warsaw, February 9th, 1939	428
No. 3770. — Convention between France and India regarding the Lease of the French Loge of Balasore. Signed at Orissa, May 15th, 1935, and at Chandernagore, May 31st, 1935.	
Agreement renewing for One Year the above-mentioned Convention... ..	432
No. 3781. — Anti-War Treaty (Non-Aggression and Concillation). Signed at Rio de Janeiro, October 10th, 1933.	
<i>Presentation for Registration</i>	433
<i>Accession</i>	433
Exchange of Notes between the Argentine and Finnish Governments regarding Reservations made by Finland when acceding to the above-mentioned Treaty. Buenos Aires, February 17th and March 31st, 1938	433
No. 3961. — Agreement regarding the Regulation of the Production and Export of Rubber, signed at London, May 7th, 1934, and Protocols amending this Agreement, signed at London, June 27th, 1935, May 22nd, 1936, and February 5th, 1937.	
Declaration of the Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, recording the Acceptance of a Recommendation by the International Rubber Regulation Committee by the States Parties to the above-mentioned Agreement. Signed at London, October 6th, 1938	437
Recommendation, with Annexes, of the International Rubber Regulation Committee as to the Continuation or otherwise of the Regulation	438
No. 3987. — Exchange of Notes between the Finnish and Hungarian Governments constituting an Agreement whereby Nationals of the Two Countries are exempted from the Obligation to obtain a Visa for the Purpose of entering Hungary or Finland. Helsinki, April 3rd, 1936	
Exchange of Notes relating to the Denunciation by Finland of the above-mentioned Agreement. Budapest, March 8th and 10th, 1939	462
No. 3998. — Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Turkish Government respecting Trade and Clearing, with Annexes and Protocol. Signed at London, September 2nd, 1936.	
Exchange of Notes regarding the Addition of Flower Bulbs to the Fourth Schedule attached to the above-mentioned Agreement, as amended by the Exchange of Notes of October 7th, 1937, and by the Supplementary Agreement of May 27th, 1938. London, November 14th, 1938	464
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Addition of Mohair to the Fourth Schedule attached to the Trade and Clearing Agreement of September 2nd, 1936, as amended by the Exchanges of Notes of October 7th, 1937, and November 14th, 1938, and by the Supplementary Agreement of May 27th, 1938. London, March 1st, 1939	466
No. 4048. — Universal Postal Convention, with Final Protocol, Detailed Regulations and Provisions relating to the Conveyance of Letter Mails by Air, with Final Protocol. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	
<i>Ratifications</i>	468
No. 4049. — Agreement concerning Insured Letters and Boxes, with Final Protocol and Detailed Regulations. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	
<i>Ratifications</i>	468
No. 4050. — Parcel Post Agreement, with Final Protocol, Detailed Regulations and Provisions regarding the Conveyance of Postal Parcels by Air, with Final Protocol. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	
<i>Ratifications</i>	469

	Pages
N° 4051. — Arrangement concernant les mandats de poste, avec règlement d'exécution et supplément concernant le service des bons postaux de voyage. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	
<i>Ratification</i>	469
N° 4052. — Arrangement concernant les virements postaux, et règlement d'exécution. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	
<i>Ratification</i>	470
N° 4053. — Arrangement concernant les recouvrements, et règlement d'exécution. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	
<i>Ratification</i>	470
N° 4054. — Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, et règlement d'exécution. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	
<i>Ratification</i>	471
N° 4064. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Irak concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Bagdad, le 25 juillet 1935.	
Echange de notes relatif à l'application au Bassoutoland, au Protectorat du Betchouanaland et au Swaziland de la convention susmentionnée. Bagdad, les 8 décembre 1938 et 18 janvier 1939	471
N° 4117. — Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité. Signé à La Haye, le 12 avril 1930.	
<i>Ratification</i>	476
N° 4137. — Convention concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité. Signée à La Haye, le 12 avril 1930.	
<i>Ratification</i>	476
N° 4141. — Protocole relatif à la réglementation des échanges commerciaux entre la Suède et la Yougoslavie. Signé à Stockholm, le 14 mai 1937.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	476
N° 4200. — Traité entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Hongrie, additionnel au Traité du 3 décembre 1873 concernant l'extradition réciproque des délinquants fugitifs. Signé à Budapest, le 18 septembre 1936.	
Echange de notes relatif à l'application au Protectorat de Zanzibar et au Protectorat des îles Salomon britanniques du traité susmentionné. Budapest, les 17 novembre 1937 et 5 octobre 1938	477
N° 4202. — Convention concernant l'abolition des capitulations en Egypte. Signée à Montreux, le 8 mai 1937.	
<i>Ratification</i>	480
N° 4216. — Déclaration concernant l'enseignement de l'histoire (revision des manuels scolaires). Ouverte à la signature à Genève, le 2 octobre 1937.	
<i>Signatures</i>	480
N° 4242. — Accord temporaire entre la Belgique et la France concernant le transit de certaines marchandises importées en France par la voie des ports belges. Signé à Bruxelles, le 2 octobre 1937.	
Avenant à l'accord susmentionné. Signé à Bruxelles, le 3 avril 1939	481

	Page
No. 4051. — Money Orders Agreement, with Detailed Regulations and Supplement concerning the Service of Travellers' Postal Vouchers. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	
<i>Ratification</i>	469
No. 4052. — Agreement concerning Transfers to and from Postal Cheque Accounts, and Detailed Regulations. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	
<i>Ratification</i>	470
No. 4053. — Agreement concerning the Collection of Bills, Drafts, etc., and Detailed Regulations. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	
<i>Ratification</i>	470
No. 4054. — Agreement concerning Subscriptions to Newspapers and Periodicals, and Detailed Regulations. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	
<i>Ratification</i>	471
No. 4064. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Iraq regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at Bagdad, July 25th, 1935.	
Exchange of Notes regarding the Extension to Basutoland, Bechuanaland and Protectorate and Swaziland of the above-mentioned Convention. Bagdad, December 8th, 1938, and January 18th, 1939	471
No. 4117. — Protocol relating to Military Obligations in Certain Cases of Double Nationality. Signed at The Hague, April 12th, 1930.	
<i>Ratification</i>	476
No. 4137. — Convention on Certain Questions relating to the Conflict of Nationality Laws. Signed at the Hague, April 12th, 1930.	
<i>Ratification</i>	476
No. 4141. — Protocol regulating Commercial Exchanges between Sweden and Yugoslavia. Signed at Stockholm, May 14th, 1937.	
<i>Presentation for Registration</i>	476
No. 4200. — Treaty between Great Britain and Northern Ireland and Hungary supplementary to the Treaty of December 3rd, 1873, regarding Reciprocal Extradition of Fugitive Criminals. Signed at Budapest, September 18th, 1936.	
Exchange of Notes regarding the Extension to the Zanzibar Protectorate and to the British Solomon Islands Protectorate of the above-mentioned Treaty. Budapest, November 17th, 1937, and October 5th, 1938	477
No. 4202. — Convention regarding the Abolition of the Capitulations in Egypt. Signed at Montreux, May 8th, 1937.	
<i>Ratification</i>	480
No. 4216. — Declaration regarding the Teaching of History (Revision of School Text-Books). Opened for Signature at Geneva on October 2nd, 1937.	
<i>Signatures</i>	480
No. 4242. — Temporary Agreement between Belgium and France regarding the Transit of Certain Goods imported into France through Belgian Ports. Signed at Brussels, October 2nd, 1937.	
Additional Agreement to the above-mentioned Agreement. Signed at Brussels, April 3rd, 1939	481

	Pages
N° 4246. — Traité pour la limitation des armements navals. Signé à Londres, le 25 mars 1936.	
Protocole entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, la France et les Etats-Unis d'Amérique modifiant le traité susmentionné. Signé à Londres, le 30 juin 1938	481
N° 4278. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Grèce concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 27 février 1936.	
Echange de notes relatif à l'application à Terre-Neuve de la convention susmentionnée. Athènes, les 26 novembre et 2 décembre 1938	483
Echange de notes relatif à l'application à certaines Colonies et à certains Protectorats, Etats sous protection et Territoires sous mandat de la convention susmentionnée. Athènes, les 19 et 27 décembre 1938.	484
N° 4319. — Convention internationale concernant l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix. Signée à Genève, le 23 septembre 1936.	
<i>Adhésions</i>	489
<i>Ratification</i>	489
N° 4332. — Accord entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni concernant la limitation des armements navals et l'échange de renseignements relatifs aux constructions navales. Signé à Londres, le 17 juillet 1937.	
Protocole portant modification de l'accord susmentionné. Signé à Londres, le 30 juin 1938	490
N° 4334. — Accord commercial entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement italien. Signé à Londres, le 18 mars 1938.	
Echange de notes modifiant l'accord susmentionné. Rome, le 14 mars 1939	492
N° 4347. — Convention entre la République d'Estonie et la République de Finlande concernant la coopération intellectuelle. Signée à Helsinki, le 1^{er} décembre 1937.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	500
N° 4351. — Protocole additionnel relatif à la non-intervention, adopté par la Conférence interaméricaine pour le maintien de la paix. Signé à Buenos-Ayres, le 23 décembre 1936.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	501
<i>Ratification</i>	501
N° 4374. — Echange de notes entre le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et le Gouvernement français comportant un accord commercial provisoire. Prétoria, le 27 août 1935.	
Echange de notes comportant un accord prorogeant à nouveau, jusqu'au 30 juin 1939, l'accord commercial provisoire susmentionné. Prétoria, le 30 septembre 1938	501
N° 4403. — Traité concernant le régime des paiements entre l'Allemagne et les Pays-Bas. Signé à Berlin, le 18 décembre 1937.	
Accord relatif à la prorogation jusqu'au 31 décembre 1939 du traité susmentionné. Signé à Wiesbaden, le 13 septembre 1938	503
Echange de notes relatif à l'entrée en vigueur provisoire de l'Accord du 13 septembre 1938. Wiesbaden, le 13 septembre 1938	504

	Page
No. 4246. — Treaty for the Limitation of Naval Armament. Signed at London, March 25th, 1936.	
Protocol between Great Britain and Northern Ireland, France and the United States of America modifying the above-mentioned Treaty. Signed at London, June 30th, 1938	481
No. 4278. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Greece regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, February 27th, 1936.	
Exchange of Notes regarding the Extension to Newfoundland of the above-mentioned Convention. Athens, November 26th and December 2nd, 1938	483
Exchange of Notes regarding the Extension to Certain Colonies, Protectorates, Protected States and Mandated Territories of the above-mentioned Convention. Athens, December 19th and 27th, 1938	484
No. 4319. — International Convention concerning the Use of Broadcasting in the Cause of Peace. Signed at Geneva, September 23rd, 1936.	
<i>Accessions</i>	489
<i>Ratification</i>	489
No. 4332. — Agreement between the German Government and His Majesty's Government in the United Kingdom providing for the Limitation of Naval Armament and the Exchange of Information concerning Naval Construction. Signed at London, July 17th, 1937.	
Protocol modifying the above-mentioned Agreement. Signed at London, June 30th, 1938	490
No. 4334. — Commercial Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Italian Government. Signed at London, March 18th, 1938.	
Exchange of Notes amending the above-mentioned Agreement. Rome, March 14th, 1939	492
No. 4347. — Convention between the Republic of Estonia and the Republic of Finland concerning Intellectual Co-operation. Signed at Helsinki, December 1st, 1937.	
<i>Presentation for Registration</i>	500
No. 4351. — Additional Protocol relative to Non-Intervention, adopted by the Inter-American Conference for the Maintenance of Peace. Signed at Buenos Aires, December 23rd, 1936.	
<i>Presentation for Registration</i>	501
<i>Ratification</i>	501
No. 4374. — Exchange of Notes between the Government of the Union of South Africa and the French Government constituting a Provisional Commercial Agreement. Pretoria, August 27th, 1935.	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the further Prolongation, until June 30th, 1939, of the above-mentioned Provisional Commercial Agreement. Pretoria, September 30th, 1938	501
No. 4403. — Treaty concerning Clearing Transactions between Germany and the Netherlands. Signed at Berlin, December 18th, 1937.	
Agreement regarding the Renewal until December 31st, 1939, of the above-mentioned Treaty. Signed at Wiesbaden, September 13th, 1938	503
Exchange of Notes regarding the Provisional Entry into Force of the Agreement of September 13th, 1938. Wiesbaden, September 13th, 1938	504

NOTE

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce Recueil, ont été établies par le Secrétariat de la Société des Nations.

NOTE

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this Series have been made by the Secretariat of the League of Nations.

N° 4567.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET YUGOSLAVIE**

**Accord de paiement. Signé à Bruxelles, le
26 novembre 1937.**

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires de la délégation permanente du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 15 mai 1939.

**ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND YUGOSLAVIA**

**Payment Agreement. Signed at Brussels,
November 26th, 1937.**

French official text communicated by the Chargé d'Affaires of the Permanent Delegation of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations. The registration took place May 15th, 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4567. — ACCORD¹ DE PAIEMENT ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 26 NOVEMBRE 1937.

No. 4567. — PAYMENT AGREEMENT¹ BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA. SIGNED AT BRUSSELS, NOVEMBER 26TH, 1937.

AU NOM DE SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE, LES RÉGENTS ROYAUX,
et

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,
Désireux de faciliter les paiements réciproques entre le Royaume de Yougoslavie et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, ont résolu de conclure, à cet effet, un accord et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

AU NOM DE SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE, LES RÉGENTS ROYAUX :

S. E. Milivoj PILJA, ministre adjoint des Affaires étrangères;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur Paul Henri SPAAK, son ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Dans le cadre des stipulations du présent accord et à partir de la date de sa mise en vigueur, le clearing entre le Royaume de Yougoslavie et l'Union économique belgo-luxembourgeoise est supprimé. Les paiements résultant de l'échange de marchandises entre les trois pays seront effectués en devises libres et dans les formes habituellement en usage dans les relations internationales en matière de paiement.

THE ROYAL REGENTS, IN THE NAME OF HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA,
and

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,
Desirous of facilitating reciprocal payments between the Kingdom of Yugoslavia and the Economic Union of Belgium and Luxemburg, have decided to conclude an Agreement for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE ROYAL REGENTS, IN THE NAME OF HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

H. E. Milivoj PILJA, Assistant Minister for Foreign Affairs;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Monsieur Paul Henri SPAAK, His Minister for Foreign Affairs and Foreign Trade;

Who, having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Within the scope of the provisions of the present Agreement, and as from the date of its coming into force, clearing operations between the Kingdom of Yugoslavia and the Economic Union of Belgium and Luxemburg shall be abolished. Payments resulting from the exchange of goods between the three countries shall be made in free currency and in the forms habitually in use in international relations in the matter of payments.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1938.

¹ Came into force January 1st, 1938.

Article 2.

(1) Aux termes du présent accord, sont considérées :

a) Comme marchandises yougoslaves, celles qui sont produites en Yougoslavie ou qui y ont subi une transformation ou un travail suffisants pour leur conférer la nationalité yougoslave ;

b) Comme marchandises belges ou luxembourgeoises, celles produites en Belgique ou au Luxembourg ou qui y ont subi une transformation ou un travail suffisants pour leur conférer, de l'avis de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois, la nationalité belge ou luxembourgeoise.

(2) Le présent accord ne s'applique pas aux marchandises qui ne font que transiter à travers les territoires de l'un ou l'autre des Etats contractants, ni à celles qui n'y sont pas soumises à un travail suffisant pour leur conférer respectivement la nationalité yougoslave, belge ou luxembourgeoise.

Article 3.

L'importation des marchandises yougoslaves dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise est subordonnée à la production d'un double de la facture délivrée par le vendeur à l'acheteur. Ce double devra être certifié conforme par le vendeur et contiendra les nom et domicile du vendeur et de l'acheteur, le montant de la facture, la date de l'échéance et autres conditions de paiement.

Article 4.

Le Gouvernement belge s'engage à laisser à la libre disposition de la Yougoslavie les devises provenant de l'exportation de marchandises yougoslaves vers l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

(1) Les rentrées desdites devises sont établies sur base des copies de factures à produire lors du dédouanement de la marchandise, conformément à l'article 3 ci-dessus.

(2) Les rentrées de devises servent de base pour la fixation du contingent de paiement que la Yougoslavie mettra à la disposition de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, conformément à l'article 5 ci-après.

Article 2.

(1) Under the terms of the present Agreement, the following shall be regarded as :

(a) Yugoslav goods : goods produced in Yugoslavia or converted or worked in that country sufficiently to confer upon them Yugoslav nationality ;

(b) Belgian or Luxemburg goods : those produced in Belgium or Luxemburg or converted or worked in those countries sufficiently to confer upon them, in the opinion of the Belgo-Luxemburg Clearing Office, Belgian or Luxemburg nationality.

(2) The present Agreement shall not apply to goods which only pass in transit through the territory of either of the contracting States or to those which have not been sufficiently worked in those countries to confer upon them Yugoslav, Belgian or Luxemburg nationality respectively.

Article 3.

The importation of Yugoslav goods into the Economic Union of Belgium and Luxemburg shall be subject to the production of a duplicate of the invoice issued by the vendor to the purchaser. This duplicate must be certified correct by the vendor and must contain the name and address of the vendor and purchaser, the amount of the invoice, and the date and other conditions of payment.

Article 4.

The Belgian Government undertakes to place at the free disposal of Yugoslavia the foreign exchange due as a result of the export of Yugoslav goods to the Economic Union of Belgium and Luxemburg.

(1) Such allotments of foreign exchange shall be calculated on the basis of the copies of the invoices to be produced when the goods are cleared through the Customs in accordance with Article 3 above.

(2) Such allotments shall serve as a basis for fixing the quota payment which Yugoslavia shall place at the disposal of the Economic Union of Belgium and Luxemburg under Article 5 below.

(3) Sont comptabilisées comme rentrées de devises :

a) Les importations de minerais et de concentrés de plomb et de zinc jusqu'à concurrence d'un montant à déterminer de commun accord ;

b) La contre-valeur de toutes autres marchandises yougoslaves importées dans le territoire douanier de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Article 5.

(1) Le Gouvernement yougoslave s'engage à donner sans délai ni restrictions, jusqu'à concurrence de 80 p. c. des rentrées de devises dont question à l'article 4, les autorisations nécessaires à l'importation et au paiement de tous produits belges et luxembourgeois.

Au cas où la balance entre les trois pays ne se présenterait pas comme dit à l'alinéa précédent, le Gouvernement yougoslave pourra appliquer à l'importation des marchandises belges et luxembourgeoises figurant sur la liste des articles soumis au contrôle des importations en Yougoslavie par le Décret royal du 6 avril 1936 et les Ordonnances subséquentes, les mesures de contrôle prévues par ceux-ci.

(2) Les importations des marchandises belges et luxembourgeoises seront fixées trimestriellement sur la base des rentrées de devises de l'avant-dernier trimestre.

(3) Les stipulations précitées s'appliquent aux créances commerciales dites nouvelles, entendant par là celles se rapportant à des marchandises importées en Yougoslavie à partir de la mise en vigueur du présent accord.

Article 6.

(1) La cession des devises nécessaires en Yougoslavie, par les banques privées dûment autorisées, pour les créances commerciales, dites nouvelles se rapportant aux marchandises visées à l'article 2, chiffre 1, lettre b), ne pourra s'effectuer que sur production d'une copie de la facture visée par l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois.

(2) L'Office de Compensation belgo-luxembourgeois ne délivrera le visa dont question ci-dessus que dans la limite fixée à l'article 5, chiffre 2. Pour ce qui concerne les marchandises dont l'importation en Yougoslavie est soumise à la délivrance d'un permis d'importation ou

(3) The following shall be taken into account in the allotment of foreign exchange :

(a) Imports of mineral ore and amalgams of lead and zinc up to an amount to be fixed by joint agreement ;

(b) The equivalent value of all other Yugoslav goods imported into the Customs territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg.

Article 5.

(1) The Yugoslav Government undertakes to grant the necessary permits for the importation of and payment for all Belgian and Luxemburg products immediately and without restrictions up to 80% of the amount of foreign exchange allowed under Article 4.

Should the balance between the three countries not be as stated in the previous paragraph, the Yugoslav Government may apply to the importation of the Belgian and Luxemburg goods mentioned in the list of articles subject to control of imports into Yugoslavia by the Royal Decree of April 6th, 1936, and the subsequent ordinances, the measures of control thereby provided.

(2) Imports of Belgian and Luxemburg goods shall be fixed quarterly on the basis of the foreign exchange allotments of the previous quarter-year.

(3) The above-mentioned provisions shall apply to commercial debts known as new debts, by which shall be understood those connected with goods imported into Yugoslavia on and after the entry into force of the present Agreement.

Article 6.

(1) The supply of the necessary foreign exchange in Yugoslavia by duly authorised private banks, for purposes of payment of the commercial debts known as new debts, relating to the goods mentioned in Article 2 (1) (b), may take place only on production of a copy of the invoice bearing the visa of the Belgo-Luxemburg Clearing Office.

(2) The Belgo-Luxemburg Clearing Office shall only grant the visa mentioned above subject to the restrictions laid down in Article 5 (2). In the case of goods importable into Yugoslavia on the basis of an import licence or a similar document, the Belgo-Luxemburg

d'un document analogue, l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois exigera pour l'aposition de son visa la présentation d'une attestation prouvant la délivrance du permis d'importation ou du document en tenant lieu.

Article 7.

(1) Les créances commerciales arriérées, entendant par là celles afférentes à des marchandises belges ou luxembourgeoises importées en Yougoslavie antérieurement à la date de la mise en vigueur du présent accord non encore réglées à cette date, le seront par les débiteurs dans ledit pays conformément aux stipulations de la Convention¹ pour le règlement par voie de compensation des créances commerciales entre la Yougoslavie et l'Union économique belgo-luxembourgeoise du 7 juillet 1932 et de la Convention² additionnelle du 21 février 1933.

(2) Les créances commerciales arriérées seront transférées conformément aux stipulations des conventions citées au chiffre (1) ci-dessus, au moyen :

a) Des avoirs de clearing se trouvant à la date de la mise en vigueur du présent accord au Compte global ouvert à la Banque nationale de Yougoslavie chez la Banque nationale de Belgique agissant comme caissier de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois.

b) De 15 shillings par tonne de minerais et de concentrés de plomb et de zinc importés dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise à partir de la mise en vigueur du présent accord.

c) De la contre-valeur des marchandises yougoslaves importées dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise avant la date de la mise en vigueur du présent accord. Les paiements restant dus à cette date continueront à être effectués conformément aux stipulations des conventions dont question au chiffre (1) du présent article.

Article 8.

En vue d'accélérer la liquidation progressive de l'arriéré commercial, les créanciers belges et luxembourgeois pourront affecter les fonds versés en leur faveur auprès de la Banque

Clearing Office shall require, before granting its visa, production of a certificate proving that the import licence or document in lieu thereof has been issued.

Article 7.

(1) Commercial debts in arrear, that is to say, those which relate to Belgian or Luxemburg goods imported into Yugoslavia prior to the date of the entry into force of the present Agreement and which were not settled at that date, shall be paid by the debtors in the country concerned in accordance with the provisions of the Convention¹ for the settlement by means of compensation of commercial debts between Yugoslavia and the Economic Union of Belgium and Luxemburg, dated July 7th, 1932, and the Additional Convention² of February 21st, 1933.

(2) Commercial debts in arrear shall be transferred in accordance with the provisions of the Conventions mentioned in (1) above by means of :

(a) The clearing assets, at the date of the entry into force of the present Agreement, in the pooled account opened for the National Bank of Yugoslavia with the National Bank of Belgium as treasurer for the Belgo-Luxemburg Clearing Office.

(b) Fifteen shillings per ton of mineral ore and lead and zinc amalgams imported into the Economic Union of Belgium and Luxemburg on and after the coming into force of the present Agreement.

(c) The equivalent value of Yugoslav goods imported into the Economic Union of Belgium and Luxemburg before the date of the entry into force of the present Agreement. The payments still due at that date shall continue to be made in accordance with the provisions of the Conventions referred to in (1) of the present Article.

Article 8.

In order to expedite the gradual liquidation of commercial arrears, Belgian and Luxemburg creditors may earmark the sums paid to their account at the National Bank of Yugoslavia

¹ Vol. CXXXIX, page 223, de ce recueil.

² Vol. CXLVII, page 203, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXIX, page 223, of this Series.

² Vol. CXLVII, page 203, of this Series.

nationale de Yougoslavie, en vertu des Conventions du 7 juillet 1932 et du 21 février 1933 :

- 1^o A l'achat de devises étrangères à un cours à déterminer de commun accord ;
- 2^o A l'achat de certaines marchandises yougoslaves.

Les créanciers seront, à cet effet, crédités d'un nombre de dinars égal à celui effectué par les débiteurs en Yougoslavie en paiement de leurs dettes.

Article 9.

(1) Le Gouvernement yougoslave satisfera aux demandes de transfert afférentes notamment :

a) Aux créances commerciales financières, c'est-à-dire celles qui proviennent de l'activité exercée par les entreprises belges ou luxembourgeoises établies en Yougoslavie ; elles comprennent entre autres les intérêts à payer à l'étranger sur obligations ou sur dettes de toute nature, les bénéfices, les dividendes ainsi que les sommes dues à l'étranger pour frais généraux encourus hors Yougoslavie.

b) Aux créances financières appartenant à des créanciers belges ou luxembourgeois, c'est-à-dire celles relatives aux capitaux belges ou luxembourgeois investis en Yougoslavie dans des entreprises de nationalité autre que belge ou luxembourgeoise ; elles comprennent notamment les intérêts à payer dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise sur obligations ou sur dettes de toute nature.

(2) Les conditions de transfert dont question au (1) ci-dessus ne seront pas moins favorables que celles accordées par la Yougoslavie au pays le plus favorisé.

Article 10.

Chaque gouvernement prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires en vue de l'observation des dispositions du présent accord.

Article 11.

Les difficultés d'application du présent accord seront réglées entre la Banque nationale de Yougoslavie et l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois, sauf intervention des gouvernements contractants en cas de nécessité.

under the Conventions of July 7th, 1932, and February 21st, 1933, for :

- (1) The purchase of foreign exchange at a rate to be fixed by joint agreement ;
- (2) The purchase of certain Yugoslav goods.

For this purpose, the creditors shall be credited with a sum in dinars equal to that paid in by debtors in Yugoslavia in respect of their debts.

Article 9.

(1) The Yugoslav Government shall grant applications for transfer, particularly in connection with :

(a) Financial commercial debts, that is to say those arising out of the business of Belgian or Luxemburg undertakings established in Yugoslavia ; they shall include, *inter alia*, interest payable abroad on bonds or on debts of any kind, profits, dividends and sums due abroad for general expenditure incurred outside Yugoslavia.

(b) Financial debts due to Belgian or Luxemburg creditors, that is to say debts relating to Belgian or Luxemburg capital invested in Yugoslavia in undertakings of nationality other than Belgian or Luxemburg ; more particularly, they shall include interest payable in the Economic Union of Belgium and Luxemburg on bonds or on debts of any kind.

(2) The conditions of transfer mentioned under (1) above shall not be less favourable than those granted by Yugoslavia to the country receiving most-favoured-nation treatment.

Article 10.

Each Government shall, so far as it is concerned, take the necessary measures to ensure observance of the provisions of the present Agreement.

Article 11.

Differences arising from the application of the present Agreement shall be settled directly between the National Bank of Yugoslavia and the Belgo-Luxemburg Clearing Office, without prejudice to intervention by the contracting Governments if necessary.

Article 12.

Au moment de l'expiration du présent accord, les deux gouvernements établiront ensemble le montant du solde non utilisé en Yougoslavie en faveur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ou dans l'Union économique en faveur de la Yougoslavie. Il est entendu que les gouvernements continueront à appliquer les dispositions de l'accord en vue d'assurer l'épuisement ou le règlement du solde établi de la sorte.

Article 13.

Une commission mixte constituée de représentants des deux gouvernements, examinera périodiquement les résultats du fonctionnement du présent accord et les moyens de l'améliorer éventuellement.

Article 14.

Sous réserve de dispositions contraires, le présent accord abroge la Convention du 7 juillet 1932 pour le règlement par voie de compensation des créances commerciales entre la Yougoslavie et l'Union économique belgo-luxembourgeoise ainsi que la Convention additionnelle du 21 février 1933 à cette convention.

Article 15.

Le présent accord prendra effet le 1^{er} janvier 1938 et restera en vigueur jusqu'au 30 mars 1938. S'il n'est pas dénoncé un mois avant son échéance, il sera prorogé par voie de tacite reconduction pour une nouvelle période de trois mois et ainsi de suite jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes aura signifié son désir d'y mettre fin dans le délai prescrit.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 26 novembre 1937.

(L. S.) M. PILJA, *m. p.*

(L. S.) P. H. SPAAK, *m. p.*

Certifié pour copie conforme :

D'ordre du Ministre,

*Le Chef de la 1^{re} Section
du Département politique,*

N. V. Vulović.

Article 12.

At the time of expiry of the present Agreement, the two Governments shall jointly determine the amount of the unused balance in Yugoslavia standing in favour of the Economic Union of Belgium and Luxemburg, or in the Economic Union in favour of Yugoslavia. It is understood that the Governments shall continue to apply the provisions of the Agreement in order to enable the balance thus established to be used until exhausted or a settlement thereof to be made.

Article 13.

A Joint Commission composed of representatives of both Governments shall be appointed to examine periodically the results of the working of the present Agreement and any possible means of improving it if desirable.

Article 14.

Except where otherwise provided, the present Agreement shall abrogate the Convention of July 7th, 1932, for the settlement by means of compensation of commercial debts between Yugoslavia and the Economic Union of Belgium and Luxemburg and the Additional Convention to that Convention of February 21st, 1933.

Article 15.

The present Agreement shall come into force on January 1st, 1938, and shall remain in force until March 30th, 1938. Unless denounced one month before its expiry, it shall be renewed by tacit consent for a further period of three months, and for further periods of the same length until either of the Contracting Parties signifies its desire to terminate it within the prescribed period of time.

Done at Brussels, in duplicate, this 26th day of November, 1937.

(L. S.) M. PILJA, *m. p.*

(L. S.) P. H. SPAAK, *m. p.*

N° 4568.

SUISSE ET YOUGOSLAVIE

Protocole relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents, arrangement commercial et protocole final, signés à Berne, le 27 juin 1938, et protocoles additionnels, signés à Belgrade, le 21 septembre 1938 et le 5 avril 1939, respectivement.

*Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires de la délégation permanente du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations.
L'enregistrement du protocole, de l'arrangement commercial et du protocole final a eu lieu le 15 mai 1939. Les protocoles additionnels ont été enregistrés le 15 mai et le 9 novembre 1939, respectivement.*

SWITZERLAND AND YUGOSLAVIA

Protocol regarding Goods Transactions between the Two Countries and Payments in connection therewith, Commercial Arrangement and Final Protocol, signed at Berne, June 27th, 1938, and Additional Protocols, signed at Belgrade, September 21st, 1938, and April 5th, 1939, respectively.

*French official text communicated by the Chargé d'Affaires of the Permanent Delegation of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations.
The registration of the Protocol, Commercial Arrangement and Final Protocol took place May 15th, 1939. The registration of the Additional Protocols took place May 15th and November 9th, 1939, respectively.*

N° 4568. — PROTOCOLE¹ ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE RELATIF AU TRAFIC RÉCIPROQUE DES MARCHANDISES ET AU RÈGLEMENT DES PAIEMENTS Y AFFÉRENTS. SIGNÉ A BERNE, LE 27 JUIN 1938.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE et LE GOUVERNEMENT DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE désireux de développer les échanges commerciaux et de faciliter les paiements entre leurs deux pays ont conclu le protocole suivant :

Article premier.

Le règlement des paiements résultant du commerce réciproque des marchandises se fera de la manière suivante :

La contre-valeur de toute marchandise yougoslave importée en Suisse sera réglée par le versement à la Banque nationale suisse en faveur du bénéficiaire domicilié en Yougoslavie d'un montant correspondant en francs suisses. D'autre part, la contre-valeur de toute marchandise suisse importée en Yougoslavie sera réglée par l'intermédiaire de la Banque nationale suisse.

Article II.

1. Aux termes du présent protocole sont considérées :

a) Comme marchandises suisses celles produites en Suisse ou qui y ont subi une transformation ou un travail suffisant pour leur conférer, d'après les dispositions en vigueur en Suisse, l'origine suisse.

L'origine suisse d'une marchandise doit être prouvée par une déclaration, établie par un des bureaux suisses de certificat d'origine ;

b) Comme marchandises yougoslaves celles produites en Yougoslavie ou qui y ont subi une transformation ou un travail suffisant pour leur conférer l'origine yougoslave.

2. Le présent protocole ne s'applique pas aux marchandises qui ne font que transiter à travers les territoires de l'un ou l'autre des États contractants ni à celles qui ne remplissent pas les conditions énoncées au chiffre 1 ci-dessus nécessaires pour leur conférer respectivement l'origine suisse ou yougoslave.

Article III.

Les dispositions du présent protocole sont applicables non seulement aux marchandises d'origine de l'un des deux pays importées dans l'autre pays, mais également aux frais accessoires à ce commerce et aux prestations de services (commissions, provisions, honoraires, etc.), aux paiements résultant de transactions afférentes au domaine de la propriété intellectuelle, tels que

¹ *Ratifications :*

Le Ministère des Affaires étrangères de Yougoslavie, par une note du 30 juillet 1938, a informé la Légation de Suisse à Beograd que ce protocole a été ratifié de la part du Royaume de Yougoslavie.

La Légation de Suisse à Beograd, par une note du 30 juillet 1938, a informé le Ministère des Affaires étrangères de Yougoslavie que ce protocole a été ratifié de la part de la Confédération Suisse.

Entré en vigueur le 1^{er} août 1938.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4568. — PROTOCOL¹ BETWEEN THE SWISS CONFEDERATION AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA REGARDING GOODS TRANSACTIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES AND PAYMENTS IN CONNECTION THEREWITH. SIGNED AT BERNE, JUNE 27TH, 1938.

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA and THE GOVERNMENT OF THE SWISS CONFEDERATION, desirous of promoting commercial exchanges and facilitating payments between their two countries, have concluded the following Protocol :

Article I.

Payments arising out of goods transactions between the two countries shall be effected in the following manner :

Payment for Yugoslav goods imported into Switzerland shall in all cases be made by delivery of the equivalent in Swiss francs to the Swiss National Bank to the account of the creditor domiciled in Yugoslavia. Payment for Swiss goods imported into Yugoslavia shall also in all cases be made through the Swiss National Bank.

Article II.

1. For the purpose of the present Protocol :

(a) "Swiss goods" shall be deemed to mean goods produced in Switzerland or goods which have been transformed or processed in Switzerland in a manner sufficient to confer Swiss origin within the meaning of the current Swiss regulations.

Swiss origin of goods must be attested by a declaration by one of the Swiss offices entitled to issue certificates of origin.

(b) "Yugoslav goods" shall be deemed to mean goods produced in Yugoslavia or goods which have been transformed or processed in Yugoslavia in a manner sufficient to confer Yugoslav origin.

2. The present Protocol shall not apply to goods in transit through the territory of one or other of the contracting States or to goods which do not comply with the provisions of the preceding paragraph in regard to the acquisition of Swiss and Yugoslav origin respectively.

Article III.

The applicability of the provisions of the present Protocol shall not be confined to the case of import into one of the two countries of goods originating in the other country, but shall further extend to accessory costs in connection with such imports as well as to services (commissions, percentage charges, fees and the like), as also to payments in connection with transactions

¹ *Ratifications :*

The Ministry of Foreign Affairs of Yugoslavia informed the Swiss Legation at Belgrade, by a note dated July 30th, 1938, that this Protocol was ratified on behalf of the Kingdom of Yugoslavia.

The Swiss Legation at Belgrade, by a note dated July 30th, 1938, informed the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of Yugoslavia that this Protocol was ratified on behalf of the Swiss Confederation. Came into force August 1st, 1938.

paiements pour licences, brevets, etc., de même qu'aux frais et bénéfices découlant d'opérations commerciales de maisons domiciliées en Yougoslavie ou en Suisse et effectuées dans l'autre pays.

Article IV.

Le Gouvernement yougoslave s'engage à donner sans délai ni restrictions, aussi longtemps que les paiements commerciaux entre les deux pays présenteront un état satisfaisant, les autorisations nécessaires à l'importation des produits originaires de la Confédération Suisse dont l'entrée en Yougoslavie est soumise à des restrictions.

Au cas où les paiements commerciaux entre les deux pays ne présenteraient pas un état satisfaisant, le Gouvernement yougoslave pourra appliquer à l'importation des marchandises d'origine suisse du second trimestre suivant le trimestre en question, les mesures de contrôle prévues en Yougoslavie par le décret du 6 avril 1936 et les ordonnances subséquentes.

Article V.

Aux termes du présent protocole, les paiements commerciaux entre les deux pays présentent un état satisfaisant lorsque le montant des paiements effectués par des débiteurs domiciliés en Yougoslavie en faveur de bénéficiaires domiciliés en Suisse ne dépasse pas 73 % du montant des paiements effectués par des débiteurs domiciliés en Suisse en faveur de bénéficiaires domiciliés en Yougoslavie.

Il sera procédé trimestriellement à l'examen des paiements commerciaux entre les deux pays. Cet examen aura lieu dans le courant du mois qui suivra chaque trimestre, la première fois dans le courant du mois d'octobre 1938.

L'examen se fera sur la base des versements à la Banque nationale suisse par des débiteurs domiciliés en Suisse, de même que des paiements effectués par la Banque nationale suisse à des créanciers domiciliés en Suisse conformément à l'article I du présent protocole.

Article VI.

Les ordres de paiement remis par la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie à la Banque nationale suisse, non encore exécutés à la date d'entrée en vigueur du présent protocole faute de disponibilités au compte global de clearing de la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie à la Banque nationale suisse, seront réglés conformément aux dispositions de l'Accord de clearing conclu entre les deux pays le 3 juillet 1937.

Article VII.

Selon le Traité¹ d'union douanière conclu le 29 mars 1923 entre la Confédération Suisse et la Principauté de Liechtenstein, le présent protocole sera applicable également au territoire de la Principauté de Liechtenstein.

Article VIII.

Le présent protocole entrera en vigueur le 1^{er} août 1938, sous réserve de ratification par les deux gouvernements et produira ses effets jusqu'au 31 juillet 1939. Après cette date il pourra être renouvelé de six en six mois par tacite reconduction.

Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes désirerait y mettre fin, elle devrait en aviser l'autre au moins deux mois avant le 31 juillet 1939 ou deux mois avant l'échéance d'une période de six mois.

Fait à Berne, en double exemplaire, le 27 juin 1938.

EBRARD, *m. p.*

M. PILJA, *m. p.*

¹ Vol. XXI, page 231, de ce recueil.

relating to intellectual property, such as payments for licences, patents and the like, and to charges and profits derived from commercial transactions in either country by firms domiciled in the other country.

Article IV.

The Yugoslav Government undertakes, for such time as the position of commercial payments between the two countries is satisfactory, to grant without delays or restrictions the permits required for the import of products originating in the Swiss Confederation the entry of which into Yugoslavia is at present subject to restrictions.

In the event of the position of commercial payments between the two countries ceasing to be satisfactory, the Yugoslav Government shall be entitled to apply the measures of control for which provision was made by the Yugoslav Ordinance of April 6th, 1936, and subsequent ordinances, to goods of Swiss origin imported into Yugoslavia during the second quarter following the quarter in question.

Article V.

The position of commercial payments between the two countries shall be deemed to be satisfactory within the meaning of the present Protocol when the amount of payments by debtors domiciled in Yugoslavia in favour of creditors domiciled in Switzerland does not exceed 73 per cent of the amount of the payments made by debtors domiciled in Switzerland in favour of creditors domiciled in Yugoslavia.

The position of commercial payments by the two countries to one another shall be reviewed quarterly, that is to say, for the first time during the month of October 1938, and thereafter during the month following on the end of each quarter.

The payments made to the Swiss National Bank by debtors domiciled in Switzerland and the payments made by the Swiss National Bank to creditors domiciled in Switzerland in accordance with Article I of the present Protocol shall form the basis of such review.

Article VI.

Orders to pay issued by the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia to the Swiss National Bank, on which no action has been taken at the date of the entry into force of the present Protocol by reason of the lack of sufficient funds in the pooled clearing account of the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia at the Swiss National Bank, shall be dealt with in accordance with the Clearing Agreement concluded between the two countries on July 3rd, 1937.

Article VII.

In conformity with the Customs Union Treaty¹ concluded on March 29th, 1923, between the Swiss Confederation and the Principality of Liechtenstein, the present Protocol shall be applicable equally to the territory of the Principality of Liechtenstein.

Article VIII.

The present Protocol shall come into force on August 1st, 1938, subject to ratification by the two Governments, and shall remain in force until July 31st, 1939, and may thereafter be renewed for periods of six months by tacit consent.

In the event of either of the High Contracting Parties desiring to terminate the present Protocol, it must notify the other High Contracting Party not less than two months before July 31st, 1939, or two months before the expiry of one of the six-monthly periods.

Done at Berne, in duplicate, the 27th day of June, 1938.

EBRARD, *m. p.*

M. PILJA, *m. p.*

¹ Vol. XXI, page 231, of this Series.

ARRANGEMENT COMMERCIAL

ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

Sans préjudice des dispositions du Traité¹ de commerce du 28 février 1907, le Gouvernement royal de Yougoslavie et le Gouvernement suisse désireux de faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays et de régler, dans ce but, certaines questions intéressant leur commerce mutuel, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement suisse délivrera les permis nécessaires pour l'importation en Suisse des produits yougoslaves, pour les quantités annuelles ci-dessous mentionnées :

		A.	
Numéro du tarif douanier suisse	Désignation	Quantités annuelles en quintaux	Remarques
1	— Froment	300.000	—
4	— Orge	100.000	—
7	— Mais	400.000	—
8	Haricots	3.000	—
23 a/b	Fruits et baies comestibles : — Autres, seulement pour prunes et pruneaux	20.000	L'octroi d'un contingent pour poires est réservé à une entente ultérieure. Des permis pour l'importation de pommes ne peuvent pas être accordés actuellement. La fixation des contingents pour chaque nouvelle période contractuelle demeure expressément réservée et sera basée sur les besoins annuels de la Suisse.
24 a ²	— Abricots	500	La fixation des contingents pour chaque nouvelle période contractuelle demeure expressément réservée et sera basée sur les besoins annuels de la Suisse.
24 b	Fruits et baies comestibles : — Autres	1.000	dito
25 a ¹ /a ²	Fruits secs ou tapés : — Prunes et pruneaux, non dénoyautés	5.000	dito
ex 40 a	Légumes frais, — Oignons	1.000	—
ex 40 b ²	Légumes frais, — Autres — Aulx	1.000	—
84	Volailles mortes	12.000	Les demandes de contingents additionnels seront examinées avec bienveillance.
86	Œufs	35.000	dito
117 a	Vins rouges naturels, jusqu'à 13° d'alcool inclusivement	10.000 hl.	La fixation des contingents pour chaque nouvelle période contractuelle demeure expressément réservée et sera basée sur les besoins annuels de la Suisse.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXV, page 619.

COMMERCIAL ARRANGEMENT

BETWEEN THE SWISS CONFEDERATION AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

Without prejudice to the provisions of the Commercial Treaty¹ of February 28th, 1907, the Royal Government of Yugoslavia and the Swiss Government, desirous of promoting commercial exchanges between the two countries, and for that purpose of regulating certain points in connection with their commercial relations one with the other, have agreed as follows :

Article I.

The Swiss Government shall issue the permits required for the import into Switzerland of Yugoslav products up to the annual quantities hereinunder specified :

A.			
Item of Swiss Customs Tariff	Designation	Annual quantities in quintals	Observations
1	— Wheat	300,000	—
4	— Barley	100,000	—
7	— Maize	400,000	—
8	Beans	3,000	—
23 a/b	Fruit and edible berries : — Others, only for plums and prunes	20,000	The question of a quota for pears is reserved for subsequent agreement. Permits for the import of apples cannot be accorded at the present time.
24 a ²	— Apricots	500	The question of what quotas should be fixed for each new period under the present Arrangement is explicitly reserved and will depend on the annual requirements of Switzerland.
24 b	Fruit and edible berries : — Others	1,000	ditto
25 a ^{1/a}	Fruit, dried or drained : — Plums and prunes, with the stones	5,000	ditto
ex 40 a	Vegetables, fresh, — Onions	1,000	—
ex 40 b	Vegetables, fresh, — Others — Garlic	1,000	—
84	Poultry, dead	12,000	Applications for additional quotas will be favourably considered.
86	Eggs	35,000	ditto
117 a	Natural red wines, up to 13° of alcohol inclusive	10,000 hl.	The question of what quotas should be fixed for each new period under the present Arrangement is explicitly reserved and will depend on the annual requirements of Switzerland.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 561.

Numéro du tarif douanier suisse	Désignation	Quantités annuelles en quintaux	Remarques
132 b	Chevaux, autres	1.500 pièces	L'importation de chevaux de la Yougoslavie sera permise, pour autant qu'elle soit effectuée aux conditions d'usage et sous réserve que l'état de santé des chevaux réponde aux prescriptions vétérinaires suisses.
ex 213	Tourteaux	20.000 q	—
216 a	Farine pour le bétail, dénaturée	5.000	—
235	Bois de construction et bois d'œuvre :		
	— Sciés de long ou refendus, même complètement équarris		
	— Autres de tous genres		
	— De chêne	50.000	—
236	— D'autres essences feuillues	50.000	—
237	— D'essences résineuses	50.000	—
306 e ¹	Papiers et cartons avec dessins obtenus par pression ou avec dessins en couleur		
	— Papiers de soie crêpés, d'une seule couleur	150	—
776	Clous :		
	— Découpés, pressés, fondus, forgés		
	— Autres	65	—
B.			
31 b/d	Raisins de table, frais, des positions du tarif douanier suisse 31 b et 31 d	Pas de restrictions d'importation.	Au cas où les restrictions d'importation devraient être étendues aux positions désignées ci-contre du tarif douanier suisse, positions qui actuellement ne sont pas soumises à de telles restrictions, l'importation yougoslave sera admise dans la mesure de l'année 1937, sous réserve cependant de cas tout à fait exceptionnels.
41	Légumes conservés — champignons secs des positions du tarif douanier suisse 41	Pas de restrictions d'importation.	dito
44 a	Légumes conservés, — conserves de tomates, des positions du tarif douanier suisse 44 a	Pas de restrictions d'importation.	dito
710 b	Ferrosilicium brut	Pas de restrictions d'importation.	dito

C.

Les contingents sont des contingents annuels qui seront répartis au prorata des périodes de la validité du présent arrangement.

Item of Swiss Customs Tariff	Designation	Annual quantities in quintals	Observations
132 b	Horses, others	1,500 units	The import of horses from Yugoslavia shall be allowed in so far as it is carried out under the customary conditions and provided that the condition of health of the horses is such as to meet the requirements of the Swiss veterinary regulations.
ex 213	Oil-cake	20,000 q.	—
216 a	Meal for cattle food, denatured	5,000	—
235	Wood for building and cabinet-makers' wood : — Sawn lengthwise or split, even if completely square		
	— Others of all kinds		
	— Of oak	50,000	—
236	— Of other non-resinous woods	50,000	—
237	— Of resinous woods	50,000	—
306 e ¹	Paper and cardboard with impressed designs or with coloured designs — Crêpe tissue-paper, of one single colour	150	—
776	Nails : — Cut out, pressed, cast, wrought — Others	65	—
B.			
31 b/d	Table grapes, charges of the Swiss Customs Tariff 31 b and 31 d	No restrictions on import.	Should import restrictions be extended to items of the Swiss Customs Tariff referred to in the opposite column, which at present are not subject to such restrictions, imports from Yugoslavia shall be permitted up to the amount of the year 1937, subject to reservations in quite exceptional cases.
41	Vegetables, preserved — Dried mushrooms coming under No. 41 of the Swiss Customs Tariff.	No restrictions on import.	ditto
44 a	Vegetables, preserved — Tomato preserves, coming under No. 44 a of the Swiss Customs Tariff	No restrictions on import.	ditto
710 b	Siliceous crude iron	No restrictions on import.	ditto

C.

The quotas shall be annual quotas split up *pro rata* over the periods of validity of the present Arrangement.

Les permis d'importation seront délivrés au commencement de chaque trimestre dans le cadre des contingents répartis de la manière prévue à l'alinéa ci-dessus. Les contingents trimestriels non utilisés au cours d'un trimestre seront reportés sur les trimestres suivants.

Toutefois, des exceptions seront faites pour certains articles de caractère saisonnier. Le Gouvernement suisse examinera avec bienveillance des demandes y relatives.

Article 2.

Le Gouvernement suisse examinera avec bienveillance les demandes des importateurs suisses tendant à obtenir des contingents additionnels. En tant que le marché suisse le permettra, le Gouvernement suisse fixera le contingent additionnel pour les articles qui feront l'objet de telles demandes.

Article 3.

Si la Suisse importe du gros bétail de boucherie et des porcs, des pourparlers auront lieu entre l'Office vétérinaire fédéral et l'Institut yougoslave d'exportation au sujet de l'exécution de compensations avec du bétail d'élevage suisse.

Si l'importation en Suisse de gros bétail de boucherie est autorisée, une quote-part proportionnelle pour le moins égale à celle de l'année 1937 sera accordée à la Yougoslavie à la condition toutefois que les prix et la qualité conviennent. Si l'importation en Suisse de porcs est autorisée, l'octroi d'un contingent à la Yougoslavie sera examiné avec bienveillance et d'entente entre les organes compétents des deux pays.

Article 4.

L'importation de salamis et de mortadelles de la Yougoslavie est admise dans le cadre général de l'importation de ces marchandises, pour autant que lesdits produits soient conformes aux prescriptions sanitaires et vétérinaires en vigueur.

Article 5.

Conformément à l'article 4 chiffre 2 du Protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents, le Gouvernement yougoslave a la faculté d'appliquer le décret du 6 avril 1936 et les ordonnances subséquentes du ministre des Finances à l'importation de marchandises suisses.

Le Gouvernement yougoslave s'engage vis-à-vis du Gouvernement suisse à appliquer dans un tel cas le contrôle de l'importation des marchandises énumérées dans les ordonnances du ministre des Finances des 11 juin et 5 juillet 1937 de la manière suivante :

1. Sans préjudice des dispositions de l'article V du Protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents conclu le 27 juin 1938, des permis d'importation pour les marchandises d'origine suisse énumérées dans les ordonnances désignées ci-dessus seront délivrés pendant la période du 1^{er} août au 31 décembre 1938 pour une valeur minimale mensuelle de fr. 400.000.

2. Le pourcentage des marchandises énumérées dans les ordonnances désignées ci-dessus suivant les numéros du tarif douanier sera déterminé par la moyenne de la valeur effective, accusée par la statistique commerciale yougoslave, de leurs importations dans les années 1935-1937.

3. L'importation sera restreinte pour tous les numéros du tarif douanier et pour les contingents individuels des importateurs yougoslaves simultanément et dans la même mesure. Les contingents individuels non ou partiellement utilisés seront reportés sans autre et sans restrictions sur les trimestres suivants de l'année contractuelle se terminant la première fois le 31 juillet 1939 et répartis à nouveau.

4. Les contingents non ou partiellement utilisés peuvent, pendant une année contractuelle, être reportés de trimestre en trimestre sans autre et sans restrictions.

Import permits shall be issued at the beginning of each quarter within the limits of the quotas so split up. Quarterly quotas which are not used during any given quarter shall be carried over to the following quarters.

Exceptions shall, nevertheless, be made in the case of particular articles of a seasonal nature. The Swiss Government shall give favourable consideration to applications in respect of such articles.

Article 2.

The Swiss Government shall give favourable consideration to applications by Swiss importers for supplementary quotas. The Swiss Government shall fix supplementary quotas for the articles concerned in so far as Swiss market conditions allow.

Article 3.

In the event of Switzerland importing large cattle for slaughter or swine, the Swiss Federal Veterinary Office and the Yugoslav Export Institute shall concert together as to the possibility of compensatory exports of Swiss cattle.

Should the import into Switzerland of large cattle for slaughter be allowed, a proportional quota of not less than the amount for the year 1937 shall be accorded to Yugoslavia, subject always to the condition of satisfactory prices and quality. Should the import into Switzerland of swine be allowed, the question of a quota for Yugoslavia shall receive favourable consideration on the basis of common accord between the competent authorities in the two countries.

Article 4.

Salami and mortadella sausages from Yugoslavia may be imported into Switzerland within the general limits for the import of such products, provided they comply with the current Swiss sanitary and veterinary regulations.

Article 5.

Under the second paragraph of Article IV of the Protocol between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith, the Government of Yugoslavia is entitled to apply the Ordinance of April 6th, 1936, and subsequent ordinances of the Minister of Finance to the import of Swiss goods.

The Yugoslav Government hereby undertakes in relation to the Swiss Government to make its application in such case of the control of imports of the goods to which the Ordinances of the Finance Minister of June 11th and July 5th, 1937, relate, conform to the following provisions :

1. Without prejudice to the provisions of Article V of the Protocol of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith, import permits for the goods of Swiss origin to which the ordinances aforesaid relate shall be issued during the period August 1st - December 31st, 1938, to a minimum monthly value of 400,000 francs.

2. The percentage of the goods specified in the ordinances aforesaid under the items of the Customs tariff relating thereto shall be determined on the basis of the average actual value of the imports thereof in the years 1935 - 1937 as recorded in the Yugoslav commercial statistics.

3. Imports shall be restricted at the same time and to the same extent in the case of all items of the Customs tariff, as also in the case of the individual quotas of Yugoslav importers. Individual quotas which are not used, or are only in part used, in any given year to which the present Arrangement relates shall be carried over automatically and without restriction to subsequent quarters of the year in question, beginning with the year ending July 31st, 1939, and shall be split up for each quarter for the purpose.

4. Quotas which are not used, or are only in part used, in any given year to which the present Arrangement relates may be carried over automatically and without restriction from quarter to quarter of the year in question.

5. A la demande du Gouvernement suisse, la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie tiendra compte des besoins saisonniers relatifs à l'importation de certaines catégories de marchandises, dans le cadre de contingents.

6. La valeur de l'importation répartie sur les divers numéros du tarif douanier fixée pour un trimestre déterminé, sera portée à la connaissance de l'Office suisse de Compensation par la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie dans les premiers jours du trimestre précédent. Si, en application de cette disposition, la quote-part fixée pour une catégorie de marchandises a été dépassée dans un trimestre, la quote-part d'une telle catégorie de marchandises sera réduite dans la même mesure pendant les trimestres suivants de la période contractuelle se terminant, la première fois, le 31 juillet 1939. De même, la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie communiquera au début de chaque trimestre le montant des permis délivrés pendant le trimestre précédent pour chacune des catégories de marchandises mentionnées au chiffre 1 ci-dessus.

7. L'activité sera déterminée exclusivement d'après les paiements exécutés pour le règlement de marchandises d'origine suisse.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de constituer une commission mixte qui veillera au bon fonctionnement du présent protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents conclu le 27 juin 1938 et de ses annexes et recherchera les moyens propres à intensifier les échanges commerciaux entre les deux pays.

La commission mixte se réunira sur demande de l'un des deux gouvernements. Ses décisions devront être approuvées par les deux gouvernements.

Article 7.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} août 1938, sous réserve de ratification par les deux gouvernements. Il fait partie intégrante du protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents conclu le 27 juin 1938.

EBRARD, *m. p.*

M. PILJA, *m. p.*

PROTOCOLE FINAL

Article premier.

D'après les dispositions légales en vigueur en Yougoslavie, une quote-part du produit des exportations yougoslaves vers les pays avec lesquels le règlement réciproque du trafic des marchandises s'effectue en devises libres doit être cédée par l'exportateur à la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie au cours légal officiel. Cette quote-part, actuellement de vingt-cinq pour cent, est valable envers tous les pays avec lesquels le règlement réciproque du trafic des marchandises se fait en devises libres.

Le Gouvernement yougoslave s'engage, au cas où une quote-part inférieure à 25 % serait accordée, même partiellement, à un pays quelconque, à appliquer à la Suisse, à partir de la même date et sans contre-prestation, le même traitement plus favorable.

Par contre, une fixation de la quote-part en question à un pourcentage supérieur ne pourra avoir lieu qu'avec le consentement du Gouvernement suisse, à moins qu'une telle augmentation ne soit appliquée simultanément dans la même mesure et de la même manière à l'égard de tout autre pays.

5. If so requested by the Swiss Government, the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia shall take seasonal requirements into account in connection with the import of particular classes of goods within the limits of the quotas.

6. The value of imports under the different items of the Customs tariff, as determined for any given quarter, shall be notified to the Swiss Clearing Office by the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia within the first few days of the preceding quarter. If, in application of the present provision, the quota determined for any given class of goods has been exceeded during any given quarter, the quota of such goods shall be reduced in the same extent in subsequent quarters of the periods to which the present Arrangement relates, beginning with the period ending July 31st, 1939. In like manner, the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia shall notify at the beginning of each quarter the amount of the permits issued during the preceding quarter for each of the classes of goods to which sub-paragraph 1 above relates.

7. The volume of commercial transactions shall be dependent entirely on the amount of payments made for goods of Swiss origin.

Article 6.

The High Contracting Parties hereby agree to set up a Joint Committee to supervise the effective operation of the Protocol of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith, and the annexes thereto, and to seek means to promote commercial exchanges between the two countries.

The Joint Committee shall meet at the request of either of the two Governments. Its decisions must be approved by both Governments.

Article 7.

The present Arrangement shall come into force on August 1st, 1938, subject to ratification by the two Governments. It is an integral part of the Protocol of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith.

EBRARD, *m. p.*

M. PILJA, *m. p.*

FINAL PROTOCOL.

Article 1.

Under the current legal regulations in Yugoslavia, a percentage of the proceeds of Yugoslav exports to countries, where payments arising out of goods transactions between such countries and Yugoslavia are made in free currency, has to be handed over by the exporter to the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia at the official legal rate of exchange. The said percentage (amounting at the present time to 25 per cent) is applicable to all countries where payments arising out of goods transactions between such countries and Yugoslavia are made in free currency.

The Yugoslav Government hereby undertakes, in the event of a percentage of less than 25 % being accorded in whole or in part in the case of any country, to extend the same favoured treatment to Switzerland as from the same date without any countervailing concession on Switzerland's part.

Conversely, the percentage may not be increased without the consent of the Swiss Government, unless such increase is made applicable at the same time, to the same extent and in the same manner to all other countries.

Article 2.

Sous réserve des dispositions de l'article VI du Protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents conclu le 27 juin 1938, le Gouvernement yougoslave s'engage à mettre sans délai ni restrictions les devises libres nécessaires au paiement de toute marchandise importée de Suisse en Yougoslavie.

Cette obligation s'étend aussi bien aux marchandises importées de Suisse en Yougoslavie pendant la durée de validité du Protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents conclu le 27 juin 1938, qu'à celles importées de Suisse en Yougoslavie avant la date d'entrée en vigueur dudit protocole, mais dont la contre-valeur n'était pas versée le 31 juillet 1938 au compte de clearing à la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie.

Article 3.

Si l'activité en faveur de la Yougoslavie prévue à l'article V du Protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents est dépassée, l'excédent qui en résultera sera reporté sur les trimestres suivants dans lesquels ladite activité n'aurait pas été atteinte.

Un tel report pourra être opéré pendant une année contractuelle, se terminant la première fois le 31 juillet 1939.

Article 4.

Le Gouvernement yougoslave accordera les devises nécessaires aux personnes domiciliées en Yougoslavie désirant se rendre en Suisse pour raisons de santé, d'études ou de tourisme, d'après les règles de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Le Gouvernement yougoslave se déclare prêt à traiter les revendications des sociétés suisses d'assurances pratiquant l'assurance directe en Yougoslavie de même que celles des sociétés suisses d'assurances et de réassurances effectuant des opérations de réassurance en Yougoslavie non seulement d'après le principe de la nation la plus favorisée, mais, outre cela, avec la plus grande bienveillance.

En particulier, il examinera avec la plus grande bienveillance, les demandes relatives à des paiements par le débit des comptes « Dinars internes » aux fins de paiement à des personnes physiques et morales domiciliées en Yougoslavie, de même que des bonifications à des comptes « Dinars internes », de sociétés d'assurances et de réassurances non yougoslaves.

De plus, le Gouvernement yougoslave usera de la plus grande bienveillance dans l'octroi de devises, à valoir sur les avoirs desdites sociétés en compte « Dinars internes », résultant de l'encaissement de primes, ainsi que de recettes accessoires, en faveur :

1^o Des sociétés suisses d'assurances pratiquant l'assurance directe en Yougoslavie, en couverture des frais généraux d'administration de leur siège central en Suisse afférents à leur trafic d'assurances en Yougoslavie ;

2^o Des sociétés suisses d'assurances et de réassurances effectuant en Yougoslavie des opérations de réassurance, en couverture des frais généraux d'administration de leur siège central en Suisse et des paiements qu'elles ont à faire à des rétrocessionnaires étrangers pour leur trafic avec la Yougoslavie.

Article 6.

Le Gouvernement yougoslave se déclare prêt, en cas de vente de la station d'élevage Suplja Lipa, d'examiner avec la plus grande bienveillance, une demande des vendeurs suisses tendant à obtenir les devises libres nécessaires au transfert du prix de vente de ladite station.

Article 2.

Subject always to the provisions of Article VI of the Protocol of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith, the Yugoslav Government hereby undertakes to make available without delays or restrictions the free currency required for payment for all goods imported from Switzerland into Yugoslavia.

The said undertaking shall be applicable both to goods imported from Switzerland into Yugoslavia during the period of validity of the Protocol of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith, and to goods imported from Switzerland into Yugoslavia before the entry into force of the said Protocol, where the dinar equivalent of such goods had not on July 31st, 1938, been paid in to the clearing account at the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia.

Article 3.

In the event of the volume of commercial transactions in favour of Yugoslavia, as anticipated in Article V of the Protocol between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith, being exceeded, the resulting balance shall be carried over to subsequent quarters in which the volume of commercial transactions is less than was anticipated.

Such balances may be carried over in any year covered by the present Protocol, beginning with the year ending July 31st, 1939.

Article 4.

The Yugoslav Government shall make available the foreign exchange required for persons domiciled in Yugoslavia who desire to proceed to Switzerland for reasons of health, study or travel, to the extent to which such foreign exchange is available for nationals of the nation most favoured in this respect.

Article 5.

The Yugoslav Government hereby declares that it is prepared to give the most favourable consideration, as well as most-favoured-nation treatment, to claims of Swiss insurance and reinsurance companies doing direct insurance business or reinsurance business in Yugoslavia.

More particularly, the Yugoslav Government will give the most favourable consideration to applications for the debit of "internal dinar" accounts for the purpose of payments to physical or moral persons domiciled in Yugoslavia, as also to applications for the credit of the said accounts in favour of non-Yugoslav insurance or reinsurance companies.

Furthermore, the Yugoslav Government will give the most favourable consideration to applications by the said companies for foreign exchange against sums credited to their "internal dinar" accounts in respect of premiums or accessory charges, that is to say, to :

(1) Applications by Swiss insurance companies doing direct insurance business in Yugoslavia for foreign exchange to cover overhead expenditure of their headquarters in Switzerland incurred in connection with their insurance business in Yugoslavia ;

(2) Applications by Swiss insurance and reinsurance companies doing reinsurance business in Yugoslavia for foreign exchange to cover overhead expenditure of their headquarters in Switzerland, or payments due by them to assignees in connection with their business in Yugoslavia.

Article 6.

The Yugoslav Government hereby declares that, in the event of the stock-breeding station at Suplja Lipa being for sale, it is prepared to give the most favourable consideration to any application by the Swiss vendors for the free currency required for the transfer of the sale price of the said station.

Article 7.

Le Gouvernement yougoslave autorisera les importateurs yougoslaves de bétail d'élevage qui restent devoir en liquidation d'opérations de compensation avec du maïs et du blé effectuées en automne 1936, le montant d'environ fr. 58.000 valeur ce jour, à :

Genossenschaft zur Förderung des Simmentaler Zucht-	
viehexportés	Fr. 45.000,—
Monsieur Hofer, éleveur de bétail, Erlenbach. . . environ	Fr. 13.000,—
	<hr/>
	Fr. 58.000,—

à acquérir les devises nécessaires d'après les dispositions du chiffre I du Protocole confidentiel concernant le règlement des paiements relatifs au trafic des marchandises du 27 juin 1938, pour autant que les débiteurs en question versent le montant correspondant à la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie après le 31 juillet 1938. Une telle remise de devises ne sera pas prise en considération lors de l'examen prévu à l'article V du Protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents, conclu le 27 juin 1938.

Les débiteurs yougoslaves, effectuent-ils auprès de la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie les versements nécessaires en faveur des créanciers suisses susindiqués avant le 1^{er} août 1938, les paiements en leur faveur seront exécutés conformément aux dispositions du chiffre II du Protocole confidentiel concernant le règlement des paiements relatifs au trafic des marchandises, du 27 juin 1938.

Article 8.

Le Gouvernement yougoslave déclare formellement que le système de paiement faisant l'objet de l'Accord de clearing du 3 juillet 1937 sera, à la demande du Gouvernement suisse, mis à nouveau en vigueur si le système de paiement convenu dans le Protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents, ne s'avérait pas propre à sauvegarder les intérêts suisses au moins dans la même mesure que sous le régime du clearing.

Sur demande du Gouvernement suisse et en dérogation aux dispositions de l'article VIII du Protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents conclu le 27 juin 1938, le système de paiement faisant l'objet de l'Accord de clearing du 3 juillet 1937 sera mis à nouveau en vigueur au début d'un trimestre, moyennant préavis d'un mois.

Article 9.

Si le Protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents prend fin, le Gouvernement yougoslave enjoindra la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie à mettre à disposition, sans restrictions et à l'échéance, les devises nécessaires au règlement intégral de toutes créances commerciales des créanciers domiciliés en Suisse envers des débiteurs domiciliés en Yougoslavie, sans égard au fait que les conventions futures remplacent ou non les arrangements présents et quelle que soit la nature du nouveau règlement du trafic des marchandises et des paiements.

De son côté, le Gouvernement suisse accordera, dans ce cas, un traitement équivalent à toutes créances commerciales de créanciers domiciliés en Yougoslavie envers des débiteurs domiciliés en Suisse.

Article 7.

The Yugoslav Government will arrange in the case of the Yugoslav importers of breeding stock, who are still indebted in respect of clearing transactions in connection with maize and wheat effected in the autumn of 1936 to the (approximate) aggregate amount of Frs. 58,000.— at to-day's rate of exchange, that is to say :

To the Genossenschaft zur Förderung des Simmenthaler Zuchtviehexportes to the amount of	Frs. 45,000.—
To Herr Hofer, Stock-breeder, Erlenbach, to the (approximate) amount of	Frs. 13,000.—
Total	<u>Frs. 58,000.—</u>

to make available the foreign exchange required under Section I of the Confidential Protocol of June 27th, 1938, concerning payments in connection with goods transactions, provided the debtors concerned make payment of the dinar equivalent to the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia after July 31st, 1938 ; and the foreign exchange made available in this connection shall not be taken into account for the purposes of the review for which provision is made in Article V of the Protocol of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith.

In the event of payment to the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia in favour of the Swiss creditors concerned being made by the Yugoslav debtors concerned before August 1st, 1938, the sums concerned shall be dealt with in the manner provided in Section II of the Confidential Protocol of June 27th, 1938, concerning payments in connection with goods transactions.

Article 8.

The Yugoslav Government hereby explicitly declares that the system of payments for which provision is made in the Clearing Agreement of July 3rd, 1937, shall be reintroduced, at the request of the Swiss Government, in the event of the system of payments for which provision is made in the Protocol between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith failing to safeguard Swiss interests to at least the same extent as the system of payments for which provision is made in the Clearing Agreement.

Notwithstanding anything to the contrary contained in Article VIII of the Protocol of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith, the period of notice to be given by the Swiss Government in the event of a request by the latter for the reintroduction of the system of payments for which provision is made in the Clearing Agreement of July 3rd, 1937, shall be one month before the beginning of the quarter in which such reintroduction is to take effect.

Article 9.

In the event of the lapse of the Protocol between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith, the Yugoslav Government will instruct the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia to make available without restrictions on the due date the foreign exchange required for the settlement in full of all commercial claims of creditors domiciled in Switzerland against debtors domiciled in Yugoslavia, without regard to the eventuality of new agreements being concluded in future concerning goods transactions between the two countries or payments in connection therewith, in lieu of the present arrangements, and without regard to the nature of such agreements.

The Swiss Government for its part will in such case accord equivalent treatment to all commercial claims of creditors domiciled in Yugoslavia against debtors domiciled in Switzerland.

Article 10.

Le présent protocole fait partie intégrante du Protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents conclu le 27 juin 1938.

EBRARD, *m. p.*

M. PILJA, *m. p.*

Certifié pour copie conforme :

D'ordre du Ministre,

Le Chef de la 1^{re} Section du Département politique,

N. V. Vulović,

PROTOCOLE¹ ADDITIONNEL

AU PROTOCOLE CONCLU LE 27 JUIN 1938 ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET LE ROYAUME DE YUGOSLAVIE RELATIF AU TRAFIC RÉCIPROQUE DES MARCHANDISES ET AU RÈGLEMENT DES PAIEMENTS Y AFFÉRENTS. SIGNÉ A BELGRADE, LE 21 SEPTEMBRE 1938.

La Commission mixte constituée conformément à l'article 6 de l'Arrangement commercial entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse du 27 juin 1938, dans le but d'intensifier les échanges commerciaux entre les deux pays et de contribuer au bon fonctionnement du Protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents, conclu le 27 juin 1938, a pris, au cours de sa première session tenue à Belgrade, du 7 au 21 septembre 1938, les décisions suivantes, sous réserve de l'approbation des gouvernements des deux pays :

Article premier.

Le chiffre 1^{er} de l'article 5 de l'Arrangement commercial entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse du 27 juin 1938 est remplacé par la disposition suivante :

Pendant la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 1938, des permis d'importation pour les marchandises d'origine suisse des catégories énumérées dans les ordonnances du ministre des Finances des 11 juin et 5 juillet 1937 seront délivrés pour un montant fixe de 1.200.000 fr.

Article 2.

Les organes compétents des deux pays pourront, d'un commun accord, délivrer des autorisations d'importation dépassant la somme de 1.200.000 fr. fixée à l'article premier ci-dessus.

Article 3.

Pendant la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 1938 et à partir du 1^{er} janvier 1939, pour autant que des restrictions au sens de l'article IV du Protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des

¹ *Ratifications :*

Le Ministère des Affaires étrangères de Yougoslavie, par une note du 26 octobre 1938, a informé la Légation de Suisse à Beograd que ce protocole additionnel a été ratifié de la part du Royaume de Yougoslavie.

La Légation de Suisse à Beograd, par une note du 28 octobre 1938, a informé le Ministère des Affaires étrangères de Yougoslavie que ce protocole additionnel a été ratifié de la part de la Confédération Suisse.

Entré en vigueur le 26 septembre 1938.

Article 10.

The present Protocol is an integral part of the Protocol of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith.

EBRARD, *m. p.*

M. PILJA, *m. p.*

ADDITIONAL PROTOCOL¹

TO THE PROTOCOL OF JUNE 27TH, 1938, BETWEEN THE SWISS CONFEDERATION AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA CONCERNING GOODS TRANSACTIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES AND PAYMENTS IN CONNECTION THEREWITH. SIGNED AT BELGRADE, SEPTEMBER 21ST, 1938.

The Joint Committee set up under Article 6 of the Commercial Arrangement of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation for the purpose of promoting commercial exchanges between the two countries and facilitating the operation of the Protocol of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith, at its first session held at Belgrade, September 7th—21st, 1938, took the following decisions, subject to the approval of the Governments of the two countries :

Article 1.

Paragraph 1 of Article 5 of the Commercial Arrangement of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation shall be replaced by the following provision :

During the period October 1st—December 31st, 1938, import permits for the goods of Swiss origin to which the Ordinances of the Finance Minister of June 11th and July 5th, 1937, relate shall be issued up to a fixed value of Frs. 1,200,000.—.

Article 2.

The competent authorities of the two countries may arrange by common accord to issue import permits to a value exceeding the Frs. 1,200,000.— fixed in Article 1 above.

Article 3.

During the period October 1st—December 31st, 1938, and after January 1st, 1939, should restrictions under Article IV of the Protocol of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two

¹ *Ratifications :*

The Ministry of Foreign Affairs of Yugoslavia informed the Swiss Legation at Belgrade, by a note dated October 26th, 1938, that this Additional Protocol was ratified on behalf of the Kingdom of Yugoslavia.

The Swiss Legation at Belgrade, by a note dated October 28th, 1938, informed the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of Yugoslavia that this Additional Protocol was ratified on behalf of the Swiss Confederation.

Came into force September 26th, 1938.

paiements y afférents, conclu le 27 juin 1938, devraient être apportées pendant cette dernière période à l'importation de marchandises suisses en Yougoslavie, les permis d'importation pour les marchandises suisses des catégories visées par les ordonnances du ministre des Finances des 11 juin et 5 juillet 1937 seront délivrés suivant le plan de répartition, prévu à l'article 5, chiffre 2, de l'Arrangement commercial du 27 juin 1938. Ce plan de répartition sera porté à la connaissance des organes compétents suisses; les organes compétents yougoslaves examineront avec toute bienveillance les contre-propositions éventuelles présentées par les organes compétents suisses.

D'autre part, le Gouvernement suisse aura la faculté d'introduire, à partir du 1^{er} octobre 1938, un système de contrôle de l'exportation vers la Yougoslavie de marchandises suisses des catégories ne faisant pas l'objet des ordonnances du ministre des Finances désignées ci-dessus.

Suivant un tel système, les permis d'exportation seraient délivrés d'après un plan de répartition tenant compte de la moyenne de l'exportation pendant les années précédentes.

Article 4.

Pour faciliter la liquidation des montants versés jusqu'au 31 juillet 1938 au compte de clearing de la Banque nationale suisse auprès de la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie, les gouvernements des deux pays conviennent de réserver à ces fins la contre-valeur de l'importation des marchandises suivantes :

Numéro du tarif douanier suisse	Désignation
86	Œufs.
ex 23 a/b	Prunes, fraîches, emballées.
ex 24 a 1	Pommes, de table, emballées.

La contre-valeur intégrale de l'importation des marchandises énumérées ci-dessus, dédouanées à l'importation en Suisse dans la période du 26 septembre au 31 décembre 1938, sera portée au crédit du compte de liquidation auprès de la Banque nationale suisse, visé au chapitre II, chiffre 2, du Protocole confidentiel concernant le règlement des paiements relatifs au trafic des marchandises du 27 juin 1938, sans égard au fait que lesdites marchandises soient importées à valoir sur le contingent ordinaire ou supplémentaire.

Les versements des importateurs suisses et les paiements aux créanciers suisses découlant des transactions ci-dessus, effectués au crédit et par le débit du compte de liquidation à la Banque nationale suisse, n'entrent pas dans le calcul de l'activité tel qu'il est prévu à l'article V du Protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents, conclu le 27 juin 1938.

Article 5.

Le présent protocole entre provisoirement en vigueur le 26 septembre 1938, sous réserve de ratification par les deux gouvernements.

En ce qui concerne sa dénonciation, les dispositions du Protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents, conclu le 27 juin 1938, et de ses annexes, sont applicables.

Fait à Belgrade, en double exemplaire, le 21 septembre 1938.

M. PILJA, *m. p.*

EBRARD, *m. p.*

Certifié pour copie conforme :

D'ordre du Ministre,

Le Chef de la 1^{re} Section du Département politique,

N. V. Vulović.

countries and payments in connection therewith be imposed during such latter period on the import of Swiss goods into Yugoslavia, the import permits for the Swiss goods to which the Ordinances of the Finance Minister of June 11th and July 5th, 1937, relate shall be issued in accordance with the system of allocation for which Article 5, paragraph 2, of the Commercial Arrangement of June 27th, 1938, provides. The said allocation shall be notified to the competent Swiss authorities; the competent Yugoslav authorities will give favourable consideration to any counter-proposals which the competent Swiss authorities may submit.

The Swiss Government shall further be entitled as from October 1st, 1938, to introduce a system of control of exports to Yugoslavia of Swiss goods other than those to which the aforesaid Ordinances of the Finance Minister relate.

The issue of export permits under the said control shall be based on the average exports in previous years.

Article 4.

To facilitate the liquidation of the sums paid up to July 31st, 1938, into the clearing account of the Swiss National Bank with the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia, the Governments of the two countries agree to earmark for the purpose the equivalent import value of the following goods:

Item of Swiss Customs Tariff	Designation
86	Eggs.
ex 23 a/b	Plums, fresh, packed.
ex 24 a 1	Apples, for table, packed.

The whole equivalent import value of the goods aforesaid, as cleared from Customs on import into Switzerland during the period September 26th—December 31st, 1938, shall be credited to the liquidation account at the Swiss National Bank to which Chapter II, Section 2, of the Confidential Protocol of June 27th, 1938, concerning payments in connection with goods transactions relates, whether the said goods are imported on ordinary or supplementary quota.

Payments in by Swiss importers and payments out to Swiss creditors in connection with the transactions aforesaid, being in the form of credit or debit entries in the liquidation account at the Swiss National Bank, shall not be taken into consideration for the purposes of the review of the position of commercial payments for which provision is made in Article V of the Protocol of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith.

Article 5.

The present Protocol shall come provisionally into force on September 26th, 1938, subject to ratification by the two Governments.

The provisions of the Protocol of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith, and its annexes, in regard to the denunciation of the said Protocol shall be applicable equally to the present Protocol.

Done at Belgrade, in duplicate, this 21st day of September, 1938.

M. PILJA, *m. p.*

EBRARD, *m. p.*

PROTOCOLE ADDITIONNEL

AU PROTOCOLE CONCLU LE 27 JUIN 1938 ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE RELATIF AU TRAFIC RÉCIPROQUE DES MARCHANDISES ET AU RÈGLEMENT DES PAIEMENTS Y AFFÉRENTS. SIGNÉ A BELGRADE, LE 5 AVRIL 1939.

La Commission mixte, constituée conformément à l'article 6 de l'Arrangement commercial entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse du 27 juin 1938, s'étant réunie à Belgrade aux fins d'examiner le fonctionnement du Protocole entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse, relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents, conclu le 27 juin 1938 et complété par le Protocole additionnel du 21 septembre 1938, a constaté que diverses dispositions de ces protocoles, de même que la manière dont elles furent appliquées, ne paraissent pas propres à assurer au trafic réciproque des marchandises et des paiements y afférents une marche normale et satisfaisante.

Vu que, de ce fait, une modification des accords existants devient indispensable, les commissions gouvernementales des deux pays formant la Commission mixte se sont constituées en délégations et ont, en cette qualité et sous réserve de l'approbation de leurs gouvernements, pris les décisions suivantes :

Article premier.

Le Protocole additionnel au Protocole conclu le 21 septembre 1938 entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération suisse, relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents, est abrogé et remplacé par le présent protocole additionnel, modifiant et complétant le Protocole du 27 juin 1938.

Article 2.

L'article IV du Protocole du 27 juin 1938 entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse, relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents, est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

Article IV. — Les mesures prévues en Yougoslavie par le décret du 6 avril 1936 et les ordonnances subséquentes en vue du contrôle de l'importation des marchandises seront appliquées à l'avenir d'une manière permanente, sans égard au fait que l'état satisfaisant, mentionné aux anciens articles IV et V du Protocole du 27 juin 1938, sera atteint ou non.

Ledit contrôle sera exercé sur les marchandises d'origine suisse, soumises actuellement ou à soumettre à l'avenir au contrôle d'importation yougoslave.

L'application de ce contrôle aura lieu d'après les positions du tarif douanier yougoslave.

Son application sera soumise à l'agrément du Gouvernement suisse suivant les règles fixées dans le présent protocole et ses annexes.

Article 3.

L'article V du Protocole du 27 juin 1938 entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse, relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents, est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

Article V. — La valeur totale des marchandises suisses de catégories visées par les ordonnances mentionnées à l'article 2 ci-dessus sera déterminée d'après le montant des versements effectués par les débiteurs domiciliés en Suisse en faveur de bénéficiaires domiciliés en Yougoslavie, déduction faite d'une quote-part de 27%, représentant l'activité des paiements que la Suisse accorde à la Yougoslavie ; du montant obtenu sera déduite une somme correspondant au pourcentage des marchandises non énumérées dans lesdites

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE PROTOCOL CONCLUDED ON JUNE 27TH, 1938, BETWEEN THE SWISS CONFEDERATION AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA REGARDING GOODS TRANSACTIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES AND PAYMENTS IN CONNECTION THEREWITH. SIGNED AT BELGRADE, APRIL 5TH, 1939.

The Joint Committee set up under Article 6 of the Commercial Arrangement of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation, having met at Belgrade for the purpose of examining the operation of the Protocol of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith, and supplemented by the Additional Protocol of September 21st, 1938, found that various provisions of those Protocols, and the way in which they were applied, would not appear to be of such a nature as would ensure the normal and satisfactory progress of goods transactions between the two countries and payments in connection therewith.

In view of the fact that an amendment of the existing agreements has accordingly become indispensable, the Governmental Committees of the two countries forming the Joint Committee constituted themselves as delegations and, in that capacity and subject to the approval of their Governments, took the following decisions :

Article 1.

The Additional Protocol of September 21st, 1938, to the Protocol between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith shall be abrogated and replaced by the present Additional Protocol amending and supplementing the Protocol of June 27th, 1938.

Article 2.

Article IV of the Protocol of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith shall be abrogated and replaced by the following provision :

Article IV. The measures for which provision was made by the Yugoslav Ordinance of April 6th, 1936, and subsequent ordinances, for the purpose of exercising control over the importation of goods shall, in future, be applied permanently, regardless of whether the satisfactory position mentioned in the former Articles IV and V of the Protocol of June 27th, 1938, is attained or not.

The said control shall be exercised in respect of goods of Swiss origin that are at present subject or may hereafter be subject to Yugoslav control over importation.

The application of this control shall take place in accordance with the items of the Yugoslav Customs Tariff.

Such application shall be subject to the consent of the Swiss Government in accordance with the rules laid down in the present Protocol and the Annexes thereto.

Article 3.

Article V of the Protocol of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith shall be abrogated and replaced by the following provision :

Article V. The total value of Swiss goods of the categories referred to in the ordinances mentioned in Article 2 above shall be determined in accordance with the amount of the payments made by debtors domiciled in Switzerland in favour of creditors domiciled in Yugoslavia, after deduction of a proportion equivalent to 27% as representing the extent of the favourable balance of payments accorded by Switzerland to Yugoslavia ; from the amount obtained, there shall be deducted a sum corresponding to the percentage

ordonnances, déterminé par l'importation moyenne desdites marchandises dans les années 1936/1938, suivant la statistique commerciale yougoslave.

Il sera procédé trimestriellement à l'examen des versements de débiteurs suisses, mentionnés à l'alinéa ci-dessus. Cet examen aura lieu dans les premiers jours du dernier mois d'un trimestre de l'année civile. Il aura pour objet le mouvement de la période de 3 mois précédant ledit dernier mois d'un trimestre de l'année civile.

Article 4.

1. Les permis d'importation pour les marchandises d'origine suisse des catégories visées par les ordonnances du Ministère des Finances des 11 juin et 5 juillet 1937 et par les ordonnances subséquentes seront délivrés par les organes compétents yougoslaves suivant le plan de répartition prévu à l'article 5, chiffre 2, de l'Arrangement commercial du 27 juin 1938.

Ce plan de répartition sera établi par les organes compétents yougoslaves de telle manière que la répartition de l'importation en Yougoslavie de marchandises d'origine suisse entre les diverses positions du tarif douanier yougoslave ait lieu en proportion de la moyenne de l'importation suisse en Yougoslavie dans les années 1936/1938.

Un tel plan trimestriel de répartition ne peut être appliqué qu'avec l'agrément des organes compétents suisses.

2. Le Gouvernement suisse, de son côté, pourra soumettre à un contrôle l'exportation vers la Yougoslavie de marchandises de toutes catégories.

Article 5.

L'article VIII du Protocole du 27 juin 1938 entre le Royaume de Yougoslavie et la Confédération Suisse, relatif au trafic réciproque des marchandises et au règlement des paiements y afférents, est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

Article VIII. — Le présent protocole entrera en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} avril 1939, sous réserve de ratification des deux gouvernements et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1939. Après cette date, il pourra être renouvelé de 6 en 6 mois par tacite reconduction.

Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes désirerait y mettre fin, elle devrait en aviser l'autre au moins deux mois avant le 31 décembre 1939 ou deux mois avant l'échéance d'une période semestrielle.

Fait à Belgrade, en double exemplaire, le 5 avril 1939.

EBRARD, *m. p.*

M. PILJA, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

D'ordre du Ministre,

*Le Chef de la XIII^e Section
du Département politique,*

N. V. Vulovič.

of goods not enumerated in the said ordinances, as determined from the average imports of the said goods in the years 1936/1938 according to the Yugoslav commercial statistics.

The payments made by Swiss debtors mentioned in the foregoing paragraph shall be reviewed quarterly, that is to say, in the early part of the last month of each quarter of the calendar year. The review shall relate to payments made during the period of three months preceding the said last month of the quarter of the calendar year.

Article 4.

(1) Import permits for goods of Swiss origin of the categories referred to in the Ordinances of the Ministry of Finance of June 11th and July 5th, 1937, and in subsequent ordinances shall be issued by the competent Yugoslav authorities in accordance with the plan of allocation provided for in Article 5 (2) of the Commercial Arrangement of June 27th, 1938.

This plan of allocation shall be drawn up by the competent Yugoslav authorities in such a way that the allocation of imports into Yugoslavia of goods of Swiss origin as between the various items of the Yugoslav Customs Tariff shall be effected in proportion to the average amount of Swiss imports into Yugoslavia in the years 1936/1938.

Such quarterly plan of allocation shall not be applied except with the consent of the competent Swiss authorities.

(2) The Swiss Government, for its part, shall be entitled to subject to control the exportation to Yugoslavia of goods of all categories.

Article 5.

Article VIII of the Protocol of June 27th, 1938, between the Kingdom of Yugoslavia and the Swiss Confederation concerning goods transactions between the two countries and payments in connection therewith shall be abrogated and replaced by the following provision :

Article VIII. The present Protocol shall come into force with retrospective effect as from April 1st, 1939, subject to ratification by the two Governments, and shall remain in force until December 31st, 1939, and may thereafter be renewed for periods of six months by tacit consent.

In the event of either of the High Contracting Parties desiring to terminate the present Protocol, it must notify the other High Contracting Party not less than two months before December 31st, 1939, or two months before the expiry of one of the six-monthly periods.

Done in duplicate at Belgrade, this 5th day of April, 1939.

EBRARD, *m. p.*

M. PILJA, *m. p.*

N° 4569.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET COLOMBIE**

**Accord relatif à l'échange des colis postaux.
Signé à Bogota, le 31 janvier 1939, et à
Washington, le 7 février 1939.**

*Textes officiels espagnol et anglais communiqués par l'envoyé extraordinaire
et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enre-
gistrement a eu lieu le 22 mai 1939.*

**UNITED STATES OF AMERICA
AND COLOMBIA**

**Parcel Post Agreement. Signed at Bogota,
January 31st, 1939, and at Washington,
February 7th, 1939.**

*Spanish and English official texts communicated by the Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne.
The registration took place May 22nd, 1939.*

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4569. — ACUERDO ¹ RELATIVO A ENCOMIENDAS POSTALES ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE NORTE AMERICA Y LA REPUBLICA DE COLOMBIA. FIRMADO EN BOGOTA EL 31 DE ENERO DE 1939 Y EN WASHINGTON EL 7 DE FEBRERO DE 1939.

En uso de la facultad prevista por el artículo 1º, párrafo 3, del Acuerdo ² relativo a Encomiendas Postales de la Unión postal de las Américas y España, el Departamento de Correos de los Estados Unidos de Norte América y el Ministerio de Correos y Telégrafos de la República de Colombia con el objeto de llegar a un Convenio para la extensión del servicio de encomiendas postales para incluir el cambio de encomiendas con valor declarado y de encomiendas contra reembolso, han convenido en los siguientes artículos :

Artículo 1. — DECLARACIÓN DE VALOR.

1. Las Administraciones de los Estados Unidos de Norte América, incluyéndose Alaska, Hawaii, Puerto Rico, Guam, Samoa y las Islas Vírgenes de los Estados Unidos, por una parte, y de la República de Colombia, por otra parte, convienen en realizar el servicio de encomiendas con valor declarado hasta el límite máximo de 500 francos oro o su equivalencia en moneda del país de origen, previo pago por el remitente de las tasas especiales suplementarias que cada uno de los mencionados países de origen establezca en su propia jurisdicción. Estos derechos suplementarios quedan a beneficio exclusivo de la Administración de origen.

2. Las encomiendas que contengan piezas de moneda, metales preciosos, joyas o demás objetos preciosos, deberán obligatoriamente expedirse con valor declarado.

3. El remitente podrá declarar las encomiendas, facultativamente, por el valor total de su contenido o por una parte de tal valor solamente.

Artículo 2. — INDEMNIZACIONES.

1. Salvo los casos previstos en el artículo siguiente, las Administraciones responderán por la pérdida de las encomiendas con valor declarado depositadas en uno de los países contratantes para ser entregadas en el otro país y por la pérdida, expoliación o avería de su contenido o una parte de él.

El remitente u otra persona autorizada tendrá derecho a una indemnización que corresponda al monto efectivo de la pérdida, expoliación o avería. La indemnización se calculará de acuerdo con el valor efectivo (el precio corriente) de las mercaderías de la misma clase en el lugar y en la época en que las mismas hayan sido aceptadas para el transporte, siempre que la indemnización no exceda, en ningún caso, del monto en que la encomienda fué asegurada y en que el derecho de seguro ha sido cobrado, o el monto máximo de 500 francos oro. A falta de precios corrientes, la indemnización se calculará de acuerdo con el valor ordinario de la mercancía evaluada sobre las mismas bases.

2. No se pagará ninguna indemnización por la avería indirecta ni por los beneficios no realizados que resulten de la pérdida, de la expoliación, de la avería, de la falta de entrega, de la entrega errónea, o de la demora de una encomienda con valor declarado expedida de acuerdo con las estipulaciones de este acuerdo.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} avril 1939.

² Vol. CXXXI, page 447 ; vol. CXXXVIII, page 467 ; vol. CXLVII, page 353 ; vol. CLII page 312 ; vol. CLVI, page 252 ; et vol. CLX, page 414, de ce recueil.

No. 4569. — PARCEL POST AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF COLOMBIA. SIGNED AT BOGOTA, JANUARY 31ST, 1939, AND AT WASHINGTON, FEBRUARY 7TH, 1939.

In the exercise of the option granted by Article 1, Section 3, of the Agreement² relative to Parcel Post of the Postal Union of the Americas and Spain, the Post Office Department of the United States of America and the Ministry of Posts and Telegraphs of the Republic of Colombia, for the purpose of concluding arrangements for the extension of the parcel-post service to include the exchange of insured and collect-on-delivery parcels, have agreed upon the following Articles:

Article 1. — INSURANCE.

1. The Administrations of the United States of America (including Alaska, Hawaii, Puerto Rico, Guam, Samoa, and the U. S. Virgin Islands) on one hand and of the Republic of Colombia on the other hand, agree to execute the service of parcels with an insured value up to the maximum limit of 500 gold francs or its equivalent in the currency of the country of origin, upon payment by the sender of such special additional fees as each of the countries of origin mentioned may establish in its own service. Such additional fees accrue in their entirety to the Administration of origin.

2. Parcels containing coin, precious metals, jewelry, or other precious articles must be sent insured.

3. Parcels may be insured for their total value or for only part of their total value, at the option of the sender.

Article 2. — INDEMNITY.

1. Except in the cases mentioned in the Article following, the Administrations are responsible for the loss of insured parcels mailed in one of the two contracting countries for delivery in the other and for the loss, abstraction of, or damage to their contents, or a part thereof.

The sender, or other rightful claimant, is entitled to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction, or damage. The amount of indemnity is calculated on the basis of the actual value (current price, or, in the absence of current price, the ordinary estimated value) at the place where and the time when the parcel was accepted for mailing, provided in any case that the indemnity may not be greater than the amount for which the parcel was insured and on which the insurance fee has been collected, or the maximum amount of 500 gold francs.

2. No indemnity is paid for indirect damages or loss of profits resulting from the loss, rifling, damage, non-delivery, misdelivery, or delay of an insured parcel dispatched in accordance with the conditions of the present Agreement.

¹ Came into force April 1st, 1939.

² Vol. CXXXI, page 447; Vol. CXXXVIII, page 467; Vol. CXLVII, page 353; Vol. CLII, page 312; Vol. CLVI, page 252; and Vol. CLX, page 414, of this Series.

3. En el caso de que hubiere de pagarse una indemnización por la pérdida de una encomienda o por la destrucción o expoliación completa de todo su contenido, el expedidor tendrá además derecho a la devolución de las tasas postales cuando las reclame. Sin embargo, los derechos de seguro no se devolverán en ningún caso.

4. A falta del acuerdo en contrario entre los países interesados (acuerdo que puede hacerse por correspondencia) no se pagará indemnización por la pérdida, la expoliación o la avería de encomiendas con valor declarado en tránsito, esto es, por las encomiendas con valor declarado originarias de uno de los dos países contratantes y destinadas a otros países que no participaren en este acuerdo, o por los envíos asegurados originarios de algún otro país que no participare en este acuerdo y destinados a uno de los países contratantes.

5. Cuando una encomienda originaria de un país destinada al otro país se reexpida desde el país de destinación primitiva a un tercer país o se devuelva a un tercer país, a solicitud del remitente o del destinatario, el reclamante autorizado tendrá derecho solamente a tal indemnización por cualquier pérdida, expoliación o avería que ocurra después de la reexpedición o devolución del envío por el país de su primitiva destinación, y que el país en donde ocurriere la pérdida, expoliación o avería deseara pagar o estuviere obligado a pagar de conformidad con algún acuerdo existente entre los países directamente interesados en la reexpedición o devolución. Cualquiera de los dos países signatarios de este acuerdo que indebidamente reexpida una encomienda con valor declarado a un tercer país, será responsable dentro de los mismos límites que el país de origen para con el remitente, quedando sujeto a las restricciones fijadas por el presente acuerdo.

6. El remitente será responsable de los defectos en el embalaje y de la insuficiencia del cierre y de los sellos de las encomiendas con valor declarado. Además, las dos Administraciones estarán exentas de toda responsabilidad en caso de pérdida, expoliación o avería que sea causada por defectos que no se noten en la época del depósito.

Artículo 3. — EXCEPCIONES AL PRINCIPIO DE LA RESPONSABILIDAD.

Las Administraciones estarán exentas de toda responsabilidad :

(a) En el caso de las encomiendas cuyos destinatarios hayan aceptado la entrega sin reservas. En el caso de las encomiendas dirigidas « en cargo », la responsabilidad cesará cuando ellas hayan sido entregadas al destinatario mencionado en primer término y su recibo haya sido obtenido.

(b) En caso de la pérdida o avería debida a fuerza mayor.

(c) Cuando no puedan dar cuenta de las encomiendas por causa de la destrucción de los archivos debido a un caso de fuerza mayor, y siempre que la prueba de su responsabilidad no pueda comprobarse en cualquier otra forma.

(d) Cuando el daño haya sido causado por falta o negligencia del remitente, del destinatario o del representante de uno u otro o provenga de la naturaleza del objeto.

(e) Cuando se trate de encomiendas que contengan objetos prohibidos.

(f) En el caso de que el remitente de una encomienda con valor declarado, con la intención de defraudar pretenda que el contenido valga más que su valor real ; este artículo no podrá perjudicar ningún procedimiento judicial necesitado por la legislación del país de origen.

(g) Cuando se trate de encomiendas confiscadas por la aduana debido a falsa declaración de su contenido.

(h) Cuando ninguna reclamación o aplicación de indemnización haya sido presentada por el interesado o por su representante dentro de un año a contarse desde el día siguiente al de la imposición de la encomienda con valor declarado.

(i) En el caso de las encomiendas que contengan artículos sin ningún valor intrínseco, o sujetos a descomposición o que no se conformaren a las estipulaciones de este acuerdo, o que no hubieren sido depositadas en la forma prescrita ; pero el país responsable de la pérdida, expoliación o avería, puede pagar indemnización por dichas encomiendas, sin necesidad de recurso a la otra Administración.

3. In the case where indemnity is payable for the loss of a parcel or for the destruction or abstraction of the whole of the contents thereof, the sender is entitled to return of the postal charges, if claimed. However, the insurance fees are not in any case returned.

4. In the absence of special agreement to the contrary between the countries involved, which agreement may be made by correspondence, no indemnity will be paid by either country for the loss, rifling, or damage of transit insured parcels, that is, parcels originating in a country not participating in this Agreement and destined for one of the two contracting countries or parcels originating in one of the two contracting countries and destined for a country not participating in this Agreement.

5. When an insured parcel originating in one country and destined to be delivered in the other country is reforwarded from there to a third country or is returned to a third country at the request of the sender or of the addressee, the party entitled to indemnity in case of loss, rifling, or damage occurring subsequent to the reforwarding or return of the parcel by the original country of destination, can lay claim, in such a case, only to the indemnity which the country where the loss, rifling, or damage occurred consents to pay, or which that country is obliged to pay in accordance with the agreement made between the countries directly interested in the reforwarding or return. Either of the two countries signing the present Agreement which wrongly forwards an insured parcel to a third country is responsible to the sender to the same extent as the country of origin, that is, within the limits of the present Agreement.

6. The sender is responsible for defects in the packing and insufficiency in the closing and sealing of insured parcels. Moreover, the two Administrations are released from all responsibility in case of loss, rifling, or damage caused by defects not noticed at the time of mailing.

Article 3. — EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The Administrations are released from all responsibility :

(a) In case of parcels of which the addressee has accepted delivery without reservation. In the case of " in care " parcels, responsibility ceases when delivery has been made to the addressee first mentioned and his receipt has been obtained.

(b) In case of loss or damage through *force majeure*.

(c) When, their responsibility not having been proved otherwise, they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through *force majeure*.

(d) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or the addressee or the representative of either, or when it is due to the nature of the article.

(e) For parcels which contain prohibited articles.

(f) In case the sender of an insured parcel, with intent to defraud, declares the contents to be above their real value ; this rule, however, shall not prejudice any legal proceedings necessitated by the legislation of the country of origin.

(g) For parcels seized by the Customs because of false declaration of contents.

(h) When no inquiry or application for indemnity has been made by claimant or his representative within a year commencing with the day following the posting of the insured parcel.

(i) For parcels which contain matter of no intrinsic value, or perishable matter, or which did not conform to the stipulations of this Agreement, or which were not posted in the manner prescribed ; but the country responsible for the loss, rifling, or damage may pay indemnity in respect of such parcels without recourse to the other Administration.

Artículo 4. — CESE DE LA RESPONSABILIDAD.

Las Administraciones dejarán de ser responsables por las encomiendas cuya entrega hubieren efectuado en las condiciones prescritas por sus reglamentos internos para los envíos de la misma naturaleza.

Sin embargo, la responsabilidad se mantendrá cuando el destinatario o, en caso de devolución, el remitente, formule reservas al recibir una encomienda expoliada o averiada.

Artículo 5. — PAGO DE LA INDEMNIZACIÓN.

La obligación de pagar una indemnización así como las tasas postales que deban restituirse, corresponderá a la Administración de la cual dependa la oficina expedidora de la encomienda, conservando dicha Administración el derecho de recurrir contra la Administración responsable. Sin embargo, en casos en donde la indemnización haya sido pagada al destinatario, de acuerdo con el segundo párrafo del párrafo 1, artículo 2, corresponderá a la Administración destinataria.

Artículo 6. — PLAZO PARA EL PAGO DE LA INDEMNIZACIÓN.

1. El pago de la indemnización deberá efectuarse al interesado lo más pronto posible, y a más tardar en el plazo de un año a partir del día siguiente al de la reclamación.

La Administración a la cual corresponda dicho pago, podrá posponerlo excepcionalmente más allá de este plazo, cuando a la expiración de ese plazo, no ha podido deslindarse la cuestión de la responsabilidad o del destino que se hubiere dado al artículo en cuestión.

2. Salvo los casos en donde se ha pospuesto el pago, según las disposiciones del segundo párrafo del párrafo precedente, la Administración postal que asume el pago de la indemnización estará autorizada para indemnizar al interesado por cuenta de la Administración que, reglamentariamente requerida, ha dejado transcurrir nueve meses sin solucionar el asunto.

Artículo 7. — DETERMINACIÓN DE LA RESPONSABILIDAD.

1. Hasta prueba en contrario, la responsabilidad corresponderá a la Administración que, habiendo recibido la encomienda sin observación alguna y estando en posesión de todos los medios reglamentarios de investigación, no pueda comprobar el destino de la encomienda.

2. Cuando la pérdida, la expoliación o la avería de una encomienda con valor declarado sea descubierta al abrir el receptáculo en la oficina destinataria de cambio y haya sido señalada a la oficina de cambio expedidora, la responsabilidad corresponderá a la Administración de que dependa la oficina de cambio expedidora, a no ser que se compruebe que la irregularidad ha ocurrido en el servicio de la Administración destinataria.

3. Si la pérdida, expoliación o avería se produce en el curso del transporte, sin que fuere posible comprobar el territorio o servicio del país en que ocurrió el hecho, las Administraciones en causa soportarán el perjuicio por partes iguales.

4. La Administración que hubiere efectuado el pago de la indemnización quedará subrogada, hasta concurrencia del monto de dicha indemnización, en los derechos de la persona que la hubiere recibido, para todo recurso eventual, ya fuere contra el destinatario, contra el remitente o contra terceros.

5. En caso de localización ulterior de una encomienda considerada como extraviada, la persona a quien se hubiere pagado la indemnización deberá ser avisada de que puede tomar posesión del envío contra la restitución del monto cobrado.

Artículo 8. — REEMBOLSO DE LA COMPENSACIÓN.

1. La Administración responsable de la pérdida, la expoliación o la avería, o por cuenta de la cual se hubiere efectuado el pago, estará obligada a reembolsar al país que haya efectuado el pago,

Article 4. — TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

Administrations cease to be responsible for parcels of which they have effected delivery in accordance with their internal regulations for parcels of the same nature.

Responsibility is, however, maintained when the addressee or, in case of return, the sender makes reservations in taking delivery of a parcel the contents of which have been abstracted or damaged.

Article 5. — PAYMENT OF INDEMNITY.

The obligation to pay compensation, as well as the postage charges due to be refunded, rests with the Administration to which the office of origin of the parcel is subordinate. However, in cases where the compensation is paid to the addressee in accordance with Article 2, Section 1, second paragraph, the obligation shall rest with the Administration of destination. The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article 6. — PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. The payment of compensation for an insured parcel shall be made to the rightful claimant as soon as possible and at the latest within a period of one year counting from the day following that on which the application is made.

However, the Administration responsible for making payment may exceptionally defer payment of indemnity for a longer period than that stipulated if, at the expiration of that period, it has not been able to determine the disposition made of the article in question or the responsibility incurred.

2. Except in cases where payment is exceptionally deferred as provided in the second paragraph of the foregoing section, the Postal Administration which undertakes payment of compensation is authorized to pay indemnity on behalf of the Office which, after being duly notified of the application for indemnity, has let nine months pass without settling the matter.

Article 7. — FIXING OF RESPONSIBILITY.

1. Until the contrary is proved, responsibility for an insured parcel rests with the Administration which, having received the parcel without making any reservations and being put in possession of all the regulation means of investigation, cannot establish the disposal of the parcel.

2. When the loss, rifling, or damage of an insured parcel is detected upon opening the receptacle at the receiving exchange office, and has been regularly pointed out to the dispatching exchange office, the responsibility falls on the Administration to which the latter office belongs, unless it be proved that the irregularity occurred in the service of the receiving Administration.

3. If the loss, rifling, or damage has taken place in the course of transportation, without its being possible to establish on the territory or in the service of which country the act took place, the Offices involved bear the loss in equal shares.

4. The Administration paying compensation takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received it, in any action which may be taken against the addressee, the sender, or a third party.

5. If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, the person to whom compensation has been paid must be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount of compensation.

Article 8. — REPAYMENT OF COMPENSATION.

1. The Administration responsible for the loss, rifling, or damage and on whose account the payment is effected, is bound to repay the amount of the indemnity to the country which

dentro de un plazo de nueve meses a contar del envío de la notificación del pago, el monto de la indemnización efectivamente pagada.

2. El reembolso a la Administración acreedora se efectuará sin gastos para la misma, ya sea mediante un giro postal o cheque en moneda de curso legal en el país acreedor o por cualquier otro medio que se haya convenido mutuamente por correspondencia.

Artículo 9. — ACONDICIONAMIENTO DE LAS ENCOMIENDAS.

1. Como en el caso de las encomiendas ordinarias, el nombre y dirección del remitente y del destinatario deberá escribirse en caracteres claros y correctos sobre la misma encomienda o sobre un rótulo atado sólidamente a esta última. En los casos de las encomiendas que llevan la dirección inscrita tan solo en el rótulo, por razones de su forma o tamaño, el nombre y la dirección del remitente y destinatario deberán inscribirse, además, por separado, en una faja de papel que deberá incluirse dentro del envío, aunque se recomendará incluir esas fajas también en toda clase de envío.

No se admitirán las encomiendas que estuvieren dirigidas con iniciales a menos de que esas iniciales correspondan o estén adoptadas como equivalentes de los nombres de los remitentes y destinatarios.

Los remitentes de encomiendas dirigidas a bancos u otras organizaciones similares, para ser luego entregadas a segundos destinatarios, declararán en las cubiertas de sus envíos los nombres exactos y las direcciones completas de las personas destinatarias.

No se admitirán direcciones escritas a lápiz; sin embargo, se aceptarán las encomiendas cuya dirección se halle escrita a lápiz indeleble sobre un fondo previamente mojado.

2. Como en el caso de encomiendas ordinarias, las encomiendas con valor declarado deberán embalsarse de acuerdo con la seguridad del contenido y la duración del transporte.

3. En cuanto a las encomiendas con valor declarado, la declaración del valor deberá expresarse en la moneda del país de origen e inscribirse sobre la encomienda en caracteres latinos. Este monto deberá convertirse en francos oro por el remitente o por la Administración de origen y el resultado de la conversión deberá agregarse debajo de la indicación original. El monto de la declaración de valor deberá inscribirse también en la declaración de aduana.

4. Las encomiendas con valor declarado deberán sellarse mediante sellos de cera o por cualquier otro medio, aunque el país destinatario podrá abrirlos a fin de inspeccionar el contenido. Las encomiendas abiertas con ese motivo han de cerrarse luego y sellarse de oficio.

Cualquiera de las Administraciones podrá exigir que los remitentes utilicen una marca o impresión especial para sellar sus encomiendas con valor declarado, como medida de seguridad.

5. Las encomiendas con valor declarado deberán ir provistas de una marca, un rótulo o un sello que lleve la mención "Insured" o "Valeur déclarée" (valor declarado) de manera distinguible y clara sobre la cara de la dirección. El número correspondiente al de aseguramiento se pondrá luego a continuación, sobre cada una de las encomiendas. La declaración de aduana, si no estuviere pegada al envío, deberá igualmente marcarse, rotularse o sellarse con la misma mención.

6. Los rótulos o sellos postales colocados sobre las encomiendas con valor declarado deberán espaciarse de tal manera que no puedan esconder ninguna lesión del embalaje. No deberán tampoco colocarse sobre las dos caras del embalaje, de tal manera que cubran el borde.

Artículo 10. — AVISOS DE RECIBO Y RECLAMACIONES.

1. El remitente de una encomienda con valor declarado podrá obtener un aviso de recibo mediante el pago de un derecho adicional, si hubiere alguno, y que el país de origen de la encomienda exija.

2. Un derecho podrá ser percibido, a juicio de la Administración del país de origen, por cada solicitud de información relativa al destino ulterior que se hubiere dado a la encomienda con valor declarado, introducida con posterioridad al depósito de la misma si el expedidor no hubiere pagado ya el derecho especial correspondiente a un aviso de recibo.

has effected payment. This reimbursement must take place without delay and, at the latest, within the period of nine months after notification of payment.

2. These repayments to the creditor Administration must be made without expense for that Office by money order or draft, in money valid in the creditor country, or in any other way to be mutually agreed upon by correspondence.

Article 9. — PREPARATION OF PARCELS.

1. As in the case of ordinary parcels, the name and address of the sender and of the addressee must be legibly and correctly written in every case, on the parcel itself, when possible, or on a label gummed thereto. In the case of parcels addressed by tag only, because of their shape or size, the name and address of the sender and of the addressee must also be written on a separate slip which slip must be enclosed in the parcel, but it is recommended that such address slips be enclosed in all parcels.

Parcels will not be accepted when sent by or addressed to initials, unless the initials are the adopted trade name of the senders or addressees.

The senders of parcels addressed to banks or other organizations for delivery to second addresses will be obliged to state, on the labels or wrappers thereof, the exact names and addresses of the persons for whom such parcels are intended.

Addresses in ordinary pencil are not allowed, but indelible pencil may be used on a previously dampened surface.

2. As in the case of ordinary parcels, every insured parcel shall be packed in a manner adequate for the protection of the contents and the length of the journey.

3. For insured parcels, the amount of insured value must appear on the parcel in currency of the country of origin and in Roman letters. This amount must be converted into gold francs by the sender or by the office of origin and the result of the conversion is added below the original indication. The amount of the insured value must also be indicated on the Customs declaration.

4. Insured parcels must be closed and securely sealed with wax or otherwise, but the country of destination shall have the right to open them (including the right to break the seals) in order to inspect the contents. Parcels which have been so opened shall be closed again and officially sealed.

Either Administration may require a special impress or mark of the sender in the sealing of insured parcels mailed in its service, as a means of protection.

5. Each insured parcel must be marked or labelled or stamped "Insured" or "Valeur déclarée" (*valor declarado*) in a conspicuous manner on the address side and in close proximity to such indorsement there must appear the insurance number given the parcel. The Customs declaration, if not gummed to the parcel, must also be marked or labelled or stamped "Insured" or "Valeur déclarée" (*valor declarado*).

6. The labels or stamps on insured parcels must be so placed that they cannot serve to conceal injuries to the covers. They must not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 10. — RETURN RECEIPTS AND INQUIRIES.

1. The sender of an insured parcel may obtain an advice of delivery upon payment of such additional charge, if any, as the country of origin of the parcel shall stipulate.

2. A fee may be charged, at the option of the country of origin, on a request for information as to the disposal of the insured parcel made after it has been posted if the sender has not already paid the special fee to obtain an advice of delivery.

También se cobrará un derecho, a juicio del país de origen, por concepto de quejas o irregularidades que se presentaren y que a primera vista no implicaren falta del servicio postal.

3. Cada vez que se desee obtener un aviso de recibo, el remitente o la oficina de origen escribirá o sellará sobre la encomienda, de manera clara, la mención « Se solicita aviso de recibo » o « Se requiere aviso de entrega » o simplemente las letras « A. R. ».

Artículo II. — INTERCAMBIO DE ENCOMIENDAS.

Las encomiendas con valor declarado deberán encerrarse en sacos separados de aquellos en que se ponen las ordinarias. Los rótulos correspondientes a los sacos que contienen las encomiendas con valor declarado, deberán marcarse con símbolos distintivos y en conformidad con lo que se resolviere oportunamente.

Artículo 12. — INSCRIPCIÓN EN LAS HOJAS DE RUTA.

1. Las encomiendas con valor declarado se inscribirán individualmente en hojas de ruta distintas. Los siguientes datos relativos a cada encomienda con valor declarado han de inscribirse en la hoja de ruta: el número de serie del envío asegurado y la oficina (Estado o país) de origen, así como la división de peso del envío, lo mismo que en el caso de las encomiendas ordinarias.

2. En la entrada de la hoja de ruta correspondiente a una encomienda devuelta o reexpedida se expresará esa circunstancia.

3. Cada oficina de cambio expedidora deberá numerar las hojas de ruta poniendo el número correspondiente en la esquina izquierda superior, comenzándose cada año una nueva serie para cada oficina de cambio destinataria. El último número del año deberá mencionarse en la primera hoja de ruta del año siguiente.

Artículo 13. — VERIFICACIÓN POR LAS OFICINAS DE CAMBIO.

1. Al recibo de un despacho de encomiendas con valor declarado, la oficina de cambio destinataria procederá a verificarlo. Las inscripciones en las hojas de ruta serán exactamente verificadas. Cada error u omisión se comunicará inmediatamente a la oficina expedidora mediante un boletín de verificación. Si ningún boletín de verificación se confeccionara, se estimará que el despacho está en buen estado en todos respectos.

Si un error o irregularidad se notare al recibo de un despacho, todas las piezas que se relacionen con las investigaciones que se hicieren con posterioridad, o con los exámenes de demandas por el pago de indemnización, serán conservadas.

2. La oficina de cambio expedidora a la cual se dirija un boletín de verificación lo devolverá lo más rápidamente posible, después de haberlo examinado y de haber mencionado sus observaciones, si hubiere lugar. Los boletines devueltos se anexarán a las hojas de ruta a que se refieran. Se considerarán como nulas las correcciones efectuadas en una hoja de ruta sin estar respaldadas por piezas justificativas.

3. La oficina de cambio expedidora podrá además, si el caso así lo requiere, ser avisada por telegrama, por cuenta de la Administración que lo expida.

4. En caso de falta de una hoja de ruta, se hará confeccionar un duplicado, remitiendo una copia del mismo a la oficina de cambio de origen del despacho.

5. La oficina de cambio que recibiere de una oficina corresponsal una encomienda insuficientemente embalada o averiada, deberá darle curso después de haberla empacado de nuevo, si hubiere lugar, conservando hasta donde fuere posible el embalaje primitivo.

Si la avería fuere de tal naturaleza que el contenido del envío hubiere podido sustraerse, la oficina deberá proceder ante todo a la apertura de oficio de la encomienda y a la verificación de su contenido.

En los dos casos el peso de la encomienda deberá comprobarse antes y después del nuevo embalaje e indicarse sobre la envoltura misma de la encomienda. Esta indicación irá acompañada de la mención « Repacked at ... » (Reempacada en ...) junto con la firma de los empleados que hayan efectuado el reempaque.

A fee may also be charged, at the option of the country of origin, in connection with any complaint of any irregularity which *prima facie* was not due to the fault of the Postal Service.

3. When an advice of delivery is desired, the sender or office of origin shall write or stamp on the parcel in a conspicuous manner, the words " Return receipt requested ", " Advice of delivery requested " or, boldly, the letters " A. R. ".

Article 11. — EXCHANGE OF PARCELS.

Insured parcels shall be inclosed in separate sacks from those in which ordinary parcels are contained and the labels of sacks containing insured parcels shall be marked with such distinctive symbols as may be agreed upon from time to time.

Article 12. — BILLING OF PARCELS.

1. Insured parcels shall be entered on separate parcel bills and shall be listed individually. The entries shall show in respect to each insured parcel the insurance number and the office (and state or country) of origin as well as an indication of the weight division to which the parcel belongs the same as in the case of ordinary parcels.

2. The entry on the bill of any returned or redirected parcel must be followed by the word " Returned " or " Redirected " as the case may be.

3. Each dispatching exchange office shall number the parcel bills in the upper left-hand corner, commencing each year a fresh series for each exchange office of destination. The last number of the year shall be shown on the parcel bill of the first dispatch of the following year.

Article 13. — VERIFICATION BY THE EXCHANGE OFFICE.

1. Upon receipt of a dispatch of insured parcels, the receiving exchange office proceeds to verify it. The entries in the parcel bill must be verified exactly. Each error or omission must be brought immediately to the knowledge of the dispatching exchange office by means of a bulletin of verification. A dispatch is considered as having been found in order in all regards when no bulletin of verification is made up.

If an error or irregularity is found upon receipt of a dispatch, all objects which may serve later on for investigations, or for examination of requests for indemnity, must be kept.

2. The dispatching exchange office to which a bulletin of verification is sent, returns it after having examined it and entered thereon its observations, if any. That bulletin is then attached to the parcel bills of the parcels to which it relates. Corrections made on a parcel bill which are not justified by supporting papers are considered as devoid of value.

3. If necessary, the dispatching exchange office may also be advised by telegram, at the expense of the office sending such telegram.

4. In case of shortage of a parcel bill, a duplicate is prepared, a copy of which is sent to the exchange office of origin of the dispatch.

5. The exchange office which receives from a corresponding office a parcel which is damaged or insufficiently packed must redispach such parcel after repacking, if necessary, preserving the original packing as far as possible.

If the damage is such that the contents of the parcel may have been abstracted, the office must first officially open the parcel and verify its contents.

In either case, the weight of the parcel will be verified before and after repacking, and indicated on the wrapper of the parcel itself. That indication will be followed by the note " Reempacada en ... " (Repacked at ...) and the signature of the agents who have effected such repacking.

Artículo 14. — REEXPEDICIÓN.

1. Una encomienda con valor declarado reexpedida dentro del país de destino, o entregada a algún destinatario suplente en la oficina original de destino se gravará con los derechos adicionales que la Administración destinataria exija, lo mismo que las encomiendas ordinarias.

2. Cuando una encomienda con valor declarado fuere reexpedida a cualquiera de los dos países, ésta deberá despacharse en la misma clase de correo en que fué recibida, esto es, con valor declarado y nuevos derechos de seguridad podrán ser cobrados si éstos no hubieren sido previamente cubiertos, que se harán efectivos en el momento de la entrega, lo mismo que la tasa postal adicional, en beneficio de la Administración que los recaudare y fijare la cuantía.

3. Las encomiendas con valor declarado no serán reexpedidas ni devueltas a otro país, a menos que sean devueltas como encomiendas con valor declarado.

A menos que los remitentes expresen por escrito su deseo de que las encomiendas con valor declarado no sean reexpedidas a un país que no sea el país de destinación original, las encomiendas podrán reexpedirse a un tercer país, siempre que para ellas se observen las formalidades necesarias relativas a despachos de encomiendas con valor declarado.

Las encomiendas con valor declarado podrán ser devueltas al remitente en un tercer país siempre que se exprese ese deseo mediante una anotación sobre la encomienda y siempre que se reexpidan como encomienda con valor declarado. En los casos de pérdida, expoliación o avería de una encomienda con valor declarado que ha sido reexpedida o devuelta a un tercer país, las indemnizaciones a percibirse deberán sujetarse a las estipulaciones del artículo 2, párrafo 5, de este acuerdo.

Artículo 15. — FALTA DE ENTREGA.

1. Las encomiendas con valor declarado que no hubieren sido entregadas al destinatario serán devueltas al remitente (en la misma forma en que fueron recibidas, o sea, como encomiendas con valor declarado), como las encomiendas ordinarias que no puedan ser entregadas. Se percibirán nuevos derechos de seguro así como también nuevas tasas postales que cubrirá el remitente en beneficio de la oficina que efectuar el cobro.

Las encomiendas con valor declarado que no hayan sido entregadas, estarán sujetas a los mismos derechos de reexpedición que las encomiendas ordinarias que no hayan sido entregadas.

2. La administración de origen será notificada cada vez que una encomienda con valor declarado, que no ha sido entregada o devuelta, caiga en el caso de ser puesta a disposición o en el de venta por remate.

Artículo 16. — ENCOMIENDAS RECIBIDAS CON FALSA DIRECCIÓN.

Las encomiendas con valor declarado recibidas con falsa dirección no podrán ser reexpedidas a sus destinaciones respectivas a menos que se las trate como a tales, es decir, enviándolas como encomiendas con valor declarado. Si no se pudiese cumplir con ese requisito, serán devueltas al país de origen.

EL SERVICIO DE ENCOMIENDAS CONTRA REEMBOLSO.

Artículo 17. — SUJETO.

1. Las encomiendas expeditas contra reembolso se aceptarán para depósito en todas las oficinas de giros postales de los Estados Unidos de Norte América o en las oficinas de cambio de Bogotá, Barranquilla, Buenaventura, Cartagena, Medellín, Santa Marta y Tumaco de la República de Colombia.

2. Las encomiendas gravadas con reembolso se aceptarán solamente cuando su valor sea declarado.

3. Las disposiciones de los artículos 17 a 28 de este acuerdo no se aplicarán a las encomiendas gravadas con reembolso en tránsito.

Article 14. — REDIRECTION.

1. An insured parcel redirected within the country of destination or delivered to an alternate addressee at the original office of address shall be liable, the same as ordinary parcels, to such additional charges as may be prescribed by the Administration of that country.

2. When an insured parcel is redirected to either country it must be dispatched in the same kind of mails as received, that is, insured, and new insurance fees may, if not prepaid, be collected upon delivery as well as additional postage and retained by the Administration making the collection. The Administration making delivery shall fix the amount of such fees and postage when not prepaid.

3. Insured parcels shall not be forwarded or returned to another country unless they are forwarded or returned as insured mail.

Unless senders indorse insured parcels to indicate that they do not wish them forwarded to any country other than that of mailing or within the country of original address, they may be forwarded to a third country if they are forwarded as insured mail.

Insured parcels may be returned to the sender in a third country, in accordance with a return address on the parcels, if they can be returned as insured mail. In case of loss, rifling, or damage of an insured parcel forwarded or returned to a third country, indemnity will be paid only in accordance with the stipulations of Article 2, Section 5, of this Agreement.

Article 15. — NON-DELIVERY.

1. An insured parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender (in the same kind of mail as received, that is, insured mail) under the same circumstances as in the case of an ordinary parcel which cannot be delivered. New insurance fees, as well as new postage, may be collected from the sender and retained by the Administration making the collection.

Insured parcels which cannot be delivered will be subject to the same charges on return as ordinary parcels which are undeliverable.

2. The Administration of origin shall be notified when an insured parcel which is not delivered or is not returned to the country of origin is disposed of at auction or otherwise.

Article 16. — MISSENT PARCELS.

Missent insured parcels shall not be forwarded to their destination unless they are forwarded as insured mail. If they cannot be forwarded as insured mail, they shall be returned to the country of origin.

COLLECT-ON-DELIVERY SERVICE.

Article 17. — SUBJECT.

1. Parcels having charges to be collected on delivery shall be accepted for mailing to any money order post office in the United States of America or to the following offices in the Republic of Colombia : Bogotá, Barranquilla, Buenaventura, Cartagena, Medellín, Santa Marta, and Tumaco.

2. Collect-on-delivery parcels shall be accepted only when insured.

3. The provisions of the Articles 17 to 28 of this Agreement do not cover transit collect-on-delivery parcels.

Artículo 18. — TASAS POSTALES Y DERECHOS.

1. Las encomiendas gravadas con reembolso se someterán a las tasas postales, los derechos, las condiciones de depósito y las otras formalidades de las encomiendas con valor declarado sin reembolso. La Administración de origen tendrá la facultad de cobrar del remitente de cada encomienda expedida contra reembolso, un derecho de reembolso además de la tasa postal y otros derechos que se estipulen por su reglamento.
2. Las tasas postales y los derechos pertenecerán por completo al país que los hubiere cobrado.

Artículo 19. — EL MONTO DEL REEMBOLSO.

1. El monto máximo del reembolso será de 500 francos oro o su equivalencia en la moneda del país de origen. Las dos Administraciones podrán, cada vez que les pareciere oportuno, de mutuo acuerdo y por correspondencia, reducir o aumentar este monto. El monto del reembolso se expresará invariablemente en dólares y centavos.
2. Salvo arreglo en contrario por correspondencia, cuando el remitente solicite la anulación total o parcial del monto del reembolso, la solicitud se tratará entre las oficinas de cambio que hubieren tratado la encomienda.

Artículo 20. — LIQUIDACIÓN.

1. El monto total del reembolso, sin ninguna deducción por los derechos de giro o de cobro, se transmitirá al remitente mediante un giro postal internacional. La oficina que entrega la encomienda gravada con reembolso cobrará del destinatario el monto total del reembolso y además de ello los derechos de giro postal cual sea exigidos para remitir el monto del reembolso al remitente en el país de origen.
2. El país que entrega una encomienda contra reembolso podrá, a su juicio, cobrar un monto razonable, que no podrá exceder de 25 céntimos oro al destinatario como un derecho de cobro, pero este monto no se deducirá de los montos del reembolso que deberán remitirse al remitente.
3. Se prohibirá el examen del contenido de una encomienda gravada con reembolso por el destinatario hasta el momento de haberse efectuado el cobro del reembolso y todos los otros derechos que sea pagaderos sobre ella, aunque el remitente o destinatario solicite el permiso para hacer este examen.

Artículo 21. — GIROS DE REEMBOLSO.

1. Cada aviso de un giro postal, emitido en cualquiera país para pagar los reembolsos gravados sobre una encomienda, deberá indicar claramente el número de orden (de seguro) de la encomienda y llevar las letras « C. O. D. » o la mención « Reembolso » muy aparente.
2. Además de los detalles usuales, las listas de giros postales de reembolso deberán indicar el número de orden (de seguro) de las encomiendas. Ningún giro de reembolso se inscribirá en la lista de giros postales a menos de que el nombre del remitente y el nombre, así como la dirección exacta, del destinatario se incluyan.

Artículo 22. — INTERCAMBIO E INSCRIPCIÓN EN LAS HOJAS DE RUTA DE ENCOMIENDAS.

1. El intercambio de las encomiendas gravadas con reembolso se efectuará por las oficinas de cambio designadas por acuerdo entre las dos Administraciones. Los intercambios se efectuarán en despachos directos en sacos que contengan solamente encomiendas expedidas contra reembolso, inscribiéndose muy aparentes las letras « C. O. D. » o la mención « Reembolso » en los documentos que se refieran a ellas así como sobre los rótulos de los sacos. Estas encomiendas se inscribirán en hojas de ruta distintas para indicar el número de orden (de reembolso), la oficina y Estado de origen y el monto de reembolso de cada encomienda.
2. Al recibo de un despacho de encomiendas contra reembolso en la oficina de cambio del país destinatario, el despacho deberá ser verificado y tratado como se indica en el artículo 13.

Article 18. — POSTAGE AND FEES.

1. Parcels bearing charges for collection on delivery shall be subject to the postage rates, fees, conditions of mailing, and other formalities applicable to insured parcels without trade charges. The Administration of origin is entitled to collect from the sender of each parcel mailed collect-on-delivery, such collect-on-delivery fee, in addition to the required postage and other fees, as may be prescribed by its regulations.

2. The postage rates and fees shall belong entirely to the country which collects them.

Article 19. — AMOUNT OF C. O. D.

1. The maximum amount to be collected on delivery shall be 500 gold francs or its equivalent in the currency of the country of origin. This amount may be increased or decreased at any time by mutual agreement through correspondence between the two Administrations. The amount to be collected on delivery shall invariably be expressed in dollars and cents.

2. When the sender makes a request for any reduction or cancelation of the amount to be collected on delivery, the request shall be handled between the exchange offices which have handled the parcel, unless otherwise agreed to through correspondence.

Article 20. — SETTLEMENT.

1. The entire amount of the collect-on-delivery charges without any deduction for money order fee or collection charges is to be remitted to the sender by means of an international money order. The post office delivering the C. O. D. parcel will collect from the addressee the full amount of the C. O. D. charges and in addition thereto, such money order fees as are required to remit the amount of the C. O. D. charges to the sender in the country of origin.

2. The country effecting delivery of a C. O. D. parcel may at its option collect a reasonable amount, not in excess of 25 gold centimes from the addressee as a collection charge, but this amount is not to be deducted from the collection charges which are remitted to the sender.

3. Examination of the contents of a C. O. D. parcel by the addressee is prohibited until the C. O. D. charges and any other charges that may be due thereon have been collected even though the sender or addressee may make request that such action be permitted.

Article 21. — C. O. D. MONEY ORDERS.

1. Every advice of a money order, issued in either country in payment of C. O. D. charges on a parcel, must show plainly the C. O. D. (insured) number of the parcel and bear the letters "C. O. D." or the word "Reembolso" in a conspicuous position.

2. The C. O. D. money order advice lists shall show, in addition to the usual details, the C. O. D. (insured) number of the parcels. No C. O. D. money order shall be listed unless the remitter's name and the payee's name and exact address are included.

Article 22. — EXCHANGE AND BILLING OF C. O. D. PARCELS.

1. Parcels with C. O. D. charges shall be exchanged through the exchange offices appointed by agreement between the two Administrations. The exchanges shall be effected in direct dispatches in sacks containing nothing but C. O. D. parcels, the letters "C. O. D." or the word "Reembolso" being entered very conspicuously in the documents covering them, as well as on the labels of the sacks. Such parcels will be listed in separate bills to show, in respect to each parcel, the C. O. D. number, post office and State of origin, and the C. O. D. amount.

2. Upon receipt of a dispatch of C. O. D. parcels, at the exchange office of the country of destination, the dispatch must be carefully checked and otherwise treated as provided in Article 13.

Artículo 23. — LISTAS DE GIROS POSTALES DE REEMBOLSO.

Las oficinas de New York y Bogotá solamente podrán transmitir las listas de giros postales de reembolso y estos giros se inscribirán por separado de los ordinarios y la lista se marcará « Collect-on-delivery » o « Reembolso ».

Artículo 24. — GIROS DE REEMBOLSO NO PAGADOS.

1. Los giros de reembolso que no hayan podido pagarse a los beneficiarios por cualquier causa, se dejarán a la disposición de la Administración del país de origen de las encomiendas a las cuales se refiere estos giros.

2. Cuando se crea que el servicio de encomiendas contra reembolso fuere empleado con un designio de defraudar, el pago de los giros en cuestión se retendrá, si es posible, y los giros se tratarán en cada caso, equitativamente, de conformidad con los reglamentos del país de origen de las encomiendas gravadas con el reembolso en cuestión.

3. Con respecto a las otras formalidades, los giros postales de reembolso se someterán a las disposiciones que rijan el intercambio de giros postales entre los dos países.

Artículo 25. — RESPONSABILIDAD POR LAS ENCOMIENDAS GRAVADAS CON REEMBOLSO.

1. Como en el caso de las encomiendas con valor declarado sin reembolso, la pérdida, expoliación o avería de una encomienda gravada con reembolso comprometerá la responsabilidad de las Administraciones postales de conformidad con las disposiciones de los artículos 2 a 7.

2. Si la encomienda contra reembolso fuere entregada al destinatario sin remisión del monto correspondiente al monto del reembolso, el remitente u otra persona autorizada tendrá derecho a una indemnización correspondiente al monto del reembolso no remitido, siempre que hubiere formulado su reclamación dentro del plazo previsto y a menos que la falta de cobro fuere debida a una falta o negligencia de su parte o que la transmisión en los despachos postales del contenido de la encomienda no fuere prohibida. Se procederá de la misma manera si la suma cobrada al destinatario fuere inferior al monto del reembolso indicado.

La indemnización no podrá en ningún caso exceder del monto del reembolso.

3. Con respecto a la determinación de la responsabilidad y al pago de la indemnización las mismas estipulaciones se aplicarán en caso de las encomiendas expedidas contra reembolso que se prescriben para las encomiendas con valor declarado no expedidas contra reembolso.

4. En caso de localización ulterior de una encomienda gravada con reembolso por la cual hubiere sido pagada la indemnización, el administrador de correos de la oficina de entrega entregará la encomienda, cobrará los derechos de reembolso, retendrá este monto y pedirá instrucciones a la Administración de la cual dependa su oficina. Sin embargo, si el destinatario rehusare aceptar una encomienda y pagar los derechos, el administrador de correos la retendrá y de la misma manera pedirá instrucciones para su tratamiento. En este caso, la Administración que responde de la indemnización determinará el tratamiento que se dará a la encomienda en cuestión.

Artículo 26. — INDICACIONES QUE DEBEN LLEVAR LAS ENCOMIENDAS CONTRA REEMBOLSO.

Cada encomienda gravada con reembolso y la declaración de aduana correspondiente deberá llevar del lado de la dirección, de manera muy aparente, un sello o rótulo con la mención « Collect-on-delivery » o « C. O. D. » o « Reembolso » y en proximidad contigua a estas palabras se estampará el número de la encomienda, que será el número de seguro (el número primitivo solamente) y seguido de la indicación del monto exacto del reembolso en caracteres latinos y en cifras arábigas, el cual no incluirá las tasas de giro adicionales que se cobrarán en el país que efectúe la entrega de la encomienda para hacer el pago al remitente en el país de depósito.

Artículo 27. — REEXPEDICIÓN. RETIRO DEL SERVICIO.

1. Salvo arreglo en contrario, las encomiendas gravadas con reembolso no podrán ser reexpedidas a un tercer país.

2. El remitente de una encomienda gravada con reembolso podrá hacerla retirar del servicio en las condiciones establecidas a este respecto por el país de origen.

Article 23. — LISTS OF C. O. D. MONEY ORDERS.

The offices of New York and Bogota shall be the only ones to send lists of C. O. D. money orders and such money orders shall be listed separately from the ordinary money orders and the list shall be marked "Collect-on-delivery" or "Reembolso".

Article 24. — UNPAYABLE MONEY ORDERS.

1. The C. O. D. money orders which have not been paid to the payee for any reason shall be subject to the disposition of the Administration of the country of origin of the parcels to which they relate.

2. When it appears that the C. O. D. service was used in furtherance of a scheme to defraud, payment of the money orders in question will be withheld, if practicable, and the orders disposed of in accordance with the equities of each case under the rules and regulations of the country of origin of the C. O. D. parcels involved.

3. As for other formalities, C. O. D. money orders shall be subject to the provisions governing the money order exchange between the two countries.

Article 25. — RESPONSIBILITY FOR C. O. D. PARCELS.

1. In case an insured C. O. D. parcel has been lost, rifled, or damaged the Postal Administrations are responsible as for an insured parcel without C. O. D. charges, in conformity with the provisions in Articles 2 to 7.

2. When a C. O. D. parcel has been delivered to the addressee but the charges have not been remitted, the sender or other rightful claimant is entitled to an indemnity corresponding to the C. O. D. amount not remitted, provided that he has made his claim in due time and unless the delivery without collecting the charges has arisen from the fault or negligence of the sender or from the transmission of the contents in parcel post mails being prohibited. This stipulation also applies to the case that a lower amount than the full C. O. D. charge is collected from the addressee.

The indemnity provided for in this section may not in any case exceed the C. O. D. amount.

3. As to the fixing of the responsibility and the payment of the indemnity the same stipulations shall be applied as are provided for insured parcels not sent C. O. D.

4. When a C. O. D. parcel for which indemnity has been paid is recovered, the postmaster at the delivering office will deliver the parcel and collect the charges, hold such amount and request instructions from the Administration to which his office is subordinate. If the addressee, however, refuses to accept a recovered parcel and pay the charges, the postmaster will hold it and likewise seek instructions as to its disposition. In the latter case the Administration responsible for the indemnity shall determine the disposition to be made of the parcel involved.

Article 26. — MARKING OF C. O. D. PARCELS.

Each C. O. D. parcel and the relative Customs declaration must bear, on the address side, the conspicuous impression of a stamp or label reading "Collect-on-delivery", or "C. O. D.", or "Reembolso", and in close proximity to these words there must appear the number given the parcel which shall be the insured number (only one original number) and after it must be shown in Roman letters and in Arabic figures, the exact amount of the collect-on-delivery charges which should not include the additional money order fees that will be collected in the country making delivery of the parcel for making the remittance to the sender in the country of mailing.

Article 27. — REDIRECTION. RECALL.

1. Unless mutually otherwise agreed, C. O. D. parcels shall not be reforwarded to a third country.

2. The sender of a C. O. D. parcel may cause it to be recalled upon complying with such requirements as may be established in this connection by the country of origin.

Artículo 28. — FALTA DE ENTREGA.

Si una encomienda gravada con reembolso no puede ser entregada a la dirección primitiva, el remitente podrá disponer se le de otro destino como en el caso de las encomiendas sin reembolso y de conformidad con lo establecido en el artículo 14.

Artículo 29. — FORMULACIÓN DE CUENTAS.

Las cuentas por transmisión de las encomiendas a que se refiere este Convenio deberán formularse trimestralmente y estarán a cargo del país acreedor para su confección.

Artículo 30. — ASUNTOS NO PREVISTOS EN EL ACUERDO.

1. Todos los asuntos relativos a las solicitudes de retiro del servicio o devolución de encomiendas con valor declarado y de encomiendas gravadas con reembolso aseguradas, la obtención y disposición de avisos de recibo de las mismas y el arreglo de indemnizaciones que se solicitaren por dichas encomiendas, que no se hallaren previstos en este acuerdo, serán regidos por las estipulaciones de la Convención américo-española de Paquetes Postales y de la Convención Postal Universal y de su Reglamento de Detalle, hasta donde puedan ser éstas aplicables y no sean incompatibles con las estipulaciones de este acuerdo, y en el caso de que no exista otro arreglo regirán la legislación interna, reglamentos y disposiciones dictados por los Estados Unidos y la República de Colombia, en conformidad con el país interesado.

2. El Director general de Correos de los Estados Unidos de América y el Ministro de Correos y Telégrafos de la República de Colombia quedan autorizados para hacer de acuerdo, cada vez que les pareciere oportuno, y por correspondencia, cambios, modificaciones y las regulaciones de orden y detalle que estimaren necesarias para facilitar la operación de los servicios que motivan el presente acuerdo.

3. Las Administraciones se comunicarán entre ellas, cada vez que juzgaren oportuno, las nuevas disposiciones de sus leyes y reglamentos aplicables a la conducción de paquetes por los correos asegurados.

Artículo 31. — DURACIÓN DEL ACUERDO.

1. El presente acuerdo se pondrá en vigencia y las diversas operaciones de que se ocupa comenzarán a surtir efecto desde la fecha fijada mutuamente entre las dos Administraciones.

2. Permanecerá en vigor hasta que una de las Administraciones contratantes haya participado a la otra, con seis meses de anticipación, su intención de terminarlo.

Cualquiera de las dos Administraciones puede suspender temporalmente los servicios de seguro, de una manera general o parcial, así como los servicios de encomiendas gravadas con reembolso, siempre que mediaren razones para ello, o restringirlo tan solo a ciertas oficinas; para lo cual se han de enviar las notificaciones previas y oportunas de haberse adoptado esa medida a la otra Administración, aviso que se debe enviar por la vía más rápida, si ello fuere necesario.

Hecho por duplicado y firmado en Bogotá el día 31 de enero de 1939 y en Washington, el día 7 de febrero de 1939.

El Ministro de Correos y Telégrafos
de la República de Colombia :

(Sello) Alfredo CADENA D' COSTA.

El *Postmaster General* de los Estados Unidos de América :

(Sello) James A. FARLEY.

Article 28. — NON-DELIVERY.

The sender may provide, in case his C. O. D. parcel is undeliverable as originally addressed, for other disposition to be made of it, the same as in the case of parcels without trade charges and as stipulated in Article 14.

Article 29. — PREPARATION OF ACCOUNTS.

The accounts for transmission of the parcels referred to in this Agreement must be made up quarterly by the creditor country.

Article 30. — MATTERS NOT PROVIDED FOR IN THE AGREEMENT.

1. All matters concerning requests for recall or return of insured parcels and of collect-on-delivery insured parcels, and obtaining and disposition of return receipts therefor, and the adjustment of indemnity claims in connection therewith, not covered by this Agreement, shall be governed by the provisions of the Americo-Spanish Parcel Post Convention and the Universal Postal Union Convention and the Detailed Regulations for its Execution, respectively, in so far as they are applicable and are not inconsistent with the provisions of this Agreement, and then, if no other arrangement has been made, the internal legislation, regulations, and rulings of the United States of America and the Republic of Colombia, according to the country involved, shall govern.

2. The Postmaster General of the United States of America and the Minister of Posts and Telegraphs of the Republic of Colombia shall have authority to make from time to time, by correspondence, such changes and modifications and further regulations of order and detail as may become necessary to facilitate the operation of the services contemplated by this Agreement.

3. The Administrations shall communicate to each other from time to time the provisions of their laws or regulations applicable to the conveyance of parcels by insured mail.

Article 31. — DURATION OF THE AGREEMENT.

1. This Agreement shall take effect and operations thereunder shall begin on a date to be mutually settled between the Administrations of the two countries.

2. It shall remain in force until one of the two contracting Administrations has given notice to the other, six months in advance, of its intention to terminate it.

Either Administration may temporarily suspend the insured or collect-on-delivery services, in whole or in part, when there are special reasons for doing so, or restrict them to certain offices ; but on condition that previous and opportune notice of such a measure is given to the other Administration, such notice to be given by the most rapid means, if necessary.

Done in duplicate and signed at Bogota, the 31st day of January, 1939, and at Washington, the 7th day of February, 1939.

Postmaster General of the United States of America :

(Seal) James A. FARLEY,

The Minister of Posts and Telegraphs of the Republic
of Colombia :

(Seal) Alfredo CADENA D' COSTA.

I hereby certify that this is a true and complete textual copy of the original Agreement between the Republic of Colombia and the United States of America concerning the exchange of parcel post in all the languages in which the original was signed at Bogota on January 31st, 1939, and at Washington on February 7th, 1939.

Ambrose O'Connell,
Acting Postmaster General.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4569. — ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE. SIGNÉ A BOGOTA, LE 31 JANVIER 1939, ET A WASHINGTON, LE 7 FÉVRIER 1939.

Usant de la faculté prévue par l'article premier, paragraphe 3, de l'Accord relatif aux colis postaux de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne, l'Administration des Postes des Etats-Unis d'Amérique et le Ministère des Postes et Télégraphes de la République de Colombie, en vue de conclure un arrangement pour étendre le service des colis postaux de façon qu'il comprenne l'échange des colis avec valeur déclarée et des colis contre remboursement, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — DÉCLARATION DE VALEUR.

1. L'Administration des Etats-Unis d'Amérique (y compris l'Alaska, les îles Hawai, Porto-Rico, Guam, Samoa et les îles Vierges des Etats-Unis), d'une part, et l'Administration de la République de Colombie, d'autre part, conviennent d'assurer le service des colis avec valeur déclarée jusqu'à concurrence de cinq cents francs-or ou de l'équivalent dans la monnaie du pays d'origine, moyennant paiement par l'expéditeur de tous droits supplémentaires spéciaux que chacun des pays d'origine mentionnés pourra établir dans son service. Ces droits supplémentaires seront intégralement acquis à l'administration du pays d'origine.

2. Les colis contenant des pièces de monnaie, des métaux précieux, des bijoux ou d'autres objets précieux doivent être envoyés avec valeur déclarée.

3. Les colis peuvent être assurés pour leur valeur totale ou pour une fraction seulement de cette valeur, au choix de l'expéditeur.

Article 2. — INDEMNITÉS.

1. Sauf dans les cas mentionnés à l'article suivant, les administrations répondent de la perte des colis avec valeur déclarée expédiés de l'un des deux pays contractants à destination de l'autre, ainsi que de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de la totalité ou d'une partie de leur contenu.

L'expéditeur, ou toute autre personne qualifiée, a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Cette indemnité est calculée sur la base de la valeur effective (prix courant ou, en l'absence de prix courant, valeur ordinaire d'estimation) au lieu et à l'époque de l'expédition du colis et ne peut en aucun cas dépasser la valeur qui a été déclarée pour le colis et sur laquelle les droits d'assurance ont été payés, ou le maximum de cinq cents francs-or.

2. Il ne sera pas versé d'indemnité pour les dommages indirects ou pertes de bénéfices résultant de la perte, de la spoliation, de l'avarie, de la non-remise, de la remise à une fausse adresse ou du retard d'un colis avec valeur déclarée, expédié conformément aux dispositions du présent accord.

3. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte d'un colis ou pour la destruction ou la spoliation de la totalité de son contenu, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes postales acquittées, s'il les réclame. Cependant, les droits d'assurance ne sont en aucun cas remboursés.

4. A moins qu'il n'en soit convenu autrement par voie d'arrangement spécial entre les pays intéressés (cet arrangement pourra être conclu par correspondance), il ne sera pas versé d'indemnité par l'un ou l'autre des deux pays pour la perte, la spoliation ou l'avarie de colis avec valeur déclarée en transit, c'est-à-dire de colis dont le lieu d'expédition est situé dans un pays non partie au présent accord et le lieu de destination dans l'un des deux pays contractants, ou de colis dont le lieu d'origine

est situé dans l'un des deux pays contractants et le lieu de destination dans un pays non partie au présent accord.

5. Dans le cas où un colis avec valeur déclarée expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre est réexpédié de ce dernier dans un troisième pays ou est renvoyé dans un troisième pays sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, la partie qui a droit à l'indemnité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie, survenant après que le colis a été réexpédié ou renvoyé par le pays de première destination, ne peut réclamer, dans ce cas, que l'indemnité que le pays où s'est produite la perte, la spoliation ou l'avarie consent à payer ou est obligé de payer en vertu de l'accord conclu entre les pays directement intéressés à la réexpédition ou au renvoi. L'un ou l'autre des deux pays signataires du présent accord qui aura expédié à tort dans un troisième pays un colis avec valeur déclarée, sera responsable vis-à-vis de l'expéditeur, au même titre que le pays d'origine, c'est-à-dire dans les limites fixées par le présent accord.

6. L'expéditeur est responsable de tous défauts et insuffisances dans la manière d'emballer, de fermer et de sceller les colis avec valeur déclarée. En outre, les deux administrations n'assument aucune responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie résultant de défauts qui auraient pu échapper à l'attention lors du dépôt du colis.

Article 3. — EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les administrations déclinent toute responsabilité :

a) Dans le cas de colis dont le destinataire a accepté la livraison sans formuler de réserve. Pour les colis expédiés « aux bons soins de... », la responsabilité cesse lorsque le colis a été remis au destinataire mentionné en premier lieu et que celui-ci en a donné un reçu.

b) Dans le cas de perte ou d'avarie résultant d'un cas de force majeure.

c) Lorsque, leur responsabilité n'ayant pu être établie d'une autre manière, elles sont dans l'impossibilité de rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure.

d) Lorsque l'avarie a été causée par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou du destinataire ou de leur représentant ou bien lorsqu'elle est due à la nature de l'objet.

e) Dans le cas de colis contenant des objets prohibés.

f) Dans le cas où l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée, dans une intention frauduleuse, déclare une valeur supérieure à la valeur réelle du contenu, sans préjudice cependant de toutes poursuites judiciaires prévues par la législation du pays d'origine.

g) Dans le cas de colis saisis par la douane pour fausse déclaration du contenu.

h) Dans le cas où l'intéressé ou son représentant n'aura adressé aucune réclamation ou demande d'indemnité dans le délai d'un an à dater du lendemain du jour de l'expédition du colis avec valeur déclarée.

i) Dans le cas de colis contenant des objets sans valeur intrinsèque ou des marchandises périssables, ou de colis non conformes aux dispositions du présent accord, ou de colis qui n'ont pas été déposés au bureau de poste de la manière prescrite ; toutefois, le pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie pourra accorder une indemnité pour lesdits colis sans recours à l'autre administration.

Article 4. — CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les administrations cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la livraison conformément aux dispositions de leur règlement intérieur relatives aux colis de même nature.

Toutefois, elles restent responsables lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi du colis, l'expéditeur formule des réserves en prenant livraison d'un colis dont le contenu a été spolié ou avarié.

Article 5. — PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

L'obligation de payer l'indemnité ainsi que les taxes postales qui doivent être restituées incombe à l'administration dont relève le bureau d'origine du colis. Toutefois, dans les cas où l'indemnité est payée au destinataire, conformément aux dispositions de l'article 2, paragraphe 1, deuxième

alinéa, cette obligation incombe à l'administration du pays de destination. L'administration payante conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 6. — DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'indemnité due pour un colis avec valeur déclarée sera versée à l'ayant droit le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

Toutefois, l'administration à laquelle incombe le paiement peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà de ce délai d'un an si, à l'expiration de ce délai, elle n'a pas été en mesure d'établir ce qu'est devenu le colis en question, ni de déterminer la responsabilité engagée.

2. Sauf dans les cas où le paiement a été différé à titre exceptionnel, ainsi qu'il est prévu au deuxième alinéa du paragraphe précédent, l'administration postale à laquelle incombe le paiement est autorisée à verser l'indemnité pour le compte de l'administration qui, après avoir été dûment avisée de la demande d'indemnité, a laissé s'écouler neuf mois sans régler l'affaire.

Article 7. — DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité pour un colis avec valeur déclarée incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis sans faire de réserve et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir qu'elle a disposé de ce colis comme il convenait.

2. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis avec valeur déclarée est constatée par le bureau d'échange destinataire, au moment de l'ouverture des sacs postaux, et dûment notifiée au bureau d'échange expéditeur, la responsabilité incombera à l'administration postale dont relève le bureau d'échange expéditeur, à moins qu'il ne soit prouvé que l'irrégularité s'est produite dans le service de l'administration destinataire.

3. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir le pays dans le territoire ou le service duquel le fait a eu lieu, les administrations postales intéressées supporteront la perte par parties égales.

4. L'administration payante est subrogée, jusqu'à concurrence du montant payé, dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité, pour tout recours exercé contre le destinataire, l'expéditeur ou un tiers.

5. Lorsqu'un colis considéré comme perdu est ultérieurement retrouvé, la personne à laquelle l'indemnité a été versée doit être informée qu'elle peut prendre possession du colis moyennant remboursement du montant de l'indemnité.

Article 8. — REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie et pour le compte de laquelle le paiement est effectué, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité au pays qui a effectué le paiement. Ce remboursement doit avoir lieu sans délai et, au plus tard, dans les neuf mois suivant la notification du paiement.

2. Ces remboursements à l'administration créditrice doivent être effectués sans frais pour cette dernière, soit par mandat de poste, soit par traite, en monnaie ayant cours dans le pays créditeur, soit par tout autre moyen qui aura pu être convenu par un échange de correspondance.

Article 9. — CONDITIONNEMENT DES COLIS.

1. Comme dans le cas des colis ordinaires, le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire devront être écrits lisiblement et correctement, autant que possible sur le colis même ou sur une étiquette collée à ce dernier. Lorsque la forme ou les dimensions du colis rendent nécessaire pour l'indication de l'adresse l'emploi d'une étiquette non adhérente au colis, le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire devront également être indiqués sur une feuille séparée qui devra être insérée dans le colis. Toutefois, il est recommandé d'insérer dans tous les colis une feuille avec les indications ci-dessus.

Les colis sur lesquels le nom de l'expéditeur ou du destinataire n'est indiqué que par des initiales ne sont pas admis, à moins que ces initiales ne représentent la raison sociale reconnue de l'expéditeur ou du destinataire.

Les expéditeurs de colis adressés à des banques ou à d'autres organisations pour être remis à une seconde adresse devront indiquer exactement sur les étiquettes ou les emballages des colis les noms et adresses des personnes auxquelles ces colis sont destinés.

Les adresses écrites au crayon ordinaire ne sont pas admises. Toutefois, les adresses pourront être écrites au crayon-encore sur un fond préalablement mouillé.

2. Comme dans le cas des colis ordinaires, chaque colis avec valeur déclarée devra être emballé de telle manière que son contenu soit préservé pendant toute la durée du transport.

3. Chaque colis avec valeur déclarée doit porter l'indication du montant de la valeur déclarée, dans la monnaie du pays d'origine, libellée en caractères latins. Ce montant devra être converti en francs-or par l'expéditeur ou par le bureau d'origine, et le résultat de la conversion devra être inscrit au-dessous de l'indication originale. Le montant de la valeur déclarée doit également être indiqué sur la déclaration en douane.

4. Les colis avec valeur déclarée seront fermés et solidement scellés par des cachets de cire ou autres. Toutefois, le pays de destination aura le droit de les ouvrir (y compris le droit de rompre les cachets) afin d'en examiner le contenu. Les colis ainsi ouverts doivent être refermés et scellés à nouveau officiellement.

Chaque administration peut exiger comme moyen de protection une empreinte ou une marque spéciale de l'expéditeur sur les cachets scellant les colis avec valeur déclarée expédiés dans son service.

5. Les colis avec valeur déclarée doivent porter du côté de la suscription une marque, une étiquette ou un timbre avec l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée » (*valor declarado*) bien en évidence. Ils devront également porter tout près de cette indication le numéro d'ordre donné aux colis. La déclaration en douane, si elle n'est pas adhérente aux colis, devra également porter une marque, une étiquette ou un timbre avec l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée » (*valor declarado*).

6. Les étiquettes et timbres apposés sur les colis avec valeur déclarée devront être placés de manière à ne pas pouvoir servir à dissimuler les détériorations de l'emballage. Les étiquettes et les timbres ne doivent pas non plus être repliés des deux côtés de l'emballage de manière à recouvrir les bords.

Article 10. — AVIS DE RÉCEPTION ET RÉCLAMATIONS.

1. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée pourra obtenir un avis de réception du colis contre paiement, le cas échéant, des droits supplémentaires fixés par le pays d'origine.

2. Le pays d'origine aura la faculté de percevoir un droit pour toute réclamation relative au sort du colis avec valeur déclarée, adressée postérieurement au dépôt du colis, à moins que l'expéditeur n'ait déjà acquitté la taxe spéciale afférente à l'avis de réception.

Le pays d'origine aura également la faculté de percevoir un droit dans le cas de réclamation pour une irrégularité dont, à première vue, le service postal n'est pas responsable.

3. En cas de demande d'un avis de réception, l'expéditeur ou le bureau d'origine inscrira ou imprimera au moyen d'un timbre sur le colis, bien en évidence, l'indication « Return receipt requested » ou « Avis de réception demandé » ou, simplement, les lettres « A. R. ».

Article 11. — MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.

Les colis avec valeur déclarée seront expédiés dans des sacs distincts de ceux qui contiennent les colis ordinaires, et les étiquettes des sacs contenant des colis avec valeur déclarée porteront les marques distinctives qui seront de temps à autre arrêtées d'un commun accord.

Article 12. — FEUILLES DE ROUTE.

1. Les colis avec valeur déclarée figureront sur des feuilles de route distinctes et seront inscrits séparément. On indiquera, pour chaque colis, le numéro d'ordre et le nom du bureau (ainsi que

l'Etat ou le pays) d'origine, et la catégorie de poids à laquelle le colis appartient, comme pour les colis ordinaires.

2. L'indication sur la feuille de route d'un colis renvoyé ou réexpédié devra être suivie du mot « Renvoyé » ou « Réexpédié » suivant le cas.

3. Chaque bureau d'échange expéditeur numérotera les feuilles de route à l'angle supérieur gauche d'après une série commençant chaque année pour chaque bureau d'échange de destination. Le dernier numéro de l'année sera mentionné sur la feuille de route du premier envoi de l'année suivante.

Article 13. — VÉRIFICATION DES COLIS PAR LE BUREAU D'ÉCHANGE.

1. Le bureau d'échange de destination qui reçoit un sac de colis avec valeur déclarée procède à sa vérification. Les feuilles de route doivent être vérifiées avec exactitude. Toute erreur ou omission sera signalée immédiatement au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Un envoi sera considéré comme ayant été trouvé régulier à tous égards lorsqu'il n'aura pas été établi de bulletin de vérification.

Lorsqu'une erreur ou une irrégularité est constatée à la réception d'un courrier, tous les objets qui pourraient servir ultérieurement aux recherches ou à l'examen des demandes d'indemnité doivent être conservés.

2. Le bureau d'échange expéditeur qui reçoit un bulletin de vérification le renvoie après l'avoir examiné et y avoir, le cas échéant, consigné ses observations. Ce bulletin est fixé aux feuilles de route des colis auxquels il se rapporte. Toutes corrections apportées à une feuille de route qui ne sont pas appuyées par des pièces justificatives sont considérées comme nulles et non avenues.

3. En cas de nécessité, le bureau d'échange expéditeur peut également être avisé par télégramme, aux frais du bureau qui expédie le télégramme.

4. En cas d'absence d'une feuille de route, il sera établi un duplicata dont copie sera envoyée au bureau d'échange qui aura expédié l'envoi.

5. Le bureau d'échange qui recevra d'un bureau correspondant un colis endommagé ou dont l'emballage est insuffisant devra réexpédier le colis après l'avoir remballé s'il y a lieu, en conservant autant que possible l'emballage primitif.

Si le dommage est tel que le contenu du colis ait pu être spolié, le bureau doit tout d'abord ouvrir officiellement le colis et en vérifier le contenu.

Dans l'un ou l'autre cas, le poids du colis sera vérifié avant et après le remballage et indiqué sur l'enveloppe du colis. Cette indication sera suivie de la mention « Remballé à » et de la signature des agents qui ont procédé au remballage.

Article 14. — RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis avec valeur déclarée sur le territoire du pays de destination ou sa remise à une autre personne au bureau de destination primitif donne lieu, comme pour les colis ordinaires, à la perception des taxes supplémentaires qui auront pu être fixées par l'administration de ce pays.

2. Lorsqu'un colis avec valeur déclarée doit être réexpédié à destination de l'un ou l'autre des deux pays, il doit être envoyé par le même genre de courrier que celui par lequel il a été reçu, c'est-à-dire comme colis avec valeur déclarée, et de nouveaux droits d'assurance, s'ils n'ont pas été acquittés à l'avance, ainsi qu'une nouvelle taxe d'affranchissement, peuvent être perçus au moment de la remise. Les nouveaux droits et taxes sont acquis à l'administration qui les perçoit. L'administration qui délivre les colis fixera le montant de ces droits et taxes lorsqu'ils n'auront pas été acquittés à l'avance.

3. Les colis avec valeur déclarée ne pourront être réexpédiés ou renvoyés à un autre pays que comme tels.

A moins que l'expéditeur n'ait mentionné sur un colis avec valeur déclarée qu'il ne désire pas que ce colis soit réexpédié à destination d'un pays autre que le pays d'origine ou le pays de destination

primitif, le colis pourra être réexpédié sur un tiers pays, à condition d'être réexpédié comme colis avec valeur déclarée.

Les colis avec valeur déclarée peuvent être renvoyés à l'expéditeur dans un tiers pays si le colis porte l'indication d'une adresse pour le retour à l'expéditeur et s'il peut être réexpédié comme colis avec valeur déclarée. En cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un colis avec valeur déclarée, réexpédié ou renvoyé à destination d'un tiers pays, l'indemnité sera déterminée exclusivement d'après les stipulations de l'article 2, paragraphe 5, du présent accord.

Article 15. — NON-REMISE.

1. Les colis avec valeur déclarée qui ne peuvent pas être remis à l'adresse indiquée seront retournés à l'expéditeur (comme colis de la même catégorie, c'est-à-dire comme colis avec valeur déclarée) dans les mêmes conditions qu'un colis ordinaire qui ne peut être délivré. De nouveaux droits d'assurance et de nouvelles taxes d'affranchissement pourront être perçus de l'expéditeur et seront acquis à l'administration qui les aura perçus.

Les colis avec valeur déclarée qui ne peuvent être remis à l'adresse indiquée donneront lieu à la perception des mêmes taxes de réexpédition que les colis ordinaires se trouvant dans le même cas.

2. L'administration du pays d'origine sera avisée lorsqu'un colis avec valeur déclarée qui n'aura pas été remis à l'adresse indiquée ou réexpédié au pays d'origine aura été vendu aux enchères ou aura fait l'objet d'une autre mesure.

Article 16. — COLIS ENVOYÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis avec valeur déclarée envoyés dans une fausse direction ne seront réexpédiés à leur destination que comme colis avec valeur déclarée. Si cela est impossible, ils seront retournés au pays d'origine.

SERVICE DES REMBOURSEMENTS.

Article 17. — OBJET.

1. Les colis grevés de remboursement seront acceptés à l'expédition dans tous les bureaux de poste des Etats-Unis d'Amérique qui participent à l'échange de mandats de poste et dans les bureaux suivants de la République de Colombie : Bogota, Barranquilla, Buenaventura, Cartagena, Medellín, Santa Marta et Tumaco.

2. Les colis grevés de remboursement ne seront acceptés qu'avec valeur déclarée.

3. Les dispositions des articles 17 à 28 du présent accord ne s'appliqueront pas aux colis grevés de remboursement en transit.

Article 18. — AFFRANCHISSEMENT ET TAXES.

1. Les colis grevés de remboursement seront soumis aux taxes d'affranchissement, droits, conditions d'expédition et autres formalités applicables aux colis avec valeur déclarée sans remboursement. L'administration d'origine pourra percevoir auprès de l'expéditeur de tout colis grevé de remboursement la taxe de remboursement prescrite par ses règlements en sus de la taxe d'affranchissement ordinaire et des autres taxes.

2. Le montant des taxes d'affranchissement et autres droits sera acquis en totalité au pays qui les aura perçus.

Article 19. — MONTANT DU REMBOURSEMENT.

1. Le montant maximum du remboursement pouvant grever un colis est fixé à 500 francs-or ou l'équivalent en la monnaie du pays d'origine. Ce montant pourra être relevé et abaissé à toute époque d'un commun accord par correspondance entre les deux administrations. Le montant du remboursement sera invariablement exprimé en dollars et en cents.

2. Lorsque l'expéditeur demandera la réduction ou l'annulation du montant du remboursement, la demande sera envoyée aux bureaux par lesquels le colis a été transmis, à moins qu'il n'en soit convenu autrement par correspondance.

Article 20. — RÈGLEMENT.

1. Le montant total du remboursement, sans aucune déduction pour taxe d'affranchissement de mandat de poste ou de remboursement, devra être transmis à l'expéditeur par un mandat de poste international. Le bureau de poste qui délivre le colis grevé de remboursement percevra auprès du destinataire le montant total du remboursement et celui de la taxe d'affranchissement du mandat de poste nécessaire pour l'envoi du montant du remboursement à l'expéditeur dans le pays d'origine.

2. Le pays qui délivre un colis grevé de remboursement pourra, à son gré, percevoir du destinataire, à titre de taxe de remboursement, une somme raisonnable ne dépassant par 25 centimes-or, mais cette somme ne devra pas être déduite du montant du remboursement transmis à l'expéditeur.

3. Il sera interdit au destinataire d'un colis grevé de remboursement d'en examiner le contenu avant qu'ait été encaissé le montant du remboursement et de toutes autres taxes pouvant grever le colis, même si l'expéditeur ou le destinataire en a demandé l'autorisation.

Article 21. — MANDAT DE REMBOURSEMENT.

1. Tout mandat de poste établi dans l'un ou l'autre des deux pays en paiement du remboursement grevant un colis devra indiquer clairement le numéro de remboursement (valeur déclarée) du colis et porter bien en évidence les lettres C. O. D. ou le mot « Remboursement ».

2. Les listes des mandats de remboursement devront porter, en sus des indications habituelles, le numéro du remboursement (valeur déclarée) grevant les colis. Aucun mandat de remboursement ne sera inscrit sur ces listes sans l'indication des noms et adresses exacts de l'expéditeur et du destinataire.

Article 22. — ÉCHANGE ET FEUILLES DE ROUTE DES COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement seront échangés par l'intermédiaire des bureaux d'échange désignés par les deux administrations d'un commun accord. Les échanges s'effectueront par courriers directs, en sacs ne contenant que des colis grevés de remboursement ; les documents accompagnant les courriers ainsi que les étiquettes des sacs porteront d'une manière très apparente les lettres « C. O. D. » ou le mot « Remboursement ». Ces colis seront inscrits sur des feuilles de route distinctes qui indiqueront, pour chacun d'eux, le numéro du remboursement, le bureau de poste et l'Etat d'origine, ainsi que le montant du remboursement.

2. Lorsqu'un courrier de colis grevés de remboursement parviendra au bureau d'échange du pays de destination, il fera l'objet d'un contrôle minutieux et sera traité, par ailleurs, suivant les règles de l'article 13.

Article 23. — LISTES DE MANDATS DE REMBOURSEMENT.

L'échange des listes de mandats de remboursement n'aura lieu qu'entre les bureaux de New-York et de Bogota. Ces mandats feront l'objet d'une liste distincte de celle des mandats de poste ordinaires, et la liste devra porter l'indication « Collect-on-delivery » ou « Remboursement ».

Article 24. — MANDATS DE REMBOURSEMENT IMPAYÉS.

1. Les mandats de remboursement qui, pour une raison quelconque, n'auront pas été payés aux destinataires seront mis à la disposition de l'administration du pays d'origine des colis auxquels ils ont trait.

2. S'il est constaté que le service des remboursements a été utilisé pour des fins frauduleuses, le paiement des mandats dont il s'agit sera refusé, si possible, et ces mandats feront l'objet des dispositions jugées opportunes dans chaque cas, suivant les règlements du pays d'origine des colis grevés de remboursement.

3. Quant aux autres formalités, les mandats de remboursement seront soumis aux prescriptions réglementant l'échange des mandats de poste entre les deux pays.

Article 25. — RESPONSABILITÉ DES COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT.

1. En cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un colis grevé de remboursement, les administrations postales seront responsables, au même titre que pour les colis avec valeur déclarée sans remboursement, conformément aux dispositions des articles 2 à 7.

2. Lorsqu'un colis grevé de remboursement aura été délivré au destinataire, sans que le mandat de remboursement ait été payé, l'expéditeur ou tout autre ayant droit pourra recevoir une indemnité correspondant au mandat de remboursement non payé, à condition de présenter sa réclamation dans les délais voulus, à moins que la délivrance du colis sans recouvrement du remboursement n'ait été due à la faute ou à la négligence de l'expéditeur, ou au fait que le colis contenait des objets dont l'envoi par colis postal était interdit. Cette prescription s'appliquera également au cas où une somme inférieure au montant total du remboursement aura été perçue auprès du destinataire.

L'indemnité prévue au présent paragraphe ne pourra en aucun cas dépasser le montant du remboursement.

3. En ce qui concerne la détermination de la responsabilité et le paiement de l'indemnité, les règles applicables seront celles qui sont prévues pour les colis avec valeur déclarée sans remboursement.

4. Lorsqu'un colis grevé de remboursement, qui aura donné lieu au paiement d'une indemnité, sera retrouvé, le receveur des postes du bureau de destination délivrera le colis et percevra le montant du remboursement, qu'il conservera, et demandera des instructions à l'administration dont dépend son bureau. Toutefois, si le destinataire refuse d'accepter un colis ainsi retrouvé et de payer le montant du remboursement, le receveur des postes conservera le colis et demandera également des instructions sur les dispositions à prendre. Dans ce dernier cas, l'administration tenue au paiement d'une indemnité décidera du traitement à appliquer au colis en question.

Article 26. — MARQUAGE DES COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT.

Les colis grevés de remboursement et les déclarations en douane qui s'y rapportent, devront porter, du côté de l'adresse, l'indication très apparente « Collect-on-delivery » ou « C. O. D. » ou « Remboursement », apposée au moyen d'une étiquette ou bien d'un cachet ; tout près de ces mots devra figurer le numéro du colis, c'est-à-dire son numéro de valeur déclarée (un seul numéro d'origine), et après ces mots, en caractères latins et en chiffres arabes, le montant exact du remboursement ; ce montant ne devra pas comprendre la taxe d'affranchissement additionnelle, à percevoir dans le pays où sera délivré le colis pour l'envoi du remboursement à l'expéditeur dans le pays d'expédition.

Article 27. — RÉEXPÉDITION. RETRAIT.

1. A moins qu'il n'en soit convenu autrement, les colis grevés de remboursement ne seront pas réexpédiés à destination d'un tiers pays.

2. L'expéditeur d'un colis grevé de remboursement pourra en demander le retrait en se conformant à toutes prescriptions en vigueur à cet égard dans le pays d'origine.

Article 28. — NON-REMISE.

L'expéditeur d'un colis grevé de remboursement pourra donner, au sujet des dispositions éventuelles dont son colis devra faire l'objet s'il ne peut être délivré à l'adresse primitive, les mêmes instructions que pour les colis sans remboursement, conformément aux prescriptions de l'article 14.

Article 29. — ÉTABLISSEMENT DES COMPTES.

Les comptes relatifs à la transmission des colis mentionnés dans le présent accord devront être établis tous les trimestres par le pays créditeur.

Article 30. — QUESTIONS NON VISÉES PAR LE PRÉSENT ACCORD.

1. Toutes les questions non réglées par le présent accord en ce qui concerne les demandes de retrait ou de renvoi de colis avec valeur déclarée et de colis avec valeur déclarée grevés de remboursement, la délivrance et la destination des avis de réception y ayant trait, ainsi que la liquidation des demandes d'indemnité relatives à ces colis, seront régies par les dispositions de la Convention américo-espagnole relative aux colis postaux et de la Convention de l'Union postale universelle et de son règlement d'exécution, respectivement, dans la mesure où lesdites dispositions sont applicables et ne sont pas contraires aux stipulations du présent accord ; si le cas n'est prévu par aucun autre arrangement, les lois, règlements et prescriptions des Etats-Unis d'Amérique et de la République de Colombie respectivement seront appliqués.

2. Le « Postmaster General » des Etats-Unis d'Amérique et le ministre des Postes et Télégraphes de la République de Colombie sont autorisés à adopter de temps à autre, par voie de correspondance, les changements et modifications et les règles complémentaires d'ordre et de détail qui pourront devenir nécessaires pour faciliter le fonctionnement des services prévus par le présent accord.

3. Les administrations se communiqueront de temps à autre les dispositions de leurs lois et règlements applicables à l'échange des colis avec valeur déclarée.

Article 31. — DURÉE DE VALIDITÉ DE L'ACCORD.

1. Le présent accord prendra effet et les opérations qu'il prévoit commenceront à une date qui sera fixée par les administrations des deux pays d'un commun accord.

2. Il restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux administrations contractantes ait fait connaître à l'autre, six mois à l'avance, son intention d'y mettre fin.

Chacune des administrations pourra suspendre temporairement, en totalité ou en partie, les services des colis avec valeur déclarée et contre remboursement lorsque des raisons spéciales justifieront cette mesure, ou bien en limiter le fonctionnement à certains bureaux, pourvu qu'il en ait été donné préavis en temps opportun à l'autre administration, en cas de besoin, par la voie la plus rapide.

Fait en double exemplaire et signé à Bogota, le 31 janvier 1939, et à Washington, le 7 février 1939.

*Le « Postmaster General » des Etats-Unis d'Amérique,
(Sceau) James A. FARLEY.*

*Le Ministre des postes et télégraphes
de la République de Colombie,
(Sceau) Alfredo CADENA D' COSTA.*

N° 4570.

ALLEMAGNE ET SUÈDE

Accord relatif aux emprunts Dawes, Young et Kreuger, ainsi qu'à certains emprunts autrichiens (Accord sur les emprunts du Reich). Signé à Stockholm, le 28 octobre 1938.

Texte officiel allemand communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement a eu lieu le 22 mai 1939.

GERMANY AND SWEDEN

Agreement regarding the Dawes, Young and Kreuger Loans and Certain Austrian Loans (Reich Loans Agreement). Signed at Stockholm, October 28th, 1938.

German official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration took place May 22nd, 1939.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4570. — ABKOMMEN ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER SCHWEDISCHEN REGIERUNG ÜBER DIE DAWES-, DIE YOUNG- UND DIE KREUGER-ANLEIHE SOWIE GEWISSE ÖSTERREICHISCHE ANLEIHEN (REICHSANLEIHEABKOMMEN). GEZEICHNET IN STOCKHOLM, AM 28. OKTOBER 1938.

DIE KÖNIGLICH SCHWEDISCHE UND DIE DEUTSCHE REGIERUNG haben folgendes vereinbart :

Artikel 1.

1) Gegenstand dieses Abkommens sind die folgenden Anleihen :

- a) Deutsche Äussere Anleihe von 1924 (Dawes-Anleihe),
- b) Internationale Anleihe des Deutschen Reichs 1930 (Young-Anleihe),
- c) Äussere Anleihe des Deutschen Reichs 1930 (Kreuger-Anleihe),
- d) Internationale Bundesanleihe der Republik Österreich 1930 (Österreichische Anleihe 1930),
- e) Garantierte Österreichische Konversionsanleihe 1934/59 (Österreichische Konversionsanleihe 1934).

2) Die beiden Österreichischen Anleihen werden einbezogen, ohne dass die Deutsche Regierung hierzu irgend eine rechtliche Verpflichtung anerkennt.

ABSCHNITT I. — DAWES-ANLEIHE, YOUNG-ANLEIHE UND ÖSTERREICHISCHE ANLEIHEN.

Artikel 2.

1) Der Zinssatz der Dawes-Anleihe beträgt für die Zeit vom 16. April 1938 ab (1. Zinsschein fällig am 15. Oktober 1938) jährlich 5 v. H. Zugleich setzt eine kumulative Tilgung mit 2 v. H. ein.

2) Der Zinssatz der Young-Anleihe beträgt für die Zeit vom 2. Juni 1938 ab (1. Zinsschein fällig am 1. Dezember 1938) jährlich 4 ½ v. H. Eine kumulative Tilgung setzt mit 1 v. H. von dem mit dem 2. Juni 1940 beginnenden Anleihejahr ab ein.

3) Der Zinssatz der Österreichischen Anleihe 1930 beträgt für die Zeit vom 2. Juli 1938 ab (1. Zinsschein fällig am 1. Januar 1939) jährlich 5 v. H. Zugleich setzt eine kumulative Tilgung mit 2 v. H. ein.

4) Die zur Durchführung dieser Regelung im einzelnen erforderlichen Vereinbarungen bleiben vorbehalten.

Artikel 3.

1) Für die Österreichische Konversionsanleihe 1934 gelten die folgenden Bestimmungen :

a) Wenn ein Ersuchen an die Königlich Schwedische Regierung wegen Erfüllung ihrer Garantie gerichtet worden ist, stellt die Deutsche Regierung auf derartige Zahlungen seitens der Königlich Schwedischen Regierung hin dieser unverzüglich diejenigen Beträge in schwedischen Kronen zur Verfügung, die erforderlich sind, um die geleisteten Zahlungen zu erstatten.

b) Die Deutsche Regierung stellt für den Ankauf der fälligen Zinsscheine und die Einlösung der fälligen Anleihestücke den erforderlichen Betrag zur Verfügung unter Abzug der für den Anleihendienst bereits in Händen der bisherigen Treuhänder dieser Anleihe befindlichen Beträge.

Die Bereitstellung für den Ankauf von Zinsscheinen erfolgt in gleicher Höhe zum 1. November jedes Jahres und zum 1. Mai des darauf folgenden Jahres. Für den Termin des 1. November 1938 ist keine Vorsorge mehr zu treffen, da sich die erforderlichen Kronenbeträge bereits in Händen der bisherigen Treuhänder befinden.

An Stelle der Beträge in schwedischen Kronen zur Einlösung von Stücken können von der Deutschen Regierung auch erworbene Anleihestücke zur Verfügung gestellt werden.

c) In jedem Falle sind die Zinsscheine und die Anleihestücke an die von der Deutschen Regierung bezeichnete Stelle abzuliefern.

2) Einzelheiten über die weitere Durchführung dieser Regelung bleiben der Erörterung derjenigen Stellen vorbehalten, die von der Königlich Schwedischen Regierung und der Deutschen Regierung hierfür bestimmt werden.

Artikel 4.

1) Die Bestimmungen dieses Abkommens gelten nur für Anleihestücke in Händen schwedischer Gläubiger.

2) Schwedische Gläubiger in diesem Sinne sind, soweit es sich um die Dawes- und die Young-Anleihe handelt, schwedische Staatsangehörige mit Einschluss von juristischen Personen, die ihren ständigen Wohnsitz oder Sitz in Schweden haben, ferner natürliche Personen, die nicht schwedische Staatsangehörige sind, aber bereits am 1. Juli 1933 in Schweden ihren ständigen Wohnsitz hatten. Schwedische Gläubiger fallen unter dieses Abkommen jedoch nur, wenn sie am 15. Juni 1934 Eigentümer der Anleihestücke waren oder wenn sie das Eigentum an Stücken, die am 15. Juni 1934 Eigentum schwedischer Gläubiger waren, erst nach diesem Zeitpunkt von schwedischen Gläubigern erworben haben. Als Eigentümer gelten nicht solche Personen, denen die Anleihestücke nur zur Einziehung oder nur sicherungshalber übereignet worden sind.

3) Als schwedische Gläubiger im Sinne des Abs. 2 werden auch solche schwedische Staatsangehörige angesehen, die ihren ständigen Wohnsitz am 15. Juni 1934 weder innerhalb des Königreichs Schweden noch des deutschen Reichs hatten und an diesem Tage Eigentümer von Stücken der schwedischen Ausgabe der Young-Anleihe waren, sofern die Anleihestücke sich bereits an diesem Tage nachweislich im Depot bei einer Bank in Schweden befanden.

4) Die Bestimmungen des Abs. 2 gelten entsprechend für die Österreichische Anleihe 1930 und die Österreichische Konversionsanleihe 1934; jedoch tritt an Stelle des 15. Juni 1934 der 12. März 1938.

Artikel 5.

Die Königlich Schwedische Regierung wird eine strenge Überwachung des Vorliegens der persönlichen und zeitlichen Voraussetzungen für die Anwendung dieses Abkommens veranlassen. Die Königlich Schwedische Regierung wird die hierfür erlassenen Bestimmungen der Deutschen Regierung zur Kenntnis bringen. Wenn die Deutsche Regierung der Königlich Schwedischen Regierung von Fällen Mitteilung macht, in denen die Gewissheit oder genügender Verdacht besteht, dass die persönlichen oder zeitlichen Voraussetzungen dieses Abkommens nicht vorliegen, so wird die Königlich Schwedische Regierung die erforderlichen Untersuchungen einleiten und geeignete Massnahmen treffen, um die ordnungsmässige Durchführung dieses Abkommens sicherzustellen und Ordnungswidrigkeiten soweit möglich rückgängig zu machen.

Artikel 6.

1) Soweit Zahlungen in anderer als schwedischer Währung zu leisten sind, ist die Deutsche Regierung berechtigt, den Gegenwert in schwedischen Kronen zur Verfügung zu stellen. Die auf schwedische Kronen, Pfund Sterling, Dollars der Vereinigten Staaten von Nordamerika oder sonstige Währungen lautenden Zinsscheine und Anleihestücke werden auf der Basis dieser Währungen und nicht auf Goldbasis bedient werden.

2) Falls Zinsscheine oder Anleihestücke auf andere als schwedische Währung lauten, wird in schwedische Währung nach dem Kaufkurs der schwedischen Reichsbank in Stockholm für die betreffende Valuta des Tages vor der Fälligkeit umgerechnet.

Artikel 7.

Um die Aufbringung der zur Durchführung dieses Abkommens erforderlichen Kronenbeträge sicherzustellen, sind besondere Vereinbarungen getroffen worden.

ABSCHNITT 2. — KREUGER-ANLEIHE.

Artikel 8.

1) Für Rechnung der Deutschen Regierung werden Clearingämnden die Beträge in schwedischen Kronen zur Verfügung gestellt, aus denen die am 15. Juli 1938 und den folgenden Zinstermen bis 15. Juli 1940 einschliesslich fällig werdenden Zinsscheine der Kreugeranleihe von schwedischen Gläubigern gekauft werden sollen. Die für diesen Zweck erforderlichen Beträge werden jeweils spätestens an dem dem Fälligkeitstag folgenden 30. Juni und 31. Dezember zur Verfügung gestellt werden. Der Kaufpreis der Zinsscheine beträgt $\frac{2}{3}$ des Nennbetrages der Zinsscheine.

2) Artikel 4 Abs. 1) und 2) und Artikel 5 bis 7 dieses Abkommens sowie Artikel 14 Abs. 2 des Verrechnungsabkommens gelten für die Kreuger-Anleihe entsprechend.

ABSCHNITT 3. — SCHLUSSBESTIMMUNG.

Artikel 9.

Dieses Abkommen tritt für die Zeit von seinem Wirkungsbeginn ab an die Stelle des Abkommens¹ über die Zahlung der Zinsen für schwedische Dawes-, Young- und Kreuger-Anleihestücke (Reichsanleiheabkommen) vom 31. Januar 1936.

Geschehen in Stockholm am 28. Oktober 1938.

Für die Königlich Schwedische Regierung :
(*unterz.*) Rickard SANDLER.

Für die Deutsche Regierung :
Wiktor Prinz zu WIED.
Dr. WALTER.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 17 mai 1939.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

¹ Vol. CLXVIII, page 13, de ce recueil.

¹ Vol. CLXVIII, page 13, of this Series.

TRADUCTION.

N^o 4570. — ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET SUÉDOIS RELATIF AUX EMPRUNTS DAWES, YOUNG ET KREUGER, AINSI QU'A CERTAINS EMPRUNTS AUTRICHIENS (ACCORD SUR LES EMPRUNTS DU REICH). SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 28 OCTOBRE 1938.

LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

1. Le présent accord a trait aux emprunts suivants :

- a) Emprunt extérieur allemand de 1924 (Emprunt Dawes) ;
- b) Emprunt international du Reich allemand 1930 (Emprunt Young) ;
- c) Emprunt extérieur du Reich allemand 1930 (Emprunt Kreuger) ;
- d) Emprunt fédéral international de la République d'Autriche 1930 (Emprunt autrichien 1930) ;
- e) Emprunt de conversion autrichien garanti 1934/59 (Emprunt de conversion autrichien 1934).

2. Les deux emprunts autrichiens sont compris dans le présent accord, sans que le Gouvernement allemand s'y reconnaisse tenu par une obligation juridique quelconque.

SECTION I. — EMPRUNT DAWES, EMPRUNT YOUNG ET EMPRUNTS AUTRICHIENS.

Article 2.

1. Le taux d'intérêt de l'emprunt Dawes, à partir du 16 avril 1938 (premier coupon venant à échéance le 15 octobre 1938), sera de 5 % par an. A partir de la même date, un amortissement cumulatif de 2 % sera appliqué à cet emprunt.

TRANSLATION.

No. 4570. — AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN AND SWEDISH GOVERNMENTS REGARDING THE DAWES, YOUNG AND KREUGER LOANS AND CERTAIN AUSTRIAN LOANS (REICH LOANS AGREEMENT). SIGNED AT STOCKHOLM, OCTOBER 28TH, 1938.

THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT and THE GERMAN GOVERNMENT have agreed upon the following provisions:

Article I.

(1) The present Agreement concerns the following loans :

- (a) German External Loan 1924 (Dawes Loan) ;
- (b) International Loan of the German Reich 1930 (Young Plan) ;
- (c) External Loan of the German Reich 1930 (Kreuger Loan) ;
- (d) International Federal Loan of the Republic of Austria 1930 (Austrian Loan 1930) ;
- (e) Guaranteed Austrian Conversion Loan 1934/59 (Austrian Conversion Loan 1934).

(2) The inclusion of the two Austrian loans does not imply recognition by the German Government of any legal obligation in respect thereof.

SECTION I. — DAWES LOAN, YOUNG LOAN AND AUSTRIAN LOANS.

Article 2.

(1) The rate of interest of the Dawes Loan for the period beginning April 16th, 1938 (first coupon falling due October 15th, 1938), shall be 5 per cent per annum, with cumulative amortisation as from the same date at 2 per cent per annum.

2. Le taux d'intérêt de l'emprunt Young, à partir du 2 juin 1938 (premier coupon venant à échéance le 1^{er} décembre 1938), sera de 4 ½ % par an. Un amortissement cumulatif de 1 % sera appliqué à partir de la période annuelle commençant le 2 juin 1940.

3. Le taux d'intérêt de l'emprunt autrichien 1930, à partir du 2 juillet 1938 (premier coupon venant à échéance le 1^{er} janvier 1939), sera de 5 % par an. A partir de la même date, un amortissement cumulatif de 2 % sera appliqué à cet emprunt.

4. Les arrangements de détail nécessaires pour l'application de la présente réglementation sont réservés.

Article 3.

1. L'emprunt de conversion autrichien 1934 sera régi par les dispositions suivantes :

a) Si le Gouvernement royal suédois est requis de donner effet à sa garantie, le Gouvernement allemand, à la suite de paiements de ce genre, mettra sans retard à la disposition du Gouvernement royal suédois les montants en couronnes suédoises nécessaires pour rembourser les paiements effectués.

b) Le Gouvernement allemand mettra à disposition le montant nécessaire pour l'achat des coupons et le remboursement des titres venant à échéance, déduction faite des montants qui se trouvent déjà entre les mains des anciens trustees de cet emprunt pour le service dudit emprunt.

Les sommes destinées à l'achat des coupons seront mises à disposition, en deux montants égaux, pour le 1^{er} novembre de chaque année et pour le 1^{er} mai de l'année suivante. Pour l'échéance du 1^{er} novembre 1938, il n'y a plus de dispositions à prendre, les montants en couronnes nécessaires se trouvant déjà entre les mains des anciens trustees.

A la place des sommes en couronnes suédoises destinées au rachat de titres, le Gouvernement allemand pourra également mettre à disposition des titres d'emprunt acquis par lui.

c) Dans chaque cas, les coupons et les titres devront être remis au service désigné par le Gouvernement allemand.

(2) The rate of interest of the Young Loan for the period beginning June 2nd, 1938 (first coupon falling due December 1st, 1938), shall be 4 ½ per cent per annum, with cumulative amortisation as from June 2nd, 1940, at 1 per cent per annum.

(3) The rate of interest of the Austrian Loan 1930 for the period beginning July 2nd, 1938 (first coupon falling due January 1st, 1939), shall be 5 per cent per annum, with cumulative amortisation as from the same date at 2 per cent per annum.

(4) The right to make such particular arrangements as may be required in application of these provisions is reserved.

Article 3.

(1) The following shall be the provisions applicable to the Austrian Conversion Loan 1934 :

(a) In the event of the Royal Swedish Government being invited to implement its guarantee, the German Government shall immediately place at the disposal of the Royal Swedish Government such sums in Swedish crowns as may be required to reimburse the latter for payments made by it on this account.

(b) The German Government shall make available the sums required for the purchase of coupons falling due and the redemption of bonds maturing, after deduction of the sums already available in the hands of the former trustees for the service of this loan.

The sums required for the purchase of coupons shall be made available in two equal instalments on November 1st of each year and May 1st of the following year. As regards the sums due on November 1st, 1938, the amount required in crowns being already available in the hands of the former trustees, no further provision shall be made.

The German Government may make bonds of the Loan which it has acquired available for the redemption of bonds in lieu of the amounts in Swedish crowns.

(c) Coupons and bonds must in all cases be delivered to the authority designated by the German Government for the purpose.

2. Les détails relatifs à l'application de cette réglementation sont réservés pour être discutés par les services désignés à cet effet par le Gouvernement royal suédois et le Gouvernement allemand.

Article 4.

1. Les dispositions du présent accord ne s'appliquent qu'aux titres d'emprunt détenus par des créanciers suédois.

2. Par « créanciers suédois » au sens de ces dispositions, on entend, pour ce qui est des emprunts Dawes et Young, les ressortissants suédois, y compris les personnes morales, ayant leur domicile ou siège permanent en Suède, ainsi que les personnes physiques n'ayant pas la nationalité suédoise, mais qui avaient déjà leur domicile permanent en Suède à la date du 1^{er} juillet 1933. Toutefois, le présent accord ne vise que les créanciers suédois qui étaient, au 15 juin 1934, propriétaires des titres d'emprunt ou qui n'ont acheté qu'après cette date à des créanciers suédois, des titres qui étaient, le 15 juin 1934, la propriété de créanciers suédois. La qualité de propriétaire n'appartient pas aux personnes auxquelles les titres d'emprunt n'ont été cédés qu'aux fins d'encaissement ou à titre de garantie.

3. Seront également considérés comme créanciers suédois au sens de l'alinéa 2, les ressortissants suédois qui, à la date du 15 juin 1934, n'avaient leur domicile permanent ni sur le territoire du Royaume de Suède ni sur le territoire du Reich allemand et qui étaient, à cette date, propriétaires de titres de la tranche suédoise de l'emprunt Young, pour autant qu'on puisse prouver que les titres se trouvaient déjà à cette date en dépôt auprès d'une banque située en Suède.

4. Les dispositions de l'alinéa 2 s'appliquent *mutatis mutandis* à l'emprunt autrichien 1930 et à l'emprunt de conversion autrichien 1934 ; toutefois, la date du 15 juin 1934 est remplacée par la date du 12 mars 1938.

Article 5.

Le Gouvernement royal suédois veillera à ce que l'on s'assure par un contrôle rigoureux que les conditions de personne et de temps prévues pour l'application du présent accord sont remplies. Le Gouvernement royal suédois portera à la connaissance du Gouvernement allemand les dispositions édictées à cet effet. Si le Gouvernement allemand signale au Gouverne-

(2) Further particulars in connection with the application of these provisions shall be left to the authorities designated for the purpose by the Royal Swedish and German Governments respectively.

Article 4.

(1) The provisions of the present Agreement shall be applicable only to bonds in the possession of Swedish creditors.

(2) For the purposes of the present Agreement, so far as the Dawes and Young Loans are concerned, the term " Swedish creditors " shall be deemed to mean Swedish nationals, including legal persons, who are permanently domiciled or have a permanent headquarters in Sweden, together with natural persons who, not being Swedish nationals, were permanently domiciled in Sweden on July 1st, 1933 ; but only such Swedish creditors shall come under the provisions of this Agreement as were either the owners on June 15th, 1934, of the bonds concerned, or acquired the ownership thereof after June 15th, 1934, from Swedish creditors in whose ownership they were on June 15th, 1934. The term " owner " shall not be deemed to include parties to whom bonds have been made over solely for collection or as collateral.

(3) The term " Swedish creditors " for the purposes of paragraph (2) shall be deemed to include such Swedish nationals as, not being permanently domiciled on June 15th, 1934, either in the Kingdom of Sweden or in the German Reich, were on the said day owners of bonds of the Swedish issue of the Young Loan, provided such bonds can be shown to have been on deposit on the said day at a bank in Sweden.

(4) The provisions of paragraph (2) shall apply *mutatis mutandis* to the Austrian Loan 1930 and to the Austrian Conversion Loan 1934, with the substitution of the date March 12th, 1938, for the date June 15th, 1934.

Article 5.

The Royal Swedish Government shall take steps to ensure strict compliance with the conditions attaching to the present Agreement in regard to status of applicants and date of applications. The Royal Swedish Government shall communicate to the German Government the regulations issued in this connection. Should the German Government notify the Royal

ment royal suédois certains cas dans lesquels on a la certitude ou de bonnes raisons de soupçonner que les conditions de personne ou de temps prévues par le présent accord ne sont pas remplies, le Gouvernement royal suédois ouvrira l'enquête nécessaire et prendra les mesures appropriées pour assurer l'application régulière des dispositions du présent accord et annuler, si possible, les effets des irrégularités commises.

Article 6.

1. Si les paiements doivent être effectués dans une autre monnaie que la monnaie suédoise, le Gouvernement allemand aura le droit de mettre à disposition la contre-valeur en couronnes suédoises. Les coupons et titres d'emprunt libellés en couronnes suédoises, livres sterling, dollars des Etats-Unis d'Amérique ou en d'autres monnaies, seront payés sur la base de ces monnaies et non sur une base-or.

2. Si des coupons ou des titres sont libellés dans une monnaie autre que la monnaie suédoise, la conversion en monnaie suédoise sera opérée sur la base du cours d'achat de la Banque nationale suédoise à Stockholm, pour la monnaie en question, le jour précédant l'échéance.

Article 7.

Des arrangements spéciaux ont été conclus pour garantir la rentrée des montants en couronnes nécessaires pour l'application du présent accord.

SECTION 2. — EMPRUNT KREUGER.

Article 8.

1. Pour le compte du Gouvernement allemand, il sera mis à la disposition du « Clearingnämnd » les montants en couronnes suédoises au moyen desquels les coupons d'intérêts venant à échéance à partir du 15 juillet 1938 jusqu'au 15 juillet 1940 inclus de l'emprunt Kreuger doivent être achetés aux créanciers suédois. Les montants nécessaires à cet effet seront mis à la disposition du « Clearingnämnd » au plus tard le 30 juin et le 31 décembre qui suivront le jour de l'échéance. Le prix d'achat des coupons d'intérêts est fixé aux deux tiers du montant nominal de ces coupons.

Swedish Government of cases where there is sure evidence or reasonable presumption of failure to comply with the conditions attaching to the present Agreement in regard to status of applicants and date of applications, the Royal Swedish Government shall make the necessary enquiries and take appropriate steps to ensure the regular execution of the provisions of the present Agreement and to undo, wherever possible, irregularities which have been committed.

Article 6.

(1) Where sums are payable in other than Swedish currency, the German Government shall be entitled to make the equivalent available in Swedish crowns. The service of coupons and bonds denominated in Swedish crowns, pounds sterling, dollars of the United States of America or other currencies shall be on the basis of such currencies and not on a gold basis.

(2) Coupons or bonds denominated in other than Swedish currency shall be converted into Swedish currency at the purchase price quoted by the Swedish National Bank in Stockholm for the currency concerned on the day preceding that on which the bonds or coupons mature or fall due.

Article 7.

Special arrangements have been made to ensure that the sums in crowns required in application of the present Agreement will be available.

SECTION 2. — KREUGER LOAN.

Article 8.

(1) There shall be made available at the disposal of the « Clearingnämnd » for account of the German Government such sums in Swedish crowns as may be required for the purchase of Kreuger Loan coupons of Swedish creditors falling due on July 15th, 1938, and following dates up to and including July 15th, 1940. The sums required for the purpose shall be made available not later than the 30th June and the 31st December following the day on which the coupons fall due. The purchase price of the coupons shall be two-thirds of the nominal value of the coupons.

2. Les alinéas 1 et 2 de l'article 4 et les articles 5 à 7 du présent accord, ainsi que l'alinéa 2 de l'article 14 de l'Accord de compensation, s'appliquent *mutatis mutandis* à l'emprunt Kreuger.

(2) Article 4, paragraphs 1 and 2, and Articles 5 to 7 of the present Agreement, and Article 14, paragraph 2, of the Clearing Agreement shall be applicable to the Kreuger Loan *mutatis mutandis*.

SECTION 3. — DISPOSITION FINALE.

Article 9.

Le présent accord remplace, à partir de la date de l'entrée en vigueur de ses effets, l'Accord relatif au paiement des intérêts des titres suédois des emprunts Dawes, Young et Kreuger (Accord sur les emprunts du Reich) du 31 janvier 1936.

Fait à Stockholm, le 28 octobre 1938.

Pour le Gouvernement royal suédois :

(*Signé*) Rickard SANDLER.

Pour le Gouvernement allemand :

Wiktor Prinz zu WIED.

Dr. WALTER.

SECTION 3. — FINAL CLAUSE.

Article 9.

As from the date of its coming into force, the present Agreement shall take the place of the Agreement concerning the Payment of Interest on Swedish Bonds of the Dawes, Young and Kreuger Loans (Reich Loans Agreement) of January 31st, 1936.

Done at Stockholm, the 28th day of October, 1938.

For the Royal Swedish Government :

(*Signed*) Rickard SANDLER.

For the German Government :

Wiktor, Prinz zu WIED.

Dr. WALTER.

N° 4571.

ALLEMAGNE ET SUÈDE

Accord concernant l'application du moratoire allemand des transferts à l'égard des créanciers suédois (Accord sur les dettes privées). Signé à Stockholm, le 28 octobre 1938.

Texte officiel allemand communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement a eu lieu le 22 mai 1939.

GERMANY AND SWEDEN

Agreement concerning the Application of the German Transfer Moratorium in relation to Swedish Creditors (Private Debts Agreement). Signed at Stockholm, October 28th, 1938.

German official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration took place May 22nd, 1939.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4571. — ABKOMMEN ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER SCHWEDISCHEN REGIERUNG ÜBER DIE DURCHFÜHRUNG DES DEUTSCHEN TRANSFORMATORIUMS GEGENÜBER SCHWEDISCHEN GLÄUBIGERN (PRIVATSCHULDEN-ABKOMMEN). GEZEICHNET IN STOCKHOLM, AM 28. OKTOBER 1938.

DIE KÖNIGLICH SCHWEDISCHE und DIE DEUTSCHE REGIERUNG haben über die Durchführung des deutschen Transformatoriums gegenüber schwedischen Gläubigern folgendes vereinbart :

Artikel 1.

Die in der Zeit vom 1. Januar bis 31. Dezember 1939 fällig werdenden, unter das deutsche Transformatorium fallenden Ansprüche schwedischer Gläubiger im Sinne von Artikel 2 dieses Abkommens auf Zahlung von Vermögenserträgen (Zinsen, Gewinnanteile, Miet- und Pachtzinsen und ähnliche wiederkehrende Leistungen), für welche Zahlungen an die Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden geleistet worden sind, werden in der in den folgenden Bestimmungen festgelegten Weise behandelt.

Artikel 2.

1) Schwedische Gläubiger im Sinne dieses Abkommens sind schwedische Staatsangehörige mit Einschluss von juristischen Personen, die ihren ständigen Wohnsitz oder Sitz in Schweden haben, ferner natürliche Personen, die nicht schwedische Staatsangehörige sind, aber bereits am 1. Juli 1933 in Schweden ihren ständigen Wohnsitz hatten. Schwedische Gläubiger fallen unter dieses Abkommen jedoch nur, wenn sie am 15. Juni 1934 Eigentümer der Wertpapiere oder Gläubiger der Forderungen waren, die an diesem Zeitpunkt unter das deutsche Transformatorium fielen, oder wenn sie Wertpapiere oder Forderungen, die am 15. Juni 1934 Eigentum schwedischer Gläubiger waren, erst nach diesem Zeitpunkt von schwedischen Gläubigern erworben haben. Soweit es sich um Ansprüche schwedischer Gläubiger gegen Schuldner handelt, die vor der Wiedervereinigung Österreichs mit dem Deutschen Reich ihren ständigen Wohnsitz oder Sitz im Gebiet des früheren Bundesstaates Österreich hatten, gilt als Stichtag für den Erwerb der Wertpapiere oder Forderungen der 12. März 1938.

2) Als Eigentümer oder Gläubiger gelten nicht solche Personen, denen die Zins- und Gewinnanteilscheine oder die Zinsforderungen nur zur Einziehung oder die Wertpapiere und Forderungen nur sicherungshalber (pfandweise) übertragen worden sind.

3) Unter die Regelung dieses Abkommens fallen auch die Erträge von Vermögenswerten, die aus dem Verkaufserlös von solchen Steuergutscheinen angeschafft sind, die seit dem 1. Juli 1938 nach den Bestimmungen über den Anleihestock an den Berechtigten ausgeschüttet werden, sofern die Erträge aus den Wertpapieren oder sonstigen Ansprüchen, auf die die Ausschüttung erfolgt, selbst nach den Vorschriften dieses Abkommens transferbegünstigt sind.

4) Schwedische Gläubiger, die Wertpapiere, für die die Voraussetzungen dieses Abkommens vorliegen, gegen andere deutsche Wertpapiere, die sich im Besitze eines nichtschwedischen Gläubigers befinden, umtauschen, können für die im Umtausch erworbenen Wertpapiere die Vorteile dieses Abkommens in Anspruch nehmen, wenn dadurch keine Erhöhung der unter das Abkommen fallenden deutschen Zinsverpflichtungen eintritt. Dasselbe gilt, wenn deutsche Wertpapiere zur

Rückzahlung kommen und der schwedische Gläubiger aus dem auf diese Weise entstandenen Wertpapiersperrguthaben andere deutsche Wertpapiere anschafft.

5) Clearingämnden wird das Vorliegen der persönlichen und zeitlichen Voraussetzungen für die Anwendung dieses Abkommens streng überwachen. Die Königlich Schwedische Regierung wird die hierfür erlassenen Vorschriften der Deutschen Regierung zur Kenntnis bringen. Wenn die Deutsche Regierung der Königlich Schwedischen Regierung von Fällen Mitteilung macht, in denen die Gewissheit oder ein genügender Verdacht besteht, dass die Vorteile dieses Abkommens für Wertpapiere oder Forderungen in Anspruch genommen werden, die nicht den Voraussetzungen dieses Abkommens entsprechen, so wird die Königlich Schwedische Regierung die erforderlichen Untersuchungen einleiten und geeignete Massnahmen treffen, um derartige Missbräuche zu verhindern, oder, soweit wie möglich, rückgängig zu machen.

Artikel 3.

1) Schwedische Gläubiger erhalten auf ihren Antrag aus den in dem Verrechnungsverkehr für diesen Zweck aufkommenden Beträgen jeweils 50 v. H. ihrer in Artikel 1 genannten, bei der Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden eingezahlten Vermögenserträge in schwedischen Kronen ausbezahlt.

2) Jedoch werden die auszahlenden Kronenbeträge

a) bei den Zinsen, Dividenden und Gewinnausschüttungen, denen ein bestimmter Kapitalbetrag zu Grunde liegt, jährlich insgesamt 4 v. H. dieses Kapitalbetrages nicht übersteigen, und

b) in Fällen, in denen der Gläubiger den Zinssatz eines laufenden Kredits freiwillig gesenkt hat oder ein fälliger Kredit nach den allgemeinen deutschen Bestimmungen bis zu einem bestimmten Zeitpunkt verlängert oder in einen neuen Kredit umgewandelt worden ist, jährlich insgesamt mindestens $2\frac{1}{2}$ v. H. dieses Kapitalbetrages, aber nicht mehr als den eingezahlten Zinsbetrag ausmachen. Der Mindestsatz von $2\frac{1}{2}$ v. H. gilt jedoch nicht für Sperrguthaben sowie für fällige Forderungen, die der Gläubiger als täglich fälliges Geld stehen lässt.

Bei Miet- und Pachtzinsen sowie bei Gewinnausschüttungen, denen kein bestimmter Kapitalbetrag zu Grunde liegt, gilt diese in a) und b) erwähnte Höchst- und Mindestgrenze für den Transfer nicht.

3) Mit der Annahme der Kronenzahlungen sind die jeweiligen Erträgnisforderungen in vollem Umfange abgegolten.

4) Lauten die Erträgnisforderungen auf schwedische Kronen, so erfolgt die Rückverwandlung der in Reichsmark geleisteten Einzahlungen in schwedische Kronen zu dem gleichen Kurse, zu dem die Umwandlung der schwedischen Kronenverpflichtung in Reichsmark bei der Einzahlung vorgenommen wurde.

5) In Fällen, in denen die Erträgnisforderungen auf eine andere Währung als schwedische Kronen oder Reichsmark lauten, wird der auszahlende Kronenbetrag zum amtlichen Berliner Mittelkurs des der Einzahlung bei der Konversionskasse vorangehenden Werktages errechnet.

6) Lauten die Erträgnisforderungen auf Reichsmark, so wird der auszahlende Kronenbetrag zum amtlichen Berliner Mittelkurs des Werktages errechnet, der dem Tage unmittelbar vorangeht, an dem der Antrag des Gläubigers auf Auszahlung in Kronen bei der zuständigen schwedischen Stelle eingeht.

7) Wenn der Gläubiger nicht innerhalb einer Frist von 6 Monaten, die an dem Tage, an dem die Konversionskasse die Gutschrift der Einzahlung mitteilt, frühestens aber am Tage der Fälligkeit der Erträgnisforderungen zu laufen beginnt, von den Möglichkeiten dieses Transferabkommens Gebrauch macht, so kann er die Rechte aus ihm nicht mehr in Anspruch nehmen. Die vertraglichen Rechte des Gläubigers werden hierdurch nicht berührt.

Artikel 4.

Die Königlich Schwedische Regierung verpflichtet sich, während der Dauer dieses Abkommens keine Abwehrmassnahmen aus Anlass der Durchführung des deutschen Transfermoratoriums zu ergreifen.

Geschehen in Stockholm am 28. Oktober 1938.

Für die Königlich Schwedische Regierung :

Rickard SANDLER.

Für die Deutsche Regierung :

Wiktor Prinz zu WIED.

Dr. WALTER.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 17 mai 1939.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

TRADUCTION.

N^o 4571. — ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET SUÉDOIS CONCERNANT L'APPLICATION DU MORATOIRE ALLEMAND DES TRANSFERTS A L'ÉGARD DES CRÉANCIERS SUÉDOIS (ACCORD SUR LES DETTES PRIVÉES). SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 28 OCTOBRE 1938.

LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND sont convenus des dispositions ci-après au sujet de l'application du moratoire allemand des transferts à l'égard des créanciers suédois :

Article premier.

Les créances visées par le moratoire allemand des transferts, venant à échéance entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1939 et appartenant à des créanciers suédois au sens de l'article 2 du présent accord, au titre de revenus de capitaux (intérêts, dividendes, loyers, fermages et autres prestations périodiques analogues), et pour lesquelles des versements ont été effectués à la Caisse de conversion des dettes extérieures allemandes, seront réglées conformément aux dispositions ci-après :

Article 2.

1. Aux termes du présent accord, on entend par « créanciers suédois » les ressortissants suédois, y compris les personnes morales, ayant leur domicile ou siège permanent en Suède, ainsi que les personnes physiques ne possédant pas la nationalité suédoise, mais qui avaient déjà leur domicile permanent en Suède à la date du 1^{er} juillet 1933. Toutefois, le présent accord ne vise que les créanciers suédois qui étaient, à la date du 15 juin 1934, propriétaires des valeurs ou des créances visées à ce moment par le moratoire allemand des transferts ou qui n'ont acquis qu'après cette date, de créanciers

TRANSLATION.

No. 4571. — AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING THE APPLICATION OF THE GERMAN TRANSFER MORATORIUM IN RELATION TO SWEDISH CREDITORS (PRIVATE DEBTS AGREEMENT). SIGNED AT STOCKHOLM, OCTOBER 28TH, 1938.

THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT and THE GERMAN GOVERNMENT have agreed upon the following provisions concerning the application of the German transfer moratorium in relation to Swedish creditors :

Article 1.

Claims of Swedish creditors within the meaning of Article 2 of the present Agreement falling due within the period January 1st to December 31st, 1939, and coming under the provisions of the German transfer moratorium, being claims in respect of income derived from capital (interest, dividends, rents in respect of ordinary or usufructuary leases, or other similar recurrent claims) in respect of which payments have been made into the Conversion Office for German Foreign Debts shall be discharged in the manner hereinafter provided :

Article 2.

(1) For the purposes of the present Agreement, the term " Swedish creditors " shall be deemed to mean Swedish nationals, including legal persons, who are permanently domiciled or have a permanent headquarters in Sweden, together with natural persons who, not being Swedish nationals, were permanently domiciled in Sweden on July 1st, 1933 ; but only such Swedish creditors shall come under the provisions of this Agreement as were on June 15th, 1934, the owners of securities or titulars of claims which on that date came under the provisions of the German transfer moratorium,

suédois, des valeurs ou des créances qui appartenaient le 15 juin 1934 à des créanciers suédois. Pour autant qu'il s'agit de créances de créanciers suédois sur des débiteurs qui avaient leur domicile ou siège permanent dans le territoire de l'ancien Etat fédéral d'Autriche avant le retour de l'Autriche au Reich allemand, la date de rigueur pour l'acquisition des titres ou des créances est le 12 mars 1938.

2. La qualité de propriétaire ou de créancier n'appartient pas aux personnes auxquelles les coupons d'intérêts ou de dividendes, ou les créances d'intérêts, n'ont été cédés qu'aux fins de perception ou auxquelles les valeurs et les créances n'ont été remises qu'à titre de garantie (gage).

3. La réglementation prévue par le présent accord s'applique également aux revenus de valeurs acquises sur le produit de la vente de bons d'impôt distribués aux ayants droit depuis le 1^{er} juillet 1938, conformément aux dispositions relatives à l'achat obligatoire de fonds d'Etat (*Anleihestock*), pour autant que les revenus des titres ou autres créances qui donnent lieu à cette distribution jouissent eux-mêmes de faveurs de transfert en vertu des dispositions du présent accord.

4. Les créanciers suédois qui échangent des titres remplissant les conditions prévues par le présent accord contre d'autres titres allemands détenus par un créancier non suédois pourront se prévaloir des avantages du présent accord pour les titres acquis en échange, si de ce fait les obligations allemandes en matière d'intérêts visées par le présent accord ne se trouvent pas aggravées. La même règle est applicable lorsque des titres allemands sont remboursés et que le créancier suédois acquiert d'autres titres allemands avec les avoirs bloqués (*Wertpapiersperrguthaben*) auxquels ces remboursements ont donné naissance.

5. Le « Clearingnämnd » s'assurera par un contrôle rigoureux que les conditions de personne et de temps prévues pour l'application du présent accord sont remplies. Le Gouvernement royal suédois portera à la connaissance du Gouvernement allemand les dispositions édictées à cet effet. Si le Gouvernement allemand signale

or acquired the ownership thereof after June 15th, 1934, from Swedish creditors in whose ownership they were on June 15th, 1934. In the case of claims of Swedish creditors on debtors who were permanently domiciled or had a permanent headquarters in the territory of the former Federal State of Austria before the reunion of Austria with the German Reich, the relevant date for the establishment of title shall be March 12th, 1938.

(2) The expression "owners of securities or titulars of claims" shall not be deemed to include parties to whom interest or dividend coupons or interest claims have been made over solely for collection or to whom securities or claims have been made over solely as security (collateral).

(3) The provisions of the present Agreement shall further be applicable to income from capital in the form of proceeds from the sale of taxation credit certificates distributed after July 1st, 1938, in satisfaction of accumulated dividend claims under the regulations in execution of the Dividends Limitation Law (*Anleihestockgesetz*), in so far as the income from the securities or claims concerned, in respect of which the distribution of taxation credit certificates takes place, is itself entitled to transfer priority under the terms of the present Agreement.

(4) Swedish creditors exchanging securities to which the conditions of the present Agreement are applicable for other German securities in the possession of non-Swedish creditors shall be entitled to the benefit of the present Agreement in respect of the securities received in exchange, provided no increase in the volume of the German interest liabilities to which the present Agreement relates is thereby involved. Similarly, where German securities in the possession of Swedish creditors come up for redemption, the Swedish creditors shall be entitled to the benefit of the present Agreement in respect of other German securities acquired by them out of the blocked securities credit balances (*Wertpapiersperrguthaben*) arising as a result of such redemption.

(5) The "Clearingnämnd" shall take steps to ensure strict compliance with the conditions attaching to the present Agreement in regard to status of applicants and date of applications. The Royal Swedish Government shall communicate to the German Government the regulations issued in this connection. Should the

au Gouvernement royal suédois certains cas dans lesquels on a la certitude ou de bonnes raisons de soupçonner que l'on revendique les avantages du présent accord pour des titres ou des créances qui ne répondent pas aux conditions de cet accord, le Gouvernement royal suédois ouvrira l'enquête nécessaire et prendra les mesures appropriées pour prévenir ces abus ou, si possible, en annuler les effets.

Article 3.

1. Les créanciers suédois, sur leur demande, recevront, en couronnes suédoises, sur les sommes devenues disponibles à cet effet dans le trafic de compensation, 50 % de leurs revenus de capitaux mentionnés à l'article premier et versés à la Caisse de conversion des dettes extérieures allemandes.

2. Toutefois les sommes en couronnes à payer :

a) Dans le cas d'intérêts, de dividendes ou de distributions de bénéfices, calculés sur la base d'un capital déterminé, ne dépasseront pas annuellement, au total, un montant égal à 4 % de ce capital ; et

b) Lorsque le créancier aura abaissé de son propre gré le taux d'intérêt d'un crédit courant, ou lorsqu'un crédit venu à échéance aura été prolongé, conformément aux dispositions générales de la législation allemande, jusqu'à une date déterminée, ou aura été transformé en un nouveau crédit, elles s'élèveront annuellement, au total, à 2 ½ % au moins de ce capital, sans dépasser toutefois le montant des intérêts versés. Le taux minimum de 2 ½ % ne s'appliquera toutefois pas aux avoirs bloqués ni aux créances venues à échéance que le créancier laisse subsister sous forme de prêt au jour le jour.

En ce qui concerne les loyers et fermages, ainsi que les distributions de bénéfices qui ne sont pas calculés sur la base d'un capital déterminé, cette limite maximum et minimum mentionnée à *a)* et *b)* ne s'applique pas au transfert.

3. Du fait de l'acceptation des paiements en couronnes, les créances de revenus se trouvent réglées intégralement.

4. Si les créances de revenus sont libellées en couronnes suédoises, la reconversion en cou-

German Government notify the Royal Swedish Government of cases in which there is sure evidence or reasonable presumption that the benefit of the present Agreement is being claimed for securities or claims which fail to comply with the conditions attaching to the present Agreement, the Royal Swedish Government shall make the necessary enquiries and take appropriate steps to prevent such abuses from occurring or to undo them, wherever possible, when they have occurred.

Article 3.

(1) Swedish creditors shall be entitled on demand to receive in Swedish crowns, out of the sums accruing under the clearing, a portion not exceeding 50 per cent of the income from capital to which Article 1 relates, in respect of which payments have been made into the Conversion Office for German Foreign Debts.

(2) The sums payable in crowns :

(a) In the case of interest, dividends or other distribution of profits calculated on the basis of a given capital, shall not exceed in any given year a total sum equivalent to 4 per cent of the said capital, and

(b) In cases where the creditor has of his own accord reduced the interest rate of a current debt, or where a claim falling due is extended to a given date or converted into a new claim under the current operation of the general German regulations, shall total not less than 2 ½ per cent of the capital in any given year, but shall not exceed the amount of the interest paid into the Conversion Office, provided always that the minimum of 2 ½ per cent shall not be applicable to blocked credit balances or to claims falling due which the creditor leaves unclaimed as day-to-day loan money.

In the case of rents in respect of ordinary or usufructuary leases, as also in the case of distribution of profits not calculated on the basis of any given capital, the maximum and minimum limits for which sub-paragraphs *(a)* and *(b)* provide shall not be applicable to the transfer of the said rents or profits.

(3) Acceptance of payments in crowns shall constitute a full and final discharge of current interest claims.

(4) Where interest claims are denominated in Swedish crowns, the reconversion into

ronnes suédoises des versements effectués en reichsmarks sera opérée au même cours que celui qui a servi, lors du versement, à la conversion en reichsmarks de l'obligation en couronnes suédoises.

5. Lorsque les créances de revenus sont libellées en une autre monnaie que la couronne suédoise ou le reichsmark, le montant en couronnes à payer sera calculé au cours officiel moyen coté à Berlin le jour ouvrable qui a précédé le versement à la Caisse de conversion.

6. Si les créances de revenus sont libellées en reichsmarks, le montant en couronnes à payer sera calculé au cours officiel moyen coté à Berlin le jour ouvrable qui précède immédiatement le jour auquel le service suédois compétent a reçu du créancier la demande de paiement en couronnes.

7. Si le créancier ne fait pas usage des possibilités du présent accord de transfert dans un délai de six mois commençant à courir à la date à laquelle la Caisse de conversion l'avise du versement opéré en sa faveur, mais au plus tôt à la date de l'échéance de la créance, il ne pourra plus se prévaloir des droits que lui confère ledit accord. Les droits contractuels du créancier ne sont pas affectés de ce fait.

Article 4.

Le Gouvernement royal suédois s'engage, pendant la durée de validité du présent accord, à ne prendre aucune mesure de défense motivée par l'application du moratoire allemand des transferts.

Fait à Stockholm, le 28 octobre 1938.

Pour le Gouvernement royal suédois :
Rickard SANDLER.

Pour le Gouvernement allemand :
Wiktor Prinz zu WIED.
Dr WALTER.

Swedish crowns of the payments made in Reichsmarks shall be at the same rate as that at which the Swedish crown liability was converted into Reichsmarks at the time of payment.

(5) Where interest claims are denominated in a currency other than the Swedish crown or Reichsmark, the amount payable in crowns shall be calculated at the middle official rate quoted in Berlin on the working day preceding the payment into the Conversion Office.

(6) Where interest claims are denominated in Reichsmarks, the amount payable in crowns shall be calculated at the middle official rate quoted in Berlin on the working day immediately preceding the day on which application was made by the creditor to the competent Swedish authority for payment in crowns.

(7) Creditors failing to avail themselves of the facilities for which the present transfer Agreement provides within a period of six months from the date on which the Conversion Office notifies the crediting of the payments received (not being a date earlier than that on which the interest claims begin to run) shall no longer be entitled to the benefit of the said Agreement, without prejudice always to their contractual rights.

Article 4.

The Royal Swedish Government undertakes, during the period of validity of the present Agreement, not to have recourse to any defensive measures by reason of the application of the German transfer moratorium.

Done at Stockholm, the 28th day of October, 1938.

For the Royal Swedish Government :
Rickard SANDLER.

For the German Government :
Wiktor, Prinz zu WIED.
Dr. WALTER.

N° 4572.

FRANCE ET GRÈCE

Accord relatif aux rapports intellectuels et artistiques entre les deux pays. Signé à Athènes, le 19 décembre 1938.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 24 mai 1939.

FRANCE AND GREECE

Agreement regarding Intellectual and Artistic Relations between the Two Countries. Signed at Athens, December 19th, 1938.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations. The registration took place May 24th, 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4572. — ACCORD¹ RELATIF AUX RAPPORTS INTELLECTUELS ET ARTISTIQUES ENTRE LA FRANCE ET LA GRÈCE. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 19 DÉCEMBRE 1938.

No. 4572. — AGREEMENT¹ REGARDING INTELLECTUAL AND ARTISTIC RELATIONS BETWEEN FRANCE AND GREECE. SIGNED AT ATHENS, DECEMBER 19TH, 1938.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
et

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES,

Animés du désir de resserrer le plus possible et de favoriser par tous les moyens les relations d'amitié qui de tout temps ont lié les deux nations ;

Conscients de la communauté des fondements sur lesquels repose la vie intellectuelle de leurs deux pays et désireux de rendre encore plus étroites les relations intellectuelles et artistiques des deux peuples, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Henry COSME, ministre plénipotentiaire, envoyé extraordinaire de la République française à Athènes ;

et SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

Son Excellence Monsieur Jean METAXAS, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Éducation nationale ;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Des échanges de professeurs seront organisés entre les universités et les établissements d'enseignement supérieur de France et de Grèce. Les présentations pour les professeurs et les savants de chaque pays seront faites par les universités et les établissements de l'autre

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 25 avril 1939.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC
and

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES,

Being desirous of strengthening as far as possible, and promoting by every means, the friendly relations which have always existed between the two nations ;

Being conscious that the intellectual life of their two countries rests upon a common foundation and being desirous of drawing still closer the intellectual and artistic bonds which unite the two peoples, have decided to conclude an Agreement for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Henry COSME, Minister Plenipotentiary, Envoy Extraordinary of the French Republic at Athens ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

His Excellency Monsieur Jean METAXAS, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs and Minister for National Education ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

Exchanges of professors shall be organised between the universities and higher educational establishments of France and Greece. The nominations of professors and scientists of each country shall be made by the universities and establishments of the other country, and

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, April 25th, 1939.

pays, et soumises à l'agrément des gouvernements intéressés. L'organisation matérielle des échanges est confiée aux commissions prévues à l'article 10 ci-dessous. Il sera fait appel de préférence aux professeurs ayant à exposer le résultat de recherches originales ou à faire connaître des disciplines nouvelles peu ou point encore représentées dans les universités ou établissements où ils iront enseigner. Il sera tenu compte, d'autre part, des travaux et recherches que les professeurs auront à poursuivre dans l'un ou l'autre pays. Pourront être désignées comme professeurs d'échange des personnalités ne faisant pas partie du personnel de l'enseignement public, mais appartenant à des compagnies savantes ou hautement réputées pour leurs travaux personnels.

Article II.

Le Gouvernement français entretient en Grèce deux grandes institutions officielles : l'Ecole française d'Athènes et l'Institut d'études françaises d'Athènes.

L'Ecole française d'Athènes est un établissement d'enseignement supérieur, consacré aux fouilles et aux recherches se rapportant à la Grèce et à l'hellénisme. Le directeur a qualité pour organiser chaque année les épreuves du baccalauréat français pour les candidats français, grecs ou étrangers qui désirent obtenir ce diplôme.

L'Institut d'études françaises d'Athènes a pour objet l'enseignement de la langue, de la littérature, de la civilisation françaises et de toute discipline complémentaire. Il a pour mission la formation de professeurs de français et l'organisation de cours de perfectionnement à l'intention des professeurs hellènes de français.

Le diplôme de professeur de français délivré par l'Institut d'études françaises dans les conditions fixées par les lois, décrets et arrêtés actuellement en vigueur, et reconnu par le Ministère de l'Instruction publique de Grèce, confère aux professeurs qui en sont pourvus le droit d'enseigner le français dans les lycées, collèges et écoles du Gouvernement hellénique.

La langue grecque moderne pourra être présentée comme langue vivante aux examens du baccalauréat.

Article III.

Tout étudiant remplissant les conditions requises pour être admis à s'inscrire dans les

submitted for approval to the Governments concerned. The arrangements for the operation of the exchange system shall be entrusted to the committees provided for in Article X below. Preference shall be given to professors who can set forth the results of original research or make known new branches of study which are largely, or even completely, unrepresented so far in the universities or establishments to which they will proceed for the purpose of lecturing. Account will furthermore be taken of the work and research which the professors will be called upon to perform in either of the two countries. Persons who are not on the staff of the public education service, but who belong to learned bodies or are widely reputed for their personal work, may be nominated as exchange professors.

Article II.

The French Government maintains two important official institutions in Greece : the Ecole française d'Athènes and the Institut d'études françaises d'Athènes.

The Ecole française d'Athènes is a higher educational establishment which deals with excavation work and with research in connection with Greece and Hellenism. The director is empowered to organise yearly the examinations for the French *baccalauréat* for French, Greek or foreign candidates who desire to obtain that degree.

The Institut d'études françaises d'Athènes is intended for the teaching of the French language, literature and civilisation and of all supplementary subjects. Its object is to train professors of French and organise post-graduate courses for Greek professors of French.

The diploma of Professor of French granted by the Institut d'études françaises under the conditions laid down by the laws, decrees and ordinances at present in force, and recognised by the Greek Ministry of Public Education, entitles the professors who hold it to teach French in the Greek Government's secondary schools (*lycées*), colleges and schools.

Modern Greek may be submitted as a living language for *baccalauréat* examinations.

Article III.

Any student complying with the conditions required for entry into the Greek universities

universités helléniques et pourvu du certificat de fin d'études (*apolytirion*) délivré par un gymnase hellénique et visé par le Ministère de l'Instruction publique, continuera à bénéficier, dans les conditions prévues par les arrêtés en vigueur, de l'équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire pour l'inscription dans les universités françaises.

Tout étudiant pourvu du baccalauréat français sera admis dans les mêmes conditions à s'inscrire dans les facultés et établissements d'enseignement supérieur en Grèce conformément aux règlements en vigueur.

Les élèves et étudiants de chacune des deux Parties contractantes jouiront dans l'autre pays de l'entière égalité de droit avec les nationaux en matière de frais de scolarité ou d'examen.

Article IV.

En principe, les études faites par les élèves et étudiants hellènes en France et par les élèves et étudiants français en Grèce pourront être comptées comme études faites dans leur pays d'origine. Les élèves et étudiants hellènes et français pourront obtenir les grades et diplômes institués dans l'un ou l'autre pays dans les mêmes conditions que les élèves et étudiants nationaux, en se conformant aux règlements de chaque pays sur les dispenses et les équivalences.

Article V.

Les dispositions des articles III et IV n'apportent aucune dérogation aux lois, décrets et arrêtés concernant l'exercice de certaines professions et l'accès à certaines carrières.

Article VI.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement royal hellénique favoriseront respectivement la traduction des chefs-d'œuvre littéraires et scientifiques et la diffusion des ouvrages écrits dans la langue de l'autre pays.

Article VII.

Les deux gouvernements favoriseront l'organisation de concerts ou d'expositions d'art, la représentation d'œuvres dramatiques et la projection de films de l'autre pays jugés intéressants en raison de leur sujet et de leur caractère artistique. Ils veilleront à ce que leurs stations radiophoniques organisent des causeries sur l'histoire, la géographie, la littérature, l'art, la musique, les coutumes, les régions, les sites et

who has a school leaving certificate (*apolytirion*) issued by a Greek secondary school, and countersigned by the Ministry of Public Education, shall be entitled, as heretofore and under the conditions laid down in the ordinances in force, to claim equivalence to the secondary education *baccalauréat* for the purpose of entering French universities.

Any student who has passed the French *baccalauréat* shall be allowed under the same conditions to enter the faculties and higher educational establishments in Greece, in accordance with the regulations in force.

Pupils and students of each of the two Contracting Parties shall be entitled in the other country to complete legal equality with nationals in the matter of school or examination fees.

Article IV.

In principle, studies carried out by Greek pupils and students in France and by French pupils and students in Greece may be counted as studies in their country of origin. Greek and French pupils and students may obtain the degrees and diplomas which are granted in either country under the same conditions as national pupils and students, provided that they comply with the regulations of each country in respect of exemptions and equivalences.

Article V.

The provisions of Articles III and IV shall not involve any exception to the laws and ordinances concerning the exercise of certain professions and the entering upon certain careers.

Article VI.

The Government of the French Republic and the Royal Hellenic Government shall each encourage the translation of literary and scientific masterpieces and the dissemination of works written in the language of the other country.

Article VII.

Both Governments shall encourage the organisation of concerts or art exhibitions, the performance of dramatic works, and the showing of films of the other country which are considered interesting by reason of their subject and their artistic character. They shall ensure that their broadcasting stations arrange talks on history, geography, literature, arts, music and customs and on the various districts, sites and monu-

les monuments présentant un intérêt touristique. Les stations radiophoniques des deux pays pourront comprendre dans leurs programmes le relai des émissions de l'autre pays.

Article VIII.

Les deux gouvernements faciliteront l'échange d'artistes français et grecs. En particulier, il pourra être étudié un échange de pensionnaires qui séjourneraient dans un des établissements officiels d'enseignement artistique que les deux gouvernements dirigent ou contrôlent.

Ces pensionnaires pourront être choisis par un concours spécial dont le règlement sera établi ultérieurement par les organismes compétents.

Dans le même esprit de collaboration artistique pourra être envisagé un échange de moulages des principaux chefs-d'œuvre d'art antique et d'art moderne de Grèce et de France. Les modalités de cet échange pourront être réglées directement entre la direction des musées grecs et la direction des musées nationaux français.

Article IX.

Pourront être également encouragés les voyages d'étudiants ou élèves en groupes sous la conduite de professeurs, les excursions d'études, d'archéologie ou autres, organisées notamment à l'occasion de spectacles artistiques ou de manifestations sportives. Les deux gouvernements s'efforceront d'obtenir pour les participants à ces voyages et excursions les plus grandes facilités possibles de transport et de séjour. Ces facilités pourront être éventuellement étendues par les deux gouvernements aux littérateurs, savants, artistes, boursiers, et étudiants se rendant dans l'autre pays pour un voyage d'études.

Article X.

Les deux gouvernements faciliteront par tous les moyens à leur disposition la diffusion des livres et des publications périodiques de l'autre pays ; ils examineront à cette fin la possibilité de reviser les tarifs douaniers et postaux ainsi que tous autres règlements en vigueur concernant les livres et les imprimés.

Article XI.

Pour mettre en application les mesures prévues dans les articles précédents et étudier les questions qui leur seront soumises par les services intéressés, seront instituées deux commis-

ments of interest to tourists. The broadcasting stations of both countries may include in their programmes the relaying of the broadcasts of the other country.

Article VIII.

Both Governments shall encourage exchange of French and Greek artists. In particular, consideration may be given to an exchange of holders of resident scholarships accommodated in one of the official artistic educational establishments which the two Governments direct or control.

Such scholarship holders may be chosen by a special competitive examination, the regulations for which shall be drawn up later by the competent bodies.

In the same spirit of artistic collaboration, an exchange of plaster casts of the outstanding works of ancient and modern Greek and French art may be considered. The details of this exchange may be settled direct between the controlling authorities of the Greek museums and of the French national museums.

Article IX.

Travel by groups of students or pupils, under the leadership of professors, study tours and archæological or other excursions, more particularly when organised in conjunction with artistic performances or athletic contests, may also be encouraged. The two Governments shall endeavour to obtain the greatest possible transport and residential facilities for those taking part in such travel and excursions. The said facilities may later be extended by the two Governments to men of letters, scientists, artists, scholarship holders and students who are proceeding to the other country on a study tour.

Article X.

Both Governments shall assist by all means in their power the dissemination of the books and periodical publications of the other country ; for that purpose, they shall consider the possibility of revising the Customs and postal tariffs, and any other regulations in force concerning books and printed matter.

Article XI.

For the purpose of putting into force the measures provided for in the previous Articles and studying the questions which will be submitted to them by the departments concerned,

sions mixtes franco-helléniques, l'une à Paris, l'autre à Athènes, chacune composée de cinq membres, dont un représentant de l'autre pays contractant. Le ministre des Affaires étrangères, en accord avec le ministre de l'Education nationale, dans chaque pays, désigne ses nationaux membres des deux commissions. La liste en est communiquée pour agrément au Ministère des Affaires étrangères de l'autre pays.

Les deux commissions pourront faire appel, à titre consultatif, à des personnalités particulièrement compétentes dont la collaboration leur paraîtra utile à l'étude des questions. Elles pourront proposer à leur gouvernement toutes mesures nécessaires au succès de leur tâche.

Article XII.

Le présent accord demeurera en vigueur jusqu'à sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes. Il cessera de porter ses effets à la fin du sixième mois suivant la notification de cette dénonciation.

Article XIII.

Les ratifications du présent accord seront échangées à Paris le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent accord et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Athènes le 19 décembre 1938.

(S.) Henry COSME.

(S.) J. METAXAS.

two Franco-Hellenic joint committees shall be set up, one at Paris, the other at Athens, each composed of five members, and containing one representative of the other contracting country. The Minister for Foreign Affairs, in agreement with the Minister for National Education in each country, shall nominate those of his nationals who are to serve on the two committees. The list of such proposed members shall be communicated for approval to the Ministry of Foreign Affairs of the other country.

The committees may call in, in an advisory capacity, persons having special qualifications whose collaboration may appear to be desirable for the study of the questions before them. They may propose to their Governments any measures which may be necessary for the successful carrying out of their work.

Article XII.

The present Agreement shall remain in force until denounced by one or other of the Contracting Parties. It shall cease to take effect at the end of six months after the notification of the said denunciation.

Article XIII.

Ratifications of the present Agreement shall be exchanged in Paris as soon as possible.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Athens, the 19th day of December, 1938.

(Signed) Henry COSME.

(Signed) J. METAXAS.

Pour copie conforme :

*P. le Directeur
des Affaires conventionnelles
et commerciales
au Min. des Aff. étrangères,
B. Demertzis.*

N° 4573.

LETTONIE ET POLOGNE

Convention relative à l'exploitation de lignes
de communication aérienne régulière. Signée
à Riga, le 16 juin 1938.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de
Lettonie. L'enregistrement a eu lieu le 29 mai 1939.*

LATVIA AND POLAND

Convention regarding the Operation of Regular
Air Lines of Communication. Signed at
Riga, June 16th, 1938.

*French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs.
The registration took place May 29th, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4573. — CONVENTION ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE RELATIVE A L'EXPLOITATION DE LIGNES DE COMMUNICATION AÉRIENNE RÉGULIÈRE. SIGNÉE A RIGA, LE 16 JUIN 1938.

No. 4573. — CONVENTION ¹ BETWEEN THE REPUBLIC OF LATVIA AND THE REPUBLIC OF POLAND REGARDING THE OPERATION OF REGULAR AIR LINES OF COMMUNICATION. SIGNED AT RIGA, JUNE 16TH, 1938.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE

et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

Egalement désireux de régler, faciliter et favoriser le développement des communications aériennes dans les deux pays sur la base de la Convention ² portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE:

M. Jānis TEFFERS, secrétaire général au Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE:

M. Jerzy KŁOPOTOWSKI, chargé d'Affaires *a. i.* en Lettonie ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement de la République de Lettonie accordera sur la demande du Gouvernement polonais à une entreprise polonaise de navigation aérienne, désignée par le Gouverne-

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA

and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND,

Being equally desirous of regulating, facilitating and promoting the development of communications by air in the two countries on the basis of the Convention ² relating to the Regulation of Aerial Navigation, dated October 13th, 1919, have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

M. Jānis TEFFERS, Secretary-General at the Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

M. Jerzy KŁOPOTOWSKI, Chargé d'Affaires *ad interim* in Latvia ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The Government of the Republic of Latvia shall at the request of the Government of Poland grant to a Polish air navigation undertaking designated by the Polish Government

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 29 avril 1939.

Entrée en vigueur le 29 mai 1939.

² Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; vol. LXXVIII, pages 438 et 441 ; vol. CXVII, page 54 ; vol. CXXXVIII, pages 418 et 427 ; vol. CXLII, page 340 ; vol. CLXIV, page 355 ; et vol. CLXXXV, page 371, de ce recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, April 29th, 1939.

Came into force May 29th, 1939.

² Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 175 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. LXIII, page 389 ; Vol. LXXVIII, pages 438 and 441 ; Vol. CXVII, page 54 ; Vol. CXXXVIII, pages 418 and 427 ; Vol. CXLII, page 340 ; Vol. CLXIV, page 355 ; and Vol. CLXXXV, page 371, of this Series.

ment polonais, les autorisations nécessaires pour l'exploitation sur le territoire letton des lignes de communication aérienne suivantes :

1. Warszawa — Wilno (Kaunas) — Riga — Tallinn — Helsinki et retour,
2. D'une ligne de transit au-dessus du territoire letton avec le droit d'atterrissage à Riga.

L'itinéraire de cette ligne sera désigné ultérieurement d'un commun accord par les autorités compétentes aéronautiques des Hautes Parties contractantes.

Le Gouvernement de la République de Pologne accordera sur la demande du Gouvernement letton à une entreprise lettone de navigation aérienne, désignée par le Gouvernement letton, les autorisations nécessaires pour l'exploitation sur le territoire polonais des lignes de communication aérienne suivantes :

Deux lignes de transit au-dessus du territoire polonais, dont l'itinéraire et les points d'atterrissage seront désignés ultérieurement d'un commun accord par les autorités compétentes aéronautiques des Hautes Parties contractantes.

Les entreprises auxquelles les autorisations susmentionnées auront été accordées pourront, en dehors de vols réguliers prévus par l'horaire, exécuter sur les lignes, dont elles sont concessionnaires, des vols additionnels.

Article 2.

L'établissement des lignes aériennes, traversant les territoires des deux Hautes Parties contractantes, autres que celles dont il est question à l'article premier de la présente convention, pourra s'effectuer en vertu d'un accord entre les deux Hautes Parties contractantes.

Toutes les stipulations de la présente convention seront également applicables à ces nouvelles lignes aériennes.

Article 3.

Chaque Partie contractante se réserve le droit d'accorder la permission de l'exploitation des lignes mentionnées à l'article premier, dans les limites de son territoire, aussi aux entreprises des Etats tiers.

Article 4.

Les droits et les obligations des entreprises aériennes désignées, ainsi que les conditions

the necessary authorisations for the operation over Latvian territory of the following air lines of communication :

1. Warsaw — Vilna (Kaunas) — Riga — Tallinn — Helsinki and return,
2. A transit line over Latvian territory with landing rights at Riga.

The route of this line shall be designated later by mutual agreement between the competent air authorities of the High Contracting Parties.

The Government of the Republic of Poland shall, at the request the Latvian Government, grant to a Latvian air navigation undertaking designated by the Latvian Government the necessary authorisations for the operation over Polish territory of the following air lines of communication :

Two transit lines over Polish territory, the routes and landing-places of which shall be designated later by mutual agreement between the competent air authorities of the High Contracting Parties.

The undertakings to which the above-mentioned authorisations shall have been granted may, over and above the regular flights provided for by the time-table, carry out additional flights on the air lines for which they hold concessions.

Article 2.

The routes of the air lines over the territories of the two High Contracting Parties, other than those referred to in Article 1 of the present Convention, may be determined by agreement between the two High Contracting Parties.

All the provisions of the present Convention shall also apply to these new air lines.

Article 3.

Each Contracting Party reserves the right to grant permission to operate the air lines mentioned in Article 1 within its territory to undertakings of third States.

Article 4.

The rights and obligations of the air navigation undertakings designated and the detailed

détaillées d'exploitation des lignes mentionnées à l'article premier seront définies dans les accords à conclure :

a) Par le Ministère des Communications de la République de Pologne avec l'entreprise aérienne lettone ;

b) Par le Ministère des Communications de la République de Lettonie avec l'entreprise aérienne polonaise.

Article 5.

Les deux Hautes Parties contractantes prendront sur leurs territoires respectifs les mesures nécessaires en vue d'assurer aux entreprises concessionnaires dans les limites des possibilités et contre remboursement, l'usage des aérodromes, ainsi que des installations de sécurité de vol et services techniques existant sur les itinéraires des lignes mentionnées à l'article premier.

Article 6.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à assurer aux entreprises concessionnaires, dans les limites des lois et règlements en vigueur des facilités en vue d'accélérer l'accomplissement des formalités douanières et administratives concernant les transports aériens des personnes, bagages, marchandises et envois postaux.

Article 7.

Les avions destinés à l'exploitation des lignes prévues à l'article premier ainsi que les moteurs montés sur ces avions, les pièces de rechange (moteurs de rechange y compris), tous les objets nécessaires à l'aménagement des avions ou à leur conservation, ainsi que nécessaires à l'exploitation des lignes mentionnées à l'article premier, seront exemptés des droits de douane et soustraits lors de leur entrée sur le territoire des deux Etats aux limitations résultant de la réglementation du mouvement des marchandises et des devises à condition que tous les objets et matériels ci-dessus mentionnés soient importés en vue d'une utilisation temporaire, et qu'ils soient renvoyés au cours d'une année dans leur pays d'origine.

Ce délai d'exploitation pourra être prolongé par les autorités compétentes sur la proposition de l'entreprise concessionnaire.

Les objets ci-dessus mentionnés resteront sous le contrôle de l'administration des douanes et ne pourront être utilisés que pour les besoins

conditions governing the operation of the air lines mentioned in Article 1 shall be defined in the agreements to be concluded :

(a) By the Ministry of Communications of the Republic of Poland with the Latvian air navigation undertaking ;

(b) By the Ministry of Communications of the Republic of Latvia with the Polish air navigation undertaking.

Article 5.

Each of the High Contracting Parties shall take, in its own territory, the measures necessary to ensure that the concession-holding undertakings, so far as possible and subject to refund of expenses, shall have the use of the aerodromes, installations for safety of flight and technical services available on the routes of the air lines mentioned in Article 1.

Article 6.

The two High Contracting Parties bind themselves to provide the concession-holding undertakings, within the scope of the laws and regulations in force, with facilities for expediting the carrying out of the Customs and administrative formalities connected with the transport by air of passengers, baggage, goods and mail.

Article 7.

The aircraft intended for the operation of the air lines provided for in Article 1, and the engines mounted in such aircraft, spare parts (including spare engines) and all articles necessary for the equipment or maintenance of aircraft and necessary for the operation of the air lines mentioned in Article 1 shall be exempt from Customs duties and shall not be liable, when entering the territory of either State, to the restrictions resulting from regulation of goods traffic or transfer of currency, on condition that all the articles and materials above mentioned are imported for temporary use and are re-exported to their country of origin within one year.

This time-limit for export may be extended by the competent authorities on application from the concession-holding undertaking.

The articles above mentioned shall remain under the supervision of the Customs administration and may be used only for purposes of

de l'exploitation des lignes aériennes prévues par la présente convention.

Les objets et matériels usés ou abîmés, pour lesquels au moment de l'importation les droits de douane n'ont pas été perçus, devront être, soit retournés au pays d'origine, soit dédouanés, soit détruits sous un contrôle officiel.

Lors du dédouanement de ces objets et matériels toutes les réductions et facilités admises par la législation nationale, seront appliquées.

Les voyageurs en transit direct ne seront pas soumis à la procédure douanière, ils seront toutefois placés sous le contrôle douanier. Ces voyageurs seront soustraits aux prescriptions limitant le mouvement des devises.

Les bagages, marchandises et les envois postaux en transit seront placés sous le contrôle douanier et seront exemptés de tout droit de douane. Ils seront également soustraits aux limitations résultant de la réglementation du mouvement des marchandises et des devises.

Les livres, brochures, affiches, tarifs, catalogues et prospectus concernant la réclame et propagande touristique afférente à l'exploitation des lignes de communication aérienne, lors de leur entrée sur le territoire des deux Parties contractantes jouiront du traitement le plus favorisé accordé à un état tiers en ce qui concerne les droits de douane et le régime d'importation et de paiement.

Article 8.

En cas d'atterrissage en dehors des aérodromes douaniers le commandant de l'avion, l'équipage et les passagers devront se soumettre aux lois et règlements en vigueur sur le territoire en question. D'autre part les autorités locales sont tenues de prêter aux entreprises concessionnaires, en cas d'atterrissage forcé ou d'autre accident, toute aide possible contre remboursement des frais réels.

Article 9.

Les entreprises concessionnaires seront tenues :

a) D'observer les dispositions de la Convention portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919 ;

b) De se soumettre aux lois et règlements en vigueur sur les territoires respectifs des deux Hautes Parties contractantes ;

operating air lines to which the present Convention refers.

Worn out or damaged articles or materials on which no Customs duties were levied on importation must be either returned to the country of origin or cleared through the Customs or destroyed under official supervision.

When such articles or material are cleared through the Customs, all reductions and facilities allowed by the national legislation shall be applied.

Passengers in through transit shall not be subjected to Customs inspection. They shall, however, be placed under Customs supervision. Such travellers shall be exempt from the regulations restricting transfer of currency.

Baggage, goods and mail in transit shall be placed under Customs supervision and shall be exempt from all Customs duties. They shall also be exempt from restrictions upon the transport of goods and transfer of currency.

Books, pamphlets, posters, tariffs, catalogues and prospectuses connected with advertisement and tourist propaganda relating to the operation of these airways shall, on importation into the territory of either Contracting Party, enjoy the most favourable treatment granted to any third State as regards Customs duties and the conditions of importation and payment.

Article 8.

In the case of landing outside Customs aerodromes, the commander of the aircraft, the crew and the passengers must comply with the laws and regulations in force in the territory in question. On their side, the local authorities must give the concession-holding undertakings, in the case of forced landing or any other accident, all possible assistance, subject to the refund of actual expenses.

Article 9.

Concession-holding undertakings shall be obliged :

(a) To comply with the provisions of the Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation, dated October 13th, 1919 ;

(b) To comply with any laws and regulations in force in the respective territories of the two High Contracting Parties ;

c) De communiquer 14 jours avant le commencement d'une période d'exploitation aux autorités compétentes de l'autre Partie contractante la liste nominative du personnel navigant, les types et les marques d'immatriculation des avions en service sur les lignes mentionnées à l'article premier, ainsi que les tarifs, les horaires et les conditions générales de transport ;

d) De présenter à l'approbation des autorités compétentes de l'autre Partie contractante la liste nominative du personnel employé sur le territoire de cette Partie ;

e) De présenter aux autorités compétentes des certificats d'assurance contre la responsabilité, résultant du contrat de transport.

Chaque Partie contractante considérera comme preuve suffisante de garantie d'assurance un certificat délivré par l'autorité compétente de l'autre Partie contractante.

Article 10.

Chaque entreprise concessionnaire sera autorisée de nommer sur le territoire de l'autre Partie contractante un représentant possédant la nationalité du pays de l'entreprise.

Article 11.

Les entreprises concessionnaires seront tenues de transporter la poste dans les conditions fixées par les accords qui seront conclus entre ces entreprises et les administrations postales des deux pays.

Article 12.

Les entreprises concessionnaires ne pourront céder ni entièrement ni partiellement les concessions en question à d'autres entreprises.

Chacune des Parties contractantes se réserve le droit de désigner en tout temps une autre entreprise nationale de navigation aérienne en remplacement de l'entreprise désignée précédemment. Dans ce cas la concession accordée perdra sa validité et une nouvelle concession analogue sera immédiatement délivrée à la nouvelle entreprise. L'entreprise révoquée par son gouvernement n'aura pas à ce titre le

(c) To communicate to the competent authorities of the other Contracting Party, 14 days before the commencement of a period of operation, a list of the names of the navigating personnel, the types and registered marks of the aircraft used on the airways mentioned in Article 1 and the tariffs, time-tables and general conditions of transport ;

(d) To submit for approval to the competent authorities of the other Contracting Party a list of the names of the personnel employed on the territory of that Party ;

(e) To submit to the competent authorities certificates of insurance in respect of liability arising out of the transport contract.

Each Contracting Party shall regard as sufficient evidence of a guarantee of insurance a certificate issued by the competent authority of the other Contracting Party.

Article 10.

Each concession-holding undertaking shall be authorised to appoint on the territory of the other Contracting Party a representative who is a national of the country to which that undertaking belongs.

Article 11.

The concession-holding undertakings shall be obliged to accept mail for transport, under the conditions prescribed by the agreements concluded between the said undertakings and the postal administrations of the two countries.

Article 12.

The concession-holding undertakings may not transfer their concessions, whether wholly or in part, to other undertakings.

Each of the Contracting Parties reserves the right at any time to designate another national air navigation undertaking in the place of the undertaking previously designated. In such case the concession granted shall lose its validity, and a new similar concession shall immediately be issued to the new undertaking. An undertaking whose concession has been cancelled by one of the Contracting Parties may not

droit de demander à l'autre Partie contractante aucune indemnisation.

Article 13.

En cas d'infraction aux dispositions de la présente convention, aux prescriptions de sécurité ou d'ordre public, chacune des deux Parties contractantes pourra demander la révocation des employés coupables. En cas d'infractions réitérées ou d'infractions graves elle pourra demander la révocation de l'entreprise elle-même.

Article 14.

Au cas où l'une des Parties contractantes cesserait d'être partie à la Convention portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919, la présente convention restera en vigueur, mais elle pourra être soumise à une révision.

Article 15.

Les différends relatifs à l'application de la présente convention qui ne pourraient pas être résolus à l'amiable par la voie des conversations directes entre les autorités compétentes seront soumis pour règlement à la procédure prévue par la Convention¹ de conciliation et d'arbitrage entre la Lettonie, l'Estonie, la Finlande et la Pologne, signée à Helsinki, le 17 janvier 1925.

Article 16.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Varsovie dans le plus bref délai possible.

Elle entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications, et restera en vigueur pour une période de six ans. Si à l'expiration de cette période de six ans aucune des Hautes Parties contractantes ne la dénonce avec préavis de 12 mois, elle reste en vigueur par tacite reconduction pour une nouvelle période de 6 ans et ainsi de suite.

Toutefois, chacune des Hautes Parties contractantes a le droit de notifier à l'autre, au moins 12 mois avant l'expiration des premières 3 années de la période de 6 ans, son désir de procéder à la révision de la présente convention. Si l'accord n'était pas réalisé sur cette proposition de révision 6 mois avant la fin de cette

on that account claim any compensation from the other Contracting Party.

Article 13.

In the case of a breach of the provisions of the present Convention, or of those relating to public order or security, either of the Contracting Parties may require the dismissal of the employees at fault. In the event of repeated or serious breaches of the Convention, either Contracting Party may require the concession of the undertaking to be cancelled.

Article 14.

Should one Contracting Party cease to be a party to the Convention of October 13th, 1919, relating to the Regulation of Aerial Navigation, the present Convention shall continue to be in force, but may be revised.

Article 15.

The disputes relating to the application of the present Convention which it is not possible to settle in a friendly manner by direct conversations between the competent authorities shall be submitted for settlement by the procedure provided for in the Convention¹ of Conciliation and Arbitration between Latvia, Estonia, Finland and Poland, signed at Helsinki, on January 17th, 1925.

Article 16.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in Warsaw as soon as possible.

It shall come into force on the thirtieth day following the exchange of ratifications and shall remain in force for a period of six years. If, at the expiry of this period of six years, neither of the High Contracting Parties denounces it with 12 months' notice, it shall remain in force by tacit agreement for a fresh period of six years, and so on for successive periods.

Nevertheless, either High Contracting Party has the right to notify the other, not less than 12 months before the expiry of the first three years of the period of six years, of its desire to proceed to a revision of the present Convention. Should there be no agreement upon this proposal of revision six months before the end of that

¹ Vol. XXXVIII, page 357; et vol. LXIII, page 417, de ce recueil.

¹ Vol. XXXVIII, page 357; and Vol. LXIII, page 417, of this Series.

période de 3 ans, chacune des Hautes Parties contractantes pourra dénoncer la présente convention avec un préavis de 9 mois.

En outre, la présente convention peut être révisée d'un commun accord à tout moment.

Fait à Riga, en double exemplaire, le 16 juin 1938.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

J. TEPFERS.
J. KŁOPOTOWSKI.

period of three years, either High Contracting Party may denounce the present Convention at nine months' notice.

Further, the present Convention may be revised by mutual agreement at any time.

Done at Riga, in duplicate, this 16th day of June, 1938.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

J. TEPFERS.
J. KŁOPOTOWSKI.

N° 4574.

**ALLEMAGNE,
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD,
FRANCE, ITALIE ET ROUMANIE**

Arrangement entre les Gouvernements de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de la France et de la Roumanie relatif à l'exercice des pouvoirs de la Commission européenne du Danube, et protocole final, signés à Sinaïa, le 18 août 1938, et

Accord relatif à l'entrée de l'Allemagne dans la Commission européenne du Danube, à l'adhésion des Gouvernements du Reich allemand et de l'Italie à l'Arrangement signé à Sinaïa le 18 août 1938 entre les Gouvernements de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de la France et de la Roumanie, et à la modification des articles 4 et 23 dudit arrangement, signé à Bucarest, le 1^{er} mars 1939.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Roumanie près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 29 mai 1939.

**GERMANY,
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND,
FRANCE, ITALY AND ROUMANIA**

Arrangement between the Governments of Great Britain and Northern Ireland, of France and of Roumania relative to the Exercise of the Powers of the European Commission of the Danube, and Final Protocol, signed at Sinaia, August 18th, 1938, and

Agreement relative to the Entry of Germany into the European Commission of the Danube, the Accession of the Governments of Germany and Italy to the Arrangement signed at Sinaia on August 18th, 1938, between the Governments of Great Britain and Northern Ireland, France and Roumania, and the Amendment of Articles 4 and 23 of that Arrangement, signed at Bucharest, March 1st, 1939.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Roumania to the League of Nations. The registration took place May 29th, 1939.

N^o 4574. — ARRANGEMENT ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, DE LA FRANCE ET DE LA ROUMANIE RELATIF A L'EXERCICE DES POUVOIRS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE. SIGNÉ A SINAIA, LE 18 AOUT 1938.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE DANS LE ROYAUME-UNI ET L'IRLANDE DU NORD,

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE,

Désireux d'apporter à l'exercice des pouvoirs de la Commission européenne du Danube tels qu'ils résultent des traités, conventions, actes publics, arrangements et règlements en vigueur, les modifications nécessitées par les circonstances actuelles,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Jean DU SAULT, ministre plénipotentiaire, délégué aux Commissions européenne et internationale du Danube ;

M. Paul CHARGUERAUD, conseiller juridique du Ministère des Affaires étrangères ;

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE DANS LE ROYAUME-UNI ET L'IRLANDE DU NORD :

M. Douglas William KEANE, commissaire plénipotentiaire britannique aux Commissions fluviales internationales ;

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Constantin CONTZESCO, ministre plénipotentiaire, délégué aux Commissions européenne et internationale du Danube ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La Commission européenne du Danube et ses agents (inspecteurs, surveillants de navigation et agents de pilotage) cessent d'exercer les pouvoirs qui leur ont été conférés en ce qui concerne la navigation, notamment par les articles 8, 9 et 10 de l'Acte ² public du 2 novembre 1865, 2 de l'Acte ³ additionnel du 28 mai 1881, 1 et 119 du Règlement de navigation.

Article 2.

La Commission européenne et ses agents cessent d'exercer dans le port et sur la rade de Soulina les pouvoirs spéciaux qui leur ont été conférés, notamment par les articles 4, 6, 8, 9, 10, 21 de l'Acte public, 2 de l'Acte additionnel, 1, 4, 112 du Règlement de navigation.

¹ Ratifications déposées à Bucarest :

ROUMANIE	1 ^{er} avril 1939.
FRANCE	6 avril 1939.
GRANDE-BRETAGNE	26 avril 1939.
ALLEMAGNE	9 mai 1939.
ITALIE	9 mai 1939.

Le procès-verbal de dépôt relatif aux ratifications susmentionnées a été dressé le 11 mai 1939. Entré en vigueur le 13 mai 1939.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, tome XVIII, page 144.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome VIII, page 207.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4574. — ARRANGEMENT² BETWEEN THE GOVERNMENTS OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, FRANCE AND ROUMANIA RELATIVE TO THE EXERCISE OF THE POWERS OF THE EUROPEAN COMMISSION OF THE DANUBE. SIGNED AT SINAIA, AUGUST 18TH, 1938.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC,
HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND,

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA,
Being desirous of introducing in the powers exercised by the European Commission of the Danube on the basis of the Treaties, Conventions, Public Acts, Arrangements and Regulations in force, the modifications rendered necessary by present circumstances,

Have nominated as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Jean DU SAULT, Minister Plenipotentiary, Delegate on the European and International Commissions of the Danube ; and

M. Paul CHARGUERAUD, Legal Adviser to the Ministry for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Mr. Douglas William KEANE, British Commissioner Plenipotentiary on the International Rivers Commissions ;

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Constantin CONTZESCO, Minister Plenipotentiary, Delegate on the European and International Commissions of the Danube ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The European Commission of the Danube and its officials (inspectors, superintendents of navigation and pilots) shall cease to exercise the powers conferred upon them as regards navigation, in particular by Articles 8, 9 and 10 of the Public Act³ of the 2nd November, 1865, Article 2 of the Additional Act⁴ of the 28th May, 1881, and Articles 1 and 119 of the Navigation Regulations.

Article 2.

The European Commission and its officials shall cease to exercise in the port and roadstead of Sulina the special powers conferred upon them, in particular by Articles 4, 6, 8, 9, 10, 21 of the Public Act, Article 2 of the Additional Act, and Articles 1, 4, 112 of the Navigation Regulations.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² *Ratifications deposited at Bucharest :*

ROUMANIA	April 1st, 1939.
FRANCE	April 6th, 1939.
GREAT BRITAIN	April 26th, 1939.
GERMANY	May 9th, 1939.
ITALY	May 9th, 1939.

The *Procès-verbal* of deposit of the above-mentioned ratifications was drawn up on May 11th, 1939. Came into force May 13th, 1939.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 55, page 93.

⁴ *British and Foreign State Papers*, Vol. 72, page 7.

Article 3.

La Commission européenne élabore, en s'inspirant des propositions présentées par le Gouvernement roumain, le Règlement de navigation et de police applicable au Danube maritime et à ses embouchures.

Le Gouvernement roumain met ce règlement en vigueur et est chargé de son application.

La commission et ses agents cessent en conséquence d'exercer les pouvoirs qui leur sont conférés par les articles 7, 9, 11 et 12 de l'Acte public, l'alinéa 2 de l'article 9 de l'Acte additionnel, en ce qui concerne l'établissement des dispositions relatives à l'exercice de la navigation.

Article 4.

Le corps de pilotage passe, dans sa composition actuelle, sous les ordres des autorités roumaines compétentes.

Au fur et à mesure des vacances qui se produiront par suite de décès, démission et mise à la retraite, les pilotes de nationalité non roumaine seront remplacés par des pilotes roumains, jusqu'à ce que la proportion de ces derniers par rapport au nombre total des pilotes, atteigne 60 %.

Les 40 % restants sont recommandés aux autorités roumaines, qui les nomment, par les délégués à la Commission européenne du Danube des Puissances autres que la Roumanie, dans les mêmes conditions que par le passé.

Le chef-pilote est choisi et nommé par les autorités roumaines sur une liste de 3 candidats présentés par la commission sans distinction de nationalité.

Article 5.

Le Gouvernement roumain constitue un service autonome dénommé « Direction du Danube maritime ».

Cette direction est chargée de l'élaboration des projets de travaux sur le Danube maritime et ses embouchures et de leur exécution, de la perception des taxes et de la gestion de leur produit.

La Commission européenne cesse d'exercer les pouvoirs qui lui ont été conférés en ces matières notamment par les articles 16 du Traité¹ de Paris du 30 mars 1856, 4 du Traité² de Londres du 13 mars 1871, 24 de l'Acte public, 3 et 4 de l'Acte additionnel.

Article 6.

La direction autonome soumet à la Commission européenne les projets de travaux d'amélioration et d'entretien, qui doivent être entrepris dans l'intérêt de la navigabilité et qu'elle établit de concert avec le comité d'ingénieurs-conseils constitué par la commission.

Sur le rapport de ce comité, la commission apprécie si lesdits projets sont conformes aux exigences de la navigation. Elle peut les modifier si elle le juge utile.

Les décisions de la commission en cette matière sont prises à la majorité des voix, la voix du délégué de Roumanie devant faire partie de la majorité. Ces décisions tiendront compte des intérêts techniques, économiques et financiers de la Roumanie.

Article 7.

La direction autonome a le droit d'entreprendre, sans l'autorisation préalable de la commission, les travaux qui pourraient être nécessités par des circonstances imprévues et urgentes. Elle devra toutefois aviser sans délai la commission des raisons qui auront motivé ces travaux en lui en fournissant une description sommaire.

Article 8.

La direction autonome ou toute autre autorité roumaine compétente fait parvenir à la commission une description sommaire de tous travaux nécessaires au développement économique de la Roumanie,

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, tome XV, page 770.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, tome XVIII, page 303.

Article 3.

The European Commission shall draw up, on the basis of proposals presented by the Roumanian Government, the Navigation and Police Regulations applicable to the maritime Danube and its Mouths.

The Roumanian Government shall put these Regulations into force and be responsible for their application.

The Commission and its officials shall, in consequence, cease to exercise the powers conferred upon them by Articles 7, 9, 11 and 12 of the Public Act, paragraph 2 of Article 9 of the Additional Act, as regards the enactment of regulations relating to navigation.

Article 4.

All the present personnel of the Corps of Pilots shall become subject to the control of the competent Roumanian authorities.

Pilots of non-Roumanian nationality will be replaced, as vacancies occur resulting from death, resignation and retirement, by Roumanian pilots until the proportion of the latter in relation to the total number of pilots reaches 60 per cent.

The remaining 40 per cent. shall be appointed by the Roumanian authorities upon the recommendation of the Delegates on the European Commission of the Powers other than Roumania in the same manner as in the past.

The Chief Pilot shall be chosen and appointed by the Roumanian authorities from a list of three candidates presented by the Commission without distinction of nationality.

Article 5.

The Roumanian Government shall set up an autonomous service with the title " Maritime Danube Board " (" Direction du Danube maritime ").

This Board shall be responsible for the preparation and execution of plans for works on the maritime Danube and at the Mouths, for levying dues and for disposing of the yield thereof.

The European Commission shall cease to exercise the powers conferred upon it in these matters, in particular by Article 16 of the Treaty¹ of Paris of the 30th March, 1856, Article 4 of the Treaty² of London of the 13th March, 1871, Article 24 of the Public Act, and Articles 3 and 4 of the Additional Act.

Article 6.

The Autonomous Board shall submit to the European Commission the plans for works of improvement and upkeep to be undertaken in the interests of navigation, and these plans shall be prepared in co-operation with the Committee of Consulting Engineers set up by the Commission.

In the light of the report of this Committee, the Commission shall consider whether the said plans respond to the requirements of navigation. The Commission may modify the plans if it deems expedient.

The decisions of the Commission in this matter shall be taken by majority vote, but the vote of the Roumanian Delegate must form part of the majority. In taking these decisions the Commission will take account of the technical, economic and financial interests of Roumania.

Article 7.

The Autonomous Board shall have the right to undertake, without first obtaining the approval of the Commission, works rendered necessary by unforeseen and urgent circumstances. It shall, however, inform the Commission without delay of the reasons for these works, and furnish a summary description of them.

Article 8.

The Autonomous Board or any other competent Roumanian authority shall communicate to the Commission a summary description of all works on the maritime Danube or at the Mouths,

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 46, page 8.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 61, page 7.

notamment les travaux de défense contre les inondations et ceux qui concernent les irrigations et qui seraient à exécuter sur le Danube maritime ou à ses embouchures.

La commission ne peut interdire de tels travaux qu'en tant qu'ils seraient de nature à porter atteinte à la navigabilité.

La commission doit prendre sa décision sur le rapport de son comité d'ingénieurs-conseils dans les 4 mois à partir de la communication de la description des travaux.

Article 9.

Le comité d'ingénieurs-conseils se tient en contact avec la direction autonome pour recueillir par correspondance ou sur place toutes informations qu'il jugerait utiles à l'accomplissement des missions définies aux articles 6 et 8 et pour se renseigner sur l'état des travaux.

Il peut, à ces fins, se faire représenter par un de ses membres.

Article 10.

Les taxes sur la navigation seront d'un taux modéré et égales pour tous les pavillons.

La direction autonome en soumet le tarif à la commission qui le détermine à la majorité des voix la voix du délégué de Roumanie devant faire partie de la majorité.

Le produit des taxes est versé dans la caisse de la direction autonome. Les fonds se trouvant dans cette caisse sont exclusivement affectés à l'exécution des travaux et aux autres charges prévues dans la présente convention.

Article 11.

La direction autonome communique mensuellement à la commission le relevé des navires entrés et sortis du Danube, leurs pavillons et leurs tonnages, ainsi que le montant des taxes perçues pour chacun d'eux. Elle lui communique également tous renseignements utiles concernant l'affectation du produit des taxes.

L'agent chargé de la comptabilité de la commission se tient en contact avec la direction autonome pour recueillir tous renseignements complémentaires sur la perception et l'affectation des taxes.

Sur la base des documents et des renseignements qui lui sont fournis et de ceux qu'elle pourrait demander, la commission s'assure si la perception et l'affectation des taxes sont effectuées conformément aux dispositions des traités, conventions et actes en vigueur ainsi que du tarif des taxes.

Les navigateurs peuvent adresser à la commission toute réclamation qu'ils jugeraient devoir formuler en ce qui concerne la taxation à laquelle ils ont été soumis.

Article 12.

La Commission européenne et ses agents cessent d'exercer les pouvoirs spéciaux qui leur ont été conférés en matière sanitaire par les articles 18, 19 et 20 de l'Acte public et par les articles 6 et 7 de l'Acte additionnel.

Les taxes sanitaires perçues par les autorités roumaines seront égales pour tous les pavillons et d'un taux modéré; elles n'excéderont pas 1,5 % de la taxe de navigation actuelle la plus élevée (trois francs-or soixante-dix).

Article 13.

La Commission européenne déterminera en se conformant aux dispositions du présent arrangement le personnel qui restera à son service. Ce personnel sera régi par les règles actuellement en vigueur ou par toutes autres qui leur seraient substituées par la commission dans le cadre des dispositions conventionnelles.

Les membres du personnel du tableau normal et du personnel inférieur permanent qui quitteront le service de la commission par suite de suppression d'emplois résultant du présent arrangement et qui ne rentrent pas dans la catégorie visée à l'alinéa 3 ci-dessous, recevront l'indemnité de retraite

which are necessary to the economic development of Roumania, including, in particular, works for protection against floods and for irrigation.

The Commission may only veto such works in so far as they are likely to impair navigability.

The Commission must give its decision, on the basis of the report of the Committee of Consulting Engineers, within four months after the communication of the description of the works.

Article 9.

The Committee of Consulting Engineers shall maintain contact with the Autonomous Board for the purpose of obtaining by correspondence or by inspection any information which it may deem useful for the discharge of the functions defined in Articles 6 and 8 and for the purpose of acquainting itself with the progress of the works.

It may for this purpose be represented by one of its members.

Article 10.

Navigation dues shall be at a moderate rate and shall be equal for ships of all flags.

The Autonomous Board shall propose the tariff of dues to the Commission which shall settle it by majority vote, but the vote of the Roumanian Delegate must form part of the majority.

The proceeds of the navigation dues shall be paid into the account of the Autonomous Board. The funds in this account shall be devoted exclusively to the carrying out of works and to the other charges provided for in the present Convention.

Article 11.

The Autonomous Board shall communicate monthly to the Commission returns of vessels entering and leaving the Danube, showing their flags and tonnages, and the amount of the dues levied in respect of each vessel. It shall also communicate to the Commission all useful information regarding the allocation of the proceeds of the dues.

The accountant of the Commission shall maintain contact with the Autonomous Board for the purpose of obtaining any additional information with regard to the collection and allocation of the dues.

The Commission shall satisfy itself by means of the documents and information tendered to it or obtained in response to its request that the collection and the allocation of the dues is in conformity with the terms of the Treaties, Conventions and Acts in force and with the tariff of dues.

Masters or owners of ships may address to the Commission any complaint which they may have to make regarding the dues levied upon them.

Article 12.

The European Commission and its officials shall cease to exercise the special powers conferred upon them in sanitary matters by Articles 18, 19 and 20 of the Public Act, and by Articles 6 and 7 of the Additional Act.

The sanitary dues levied by the Roumanian authorities shall be equal for ships of all flags and shall be at a moderate rate ; they shall not exceed 1.5 per cent. of the highest navigation due at present in force (3.70 gold francs).

Article 13.

The European Commission shall determine, in conformity with the terms of the present Arrangement, which of its personnel shall be retained in its service. The conditions of employment of the personnel retained shall be those at present in force, or any other conditions which the Commission may substitute for these without violating the provisions of the service agreements.

Members of the personnel on the present normal establishment and of the minor personnel engaged on a permanent basis leaving the service of the Commission in consequence of the suppression of their posts as a result of the present Arrangement who do not come within the category mentioned

prévues pour ce cas par le règlement en vigueur et en plus une indemnité équivalant à trois années de leur traitement actuel.

Le Gouvernement roumain, sans préjudice à l'application de l'article 4, reprendra 50 % de l'effectif des membres roumains du personnel visé à l'alinéa 2 ci-dessus. Les membres ainsi repris recevront en sus de leur indemnité de retraite une indemnité équivalant à 18 mois de leur traitement.

Le Gouvernement roumain fera connaître à la commission la liste du personnel non roumain qu'il désire engager à son service pour une durée maximum d'une année, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrangement. Il pourra être mis fin à cet engagement de part et d'autre moyennant préavis de trois mois.

Article 14.

Les indemnités de retraite et les indemnités à verser au personnel de la Commission européenne par application de l'article 13 seront prélevées par priorité sur les fonds de la commission dans l'ordre suivant : fonds ordinaires, fonds spéciaux autres que le fonds d'amortissement, fonds d'amortissement. La commission conservera les sommes représentant les indemnités de retraite acquises à la date d'entrée en vigueur du présent arrangement, par le personnel demeurant à son service.

Après les prélèvements prévus à l'alinéa premier les sommes restant au fonds d'amortissement demeureront affectées aux remboursements des emprunts consentis en 1929 à la commission par la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Sur l'ensemble des fonds restants, une somme de 200.000 francs-or sera conservée par la commission à titre de fonds de réserve.

Les sommes restant aux fonds spéciaux, après ces divers prélèvements, seront remises à la direction autonome qui les emploiera conformément à leurs affectations actuelles respectives.

Article 15.

Le remboursement, dans les conditions déjà fixées par la Commission européenne, des avances de guerre qui ont été faites et le service (intérêts et amortissement) des emprunts consentis en 1929 par la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, continueront à être assurés par la commission. A cet effet la direction autonome remettra à la commission, suivant les indications que celle-ci lui fournira, les sommes nécessaires au moyen d'un prélèvement effectué par priorité, sur le produit des taxes de navigation, les avances et emprunts susvisés jouissant à cet égard d'un privilège de premier rang.

Les sommes nécessaires pour faire face aux dépenses prévues dans le budget de la commission lui seront versées par la direction autonome au moyen d'un prélèvement effectué sur le produit des taxes de navigation, immédiatement après ceux qui sont visés à l'alinéa premier ci-dessus, la commission bénéficiant à cet égard d'un privilège de second rang.

Les modalités du service de l'emprunt consenti en 1929 par la Roumanie à la commission seront déterminées par le Gouvernement roumain, compte tenu des dispositions qui précèdent et sans que ce service puisse être imputé sur le produit des taxes de navigation.

Article 16.

La commission s'entendra avec le Gouvernement roumain au sujet des contrats passés par elle et qui seraient encore en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrangement.

Article 17.

La Commission européenne met à la disposition des autorités roumaines compétentes et de la direction autonome, selon le cas, pour être utilisés en pleine liberté conformément à leur destination dans l'intérêt de la navigation, les biens meubles et immeubles, notamment les engins flottants, les installations, le matériel en magasin, les carrières, les hôpitaux de Soulina et les phares de l'île des Serpents, de Soulina et de St.-Georges. Toutefois la commission conserve la disposition de

in paragraph 3 below, shall receive the retiring indemnity provided for in this case under the present regulations and an additional indemnity of three times their present annual salary.

The Roumanian Government will, without prejudice to the application of Article 4, re-engage 50 per cent. of the Roumanian members of the personnel mentioned in paragraph 2 of this Article above. Members thus re-engaged shall receive, in addition to their retiring indemnity, an indemnity of eighteen months' salary.

The Roumanian Government will provide the Commission with a list of the foreign personnel whom it desires to employ for the maximum period of one year, to be counted from the entry into force of the present Arrangement. This employment may be terminated by either side, notice being given three months in advance.

Article 14.

The retiring indemnities and the indemnities to be paid to the personnel of the Commission in virtue of Article 13 shall rank as a first charge on the funds of the Commission in the following order: ordinary funds, special funds other than sinking funds, sinking funds. The Commission shall retain amounts represented by the retiring indemnities which have accrued at the date of the entry into force of the present Arrangement, to members of the personnel remaining in its service.

The sums remaining in the sinking fund after meeting the charges provided for in the previous paragraph shall continue to be allocated to the repayment of the loans advanced to the Commission in 1929 by France, Great Britain and Italy.

Out of the total of the remaining funds, a sum of 200,000 gold francs will be retained by the Commission as a reserve fund.

Any sums remaining in the special funds after the various charges provided for above have been met shall be handed over to the Autonomous Board to be devoted to the purposes to which they are at present allocated.

Article 15.

The European Commission shall continue to be responsible for the repayment, under the conditions already laid down by it, of the war-time advances made to it and the service (interest and sinking fund) of the loans advanced in 1929 by France, Great Britain and Italy. The Autonomous Board will remit to the Commission the amounts which the Commission shall indicate to it as being necessary for this purpose, which shall be the first payments to be made out of the proceeds of the navigation dues, the advances and loans mentioned above enjoying a first charge on these proceeds.

The sums necessary to meet the expenses provided for in the budget of the Commission shall be paid to the Commission by the Autonomous Board as the second payments to be made out of the proceeds of the navigation dues immediately after those referred to in paragraph 1 above, the Commission's claims in this respect enjoying a second charge on these proceeds.

The arrangements for the service of the loan advanced to the Commission in 1929 by Roumania will be determined by the Roumanian Government, account being taken of the above-mentioned arrangements and in such a way that the service of this loan cannot be made a charge on the yield of the navigation dues.

Article 16.

The Commission will make arrangements with the Roumanian Government with regard to contracts concluded by the Commission and still in force on the date of the entry into force of the present Arrangement.

Article 17.

The European Commission shall place at the disposal of the competent Roumanian authorities and of the Autonomous Board, as the case may be, its movable and immovable property, in particular its mechanical craft, apparatus, stocks, quarries, the hospitals at Sulina and the lighthouses on the Island of Serpents, at Sulina and St. George to be used at the discretion of the Board for the purpose for which they were designed in the interests of navigation. The Commission shall,

l'hôtel d'administration de Galatzi et de l'hôtel d'administration de Soulina, dont le rez-de-chaussée sera utilisé sans frais par les autorités roumaines et la direction autonome.

Le bateau d'inspection *Carolus Primus* sera pris en charge par le Gouvernement roumain, qui le mettra à titre gracieux à la disposition de la commission pour ses sessions plénières et pour les besoins de ses ingénieurs-conseils.

Article 18.

Le Gouvernement roumain désigne les autorités compétentes pour connaître en première instance des infractions aux prescriptions du règlement de navigation et de police.

La procédure devant ces autorités sera aussi simple et prompt que possible.

L'appel des décisions desdites autorités, est porté devant la Cour d'appel de Galatzi, qui statue en dernier ressort. Ces affaires sont jugées d'extrême urgence et par priorité sur toutes les affaires inscrites au rôle.

La procédure devant la Cour est exonérée de tous frais de justice.

La Commission européenne et ses agents cessent d'exercer en matière judiciaire les droits qui leur ont été conférés notamment par les articles 8 de l'Acte public, 2 de l'Acte additionnel, 109, 190, 192 et 193 du règlement de navigation.

Article 19.

La Commission européenne jouit, tant pour ses installations que pour la personne de ses membres (délégués suppléants et personnel des délégations), des privilèges et immunités reconnus en temps de paix comme en temps de guerre aux missions diplomatiques.

Les privilèges et immunités du personnel de la commission sont déterminés dans l'accord passé en date de ce jour entre la commission et le Gouvernement roumain et qui pourra être modifié suivant la même procédure.

Article 20.

La Commission européenne renonce à la franchise postale, télégraphique et téléphonique dont elle jouit actuellement.

Article 21.

Les litiges relatifs à l'interprétation et à l'application du présent arrangement, ainsi que de toutes autres dispositions d'ordre conventionnel applicables au Danube maritime et à ses embouchures, qui surgiraient entre les Etats parties audit arrangement et auxquels il n'aurait pu être mis fin par la Commission européenne dans un délai raisonnable, seront soumis à un tribunal arbitral constitué comme il est dit ci-après.

Dès la mise en vigueur du présent arrangement les Etats contractants désigneront chacun un arbitre et un arbitre suppléant. Ils se mettront d'accord pour désigner cinq ressortissants d'Etats non contractants afin de remplir les fonctions de sur-arbitre ou de membre du tribunal arbitral dans le cas visé à l'alinéa 4 ci-dessous.

Ces désignations seront communiquées à la commission qui établira la liste des arbitres et celle des sur-arbitres ; la commission communiquera ces listes aux délégués et les tiendra à jour.

En cas de litige entre deux Etats, le tribunal sera constitué par les arbitres désignés par ces Etats ou, le cas échéant, par leurs suppléants, qui choisiront ensemble un sur-arbitre sur la seconde liste mentionnée à l'alinéa 2 ci-dessus. Au cas où les arbitres ne pourraient pas se mettre d'accord sur cette désignation, les personnes figurant sur la seconde liste choisiront l'une d'elles à la majorité des voix.

En cas de litige entre plus de deux Etats, les Etats qui font cause commune se mettront d'accord pour désigner un arbitre, qui pourra être choisi en dehors de la première liste. A défaut d'accord, les personnes figurant sur la seconde liste choisiront l'une d'elles à la majorité des voix. Il sera procédé ensuite, comme il est dit à l'alinéa 3 ci-dessus, à la désignation du sur-arbitre.

however, retain the use of the Administrative buildings at Galatz and the Administrative building at Sulina ; the ground floor of the latter shall be available for use free of charge by the Roumanian authorities and the Autonomous Board.

The inspection vessel *Carolus Primus* shall be taken over by the Roumanian Government, who will place it, free of charge, at the disposition of the Commission for its plenary sessions and for the needs of its consulting engineers.

Article 18.

The Roumanian Government shall appoint the authorities who shall have jurisdiction to try, in the first instance, offences against the navigation and police regulations.

Proceedings before these authorities shall be as simple and expeditious as possible.

Appeals against the decisions of the said authorities shall lie to the Court of Appeal at Galatz, whose decisions shall not be subject to any further appeal. These cases shall be heard as matters of extreme urgency and take precedence over all cases on the list.

No judicial fees shall be charged in connexion with these cases before the Court.

The European Commission and its officials shall cease to exercise the jurisdictional rights conferred upon them, in particular by Article 8 of the Public Act, Article 2 of the Additional Act, Articles 109, 190, 192 and 193 of the Navigation Regulations.

Article 19.

The European Commission enjoys in respect of its property as well as of the person of its members (Delegates, Deputy Delegates and Delegation staffs) the privileges and immunities accorded in time of peace and war to diplomatic missions.

The privileges and immunities of the employees of the Commission shall be those provided for in the agreement concluded this day between the Commission and the Roumanian Government. This agreement may be modified by agreement between the same parties.

Article 20.

The privilege of free use of postal, telegraphic and telephonic services which the European Commission enjoys at present is renounced.

Article 21.

Disputes between the States Parties to the present Arrangement, relating to the interpretation and the application of this Arrangement, and of any other treaty provisions applicable to the maritime Danube and its Mouths, which the European Commission has not succeeded in settling within a reasonable period, shall be submitted to an arbitral tribunal constituted as hereinafter provided.

On the entry into force of the present Arrangement, the contracting States shall each appoint one arbitrator and one deputy arbitrator. They shall also nominate by agreement five persons being nationals of non-contracting States to discharge the functions of umpire, or, in the case mentioned in paragraph 4 below, to act as a member of the arbitral tribunal. The Commission shall be notified of the names of the persons so nominated, and shall draw up the list of arbitrators and that of the umpires. The Commission shall communicate these lists to the delegates and keep them up to date.

In the event of a dispute between two States, the tribunal shall consist of the arbitrators appointed by these States, or, if necessary, by their deputies, and an umpire chosen in agreement by these arbitrators from the second list mentioned in paragraph 2 above. In the event of the arbitrators being unable to agree on the choice of the umpire, the persons whose names appear on the second list shall choose one of themselves by a majority vote.

In the event of a dispute between more than two States, the States which are parties in the same interest shall appoint, in agreement, an arbitrator who may be chosen outside the first list. In the absence of such agreement, the persons whose names appear on the second list shall choose one of themselves by majority vote. Steps shall then be taken to appoint the umpire in accordance with the procedure laid down in paragraph 3 above.

Le tribunal arbitral sera saisi par voie de compromis. Faute d'accord sur les termes du compromis, dans les trois mois de la demande d'arbitrage, le tribunal procédera à l'établissement dudit compromis.

Au cas où une des Parties estimerait qu'en établissant le compromis, le tribunal arbitral a excédé ses pouvoirs, elle pourra saisir de cette question la Cour permanente de Justice internationale par voie de requête. Si la Cour estime que le tribunal a excédé ses pouvoirs, elle pourra, à la requête de l'une ou l'autre des Parties, évoquer le fond du litige en usant de sa procédure habituelle.

Pour le surplus, la procédure devant le tribunal arbitral sera celle qui est prévue par la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 22.

Le présent arrangement est ouvert à l'adhésion de tout Etat représenté à la Commission européenne ou qui viendrait à y être représenté dans l'avenir.

Article 23.

Le présent arrangement sera ratifié dans le plus bref délai possible.

Les instruments de ratification et d'adhésion seront déposés dans les archives du Gouvernement roumain qui en délivrera des copies certifiées conformes à tout Etat, signataire ou adhérent, et qui tiendra un procès-verbal du dépôt desdits instruments.

Ce procès-verbal sera clos après dépôt des instruments de ratification et adhésion de tous les Etats représentés à la Commission européenne à cette date. L'arrangement entrera en vigueur 3 mois après la clôture dudit procès-verbal.

Le Gouvernement roumain délivrera à tout Etat signataire ou adhérent des copies certifiées conformes des instruments d'adhésion qui seraient déposés ultérieurement.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent arrangement établi en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement royal de Roumanie et dont une copie certifiée conforme sera remise à tout Etat signataire ou adhérent.

Fait à Sinaïa, le 18 août 1938.

(ss) Jean DU SAULT.

(ss) Douglas W. KEANE.

(ss) Paul CHARGUERAUD.

(ss) Const. CONTZESCO

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement relatif à l'exercice des pouvoirs de la Commission européenne du Danube, et en vue d'en préciser le sens, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Ad article 5.

Il est entendu que la direction autonome prévue à l'article 5 pourra être constituée dans le cadre de l'administration commerciale des ports et des voies de communication par eau (P. C. A.).

Ad article 13.

Il est entendu qu'en appliquant l'alinéa 3 de l'article 13 le Gouvernement roumain s'efforcera de reprendre à son service un nombre d'agents dont l'ensemble des traitements actuels représente autant que possible 50 % du total des traitements actuellement alloués au personnel de nationalité roumaine.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Cases shall be brought before the arbitral tribunal by means of an agreement containing the terms of reference. If the terms of reference have not been agreed within three months of the request for arbitration the tribunal shall proceed to draw up the terms of reference.

In the event of one of the parties considering that in drawing up the terms of reference the arbitral tribunal has exceeded its powers, that party may bring the matter before the Permanent Court of International Justice by written application. If the Court considers that the tribunal has exceeded its powers, the Court may, at the request of either party to the dispute, assume jurisdiction to deal, in accordance with its ordinary procedure, with the merits of the dispute.

Subject to what is provided above, the procedure before the arbitral tribunal shall be that laid down by the Hague Convention¹ of the 18th October, 1907, for the pacific settlement of international disputes.

Article 22.

Any State represented on the European Commission or which may be represented thereon in the future may accede to the present Arrangement.

Article 23.

The present Arrangement shall be ratified as soon as possible.

The instruments of ratification and accession shall be deposited in the archives of the Roumanian Government, who will furnish certified true copies to all signatory or acceding States, and who will draw up a *Procès-verbal* of the deposit of the said instruments.

This *Procès-verbal* shall be closed as soon as the instruments of ratification or accession have been deposited on behalf of all the States represented on the European Commission at the time. The Arrangement will enter into force three months after the closing of the said *Procès-verbal*.

The Roumanian Government will furnish to all signatory or acceding States certified true copies of any instruments of accession which may be deposited subsequently.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Arrangement, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Royal Roumanian Government and of which a certified true copy shall be forwarded to all signatory or acceding States.

Done at Sinaia, this 18th day of August, 1938.

Jean DU SAULT.
Paul CHARGUERAUD.

Douglas W. KEANE.
Const. CONTZESCO.

FINAL PROTOCOL.

At the time of signing the Arrangement relative to the exercise of the powers of the European Commission of the Danube, and in order to render its sense more clear, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

Ad Article 5.

It is understood that the autonomous service provided for in Article 5 may be constituted within the framework of the Commercial Administration of Ports and Waterways (P.C.A.).

Ad Article 13.

It is understood that in applying paragraph 3 of Article 13 the Roumanian Government will arrange to take back into their service a number of officials whose present aggregate salaries shall represent as far as possible 50 per cent. of the total of the salaries at present payable to the personnel of Roumanian nationality.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Ad article 17.

a) Il est entendu qu'en application de l'alinéa premier de l'article 17, la Commission européenne ne reprendra pas la disposition des articles mentionnés dans cet alinéa si ce n'est après accord avec le Gouvernement roumain ;

b) Le plénipotentiaire de Roumanie a déclaré, au sujet des hôpitaux de Soulina, que les équipages des bâtiments maritimes et fluviaux ainsi que le personnel de la commission y seront hospitalisés et soignés gratuitement.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent protocole qui aura la même force et durée que l'arrangement auquel il se rapporte.

Fait à Sinaïa, le 18 août 1938.

(ss) Jean DU SAULT.

(ss) Douglas W. KEANE.

(ss) Paul CHARGUERAUD.

(ss) Const. CONTZESCO.

ACCORD

RELATIF A L'ENTRÉE DE L'ALLEMAGNE DANS LA COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE, A L'ADHÉSION DES GOUVERNEMENTS DU REICH ALLEMAND ET DE L'ITALIE A L'ARRANGEMENT SIGNÉ A SINAIA LE 18 AOUT 1938 ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, DE LA FRANCE ET DE LA ROUMANIE, ET A LA MODIFICATION DES ARTICLES 4 ET 23 DUDIT ARRANGEMENT. SIGNÉ A BUCAREST, LE 1^{ER} MARS 1939.

LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND,
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE DANS LE ROYAUME-UNI ET L'IRLANDE DU NORD,

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, EMPEREUR D'ETHIOPIE,
LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE étant tombés d'accord sur l'entrée de l'Allemagne dans la Commission européenne du Danube et sur la mise en vigueur de l'Arrangement pour l'exercice des pouvoirs de ladite commission sur le Danube maritime, signé à Sinaïa le 18 août 1938,

Ont désigné comme plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND :

Son Excellence Monsieur le D^r Wilhelm FABRICIUS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Son Excellence Monsieur Adrien THIERRY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE DANS LE ROYAUME-UNI ET L'IRLANDE DU NORD :

Son Excellence Sir Reginald H. HOARE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, EMPEREUR D'ETHIOPIE :

Son Excellence Monsieur Pellegrino GHIGI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence Monsieur Grégoire GAFENCO, ministre des Affaires étrangères ; et

Son Excellence Monsieur Constantin CONTZESCO, ministre plénipotentiaire, délégué aux Commissions du Danube ;

Ad Article 17.

(a) It is understood as regards the application of paragraph 1 of Article 17 that the European Commission will not take over the articles mentioned in this paragraph without the consent of the Roumanian Government.

(b) The Roumanian Plenipotentiary has declared that the crews of seagoing and river vessels and the personnel of the Commission shall be admitted to, and receive treatment in, the hospitals at Sulina free of charge.

In faith whereof the undersigned have drawn up the present Protocol, which shall be operative in the same manner and for the same period as the Arrangement to which it refers.

Done at Sinaia, this 18th day of August, 1938.

Jean DU SAULT.
Paul CHARGUERAUD.

Douglas W. KEANE.
Const. CONTZESCO.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

AGREEMENT

RELATIVE TO THE ENTRY OF GERMANY INTO THE EUROPEAN COMMISSION OF THE DANUBE, THE ACCESSION OF THE GOVERNMENTS OF GERMANY AND ITALY TO THE ARRANGEMENT SIGNED AT SINAIA ON AUGUST 18TH, 1938, BETWEEN THE GOVERNMENTS OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, FRANCE AND ROUMANIA, AND THE AMENDMENT OF ARTICLES 4 AND 23 OF THAT ARRANGEMENT. SIGNED AT BUCHAREST, MARCH 1ST, 1939.

THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH,
THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC,
HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND,

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, EMPEROR OF ABYSSINIA,
THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, having reached agreement on the subject of the entry of Germany into the European Commission of the Danube and of the entry into force of the Arrangement relative to the exercise of the powers of the said Commission on the maritime Danube, signed at Sinaia on the 18th August, 1938,

Have nominated as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH :

His Excellency Dr. Wilhelm FABRICIUS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

His Excellency M. Adrien THIERRY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

His Excellency Sir Reginald H. HOARE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, EMPEROR OF ABYSSINIA ;

His Excellency M. Pellegrino GHIGI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. Grégoire GAFENCO, Minister for Foreign Affairs,

His Excellency M. Constantin CONTZESCO, Minister Plenipotentiary, Delegate on the Danube Commissions ;

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

Lesquels, après avoir examiné et trouvé en bonne et due forme leurs pleins pouvoirs respectifs, conviennent à l'unanimité de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement du Reich allemand entre dans la Commission européenne du Danube sur un pied de parfaite égalité avec les autres Etats qui y sont représentés.

Article 2.

Les Gouvernements du Reich allemand et de Sa Majesté le Roi d'Italie, Empereur d'Ethiopie, déclarent adhérer à l'Arrangement « relatif à l'exercice des pouvoirs de la Commission européenne du Danube », signé à Sinaïa le 18 août 1938, par les plénipotentiaires du Gouvernement de la République française, du Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord et du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie.

Article 3.

L'article 4 de l'Arrangement de Sinaïa est modifié comme suit :

« Le corps de pilotage passe, dans sa composition actuelle, sous les ordres des autorités roumaines compétentes.

Au fur et à mesure des vacances qui se produiront par suite de décès, démission et mise à la retraite, les pilotes de nationalité non roumaine seront remplacés par des pilotes roumains, jusqu'à ce que la proportion de ces derniers par rapport au nombre total des pilotes atteigne deux tiers.

Le tiers restant est recommandé aux autorités roumaines, qui les nomment, par les délégués à la Commission européenne du Danube des Puissances autres que la Roumanie dans les mêmes conditions que par le passé.

Le chef-pilote est choisi et nommé par les autorités roumaines sur une liste de trois candidats présentés par la commission, sans distinction de nationalité.

La rétribution des pilotes, quelle que soit la nationalité à laquelle ils appartiennent (traitement, conditions de paiement, indemnités, fonds de retraite), reste la même qu'auparavant et est confiée par les autorités roumaines compétentes à la Commission européenne du Danube qui en fera un chapitre spécial inclus dans son budget annuel et soldé par lesdites autorités roumaines sur les produits des taxes de navigation. »

Article 4.

L'alinéa 3 de l'article 23 de l'Arrangement de Sinaïa est modifié comme suit :

« Ce procès-verbal sera clos après dépôt des instruments de ratification et d'adhésion de tous les Etats représentés dans la Commission européenne du Danube à cette date. L'arrangement entrera en vigueur au moment de l'ouverture de la prochaine session ordinaire qui suivra la clôture dudit procès-verbal. »

Le présent accord sera ratifié en même temps que l'Arrangement de Sinaïa et aura les mêmes force et valeur que lui. Il entrera en vigueur à la même date.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent accord.

Fait à Bucarest, le premier mars mil neuf cent trente-neuf, en un seul exemplaire, qui est déposé dans les archives du Gouvernement royal de Roumanie et dont une copie certifiée conforme sera remise à tout Etat signataire ou adhérent.

(ss) Dr Wilhelm FABRICIUS.

(ss) Adrien THIERRY.

(ss) Reginald H. HOARE.

(ss) Pellegrino GHIGI. †

(ss) Grégoire GAFENCO.

(ss) Constantin CONTZESCO.

Copie certifiée conforme :

Pour le Ministre,
Camil Demetrescu.

Who, having examined their respective full powers and found them in good and due form, have unanimously agreed as follows :

Article 1.

The Government of the German Reich enters the European Commission of the Danube on a basis of complete equality with those States who are already represented thereon.

Article 2.

The Governments of the German Reich and of His Majesty the King of Italy, Emperor of Abyssinia, declare their accession to the Arrangement " relative to the exercise of the powers of the European Commission of the Danube ", signed at Sinaia on the 18th August 1938, by the Plenipotentiaries of the Government of the French Republic, His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and the Government of His Majesty the King of Roumania.

Article 3.

Article 4 of the Sinaia Arrangement is amended as follows :

" All the present personnel of the Corps of Pilots become subject to the orders of the competent Roumanian authorities.

Pilots of non-Roumanian nationality shall be replaced, as vacancies occur resulting from death, resignation and retirement, by Roumanian pilots until the proportion of the latter in relation to the total number of pilots reaches two-thirds.

The remaining third shall be appointed by the Roumanian authorities upon the recommendation of the delegates on the European Commission of the Danube of the Powers other than Roumania in the same manner as in the past.

The chief pilot shall be chosen and appointed by the Roumanian authorities from a list of three candidates presented by the Commission, without distinction of nationality.

The material conditions of service of pilots irrespective of nationality (pay, conditions of payment, compensation, pensions), shall remain the same as heretofore, and shall be entrusted by the competent Roumanian authorities to the European Commission of the Danube, which shall include in its annual budget a special section financed by the said Roumanian authorities on the yield of taxation on shipping."

Article 4.

The third paragraph of Article 23 of the Sinaia Arrangement is amended as follows :

" This *procès-verbal* shall be closed as soon as the instruments of ratification and accession have been deposited on behalf of all the States represented on the European Commission of the Danube at the time. The Arrangement shall enter into force at the moment of opening of the next ordinary session which follows the closing of the said *procès-verbal*."

The present Agreement shall be ratified at the same time as the Sinaia Arrangement, and shall have the same force and value. It shall enter into force on the same date.

In witness whereof the aforementioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Bucharest, this 1st day of March, 1939, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Royal Roumanian Government, and of which a certified true copy shall be forwarded to all signatory or acceding States.

Dr. Wilhelm FABRICIUS.
Adrien THIERRY.
Reginald H. HOARE.

Pellegrino GHIGI.
Gregoire GAFENCO.
Constantin CONTZESCO.



N° 4575.

UNION SUD-AFRICAINE,
ALLEMAGNE,
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, etc.

Protocole modifiant l'Accord international du
8 juin 1937 pour la réglementation de la
chasse à la baleine. Signé à Londres, le
24 juin 1938.

*Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le
31 mai 1939.*

UNION OF SOUTH AFRICA,
GERMANY,
UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, etc.

Protocol amending the International Agree-
ment of June 8th, 1937, for the Regula-
tion of Whaling. Signed at London, June
24th, 1938.

*English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign
Affairs in Great Britain. The registration took place May 31st, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4575. — PROTOCOL¹ AMENDING THE INTERNATIONAL AGREEMENT OF JUNE 8TH, 1937, FOR THE REGULATION OF WHALING. SIGNED AT LONDON, JUNE 24TH, 1938.

N° 4575. — PROTOCOLE¹ MODIFIANT L'ACCORD INTERNATIONAL DU 8 JUIN 1937 POUR LA RÉGLEMENTATION DE LA CHASSE A LA BALEINE. SIGNÉ A LONDRES, LE 24 JUIN 1938.

THE GOVERNMENTS OF THE UNION OF SOUTH AFRICA, THE UNITED STATES OF AMERICA, THE ARGENTINE REPUBLIC, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, CANADA, EIRE, GERMANY, THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, NEW ZEALAND and NORWAY, desiring to introduce certain amendments into the International Agreement² for the Regulation of Whaling, signed in London on the 8th June, 1937 (hereinafter referred to as the Principal Agreement) in accordance with the provisions of Article 21 thereof, have agreed as follows :

LES GOUVERNEMENTS DE L'UNION SUD-AFRICAINE, DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, DU CANADA, DE L'EIRE, DE L'ALLEMAGNE, DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE et DE LA NORVÈGE, désireux d'apporter certains amendements à l'Accord² international pour la réglementation de la chasse à la baleine, signé à Londres le 8 juin 1937 (ci-dessous mentionné sous le nom d'Accord principal), conformément aux dispositions de l'article 21 dudit accord, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

With reference to the provisions of Articles 5 and 7 of the Principal Agreement, it is forbidden to use a factory ship or a whale catcher attached thereto for the purpose of taking or treating humpback whales in any waters south of 40° South Latitude during the period from the 1st October, 1938, to the 30th September, 1939.

Article premier.

En ce qui concerne les dispositions des articles 5 et 7 de l'Accord principal, il est interdit d'utiliser une usine flottante ou un navire baleinier rattaché à celle-ci, en vue de capturer ou de traiter des baleines à bosse (*humpback whales*) dans toutes les eaux au sud du 40° de latitude sud pendant la période comprise entre le 1^{er} octobre 1938 et le 30 septembre 1939.

Article 2.

Notwithstanding the provisions of Article 7 of the Principal Agreement, it is forbidden to use a factory ship or a whale catcher attached thereto for the purpose of taking or treating baleen whales in the waters south of 40° South Latitude from 70° West Longitude westwards

Article 2.

Nonobstant les dispositions de l'article 7 de l'Accord principal, il est interdit de faire usage d'une usine flottante ou d'un navire baleinier rattaché à celle-ci en vue de capturer ou de traiter des baleines à fanons dans les eaux au sud du 40° de latitude sud et à l'ouest entre le

¹ *Ratifications deposited in London :*

GERMANY October 31st, 1938.
UNITED KINGDOM December 7th, 1938.
NORWAY December 30th, 1938.
UNITED STATES OF AMERICA March 30th, 1939.

Came definitively into force on December 30th, 1938.

² Vol. CXC, page 79, of this Series.

¹ *Ratifications déposées à Londres :*

ALLEMAGNE 31 octobre 1938.
ROYAUME-UNI 7 décembre 1938.
NORVÈGE 30 décembre 1938.
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE. 30 mars 1939.

Entré définitivement en vigueur le 30 décembre 1938.

² Vol. CXC, page 79, de ce recueil.

as far as 160° West Longitude for a period of two years from the 8th day of December, 1938.

Article 3.

1. No factory ship which has been used for the purpose of treating baleen whales south of 40° South Latitude shall be used for that purpose elsewhere within a period of twelve months from the end of the open season prescribed in Article 7 of the Principal Agreement.

2. Only such factory ships as have operated during the year 1937 within the territorial waters of any signatory Government shall, after the signature of this Protocol, so operate, and any such ships so operating shall be treated as land stations and remain moored in territorial waters in one position during the season and shall operate for not more than six months in any period of twelve months, such period of six months to be continuous.

Article 4.

To Article 5 of the Principal Agreement there shall be added the following :

“ Except that blue whales of not less than 65 feet, fin whales of not less than 50 feet and sperm whales of not less than 30 feet in length may be taken for delivery to land stations provided that the meat of such whales is to be used for local consumption as human or animal food.”

Article 5.

To Article 7 of the Principal Agreement there shall be added the following :

“ Notwithstanding the above prohibition of treatment during a close season, the treatment of whales which have been taken during the open season may be completed after the end of the open season.”

Article 6.

In Article 8 of the Principal Agreement the word “ baleen ” shall be inserted after the word “ treating ”.

No. 4575

70° de longitude ouest et le 160° de longitude ouest, pendant une période de deux années à dater du 8 décembre 1938.

Article 3.

1. Aucune usine flottante qui aura été utilisée en vue de traiter des baleines à fanons au sud du 40° de latitude sud ne sera utilisée ailleurs à cette fin, au cours d'une période de douze mois à dater de la fin de la saison autorisée, mentionnée à l'article 7 de l'Accord principal.

2. Seules les usines flottantes qui auront été utilisées au cours de l'année 1937 dans les eaux territoriales d'un des gouvernements signataires pourront être ainsi employées après la signature du présent protocole, et tous les bateaux ainsi utilisés seront considérés comme stations terrestres et resteront à l'ancre dans les eaux territoriales, à un poste fixe, au cours de la saison ; ils ne fonctionneront que pendant six mois au plus au cours de toute période de douze mois, étant entendu que ladite période de six mois devra être continue.

Article 4.

L'article 5 de l'Accord principal comportera les dispositions additionnelles suivantes :

« Toutefois, les baleines bleues (*blue whales*) d'au moins 65 pieds, les baleines à nageoires (*fin whales*) d'au moins 50 pieds et les cachalots (*sperm whales*) d'au moins 30 pieds de longueur pourront être capturés et livrés aux stations terrestres, pourvu que la chair en soit utilisée en vue de la consommation locale comme nourriture pour l'homme ou les animaux. »

Article 5.

L'article 7 de l'Accord principal comportera les dispositions additionnelles suivantes :

« Nonobstant l'interdiction ci-dessus de traiter des baleines au cours d'une saison interdite, le traitement des baleines qui auront été capturées au cours de la saison autorisée pourra être achevé après la fin de ladite saison. »

Article 6.

A l'article 8 de l'Accord principal, le mot « à fanons » sera inséré après le mot « baleine ».

Article 7.

For the areas specified in (a), (b), (c) and (d) of Article 9 of the Principal Agreement there shall be substituted the following areas, viz. :

(a) In the waters north of 66° North Latitude; except that from 150° East Longitude eastwards as far as 140° West Longitude the taking or killing of whales by such ship or catcher shall be permitted between 66° North Latitude and 72° North Latitude;

(b) In the Atlantic Ocean and its dependent waters north of 40° South Latitude;

(c) In the Pacific Ocean and its dependent waters east of 150° West Longitude between 40° South Latitude and 35° North Latitude;

(d) In the Pacific Ocean and its dependent waters west of 150° West Longitude between 40° South Latitude and 20° North Latitude;

(e) In the Indian Ocean and its dependent waters north of 40° South Latitude.

Article 8.

For Article 12 of the Principal Agreement there shall be substituted the following, viz. :

The taking of whales for delivery to a factory ship shall be so regulated or restricted by the master or person in charge of the factory ship that no whale carcass shall remain in the sea for a longer period than 33 hours from the time of killing to the time when it is taken up on to the deck of the factory ship for treatment.

Article 9.

The present Protocol shall come into force provisionally on the first day of July, 1938, to the extent to which the signatory Governments are respectively able to enforce it.

Article 10.

(i) The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited with the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland as soon as possible.

(ii) It shall come into force definitively upon the deposit of the instruments of ratification

Article 7.

Les zones spécifiées aux paragraphes a), b), c) et d) de l'article 9 de l'Accord principal seront remplacées par les zones suivantes :

a) Dans les eaux au nord du 66° de latitude nord; toutefois, à l'est du 150° de longitude est jusqu'au 140° de longitude ouest, il sera permis d'utiliser une usine flottante ou un navire baleinier en vue de capturer ou de tuer des baleines entre le 66° et le 72° de latitude nord;

b) Dans l'océan Atlantique et les eaux qui en dépendent, au nord du 40° de latitude sud;

c) Dans l'océan Pacifique et les eaux qui en dépendent, à l'est du 150° de longitude ouest, entre le 40° de latitude sud et le 35° de latitude nord;

d) Dans l'océan Pacifique et les eaux qui en dépendent, à l'ouest du 150° de longitude ouest, entre le 40° de latitude sud et le 20° de latitude nord;

e) Dans l'océan Indien et les eaux qui en dépendent, au nord du 40° de latitude sud.

Article 8.

L'article 12 de l'Accord principal sera remplacé par le texte suivant :

La capture des baleines à livrer à une usine flottante sera réglementée ou restreinte par le capitaine ou la personne responsable de l'usine flottante, de manière qu'aucune baleine morte ne reste en mer plus de 33 heures entre le moment où elle aura été tuée et le moment où elle aura été livrée sur le pont de l'usine flottante, en vue d'y être traitée.

Article 9.

Le présent protocole entrera en vigueur, à titre provisoire, le 1^{er} juillet 1938, dans la mesure où les gouvernements signataires pourront respectivement l'appliquer.

Article 10.

i) Le présent protocole sera ratifié et les instruments de ratification seront déposés aussitôt que possible auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

ii) Il entrera définitivement en vigueur lorsque les instruments de ratification auront été

by the Governments of the United Kingdom, Germany and Norway.

(iii) For any other Government which is a Party to the Principal Agreement, the present Protocol shall come into force on the date of the deposit of its instrument of ratification or notification of accession.

(iv) The Government of the United Kingdom will inform the other Governments of the date on which the Protocol comes into force and the date of any ratification or accession received subsequently.

Article II.

(i) The present Protocol shall be open to accession by any Government which has not signed it and which accedes to the Principal Agreement before the definitive entry into force of the Protocol.

(ii) Accession shall be effected by means of a notification in writing addressed to the Government of the United Kingdom and shall take effect immediately after the date of its receipt.

(iii) The Government of the United Kingdom will inform all the Governments which have signed or acceded to the present Protocol of all accessions received and the date of their receipt.

Article 12.

Any ratification of or accession to the Principal Agreement which may be deposited or notified after the date of definitive coming into force of the present Protocol shall be deemed to relate to the Principal Agreement as amended by the present Protocol.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed the present Protocol.

Done in London the twenty-fourth day of June, 1938, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, by whom certified copies shall be communicated to all the signatory Governments.

For the Government of the Union of South Africa :

C. T. TE WATER.

F. J. DU TOIT.

No. 4575

déposés par les Gouvernements du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la Norvège.

iii) Pour tout autre gouvernement partie à l'Accord principal, le présent protocole entrera en vigueur à la date du dépôt de l'instrument de ratification ou de la notification d'adhésion.

iv) Le Gouvernement du Royaume-Uni fera connaître aux autres gouvernements la date à laquelle le protocole entrera en vigueur et la date de toute ratification ou adhésion reçue ultérieurement.

Article II.

i) Le présent protocole sera ouvert à l'adhésion de tout gouvernement qui ne l'aura pas signé et qui aura adhéré à l'Accord principal avant l'entrée en vigueur définitive du protocole.

ii) L'adhésion sera effectuée par voie de notification écrite, adressée au Gouvernement du Royaume-Uni, et prendra effet immédiatement après la date de réception.

iii) Le Gouvernement du Royaume-Uni portera à la connaissance de tous les gouvernements qui auront signé le présent protocole ou qui y auront adhéré toute adhésion reçue ainsi que la date de sa réception.

Article 12.

Toute ratification de l'Accord principal ou adhésion audit accord qui aura été déposée ou notifiée après la date de l'entrée en vigueur définitive du présent protocole, sera considérée comme s'appliquant à l'Accord principal, amendé par le présent protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent protocole.

Fait à Londres, le 24 juin 1938, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les gouvernements contractants.

Pour le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine :

C. T. TE WATER.

F. J. DU TOIT.

For the Government of the United States of America :	Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :
Herschel V. JOHNSON.	Herschel V. JOHNSON.
Remington KELLOGG.	Remington KELLOGG.
Wilfrid N. DERBY.	Wilfrid N. DERBY.
For the Government of the Argentine Republic :	Pour le Gouvernement de la République Argentine :
Manuel E. MALBRÁN.	Manuel E. MALBRÁN.
M. FINCATI.	M. FINCATI.
For the Government of the Commonwealth of Australia :	Pour le Gouvernement du Commonwealth d'Australie :
Robert G. MENZIES.	Robert G. MENZIES.
For the Government of Canada :	Pour le Gouvernement du Canada :
Vincent MASSEY.	Vincent MASSEY.
For the Government of Eire :	Pour le Gouvernement de l'Eire :
Sean O'FAOLAIN O'DULCHAONTIGH.	Sean O'FAOLAIN O'DULCHAONTIGH.
J. D. RUSH.	J. D. RUSH.
For the Government of Germany :	Pour le Gouvernement de l'Allemagne :
Helmuth WOHLTAT.	Helmuth WOHLTAT.
For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :	Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Henry G. MAURICE.	Henry G. MAURICE.
Geo. HOGARTH.	Geo. HOGARTH.
For the Government of New Zealand :	Pour le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande :
W. J. JORDAN.	W. J. JORDAN.
For the Government of Norway :	Pour le Gouvernement de la Norvège :
Birger BERGERSEN.	Birger BERGERSEN.

N° 4576.

HONGRIE ET YOUGOSLAVIE

Arrangement commercial. Signé à Belgrade, le
17 décembre 1936.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de
Yougoslavie près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le
2 juin 1939.*

HUNGARY AND YUGOSLAVIA

Commercial Arrangement. Signed at Belgrade,
December 17th, 1936.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom
of Yugoslavia to the League of Nations. The registration took place
June 2nd, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4576. — ARRANGEMENT¹ COMMERCIAL ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE. SIGNÉ A BELGRADE, LE 17 DÉCEMBRE 1936.

No. 4576. — COMMERCIAL ARRANGEMENT¹ BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA. SIGNED AT BELGRADE, DECEMBER 17TH, 1936.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE YOUGOSLAVIE et LE GOUVERNEMENT ROYAL DE HONGRIE, désireux de faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays, ont convenu, sans préjudice des dispositions du Traité de commerce yougoslave-hongrois du 24 juillet 1926, actuellement en vigueur, de ce qui suit :

THE ROYAL GOVERNMENT OF YUGOSLAVIA and THE ROYAL GOVERNMENT OF HUNGARY, desirous of promoting commercial exchanges between the two countries, have agreed, without prejudice to the provisions of the Yugoslav-Hungarian Treaty of Commerce of July 24th, 1926, at present in force, on the following provisions :

Article premier.

Article I.

Les deux Parties contractantes conviennent d'appliquer, pour le règlement des échanges commerciaux réciproques, le principe de la compensation des créances résultant de l'exportation des marchandises de l'un des deux pays vers l'autre.

The two Contracting Parties agree to apply, for the settlement of reciprocal commercial exchanges, the principle of the compensation of claims resulting from the export of goods from either of the two countries to the other.

Les règles de cette compensation sont établies dans l'Accord² relatif aux paiements, signé en date de ce jour.

The rules for such compensation are laid down in the Payments Agreement² signed this day.

Il reste bien entendu que le principe établi ci-dessus ne porte pas atteinte à la réglementation du commerce extérieur, notamment aux prohibitions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation.

It is clearly understood that the foregoing principle shall not affect the regulation of foreign trade, and particularly import or export prohibitions or restrictions.

Article 2.

Article 2.

Pour les marchandises dont l'importation en Hongrie est actuellement soumise à des licences d'importation, le Gouvernement de Hongrie accordera, pendant la durée du présent accord, les contingents annuels minima pour l'importation de produits yougoslaves ci-après spécifiés :

In the case of goods the import of which into Hungary is at present subject to import licences, the Government of Hungary shall, during the period for which the present Arrangement is in force, grant the minimum annual quotas for the import of Yugoslav products specified below :

¹ La ratification a été effectuée par échange de notes des 29 et 30 décembre 1936.

² Voir page 143 de ce volume.

¹ The ratification was effected by Exchange of Notes of December 29th and 30th, 1936.

² See page 143 of this Volume.

N ^o du tarif douanier hongrois	Dénomination	Contingent	No. of Hungarian Customs Tariff	Description	Quota
Ex 29/b et 30	Poissons de mer frais et crustacés	Tonnes 10	Ex 29/b and 30	Sea-water fish, fresh, and crustaceans ...	Tons 10
Ex 29/b remar- que II et ex			Ex 29/b note II and ex		
168/b-2	Poissons en saumure	100	168/b-2	Fish, pickled	100
168/b-1	Sardines à l'huile	50	168/b-1	Sardines in oil	50
Ex 85	Pruneaux secs, étuvés ou non	500	Ex 85	Dried plums, whether stewed or not	500
99a	Noix en coque	400	99a	Walnuts with shell ..	400
193	Bois de chauffage non coupé	50.000	193	Firewood, not cut ...	50,000
194	Charbon de bois	6.000	194	Charcoal	6,000
195	Bois en grume : Bois de mine	2.000	195	Round timber : Pit-props	2,000
	Bois de feuillus ...	4.000		Of leafy trees	4,000
197	Bois équarri, charpenté ou fendu	6.000	197	Timber squared, hac- ked or split	6,000
Ex 198	Bois spécial de chêne pour aiguilles	1.000	Ex 198	Special oak-wood for points	1,000
203/a	Bois scié : 1. De résineux	20.000	203/a	Sawn timber : 1. Of conifers	20,000
	2. De feuillus (frises)	2.400		2. Of leafy trees (floor boarding)....	2,400
286	Carbure de calcium ..	800	286	Calcium carbide	800
Ex 325 et ex 430	Alcool méthylique ...	120	Ex 325 and ex 430	Methylic alcohol	120
326	Acétate de calcium ..	100	326	Pyro lignite of lime	100
327	Huiles de créosote pour l'imprégnation de traverses	350	327	Creosote oil for impre- gnating sleepers ...	350
Ex 448	Trichloréthylène	150	Ex 448	Trichlorethylene	150
469/b	Chevilles et fils de bois, autres	20	469/b	Wooden pegs and wire, other	20

Les licences d'importation à valoir sur les contingents ci-haut mentionnés seront accordées en tranches égales trimestrielles sauf pour les noix en coque et les pruneaux secs, dont l'importation sera autorisée pendant la campagne s'étendant de septembre à fin de mars et pour le bois de chauffage, dont le contingent sera partagé en tranches semestrielles.

Les licences d'importation non utilisées pendant la période y afférente, seront — dans le cadre des contingents énumérés ci-dessus — réalisées au cours des périodes suivantes en sus des licences à valoir d'une façon régulière pendant ces périodes qui toutefois ne peuvent dépasser la durée de cet accord. Les licences d'importation pour le bois scié de résineux auront une validité de trois mois.

Article 3.

Si par l'extension des exportations hongroises en Yougoslavie le service des paiements com-

No. 4576

The import licences to be set off against the quotas referred to above shall be granted in equal quarterly instalments, except for walnuts with shell and dried plums, the import of which shall be authorised during the season from September to the end of March, and for firewood, the quota for which shall be divided into half-yearly instalments.

Import licences not used during the period for which they were granted shall, within the limits of the quotas enumerated above, be available during the ensuing periods over and above the licences to be used in a regular manner during those periods, which may not, however, extend beyond the period for which the present Agreement remains in force. The import licences for sawn timber of conifers shall be valid for three months.

Article 3.

If as a result of the extension of Hungarian exports to Yugoslavia the service of commercial

merciaux entre les deux pays est assuré d'une manière satisfaisante, le Gouvernement hongrois accordera à la Yougoslavie, en sus des contingents minima visés par l'article précédent, les contingents supplémentaires suivants :

N° du tarif douanier hongrois	Dénomination	Contingent
193	Bois de chauffage non coupé.....	Tonnes 30.000
194	Charbon de bois.....	6.000
197	Bois équarri, charpenté ou fendu.....	6.000
Ex 198	Traverses de chemins de fer.....	Pièces 180.000
203/a	Bois scié : 1. De résineux	Tonnes 12.000

Les contingents supplémentaires susvisés seront octroyés et utilisés dans les mêmes conditions que les contingents minima visés par l'article précédent.

Article 4.

Si l'une des Parties contractantes édicte des prohibitions ou des mesures de contingentement à l'importation ou à l'exportation pour les articles dont l'importation ou l'exportation est actuellement libre, ou encore, institue un régime général ou partiel nouveau des restrictions, elle doit immédiatement en donner avis à l'autre Partie contractante, afin que, dans le cas où les intérêts de l'autre Partie contractante seraient atteints par ces mesures, des pourparlers en vue de fixer un arrangement, qui s'adapterait au nouvel état de choses, puissent être entamés à temps. Dans le cas où, un mois après ledit avis, un accord s'adaptant à la situation créée par les mesures ci-dessus énoncées ne se réaliserait pas, l'autre Partie contractante a le droit de dénoncer le présent accord. Cette dénonciation produira ses effets 15 jours après.

Article 5.

Un comité mixte, composé de six représentants des services intéressés de chacune des deux Parties, nommé par les deux gouvernements, sera constitué dans un délai d'un mois à partir de la mise en vigueur du présent arrangement.

Ce comité mixte aura pour mission de veiller à la bonne application des dispositions du présent arrangement, de régler les différends auxquels

payments between the two countries is provided for in a satisfactory manner, the Hungarian Government shall grant Yugoslavia, over and above the minimum quotas specified in the previous Article, the following supplementary quotas :

No. of Hungarian Customs Tariff	Description	Quota Tons
193	Firewood, not cut ...	30,000
194	Charcoal	6,000
197	Timber squared, hatched or split	6,000 Pieces
Ex 198	Railway sleepers.....	180,000
203/a	Sawn timber : 1. Of conifers	Tons 12,000

The above-mentioned supplementary quotas shall be granted and used under the same conditions as the minimum quotas referred to in the previous Article.

Article 4.

Should either of the Contracting Parties introduce import or export prohibitions or quotas in respect of goods the import or export of which is at present free, or establish a new general or partial regime of restrictions, it must at once notify the other Contracting Party, so that should the interests of the other Contracting Party be affected by such measures, negotiations with a view to arriving at an agreement taking into account the new state of affairs may be set on foot in time. If, one month after such notification, an agreement adapted to the situation created by the measures referred to above has not been arrived at, the other Contracting Party shall have the right to denounce the present Arrangement. Such denunciation shall take effect 15 days later.

Article 5.

A Mixed Committee, composed of six representatives of the competent services of each of the two Parties, appointed by the two Governments, shall be set up within one month after the putting into force of the present Arrangement.

It shall be the duty of this Mixed Committee to see that the provisions of the present Arrangement are properly applied, to settle disputes

son application ou son interprétation pourraient donner lieu et, en général, d'examiner toutes mesures susceptibles d'encourager les échanges entre les deux pays.

Les deux présidents du comité mixte seront en rapports directs et aussi suivis que possible. Les sessions de ce comité seront convoquées toutes les fois que besoin s'en fera sentir.

Article 6.

Le présent arrangement, qui remplace celui du 11 septembre 1934, sera mis en vigueur le 1^{er} janvier 1937. Il pourra être dénoncé, avec préavis de trois mois, pour le 31 décembre de la même année. S'il n'est pas dénoncé, il sera prorogé jusqu'à fin décembre 1938.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leur cachet.

Fait à Beograd, le 17 décembre 1936.

(L. S.) (Signé) ALTH.
(L. S.) (Signé) VRBANIĆ.

Certifié pour copie conforme :

D'ordre du Ministre,

*Le Chef de la 1^{re} Section
du Département politique,*

N. V. Vulović.

which may arise in respect of its application or interpretation, and in general to examine all measures likely to encourage exchanges between the two countries.

The two Chairmen of the Mixed Committee shall maintain direct relations with each other as continuously as possible. The sessions of this Committee shall be convened whenever it may appear necessary.

Article 6.

The present Arrangement, which replaces that of September 11th, 1934, shall come into force on January 1st, 1937. It may be denounced, three months' previous notice being given, for December 31st of the same year. Unless denounced, it shall be extended until the end of December 1938.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised, have signed the present Arrangement and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade, this 17th day of December, 1936.

(L. S.) (Signed) ALTH.
(L. S.) (Signed) VRBANIĆ.

N° 4577.

HONGRIE ET YOUGOSLAVIE

Accord concernant les paiements. Signé à
Belgrade, le 17 décembre 1936.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de
Yougoslavie près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le
2 juin 1939.*

HUNGARY AND YUGOSLAVIA

Payments Agreement. Signed at Belgrade,
December 17th, 1936.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of
Yugoslavia to the League of Nations. The registration took place June
2nd, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4577. — ACCORD¹ CONCERNANT LES PAIEMENTS ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE. SIGNÉ A BELGRADE, LE 17 DÉCEMBRE 1936.

No. 4577. — PAYMENTS AGREEMENT¹ BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA. SIGNED AT BELGRADE, DECEMBER 17TH, 1936.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE YOUGOSLAVIE et LE GOUVERNEMENT ROYAL DE HONGRIE approuvent l'accord concernant les paiements intervenu entre les deux Banques nationales et dont le texte suit :

THE ROYAL GOVERNMENT OF YUGOSLAVIA and THE ROYAL GOVERNMENT OF HUNGARY hereby approve the Payments Agreement concluded between the two National Banks, the text of which follows :

Article premier.

Le règlement des engagements qui proviennent des opérations commerciales entre les deux pays se fera par voie de compensation, qui sera effectuée en Yougoslavie auprès de la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie et en Hongrie auprès des quatre banques autorisées à cet effet, à savoir : la Banque commerciale hongroise de Pest, la Banque générale hongroise de crédit, la Banque hongroise d'escompte et de change et la Centrale des Instituts financiers hongrois — par l'entremise de la Banque nationale de Hongrie.

Article I.

The settlement of liabilities arising out of commercial transactions between the two countries shall be made by compensation operations, to be carried out in Yugoslavia at the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia, and in Hungary at the four banks authorised for that purpose, namely, the Hungarian Commercial Bank at Pest, the General Hungarian Credit Bank, the Hungarian Bank for Discount and Exchange, and the Central Organisation of Hungarian Financial Institutes — through the National Bank of Hungary.

Article 2.

Toute créance commerciale provenant de la vente des marchandises hongroises importées en Yougoslavie devra être réglée par versement en dinars auprès de la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie.

Les sommes encaissées seront créditées par la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie en compte global en dinars, non productif d'intérêts, à ouvrir sur ses livres au nom de la Banque nationale de Hongrie, en fournissant à celle-ci en même temps les données nécessaires au paiement de la contre-valeur en pengös aux ayants droit hongrois.

Article 2.

All commercial debts arising out of the sale of Hungarian goods imported into Yugoslavia shall be settled by payment in dinars to the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia.

The sums thus received shall be credited by the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia to a pooled non-interest-bearing account in dinars, to be opened in its books in the name of the National Bank of Hungary, the latter being provided at the same time with the necessary information for payment of the equivalent value in pengös to the Hungarian creditors.

¹ La ratification a été effectuée par échange de notes des 29 et 30 décembre 1936.

¹ The ratification was effected by Exchange of Notes of December 29th and 30th, 1936.

Article 3.

Toute créance commerciale provenant de la vente des marchandises yougoslaves importées en Hongrie devra être réglée par versement de la contre-valeur des factures, en pengös auprès des banques autorisées mentionnées à l'article premier, au crédit de comptes spéciaux que celles-ci ouvriront sur leurs livres au nom de la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie.

Article 4.

Les banques autorisées hongroises aviseront à la fin de chaque jour, au moyen d'une liste blanche, la Banque nationale de Hongrie des versements effectués au crédit de la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie. La Banque nationale de Hongrie en enverra un exemplaire à la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie en vue d'établir l'ordre chronologique des versements effectués.

La Banque nationale de Hongrie, après avoir reçu l'avis de la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie sur les sommes en dinars mises à sa disposition, donnera sans retard, au moyen de listes de couleur rouge, les ordres de paiement à effectuer aux ayants droit yougoslaves, suivant l'ordre chronologique des déclarations du dépôt de la contre-valeur auprès des banques autorisées.

Article 5.

La Banque nationale du Royaume de Yougoslavie effectuera les paiements aux exportateurs yougoslaves en dinars et la Banque nationale de Hongrie ainsi que les banques autorisées hongroises en feront de même aux exportateurs hongrois en pengös.

Article 6.

La monnaie de décompte est le dinar; la conversion entre le dinar et le pengö se fera suivant le cours établi de temps en temps par l'entente des deux banques nationales.

Dans le cas où les factures seraient libellées en monnaie autre que le pengö ou le dinar, la conversion en la monnaie nationale respective se fera suivant les cours officiels du pays débiteur, notés à Beograd, respectivement à Budapest, au jour précédant le jour du versement.

Article 3.

All commercial debts arising out of the sale of Yugoslav goods imported into Hungary shall be settled by payment of the equivalent value of the invoices in pengös to the authorised banks mentioned in Article 1, such sums being credited to the special accounts which they shall open in their books in the name of the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia.

Article 4.

The authorised Hungarian banks shall, at the end of each day, advise the National Bank of Hungary, by means of a list on white paper, of the payments made to the account of the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia. The National Bank of Hungary shall send a copy of this list to the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia, with a view to establishing the chronological order of the payments made.

The National Bank of Hungary, after having been advised by the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia of the sums in dinars placed at its disposal, shall immediately, by means of lists on red paper, give orders for payment to be made to Yugoslav creditors, in the chronological order of the advices of deposit of the equivalent value in the authorised banks.

Article 5.

The National Bank of the Kingdom of Yugoslavia shall make payments to Yugoslav exporters in dinars, and the National Bank of Hungary and the authorised Hungarian banks shall similarly pay Hungarian exporters in pengös.

Article 6.

The currency to be employed for the adjustment of accounts shall be the dinar; the conversion of dinars into pengös and *vice versa* shall be effected at the rate to be fixed from time to time by agreement between the two National Banks.

Should the invoices be expressed in a currency other than the pengö or the dinar, conversion into the respective national currency shall be effected at the official rate of the debtor country, as quoted at Belgrade or Budapest on the day preceding the date of payment.

Article 7.

Si les relations commerciales entre deux maisons donnent lieu à des compensations privées, celles-ci ne pourront être effectuées qu'avec l'autorisation des deux banques nationales pour chaque cas particulier.

Article 8.

Les deux banques nationales s'engagent à faire le nécessaire pour qu'il ne soit fait aucune difficulté aux débiteurs quant aux versements à effectuer sur les comptes communs, et que les autorisations pour autant qu'elles seraient nécessaires soient délivrées automatiquement.

Article 9.

Le versement effectué par le débiteur auprès des banques respectives ne le libère de son engagement qu'au moment où le créancier aura encaissé le montant de sa créance.

Article 10.

Le présent accord, qui est conclu pour une première période de six mois, entre en vigueur le 1^{er} janvier 1937.

S'il n'est pas dénoncé pour la fin de ladite période, avec préavis d'un mois, il sera prorogé par tacite reconduction, sauf dénonciation avec le même préavis, pour des périodes trimestrielles.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent accord et y ont apposé leur cachet.

Fait à Belgrade, le 17 décembre 1936.

(L. S.) (Signé) VRBANIĆ.

(L. S.) (Signé) ALTH.

Article 7.

Should the commercial relations between two firms give rise to private compensation agreements, the latter may only be carried out if permission is given in each individual case by the two National Banks.

Article 8.

The two National Banks agree to take the necessary steps to ensure that no difficulty is placed in the way of debtors in respect of payments to be made out of joint accounts, and that permission in so far as it is necessary is granted automatically.

Article 9.

The payment made by the debtor to the respective banks shall not have the effect of releasing him from his obligations until the creditor has received the amount of his claim.

Article 10.

The present Agreement, which is concluded for a preliminary period of six months, shall come into force on January 1st, 1937.

Unless denounced at the end of the said period, one month's notice being given, it shall, unless denounced at the same previous notice, be extended for quarterly periods by tacit consent.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade, the 17th day of December, 1936.

(L. S.) (Signed) VRBANIĆ.

(L. S.) (Signed) ALTH.

Certifié pour copie conforme :

D'ordre du Ministre,

Le Chef de la 1^{re} Section
du Département politique,

N. V. Vulović.

N° 4578.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET COLOMBIE**

Accord relatif à la constitution d'une mission militaire des Etats-Unis d'Amérique en Colombie. Signé à Washington, le 23 novembre 1938.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement a eu lieu le 3 juin 1939.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND COLOMBIA**

Agreement concerning the Constitution of a Military Mission from the United States of America to Colombia. Signed at Washington, November 23rd, 1938.

English and Spanish official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration took place June 3rd, 1939.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 4578. — AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF COLOMBIA CONCERNING THE CONSTITUTION OF A MILITARY MISSION FROM THE UNITED STATES OF AMERICA TO COLOMBIA. SIGNED AT WASHINGTON, NOVEMBER 23RD, 1938.

Nº 4578. — ACUERDO ENTRE LOS GOBIERNOS DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA Y DE LA REPUBLICA DE COLOMBIA PARA CONSTITUIR UNA MISION MILITAR ESTADO-UNIDENSE EN LA REPUBLICA DE COLOMBIA. FIRMADO EN WASHINGTON, EL 23 DE NOVIEMBRE DE 1938.

In conformity with a request made by the Colombian Ambassador at Washington to the Secretary of State of the United States of America, the President of the United States of America, by virtue of the authority conferred by the Act of Congress, approved May 19th, 1926, entitled "An Act to authorize the President to detail officers and enlisted men of the United States Army, Navy, and Marine Corps to assist the Governments of the Latin-American Republics in military and naval matters", as amended by an Act of May 14th, 1935, to include the Commonwealth of the Philippine Islands, has authorized the detail of officers constituting an American military mission to the Republic of Colombia upon the following agreed conditions :

De conformidad con una solicitud del Embajador de Colombia en Washington al Secretario de Estado de los Estados Unidos de América, el Presidente de los Estados Unidos de América, en virtud de la autorización conferida por la ley del Congreso, aprobada el 19 de mayo de 1926 e intitulada «Ley que autoriza al Presidente para designar oficiales y personal del Ejército, de la Marina de Guerra y del Cuerpo de Infantería de Marina de los Estados Unidos de América, para colaborar con los gobiernos de las Repúblicas de la América Latina en asuntos militares y navales» y enmendada por una ley del 14 de mayo de 1935 para incluir la Mancomunidad de las Filipinas, ha autorizado el nombramiento de oficiales para constituir una misión militar estado-unidense en la República de Colombia de acuerdo con las condiciones estipuladas en seguida :

TITLE I. — PURPOSE AND DURATION.

Article 1.

The purpose of the Mission is to cooperate with the Colombian Minister of War and Chief of Staff in the development and functioning of the aviation of the Colombian Army. Officers of the Mission will act wherever required by the Colombian Ministry of War as tactical and technical advisers to the Colombian Army with regard to aviation.

Article 2.

The Mission shall continue for three years from the date of the signature of this Agreement

CAPITULO I. — FINES Y DURACIÓN.

Artículo 1.

Es el objeto de la Misión cooperar con el Ministro de Guerra y el Jefe del Estado Mayor colombianos en el desarrollo y funcionamiento de la aviación del Ejército colombiano. Los oficiales de la Misión actuarán, dondequiera que lo exigiere el Ministerio de Guerra colombiano, como asesores tácticos y técnicos del Ejército colombiano en lo referente a aviación.

Artículo 2.

La Misión durará tres años a contar de la fecha en que se firme este contrato por los

y the accredited representatives of the Governments of the United States of America and the Republic of Colombia.

Article 3.

The Agreement may be terminated if necessary in the interest of either Government upon notification duly delivered through diplomatic channels three months in advance.

Article 4.

Temporary assignments of officers additional to those enumerated in Title II may be arranged by mutual agreement for shorter periods, depending upon the circumstances in each case.

Article 5.

It is herein stipulated and agreed that while the Mission shall be in operation under this Agreement, or under an extension thereof, the Government of the Republic of Colombia will not engage the services of any mission or personnel of any other foreign Government for the duties and purposes contemplated by this Agreement, unless agreed to the contrary between the Colombian Government and the Government of the United States.

TITLE II. — COMPOSITION AND PERSONNEL.

Article 6.

The Mission will be composed at the outset of the following officers and men of the Regular Army of the United States of America : one Major or Captain of the Air Corps who shall be Chief of Mission ; one Captain or First Lieutenant of the Air Corps, and three Non-commissioned Officers of the Air Corps. The senior officer will be Chief of the Mission, who will assure normally the direct relations of the Mission with the Minister of War and the Chief of Staff of the Army.

Article 7.

Any additions to the personnel of the Mission that may be considered advisable or necessary shall be mutually agreed upon in accordance with the provisions of Article 4.

No. 4578

Representantes acreditados de los Gobiernos de los Estados Unidos de América y de la República de Colombia.

Artículo 3.

Si así lo exigiere el interés de uno u otro Gobierno, el contrato puede darse por terminado, previo aviso, dado por la vía diplomática, con tres meses de anticipación.

Artículo 4.

Por mutuo acuerdo puede convenirse la designación provisional de oficiales para períodos más cortos de los enumerados en el Capítulo II, según lo determinen las circunstancias en cada caso.

Artículo 5.

Se estipula y conviene que mientras la Misión desempeñe sus funciones de acuerdo con este contrato, o por prórroga del mismo, el Gobierno de la República de Colombia no contratará los servicios de otra misión o personal de otro Gobierno extranjero para las funciones y los objetos a que se contrae este acuerdo, salvo que se convenga lo contrario entre el Gobierno colombiano y el Gobierno de los Estados Unidos de América.

CAPITULO II. — INTEGRACIÓN Y PERSONAL.

Artículo 6.

La Misión estará integrada, al principio, por los siguientes oficiales y soldados del Ejército regular de los Estados Unidos de América : un Mayor o Capitán del Cuerpo de Aviación que será el Jefe de Misión, un Capitán o Primer Teniente del Cuerpo de Aviación y tres suboficiales del Cuerpo de Aviación. El oficial de más alto grado será el Jefe de la Misión y tendrá a su cargo la dirección de las relaciones normales directas de la Misión con el Ministro de Guerra y el Jefe del Estado Mayor del Ejército.

Artículo 7.

En el caso de que se considere necesario o conveniente aumentar el personal de la Misión, ello se hará por acuerdo mutuo según las disposiciones del Artículo 4.

TITLE III. — DUTIES, RANK AND PRECEDENCE.

Article 8.

The members of the Mission shall be responsible solely to the Colombian Minister of War through the Chief of the Mission and shall act as tactical and technical advisers to the Colombian Army with regard to aviation.

Article 9.

In case of war between Colombia and any other nation, the Mission shall terminate within thirty days. In the case of an outbreak of civil war, the duties of the members of the Mission shall be immediately suspended, and at the option of the Government of the United States the Mission may be withdrawn immediately.

Article 10.

Precedence of officers composing the Military Mission with respect to Colombian officers shall be in accordance with their respective rank and seniority therein.

TITLE IV. — PAY AND ALLOWANCES.

Article 11.

The members of the Mission shall receive from the Colombian Government pay and allowances equal to and additional to the pay and allowances which they receive from the Government of the United States, but exclusive of any increase authorized for duty involving flying. The said salary shall be paid in twelve equal monthly installments, United States currency. Should any member of the Mission while so serving be promoted in the United States Army, he shall receive from the Government of the Republic of Colombia pay and allowances for his new rank as established according to United States Army regulations, payable as from the date of his promotion.

Article 12.

Each member of the Mission shall have the right to receive his Colombian pay beginning on the date of his departure from New York and continuing, upon completion of his service

CAPITULO III. — OBLIGACIONES, GRADOS Y PRECEDENCIA.

Artículo 8.

Los miembros de la Misión serán responsables de sus actos ante el Ministro de Guerra colombiano únicamente, por intermedio del Jefe de Misión, y actuarán como consejeros tácticos y técnicos del Ejército colombiano en lo referente a aviación.

Artículo 9.

En caso de guerra entre Colombia y cualquiera otra nación, la Misión terminará sus funciones dentro de un plazo de treinta días. En caso de estallar una guerra civil en Colombia se suspenderán inmediatamente los deberes de los miembros de la Misión y, a opción del Gobierno de los Estados Unidos de América, la Misión puede ser retirada inmediatamente.

Artículo 10.

La precedencia, de los oficiales que integran la Misión militar, en relación a los oficiales colombianos, será acorde con su respectivo grado y tiempo de servicio.

CAPITULO IV. — PAGO Y BONIFICACIONES.

Artículo 11.

Los miembros de la Misión recibirán del Gobierno Colombiano pago y bonificaciones iguales y adicionales al pago y bonificaciones que ellos reciben del Gobierno de los Estados Unidos de América, pero excluido cualquier aumento o prima por actividades referentes a vuelos. Dicho sueldo será pagado en doce mensualidades iguales, en moneda corriente de los Estados Unidos de América. En caso de que cualquier miembro de la Misión fuere promovido en el Ejército de los Estados Unidos de América mientras presta tales servicios, éste recibirá del Gobierno de la República de Colombia el sueldo y las bonificaciones de su nuevo grado, los cuales serán efectivos a contar de la fecha de su promoción, de acuerdo con los reglamentos del Ejército de los Estados Unidos de América.

Artículo 12.

Cada miembro de la Misión tendrá el derecho de recibir el pago del Gobierno Colombiano desde la fecha de su salida de Nueva York y continuará recibiéndolo hasta la fecha de su

in the Mission, up to the date of his arrival in New York, proceeding each way by usual sea route. Any member of the Mission who fails to fulfill the terms of the contract without just cause will receive additional pay only up to the date of his departure from Bogotá, except in the case of illness or termination of the contract of the Mission, in which cases payment will be made up to arrival in New York.

Article 13.

It is further stipulated that the compensation received by members of the Mission shall not be subject to any Colombian tax now in force or which may hereafter be imposed, but should there, however, be at present or during the life of this Agreement, any taxes which may affect the said compensation, such taxes shall be borne by the Colombian Ministry of War in order to comply with the provisions stipulated above that the salaries agreed upon shall be net.

Article 14.

The expenses of transportation by land and sea of the members of the Mission, their families, household effects and baggage, including automobiles, shall be paid in advance by the Colombian Government, these expenses including cost of packing and crating. Officers and their families shall be furnished with first-class accommodations, families being construed as wives and dependent children throughout the contract. It is understood, however, that the accommodations and allowances for travel and transportation of effects shall not exceed allowances prevailing in the United States Army.

With respect to an officer detailed for less than one year, the Colombian Government will not make provision for payment for transportation of the officer's family, household goods or automobile.

The household effects, baggage and automobiles of members of the Mission shall be exempt from Customs duties and imposts of any kind in Colombia. The Government of the Republic of Colombia shall grant, upon the request of the Chief of Mission, free entry throughout the stay of the Mission in Colombia for articles for the personal use of members of the Mission and their families.

regreso a esa ciudad al terminar sus servicios en la Misión, haciendo el viaje de ida y vuelta por la ruta marítima usual. Cualquier miembro de la Misión que dejare de cumplir, sin justificación, los términos del contrato, solamente recibirá el sueldo adicional hasta la fecha de su salida de Bogotá, salvo en el caso de enfermedad o de vencimiento del contrato de la Misión, en cuyos casos el pago se hará efectivo hasta la fecha de llegada a Nueva York.

Artículo 13.

Se estipula además que la remuneración recibida por los miembros de la Misión no estará sujeta a los impuestos vigentes del Gobierno Colombiano ni a los que fueren establecidos en el futuro y en el caso de que actualmente, o durante la vigencia de este contrato, hubiere impuestos que pudieran afectar tal remuneración, tales impuestos serán sufragados por el Ministerio de Guerra colombiano para satisfacer así las condiciones arriba estipuladas de que los sueldos convenidos sean netos.

Artículo 14.

Los gastos de transporte por tierra y por mar de los miembros de la Misión, sus familias, efectos domésticos y equipaje, incluyendo automóviles, serán pagados por adelantado por el Gobierno Colombiano y se comprenderá en estos gastos el costo de embalaje y empaque. Los oficiales y sus familias tendrán pasajes de primera clase, entendiéndose por « familia », para los efectos de este contrato, a la esposa e hijos a su cargo. Se entiende, sin embargo, que los pasajes y asignaciones de viaje y transporte de efectos no excederán de las asignaciones que para tal propósito rigen en el Ejército de los Estados Unidos de América.

Respecto a cualquier oficial designado por menos de un año, el Gobierno Colombiano no sufragará los gastos de transporte de la familia, efectos domésticos o automóvil.

Los efectos domésticos, equipaje y automóviles de los miembros de la Misión estarán exentos de derechos de aduana y de cualesquiera impuestos en Colombia. El Gobierno de la República de Colombia otorgará, a solicitud del Jefe de Misión, la entrada libre, durante la permanencia de la Misión en Colombia, de los artículos de uso personal de los miembros de la Misión y sus familias.

Article 15.

Members of the Mission who may become ill during the period of duty in Colombia shall be cared for by the Colombian Government. Any member of the Mission unable to perform his duties with the Mission by reason of long continued physical disability shall be replaced.

Article 16.

If a member of the Mission or one of his family should die in Colombia, the Colombian Government shall have the body transported to such a place in the United States as the family shall designate. Should the deceased be a member of the Mission, the Colombian Government shall pay the expenses of travel of the family and transportation of their effects to New York.

Article 17.

Each member of the Mission shall be entitled to one month's annual leave with full pay, or to a proportional part thereof with pay for any fractional part of a year. Unused portions of such leave shall be cumulative from year to year during service as a member of the Mission. Members of the Mission shall have the privilege of spending the leave cited above in foreign countries.

Article 18.

In case members of the Mission are required to travel on official business for the Colombian Government they shall receive the same per diem allowances and transportation allowances as those granted to officers and men of similar rank of the Colombian Army.

TITLE V. — RECALL AND REPLACEMENT OF MEMBERS OF THE MISSION.

Article 19.

The United States may, if the public interest so requires, recall at any time any or all of the members of the Mission, substituting for them other officers acceptable to the Colombian Government, all expenses in connection therewith being incumbent upon the Government of the United States of America. If on the request of the Colombian Government, any member of the Mission is recalled for due and just cause other than the termination of his

Artículo 15.

Los miembros de la Misión que enfermaren durante el período de sus servicios en Colombia, serán atendidos por el Gobierno Colombiano. Cualquier miembro de la Misión que no pudiere desempeñar sus funciones por motivo de incapacidad física prolongada, será reemplazado.

Artículo 16.

Si cualquier miembro de la Misión o de su familia falleciere en Colombia, el Gobierno Colombiano hará transportar los restos al lugar de los Estados Unidos de América que fuere indicado por la familia. En el caso de que el difunto fuere miembro de la Misión, el Gobierno Colombiano pagará los gastos de viaje de la familia y el transporte de sus efectos hasta Nueva York.

Artículo 17.

Cada miembro de la Misión tendrá derecho a un mes de licencia anual, con sueldo completo, o a una fracción proporcional de la licencia, con sueldo, para cualquier fracción de un año de servicio. Las porciones de tal licencia que no fueren tomadas, se acumularán de año en año mientras se preste servicio como miembro de la Misión. Dichos miembros podrán pasar el período de licencia arriba citado, en el exterior.

Artículo 18.

En el caso de que se requiera que los miembros de la Misión viajen en asuntos oficiales del Gobierno Colombiano, éstos recibirán las mismas dietas y gastos de viaje que se otorgan a los oficiales y soldados de igual categoría del Ejército colombiano.

CAPITULO V. — RETIRO Y REEMPLAZO DE LOS MIEMBROS DE LA MISIÓN.

Artículo 19.

Los Estados Unidos de América pueden, si así lo requiere el interés público, retirar en cualquier momento uno o todos los miembros de la Misión, reemplazándolos con otros oficiales que sean aceptados por el Gobierno Colombiano y todos los gastos en que se incurra por este concepto serán sufragados por el Gobierno de los Estados Unidos de América. Si, a solicitud del Gobierno Colombiano, se retirase cualquier miembro de la Misión, por un motivo justificado

services or illness, all expenses connected with the return shall be incumbent upon the United States of America.

Article 20.

If cancellation of this contract be effected on the request of the United States of America, all expenses of the return of the Mission and all effects thereof to the United States shall be borne by the Government of the United States of America ; should cancellation be effected on the initiative of the Colombian Government or as a result of war between Colombia and a foreign Government, or as the result of the outbreak of civil war in Colombia, the Colombian Government shall bear these costs.

Article 21.

In faith whereof, the undersigned, being duly authorized, sign the present contract at Washington, District of Columbia, United States of America, the twenty-third day of November of 1938.

(Seal) D. LÓPEZ PUMAREJO.

(Seal) Sumner WELLES.

que no fuere vencimiento de sus servicios o enfermedad, todos los gastos ocasionados por el viaje de regreso serán sufragados por los Estados Unidos de América.

Artículo 20.

Si se cancelare este contrato a iniciativa de los Estados Unidos de América, todos los gastos de viaje de regreso de la Misión y de todos sus efectos serán sufragados por el Gobierno de los Estados Unidos de América. Si se cancelare el contrato por iniciativa del Gobierno Colombiano o a consecuencia de una guerra entre Colombia y un Gobierno extranjero, o de guerra civil en Colombia, estos gastos serán sufragados por el Gobierno Colombiano.

Artículo 21.

En testimonio de lo cual, los suscritos, debidamente autorizados, firman el presente contrato en Washington, Distrito de Colombia, Estados Unidos de América, el día veintitrés de noviembre de 1938.

(Sello) Sumner WELLES.

(Sello) D. LÓPEZ PUMAREJO.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Director of Personnel.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4578. — ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE RELATIF A LA CONSTITUTION D'UNE MISSION MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE EN COLOMBIE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 23 NOVEMBRE 1938.

Comme suite à une requête présentée par l'ambassadeur de Colombie à Washington au secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, le Président des Etats-Unis d'Amérique, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Acte du Congrès approuvé le 19 mai 1926 sous le titre de « Loi autorisant le Président à détacher des officiers et des hommes de l'armée, de la marine et du corps des fusiliers marins des Etats-Unis auprès des gouvernements des Républiques latino-américaines pour les assister dans les questions militaires et navales », et amendé par la loi du 14 mai 1935 étendant l'application dudit acte au Commonwealth des îles Philippines, a autorisé l'envoi d'officiers pour constituer une mission militaire américaine dans la République de Colombie dans les conditions stipulées ci-dessous :

TITRE I. — OBJET ET DURÉE DE LA MISSION.

Article premier.

La Mission a pour objet de collaborer avec le ministre de la Guerre et le chef d'Etat-Major de la Colombie au développement et au fonctionnement de l'aviation dans l'armée colombienne. Les officiers attachés à la Mission, lorsqu'ils y seront invités par le Ministère de la Guerre colombien, rempliront les fonctions de conseillers tactiques et techniques auprès de l'armée colombienne, en ce qui concerne l'aviation.

Article 2.

La Mission est envoyée pour une période de trois années à dater de la signature du présent accord par les représentants accrédités des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de la République de Colombie.

Article 3.

Il pourra être mis fin, en cas de besoin, au présent accord, dans l'intérêt de l'un ou l'autre des deux gouvernements, sur notification dûment délivrée par la voie diplomatique trois mois à l'avance.

Article 4.

Des détachements temporaires d'officiers en excédent de ceux qui sont prévus au titre II pourront s'effectuer par accord mutuel et pour des périodes plus courtes, d'après les circonstances de chaque cas d'espèce.

Article 5.

Il est stipulé et décidé par les présentes que tant que la Mission restera en activité aux termes de l'accord ou de toute extension de cet accord, le Gouvernement de la République colombienne n'engagera les services d'aucune mission ou d'aucun personnel d'un autre gouvernement étranger pour les fins et tâches envisagées dans l'accord, à moins d'un arrangement contraire passé entre le Gouvernement colombien et le Gouvernement des Etats-Unis.

TITRE II. — COMPOSITION ET PERSONNEL.

Article 6.

La Mission se composera au début des officiers et hommes de l'armée régulière des Etats-Unis d'Amérique désignés ci-après : un commandant ou capitaine de l'armée de l'air, chef de mission ; un capitaine ou un lieutenant de l'armée de l'air, et trois sous-officiers de l'armée de l'air. L'officier le plus ancien, chef de la Mission, sera chargé normalement des rapports directs de la Mission avec le ministre de la Guerre et le chef d'Etat-Major de l'Armée.

Article 7.

Toute adjonction à ce personnel qui pourra être jugée opportune ou nécessaire fera l'objet d'un accord, conformément aux dispositions de l'article 4.

TITRE III. — DEVOIRS, RANG ET PRÉSENCE.

Article 8.

Les membres de la Mission seront responsables uniquement devant le ministre de la Guerre colombien, par l'intermédiaire du chef de la Mission, et rempliront les fonctions de conseillers tactiques et techniques auprès de l'armée colombienne, en ce qui concerne l'aviation.

Article 9.

En cas de guerre entre la Colombie et toute autre nation, la Mission terminera son activité dans les trente jours. Dans le cas où éclaterait une guerre civile, les fonctions des membres de la Mission seront immédiatement suspendues, et, sur décision du Gouvernement des Etats-Unis, la Mission pourra être immédiatement rappelée.

Article 10.

La présence des officiers composant la mission militaire par rapport aux officiers colombiens sera déterminée par leur grade respectif et par leur ancienneté dans ce grade.

TITRE IV. — SOLDE ET INDEMNITÉS.

Article 11.

Les membres de la Mission recevront du Gouvernement colombien, à titre supplémentaire, une solde et des indemnités égales à celles qu'ils reçoivent du Gouvernement des Etats-Unis, à l'exclusion de toute indemnité supplémentaire de vol. Cette solde sera versée en douze mensualités égales et en monnaie des Etats-Unis. Au cas où un membre de la Mission, au cours de la période pendant laquelle il sert en cette qualité, recevrait une promotion dans l'armée des Etats-Unis, il recevra du Gouvernement de la République colombienne, à partir de la date de sa promotion, la solde et les indemnités correspondant à son nouveau grade, telles qu'elles sont fixées par les règlements de l'armée des Etats-Unis.

Article 12.

Chaque membre de la Mission aura droit à sa solde colombienne depuis la date de son départ de New-York jusqu'au jour où, son service à la Mission ayant pris fin, il arrivera à New-York, le voyage devant s'effectuer dans chaque sens par l'itinéraire maritime normal. Tout membre de la Mission qui, sans raison valable, n'aura pas exécuté les termes de son contrat, ne recevra sa solde supplémentaire que jusqu'à la date de son départ de Bogota, sauf en cas de maladie ou de terminaison du contrat de la Mission, auquel cas le paiement sera dû jusqu'à l'arrivée à New-York.

Article 13.

Il est en outre entendu que les sommes versées aux membres de la Mission ne seront soumises à aucune taxe colombienne actuellement en vigueur ou qui pourrait être imposée ultérieurement ; cependant, au cas où il existerait actuellement ou il viendrait à être créé ultérieurement, au cours de la validité du présent accord, des impôts de nature à modifier lesdits versements, ces impôts seront supportés par le Ministère de la Guerre colombien, par application des dispositions ci-dessus portant que les soldes et indemnités stipulées seront nettes.

Article 14.

Les frais de transport par terre et par mer des membres de la Mission, de leur famille, de leurs effets mobiliers et bagages, y compris les automobiles, seront versés à l'avance par le Gouvernement colombien, ces frais comprenant les frais d'emballage en caisses et cadres. Les officiers et leur famille auront droit au transport en première classe, la famille comprenant la femme et les enfants à la charge de l'officier pendant toute la durée du contrat. Il est entendu cependant que les indemnités de voyage et de transport d'effets ne devront pas dépasser celles qui sont en vigueur dans l'armée des Etats-Unis.

Lorsqu'un officier sera détaché pour une période inférieure à une année, le Gouvernement colombien ne sera pas tenu de payer le transport de la famille, des effets mobiliers ou de l'automobile de l'officier.

Les effets mobiliers, bagages et automobiles des membres de la mission sont exonérés des droits de douane et taxes de tout genre en Colombie. Le Gouvernement de la République colombienne, sur la demande du chef de la Mission, autorisera, pendant tout le temps du séjour de la Mission en Colombie, l'entrée en franchise de droit pour tous articles destinés à l'usage personnel des membres de la Mission et de leur famille.

Article 15.

Les membres de la Mission qui tomberaient malades au cours de leur période de service en Colombie seront soignés par le Gouvernement colombien. Tout membre de la Mission qui, par suite d'une maladie longue et continue, se trouverait dans l'impossibilité de remplir ses fonctions à la Mission, sera remplacé.

Article 16.

Si un membre de la Mission ou un membre de sa famille décédait en Colombie, le Gouvernement colombien fera transporter le corps au lieu que la famille pourra désigner aux Etats-Unis. Au cas où le défunt aurait été membre de la Mission, le Gouvernement colombien paiera les frais de voyage de la famille et le transport de ses effets jusqu'à New-York.

Article 17.

Chaque membre de la Mission aura droit à un mois de congé annuel à solde entière, ou à un nombre de jours de congé avec solde correspondant à la fraction d'année pendant laquelle il aura été en service. Les journées de congé non utilisées pourront être reportées d'une année à l'autre pendant la période de service en qualité de membre de la Mission. Les membres de la Mission auront le droit de passer ce congé dans des pays étrangers.

Article 18.

Au cas où des membres de la Mission seraient appelés à voyager en service commandé pour le Gouvernement colombien, ils recevront les indemnités journalières et indemnités de route prévues pour les officiers et hommes du même grade dans l'armée colombienne.

TITRE V. — RAPPEL ET REMPLACEMENT DES MEMBRES DE LA MISSION.

Article 19.

Les Etats-Unis pourront, si l'intérêt public l'exige, rappeler en tout temps l'un quelconque ou la totalité des membres de la Mission et les remplacer par d'autres officiers dont la nomination sera approuvée par le Gouvernement colombien, toutes les dépenses afférentes à ces changements incombant au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Si, à la demande du Gouvernement colombien, l'un quelconque des membres de la Mission est rappelé pour une raison valable, autre que la fin de ses services ou la maladie, toutes les dépenses afférentes à son retour incomberont aux Etats-Unis d'Amérique.

Article 20.

Si l'annulation du présent accord résulte d'une demande des Etats-Unis d'Amérique, toutes les dépenses afférentes au retour de la Mission et de ses effets aux Etats-Unis seront supportées par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique; s'il était mis fin à cet accord sur la demande du Gouvernement colombien ou par suite d'une guerre entre la Colombie et un gouvernement étranger ou encore en raison d'une guerre civile qui éclaterait en Colombie, le règlement des frais incombera au Gouvernement colombien.

Article 21.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent accord à Washington, District de Colombie, Etats-Unis d'Amérique, le 23 novembre 1938.

(Sceau) D. LÓPEZ PUMAREJO.

(Sceau) Sumner WELLES.

N° 4579.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET COLOMBIE

Accord relatif à la constitution d'une mission navale des États-Unis d'Amérique en Colombie. Signé à Washington, le 23 novembre 1938.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement a eu lieu le 3 juin 1939.

UNITED STATES OF AMERICA
AND COLOMBIA

Agreement concerning the Constitution of a Naval Mission from the United States of America to Colombia. Signed at Washington, November 23rd, 1938.

English and Spanish official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration took place June 3rd, 1939.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 4579. — AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF COLOMBIA CONCERNING THE CONSTITUTION OF A NAVAL MISSION FROM THE UNITED STATES OF AMERICA TO COLOMBIA. SIGNED AT WASHINGTON, NOVEMBER 23RD, 1938.

Nº 4579. — ACUERDO ENTRE LOS GOBIERNOS DE LOS ESTADOS UNIDOS DE NORTE AMERICA Y DE LA REPUBLICA DE COLOMBIA PARA CONSTITUIR UNA MISION NAVAL ESTADO-UNIDENSE EN LA REPUBLICA DE COLOMBIA. FIRMADO EN WASHINGTON, EL 23 DE NOVIEMBRE DE 1938.

In conformity with the request made by the Ambassador of the Republic of Colombia in Washington to the Secretary of State, the President of the United States of America, by virtue of the authority conferred by the Act of Congress of May 19th, 1926, entitled "An Act to authorize the President to detail officers and enlisted men of the United States Army, Navy and Marine Corps to assist the Governments of the Latin-American Republics in military and naval matters", as amended by the Act of May 14th, 1935, to include the Philippine Islands, has authorized the appointment of officers to constitute a Naval Mission to the Republic of Colombia under the conditions specified below :

De conformidad con la solicitud de su Excelencia el Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de la República de Colombia en Washington al Secretario de Estado, el Presidente de los Estados Unidos de Norte America, en virtud de la autorización conferida por la ley del Congreso de 19 de mayo de 1926 titulada « Ley que autoriza al Presidente para designar oficiales y personal activo del ejercito, marina militar y cuerpo de infantería de marina para colaborar con los Gobiernos de América Latina en asuntos militares y navales », la cual, modificada por la ley del 14 de mayo de 1932 para incluir el « Commonwealth » de las Islas Filipinas, autoriza el nombramiento de oficiales y personal activo para que se constituya una misión naval a la República de Colombia de acuerdo con las condiciones estipuladas abajo :

TITLE I. — PURPOSE AND DURATION.

Article 1.

The purpose of this Naval Mission is to cooperate in an advisory capacity with the Director General and the officers of the Colombian Navy, wherever desired in Colombia by the Ministry of War, with a view to enhancing the efficiency of the Colombian Navy.

Article 2.

This Mission shall continue for a period of four years from the date of the signing of this Agreement by the accredited representatives of

CAPITULO I. — FINES Y DURACION.

Artículo 1.

El fin de la Misión Naval aquí acordada es el de cooperar con el carácter de asesora del Director General de la Marina y los oficiales de la marina militar de Colombia, dondequiera que sea destinado por el Ministerio de Guerra, en Colombia, para lograr el mejoramiento de la armada colombiana.

Artículo 2.

Esta Misión prestará sus servicios por un período de cuatro años desde la fecha en que los Representantes autorizados de los Estados

the Governments of the United States of America and the Republic of Colombia, unless sooner terminated or extended as hereinafter provided. Any member may be detached by the United States Government after the expiration of two years' service, in which case another member will be furnished in replacement.

Article 3.

If the Government of the Republic of Colombia should desire that the services of the Mission be extended in whole or in part beyond the period stipulated, a proposal to that effect shall be made six months before the expiration of this Agreement.

Article 4.

This contract may be terminated prior to the expiration of the period of four years prescribed in Article 2, or prior to the expiration of the extension authorized in Article 3, in the following manner :

(a) By either Government, subject to three months' notice in writing to the other Government ;

(b) By the recall of the entire personnel of the Mission by the United States in the public interests of the United States ;

(c) In the case of war between the Republic of Colombia and any other nation, or in the case of civil war in the Republic of Colombia ;

(d) In case of war between the United States and any other country.

TITLE II. — COMPOSITION AND PERSONNEL.

Article 1.

This Mission will consist of a Chief of Mission of the rank of Captain or Commander on active service in the United States Navy and such other United States naval personnel as may subsequently be requested by the Ministry of War of Colombia through its authorized representative in Washington and agreed upon by the United States Navy Department.

Unidos de Norte América y la República de Colombia firmen este contrato, a menos que antes se dé por terminado o prorrogado en la manera determinada abajo. Cualquier miembro de la Misión puede ser llamado por el Gobierno de los Estados Unidos de Norte América después de dos años de servicio siempre que sea reemplazado inmediatamente.

Artículo 3.

Si el Gobierno de la República de Colombia desea que el término de la Misión se prorrogue en todo o en parte, lo propondrá así seis meses antes de la terminación de este contrato.

Artículo 4.

Este contrato puede ser rescindido antes del vencimiento del período de cuatro años establecido en el Artículo 2, o antes del vencimiento de la prórroga autorizada en el Artículo 3, de la manera siguiente :

a) Por cualquiera de los dos Gobiernos contratantes, previa notificación por escrito con tres meses de anticipación al otro Gobierno ;

b) Por el retiro de todos los miembros de la Misión por el Gobierno de los Estados Unidos de Norte América en el interés público de este Gobierno ;

c) En caso de guerra entre la República de Colombia y cualquiera otra nación, o en caso de guerra civil en la República de Colombia ;

d) En caso de guerra entre los Estados Unidos de Norte América y cualquiera otra nación.

CAPITULO II. — COMPOSICIÓN Y PERSONAL.

Artículo 1.

Esta Misión constará de un Jefe de Misión del grado de capitán de navío o de capitán de fragata en servicio activo de la marina militar de los Estados Unidos de Norte América y de los oficiales y personal activo adicional de dicha marina que pida el Ministerio de Guerra de Colombia por medio de su Representante autorizado en Washington y que sea convenido por el Departamento de Marina de los Estados Unidos de Norte América.

Article 2.

The Chief of Mission shall proceed to the Republic of Colombia as soon as practicable, following the signing of this Agreement, and report to the Minister of War for the purpose of investigating the needs of Colombia with respect to a naval mission. He will submit his recommendations to the Secretary of the Navy of the United States of America and to the Minister of War of the Republic of Colombia within ninety days after his arrival in the Republic of Colombia.

TITLE III. — DUTIES, RANK AND PRECEDENCE.

Article 1.

The duties of the Chief of Mission and of the personnel of the Mission will be determined by agreement between the United States Navy Department and the Ministry of War of the Republic of Colombia, following the receipt of the recommendations submitted by the Chief of Mission as specified in Title II, Article 2.

Article 2.

The members of the Mission will be responsible solely to the Minister of War of the Republic of Colombia through the Chief of Mission.

Article 3.

Each member of the Mission shall retain the rank he holds in the United States Navy and shall wear the uniform of his rank in the United States Navy.

Article 4.

Each member of the Mission shall be entitled to all the benefits which the Colombian Navy Regulations provide for Colombian naval officers of corresponding rank.

Article 5.

The personnel of the Mission shall be governed by the disciplinary regulations of the United States Navy.

Artículo 2.

El Jefe de la Misión saldrá para la República de Colombia cuanto antes, después de firmado este contrato y se pondrá a la orden del Ministro de Guerra de la República de Colombia para estudiar las necesidades de Colombia respecto a una misión naval y someterá su estudio y recomendaciones al Secretario de la Marina de los Estados Unidos de Norte América y al Ministro de Guerra de Colombia dentro de los noventa (90) días siguientes a su llegada a la República de Colombia.

CAPITULO III. — OBLIGACIONES, ANTIGÜEDAD Y PRECEDENCIA.

Artículo 1.

Los deberes y obligaciones del Jefe y de los demás miembros de la Misión serán determinados por acuerdo entre el Departamento de Marina de los Estados Unidos de Norte América y el Ministerio de Guerra de la República de Colombia después de recibidas las recomendaciones de que trata el Artículo 2, Capítulo 2, de este acuerdo.

Artículo 2.

El personal de la Misión responderá de sus actos únicamente al Ministro de Guerra de la República de Colombia por conducto del Jefe de Misión.

Artículo 3.

Cada miembro de la Misión guardará el grado que tiene en la marina militar de los Estados Unidos de Norte América y llevará el uniforme de su propio grado en dicha marina.

Artículo 4.

Cada persona de la Misión gozará de todas las ventajas y prerrogativas que los reglamentos de la marina militar de Colombia conceden a sus oficiales y demás personal activo del mismo grado.

Artículo 5.

El personal de la Misión estará sometido a los reglamentos disciplinarios de la marina militar de los Estados Unidos de Norte América.

TITLE IV. — COMPENSATION AND PERQUISITES.

CAPITULO IV. — REMUNERACIÓN Y VENTAJAS.

Article 1.

Each member of the Mission shall receive from the Government of the Republic of Colombia an annual net salary equal to the pay and allowances of a United States naval officer, on active service, of the same rank and length of service but exclusive of any increase authorized for duty involving flying. The said salary shall be paid in twelve equal monthly instalments in Colombian national currency computed at the highest official rate of exchange established by the Exchange Control Board or by the Bank of Colombia on the last day of each month in which due. Should any member of the Mission while so serving become qualified for promotion, he shall receive from the Government of the Republic of Colombia the pay of a United States naval officer of the rank to which he has qualified for promotion, payable from the date on which he makes his number for promotion and under the same conditions as prescribed in the preceding sentence of this Article. The said salary shall not be subject to any Colombian tax, or to tax by any political subdivision of Colombia, that is now or shall hereafter be in effect. Should there, however, be at present or during the life of this Agreement any taxes that may affect the said salaries, such taxes will be borne by the Colombian Ministry of War in order to comply with the provision stipulated above that the salaries agreed upon shall be net.

Article 2.

The compensation agreed upon in the preceding Article shall commence upon the date of departure from New York of each member of the Mission, and shall continue, following the termination of duty with the Mission, for the return voyage to New York and thereafter for the period of any accumulated leave which may be due.

Article 3.

The compensation due for the period of the return voyage and accumulated leave shall be paid a detached member prior to his departure

Artículo 1.

Cada miembro de la Misión recibirá de la República de Colombia un salario anual neto igual al salario con bonificaciones de un oficial de la marina militar de los Estados Unidos de Norte América, en servicio activo, del mismo grado y antigüedad, exclusión hecha de cualquier aumento autorizado por servicio de vuelo. Durante la vigencia de este contrato, dicho salario se pagará en doce mensualidades iguales en moneda nacional de la República de Colombia, computándose al cambio oficial más alto establecido por la Junta para el Control del Cambio o el Banco Nacional de Colombia, para el último día de cada mes en que quede pagadero. En el caso de que uno de los miembros de la Misión haya reunido los requisitos para un ascenso al grado superior durante la vigencia de este contrato, recibirá de la República de Colombia el salario de un oficial de la marina militar de los Estados de Norte América del grado a que está por ascenderse ; el consiguiente aumento de salario será pagadero desde la fecha en que quede vacante el puesto que ocupará en el escalafón y bajo las mismas condiciones estipuladas atrás. Dicho salario no estará gravado por impuesto alguno del Gobierno de la República de Colombia o impuesto de alguna subdivisión política de dicha República que esté actualmente en vigor o que se establezca en lo futuro. Si, por acaso, actualmente existen o llegan a existir durante la vigencia de este contrato, cuya exención el gobierno no pudiere conceder, tales impuestos correrán por cuenta del Ministerio de Guerra de la República de Colombia para que se cumpla con la estipulación hecha atrás de que sean netos los salarios acordados.

Artículo 2.

El goce de la remuneración convenida en el artículo anterior comenzará desde el día de salida de Nueva York de cada miembro de la Misión y continuará, después de terminados sus deberes con la Misión, hasta la llegada a Nueva York, más cualquier período de licencia acumulada al cual tenga derecho dicho miembro.

Artículo 3.

La remuneración debida por el período del viaje de regreso y licencia acumulada se le pagará al destacado antes de su salida de

from Colombia, and such payment shall be computed for travel via the shortest usually travelled sea route regardless of the route and method of travel elected by the said detached member.

Article 4.

Each member of the Mission and his family will be furnished by the Government of the Republic of Colombia with first class accommodations for travel, via the usually travelled sea route, required and performed under this contract, between New York and his official residence in Colombia both for the outward and for the return voyage. The shipment of household effects, baggage, and automobile of each member of the Mission between New York and his official residence in Colombia will be made in the same manner by the Government of the Republic of Colombia. Transportation of such household effects, baggage, and automobile for each member shall be effected in one shipment, and all subsequent shipments shall be at the expense of the respective members of the Mission except when the result of circumstances beyond their control. Payment of expenses for the transportation of families, household effects and automobiles, and of the extra compensation prescribed in Article 5, below, in the case of personnel who may join the Mission for temporary duty at the request of the Minister of War of the Republic of Colombia, shall not be required under this contract, but shall be determined by negotiations between the United States Navy Department and the authorized representative of the Ministry of War of the Republic of Colombia in Washington at such time as the detail of personnel for such temporary duty may be agreed upon.

Article 5.

An additional allowance of one month's compensation, but of not less than Two Hundred Dollars (\$200.00), shall be provided by the Government of Colombia to cover extra expenses involved in change of residence from the United States to Colombia. The same additional allowance will be paid to each member for expenses incident to change of residence from Colombia to the United States upon completion of duty with the Mission.

Colombia, y tal remuneración debe computarse a base de la ruta marítima ordinaria más corta, cualquiera que sea la ruta y modo de viajar de que se aproveche dicho destacado.

Artículo 4.

El Gobierno de la República de Colombia proporcionará a cada persona de la Misión y a su familia pasaje de primera clase para el viaje, por la ruta marítima ordinaria más corta, que sea necesario para la ejecución de este contrato, entre Nueva York y la ciudad en donde estén ubicados oficialmente en Colombia, tanto de ida como de vuelta. Los gastos de transporte del mobiliario, equipaje y automóvil entre Nueva York y el domicilio en Colombia del personal de la Misión correrán igualmente por cuenta del Gobierno de Colombia. Se efectuará el transporte del mobiliario y equipaje para cada miembro y del automóvil para cada oficial en una sola remesa y toda remesa que siga se efectuará a costa del miembro correspondiente, con excepción de remesas adicionales que resulten de circunstancias fuera del control de dicho miembro. En el caso de personal que se añada a la Misión por tiempo determinado de poca duración a solicitud del Ministerio de Guerra de la República de Colombia, el pago de los gastos para el transporte de familias, mobiliario y automóvil, y de la compensación adicional estipulada en el Artículo 5 abajo, no corresponde a la República de Colombia bajo este contrato, sino se determinará por medio de negociaciones entre el Departamento de Marina de los Estados Unidos de Norte América y el Representante debidamente autorizado del Ministerio de Guerra de la República de Colombia en Washington cuando se acuerde la designación del personal para dichos servicios.

Artículo 5.

Una bonificación adicional de un mes de remuneración, pero de no menos de doscientos dolares (\$200.00), se le otorgará por el Gobierno de la República de Colombia a cada una de las personas que integran la Misión, y será destinada a compensar los gastos extraordinarios originados por cambio de residencia desde los Estados Unidos a Colombia. Una bonificación igual se le pagará a cada miembro de la Misión para compensar los gastos extraordinarios originados por cambio de domicilio desde Colombia a los Estados Unidos al terminarse el servicio con la Misión.

Article 6.

The Government of the Republic of Colombia shall grant, upon request of the Chief of Mission, free entry for articles for the personal use of the members of the Mission and their families.

Article 7.

If the services of any member of the Mission should be terminated prior to the completion of two years' service by action of the Government of the United States of America, except in accordance with the provisions of Title I, Article 4 (*c*), the provisions of Title IV, Article 4, and Title IV, Article 5, shall not apply to the return voyage. If the services of any member of the Mission should terminate or be terminated prior to the completion of two years' service for any other reason, including those set forth in Title I, Article 4 (*c*), he shall receive from the Government of the Republic of Colombia all the compensations, emoluments, and perquisites as if he had completed two years' service, but the annual salary shall terminate as provided by Title IV, Article 2. But should the Government of the United States of America detach any member for breach of discipline, no cost of the return to the United States of such member, his family, household effects, baggage or automobile shall be borne by the Republic of Colombia nor shall the additional allowance provided in Title IV, Article 5, be paid to him.

Article 8.

Compensation for transportation and traveling expenses in the Republic of Colombia on Colombian official business shall be provided by the Government of the Republic of Colombia in accordance with Title III, Article 4 ; except for travel performed incident to the provisions of Title IV, Article 4, which will be compensated as provided in that Article.

Article 9.

If any member of the Mission, or any of his family, die in Colombia, the Government of the Republic of Colombia shall have the body transported to such place in the United States of America as the surviving members of the family may decide, but the cost to the Government of Colombia shall not exceed the cost of

Artículo 6.

El Gobierno de la República de Colombia concederá, a solicitud del Jefe de la Misión, entrada libre de artículos para el uso personal de los miembros de la Misión y sus familias.

Artículo 7.

Si el servicio de uno de los miembros de la Misión se termina por acto del Gobierno de los Estados Unidos de Norte América antes de cumplirse dos años de servicio, excepto de acuerdo con las estipulaciones del Artículo 4 *c*), del Capítulo I, las estipulaciones de los Artículos 4 y 5 del Capítulo IV, no serán aplicables para el viaje de regreso. Si el servicio de uno de los miembros de la Misión se concluye antes de terminarse dos años de servicio, por otra razón cualquiera, incluyendo lo dispuesto por el Artículo 4 *c*), del Capítulo I, él recibirá del Gobierno de la República de Colombia todas las remuneraciones, emolumentos y ventajas como si hubiera concluido dos años de servicio ; pero el salario anual se dará por terminado como se dispone por el Artículo 2 del Capítulo IV. Pero si el Gobierno de los Estados Unidos de Norte América destacare algún miembro por falta de disciplina, ninguno de los gastos del regreso a los Estados Unidos de dicho miembro ni de su familia, mobiliario, equipaje o automóvil corresponderá a la República de Colombia y no se le pagará a dicho miembro la recompensa adicional estipulada en el Artículo 5 del Capítulo IV.

Artículo 8.

La remuneración para transporte y gastos de viaje en la República de Colombia, originados por comisiones oficiales del Gobierno de Colombia, será otorgada por el dicho Gobierno de la República de Colombia de acuerdo con el Artículo 4 del Capítulo III, menos los viajes efectuados de acuerdo con el Artículo 4 del Capítulo IV, los cuales hay que compensarse conforme a dicho artículo.

Artículo 9.

Si uno de los miembros de la Misión, o cualquier miembro de su familia, llegare a fallecer en Colombia, el Gobierno de la República de Colombia tomará las medidas necesarias para que los restos mortales sean transportados al lugar de los Estados Unidos de Norte América que decidan los miembros sobrevivientes de su

transporting the remains from the place of decease to New York City. Should the deceased be a member of the Mission, his services with the Mission shall be considered to have terminated fifteen (15) days after his death, and compensations as specified in Title IV of this Agreement will be paid to the widow of the deceased or to any other person who may have been designated in writing by the deceased while serving under the terms of this contract ; provided that such widow or other person shall not be compensated for the accrued leave of the deceased ; and provided further that all compensations due under the provisions of this Article shall be paid within fifteen (15) days of the decease of the said member.

TITLE V. — REQUISITES AND CONDITIONS.

Article 1.

So long as this Agreement, or any extension thereof, is in effect, the Government of the Republic of Colombia shall not engage the services of any personnel of any other foreign Government for duties of any nature connected with the Colombian Navy, except by mutual agreement between the Government of the United States and the Republic of Colombia.

Article 2.

Each member of the Mission shall agree not to divulge or by any means disclose to any foreign Government or person whatsoever any secret or confidential matter of which he may become cognizant in any way. This requirement shall continue to be binding after termination of duty with the Mission and after the expiration or cancellation of this Agreement or any extension thereof.

Article 3.

Throughout this Agreement the term "family" shall be construed as meaning wife and dependent children.

Article 4.

Each member of the Mission shall be entitled to one month's annual leave with pay, or to a proportional part thereof with pay for any fractional part of a year. Unused portions of said leave shall be cumulative from year to year during service as a member of the Mission.

familia ; pero los gastos que correspondan a la República de Colombia no pasarán de los del transporte de los restos desde el lugar del fallecimiento hasta Nueva York. En caso de ser el fallecido un miembro de la Misión, este contrato se considerará terminado para él quince (15) días después del fallecimiento y las remuneraciones y ventajas de que se trata en el Capítulo IV de este contrato se pagarán a la viuda del fallecido o a cualquiera otra persona que el fallecido haya señalado por escrito mientras servía bajo este contrato ; siempre que tal viuda u otra persona no quedare compensada por la licencia acumulada del fallecido ; y, además, toda remuneración pagadera conforme a lo provisto por este artículo, será pagada dentro de los quince (15) días siguientes al fallecimiento.

CAPITULO V. — REQUISITOS Y CONDICIONES.

Artículo 1.

Durante la vigencia del presente contrato, el Gobierno de la República de Colombia se abstendrá de contratar los servicios de cualquier personal de otro Gobierno extranjero para el desempeño de funciones en su marina de guerra, salvo que exista un acuerdo previo entre los Gobiernos de los Estados Unidos de Norte América y el de la República de Colombia.

Artículo 2.

Cada miembro de la Misión se comprometerá a no divulgar o revelar, por medio alguno, a cualquier Gobierno o persona alguna, cualquier secreto o asunto confidencial que llegue a su conocimiento por cualquier medio. Esta promesa subsistirá aun después de terminados los servicios con la Misión y después de expirado o cancelado este contrato o cualquier prórroga.

Artículo 3.

Entiéndese para los efectos de este contrato que el vocablo « familia » lleva el significado de esposa e hijos dependientes.

Artículo 4.

Cada miembro de la Misión tendrá derecho a un mes de licencia por cada año de servicio, con goce de sueldo ; o, por cualquier fracción de un año, a la correspondiente parte fraccional de un mes, con sueldo. Las fracciones no usadas de la licencia se acumularán de año en año durante el servicio con la Misión.

Article 5.

The leave cited in the preceding Article may be spent in foreign countries. All travel time, including sea travel, shall count as leave and shall not be in addition to that authorized in the preceding Article.

Article 6.

The Government of the Republic of Colombia agrees to grant the leave specified in Article 4 of this Title upon receipt of written application approved by the Chief of Mission.

Article 7.

In case a member of the Mission becomes ill or suffers injury, he shall, at the discretion of the Chief of Mission, be placed by the Government of the Republic of Colombia in such hospital as the Chief of Mission deems suitable after consultation with the Colombian authorities, and all expenses incurred as the result of such illness while the patient is a member of the Mission and remains in Colombia shall be paid by the Government of Colombia.

Article 8.

Any member unable to perform his duties with the Mission by reason of long continued physical disability shall be replaced.

In witness whereof, the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Agreement in duplicate in English and Spanish languages, at Washington, this 23rd day of November, A. D. 1938.

(Seal) Sumner WELLES.

Artículo 5.

Podrá aprovecharse en el extranjero de la licencia citada en el artículo anterior; pero todo el tiempo utilizado en viaje durante la licencia, incluyendo el tiempo de viaje por mar, se considerará como licencia y no será adicional a lo autorizado arriba.

Artículo 6.

El Gobierno de la República de Colombia se compromete a otorgar la licencia acordada en el Artículo 4 de este Capítulo al recibir un oficio en tal sentido aprobado por el Jefe de Misión.

Artículo 7.

En caso de que un miembro de la Misión cayere enfermo o sufriendo daño físico, será trasladado por el Gobierno de la República de Colombia al hospital que el Jefe de Misión considere adecuado después de consultarse con las autoridades colombianas, y todos los gastos que resulten de tal enfermedad o daño físico, mientras el enfermo sea miembro de la Misión y quede en Colombia, serán pagados por el Gobierno de Colombia.

Artículo 8.

Cualquier miembro de la Misión que no pudiese cumplir con sus deberes por un tiempo prolongado a causa de una enfermedad o daño físico sufrido, será reemplazado.

En testimonio de lo cual, los abajo firmantes, debidamente autorizados al respecto, han firmado este contrato en duplicado en los idiomas inglés y castellano, en la ciudad de Washington, Distrito de Colombia, este 23 día de noviembre de mil novecientos treinta y ocho.

(Sello) D. LÓPEZ PUMAREJO.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State of the
United States of America :

Edward Yardley,
Director of Personnel.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4579. — ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE RELATIF A LA CONSTITUTION D'UNE MISSION NAVALE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE EN COLOMBIE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 23 NOVEMBRE 1938.

Comme suite à une requête présentée au secrétaire d'Etat par l'ambassadeur de la République de Colombie à Washington, le Président des Etats-Unis d'Amérique, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'Acte du Congrès du 19 mai 1926, portant le titre de « Loi autorisant le Président à détacher des officiers et des hommes de l'armée, de la marine et du corps des fusiliers marins des Etats-Unis auprès des gouvernements des Républiques latino-américaines pour les assister dans les questions militaires et navales », amendé par la loi du 14 mai 1935 étendant l'application dudit acte au Commonwealth des îles Philippines, a autorisé l'envoi d'officiers pour constituer une mission navale auprès de la République de Colombie dans les conditions stipulées ci-dessous :

TITRE I. — OBJET ET DURÉE.

Article premier.

La Mission navale a pour but de coopérer, à titre consultatif, avec le directeur général et les officiers de la marine colombienne, partout où le Ministère de la Guerre en exprimera le désir en Colombie, afin d'augmenter la valeur de la marine colombienne.

Article 2.

La Mission restera en activité pendant une période de quatre années à dater de la signature du présent accord par les représentants accrédités des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de la République de Colombie, à moins qu'il n'y soit mis fin plus tôt ou qu'elle ne soit prolongée ainsi qu'il est prévu plus loin. Tout membre de la Mission pourra être rappelé par le Gouvernement des Etats-Unis à l'expiration de deux années de service, auquel cas il sera remplacé par ce gouvernement.

Article 3.

Si le Gouvernement de la République de Colombie désire que les services de la Mission soient prolongés, soit en totalité, soit en partie, au delà de la période fixée, la proposition devra en être faite six mois avant l'expiration du présent accord.

Article 4.

Il pourra être mis fin au présent accord, avant l'expiration de la période de quatre ans prévue à l'article 2 ou avant l'expiration de la période de prolongation prévue à l'article 3, de la manière suivante :

- a) Par l'un ou l'autre des deux gouvernements, sous réserve d'un préavis donné par écrit trois mois à l'avance à l'autre gouvernement ;
- b) Par le rappel de tout le personnel de la Mission, décidé par les Etats-Unis dans l'intérêt public des Etats-Unis ;
- c) En cas de guerre entre la République de Colombie et toute autre nation, ou en cas de guerre civile dans la République de Colombie ;
- d) En cas de guerre entre les Etats-Unis et tout autre pays.

TITRE II. — COMPOSITION ET PERSONNEL.

Article premier.

La Mission comprendra un chef de mission, du grade de capitaine de vaisseau ou de capitaine de frégate, en service actif dans la marine des Etats-Unis, et tout autre personnel naval des Etats-Unis que pourra demander le Ministère de la Guerre de Colombie par l'intermédiaire de son représentant accrédité à Washington, avec l'agrément du Département de la Marine des Etats-Unis.

Article 2.

Le chef de la Mission se rendra dans la République de Colombie aussitôt que possible après la signature du présent accord et se présentera au ministre de la Guerre, afin d'examiner les besoins de la Colombie en ce qui concerne la Mission navale. Il soumettra ses propositions au secrétaire à la Marine des Etats-Unis d'Amérique et au ministre de la Guerre de la République de Colombie dans un délai de quatre-vingt-dix jours après son arrivée dans la République de Colombie.

TITRE III. — DEVOIRS, RANG ET PRÉSEANCE.

Article premier.

Les devoirs du chef de la Mission et du personnel de la Mission seront déterminés par accord entre le Département de la Marine des Etats-Unis et le Ministère de la Guerre de la République de Colombie, après qu'auront été formulées les propositions présentées par le chef de la Mission ainsi qu'il est spécifié au titre II, article 2.

Article 2.

Les membres de la Mission ne seront responsables que par-devant le ministre de la Guerre de la République de Colombie par l'intermédiaire du chef de la Mission.

Article 3.

Chaque membre de la Mission conservera le grade qu'il détient dans la marine des Etats-Unis et portera l'uniforme de son grade dans cette marine.

Article 4.

Chaque membre de la Mission aura droit à toutes les prestations que prévoient les règlements de la marine colombienne pour les officiers de marine colombiens du même grade.

Article 5.

Le personnel de la Mission sera soumis, au point de vue disciplinaire, aux règlements de la marine des Etats-Unis.

TITRE IV. — SOLDE ET INDEMNITÉS.

Article premier.

Chaque membre de la Mission recevra du Gouvernement de la République de Colombie une somme annuelle nette, égale à la solde et aux indemnités d'un officier de marine des Etats-Unis, en service actif, du même grade et de la même ancienneté, à l'exclusion de toute indemnité supplémentaire de vol. Le paiement en sera effectué en douze versements mensuels égaux, dans la monnaie nationale colombienne, sur la base du taux officiel de change le plus élevé, établi par le Comité de contrôle des changes ou par la Banque de Colombie le dernier jour de chaque mois auquel il sera dû. Au cas où un membre de la Mission, pendant la durée de ses services, ferait l'objet d'une promotion, il recevra du Gouvernement de la République de Colombie la solde d'un officier de marine des

Etats-Unis du grade auquel il aura été promu, à dater du jour de cette promotion et dans les conditions fixées à la phrase précédente du présent article. Cette solde ne sera assujettie à aucun impôt colombien ni à aucune taxe prélevée par une subdivision politique quelconque de Colombie qui pourrait être actuellement ou ultérieurement en vigueur. Toutefois, au cas où il existerait actuellement ou il viendrait à être créé, au cours de la validité du présent accord, des impôts de nature à modifier lesdits versements, ces impôts seront supportés par le Ministère colombien de la Guerre, par application des dispositions ci-dessus prévoyant que les soldes et indemnités stipulées seront nettes.

Article 2.

Les soldes et indemnités stipulées à l'article précédent commenceront à courir à dater du jour du départ de New-York de chaque membre de la Mission; à la fin des services auprès de la Mission, elles seront versées pendant le voyage de retour à New-York et pendant la période de congé qui n'aurait pas été prise.

Article 3.

La solde et les indemnités payables pendant le voyage de retour et le congé non pris seront versées au membre de la Mission rappelé aux Etats-Unis, avant son départ de Colombie. Le calcul en sera fait en prenant l'itinéraire maritime le plus court, sans considération de l'itinéraire et du mode de transport choisis par ledit membre.

Article 4.

Le Gouvernement de la République de Colombie fournira à chaque membre de la Mission et à sa famille le transport en première classe par l'itinéraire maritime habituel entre New-York et sa résidence officielle en Colombie, pour le voyage d'aller et retour effectué en exécution du présent engagement. Le Gouvernement colombien assurera, de la même manière, le transport des effets mobiliers, bagages et automobile de chaque membre de la Mission entre New-York et sa résidence officielle en Colombie. Le transport des effets mobiliers, bagages et automobile sera effectué, pour chaque membre, en une seule fois, toutes les expéditions ultérieures étant à la charge des membres de la Mission, sauf en cas de force majeure. Les frais de transport des familles, effets mobiliers et automobile, ainsi que les indemnités stipulées à l'article 5 ci-dessous dans le cas de personnel attaché temporairement à la Mission sur la demande du ministre de la Guerre de la République de Colombie, ne tombent pas sous l'application du présent article mais seront fixés par voie de négociations entre le Département de la Marine des Etats-Unis et le représentant accrédité du Ministère de la Guerre de la République de Colombie à Washington, au moment où l'envoi de ce personnel temporaire aura été convenu.

Article 5.

Le Gouvernement colombien versera une indemnité supplémentaire équivalant à un mois de solde, qui ne pourra être inférieure à 200 dollars, afin de couvrir les frais supplémentaires entraînés par le changement de résidence des Etats-Unis en Colombie. La même indemnité supplémentaire sera versée à chaque membre pour couvrir les dépenses entraînées par le changement de résidence de Colombie aux Etats-Unis lorsqu'il aura terminé ses services auprès de la Mission.

Article 6.

Le Gouvernement de la République de Colombie, sur la demande du chef de la Mission, autorisera l'entrée en franchise de droit de tout article destiné à l'usage personnel des membres de la Mission et de leur famille.

Article 7.

Si les services d'un membre quelconque de la Mission venaient à prendre fin avant l'expiration des deux années de service, à la suite d'une décision du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (sauf comme il est prévu aux dispositions du titre I, article 4 c), les dispositions du titre IV, articles 4 et 5, ne seront pas applicables au voyage de retour. Si les services d'un membre quelconque de la Mission venaient à se terminer avant l'expiration des deux années de service pour toute autre raison, y compris celles qui sont mentionnées au titre I, article 4 c), le Gouvernement de la

République de Colombie lui versera les soldes, indemnités et allocations comme s'il avait accompli deux années de service ; toutefois, la solde annuelle prendra fin ainsi qu'il est prévu au titre IV, article 2. Toutefois, si le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique rappelait un membre quelconque pour raison disciplinaire, la République de Colombie ne serait pas tenue de rembourser les frais de retour aux Etats-Unis de ce membre, de sa famille, de ses effets mobiliers, bagages et automobile, de même qu'elle n'aurait pas à verser l'indemnité supplémentaire prévue au titre IV, article 5.

Article 8.

Les frais de transport et les indemnités de voyage des membres de la Mission se déplaçant dans la République de Colombie, en service commandé, seront payés par le Gouvernement de la République de Colombie, conformément au titre III, article 4, sauf s'il s'agit de déplacements tombant sous le coup des dispositions du titre IV, article 4 ; dans ce cas, les indemnités versées seront celles qui sont stipulées dans ledit article.

Article 9.

Si un membre de la Mission ou un membre de sa famille venait à décéder en Colombie, le Gouvernement de la République de Colombie fera transporter le corps au lieu que les membres survivants de la famille pourront désigner aux Etats-Unis d'Amérique. Toutefois, les frais incombant au Gouvernement de Colombie ne dépasseront pas les frais de transport du lieu du décès jusqu'à la ville de New-York. Au cas où le défunt aurait été membre de la Mission, ses services auprès de la Mission seront considérés comme ayant pris fin quinze jours après sa mort, et les indemnités spécifiées au titre IV du présent accord seront versées à sa veuve ou à toute autre personne que le défunt aurait pu désigner par écrit au cours de sa période de service, en vertu du présent engagement ; toutefois, la veuve ou toute autre personne ainsi désignée ne recevra pas de compensation pour les jours de congé non utilisés du défunt ; en outre, toutes les indemnités dues en vertu des dispositions du présent article seront versées dans les quinze jours qui suivront le décès dudit membre.

TITRE V. — STIPULATIONS ET CONDITIONS DIVERSES.

Article premier.

Tant que le présent accord, ou toute prorogation de l'accord, restera en vigueur, le Gouvernement de la République de Colombie n'engagera les services d'aucun personnel appartenant à un autre gouvernement étranger pour aucun service concernant la marine colombienne, sauf s'il y a accord entre le Gouvernement des Etats-Unis et la République de Colombie.

Article 2.

Chaque membre de la Mission s'engagera à ne divulguer et à ne faire connaître par aucun moyen, à aucun gouvernement étranger ni à aucune personne étrangère, les renseignements secrets ou confidentiels qui auraient pu, d'une manière quelconque, parvenir à sa connaissance. Cet engagement restera valable, même lorsque ses devoirs auprès de la Mission auront pris fin ou après l'expiration ou l'annulation du présent accord ou de toute prorogation de cet accord.

Article 3.

Au sens du présent accord, le terme « famille » comprend la femme et les enfants à la charge des intéressés.

Article 4.

Chaque membre de la Mission aura droit à un mois de congé annuel avec solde ou à un nombre de jours de congé avec solde correspondant à la fraction de l'année pendant laquelle il aura été en service. Les jours de congé non utilisés pourront être reportés d'une année à l'autre, au cours de la période de service de l'officier auprès de la Mission.

Article 5.

Le congé mentionné à l'article précédent pourra être passé en pays étranger. La durée du voyage, y compris le voyage par mer, comptera comme congé et ne viendra pas s'ajouter au congé prévu à l'article précédent.

Article 6.

Le Gouvernement de la République de Colombie convient d'accorder le congé mentionné à l'article 4 de ce titre sur demande écrite, approuvée par le chef de la Mission.

Article 7.

Au cas où un membre de la Mission tomberait malade ou serait victime d'un accident, il pourra, à la discrétion du chef de la Mission, être envoyé par le Gouvernement de la République de Colombie à l'hôpital que le chef de la Mission considérera approprié après consultation avec les autorités colombiennes, et toutes les dépenses résultant de cette maladie, tant que le malade sera membre de la Mission et restera en Colombie, seront payées par le Gouvernement colombien.

Article 8.

Tout membre qui, par suite d'une maladie longue et continue, se trouvera dans l'impossibilité de remplir ses fonctions sera remplacé.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord en double exemplaire, en langues anglaise et espagnole, à Washington, le 23 novembre 1938.

(Sceau) D. LÓPEZ PUMAREJO.

(Sceau) Sumner WELLES.

N° 4580.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CANADA**

**Echanges de notes comportant un accord relatif
aux communications radiotélégraphiques
entre l'Alaska et la Colombie britannique.
Washington, les 9 juin, 11 et 18 juillet,
22 août, 27 septembre, 4 octobre, 16 novem-
bre et 20 décembre 1938.**

*Texte officiel anglais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement a
eu lieu le 3 juin 1939.*

**UNITED STATES OF AMERICA
AND CANADA**

**Exchanges of Notes constituting an Agreement
concerning Radio Communications between
Alaska and British Columbia. Washington,
June 9th, July 11th and 18th, August 22nd,
September 27th, October 4th, November
16th and December 20th, 1938.**

*English official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration
took place June 3rd, 1939.*

No. 4580. — EXCHANGES OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOVERNMENT OF CANADA CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING RADIO COMMUNICATIONS BETWEEN ALASKA AND BRITISH COLUMBIA. WASHINGTON, JUNE 9TH, JULY 11TH AND 18TH, AUGUST 22ND, SEPTEMBER 27TH, OCTOBER 4TH, NOVEMBER 16TH AND DECEMBER 20TH, 1938.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

SIR,

WASHINGTON, *June 9th, 1938.*

I have the honor to inform you of the desire of the Polaris-Taku Mining Company, Limited, to establish radio communication between its privately-owned radio station in the Province of British Columbia, Canada, and the station of the Alaska Communication System at Juneau, Alaska, for the exchange of traffic pertaining to weather and flying conditions and emergency medical assistance. In view of the nature of the messages sought to be exchanged the War Department of the United States approves the establishment of the proposed circuit.

I accordingly inquire whether the Government of Canada is prepared to authorize the suggested radio connection, omitting ordinary commercial traffic, between stations of the Alaska Communication System and radio stations located in Canada. If such approval is given by your Government it is suggested that provision be made for the modification of the details of arrangements with respect to the class of traffic handled, subject to the approval of the Secretary of War of the United States and a designated official of the Government of Canada.

It is also proposed that the arrangement provide for the operation and administration of the affected radio channels subject to the following conditions which are understood to be in accordance with the procedure and practice applicable to similar channels now in operation :

(a) Radio traffic will be exchanged in accordance with the regular operating procedure of the Alaska Communication System and of the radio stations in the Dominion of Canada, provided that in cases where the operating procedure applicable to one station is in conflict with the operating procedure of the station with which radio traffic is exchanged, the differences will be administratively adjusted by cooperation between the chief operators of the stations involved.

(b) The establishment of operating schedules between any two stations authorized to exchange radio traffic will be such as may be agreed upon between the Officer in Charge, Alaska Communication System, Seattle, Washington, and the administrative official in charge of the operation of the radio station with which such radio schedules are established.

(c) The charges made by the Alaska Communication System on local traffic between the local radio station of the Alaska Communication System and any radio station in the Dominion of Canada with which arrangements are made for the exchange of traffic will be in accordance with duly established tariffs applicable to such service.

(d) The division of tolls between the participating radio stations will be made on the basis of the tolls accruing to each in accordance with applicable tariffs, and settle-

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4580. — ÉCHANGES DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DU CANADA COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AUX COMMUNICATIONS RADIOTÉLÉGRAPHIQUES ENTRE L'ALASKA ET LA COLOMBIE BRITANNIQUE. WASHINGTON, LES 9 JUIN, 11 ET 18 JUILLET, 22 AOÛT, 27 SEPTEMBRE, 4 OCTOBRE, 16 NOVEMBRE ET 20 DÉCEMBRE 1938.

I.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MONSIEUR LE MINISTRE,

WASHINGTON, le 9 juin 1938.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la Polaris-Taku Mining Company, Limited, désire établir des communications radiotélégraphiques entre sa station radiotélégraphique privée, située dans la Province de Colombie britannique, Canada, et la station de l'Alaska Communication System à Juneau, Alaska, en vue de l'échange de communications concernant la météorologie, les conditions de navigabilité aérienne ainsi que les demandes urgentes d'assistance médicale. En raison de la nature des messages dont l'échange est désiré, le Département de la Guerre des États-Unis approuve l'établissement du circuit proposé.

J'ai donc l'honneur de vous demander si le Gouvernement du Canada est disposé à autoriser la liaison radiotélégraphique proposée, à l'exclusion de tout trafic commercial ordinaire, entre les stations de l'Alaska Communication System et les stations radiotélégraphiques sises au Canada. Si votre gouvernement approuve cette proposition, des dispositions pourraient être prises en vue de modifier le détail des arrangements ayant trait à la nature du trafic effectué, sous réserve de l'approbation du secrétaire à la Guerre des États-Unis et d'un fonctionnaire spécialement désigné à cet effet par le Gouvernement du Canada.

Il est également proposé que l'arrangement prévoie le fonctionnement et l'administration des voies radiotélégraphiques intéressées, sous réserve des conditions ci-après, qui sont jugées conformes à la procédure et à la pratique en usage en ce qui concerne les voies analogues utilisées actuellement :

a) Les communications radiotélégraphiques seront échangées conformément à la procédure régulièrement employée par l'Alaska Communication System et les stations radiotélégraphiques du Dominion du Canada ; il est, toutefois, entendu que, lorsque la procédure applicable à une station est contraire à celle de la station avec laquelle les communications radiotélégraphiques sont échangées, les divergences seront conciliées par la voie administrative, d'un commun accord entre les opérateurs en chef des stations en question.

b) Les tableaux concernant les transmissions entre deux stations autorisées à échanger des communications radiotélégraphiques seront fixés d'un commun accord entre le directeur de l'Alaska Communication System, Seattle, Washington, et le fonctionnaire administratif dirigeant la station radioélectrique avec laquelle doivent être échangées les communications en question.

c) Les redevances perçues par l'Alaska Communication System au titre du trafic local entre la station radiotélégraphique locale de l'Alaska Communication System et toute station radiotélégraphique du Dominion du Canada avec laquelle des arrangements sont conclus pour un échange de trafic, seront conformes aux tarifs, dûment établis, s'appliquant à ce service.

d) La répartition des taxes entre les stations radiotélégraphiques participantes s'effectuera sur la base des taxes revenant à chacune d'elles en vertu des tarifs appli-

ment of accounts will be made by the Auditor for the Alaska Communication System, Seattle, Washington, at such intervals as may be agreed upon and in the same manner as settlement is made under similar conditions for commercial radio traffic between stations of the Alaska Communication System and other radio stations.

(e) Arrangements for the exchange of radio traffic between stations of the Alaska Communication System and radio stations located in the Dominion of Canada shall not be extended to provide for the forwarding of drafts or money orders.

It should be observed that it is not intended that this proposed arrangement shall in any way contravene the provisions of the United States-Canadian regional arrangement governing the use of radio for aeronautical services, which was negotiated at a conference in Washington in January 1938 and which is now before your Government for study.

It is suggested that the contemplated service be authorized to commence at any time after the conclusion of this understanding by exchange of notes and that either Party may withdraw from the arrangement by giving six months' notice in writing to the other Party, at which time the arrangement shall be deemed to have terminated. In this connection, however, it should be borne in mind that the terms of this arrangement shall be within the scope of the existing International Telecommunication Convention and the annexed Regulations to which both Parties hereto may have adhered.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable

Sir Herbert Marler, P.C., K.C.M.G., Minister of Canada.

CANADIAN LEGATION.

II.

No. 160.

SIR,

WASHINGTON, July 11th, 1938.

I have the honour to refer to your note of June 9th, 1938, concerning the desire of the Polaris-Taku Mining Company Limited to establish radio communication between its privately-owned radio station in the Province of British Columbia and the station of the Alaska Communications System at Juneau, Alaska, for the exchange of traffic pertaining to weather and flying conditions and emergency medical assistance.

It appears that the Polaris-Taku Mining Company Limited is at present licensed to operate a radio station at its mine seven miles northwest of Tulsequah, British Columbia, call sign CY31, for radio-telephone communication on the frequencies 2060 and 5720 kilocycles with the Department of Public Works, Telegraph Service, radio stations at Telegraph Creek, British Columbia, and Hazelton, British Columbia, only.

On the condition that the proposed radio communication between Tulsequah, British Columbia, and Juneau, Alaska, will be strictly limited to the exchange of traffic pertaining to weather and flying conditions and emergency medical assistance only, and in view of the fact that the proposed circuit has been approved by the War Department of the United States, the Canadian Government through the Department of Transport will be prepared to authorize the Polaris-Taku Mining Co. Ltd. radio station to communicate with the Juneau, Alaska, station subject to the conditions (a) (b) (c) (d) (e) outlined in your note of June 9th and subject also to the further conditions set forth in the last two paragraphs of the same communication.

I have the honour to be with the highest consideration, Sir, your most obedient humble servant,

Herbert M. MARLER.

The Hon. Cordell Hull,

Secretary of State of the United States, Washington, D. C.

cables, et le décompte sera établi par le vérificateur aux comptes de l'Alaska Communication System, Seattle, Washington, à des intervalles arrêtés d'un commun accord et selon la procédure adoptée dans des conditions analogues en ce qui concerne le trafic radiotélégraphique commercial entre des stations de l'Alaska Communication System et les autres stations radiotélégraphiques.

e) Les arrangements visant l'échange de communications radiotélégraphiques entre les stations de l'Alaska Communication System et les stations radiotélégraphiques sises dans le Dominion du Canada, ne seront pas étendus de manière à inclure la transmission de traites ou de mandats.

Il y a lieu de faire observer que l'arrangement proposé ne doit nullement contrevenir aux dispositions de l'arrangement régional entre les Etats-Unis et le Canada au sujet de l'utilisation de la radio pour les services aéronautiques, qui a été négocié lors d'une conférence tenue à Washington en janvier 1938 et que votre gouvernement étudie actuellement.

Le Gouvernement des Etats-Unis propose que le service envisagé soit autorisé à fonctionner à n'importe quel moment après la conclusion du présent arrangement par voie d'échange de notes et que chacune des deux Parties ait la faculté d'y mettre fin en adressant à l'autre Partie un préavis de six mois, à l'expiration duquel l'arrangement sera considéré comme étant venu à expiration. A cet égard, il convient, toutefois, de ne pas perdre de vue que les termes du présent arrangement resteront dans le cadre de la Convention internationale existant en matière de télécommunications ainsi que des règlements y annexés, auxquels les deux Parties à cette convention pourront avoir donné leur adhésion.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'honorable sir Herbert Marler, P.C., K.C.M.G., Ministre du Canada.

LÉGATION DU CANADA.

II.

N° 160.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

WASHINGTON, le 11 juillet 1938.

J'ai l'honneur de me référer à votre note du 9 juin 1938 concernant le désir exprimé par la Polaris-Taku Mining Company Limited d'établir des communications radiotélégraphiques entre ses stations privées sises dans la Province de Colombie britannique et la station de l'Alaska Communication System de Juneau, Alaska, en vue de l'échange de communications concernant la météorologie, les conditions de navigabilité aérienne ainsi que les demandes urgentes d'assistance médicale.

La Polaris-Taku Mining Company Limited est actuellement autorisée à exploiter une station radiotélégraphique à sa mine située à sept milles au nord-ouest de Tulsequah, Colombie britannique, indicatif CY 31, en vue de l'échange de communications radiotéléphoniques sur fréquences de 2060 et 5720 kilocycles, uniquement avec les stations radiotélégraphiques du service télégraphique du Département des Travaux publics de Telegraph Creek, Colombie britannique, et de Hazelton, Colombie britannique.

A la condition que les communications radiotélégraphiques proposées entre Tulsequah, Colombie britannique, et Juneau, Alaska, ne porteront strictement que sur l'échange de communications concernant la météorologie, les conditions de navigabilité aérienne, ainsi que sur les demandes urgentes d'assistance médicale, et étant donné que le circuit proposé a été approuvé par le Département de la Guerre des Etats-Unis, le Gouvernement canadien, par l'intermédiaire du Département des Transports, sera disposé à autoriser la station radiotélégraphique de la Polaris-Taku Mining Company Ltd. à communiquer avec la station de Juneau, Alaska, aux conditions a), b), c), d), e) indiquées dans votre note du 9 juin et sous réserve également des autres conditions énoncées dans les deux derniers alinéas de ladite note.

Veuillez agréer, etc.

Herbert M. MARLER.

L'honorable Cordell Hull,

Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Washington, D. C.

III.

DEPARTMENT OF STATE.

SIR,

WASHINGTON, *July 18th, 1938.*

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 160 of July 11th, 1938, concerning the desire of the Polaris-Taku Mining Company, Limited, to establish radio communication between its privately-owned radio station in the Province of British Columbia, Canada, and the station of the Alaska Communication System at Juneau, Alaska, for the exchange of traffic pertaining to weather and flying conditions and emergency medical assistance. I am happy to note that your Government will be prepared to authorize the Polaris-Taku Mining Company, Limited, radio station to communicate with the Juneau, Alaska, station subject to conditions (a), (b), (c), (d), and (e) outlined in my note of June 9th and subject also to the further conditions set forth in the last two paragraphs of the same communication.

In transmitting a copy of your note under acknowledgment to the War Department, the Department stated that it was suggesting to your Government that the Agreement in question come into force on August 1st, 1938. I shall appreciate it, therefore, if you will be good enough to inform me whether the date of August 1st, 1938, is agreeable to your Government.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State :

R. WALTON MOORE.

The Honorable
Sir Herbert Marler, P.C., K.C.M.G.,
Minister of Canada.

IV.

CANADIAN LEGATION.

No. 195.

SIR,

WASHINGTON, *August 22nd, 1938.*

I have the honour to refer to your note of July 18th, 1938, and previous correspondence concerning the proposed Agreement under which the Polaris-Taku Mining Company, Limited, would establish radio communication between its privately-owned station in the Province of British Columbia and the station of the Alaska Communications System at Juneau, Alaska, for the exchange of traffic pertaining to weather and flying conditions and emergency medical assistance. You enquired whether the date of August 1st, 1938, would be agreeable to the Canadian Government as the date on which the Agreement in question should come into force.

I am instructed to inform you that the Agreement is satisfactory to the competent authorities of Canada and it is understood that it is in force as of August 1st, 1938, according to the terms set out in previous correspondence.

I have the honour to be with the highest consideration, Sir, your most obedient humble servant,

Herbert M. MARLER.

The Honourable Cordell Hull,
Secretary of State of the United States,
Washington, D. C.

III.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MONSIEUR LE MINISTRE,

WASHINGTON, le 18 juillet 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 160 du 11 juillet 1938 concernant le désir exprimé par la Polaris-Taku Mining Company, Limited, d'établir des communications radiotélégraphiques entre sa station radiotélégraphique privée sise dans la province de Colombie britannique, Canada, et la station de l'Alaska Communication System, à Juneau, Alaska, en vue de l'échange de communications concernant la météorologie, les conditions de navigabilité aérienne ainsi que les demandes urgentes d'assistance médicale. Je suis heureux de constater que votre gouvernement est disposé à autoriser la station radiotélégraphique de la Polaris-Taku Mining Company, Limited, à communiquer avec la station de Juneau, Alaska, sous réserve des conditions a), b), c), d) et e) indiquées dans ma note du 9 juin et sous réserve également des autres conditions énoncées dans les deux derniers alinéas de ladite note.

En transmettant au Département de la Guerre copie de votre note dont il accuse réception, le Département d'Etat a indiqué qu'il proposait à votre gouvernement de mettre l'accord en question en vigueur à la date du 1^{er} août 1938. En conséquence, je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir si la date du 1^{er} août 1938 convient à votre gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :

R. Walton MOORE.

L'honorable sir Herbert Marler, P.C., K.C.M.G.,
Ministre du Canada.

IV.

LÉGATION DU CANADA.

N° 195.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 22 août 1938.

J'ai l'honneur de me référer à votre note du 18 juillet 1938, ainsi qu'à la correspondance antérieure concernant l'accord proposé, en vertu duquel la Polaris-Taku Mining Company, Limited, établirait des communications radiotélégraphiques entre sa station privée, sise dans la province de Colombie britannique, et la station de l'Alaska Communication System de Juneau, Alaska, en vue de l'échange de communications concernant la météorologie, les conditions de navigabilité aérienne et les demandes urgentes d'assistance médicale. Vous m'avez demandé si le Gouvernement du Canada accepterait que l'accord en question entre en vigueur à la date du 1^{er} août 1938.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que cet accord donne satisfaction aux autorités compétentes du Canada et qu'il est entendu qu'il entrera en vigueur à partir du 1^{er} août 1938, conformément aux conditions indiquées dans la correspondance antérieure.

Veuillez agréer, etc.

Herbert M. MARLER.

L'honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis,
Washington, D. C.

V.

CANADIAN LEGATION.

No. 232.

SIR,

WASHINGTON, *September 27th, 1938.*

I have the honour to refer to my despatch No. 195 of August 22nd and to previous correspondence concerning the Agreement under which the Polaris-Taku Mining Company Limited established radio communications between its privately-owned station in the Province of British Columbia and the station of the Alaska Communications System at Juneau, Alaska, for the exchange of traffic pertaining to weather and flying conditions and emergency and medical assistance.

I am now instructed to call to your attention that the Department of Transport state that while the Polaris-Taku Mining Company have clearly specified the classes of message they desire to exchange between their station at Tulsequah, British Columbia, and the Juneau station of the Alaska Communications System, representations received by the Department from the legal agents of the Company state that messages following the normal routing of commercial traffic between these stations are subject to serious delay and they now request authority to handle any class of local message between Tulsequah and Juneau direct.

In view of this request the Department of Transport approached the Government Telegraph Service of the Department of Public Works with a view to eliminating the difficulties experienced in the service between Tulsequah and Juneau, and the following proposals have now been submitted in this connection by the Government Telegraph Service. These proposals—it is understood—have been approved by the legal agents of the Polaris-Taku Mining Company at Vancouver.

(1) All commercial traffic between Juneau and Tulsequah should be routed in future via Atlin instead of via Telegraph Creek, Wrangell, Seattle and Juneau, which is the present route for such traffic. The Canadian Government station at Atlin is much more powerful than the Telegraph Creek station and it is considered to be better located to work with Juneau and Tulsequah than is Telegraph Creek. It is proposed that this Tulsequah-Atlin-Juneau schedule should be worked every two hours during the day.

It is understood that it would be necessary to obtain permission from the Chief Signal Officer, United States Army, to establish this proposed communication between the station of the Alaska Communications System at Juneau and the station of the Government Telegraph Service at Atlin in order to handle Tulsequah business with Juneau.

(2) The Government Telegraph Service state that they are prepared in connection with the Sunday and holiday service to accede to the wishes of the Polaris-Taku Mining Company that the Tulsequah station should communicate direct with Juneau as is the present practice in the handling of weather reports and emergency medical assistance.

The Department of Transport state that they have no objection to the extension of this service between Tulsequah and Juneau on the basis of the proposals of the Government Telegraph Service as outlined above.

I should be glad to be informed whether this proposed arrangement would meet with the approval of the interested authorities of the United States Government.

I have the honour to be with the highest consideration, Sir, your most obedient humble servant,

W. A. RIDDELL,
For the Minister.

The Hon. Cordell Hull,
Secretary of State of the United States,
Washington, D. C.

V.

LÉGATION DU CANADA.

N° 232.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 27 septembre 1938.

J'ai l'honneur de me référer à ma note N° 195 du 22 août, ainsi qu'à la correspondance antérieure concernant l'accord en vertu duquel la Polaris-Taku Mining Company Limited a établi des communications radiotélégraphiques entre sa station privée, sise dans la province de Colombie britannique, et la station de l'Alaska Communication System de Juneau, Alaska, en vue de l'échange de communications concernant la météorologie, les conditions de navigabilité aérienne et les demandes urgentes d'assistance médicale.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous signaler que le Département des Transports constate que la Polaris-Taku Mining Company a nettement spécifié les catégories de messages qu'elle désire échanger entre sa station de Tulsequah, Colombie britannique, et la station de Juneau de l'Alaska Communication System, mais que des représentations adressées au Département par les représentants légaux de la Compagnie exposent que les messages acheminés par la voie normale du trafic commercial entre ces stations subissent de sérieux retards et que la Compagnie demande à présent l'autorisation de transmettre directement les messages locaux de toute catégorie entre Tulsequah et Juneau.

A la suite de cette demande, le Département des Transports a fait une démarche auprès du Service télégraphique gouvernemental du Département des Travaux publics en vue de la suppression des difficultés auxquelles se heurte le service entre Tulsequah et Juneau, et le Service télégraphique gouvernemental a formulé les propositions ci-après. D'après les informations reçues, ces propositions ont été approuvées par les représentants légaux de la Polaris-Taku Mining Company, à Vancouver.

1. Tous les messages commerciaux entre Juneau et Tulsequah seraient dorénavant acheminés *via* Atlin et non pas *via* Telegraph Creek, Wrangell, Seattle et Juneau, qui est actuellement la voie d'acheminement de ces messages. La station du Gouvernement canadien d'Atlin est beaucoup plus puissante que la station de Telegraph Creek, et, pour correspondre avec Juneau et Tulsequah, elle est considérée comme mieux située que Telegraph Creek. Nous proposons que les transmissions Tulsequah-Atlin-Juneau s'effectuent toutes les deux heures pendant la journée.

Il serait nécessaire d'obtenir du commandant du Service de liaison de l'armée des Etats-Unis l'autorisation d'établir cette communication proposée entre la station de l'Alaska Communication System de Juneau et la Station du Service télégraphique gouvernemental d'Atlin, afin de transmettre les messages entre Tulsequah et Juneau.

2. Le Service télégraphique gouvernemental se déclare disposé, en ce qui concerne le service des dimanches et jours fériés, à donner suite au désir de la Polaris-Taku Mining Company que la station de Tulsequah communique directement avec Juneau, comme cela se fait à présent pour les rapports météorologiques et les demandes urgentes d'assistance médicale.

Le Département des Transports fait savoir qu'il n'a pas d'objection à formuler au sujet de l'extension de ce service entre Tulsequah et Juneau sur la base des propositions précitées du Service télégraphique gouvernemental.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître si cette proposition est approuvée par les autorités intéressées du Gouvernement des Etats-Unis.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre :
W. A. RIDDELL.

L'honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis,
Washington, D. C.

VI.

DEPARTMENT OF STATE.

SIR,

WASHINGTON, *October 4th, 1938.*

I have the honor to acknowledge the receipt of a note from your Legation, No. 232 of September 27th, 1938, in regard to the amplification of the former Agreement concerning the transmission of meteorological and other emergency radio messages between the station of the Polaris-Taku Mining Company, Limited, and the station of the Alaska Communications System at Juneau.

It is understood that the proposed amplification comprehends the following :

1. That all commercial traffic between Juneau and Tulsequah, the station of the Polaris-Taku Mining Company, shall be routed in the future via Atlin instead of via Telegraph Creek, Wrangell, Seattle, and Juneau, the present route for such traffic.

2. In connection with Sunday and holiday service, direct communication between the Tulsequah station and Juneau following the present practice in the handling of weather reports and messages regarding emergency medical assistance.

The suggestion in the note under acknowledgment is being brought to the attention of the appropriate authorities of this Government for their consideration and such comments as they may find it desirable to submit. I shall communicate with you further as soon as a statement of their views has been received.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State :
G. S. MESSERSMITH.

The Honorable

Sir Herbert Marler, P.C., K.C.M.G., Minister of Canada.

VII.

DEPARTMENT OF STATE.

SIR,

WASHINGTON, *November 16th, 1938.*

I have the honor to refer to your Legation's note No. 232 of September 27th, 1938, and my reply of October 4th, 1938, outlining an amplification of the arrangement for the transmission of meteorological and other emergency radio messages between the station of the Polaris-Taku Mining Company, Limited, and the station of the Alaska Communication System at Juneau.

Upon the recommendation of the appropriate authorities of this Government I have the honor to inform you of its acceptance of the suggestions contained in your note of September 27th, 1938.

It has been further suggested that the arrangement provide for the direct handling of commercial traffic between Tulsequah and Juneau at all times when the radio station at Atlin is closed or otherwise inoperative so as to permit the handling of urgent commercial traffic when the Atlin station is closed at the end of the business day as well as on Sundays and holidays.

It has also been recommended that this circuit be made available for the handling of other radio traffic between the Alaska Communication System and radio stations under the control of the Government Telegraph Service of the Canadian Department of Public Works in accordance with practices applicable to the exchange of traffic between stations of the Alaska Communication System at Fairbanks, Wrangell, and Ketchikan and stations of the Canadian Government at Dawson, Telegraph Creek, and Digby Island, respectively.

VI.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MONSIEUR LE MINISTRE,

WASHINGTON, le 4 octobre 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de votre légation N° 232, en date du 27 septembre 1938, concernant l'élargissement de l'accord antérieur ayant trait à la transmission des messages radiotélégraphiques météorologiques et autres messages urgents entre la station de la Polaris-Taku Mining Company, Limited, et la station de l'Alaska Communication System de Juneau.

Il est entendu que l'extension proposée porte sur les points suivants :

1. Tous les messages commerciaux entre Juneau et Tulsequah, station de la Polaris-Taku Mining Company, seront dorénavant acheminés *via* Atlin, et non plus *via* Telegraph Creek, Wrangell, Seattle et Juneau, qui est actuellement la voie d'acheminement de ces messages.

2. En ce qui concerne le service des dimanches et jours fériés, il y aura communication directe entre la station de Tulsequah et Juneau, conformément à la pratique actuellement suivie pour la transmission des rapports météorologiques et des messages concernant les demandes urgentes d'assistance médicale.

La proposition contenue dans la note dont le Département d'Etat accuse réception est soumise aux autorités compétentes du Gouvernement des Etats-Unis, qui l'examineront et présenteront telles observations qu'elles jugeront utile de formuler. Je vous adresserai une communication à ce sujet dès que ces autorités m'auront fait connaître leur opinion.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :

G. S. MESSERSMITH.

L'honorable sir Herbert Marler, P.C., K.C.M.G., Ministre du Canada.

VII.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MONSIEUR LE MINISTRE,

WASHINGTON, le 16 novembre 1938.

J'ai l'honneur de me référer à la note de votre Légation N° 232, en date du 27 septembre 1938, ainsi qu'à ma réponse du 4 octobre 1938, concernant une extension de l'arrangement en vue de la transmission de messages radiotélégraphiques météorologiques et autres messages urgents entre la station de la Polaris-Taku Mining Company Limited et la station de l'Alaska Communication System de Juneau.

Sur la recommandation des autorités compétentes du Gouvernement des Etats-Unis, j'ai l'honneur de vous faire connaître que ce dernier accepte les propositions figurant dans votre note du 27 septembre 1938.

Il a été, en outre, proposé que l'arrangement prévoit la transmission directe des communications commerciales entre Tulsequah et Juneau toutes les fois que la station radiotélégraphique d'Atlin sera fermée ou ne fonctionnera pas pour d'autres raisons, de manière à permettre la transmission des messages commerciaux urgents lorsque la station d'Atlin est fermée à la fin des jours ouvrables, ainsi que les dimanches et jours fériés.

Il a été également recommandé que ce circuit soit disponible pour la transmission d'autres communications radiotélégraphiques entre l'Alaska Communication System et les stations radiotélégraphiques placées sous l'autorité du Service télégraphique gouvernemental du Département des Travaux publics du Canada, conformément aux pratiques suivies en matière d'échange de communications entre les stations de l'Alaska Communication System à Fairbanks, Wrangell et Ketchikan et les stations du Gouvernement canadien de Dawson, Telegraph Creek et Digby Island respectivement.

I shall be glad to be informed of the views of your Government with respect to these additional recommendations in order that, if it concurs in them, they may be made effective by this exchange of notes.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State :
G. S. MESSERSMITH.

The Honorable
Sir Herbert Marler, P.C., K.C.M.G., Minister of Canada.

VIII.

CANADIAN LEGATION.

No 302.

SIR,

WASHINGTON, *December 20th, 1938.*

I have the honour to refer to your note of November 16th outlining certain additional recommendations with regard to the proposed amplification of the arrangement for the transmission of meteorological and other emergency radio messages between the station of the Polaris-Taku Mining Company Limited and the station of the Alaska Communications System at Juneau.

I have now the honour to inform you that the Canadian Government, after consultation with the appropriate authorities, have decided upon the acceptance of the recommendations outlined in your note of November 16th.

The Polaris-Taku Mining Company Limited have now therefore been informed that the Department of Transport have no objection to the suggested arrangement to provide for the direct handling of commercial traffic between Tulsequah and Juneau at all times when the radio station at Atlin is closed or otherwise inoperative so as to permit the handling of urgent commercial traffic when the Atlin station is closed at the end of the business day as well as on Sundays and holidays.

With regard to the further suggestion of your Government that the Atlin-Juneau channel should be used as a transfer medium for traffic between the Alaska Communications System and the stations in Northern British Columbia and the Yukon Territory operated by the Department of Transport, it is agreed that the proposed direct transfer at Juneau would be more satisfactory than the present arrangement over the White Pass and Yukon land lines, and the Government Telegraph Service, Department of Public Works, have been requested to proceed to make suitable arrangements with officials of the Alaska Communications System for putting this recommendation into practice.

I have the honour to be with the highest consideration, Sir, your most obedient humble servant,

W. A. RIDDELL,
For the Minister.

The Hon. Sumner Welles,
Acting Secretary of State of the United States,
Washington, D. C.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in the sole language in which it was signed.

For the Secretary
of State of the United States of America :
Edward Yardley,
Director of Personnel.

Je serais heureux de connaître l'opinion de votre gouvernement au sujet de ces recommandations additionnelles afin que, s'il leur donne son assentiment, elles puissent prendre effet en vertu du présent échange de notes.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
G. S. MESSERSMITH.

L'honorable sir Herbert Marler, P.C., K.C.M.G., Ministre du Canada.

VIII.

LÉGATION DU CANADA.

N° 302.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

WASHINGTON, le 20 décembre 1938.

J'ai l'honneur de me référer à votre note du 16 novembre indiquant certaines recommandations additionnelles au sujet de l'extension proposée de l'arrangement visant la transmission de messages radiotélégraphiques météorologiques et autres messages urgents entre la station de la Polaris-Taku Mining Company Limited et la station de Juneau de l'Alaska Communication System.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement canadien, après avoir consulté les autorités compétentes, a décidé d'accepter les recommandations figurant dans votre note du 16 novembre.

En conséquence, la Polaris-Taku Mining Company Limited a été avisée que le Département des Transports n'a pas d'objection à formuler contre l'arrangement proposé, visant la transmission directe de messages commerciaux entre Tulsequah et Juneau toutes les fois que la station radiotélégraphique d'Atlin sera fermée ou ne fonctionnera pas pour d'autres raisons, de manière à permettre la transmission de communications commerciales urgentes lorsque la station d'Atlin est fermée à la fin des jours ouvrables, ainsi que les dimanches et jours fériés.

En ce qui concerne l'autre suggestion de votre gouvernement proposant que la voie Atlin-Juneau soit utilisée comme relais pour les transmissions entre l'Alaska Communication System et les stations de la Colombie britannique du Nord et du Territoire du Yukon, administrées par le Département des Transports, il est convenu que le relais direct à Juneau qui est envisagé serait préférable à l'acheminement actuel par les lignes terrestres de la White Pass et du Yukon; le Service télégraphique gouvernemental du Département des Travaux publics a été invité à prendre avec les fonctionnaires de l'Alaska Communication System, les dispositions appropriées en vue de donner effet à cette recommandation.

Veillez agréer, etc.

Pour le Ministre :
W. A. RIDDELL.

L'honorable Sumner Welles,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis p. i.,
Washington, D. C.

N° 4581.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ILES FIDJI

Arrangement relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Washington, le 15 novembre 1938, et à Suva, le 10 janvier 1939.

Texte officiel anglais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 3 juin 1939.

UNITED STATES OF AMERICA
AND FIJI

Parcel Post Agreement, and Regulations of Execution annexed thereto. Signed at Washington, November 15th, 1938, and at Suva, January 10th, 1939.

English official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place June 3rd, 1939.

No. 4581. — PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATIONS OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE COLONY OF FIJI. SIGNED AT WASHINGTON, NOVEMBER 15TH, 1938, AND AT SUVA, JANUARY 10TH, 1939.

The undersigned have by mutual consent drawn up the following Agreement :

Article I. — OBJECT OF THE AGREEMENT.

Between the Postal Administration of the United States of America (including Alaska, Puerto Rico, the Virgin Islands, Guam, Samoa, and Hawaii) on the one hand, and the Postal Administration of the Colony of Fiji on the other hand, there may be exchanged, under the denomination of parcel post, parcels up to the maximum weight and the maximum dimensions indicated in the Regulations of Execution.

Article II. — TRANSIT PARCELS.

1. Each Postal Administration guarantees the right of transit through its service, to or from any country with which it has parcel-post communication, of parcels originating in or addressed for delivery in the service of the other contracting Postal Administration.

2. Each Postal Administration shall inform the other to which countries parcels may be sent through it as intermediary, and the amount of the charges due it therefor, as well as other conditions.

3. To be accepted for onward transmission, parcels sent by one of the contracting Postal Administrations through the service of the other Postal Administration must comply with the conditions prescribed from time to time by the intermediary Postal Administration.

Article III. — PREPAYMENT OF POSTAGE AND FEES.

1. The Postal Administration of origin is entitled to collect from the sender of each parcel the postage and the fees for requests for information as to the disposal of a parcel made after it has been posted that may from time to time be prescribed by its regulations.

2. Except in the case of returned or redirected parcels, prepayment of the postage and the fees mentioned in the preceding section is compulsory.

Article IV. — PREPARATION OF PARCELS.

Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey and the protection of the contents as set forth in the Regulations of Execution.

Article V. — PROHIBITIONS.

1. The following articles are prohibited transmission by parcel post :

(a) A letter or a communication having the nature of a letter. Nevertheless, it is permitted to enclose in a parcel an open invoice, confined to the particulars which constitute an invoice, and also a simple copy of the address of the parcel, with mention of the address of the sender.

(b) An enclosure which bears an address different from that placed on the cover of the parcel.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4581. — ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LES ADMINISTRATIONS POSTALES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET DE LA COLONIE DES ILES FIDJI. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 15 NOVEMBRE 1938, ET A SUVA, LE 10 JANVIER 1939.

Les soussignés ont, d'un commun accord, établi l'arrangement ci-dessous :

Article premier. — OBJET DE L'ARRANGEMENT.

Il peut être échangé entre l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique (y compris l'Alaska, Porto-Rico, les îles Vierges, Guam, Samoa et Hawaï), d'une part, et l'Administration postale de la Colonie des îles Fidji, d'autre part, sous la dénomination de colis postaux, des colis dont le poids et les dimensions ne devront pas dépasser le maximum fixé dans le règlement d'exécution.

Article II. — COLIS EN TRANSIT.

1. Chaque administration postale garantit le droit de transit par l'intermédiaire de son service, à destination ou en provenance de tout pays avec lequel elle échange des colis postaux, de colis dont le lieu d'origine ou de destination est situé dans le ressort de l'autre administration postale contractante.

2. Chaque administration postale portera à la connaissance de l'autre les pays vers lesquels des colis peuvent être envoyés par son intermédiaire, ainsi que le montant des taxes qui lui sont dues pour ses services et toutes autres conditions.

3. Les colis envoyés par l'une des administrations postales contractantes, par l'intermédiaire des services de l'autre administration postale, ne seront acceptés pour être acheminés vers leur destination que s'ils satisfont aux conditions que l'administration postale intermédiaire pourra fixer de temps à autre.

Article III. — AFFRANCHISSEMENT ET DROITS.

1. L'administration postale du pays d'origine a le droit de percevoir de l'expéditeur d'un colis les frais d'affranchissement et les droits relatifs à toute demande de renseignements concernant le sort d'un colis, présentée postérieurement au dépôt, tels qu'ils peuvent être fixés de temps à autre par ses règlements.

2. Sauf pour les colis retournés à l'expéditeur ou réexpédiés, l'acquittement préalable de la taxe de port et des droits mentionnés au paragraphe précédent sera obligatoire.

Article IV. — CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Les colis doivent être emballés d'une manière qui corresponde à la durée du transport et qui assure la préservation du contenu, ainsi qu'il est spécifié dans le règlement d'exécution.

Article V. — INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'expédier, par colis postaux, les articles suivants :

a) Une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre. Néanmoins, il sera permis d'insérer dans un colis une facture ouverte, réduite à ses énonciations constitutives, ainsi qu'une simple copie de l'adresse qui figure sur le colis avec mention de l'adresse de l'expéditeur ;

b) Un pli portant une autre adresse que celle qui figure sur l'emballage du colis ;

- (c) Any live animal, except leeches.
- (d) Opium, morphine, cocaine, and other narcotics.
- (e) Any article the admission of which is forbidden by the Customs or other laws or regulations in force in either country.
- (f) Any explosive or inflammable article, and in general any article the conveyance of which is dangerous, including articles which from their nature or packing may be a source of danger to postal employees, or may soil or damage other parcels.
- (g) Obscene or immoral articles.

2. When a parcel contravening any of these prohibitions is handed over by one Postal Administration to the other, the latter shall proceed in accordance with its laws and inland regulations. Explosive or inflammable articles, as well as documents, pictures, and other articles injurious to public morals may be destroyed on the spot by the Postal Administration which has found them in the mails.

The fact that a parcel contains a letter, or a communication having the nature of a letter, may not, in any case, entail the return of the parcel to the sender. The letter is, however, marked for the collection of postage due from the addressee at the regular rate.

The two Postal Administrations advise each other, by means of the List of Prohibited Articles published by the International Bureau of the Universal Postal Union, of all prohibited articles. However, they do not on that account assume any responsibility towards the Customs or police authorities, or the sender.

3. If parcels wrongly admitted to the post are neither returned to origin nor delivered to the addressee, the Postal Administration of origin must be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcels.

Article VI. — RESPONSIBILITY. INDEMNITY.

The two contracting Postal Administrations will not be responsible for the loss, abstraction, or damage of a parcel.

Article VII. — FEE FOR CUSTOMS CLEARANCE.

The office of delivery may collect from the addressee either in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes gold per parcel.

Article VIII. — DELIVERY TO THE ADDRESSEE. FEE FOR DELIVERY AT THE PLACE OF ADDRESS.

Parcels are delivered to the addressees as quickly as possible in accordance with the conditions in force in the country of destination. This country may collect in respect of delivery of parcels to the addressee a fee not exceeding 50 centimes gold per parcel. The same fee may be charged, if the case arises, for each presentation after the first at the addressee's residence or place of business.

Article IX. — WAREHOUSING CHARGES.

The country of destination is authorized to collect the warehousing charge fixed by its legislation for parcels addressed "General Delivery" or which are not claimed within the prescribed period. This charge may in no case exceed five gold francs.

Article X. — CUSTOMS CHARGES.

The parcels are subject to all Customs laws and regulations in force in the country of destination. The duties collectible on that account are collected from the addressee on delivery of the parcel in accordance with the Customs regulations of the country of destination.

- c) Tous animaux vivants, à l'exception des sangsues ;
- d) De l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants ;
- e) Tout article dont l'admission est interdite par les règlements douaniers ou d'autres lois et règlements en vigueur dans l'un ou l'autre pays ;
- f) Des explosifs ou des matières inflammables et, d'une manière générale, tout article dont le transport est dangereux, y compris les articles qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent être une source de danger pour les employés des postes ou peuvent souiller ou endommager d'autres colis ;
- g) Des objets obscènes ou immoraux.

2. Lorsque des colis tombant sous le coup des interdictions précitées seront remis par l'une des administrations postales à l'autre, cette dernière en disposera d'après ses lois et règlements intérieurs. Les explosifs ou articles inflammables, ainsi que les publications, gravures et autres articles contraires aux bonnes mœurs, peuvent être détruits sur place par l'administration postale qui en a constaté la présence.

Le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi du colis à l'expéditeur. La lettre, cependant, sera munie de la surcharge en vue de la perception, auprès du destinataire, des frais réguliers d'affranchissement.

Les deux administrations postales s'aviseront mutuellement, au moyen de la liste des articles prohibés publiée par le Bureau international de l'Union postale universelle, de tous les articles interdits. Elles ne sauraient, cependant, assumer, à ce titre, aucune responsabilité vis-à-vis des douanes ou des autorités de police ou vis-à-vis de l'expéditeur.

3. Dans le cas où des colis admis à tort ne sont ni renvoyés à l'origine ni remis au destinataire, l'administration postale d'origine doit être informée d'une manière précise du traitement qui a été appliqué aux colis.

Article VI. — RESPONSABILITÉ, INDEMNITÉS.

Les deux administrations postales contractantes ne répondent pas de la perte, de la spoliation ou de l'avarie d'un colis.

Article VII. — DROIT DE DÉDOUANEMENT.

Le bureau de destination peut percevoir du destinataire, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement, un droit s'élevant au maximum à 50 centimes-or par colis.

Article VIII. — REMISE AU DESTINATAIRE. DROIT DE REMISE A DOMICILE.

Les colis sont remis au destinataire dans le plus bref délai possible, conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de destination. Ce pays peut percevoir, pour la remise des colis au destinataire, un droit fixé au maximum à 50 centimes-or par colis. Le même droit est applicable, le cas échéant, à toute présentation autre que la première faite au domicile du destinataire ou au siège de son entreprise.

Article IX. — DROITS DE MAGASINAGE.

Le pays de destination est autorisé à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis adressés « Poste restante », ou non retirés dans les délais prescrits. Ce droit ne peut, toutefois, excéder 5 francs-or.

Article X. — DROITS DE DOUANE.

Les colis sont soumis à tous les lois et règlements de douane en vigueur dans le pays de destination. Les droits de douane sont perçus des destinataires, lors de la remise des colis, conformément aux règlements douaniers du pays de destination.

Article XI. — CUSTOMS CHARGES TO BE CANCELLED.

The Customs charges on parcels sent back to the country of origin or redirected to another country shall be cancelled both in the Colony of Fiji and in the United States of America.

Article XII. — RECALL AND CHANGE OF ADDRESS.

So long as a parcel has not been delivered to the addressee, the sender may recall it or cause its address to be changed. The Postal Administration of the country of origin may collect and retain, for this service, the charge fixed by its regulations. The requests for recall or change of address of parcels to be delivered in the United States of America shall be addressed to the Central Administration at Washington ; those relating to parcels for delivery in the Colony of Fiji shall be addressed to the General Post Office, Suva.

Article XIII. — CERTIFICATE OF MAILING.

The sender will, on request at the time of mailing a parcel, receive a certificate of mailing from the post office where the parcel is mailed, on a form provided for the purpose ; and each country may fix a reasonable fee therefor.

Article XIV. — INQUIRIES AND COMPLAINTS.

1. A fee may be charged, at the option of the country of origin, on a request for information as to the disposal of a parcel made after it has been posted.

2. A fee may also be charged, at the option of the country of origin, in connection with any complaint of any irregularity which *prima facie* was not due to the fault of the Postal Service.

Article XV. — MISSENT PARCELS.

Parcels, when missent, are reforwarded to their correct destination by the most direct route at the disposal of the reforwarding Postal Administration. They must not be charged with Customs or other charges by that Administration.

When the reforwarding involves return of the parcel to the office of origin, the retransmitting Postal Administration refunds to that office the credits received and reports the error by a bulletin of verification.

When the reforwarding involves dispatch of a parcel to a third country and if the amount credited to the retransmitting Postal Administration is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Postal Administration allows to the Postal Administration to which it forward the parcel the credits due it ; it then recovers the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim is notified to the latter by means of a bulletin of verification.

Article XVI. — REFORWARDING.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination, at the request of either the sender or the addressee.

The reforwarding of a parcel within either the United States of America or the Colony of Fiji gives rise to the collection of the supplementary charges provided for by the Postal Administration reforwarding the parcel. The same is true, if occasion arises, in regard to the delivery of such parcel to another person at the original place of destination. These charges shall not be cancelled even in case the parcel is returned to origin or is reforwarded to another country.

2. If a parcel must be reforwarded to either the United States of America or the Colony of Fiji, it is liable to new postage charges, unless such charges have been paid in advance. The new postage is collected from the addressee by the Postal Administration effecting the delivery.

Article XI. — ANNULLATION DES DROITS DE DOUANE.

Les droits de douane sur les colis renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés dans un autre pays seront annulés aussi bien dans la Colonie des îles Fidji qu'aux Etats-Unis d'Amérique.

Article XII. — RETRAIT ET MODIFICATION D'ADRESSE.

Tant qu'un colis n'aura pas été remis au destinataire, l'expéditeur pourra le faire retirer ou en faire modifier l'adresse. L'administration postale du pays d'origine peut percevoir et conserver, pour ce service, les droits fixés par ses règlements. Les demandes de retrait ou de modification d'adresse des colis qui doivent être délivrés aux Etats-Unis d'Amérique seront adressées à l'Administration centrale à Washington ; celles qui ont trait à des colis qui doivent être délivrés dans la Colonie des îles Fidji seront adressées à l'Administration générale des Postes à Suva.

Article XIII. — CERTIFICATS DE DÉPÔTS.

L'expéditeur pourra, au moment du dépôt d'un colis, se faire délivrer, sur demande, par le bureau où le colis a été déposé, un certificat de dépôt qui sera établi sur une formule spéciale prévue à cet effet ; chaque pays fixera un droit raisonnable pour la délivrance dudit certificat.

Article XIV. — DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET RÉCLAMATIONS.

1. Le pays d'origine aura la faculté de percevoir un droit pour toute demande de renseignements relative au sort d'un colis, adressée postérieurement au dépôt du colis.

2. Le pays d'origine aura également la faculté de percevoir un droit, dans le cas de réclamation pour une irrégularité dont, à première vue, le service postal n'est pas responsable.

Article XV. — COLIS ENVOYÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis acheminés dans une fausse direction seront réexpédiés sur leur destination par la voie la plus directe que puisse utiliser l'administration postale qui effectue la réexpédition. Ils ne doivent être grevés d'aucun droit de douane ou autre par cette administration.

Lorsque la réexpédition comporte le renvoi du colis au bureau d'origine, l'administration postale qui retransmet le colis rembourse audit bureau les bonifications reçues et signale l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

Lorsque la réexpédition du colis comporte son envoi dans un tiers pays et que le montant bonifié à l'administration postale réexpéditrice est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition, l'administration postale réexpéditrice bonifie à l'administration postale à laquelle elle expédie le colis les sommes qui lui sont dues ; elle recouvre la différence sur le bureau d'échange d'où le colis acheminé dans une fausse direction a été reçu directement. La raison de cette opération est notifiée à ce dernier au moyen d'un bulletin de vérification.

Article XVI. — RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis par suite du changement d'adresse du destinataire dans le territoire du pays de destination peut être faite sur la demande, soit de l'expéditeur, soit du destinataire.

La réexpédition d'un colis sur le territoire, soit des Etats-Unis d'Amérique, soit de la Colonie des îles Fidji, donne lieu à la perception des taxes supplémentaires fixées par l'administration postale qui réexpédie le colis. Il en est de même, le cas échéant, pour la remise dudit colis à une autre personne au lieu de destination primitif. Ces taxes restent acquises même si le colis est renvoyé au pays d'origine ou réexpédié sur un autre pays.

2. Lorsqu'un colis doit être réexpédié à destination, soit des Etats-Unis d'Amérique, soit de la Colonie des îles Fidji, une nouvelle taxe d'affranchissement pourra, si elle n'a pas été acquittée à l'avance, être perçue. La nouvelle taxe est perçue du destinataire par l'administration postale qui procède à la livraison du colis.

3. At the request of the sender or addressee, parcels may also be reforwarded or returned to another country. The senders may mark the parcels : " Do not forward to a third country ". In that case, the parcels must not be reforwarded to any other country.

Article XVII. — NON-DELIVERY.

1. Undeliverable parcels returned to the sender are liable to new postage charges. The charges are collectible from the sender and are collected by the Postal Administration delivering the parcels to him.

2. At the time of mailing, the sender must state how his parcel is to be disposed of in the event of non-delivery ; that is, the sender must mark the parcel and the Customs declarations with one of the following notes :

- " In case of non-delivery, the parcel should be returned to the sender " ;
- " In case of non-delivery, the parcel should be considered as abandoned " ;
- " In case of non-delivery, the parcel should be delivered to ... " .

No note other than those provided for above, or note of similar import, is permitted, except as provided in Article XVI, Section 3.

3. Barring contrary instructions, undeliverable parcels are returned to origin, without previous notification, 30 days after their arrival at the office of destination. Parcels which the addressee refuses to accept shall be returned immediately. In all cases, the reason for non-delivery must be indicated on the parcel.

4. Parcels liable to deterioration or corruption may be sold immediately, even en route, on the outward or return voyage, without previous notice and without judicial formality, for the benefit of the rightful party.

If, for any reason, sale is impossible, the deteriorated or corrupted articles are destroyed. The sale or destruction gives rise to the making of a report which is sent to the Postal Administration of origin.

5. Undeliverable parcels which the sender has abandoned may, at the expiration of a 30-day period, be sold for the profit of the Postal Administration of the country of destination.

6. The provisions of Article XVIII, Section 2, shall be applied to a parcel which is returned in consequence of non-delivery.

Article XVIII. — CHARGES.

1. For each parcel exchanged between the United States of America and the Colony of Fiji the dispatching Office credits to the Office of destination in the parcel bills the quotas due to the latter, and indicated in the Regulations of Execution.

2. In case of reforwarding or return to origin of a parcel, if new postage is collected by the redispaching Office, the parcel is treated as if it had originated in that country. Otherwise, the redispaching Office recovers from the other Office the quota due to it, namely, as the case may be :

- (a) The charges prescribed by Section 1 above ;
- (b) The charges for reforwarding or return.

In the case of reforwarding or return to a third country, the accrued charges, that is, such of the charges mentioned in (a) and (b) above as are applicable, shall follow the parcel, but in the case that the third country concerned refuses to assume the charges because they cannot be collected from the addressee or sender, as the case may be, or for any other reason, they shall be charged back to the country of origin.

In the case of a parcel returned or reforwarded in transit through one of the two Postal Administrations to or from the other, the intermediary Administration may claim also the sum

3. A la demande de l'expéditeur ou du destinataire, les colis peuvent également être réexpédiés ou renvoyés à un autre pays. Les expéditeurs pourront inscrire sur les colis la mention : « Ne pas réexpédier à destination d'un tiers pays ». Dans ce cas, les colis ne pourront être réexpédiés à destination d'aucun autre pays.

Article XVII. — NON-REMISE.

1. Les colis qui ne peuvent être remis à l'adresse indiquée et qui sont renvoyés à l'expéditeur peuvent donner lieu à la perception de nouvelles taxes d'affranchissement. Les taxes sont perçues de l'expéditeur par l'administration postale qui lui remet les colis.

2. Au moment du dépôt du colis, l'expéditeur doit spécifier de quelle manière son colis doit être traité s'il ne peut être remis à l'adresse indiquée ; à cet effet, l'expéditeur doit faire figurer sur le colis et sur les déclarations en douane l'une des formules suivantes :

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à renvoyer à l'expéditeur » ;

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à mettre au rebut » ;

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à remettre à l'adresse ci-dessous... ».

Aucune formule autre que celles qui sont prévues ci-dessus ne sera admise, ni aucune mention analogue, sous réserve des dispositions de l'article XVI, paragraphe 3.

3. Sauf instructions contraires, tout colis qui n'aura pu être délivré à l'adresse indiquée sera renvoyé à l'origine, sans préavis, 30 jours après son arrivée au bureau de destination. Les colis refusés par le destinataire seront renvoyés immédiatement. Dans tous les cas, le colis devra porter l'indication du motif pour lequel il n'aura pu être délivré à l'adresse spécifiée.

4. Les articles sujets à détérioration ou corruption pourront être vendus immédiatement, même en cours de route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable ni formalité judiciaire, au profit de qui de droit.

Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou corrompus seront détruits. La vente ou la destruction sera consignée dans un procès-verbal qui sera communiqué à l'administration postale du pays d'origine.

5. A l'expiration d'un délai de 30 jours, les colis qui n'auront pu être délivrés et sur lesquels l'expéditeur aura indiqué « mettre au rebut », pourront être vendus au bénéfice de l'administration postale du pays de destination.

6. Les dispositions de l'article XVIII, paragraphe 2, seront applicables à tout colis renvoyé par suite de non-remise.

Article XVIII. — TAXES.

1. Pour chaque colis échangé entre les Etats-Unis d'Amérique et la Colonie des îles Fidji, le bureau expéditeur bonifie au bureau destinataire, sur les feuilles de route, les quotes-parts dues à ce dernier, telles qu'elles sont fixées dans le règlement d'exécution.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis à l'origine, si le bureau réexpéditeur perçoit de nouveaux droits d'affranchissement, le colis sera considéré comme s'il provenait de ce pays. Autrement, le bureau réexpéditeur retient sur l'autre bureau la quote-part qui lui revient, c'est-à-dire selon le cas :

a) Les quotes-parts prescrites au paragraphe 1 ci-dessus ;

b) Les taxes de réexpédition ou de renvoi.

En cas de réexpédition ou de renvoi à destination d'un tiers pays, le colis sera grevé des droits encourus, c'est-à-dire des droits mentionnés aux lettres a) et b) ci-dessus qui sont applicables. Mais si le tiers pays refuse d'en assumer le paiement parce qu'ils ne pourraient être perçus du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas, ou pour toute autre raison, ces droits retomberont à la charge du pays d'origine.

Dans le cas d'un colis retourné ou réexpédié en transit, à travers le territoire de l'une des deux administrations postales, à destination ou en provenance de l'autre, l'administration postale

due to it for any additional territorial or sea service provided, together with any amounts due to any other Administration or Administrations concerned.

Article XIX. — POSTAL CHARGES OTHER THAN THOSE PRESCRIBED NOT TO BE COLLECTED.

The parcels to which this Agreement applies shall not be subject to any postal charges other than those contemplated by the different Articles hereof.

Article XX. — DEFINITION OF GOLD FRANCS AND CENTIMES.

The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined by the Postal Union Convention.

Article XXI. — AIR PARCELS.

The Chiefs of the two contracting Postal Administrations have the right to fix by mutual consent the air surtax and other conditions in the case where the parcels are conveyed by air routes.

Article XXII. — TEMPORARY SUSPENSION OF SERVICE.

In extraordinary circumstances such as will justify the measure, either Postal Administration may temporarily suspend the parcel post service, either entirely or partially, or restrict it to certain offices, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Postal Administration.

Article XXIII. — MATTERS NOT PROVIDED FOR IN THE PRESENT AGREEMENT.

1. Unless they are provided for in the present Agreement, all questions concerning requests for recall or change of address of parcels shall be treated in accordance with the domestic legislation of the United States of America or of the Colony of Fiji.

2. The details relative to the application of the present Agreement will be fixed by the two Postal Administrations in Regulations of Execution, the provisions of which may be modified or completed by common consent by way of correspondence.

3. The two Postal Administrations notify each other mutually of their laws, ordinances, and tariffs concerning the exchange of parcel post, as well as of all modifications in rates which may be subsequently made.

Article XXIV. — DURATION OF THE AGREEMENT.

1. This Agreement substitutes and abrogates the Parcel Post Convention signed at Suva the 10th day of June, 1920, and at Washington, the 21st day of August, 1920, and it shall become effective and may be put into force administratively on a date to be mutually settled between the Postal Administrations of the two countries.

2. It shall remain in effect as long as it has not been terminated six months in advance by one or the other of the two Postal Administrations.

Done in duplicate and signed at Washington, the 15th day of November, 1938, and at Suva, the 10th day of January, 1939.

(Seal) James A. FARLEY,

*The Postmaster General of the United States
of America.*

C. O. TAYLOR,

*The Acting Postmaster General
of the Colony of Fiji.*

intermédiaire pourra également réclamer le paiement de la somme qui lui sera due pour tout transport supplémentaire par terre ou par mer qu'elle aura fourni, en même temps que les sommes dues à toute autre ou toutes autres administrations postales intéressées.

Article XIX. — INTERDICTION DE PERCEVOIR DES TAXES POSTALES AUTRES QUE CELLES QUI SONT PRÉVUES PAR LE PRÉSENT ARRANGEMENT.

Les colis qui font l'objet du présent arrangement ne pourront être soumis à d'autres frais postaux que ceux qui sont prévus par les différents articles dudit arrangement.

Article XX. — DÉFINITION DES FRANCS ET CENTIMES-OR.

Les francs et centimes mentionnés dans le présent arrangement sont des francs et centimes-ors tels qu'ils sont définis par la Convention de l'Union postale.

Article XXI. — COLIS TRANSPORTÉS PAR AVION.

Les chefs des deux administrations postales contractantes ont le droit de fixer, par voie d'accord, une surtaxe spéciale ainsi que d'autres conditions pour le transport des colis par la voie aérienne.

Article XXII. — SUSPENSION TEMPORAIRE DU SERVICE.

Dans des circonstances extraordinaires justifiant cette mesure, l'une ou l'autre des deux administrations postales pourra suspendre temporairement le service des colis postaux, soit en totalité, soit en partie, ou le limiter à certains bureaux, à condition d'en donner immédiatement avis, par télégraphe en cas de nécessité, à l'autre administration postale.

Article XXIII. — QUESTIONS NON PRÉVUES DANS LE PRÉSENT ARRANGEMENT.

1. Sauf dans la mesure où elles sont réglées par le présent arrangement, toutes les questions relatives aux demandes de retrait ou de changement d'adresse des colis seront régies par la législation intérieure des Etats-Unis d'Amérique ou de la Colonie des îles Fidji.

2. Les détails relatifs à l'application du présent arrangement seront fixés par les deux administrations postales dans un règlement d'exécution, dont les dispositions pourront être modifiées ou complétées, d'un commun accord, par échange de lettres.

3. Les deux administrations postales se communiqueront mutuellement leurs lois, ordonnances et tarifs relatifs à l'échange des colis postaux, ainsi que toutes modifications qui pourraient être ultérieurement apportées aux tarifs.

Article XXIV. — DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

1. Le présent arrangement abroge et remplace la Convention relative à l'échange des colis postaux signée à Suva le 10 juin 1920 et à Washington le 21 août 1920, et prendra effet et pourra être mis à exécution administrativement à une date à convenir entre les administrations postales des deux pays.

2. Il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été dénoncé six mois à l'avance par l'une ou l'autre des deux administrations postales.

Fait en double exemplaire et signé à Washington, le 15 novembre 1938, et à Suva, le 10 janvier 1939.

(Sceau) James A. FARLEY,
Directeur général des Postes des Etats-Unis
d'Amérique.

C. O. TAYLOR,
Directeur général des Postes par intérim
de la Colonie des îles Fidji.

REGULATIONS OF EXECUTION.

FOR THE PARCEL POST AGREEMENT.

The following Detailed Regulations for the execution of the Parcel Post Agreement have been agreed upon by the Chiefs of the Postal Administrations of the United States of America and the Colony of Fiji :

Article 1. — LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. The parcels to be exchanged under the provisions of this Agreement may not exceed 22 pounds in weight nor three feet six inches in length or six feet in length and girth combined.

The limit of weight and of maximum dimensions stated above may be changed from time to time by agreement made through correspondence.

2. In regard to the exact calculation of the weight and dimensions, the indications furnished by the dispatching office will be accepted save in the case of obvious error.

Article 2. — PREPARATION OF PARCELS.

1. The name and address of the sender and of the addressee must be written legibly and correctly, on the parcel itself if possible, or on a label or tag securely affixed to the parcel.

It is recommended that a duplicate of the address be inserted in every parcel, especially when the use of a tag for the address is rendered necessary by the packing or form of the parcel.

Parcels on which the name of the sender or of the addressee is indicated by initials only are not admitted, unless the initials are the adopted trade name of the sender or addressee which is generally understood.

Addresses in ordinary pencil are not admitted. However, addresses written in indelible pencil on a previously dampened surface are accepted.

2. Each parcel must be packed in such a manner that the contents are protected over the whole route, and in such a way as to prevent the contents from damaging other parcels or objects or injuring postal agents. The packing must protect the contents sufficiently that, in case of rifling, the traces thereof may be easily discovered.

Parcels may be sealed at the option of the sender, or careful tying is sufficient as a mode of closing.

The Customs Administration of the country of destination is authorized to open the parcels in order to inspect the contents. To that end, the seals or any other fastenings may be broken. Parcels opened by the Customs must be refastened and also officially resealed, except in the case of parcels which were not sealed by the senders in the first instance.

3. Liquids and easily liquefiable substances must be sent in a double receptacle. Between the first (bottle, flask, box, etc.) and the second (box of metal, strong wood, strong corrugated cardboard, or strong carton of fibreboard, or receptacle of equal strength), there must be left a space to be filled with sawdust, bran, or other absorbent material, in sufficient quantity to absorb all the liquid in case the receptacle is broken.

4. Powders and dyes in powder form must be packed in strong boxes of tin or other metal which, after soldering, must be placed in turn in substantial outer covers in such a way as to avoid all damage to other articles.

Article 3. — CUSTOMS DECLARATIONS.

1. The sender shall prepare one Customs declaration for each parcel sent from either country upon a special form provided for the purpose by the country of origin.

The Customs declaration shall give a general description of the parcel, an accurate statement in detail of its contents and value, date of mailing, gross and net weight, the sender's name and address, and the name and address of the addressee, and shall be securely attached to the parcel.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX.

Les chefs des Administrations postales des Etats-Unis d'Amérique et de la Colonie des îles Fidji ont arrêté le règlement détaillé ci-dessous pour l'exécution de l'Arrangement relatif aux colis postaux.

Article premier. — LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Les colis à échanger aux termes des dispositions du présent arrangement ne doivent pas peser plus de 22 livres ni mesurer plus de 3 pieds 6 pouces de longueur ou plus de 6 pieds, longueur et pourtour réunis.

Les limites de poids et de dimensions indiquées ci-dessus pourront être modifiées de temps à autre d'un commun accord, au moyen d'un échange de correspondance.

2. Pour le calcul exact du poids et des dimensions, les indications fournies par le bureau expéditeur prévaudront, sauf en cas d'erreur manifeste.

Article 2. — CONDITIONNEMENT DES COLIS.

1. Le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire devront être écrits lisiblement et correctement, autant que possible sur le colis même, ou sur une étiquette adhérente ou solidement fixée au colis.

Il est recommandé d'insérer un duplicata de l'adresse dans chaque colis, notamment lorsque l'emballage ou la forme du colis rend nécessaire l'emploi d'une étiquette non adhérente pour l'adresse.

Les colis sur lesquels le nom de l'expéditeur ou du destinataire n'est indiqué que par des initiales ne sont pas admis, à moins que ces initiales ne représentent la raison sociale reconnue de l'expéditeur ou du destinataire.

Les adresses écrites au crayon ordinaire ne sont pas admises. Toutefois, les adresses pourront être écrites au crayon-encre sur un fond préalablement mouillé.

2. Chaque colis devra être emballé de telle manière que son contenu soit préservé pendant toute la durée du transport et qu'il ne puisse endommager d'autres colis ou objets, ni blesser les agents des postes. L'emballage doit protéger suffisamment le contenu pour qu'en cas de spoliation, les traces puissent en être facilement découvertes.

Les colis pourront être scellés au gré de l'expéditeur, mais un nœud solide suffira comme fermeture.

L'administration des douanes du pays de destination a le droit d'ouvrir les colis afin d'en examiner le contenu. A cet effet, elle peut rompre les cachets et autres fermetures. Les colis ouverts par la douane doivent être refermés et scellés à nouveau officiellement, sauf dans le cas de colis qui n'avaient pas été scellés primitivement par leurs expéditeurs.

3. Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, boîte, etc.), et le second (boîte en métal, en bois résistant, en carton ondulé ou carton-fibre solide, ou tout autre récipient d'égale résistance), doit être ménagé un espace destiné à être rempli de sciure, de son ou d'une autre matière absorbante, en quantité suffisante pour pouvoir absorber tout le contenu liquide en cas de bris.

4. Les poudres et les teintures en poudre doivent être emballées dans des boîtes résistantes en fer-blanc ou autre métal, qui, après avoir été soudées, seront elles-mêmes enfermées dans des emballages solides de manière à empêcher tout dégât aux autres objets.

Article 3. — DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. L'expéditeur établira une déclaration en douane pour chaque colis expédié de l'un ou l'autre des deux pays, sur un formulaire spécial fourni à cet effet par le pays d'origine.

La déclaration en douane indiquera la nature du colis, la composition exacte et détaillée de son contenu, le montant de sa valeur, la date d'expédition, le poids brut et net, le nom et l'adresse de l'expéditeur, le nom et l'adresse du destinataire, et sera solidement attachée au colis.

However, as an exception to the foregoing, when more than one parcel is mailed simultaneously by the same sender in the United States of America to the same addressee at the same address in the Colony of Fiji, or *vice versa*, the sender need prepare only one Customs declaration for the entire shipment, which Customs declaration shall show, in addition to the particulars set forth in the preceding paragraph, the total number of parcels comprising the shipment, and shall be securely attached to one of the parcels. The parcels comprising the entire shipment shall be clearly marked in such case with a fractional number, the numerator of which will indicate, in Arabic figures, the number of the parcel and denominator the number of parcels comprising the shipment; for example, if a single shipment were composed of 15 parcels, each parcel would be numbered, respectively, $1/15$, $2/15$, $3/15$, etc.

2. The Postal Administrations accept no responsibility for the correctness of the Customs declarations.

Article 4. — RECEPTACLES.

1. The Postal Administrations of the two contracting countries shall provide the respective bags necessary for the dispatch of their parcels and each bag shall be marked to show the name of the office or country to which it belongs.

2. Bags must be returned empty to the dispatching office by the next mail. Empty bags to be returned are made up in bundles of ten, enclosing nine bags in one. The total number of bags returned shall be entered on the relative parcel bills.

3. In case ten per cent or more of the total number of bags used during the year have not been returned, the value of the missing bags must be repaid to the Postal Administration of origin.

Article 5. — METHOD OF EXCHANGE OF PARCELS.

1. The parcels shall be exchanged, in sacks duly fastened and sealed by the offices appointed by agreement between the two Postal Administrations, and shall be dispatched to the country of destination by the country of origin at its cost and by such means as it provides.

2. The weight of any sack of parcels shall not exceed 80 pounds avoirdupois.

Article 6. — BILLING OF PARCELS.

1. The parcel bills must be prepared in duplicate. The original is sent in the regular mails, while the duplicate is inserted in one of the sacks. The sack containing the parcel bill is designated by the letter "F" traced in a conspicuous manner on the label.

2. The parcels included in each dispatch to the United States of America are to be entered on the parcel bills to show the total number of parcels and the total net weight thereof. The parcels included in each dispatch to the Colony of Fiji are to be entered on the parcel bills to show the total number of parcels according to the divisions of weight (*a*) up to 3 pounds, (*b*) 3 to 7 pounds, (*c*) 7 to 11 pounds, and (*d*) 11 to 22 pounds.

3. Parcels sent "à découvert" must be entered separately on the parcel bills.

4. Returned or redirected parcels must be entered individually on the parcel bills and be followed by the word "Returned" or "Redirected" as the case may be. A statement of the charges which may be due on these parcels and their weights should be shown in the "Observations" column.

5. The total number of sacks comprising each dispatch must also be shown on the parcel bills.

6. Each dispatching exchange office numbers the parcel bills in the upper left-hand corner in accordance with an annual series. The last number of the preceding year must be mentioned on the first bill of the following year.

7. The exact method of advising parcels or the receptacles containing them sent by one Postal Administration in transit through the other, together with any details of procedure in

Toutefois, par dérogation à la disposition précédente, lorsqu'un même expéditeur aux Etats-Unis d'Amérique envoie simultanément plus d'un colis au même destinataire et à la même adresse dans la Colonie des îles Fidji, ou *vice versa*, il peut ne remplir pour la totalité de l'envoi qu'une seule déclaration en douane. Cette déclaration en douane indiquera, outre les renseignements mentionnés à l'alinéa précédent, le nombre total des colis compris dans l'envoi et sera solidement fixée à l'un des colis. Les colis constituant l'envoi seront marqués visiblement d'une fraction dont le numérateur représentera, en chiffres arabes, le numéro du colis et le dénominateur, le nombre de colis compris dans l'envoi. Ainsi, pour un envoi composé de quinze colis, les colis porteront respectivement les fractions $1/15$, $2/15$, $3/15$, etc.

2. Les administrations postales n'acceptent aucune responsabilité en ce qui concerne l'exactitude des déclarations en douane.

Article 4. — SACS POSTAUX.

1. Les administrations postales des deux pays contractants fourniront les sacs nécessaires au transport de leurs colis, chaque sac portant le nom du bureau ou du pays auquel il appartient.

2. Les sacs seront retournés vides au bureau expéditeur par le courrier suivant. Les sacs vides à retourner seront expédiés par paquets de dix (neuf sacs renfermés dans le dixième), et le nombre total des sacs renvoyés sera signalé sur les feuilles de route correspondantes.

3. Dans le cas où 10 % ou plus du nombre total des sacs utilisés au cours de l'année n'auraient pas été retournés, la contre-valeur des sacs manquants devra être versée à l'administration postale d'origine.

Article 5. — MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.

1. Les colis seront échangés dans des sacs dûment fermés et scellés par les bureaux désignés par voie d'accord entre les deux administrations postales et seront expédiés au pays de destination par le pays d'origine, à ses frais et par les moyens dont il dispose.

2. Aucun sac de colis ne devra peser plus de 80 livres.

Article 6. — FEUILLES DE ROUTE.

1. Les feuilles de route seront établies en deux exemplaires. L'original sera expédié par le courrier régulier, et le duplicata sera enfermé dans l'un des sacs. Le sac contenant la feuille de route portera la lettre « F » écrite visiblement sur l'étiquette.

2. Pour les colis compris dans un envoi à destination des Etats-Unis d'Amérique, les feuilles de route porteront l'indication du nombre total des colis et de leur poids net total. Pour les colis compris dans un envoi à destination de la Colonie des îles Fidji, les feuilles de route porteront l'indication du nombre total des colis d'après leur catégorie de poids, c'est-à-dire *a*) jusqu'à 3 livres, *b*) de 3 à 7 livres, *c*) de 7 à 11 livres, et *d*) de 11 à 22 livres.

3. Les colis envoyés à découvert seront inscrits séparément sur les feuilles de route.

4. Les colis renvoyés ou réexpédiés feront l'objet d'une inscription séparée sur les feuilles de route, suivie du mot « En retour » ou « Réexpédié », selon le cas. Les droits pouvant grever ces colis ainsi que leur poids seront indiqués dans la colonne « Observations ».

5. Le nombre total de sacs contenus dans chaque envoi devra également être indiqué sur les feuilles de route.

6. Chaque bureau d'échange expéditeur numérotera les feuilles de route à l'angle supérieur gauche, d'après une série annuelle. Le dernier numéro de l'année précédente sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

7. La manière exacte de signaler les colis ou les sacs les contenant, expédiés par l'une des administrations postales en transit par l'intermédiaire de l'autre, ainsi que tous détails concernant

connection with the advice of such parcels or receptacles for which provision is not made in this Agreement, shall be settled by mutual consent through correspondence between the two Postal Administrations.

Article 7. — VERIFICATION BY THE EXCHANGE OFFICE.

1. Upon receipt of a dispatch, the exchange office of destination proceeds to verify it. The entries in the parcel bill must be verified exactly. Each error or omission must be brought immediately to the knowledge of the dispatching exchange office by means of a bulletin of verification. A dispatch is considered as having been found in order in all regards when no bulletin of verification is made up.

If any error or irregularity is found upon receipt of a dispatch, all objects which may serve later on for investigations must be kept.

2. The dispatching exchange office to which a bulletin of verification is sent returns it after having examined it and entered thereon its observations, if any. That bulletin is then attached to the parcel bills of the parcels to which it relates. Corrections made on a parcel bill which are not justified by supporting papers are considered as devoid of value.

3. If necessary, the dispatching exchange office may also be advised by telegram, at the expense of the office sending such telegram.

4. In case of shortage of a parcel bill, a duplicate is prepared, a copy of which is sent to the exchange office of origin of the dispatch.

5. The office of exchange which receives from a corresponding office a parcel which is damaged or insufficiently packed must redispach such parcel after repacking, if necessary, preserving the original packing as far as possible.

If the damage is such that the contents of the parcel may have been abstracted, the office must first officially open the parcel and verify its contents.

In either case, the weight of the parcel will be verified before and after repacking, and indicated on the wrapper of the parcel itself. That indication will be followed by the note " repacked at . . . ", and the signature of the agents who have effected such repacking.

Article 8. — PAYMENT.

1. For each parcel sent to the Colony of Fiji, payment shall be made at the rate of 1 franc per parcel not exceeding 3 pounds in weight, 1.50 franc per parcel weighing over 3 up to 7 pounds, 2.50 francs per parcel weighing over 7 up to 11 pounds, and 5 francs per parcel over 11 up to 22 pounds.

2. For each parcel sent to the United States of America or to its possessions, payment shall be made as follows, based on the bulk net weight of each dispatch :

0.70 gold franc per kilogram for parcels for the United States ;

0.35 gold franc per kilogram for parcels for the United States Virgin Islands, Hawaii, Puerto Rico, Guam, and Samoa ;

0.70 gold franc per kilogram for parcels for Alaska.

3. In addition, there shall be paid the following transit charges for parcels, sent via the United States of America for its possessions, based on the bulk net weight of each dispatch :

0.70 gold franc per kilogram when only sea service is provided ;

1.15 gold franc per kilogram when only land service is provided ;

1.50 gold franc per kilogram when both land and sea services are provided.

4. The terminal quotas and transit charges above mentioned may be reduced or increased on three months previous notice given by one country to the other. The reduction or increase shall remain in force for at least one year.

la manière de procéder pour les avis à adresser au sujet desdits colis ou sacs et ne figurant pas dans le présent arrangement, seront fixés d'un commun accord et au moyen d'un échange de correspondance entre les deux administrations postales.

Article 7. — VÉRIFICATION DES COLIS PAR LE BUREAU D'ÉCHANGE.

1. Le bureau d'échange de destination qui reçoit un sac de colis procède à sa vérification. Les feuilles de route doivent être vérifiées avec exactitude. Toute erreur ou omission sera signalée immédiatement au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Un envoi sera considéré comme ayant été trouvé régulier à tous égards, lorsqu'il n'aura pas donné lieu à l'établissement d'un bulletin de vérification.

Lorsqu'une erreur ou irrégularité est constatée à la réception d'un courrier, tous les objets qui pourraient servir ultérieurement aux recherches doivent être conservés.

2. Le bureau d'échange expéditeur qui reçoit un bulletin de vérification le renvoie, après l'avoir examiné et y avoir, le cas échéant, consigné ses observations. Ce bulletin est fixé aux feuilles de route des colis auxquels il se rapporte. Toutes corrections apportées à une feuille de route qui ne sont pas appuyées par des pièces justificatives sont considérées comme nulles et non avenues.

3. En cas de nécessité, le bureau d'échange expéditeur peut également être avisé par télégramme, aux frais du bureau qui expédie le télégramme.

4. En cas d'absence d'une feuille de route, il sera établi un duplicata dont copie sera envoyée au bureau d'échange qui aura expédié l'envoi.

5. Le bureau d'échange qui recevra d'un bureau correspondant un colis endommagé, ou dont l'emballage est insuffisant, devra réexpédier le colis après l'avoir remballé, s'il y a lieu, en conservant autant que possible l'emballage primitif.

Si l'avarie est telle que le contenu du colis ait pu être spolié, le bureau doit tout d'abord ouvrir officiellement le colis et en vérifier le contenu.

Dans l'un et l'autre cas, le poids du colis sera vérifié avant et après l'emballage et indiqué sur l'enveloppe du colis. Cette indication sera suivie de la mention « Remballé à . . . » et de la signature des agents qui auront procédé au remballage.

Article 8. — TAXES.

1. Pour les colis expédiés à destination de la Colonie des îles Fidji, il sera acquitté une taxe de 1 franc par colis jusqu'à 3 livres, de 1 fr. 50 par colis de 3 à 7 livres, de 2 fr. 50 par colis de 7 à 11 livres et de 5 francs par colis de 11 à 22 livres.

2. Pour les colis expédiés à destination des Etats-Unis d'Amérique ou de leurs possessions, il sera acquitté une taxe calculée d'après le poids net global de chaque envoi, comme suit :

0,70 franc-or par kilo, pour les colis à destination des Etats-Unis ;

0,35 franc-or par kilo, pour les colis à destination des îles Vierges des Etats-Unis, de Hawaï, de Porto-Rico, de Guam et de Samoa ;

0,70 franc-or par kilo, pour les colis à destination de l'Alaska.

3. En outre, pour les colis expédiés à travers le territoire des Etats-Unis d'Amérique à destination de leurs possessions, il sera acquitté une taxe de transit calculée sur le poids net global de chaque envoi, comme suit :

0,70 franc-or par kilo, lorsque seul le transport maritime est assuré ;

1,15 franc-or par kilo, lorsque seul le transport par terre est assuré ;

1,50 franc-or par kilo, lorsque le transport par terre et le transport par mer sont tous deux assurés.

4. Les taxes terminales et de transit susmentionnées pourront être réduites ou augmentées sous réserve d'un préavis de trois mois donné par l'un des deux pays à l'autre. La réduction ou l'augmentation restera en vigueur pendant une année au moins.

Article 9. — ACCOUNTING.

1. At the end of each quarter, each Postal Administration makes up an account on the basis of the parcel bills.

2. These accounts accompanied by the parcel bills, and, if any, copies of verification notes relating thereto shall be submitted to the examination of the corresponding Postal Administration in the course of the month following the quarter to which they relate.

3. The recapitulation, transmission, examination, and acceptance of these accounts must not be delayed, and payment of the balance shall take place, at the latest, at the expiration of the following quarter.

4. The balance resulting from the adjustment of accounts between the two Postal Administrations is paid by a sight draft drawn on New York, or by some other means mutually agreed upon by correspondence. The expenses of payment are chargeable to the debtor Administration.

Article 10. — MISCELLANEOUS NOTIFICATIONS.

The Postal Administrations shall communicate to each other a summary of the provisions of their laws or regulations applicable to the parcels exchanged between the two countries, and other items necessary for carrying out the exchange of parcels.

These Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as that Agreement.

Done in duplicate and signed at Washington, the 15th day of November, 1938, and at Suva, the 10th day of January, 1939.

(Seal) James A. FARLEY,
*The Postmaster General of the United States
of America.*

C. O. TAYLOR,
*The Acting Postmaster General
of the Colony of Fiji.*

I hereby certify that this is a true and complete textual copy of the original Agreement between the Colony of Fiji and the United States of America concerning the exchange of parcel post in the language (English) in which the original was signed at Washington on November 15th, 1938, and at Suva on January 10th, 1939.

Ramsey S. Black,
Acting Postmaster General.

Article 9. — COMPTABILITÉ.

1. A la fin de chaque trimestre, chaque administration postale établira un compte d'après les feuilles de route.

2. Ces comptes, accompagnés des feuilles de route et, s'il y a lieu, des copies des bulletins de vérification y afférents, seront envoyés à l'administration postale correspondante, pour examen, dans le courant du mois qui suivra le trimestre auquel ils se rapportent.

3. L'établissement, l'envoi, la vérification et l'acceptation de ces comptes devront s'effectuer dans le plus bref délai possible, et le versement du solde devra avoir lieu, au plus tard, à l'expiration du trimestre suivant.

4. Le paiement des soldes résultant de l'ajustement des comptes entre les deux administrations postales s'effectuera par une traite à vue, tirée sur New-York, ou de toute autre manière qui pourra être convenue entre les administrations au moyen d'un échange de correspondance. Les frais afférents au paiement seront à la charge de l'administration débitrice.

Article 10. — NOTIFICATIONS DIVERSES.

Les administrations postales se communiqueront l'une à l'autre un résumé des dispositions de leurs lois ou règlements applicables aux colis échangés entre les deux pays, et tous autres renseignements nécessaires pour effectuer l'échange des colis.

Le présent règlement entrera en vigueur le jour où l'arrangement relatif aux colis postaux prendra lui-même effet, et il aura la même durée que ledit arrangement.

Fait en double exemplaire et signé à Washington, le 15 novembre 1938, et à Suva, le 10 janvier 1939.

(Sceau) James A. FARLEY,

*Directeur général des Postes des Etats-Unis
d'Amérique.*

C. O. TAYLOR,

*Directeur général des Postes par intérim
de la Colonie des îles Fidji.*

N° 4582.

GRÈCE ET SUÈDE

Accord concernant les échanges commerciaux
entre les deux pays. Signé à Athènes, le
1^{er} mai 1939.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de
Suède. L'enregistrement a eu lieu le 3 juin 1939.*

GREECE AND SWEDEN

Agreement regarding Commercial Exchanges
between the Two Countries. Signed at
Athens, May 1st, 1939.

*French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs.
The registration took place June 3rd, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4582. — ACCORD CONCERNANT LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA GRÈCE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 1^{er} MAI 1939.

No. 4582. — AGREEMENT REGARDING COMMERCIAL EXCHANGES BETWEEN GREECE AND SWEDEN. SIGNED AT ATHENS, MAY 1ST, 1939.

LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS et LE GOUVERNEMENT ROYAL HELLÉNIQUE, désireux de faciliter les échanges commerciaux entre la Suède et la Grèce, sont convenus de ce qui suit :

THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT and THE ROYAL HELLENIC GOVERNMENT, desirous of facilitating commercial exchanges between Sweden and Greece, have agreed on the following provisions :

*Article premier.**Article I.*

Tous montants en devises provenant d'achats par le marché suédois durant la période du 1^{er} février 1939 au 31 janvier 1940 de tabacs de la récolte de 1938 ou d'années antérieures et d'autres marchandises helléniques importées en Suède d'origine et en provenance de la Grèce, seront exclusivement affectés à l'achat de marchandises suédoises à importer en Grèce.

All sums in currency derived from purchases by the Swedish market during the period from February 1st, 1939, to January 31st, 1940, of tobacco of the harvest of 1938 or of previous years, and of other Greek goods imported into Sweden originating in and coming from Greece, shall be exclusively devoted to the purchase of Swedish goods for import to Greece.

Le Gouvernement hellénique s'engage à veiller à ce que, lors de l'octroi de devises pour l'achat des marchandises suédoises ici considérées, soit maintenue, d'une façon générale, la composition des importations de marchandises suédoises qui ressort des chiffres moyens afférents aux années 1934 à 1936 pour autant, bien entendu, que la demande correspondante existerait sur le marché intérieur grec.

The Hellenic Government hereby undertakes to see that when currency is granted for the purchase of the Swedish goods in question, in a general way the composition of imports of Swedish goods as shown by the average figures for the years 1934 to 1936 shall be maintained, in so far as a corresponding demand exists on the home market in Greece.

*Article II.**Article II.*

La Banque de Grèce tiendra un compte d'ordre statistique des paiements effectués, comme prévu à l'article premier, pour l'achat de marchandises en provenance de chacun des deux pays importées dans l'autre.

The Bank of Greece shall keep a statistical account of the payments made under Article I in respect of the purchase of goods coming from either of the two countries and imported into the other.

Ce compte sera libellé en couronnes suédoises, les montants inscrits sur les factures en d'autres monnaies devant être convertis en couronnes suédoises suivant le cours du jour coté à la Banque de Grèce.

The said account shall be made out in Swedish kronen ; the sums charged on the bills in other currencies must be converted into Swedish kronen at the rate of the day quoted by the Bank of Greece.

Article III.

Le règlement des créances résultant de l'achat des marchandises importées de l'un des deux pays dans l'autre continuera à s'effectuer, tout comme jusqu'ici, par l'octroi, dans le cadre des règlements en vigueur dans le pays importateur, et par le libre transfert des devises nécessaires au paiement de la valeur des marchandises considérées.

Article IV.

Les produits d'origine grecque, à l'exception du tabac, des vins, des raisins, des raisins secs de Corinthe, des figes sèches et du minerai de soufre, pourront faire l'objet de compensations privées avec des produits d'origine suédoise, à la condition de l'obtention, dans chaque cas particulier, d'une autorisation spéciale des autorités compétentes des deux pays.

Article V.

Toute cession de change par l'Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet ou par ses représentants et fournisseurs en Grèce sera assujettie à la retenue légale, décomptée au cours de l'ancienne parité, aussi longtemps que cette retenue est imposée par la loi.

Le change importé comme ci-dessus confèrera à l'Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet la faculté d'exporter, soit lui-même directement, soit par l'intermédiaire de ses représentants et fournisseurs, la quantité correspondante de tabacs.

Article VI.

Etant donné que les marchandises dont la valeur a été réglée par voie de clearing statistique ou de compensation privée sont destinées à être consommées dans le territoire du pays importateur, il est entendu que dans le cas où il serait constaté que la marchandise a été réexportée en pays tiers, la valeur de cette marchandise ne sera pas comprise dans les comptes prévus par le présent accord.

Article VII.

Le présent accord est conclu pour une durée d'une année à partir du 1^{er} février 1939.

Article III.

The settlement of claims resulting from the purchase of goods imported from one of the two countries into the other shall continue to be carried out, as hitherto, by the allocation, subject to the regulations in force in the importing country, and by the free transfer, of the currency necessary for the payment of the value of the goods in question.

Article IV.

Products of Greek origin, with the exception of tobacco, wine, grapes, currants, dried figs and sulphur-ore may be dealt with by private compensation agreements setting them off against products of Swedish origin, on condition that in each individual case a special permit is obtained from the competent authorities of the two countries.

Article V.

Any grant of exchange by the Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet or by its representatives and suppliers in Greece shall be liable to be detained, as provided for by law, and discounted at the former par rate as long as such detention is imposed by law.

Exchange imported under the above conditions shall confer on the Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet the right to export a corresponding quantity of tobacco either itself directly or through its representatives and suppliers.

Article VI.

Since the goods whose value has been settled by means of statistical clearing agreements or private compensation agreements are intended to be consumed in the territory of the importing country, it is understood that, should it be proved that the goods have been re-exported to a third country, the value of such goods shall not be included in the accounts provided for in the present Agreement.

Article VII.

The present Agreement is concluded for a period of one year as from February 1st, 1939.

Les échanges des marchandises réalisés pendant la période prévue par l'échange des lettres entre les Hautes Parties contractantes en date du 30 janvier 1939 seront soumis aux dispositions du présent accord.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Athènes, en double exemplaire, le 1^{er} mai 1939.

(Signé) Sven ALLARD.
N. MAVROUDIS.

Exchanges of goods carried out during the period provided for by the exchange of letters between the High Contracting Parties, dated January 30th, 1939, shall be made subject to the provisions of the present Agreement.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Athens, in duplicate, this 1st day of May, 1939.

(Signed) Sven ALLARD.
N. MAVROUDIS.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 1^{er} juin 1939.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

N° 4583.

**BELGIQUE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

**Echange de notes comportant un accord relatif
au régime fiscal des véhicules à moteur.
Bruxelles, le 1^{er} juin 1937.**

*Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires
étrangères de Belgique. L'enregistrement a eu lieu le 5 juin 1939.*

**BELGIUM
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

**Exchange of Notes constituting an Agreement
regarding the Taxation of Motor Vehicles.
Brussels, June 1st, 1937.**

*French and English official texts communicated by the Belgian Minister for
Foreign Affairs. The registration took place June 5th, 1939.*

No. 4583. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BELGIAN GOVERNMENT AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE TAXATION OF MOTOR VEHICLES. BRUSSELS, JUNE 1ST, 1937.

N° 4583. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT BELGE ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AU RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES A MOTEUR. BRUXELLES, LE 1^{ER} JUIN 1937.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 109.
(102/11/37.)

BRUSSELS, *June 1st, 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I am instructed by the Secretary of State for Foreign Affairs to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom are willing to exempt motor vehicles coming within the scope of the International Convention¹ signed at Geneva on the 30th March, 1931, relating to the Taxation of Foreign Motor Vehicles and registered in Belgium from taxation in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland for a period of ninety days per annum without production of a fiscal permit. The year for purposes of this exemption is the year ending the 31st December.

2. I have the honour to add that similar treatment will be accorded to such Belgian registered cars in Newfoundland and Southern Rhodesia, subject to the condition set out in paragraph 4 below.

¹ Vol. CXXXVIII, page 149; Vol. CXLII, page 393; Vol. CXLVII, page 356; Vol. CLVI, page 260; Vol. CLX, page 418; Vol. CLXIV, page 403; Vol. CLXXII, page 426; Vol. CLXXXI, page 397; Vol. CLXXXV, page 407; and Vol. CLXXXIX, page 483, of this Series.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 109.
(102/11/37.)

BRUXELLES, *le 1^{er} juin 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est disposé à exonérer de l'impôt dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, pour une période de quatre-vingt-dix jours par an, et sans présentation d'un permis fiscal, les véhicules automobiles visés par la Convention¹ internationale signée à Genève le 30 mars 1931, concernant le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers, si ces véhicules sont immatriculés en Belgique. Cette exonération s'applique à l'année se terminant le 31 décembre.

2. J'ai l'honneur d'ajouter que lesdites automobiles belges immatriculées bénéficieront à Terre-Neuve et dans la Rhodésie du Sud d'un traitement analogue, sous réserve de la condition énoncée au paragraphe 4 ci-dessous.

¹ Vol. CXXXVIII, page 149; vol. CXLII, page 393; vol. CXLVII, page 356; vol. CLVI, page 260; vol. CLX, page 418; vol. CLXIV, page 403; vol. CLXXII, page 426; vol. CLXXXI, page 397; vol. CLXXXV, page 407; et vol. CLXXXIX, page 483, de ce recueil.

3. His Majesty's Government in the United Kingdom reserve the right to modify the treatment of Belgian motor cars in the United Kingdom, Newfoundland or Southern Rhodesia at the end of any year, but in that event would give at least three months' notice to the Belgian Government.

4. I have the honour to state that the above offer of His Majesty's Government in the United Kingdom is conditional on the Belgian Government according substantially reciprocal treatment in respect of motor vehicles registered in the United Kingdom, Newfoundland and Southern Rhodesia.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(*Sd.*) Noel CHARLES.

His Excellency
Monsieur Paul Spaak,
Minister for Foreign Affairs,
Brussels.

Pour copie certifiée conforme :

Pr. le Ministre des Affaires
étrangères et du Commerce extérieur,
Le Directeur délégué,
V. Godart.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

Direction générale C.
2^e Section — 5^e Bureau.
N^o 69123/Gr.-Bret/9.

1^{er} juin 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour exposant le régime fiscal qui sera consenti par le Gouvernement britannique aux véhicules automobiles immatriculés en Belgique et circulant temporairement sur le territoire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne

No. 4583

3. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni se réserve le droit de modifier le régime accordé aux automobiles belges dans le Royaume-Uni, à Terre-Neuve ou dans la Rhodésie du Sud à la fin de chaque année, mais il donnerait, dans ce cas, un préavis d'au moins trois mois au Gouvernement belge.

4. J'ai l'honneur de déclarer que l'offre ci-dessus du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est subordonnée à l'octroi, par le Gouvernement belge, d'un traitement réciproque en substance à l'égard des véhicules automobiles immatriculés dans le Royaume-Uni, à Terre-Neuve et dans la Rhodésie du Sud.

Je saisis cette occasion, etc.

(*Signé*) Noël CHARLES.

Son Excellence
Monsieur Paul Spaak,
Ministre des Affaires étrangères,
Bruxelles.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND FOREIGN TRADE.
General Directorate C.
2nd Section — 5th Bureau.
No. 69123/Gr. Brit/9.

June 1st, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of to-day's date, setting forth the fiscal treatment which will be accorded by the British Government to motor vehicles registered in Belgium, but temporarily being driven in the territory of the United Kingdom of Great

et d'Irlande du Nord et sur le territoire de Terre-Neuve et de la Rhodésie du Sud.

En échange du traitement ci-dessus, le Gouvernement belge appliquera à partir de ce jour aux véhicules à moteur faisant l'objet de la Convention internationale de Genève et immatriculés dans le Royaume-Uni, en Terre-Neuve et dans la Rhodésie du Sud, et utilisés temporairement en Belgique, le régime fiscal exposé ci-dessous.

1. Les véhicules automobiles régulièrement immatriculés dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en Terre-Neuve et dans la Rhodésie du Sud, qui circulent temporairement sur le territoire métropolitain belge, seront exemptés des impôts ou taxes qui frappent en Belgique la circulation ou la détention des automobiles, pour autant que lesdits véhicules ne servent qu'au transport non rémunéré de personnes et qu'ils soient munis de la plaque portant les lettres distinctives de leur nationalité.

2. Les autocars immatriculés dans le Royaume-Uni, en Terre-Neuve et dans la Rhodésie du Sud, et transportant, moyennant rémunération, des personnes qui effectuent un voyage en Belgique seront exemptés des impôts ou taxes visés ci-dessus, pour autant qu'il s'agisse exclusivement de personnes prises en charge dans le pays d'immatriculation.

L'exemption en question ne s'étend pas toutefois à la taxe sur les transports qui continuera à être perçue comme elle l'est actuellement.

3. Le Gouvernement belge se réserve le droit de modifier le régime exposé ci-dessus à la fin de chaque année, moyennant un préavis d'au moins trois mois.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, etc.

(Sé.) P. H. SPAAK.

Sir Noël Charles,
Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne,
Bruxelles.

Pour copie certifiée conforme :

Pr. le Ministre des Affaires
étrangères et du Commerce extérieur,
Le Directeur délégué,
V. Godart.

Britain and Northern Ireland and in the territory of Newfoundland and Southern Rhodesia.

In return for the above treatment, the Belgian Government will, as from to-day's date, accord to motor vehicles coming within the scope of the Geneva International Convention, registered in the United Kingdom, Newfoundland or Southern Rhodesia, and temporarily used in Belgium, the fiscal treatment as above described.

1. Motor vehicles duly registered in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Newfoundland or Southern Rhodesia, which are being temporarily driven in Belgian territory in Europe, shall be exempted from the taxes or charges levied in Belgium on the circulation or possession of motor vehicles, provided that the said vehicles are only used for the conveyance of persons without hire or reward, and that they carry a plate bearing letters clearly indicating their nationality.

2. Motor coaches registered in the United Kingdom, Newfoundland or Southern Rhodesia, and conveying for hire or reward persons travelling in Belgium, shall be exempted from the taxes or charges mentioned above, in so far as the passengers in question were exclusively taken on board in the country of registration.

The exemption in question shall not, however, be extended to the transport tax, which shall continue to be levied as at present.

3. The Belgian Government reserves the right to modify the treatment above described at the end of any year, subject to at least three months' notice being given.

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. H. SPAAK.

Sir Noel Charles,
Chargé d'Affaires of Great Britain,
Brussels.

III.

BRITISH EMBASSY.

No. 110.
(102/12/37).

BRUSSELS, *June 1st, 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of today's date setting out the privileges which the Belgian Government are prepared to accord in Belgium to motor vehicles registered in the United Kingdom, Newfoundland and Southern Rhodesia.

2. His Majesty's Government in the United Kingdom accept the Belgian Government's offer and regard the Agreement between the two countries as now complete.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Sd.) Noel CHARLES.

His Excellency
Monsieur Paul Spaak,
Minister for Foreign Affairs,
Brussels.

Pour copie certifiée conforme :

Pour le Ministre des Affaires
étrangères et du Commerce extérieur,
Le Directeur délégué,
V. Godart.

III.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 110.
(102/12/37.)

BRUXELLES, *le 1^{er} juin 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, exposant les privilèges que le Gouvernement belge est disposé à consentir en Belgique aux véhicules automobiles immatriculés dans le Royaume-Uni, à Terre-Neuve et dans la Rhodésie du Sud.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte l'offre du Gouvernement belge et considère que l'accord est maintenant complet entre les deux pays.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Noël CHARLES.

Son Excellence
Monsieur Paul Spaak,
Ministre des Affaires étrangères,
Bruxelles.

N° 4584.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FRANCE**

**Echange de notes comportant un accord relatif
à l'exonération réciproque, pour les aéronefs
militaires, des droits sur les carburants et
lubrifiants. Paris, le 8 novembre 1938.**

*Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux
Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement
a eu lieu le 7 juin 1939.*

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FRANCE**

**Exchange of Notes constituting an Agreement
for the Reciprocal Exemption of Military
Aircraft from Duties on Fuel and Lubri-
cants. Paris, November 8th, 1938.**

*English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary
of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took
place June 7th, 1939.*

No. 4584. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE FRENCH GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION OF MILITARY AIRCRAFT FROM DUTIES ON FUEL AND LUBRICANTS. PARIS, NOVEMBER 8TH, 1938.

N° 4584. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXONÉRATION RÉCIPROQUE, POUR LES AÉRONEFS MILITAIRES, DES DROITS SUR LES CARBURANTS ET LUBRIFIANTS. PARIS, LE 8 NOVEMBRE 1938.

I. SIR E. PHIPPS TO M. BONNET.

BRITISH EMBASSY.

M. LE MINISTRE,

PARIS, *November 8th, 1938.*

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are desirous of concluding with the Government of the Republic an Agreement in the following terms for the reciprocal exemption of military aircraft from the payment of Customs and other duties on fuel and lubricants :

(1) The Government of the United Kingdom will accord to French military aircraft in the United Kingdom exemption from Customs and other duties in respect of fuel and lubricants contained, on the arrival of the aircraft, in their tanks, it being understood, however, that no quantity of such fuel or lubricants may be removed from the aircraft without paying duty.

(2) The Government of the United Kingdom will accord to French military aircraft in the United Kingdom exemption from Customs and other duties in respect of fuel and lubricants taken on board in the United Kingdom for use on flights of French military aircraft in transit over the United Kingdom.

(3) The Government of the Republic will reciprocally accord to United Kingdom military aircraft in France exemption from Customs and other duties in respect of fuel and lubricants equivalent to those indicated above.

(4) The exemptions referred to in sub-paragraphs (2) and (3) above will be accorded in respect of supplies obtained from duty-paid stocks :

(a) By the Government of the United Kingdom, by way of drawback or repayment of duty on the quantity taken on board ;

(b) By the Government of the Republic, in accordance with the conditions prescribed by the laws and regulations of the Republic, which are set out in the annex to this note.

(5) The repayment of Customs and other duties on fuel and lubricants will be granted provided such fuel and lubricants are taken on board at :

(a) Recognised Customs aerodromes where outward clearance is obtained ; or

¹ Came into force November 8th, 1938.

¹ Entré en vigueur le 8 novembre 1938.

(b) A military aerodrome or sea-plane base provided that notice be given of the intention to claim drawback when permission for the flight is sought in the first instance.

(6) The Government of the United Kingdom may, at any time, by means of a notification to the Government of the Republic through the diplomatic channel, extend the present Agreement to any British colony, overseas territory, protectorate, or any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, and on such notification being received :

(a) Military aircraft belonging to the territory or territories named in the notification shall, in France and in any other territory to which the Agreement shall have been, or shall thereafter be, extended under sub-paragraph (7) below, be entitled to the same benefits as are provided for in sub-paragraph (3) of this Agreement in respect of United Kingdom military aircraft in France ; and

(b) French military aircraft shall, in the territory or territories named in the notification, be entitled to the same benefits as are provided for in sub-paragraphs (1) and (2) of this Agreement in respect of French military aircraft in the United Kingdom.

(7) Similarly, the Government of the Republic may at any time, by means of a notification to the Government of the United Kingdom, extend the present Agreement to any French colony, protectorate or overseas territory or any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the Republic, and on the receipt of such notification :

(a) Military aircraft belonging to the territory or territories mentioned in the notification shall, in the United Kingdom, and in any territory to which the Agreement shall have been or shall thereafter be extended under sub-paragraph (6) above, be entitled to the same benefits as are provided for in sub-paragraphs (1) and (2) of this Agreement in respect of French military aircraft in the United Kingdom ; and

(b) Military aircraft belonging to the United Kingdom or to any territory or territories to which the present Agreement shall have been or shall thereafter be extended in accordance with sub-paragraph (6) shall, in the territory or territories mentioned in the notification, be entitled to the same privileges as are provided for in sub-paragraph (3) of this Agreement in respect of United Kingdom aircraft in France.

(8) Any extension of the present Agreement, by notification under sub-paragraphs (6) or (7) above, may be separately terminated by either Government by means of a notification to the other Government of their desire to terminate such extension. Any such notification shall take effect three months after the date thereof.

2. If the Government of the Republic agree to the foregoing provisions, I have the honour to suggest that the present note and your Excellency's reply in similar terms be regarded as constituting an Agreement between the two Governments which shall come into force immediately, and shall remain in force until three months after the date on which either Government shall have given to the other notice of the termination of the Agreement.

I have, etc.

ERIC PHIPPS.

ANNEX

Hydrocarbons intended for refuelling purposes may be drawn from duty-paid stocks. When fuel and lubricants from such stocks are taken on board the aircraft, a special certificate will be issued by the Customs authorities. This document, which is valid for a period of three months, and which is transferable by endorsement, allows the release for general consumption, free of duties and taxes, of an equal quantity of hydrocarbons of the same category.

In order to obtain the application of the foregoing provisions, proof of embarkation must be furnished in the form of a certificate of flight issued by the officer in charge of the aerodrome, base or landing place.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

SIR E. PHIPPS A M. BONNET.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

PARIS, le 8 novembre 1938.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord désire conclure avec le Gouvernement de la République un accord relatif à l'exonération réciproque, pour les aéronefs militaires, du paiement des droits de douane et autres droits sur les carburants et lubrifiants. Cet accord est conçu dans les termes suivants :

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni accordera aux aéronefs militaires français dans le Royaume-Uni la franchise des droits de douane et autres droits sur les carburants et lubrifiants contenus dans leurs réservoirs à leur arrivée, étant entendu néanmoins qu'aucune quantité de carburants ou de lubrifiants ne pourra être enlevée des appareils sans payer les droits.

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni accordera aux aéronefs militaires français dans le Royaume-Uni la franchise des droits de douane et autres droits sur les carburants et lubrifiants pris à bord dans le Royaume-Uni et devant servir aux vols en transit au-dessus du Royaume-Uni des aéronefs militaires français.

[*Et ainsi de suite, comme la note II, mutatis mutandis.*]

2. Si le Gouvernement de la République accepte les dispositions qui précèdent, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence en termes analogues soient considérées comme constituant un accord entre les deux gouvernements. Cet accord entrera en vigueur immédiatement et demeurera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois après la date à laquelle l'un des deux gouvernements l'aura dénoncé.

Veillez agréer, etc.

Eric PHIPPS.

ANNEXE

[*Voir Annexe à la note II.*]

II. M. BONNET A SIR E. PHIPPS.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

M. L'AMBASSADEUR,

PARIS, le 8 novembre 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note en date de ce jour et de lui faire savoir que le Gouvernement de la République accepte que les dispositions suivantes constituent un accord sur la base de la réciprocité avec le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

I. A partir de la date de la présente note.

Le Gouvernement de la République accordera aux aéronefs militaires britanniques en France la franchise des droits sur les carburants et lubrifiants contenus dans leurs réservoirs à leur arrivée, étant entendu néanmoins qu'aucune quantité de carburants ou de lubrifiants ne pourra être enlevée des appareils sans payer les droits.

II. Le Gouvernement de la République accordera aux aéronefs militaires britanniques en France la franchise des droits de douane et autres droits sur les carburants et lubrifiants pris à bord en France et devant servir aux vols en transit au-dessus de la France des aéronefs militaires britanniques.

III. Réciproquement, le Gouvernement du Royaume-Uni accordera aux aéronefs militaires français dans le Royaume-Uni des franchises équivalentes à celles ci-dessus en ce qui concerne les droits de douane et autres droits sur les carburants et lubrifiants.

IV. La franchise visée aux articles II et III ci-dessus sera accordée lorsqu'il s'agira de produits provenant de stocks ayant acquitté les droits :

a) Par le Gouvernement de la République, dans les conditions prévues par la législation et la réglementation françaises qui sont indiquées à l'annexe de la présente note ;

b) Par le Gouvernement du Royaume-Uni par voie de drawback ou de ristourne du montant des droits et taxes sur les quantités embarquées.

V. La ristourne des droits de douane et autres droits sur les carburants et lubrifiants sera accordée à condition que les carburants et lubrifiants aient été pris à bord :

Soit a) dans les aéroports douaniers reconnus où l'on délivre le congé ;

Soit b) dans un aéroport militaire ou une base d'hydravions militaire sous réserve que l'intention de se prévaloir du drawback soit notifiée dans la demande initiale d'autorisation de survol.

VI. Le Gouvernement de la République pourra à tout moment, par notification adressée au Gouvernement du Royaume-Uni par voie diplomatique, étendre le présent accord à toute colonie française, tout protectorat ou territoire d'outre-mer ou territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le Gouvernement de la République française, et dès réception de cette notification :

a) Tous aéronefs militaires appartenant à un ou plusieurs des territoires énoncés dans la notification auront droit, dans le Royaume-Uni et dans tout territoire auquel, en vertu du paragraphe VII ci-dessous, l'accord aura été étendu ou sera étendu par la suite, aux mêmes avantages que ceux prévus au paragraphe III du présent accord pour les aéronefs militaires français dans le Royaume-Uni ;

b) Tous aéronefs militaires appartenant au Royaume-Uni ou à un ou plusieurs des territoires auxquels le présent accord aura été étendu ou sera étendu par la suite en vertu du paragraphe VII auront droit dans les territoires énoncés dans la notification aux mêmes avantages que ceux prévus aux paragraphes I et II du présent accord pour les aéronefs du Royaume-Uni en France.

VII. De même, le Gouvernement du Royaume-Uni pourra, à tout moment, par notification adressée au Gouvernement de la République par voie diplomatique, étendre le présent accord à toute colonie britannique, tout territoire d'outre-mer, protectorat ou territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni, et dès réception de cette notification :

a) Tous aéronefs militaires appartenant à un ou plusieurs des territoires énoncés dans la notification auront droit, en France et dans tout autre territoire auquel, en vertu du paragraphe VI ci-dessus, l'accord aura été étendu ou sera étendu par la suite, aux mêmes avantages que ceux prévus aux paragraphes I et II du présent accord pour les aéronefs militaires du Royaume-Uni en France ;

b) Tous aéronefs militaires français auront droit, dans le ou les territoires énoncés dans la notification, aux mêmes avantages que ceux prévus au paragraphe III du présent accord pour les aéronefs militaires français dans le Royaume-Uni.

VIII. Chacun des gouvernements pourra mettre fin séparément à toute extension du présent accord résultant d'une notification prévue aux paragraphes VI et VII ci-dessus, en adressant à l'autre gouvernement une notification de son désir de mettre fin à ladite extension. Toute notification dans ce sens prendra effet trois mois après sa date.

La présente note et la communication de Votre Excellence, en date de ce jour, rédigées dans des termes analogues, seront considérées comme consacrant l'accord des deux gouvernements réalisé en cette matière et auquel chaque Partie pourra mettre fin moyennant préavis de trois mois donné par la voie diplomatique.

Veillez agréer, etc.

Georges BONNET.

ANNEXE

PRODUITS LIBÉRÉS DE DROITS.

Les hydrocarbures destinés aux avitaillements peuvent être pris dans les dépôts libres de produits ayant acquitté les droits. Leur embarquement sur l'aéronef donne lieu à la délivrance, par le service des douanes, d'un certificat spécial. Ce titre, dont la durée de validité est de trois mois et qui est transmissible par endossement, permet le versement à la consommation, en exemption des droits et taxes, d'une quantité égale d'hydrocarbures de la catégorie mentionnée.

La constatation de l'embarquement n'est faite au bénéfice des dispositions qui précèdent qu'au vu d'un bulletin d'homologation du voyage, délivré par le chef de l'aérodrome, de la base, ou de l'escale.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

M. BONNET A SIR E. PHIPPS.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

M. L'AMBASSADEUR,

PARIS, *November 8th*, 1938.

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's note of to-day's date and to inform you that the Government of the Republic accept the following arrangements as constituting a reciprocal Agreement with the Government of His Majesty in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

I. From the date of the present note,

The Government of the Republic will accord to United Kingdom military aircraft in France exemption from duties on fuel and lubricants contained on the arrival of the aircraft in their tanks, it being understood, however, that no quantity of such fuel or lubricants may be removed from the aircraft without paying duty.

II. The Government of the Republic will accord to United Kingdom military aircraft in France exemption from Customs and other duties in respect of fuel and lubricants taken on board in France for use on flights of United Kingdom military aircraft in transit over France.

[*And so on, as in No. I, mutatis mutandis.*]

The present note and your Excellency's communication of to-day's date, formulated in similar terms, shall be considered as constituting an Agreement between the two Governments, which may be terminated by either Party on three months' notice given through the diplomatic channel.

Accept, etc.

Georges BONNET.

ANNEX.

[*As Annex to No. I.*]

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

N° 4585.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD, CANADA,
COMMONWEALTH D'AUSTRALIE,
NOUVELLE-ZÉLANDE ET FRANCE**

Convention concernant le transfert à l'État français de la propriété des emplacements des monuments britanniques commémoratifs de la guerre 1914-1918. Signée à Paris, le 28 décembre 1938.

Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 7 juin 1939.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND, CANADA,
COMMONWEALTH OF AUSTRALIA,
NEW ZEALAND AND FRANCE**

Convention concerning the Transfer to the French State of the Property in the Sites of British Monuments commemorative of the War 1914-1918. Signed at Paris, December 28th, 1938.

French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place June 7th, 1939.

N^o 4585. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, LE CANADA, LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET LA FRANCE CONCERNANT LE TRANSFERT A L'ÉTAT FRANÇAIS DE LA PROPRIÉTÉ DES EMPLACEMENTS DES MONUMENTS BRITANNIQUES COMMÉMORATIFS DE LA GUERRE 1914-1918. SIGNÉE A PARIS, LE 28 DÉCEMBRE 1938.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, représenté par M. l'intendant général Pierre VINCENSINI, commandeur de la Légion d'honneur, K.B.E., chef des Services de l'état civil et des sépultures militaires au Ministère des Anciens Combattants et Pensionnés, d'une part, et LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DU CANADA, DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE, représentés par le major-général sir Fabian Arthur Goulstone WARE, K.C.V.O., K.B.E., etc., vice-chairman de la Commission impériale des Sépultures militaires britanniques reconnue par l'Accord² franco-britannique signé à Paris, le 26 novembre 1918, d'autre part ;

Etant d'avis qu'il convient d'assurer le transfert à l'Etat français des terrains sur lesquels ont été érigés par les gouvernements énumérés d'autre part, ainsi que par le Gouvernement de Terre-Neuve, par les unités militaires ou des particuliers ici représentés par l'un ou l'autre desdits gouvernements, ou de la part desdits gouvernements, unités ou particuliers, des monuments militaires commémoratifs de la guerre 1914-1918 ; et

Reconnaissant qu'il est nécessaire de définir et d'assurer les droits et privilèges qu'auront ensuite lesdits gouvernements, unités militaires et particuliers à l'égard desdits monuments ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement de la République française (Ministère de la Défense nationale et de la Guerre) acquiert les immeubles dont les Gouvernements du Royaume-Uni, du Canada, du Commonwealth d'Australie et de la Nouvelle-Zélande, ainsi que le Gouvernement de Terre-Neuve, les unités militaires ou les particuliers sont devenus eux-mêmes propriétaires, en vertu d'actes de vente ou de donation précédemment réalisés en vue de l'érection des monuments commémoratifs précités.

Cette cession est faite moyennant la somme globale de un franc qui sera versée par le représentant du Gouvernement de la République française au secrétaire général du Comité mixte franco-britannique.

Les immeubles dont le Gouvernement français acquiert ainsi la propriété sont les suivants :

Terrain appartenant au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord affecté au monument de la 36^e division et sis à :

Commune	Département
Thiepval	Somme.

Terrains appartenant au Gouvernement canadien affectés aux monuments érigés par ledit gouvernement et sis à :

Commune	Département
Bourlon	Pas-de-Calais.
Dury	Pas-de-Calais.
Thélus (Bois Carré)	Pas-de-Calais.
Courcelette	Somme.
Le Quesnel	Somme.

¹ Entrée en vigueur le 28 décembre 1938.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome XV, page 604.

No. 4585. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, CANADA, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, NEW ZEALAND AND FRANCE CONCERNING THE TRANSFER TO THE FRENCH STATE OF THE PROPERTY IN THE SITES OF BRITISH MONUMENTS COMMEMORATIVE OF THE WAR 1914-1918. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 28TH, 1938.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, represented by M. l'Intendant Général Pierre VINCENSINI, Commander of the Legion of Honour, K.B.E., Chief of the Services de l'Etat Civil et des Sépultures Militaires at the Ministère des Anciens Combattants et Pensionnés, of the one part, and THE GOVERNMENTS OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, CANADA, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND NEW ZEALAND, represented by Major-General Sir Fabian Arthur Goulstone WARE, K.C.V.O., K.B.E., etc., Vice-Chairman of the Imperial War Graves Commission recognised by the Anglo-French Agreement² signed in Paris on the 26th November, 1918, of the other part ;

Being of opinion that it is expedient to provide for the transfer to the French State of the lands on which have been erected by the above-named Governments, Parties hereto of the other part, as also by the Government of Newfoundland, by military units or private individuals here represented by one or other of the said Governments, or on behalf of the said Governments, military units or individuals, military monuments commemorative of the War of 1914-1918 ; and

Recognising that it is necessary to define and provide for the rights and privileges which the said Governments, military units and individuals shall hereafter enjoy in respect of the said monuments ;

Have agreed as follows :

Article I.

The Government of the French Republic (Ministry of National Defence and War) acquires the immovable properties of which the Governments of the United Kingdom, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand, as also the Government of Newfoundland, military units or private individuals have become the owners by virtue of anterior deeds of sale or gift, with a view to the erection of the commemorative monuments before mentioned.

Such transfer is made in consideration of the lump sum of one franc which shall be paid by the Representative of the Government of the French Republic to the Secretary-General of the Anglo-French Mixed Committee.

The immovable properties thus acquired by the French Government are the following :

Plot of land belonging to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland appropriated to the purpose of the Monument to the 36th Division and situated at :

Commune	Department
Thiepval	Somme.

Plots of land belonging to the Canadian Government appropriated to the purpose of the Monuments erected by the said Government and situated at :

Commune	Department
Bourlon	Pas-de-Calais.
Dury	Pas-de-Calais.
Thélus (Bois-Carré)	Pas-de-Calais.
Courcelette	Somme.
Le Quesnel	Somme.

¹ Came into force December 28th, 1938.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. III, page 254.

Terrains appartenant au Gouvernement australien affectés aux monuments érigés par ledit gouvernement et sis à :

Commune	Département
Fouilloy	Somme.
Pozières	Somme.
Sailly-le-Sec	Somme.
Pontruet	Aisne.

Terrain appartenant au Gouvernement néo-zélandais affecté au monument érigé par ledit gouvernement et sis à :

Commune	Département
Longueval	Somme.

Terrains appartenant au Gouvernement de Terre-Neuve affectés aux monuments érigés par ledit gouvernement et sis à :

Commune	Département
Gueudecourt	Somme.
Masnières	Nord.
Monchy-le-Preux	Pas-de-Calais.

Terrains appartenant aux unités militaires suivantes ou aux particuliers désignés par eux et affectés aux monuments érigés par lesdites unités :

Unité	Commune	Département
	Sis à :	
II ^e Corps	Le Cateau	Nord.
Royal Tank Corps	Contalmaison	Somme.
Guards Division	Ginchy	Somme.
9 ^e Division (Ecosaise)	Athies-lès-Arras	Pas-de-Calais.
12 ^e Division	Monchy-le-Preux	Pas-de-Calais.
12 ^e Division	Epéhy	Somme.
18 ^e Division	Bois des Trônes (ou Bois d'Es-trons)	Somme.
20 ^e Division	Guillemont	Somme.
34 ^e Division	Ovillers-la-Boisselle	Somme.
34 ^e Division	Boeschêpe (Mont Noir)	Nord.
37 ^e Division	Monchy-le-Preux	Pas-de-Calais.
42 ^e Division	Trescault	Pas-de-Calais.
46 ^e Division	Vermelles	Pas-de-Calais.
47 ^e Division	Longueval (au Bois des Four-raults)	Somme.
55 ^e Division	Givenchy-lès-La-Bassée	Pas-de-Calais.
Régiment du King's Royal Rifle Corps	Pozières	Somme.
Régiment des Seaforth High-landers	Fampoux	Pas-de-Calais.

Article 2.

Le Gouvernement de la République française (Ministère de la Défense nationale et de la Guerre) pourra également acquérir tout ou partie des immeubles énumérés à l'alinéa 3 du présent article et dont les gouvernements mentionnés à l'article premier, les unités militaires ou les particuliers sont devenus eux-mêmes propriétaires dans les conditions prévues audit article.

Cette cession résultera du simple avis qui sera donné par le secrétaire général du Comité mixte franco-britannique au représentant du Gouvernement français. Elle sera effectuée moyennant la somme de un franc pour chaque immeuble ou groupe d'immeubles.

Plots of land belonging to the Australian Government appropriated to the purpose of the Monuments erected by the said Government and situated at :

Commune	Department
Fouilloy	Somme.
Pozières	Somme.
Sailly-le-Sec	Somme.
Pontruët	Aisne.

Plot of land belonging to the New Zealand Government appropriated to the purpose of the Monument erected by the said Government and situated at :

Commune	Department
Longueval	Somme.

Plots of land belonging to the Newfoundland Government appropriated to the purpose of the Monuments erected by the said Government and situated at :

Commune	Department
Gueudecourt	Somme.
Masnières	Nord.
Monchy-le-Preux	Pas-de-Calais.

Plots of land belonging to the following military units or to individuals nominated by them and appropriated to the Monuments erected by the said units :

Unit	Commune	Department
	Situated at :	
II Corps	Le Cateau	Nord.
Royal Tank Corps	Contalmaison	Somme.
Guards Division	Ginchy	Somme.
9th (Scottish) Division	Athies-lès-Arras	Pas-de-Calais.
12th Division	Monchy-le-Preux	Pas-de-Calais
12th Division	Epéhy	Somme.
18th Division	Bois des Trônes (or Bois d'Es- trons)	Somme.
20th Division	Guillemont	Somme.
34th Division	Ovillers-La-Boisselle	Somme.
34th Division	Boeschépe (Mont-Noir)	Nord.
37th Division	Monchy-le-Preux	Pas-de-Calais.
42nd Division	Trescault	Pas-de-Calais.
46th Division	Vermelles	Pas-de-Calais.
47th Division	Longueval (Bois des Fourraults)	Somme.
55th Division	Givenchy-lès-La-Bassée	Pas-de-Calais.
King's Royal Rifle Corps	Pozières	Somme.
Seaforth Highlanders	Fampoux	Pas-de-Calais.

Article 2.

The Government of the French Republic (Ministry of National Defence and War) may also acquire all or any of the immovable properties enumerated in the third paragraph of the present Article, of which the Governments mentioned in Article 1, military units or private individuals have become the owners under the conditions contemplated in that Article.

Such transfer shall follow automatically upon notification to be given by the Secretary-General of the Anglo-French Mixed Committee to the Representative of the French Government. It shall be effected in consideration of the sum of one franc for each immovable property, or group of immovable properties.

Les immeubles sur lesquels pourra porter cette cession sont les suivants :

Terrain appartenant au Gouvernement australien affecté au monument érigé par ledit gouvernement et sis à :

Commune	Département
Pozières (terrain contenant le site de l'ancien Moulin-à-vent)	Somme.

Terrain appartenant au Gouvernement de Terre-Neuve affecté au monument érigé par ledit gouvernement et sis à :

Commune	Département
Beaumont-Hamel (« Newfoundland Memorial Park »)	Somme.

Il est à observer que la cession comprend l'entier « Newfoundland Memorial Park » contenant, outre le monument de Terre-Neuve et les monuments des 29^e et 51^e divisions, trois cimetières de guerre britanniques, à savoir :

« Y » Ravine British Cemetery.
 Hunter's British Cemetery.
 Hawthorn Ridge (N^o 2) British Cemetery.

Terrain servant d'emplacement au monument des enfants de la ville de Hull, Yorkshire, Angleterre, sis à :

Commune	Département
Oppy (Bois d'Oppy)	Pas-de-Calais.

Terrains servant d'emplacement aux monuments érigés par les unités militaires suivantes :

Unité	Commune	Département
Sis à :		
18 ^e Division	Thiepval et Authuille	Somme.
19 ^e Division	Sarcy (Montagne de Bligny)	Marne.
46 ^e Division	Bellenglise	Aisne.
62 ^e Division	Havrincourt	Pas-de-Calais.
63 ^e Division	Beaucourt-sur-Ancre	Somme.
Régiment « Argyll & Sutherland Highlanders »	Beaumont-Hamel	Somme.
Régiment « Devonshire »	La Ville-aux-Bois-lès-Pontavert	Aisne.
Régiment « The Loyal (North Lancashire) »	Vendresse-et-Troyon	Aisne.

Article 3.

La remise à l'Etat français des immeubles visés aux articles précédents sera constatée, pour chaque ensemble d'immeubles, par un procès-verbal revêtu des signatures du secrétaire général du Comité mixte franco-britannique de ladite commission et du fonctionnaire à ce délégué par le Ministère de la Défense nationale et de la Guerre de la République française.

Article 4.

Préalablement à la signature de chaque procès-verbal de remise, l'autorisation d'ériger un monument sur le terrain objet de la remise devra, conformément à la procédure fixée par le décret du 18 novembre 1922, et sur la demande qui en aura été préalablement faite par le secrétaire général dudit comité mixte, être donnée par décret dans chaque cas particulier.

Article 5.

Le Gouvernement de la République française déclare concéder gratuitement et à perpétuité :

a) A chacun des Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Canada, du Commonwealth d'Australie et de la Nouvelle-Zélande, ainsi

The immovable properties to which such transfer may be applied are the following :

Plot of land belonging to the Australian Government appropriated to the purpose of the Monument erected by the said Government and situated at :

Commune	Department
Pozières (plot containing the site of the old windmill)	Somme.

Plot of land belonging to the Government of Newfoundland appropriated to the Monument erected by the said Government and situated at :

Commune	Department
Beaumont-Hamel (" Newfoundland Memorial Park ")	Somme.

It is to be observed that the transfer comprises the whole " Newfoundland Memorial Park " containing, besides the Newfoundland Memorial and the Monuments to the 29th and 51st Divisions, three British War Cemeteries, that is to say :

" Y " Ravine British Cemetery.
Hunter's British Cemetery.
Hawthorn Ridge (No. 2) British Cemetery.

Plot of land forming the site of the Monument to the men of Hull, Yorkshire, England, situated at :

Commune	Department
Oppy (Bois d'Oppy)	Pas-de-Calais.

Plots of land forming the sites of Monuments erected by the following military units :

Unit	Commune	Department
	Situés at :	
18th Division	Thiepval and Authuille	Somme.
19th Division	Sarcy (Montagne de Bligny)	Marne.
46th Division	Bellenglise	Aisne.
62nd Division	Havrincourt	Pas-de-Calais.
63rd Division	Beaucourt-sur-Ancre	Somme.
Argyll and Sutherland High-landers	Beaumont-Hamel	Somme.
Devonshire Regiment	La Ville-aux-Bois-lès-Pontavert	Aisne.
The Loyal (North Lancashire) Regiment	Vendresse-et-Troyon	Aisne.

Article 3.

The conveyance (" remise ") to the French State of the immovable properties referred to in the preceding Articles shall be evidenced, in the case of each group of immovable properties, by a *procès-verbal* bearing the signatures of the Secretary-General of the Anglo-French Mixed Committee of the said Commission and of the official authorised in that behalf by the Ministry of National Defence and War of the French Republic.

Article 4.

Prior to the signature of each *procès-verbal* evidencing conveyance, authority for the erection of a monument upon the land, the subject of the conveyance, must in each case have been given by decree, in conformity with the procedure established by the Décret of the 18th November, 1922, and upon the prior application of the Secretary-General of the said Mixed Committee.

Article 5.

The Government of the French Republic declares that it grants free of charge and in perpetuity :

(a) To each of the Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand, as also to

qu'au Gouvernement de Terre-Neuve, en ce qui concerne le ou les immeubles précédemment acquis en son nom ou pour son compte ; et

b) À ladite Commission impériale des Sépultures militaires britanniques, comme représentant des unités militaires ou particuliers intéressés, en ce qui concerne les immeubles précédemment acquis par lesdites unités militaires ou par lesdits particuliers ;

l'usage et la jouissance des immeubles objets de la présente convention, étant entendu que dans les deux cas lesdits immeubles resteront exclusivement affectés aux monuments commémoratifs qui y sont actuellement érigés et dont il appartiendra à ladite commission d'assurer la surveillance et l'entretien.

Cette concession ne saurait toutefois avoir pour conséquence d'empêcher les opérations de travaux publics pour lesquels l'utilité publique serait déclarée et dont l'emprise intéresserait directement ou non les terrains concédés ; dans cette éventualité, ladite commission serait appelée à se concerter avec le Gouvernement français pour déterminer les mesures qu'il serait nécessaire de prendre.

Article 6.

Les immeubles dont l'usage et la jouissance sont concédés en vertu des dispositions de l'article 5, seront exonérés de la contribution foncière conformément aux dispositions de l'article 185 (2) du Code général des impôts directs.

En application des dispositions des articles 572, 586 et 796 du Code de l'enregistrement et de l'article 338 du Code du timbre, seront exemptés de tous droits de timbre, d'enregistrement ou d'hypothèque les divers documents ou actes passés par la Commission impériale des Sépultures militaires britanniques ou pour son compte et ayant pour objet exclusif l'entretien des monuments commémoratifs érigés sur les immeubles concédés.

Article 7.

En tout ce qui concerne l'exécution de la présente convention et les règlements de détail auxquels elle pourrait donner lieu, lesdits Gouvernements du Royaume-Uni, du Canada, du Commonwealth d'Australie et de la Nouvelle-Zélande ainsi que le Gouvernement de Terre-Neuve, seront représentés auprès du Gouvernement de la République française et de ses autorités par ladite commission agissant par ledit Comité mixte franco-britannique conformément à l'article 6 de l'Accord franco-britannique du 26 novembre 1918.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention en langues française et anglaise, les deux versions ayant égale autorité.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 28 décembre 1938.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du
Nord :

(L. S.) Fabian WARE.

Pour le Gouvernement de la République
française :

(L. S.) VINCENSINI.

Pour le Gouvernement du Canada :

Fabian WARE.

Pour le Gouvernement du Commonwealth
d'Australie :

Fabian WARE.

Pour le Gouvernement de la Nouvelle-
Zélande :

Fabian WARE.

the Government of Newfoundland, as regards the immovable property or properties previously acquired in its name or on its behalf ; and

(b) To the said Imperial War Graves Commission, as representative of the military units or individuals concerned, as regards the immovable properties previously acquired by the said military units or individuals respectively ;

the use and enjoyment of the immovable properties, the subject of this Convention, it being understood that in either case the said immovable properties shall remain exclusively appropriated to the purpose of the commemorative monuments at present erected on them, the supervision and maintenance of which it will be for the said Commission to assure.

The foregoing grant shall not, however, result in preventing the execution of public works in respect of which a declaration of " utilité publique " shall have been made and the undertaking (" emprise ") of which affects directly or otherwise the lands granted ; in which event, the said Commission shall be invited to consult with the French Government in order to determine the measures that it may be necessary to take.

Article 6.

The immovable properties, of which the use and enjoyment are granted by virtue of the provisions of Article 5, shall be exempt from " contribution foncière " in conformity with the provisions of Article 185 (2) of the " Code Général des Impôts Directs ".

Pursuant to the provisions of Articles 572, 586 and 796 of the " Code de l'Enregistrement " and of Article 338 of the " Code du Timbre " the various documents or deeds executed by or on behalf of the Imperial War Graves Commission and having for their exclusive object the maintenance of the commemorative monuments erected on the immovable properties granted, shall be exempt from all " droits de timbre ", " droits d'enregistrement " and " droits d'hypothèque ".

Article 7.

In all that concerns the execution of the present Convention and adjustments of detail (" règlements de détail ") to which it may give rise, the said Governments of the United Kingdom, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand, as also the Government of Newfoundland, shall be represented in their relations with (" auprès de ") the Government of the French Republic and its authorities by the said Commission acting by the said Anglo-French Committee in conformity with Article 6 of the Anglo-French Agreement of the 26th November, 1918.

In witness whereof, the undersigned, duly authorised in that behalf, have signed the present Convention in the English and French languages, both versions having equal validity.

Done at Paris, in duplicate, the 28th December, 1938.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

(L. S.) Fabian WARE.

For the Government of the French Republic :

(L. S.) VINCENSINI.

For the Government of Canada :

Fabian WARE.

For the Government of the Commonwealth of Australia :

Fabian WARE.

For the Government of New Zealand :

Fabian WARE.

N° 4586.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET COLOMBIE**

**Echange de notes comportant un accord relatif
à la prolongation du Traité d'amitié, de
commerce et de navigation du 16 février
1866. Bogota, le 30 décembre 1938.**

*Textes officiels espagnol et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux
Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement
a eu lieu le 7 juin 1939.*

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND COLOMBIA**

**Exchange of Notes constituting an Agreement
regarding the Prolongation of the Treaty of
Friendship, Commerce and Navigation of
February 16th, 1866. Bogota, December
30th, 1938.**

*Spanish and English official texts communicated by His Majesty's Secretary
of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took
place June 7th, 1939.*

No. 4586. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE PROLONGATION OF THE TREATY OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION OF FEBRUARY 16TH, 1866. BOGOTA, DECEMBER 30TH, 1938.

I. EL DR. R. GARCÍA PEÑA AL SR. PASKE-SMITH.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES,

BOGOTÁ, *diciembre 30 de 1938.*

SEÑOR MINISTRO,

En relación con el Tratado² de Amistad, Comercio y Navegación del 16 de febrero de 1866, entre nuestros dos países, tengo el honor de proponer, en nombre del Gobierno de la República de Colombia, en vista de las estrechas y amistosas relaciones comerciales que existen entre Colombia y el Reino Unido, que, mientras se celebra un nuevo tratado que se conforme mejor a las condiciones actuales, el de 1866 no expire el primero de marzo de 1939, sino que continúe vigente después de esa fecha mediante la siguiente condición :

Tanto el Gobierno de la República de Colombia como el Gobierno del Reino Unido tendrán libertad de notificar la terminación de esta prórroga el 30 de septiembre de 1939, caso en el cual el tratado expirará el 31 de diciembre de 1939. Si ninguno de los dos Gobiernos hiciera tal notificación el día 30 de septiembre de 1939, continuará en vigencia dicho tratado hasta

No 4586. — CANJE DE NOTAS ENTRE EL GOBIERNO DE SU MAJESTAD EN EL REINO UNIDO Y EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DE COLOMBIA ESTABLECIENDO UN ACUERDO RELATIVO A LA PRORROGA DE LA VALIDEZ DEL TRATADO DE AMISTAD, COMERCIO Y NAVIGACION DEL 16 DE FEBRERO DE 1866. BOGOTA, 30 DE DICIEMBRE DE 1938.

I. DR. R. GARCÍA PEÑA TO MR. PASKE-SMITH.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

BOGOTÁ, *December 30th, 1938.*

M. LE MINISTRE,

With reference to the Treaty² of Friendship, Commerce and Navigation of the 16th February, 1866, between our two countries, I have the honour to propose, on behalf of the Government of the Republic of Colombia, in view of the close and friendly commercial relations which exist between Colombia and the United Kingdom, that, pending the conclusion of a new Treaty more in accord with modern conditions, the Treaty of 1866 shall not expire on the 1st March, 1939, but shall continue in force after that date subject to the following condition :

The Government of Colombia as well as that of the United Kingdom shall be at liberty to notify the termination of this prolongation on the 30th September, 1939, in which case the Treaty shall expire on the 31st December, 1939. If neither Government give such notice of termination on the 30th September, 1939, the Treaty shall continue in force for a period of three

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 56, page 13.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

la expiración de tres meses contados desde la fecha en que tal notificación fuere hecha.

En nombre de mi Gobierno tengo el honor de sugerir, que, para los efectos atrás indicados, se considere como un convenio entre nuestros dos Gobiernos tanto la presente nota como la de recibo que vuestra Excelencia se sirva enviarme.

Aprovecho, etc.

El Secretario del Ministerio
de Relaciones Exteriores
Encargado del Despacho,
Roberto GARCÍA PEÑA.

months after the date such notice of termination is given.

In the name of my Government I have the honour to suggest that, to give effect to the above, this Note, together with the acknowledgment which your Excellency will send me, shall constitute an Agreement between our two Governments.

I avail, etc.

Roberto GARCÍA PEÑA.

II. MR. PASKE-SMITH TO DR. R. GARCÍA PEÑA.

BRITISH LEGATION.

M. LE MINISTRE,

BOGOTÁ, *December 30th*, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's Note of to-day's date, in which your Excellency proposes on behalf of your Government, in view of the close and friendly commercial relations which exist between Colombia and the United Kingdom, that, pending the conclusion of a new Treaty more in accord with modern conditions, the Treaty between our two countries of Friendship, Commerce and Navigation of the 16th February, 1866, shall not expire on the 1st March, 1939, but shall continue in force after that date, subject to the following condition:

Your Government propose that both they and the Government of the United Kingdom shall be at liberty to give notice of termination of this prolongation on the 30th September, 1939, in which case the Treaty shall expire on the 31st December, 1939. If neither Government give notice of termination on the 30th September, 1939, the Treaty shall continue in force until the expiration of three months from the date on which such notice of termination is given.

I have the honour, by direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform your Excellency that my Government agree that your Excellency's Note and this my acknowledgment thereof shall constitute an Agreement between our two Governments to the effect set out in your Excellency's Note.

I avail, etc.

M. PASKE-SMITH.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4586. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA PROLONGATION DU TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 16 FÉVRIER 1866. BOGOTA, LE 30 DÉCEMBRE 1938.

I. LE D^r R. GARCÍA PEÑA A M. PASKE-SMITH.

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BOGOTÁ, le 30 décembre 1938.

Me référant au Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 16 février 1866, conclu entre nos deux pays, j'ai l'honneur de proposer au nom du Gouvernement de la République de Colombie et en raison des relations commerciales étroites et amicales qui existent entre la Colombie et le Royaume-Uni que, en attendant la conclusion d'un nouveau traité répondant mieux aux conditions actuelles, le Traité de 1866 ne vienne pas à expiration le 1^{er} mars 1939 mais continue d'exercer ses effets après cette date, sous réserve de la condition suivante :

Le Gouvernement de Colombie, aussi bien que celui du Royaume-Uni, aura la faculté de notifier la terminaison de cette prolongation le 30 septembre 1939, auquel cas le traité viendra à expiration le 31 décembre 1939. Si aucun des deux gouvernements ne donne ledit préavis à la date du 30 septembre 1939, le traité en question demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de trois mois à compter de la date à laquelle sera donné le préavis en question.

Au nom de mon gouvernement, j'ai l'honneur de proposer que, pour donner effet à la disposition ci-dessus, la présente note ainsi que l'accusé de réception que Votre Excellence m'adressera constituent un accord entre nos deux gouvernements.

Je saisis cette occasion, etc.

Roberto GARCÍA PEÑA.

II. M. PASKE-SMITH AU D^r R. GARCÍA PEÑA.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BOGOTÁ, le 30 décembre 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour par laquelle vous proposez, au nom de votre gouvernement et en raison des relations commerciales étroites et amicales qui existent entre la Colombie et le Royaume Uni, que, en attendant la conclusion d'un nouveau traité répondant mieux aux circonstances actuelles, le Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 16 février 1866 entre nos deux pays ne vienne pas à expiration le 1^{er} mars 1939 mais continue d'exercer ses effets après cette date, sous réserve de la condition suivante :

Votre gouvernement propose que le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de Colombie aient la faculté de notifier la terminaison de cette prolongation le 30 septembre 1939, auquel cas le traité viendra à expiration le 31 décembre 1939. Si aucun des deux gouvernements ne donne ledit préavis à la date du 30 septembre 1939, le traité en question demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de trois mois à compter de la date à laquelle sera donné le préavis en question.

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon gouvernement accepte que la note de Votre Excellence et le présent accusé de réception constituent un accord entre nos deux gouvernements à l'effet indiqué dans la note de Votre Excellence.

Je saisis cette occasion, etc.

M. PASKE-SMITH.

N° 4587.

**COLONIE ET PROTECTORAT DU KÉNYA,
PROTECTORAT DE L'OUGANDA,
TERRITOIRE SOUS MANDAT
DU TANGANYIKA, ET CONGO BELGE
ET TERRITOIRE SOUS MANDAT
DU RUANDA-URUNDI**

**Arrangement pour l'échange des colis postaux, et
règlement d'exécution y annexé. Signés à Nairobi, le
4 décembre 1938, et à Léopoldville, le 2 janvier 1939.**

*Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 7 juin 1939.*

**KENYA COLONY AND PROTECTORATE,
UGANDA PROTECTORATE,
MANDATED TERRITORY OF TANGANYIKA
AND BELGIAN CONGO AND MANDATED
TERRITORY OF RUANDA URUNDI**

**Agreement for the Exchange of Parcels by Parcel
Post, and Detailed Regulations annexed thereto.
Signed at Nairobi, December 4th, 1938, and at
Leopoldville, January 2nd, 1939.**

*French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for
Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place June 7th, 1939.*

N° 4587. — ARRANGEMENT¹ ENTRE L'OFFICE POSTAL DE LA COLONIE ET DU PROTECTORAT DU KÉNYA, DU PROTECTORAT DE L'OUGANDA ET DU TERRITOIRE SOUS MANDAT DU TANGANYIKA ET L'OFFICE POSTAL DU CONGO BELGE ET DU TERRITOIRE SOUS MANDAT DU RUANDA-URUNDI POUR L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A NAIROBI, LE 4 DÉCEMBRE 1938, ET A LÉOPOLDVILLE, LE 2 JANVIER 1939.

L'Office postal de la Colonie et du Protectorat du Kénya, du Protectorat de l'Ouganda et du Territoire sous mandat du Tanganyika et l'Office postal du Congo belge et du Territoire sous mandat du Ruanda-Urundi conviennent d'effectuer un échange direct régulier de colis entre la Colonie et le Protectorat du Kénya, le Protectorat de l'Ouganda et le Territoire sous mandat du Tanganyika, et le Congo belge et le Territoire sous mandat du Ruanda-Urundi.

ARRANGEMENT

Article premier. — LIMITES DE POIDS, DE DIMENSIONS ET DE DÉCLARATION DE VALEUR.

1. Les colis déposés au Kénya, en Ouganda ou au Tanganyika à destination du Congo belge ou du Ruanda-Urundi ne peuvent pas dépasser le poids de 22 livres, ni présenter des dimensions supérieures à 3 pieds 6 pouces en longueur et 6 pieds en largeur et pourtour combinés ; les colis déposés au Congo belge ou Ruanda-Urundi à destination du Kénya, de l'Ouganda ou du Tanganyika ne peuvent pas dépasser le poids de 10 kg. ni présenter des dimensions supérieures à 1 m. 05 en longueur et 1 m. 80 en largeur et pourtour combinés.

2. En ce qui concerne l'exactitude du calcul du poids et dimensions d'un colis, il est convenu d'admettre l'avis de l'office expéditeur, sauf en cas d'erreur manifeste.

3. La limite de déclaration de valeur pour un colis assuré est fixée à 1.000 francs.

Article 2. — TRANSIT DES COLIS.

Les deux administrations postales garantissent le droit de transit à travers leur territoire, des colis en provenance ou à destination des pays avec lesquels elles entretiennent un service d'échange des colis postaux. Les colis en transit seront régis par les dispositions du présent arrangement et par celles du règlement de détail et d'ordre, qui leur sont applicables.

Article 3. — AFFRANCHISSEMENT DES COLIS.

1. L'affranchissement des colis est obligatoire, sauf en cas de réexpédition ou de renvoi.

2. La taxe se compose des sommes revenant à chaque administration postale participant au transport territorial ou maritime.

Article 4. — DROIT TERRITORIAL.

Pour les colis expédiés d'un des deux pays pour livraison dans l'autre, les droits territoriaux du Kénya, de l'Ouganda et du Tanganyika sont fixés à fr. 0,75, fr. 1,20, fr. 1,70 et fr. 2,45 pour les colis ne dépassant pas respectivement 3 livres, 7, 11 et 22 livres et les droits territoriaux du Congo belge et du Ruanda-Urundi sont fixés à fr. 0,85, fr. 1,25, fr. 1,25 et fr. 2,25 pour les colis échangés

¹ Entré en vigueur le 1^{er} avril 1939.

No. 4587. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF KENYA COLONY AND PROTECTORATE, THE UGANDA PROTECTORATE AND THE MANDATED TERRITORY OF TANGANYIKA AND THE POST OFFICE OF THE BELGIAN CONGO AND THE MANDATED TERRITORY OF RUANDA URUNDI FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT NAIROBI, DECEMBER 4TH, 1938, AND AT LEOPOLDVILLE, JANUARY 2ND, 1939.

The Post Offices of Kenya Colony and Protectorate, Uganda Protectorate and the Mandated Territory of Tanganyika and the Belgian Congo and the Mandated Territory of Ruanda Urundi agree to effect a regular direct exchange of parcels between Kenya Colony and Protectorate, Uganda Protectorate and the Mandated Territory of Tanganyika and the Belgian Congo and the Mandated Territory of Ruanda Urundi.

AGREEMENT.

Article 1. — LIMITS OF WEIGHT, SIZE AND VALUE.

1. A parcel for the Belgian Congo and Ruanda Urundi posted in Kenya, Uganda and Tanganyika shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length and 6 feet in length and girth combined ; and a parcel for Kenya, Uganda and Tanganyika posted in the Belgian Congo and Ruanda Urundi shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres in length and 1.80 metres in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

3. The maximum limit of value for an insured parcel shall be francs 1,000.

Article 2. — TRANSIT OF PARCELS.

The two Postal Administrations guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have parcel post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

Article 3. — PREPAYMENT OF POSTAGE RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.

2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Postal Administration taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4. — TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the territorial rates of Kenya, Uganda and Tanganyika shall be Fr. 0.75, Frs. 1.20, Frs. 1.70 and Frs. 2.45 for parcels not exceeding 3 lbs., 7, 11 and 22 lbs. respectively ; and the territorial rates of the Belgian Congo and Ruanda Urundi shall be Fr. 0.85, Frs. 1.25, Frs. 1.25 and Frs. 2.25 for parcels from

¹ Came into force April 1st, 1939.

avec le Kénya et l'Ouganda et à fr. 1,—, fr. 1,50, fr. 1,50 et fr. 2,70 pour les colis échangés avec le Tanganyika ne dépassant pas respectivement 1 kilo (2 livres 2 onces), 3 kilos (7 livres), 5 kilos (11 livres) et 10 kilos (22 livres).

L'Administration postale du Congo belge et du Ruanda-Urundi se réserve le droit de réduire ou de majorer ses droits conformément aux modifications qui seraient introduites en matière de taxes par des conventions internationales conclues consécutivement à l'Accord de 1934 du Caire.

L'Administration postale du Kénya, de l'Ouganda et du Tanganyika se réserve le droit de réduire ou de majorer ses droits territoriaux conformément aux modifications de ces droits qui seraient décidées par rapport à ses relations en matière de colis postaux avec les autres pays en général.

Article 5. — DROITS DE REMISE A DOMICILE ET DE DÉDOUANEMENT.

L'Administration postale du Congo belge et du Ruanda-Urundi peut percevoir pour la remise à domicile ou pour le dédouanement un droit s'élevant à fr. 0,50 au maximum par colis ou tout autre droit qui serait fixé par des conventions internationales conclues consécutivement à l'Accord de 1934 du Caire.

L'Administration postale du Kénya, de l'Ouganda et du Tanganyika peut percevoir tel droit qu'elle fixera périodiquement pour ce genre de service dans ses relations en matière de colis postaux avec les autres pays en général.

Article 6. — DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS NON POSTAUX.

Les droits de douane et tous les autres droits non postaux seront, sauf disposition contraire du présent accord, acquittés par les destinataires des colis.

Article 7. — DROIT DE MAGASINAGE.

Chacune des deux administrations postales est autorisée à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis adressés poste restante ou non retirés dans les délais prescrits.

Ce droit ne pourra en aucun cas dépasser fr. 5.—.

Article 8. — INTERDICTIONS.

1. Les colis postaux ne doivent contenir aucune lettre, note ou document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ni des objets de correspondance de toute nature portant une autre adresse que celle du destinataire ou des personnes habitant avec ce dernier.

Il est permis, cependant, d'insérer dans l'envoi la facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives.

2. Il est également interdit d'expédier dans les colis postaux :

- a) Des objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les autres envois ;
- b) Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches chargées et les allumettes) ;
- c) Des animaux vivants à l'exception des abeilles, qui doivent être renfermées dans des boîtes construites de façon à éviter tout danger pour les agents et à permettre la vérification du contenu ;
- d) Des objets dont l'admission est interdite par les lois ou règlements des douanes ou autres ;
- e) Des objets obscènes ou immoraux.

Il est, en outre, interdit d'expédier des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierrailles, des bijoux et d'autres objets précieux dans des colis sans valeur déclarée à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur.

Kenya and Uganda and Fr. 1.00, Frs. 1.50, Frs. 1.50 and Frs. 2.70 for parcels from Tanganyika not exceeding 1 kilo (2 lbs. 2 ozs), 3 kilos (7 lbs.), 5 kilos (11 lbs.) and 10 kilos (22 lbs.) respectively.

The Postal Administration of the Belgian Congo and Ruanda Urundi reserves the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934.

The Postal Administration of Kenya, Uganda and Tanganyika reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alterations of these charges which may be decided upon in connexion with its parcel post relations with other countries generally.

Article 5. — FEE FOR DELIVERY AND FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of the Belgian Congo and Ruanda Urundi may collect, in respect of delivery and clearance through the Customs, a fee not exceeding Fr. 0.50 per parcel or such other charge as international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934 shall fix.

The Postal Administration of Kenya, Uganda and Tanganyika may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 6. — CUSTOMS AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

Customs charges and all other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

Article 7. — WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Postal Administrations may collect any warehousing charge fixed by its legislation for a parcel which is addressed "Poste Restante" or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall in no case exceed 5 Francs.

Article 8. — PROHIBITIONS.

1. Postal parcels must not contain any letter, note or document having the character of an actual and personal correspondence nor packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons dwelling with him.

It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice.

2. It is also forbidden to enclose in a parcel :

(a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to the officers of the Post Office or may soil or damage other parcels ;

(b) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(c) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so constructed as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained) ;

(d) Articles the admission of which is forbidden by law or by the Customs or other regulations ;

(e) Articles of an obscene or immoral nature.

It is moreover forbidden to send coin, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, precious stones, jewels, or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit insurance.

3. Les colis qui auraient été admis à tort à l'expédition seront renvoyés à l'origine, sauf le cas où l'administration postale du pays de destination serait autorisée par sa législation à en disposer d'une autre façon.

Toutefois, le fait qu'un colis contient une lettre, note ou document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi à l'expéditeur.

4. Les matières explosives, inflammables ou dangereuses et les objets obscènes ou immoraux ne seront pas renvoyés à l'origine : ces objets seront soumis au traitement prescrit par les règlements intérieurs de l'administration qui constate leur présence.

5. Dans le cas où les colis admis à tort à l'expédition ne seraient ni renvoyés à l'origine, ni remis au destinataire, l'administration du pays d'origine doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué à ces colis, pour qu'elle puisse prendre éventuellement les mesures qui s'imposent.

Article 9. — AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception d'un colis avec valeur déclarée dans les conditions fixées par la Convention de l'Union postale. Il ne peut être obtenu d'avis de réception pour un colis non déclaré à la valeur.

Article 10. — RÉEXPÉDITION.

1. Un colis peut être réexpédié en raison du changement de résidence du destinataire dans le territoire du pays de destination.

L'administration postale du pays de destination peut percevoir la taxe de réexpédition fixée par ses règlements internes. De même, un colis peut être réexpédié d'un des deux pays participants au présent arrangement à destination d'un autre pays, pourvu que le colis réponde aux conditions requises pour le nouveau transport et pourvu, en principe, que le port supplémentaire soit acquitté au moment de la réexpédition ou qu'il soit prouvé par pièces que ce port sera payé par le destinataire.

2. Les taxes complémentaires exigibles en raison de la réexpédition et non payées par le destinataire ou son mandataire ne seront pas annulées en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, mais seront perçues sur le destinataire ou sur l'expéditeur, suivant le cas, sans préjudice du paiement des frais spéciaux dont l'administration du pays de destination n'accorde pas l'annulation.

Article 11. — COLIS ENVOYÉS EN FAUSSE DIRECTION.

Les colis parvenus en fausse direction ou admis à tort à l'expédition seront réexpédiés ou renvoyés conformément aux prescriptions de l'article 16, paragraphes 1 et 2, du règlement de détail et d'ordre.

Article 12. — NON-DISTRIBUTION.

1. L'expéditeur peut demander au moment du dépôt qu'en cas d'impossibilité de remise du colis à l'adresse indiquée le colis soit : a) traité comme abandonné ou bien b) remis à un autre destinataire du pays de destination. Aucune demande autre que celle prévue ci-dessus n'est admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande doit être faite par l'inscription sur le bulletin d'expédition, de l'une des formules suivantes, ou d'une formule analogue :

« A abandonner au cas d'impossibilité de remise à l'adresse indiquée. »

« En cas d'impossibilité de remise à l'adresse indiquée, remettez à »

La même demande doit être reproduite sur le colis.

2. Sauf instructions contraires de l'expéditeur, un colis tombé en rebut sera après le délai de conservation prescrit par les règlements de l'administration postale du pays de destination renvoyé à l'expéditeur sans préavis et à ses frais.

Toutefois les colis refusés par les destinataires seront renvoyés immédiatement.

3. Les taxes dues sur les colis tombés en rebut, renvoyés, seront perçues conformément aux dispositions de l'article 27.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Postal Administration of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the country of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the country of origin ; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

5. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee the Administration of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

Article 9. — ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery for an insured parcel under the conditions prescribed for postal packets by the Convention of the Postal Union. An advice of delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 10. — REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination.

The Postal Administration of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are Parties to the Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the Administration of the country of destination does not agree to cancel.

Article 11. — MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be retransmitted or returned in accordance with the provisions of Article 16, Sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 12. — NON-DELIVERY.

1. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon. ”

“ If not deliverable as addressed, deliver to ”

The same request must also be written on the cover of the parcel.

2. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the Postal Administration of the country of destination. Nevertheless, a parcel which is definitely refused by the addressee shall be returned immediately.

3. The charges due on returned undeliverable parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 27.

Article 13. — ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties au présent arrangement s'engagent à intervenir auprès des administrations des douanes respectives pour que les droits de douane soient annulés sur les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits ou réexpédiés sur un tiers pays.

Article 14. — VENTE. DESTRUCTION.

Seuls les articles sujets à une prompte détérioration ou corruption peuvent être immédiatement vendus, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire. Si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

Article 15. — COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'ont pu être délivrés aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon, ne sont pas renvoyés par l'administration postale du pays de destination, qui les traite d'après sa législation. Aucun recours ne sera exercé par l'administration du pays de destination contre l'administration du pays d'origine, relativement à ces colis.

Article 16. — RÉCLAMATIONS.

1. La réclamation de tout colis peut donner lieu à la perception d'un droit de fr. 0,60 au maximum. Ce droit est perçu pour chaque colis, même si la réclamation concerne plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire. Aucun droit n'est prévu, si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour un avis de réception.

2. Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du dépôt du colis.

3. Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de service, le droit de réclamation est restitué.

Article 17. — COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis peuvent comporter une déclaration de valeur maxima de 1.000 fr.

2. Il sera perçu, à titre de droit d'assurance, par fraction indivisible de 180 fr. de la déclaration de valeur, une taxe à fixer par l'administration d'origine.

3. L'administration d'origine peut toutefois percevoir, en outre, à charge de l'expéditeur du colis avec valeur déclarée une taxe spéciale d'expédition ne dépassant pas fr. 0,50 par colis.

4. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée reçoit, sans frais au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article 18. — DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu du colis et de l'emballage, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Article 19. — RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, D'AVARIE OU DE SPOLIATION.

1. Sauf les cas prévus à l'article suivant, les deux administrations postales répondront de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de tout ou partie du contenu des colis.

L'expéditeur a droit, de ce chef, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Cette indemnité ne dépassera en aucun cas :

1^o Si la responsabilité est imputable au Kénia, Ouganda et Tanganyika, 15 fr. pour un colis ne dépassant pas 11 livres (5 kg.) et 24 fr. pour un colis de plus de 11 livres (5 kg.) mais ne dépassant pas 22 livres (10 kg.) ;

Article 13. — CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both Parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed or redirected to a third country.

Article 14. — SALE. DESTRUCTION.

Articles of which the early deterioration or corruption is to be expected, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 15. — ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Postal Administration of the country of destination but shall be treated in accordance with its legislation. No claim shall be made by the Administration of the country of destination against the Administration of the country of origin in respect of such parcels.

Article 16. — ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding Fr. 0.60 may be charged for every enquiry concerning a parcel. This fee shall be collected in respect of each parcel even though the enquiry relates to several parcels posted simultaneously by the same sender and addressed to the same addressee. No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an advice of delivery.

2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting of the parcel.

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 17. — INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of one thousand francs.

2. An insurance fee, to be fixed by the Administration of origin, shall be charged for each 180 francs or part thereof of the insured value.

3. The Administration of origin shall be entitled also to collect from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.

4. A receipt must be given free of charge at the time of posting to the sender of an insured parcel.

Article 18. — FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

Article 19. — RESPONSIBILITY FOR LOSS, DAMAGE OR ABSTRACTION.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Postal Administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, damage or abstraction of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, damage or abstraction, but in no case shall the amount of compensation exceed :

(1) If the responsibility rests with Kenya, Uganda and Tanganyika Frs. 15.00 for a parcel not exceeding 11 lbs. (5 kilos) and Frs. 24.00 for a parcel exceeding 11 lbs. (5 kilos) but not exceeding 22 lbs. (10 kilos) in weight ;

2° Si la responsabilité est imputable au Congo belge et Ruanda-Urundi, 10 fr. pour les colis ne dépassant pas 2 livres 2 onces (1 kg.), 25 fr. pour les colis de plus de 2 livres 2 onces mais ne dépassant pas 11 livres (5 kg.) et 40 fr. pour un colis de plus de 11 livres (5 kg.) mais ne dépassant pas 22 livres (10 kg.).

Pour les colis avec valeur déclarée, l'indemnité ne pourra pas dépasser le montant de la déclaration de valeur.

Dans le cas où la perte, l'avarie ou la spoliation s'est produite dans le service du pays de destination, l'administration du pays de destination peut indemniser le destinataire à ses propres frais et sans consulter l'administration du pays d'origine pourvu que le destinataire puisse fournir la preuve que l'expéditeur s'est désisté de ses droits en faveur du destinataire.

2. Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne seront pas pris en considération.
3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au transport.
4. Dans le cas où une indemnité est due, pour la perte, la destruction ou la spoliation complète d'un colis, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés.
5. Les droits d'assurance restent toutefois acquis, dans tous les cas, aux administrations.

Article 20. — EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales seront dégagées de toute responsabilité :

- a) En cas de force majeure ;
- b) Lorsque, sans que la responsabilité ait été établie autrement, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service, résultant d'un cas de force majeure ;
- c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet ;
- d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 8 ;
- e) Pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu et de l'emballage ;
- f) Pour les colis pour lesquels l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 16 ;
- g) Lorsqu'il s'agit de colis saisis par la douane par suite de fausses déclarations de leur contenu.

Article 21. — CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cesseront d'être responsables des colis dont elles auront effectué la remise dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur et dont les destinataires ou leurs mandataires auront accepté la remise sans aucune réserve.

Article 22. — PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Le paiement de l'indemnité sera effectué par l'administration postale du pays d'origine, sauf dans les cas prévus à l'article 19, paragraphe 1, dans lesquels le paiement est fait par l'administration postale du pays de destination. L'administration du pays d'origine peut cependant, avec le consentement de l'expéditeur, autoriser l'administration du pays de destination à désintéresser le destinataire. L'administration payante a un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 23. — DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

(2) If the responsibility rests with the Belgian Congo and Ruanda Urundi Frs. 10.00 for a parcel not exceeding 2 lbs. 2 ozs. (1 kilo), Frs. 25.00 for a parcel exceeding 2 lbs. 2 ozs. (1 kilo) but not exceeding 11 lbs. (5 kilos) and Frs. 40.00 for a parcel exceeding 11 lbs. (5 kilos) but not exceeding 22 lbs. (10 kilos) in weight.

For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it is insured.

In cases where the loss, damage or abstraction occurs in the service of the country of destination, the Administration of the country of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Administration of the country of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. Indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

5. In all cases insurance fees shall be retained by the Administration concerned.

Article 20. — EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall be relieved of all responsibility :

(a) In cases beyond control (*force majeure*) ;

(b) When their responsibility not having been proved otherwise they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;

(c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;

(d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 8 ;

(e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;

(f) In respect of parcels regarding which the sender has not made enquiry within the period prescribed by Article 16 ;

(g) When it concerns parcels seized by the Customs as a result of false declarations of their contents.

Article 21. — TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 22. — PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Postal Administration of the country of origin except in the cases indicated in Article 19, Section I, where payment is made by the Postal Administration of the country of destination. The Administration of the country of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorise the Administration of the country of destination to settle with the addressee. The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article 23. — PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.

2. L'administration à qui incombe le paiement peut différer exceptionnellement le paiement au delà du délai d'un an, lorsqu'une décision n'est pas encore intervenue sur la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie de l'envoi est due à un cas de force majeure.

3. L'administration postale du pays d'origine ou de destination selon le cas est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'autre administration, si cette dernière, régulièrement saisie, a laissé s'écouler 9 mois sans donner de solution à l'affaire.

Article 24. — DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration postale qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir, ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'administration postale suivante.

2. Si la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis expédié d'un des deux pays pour la remise dans l'autre s'est produite en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quel pays l'irrégularité s'est accomplie, les deux administrations supportent le dommage par parts égales.

3. Le même principe sera autant que possible appliqué lorsque d'autres administrations seront intervenues dans le transport d'un colis. Toutefois, dans le cas de colis envoyés en transit de l'un des deux pays à travers l'autre, aucune des deux administrations ne sera tenue pour responsable, si la perte, l'avarie, ou la spoliation a eu lieu dans un service qui n'admet pas de responsabilité.

4. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge de l'administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

5. Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration responsable est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

En cas de découverte ultérieure de tout ou partie d'un colis considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité versée.

Article 25. — REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION POSTALE DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration responsable ou pour compte de laquelle le paiement est effectué, en conformité de l'article 22, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité effectivement payée à l'expéditeur dans un délai de 3 mois après notification du paiement. Le montant sera repris d'office sur l'administration responsable par voie des décomptes prévus par l'article 22 du règlement de détail et d'ordre.

L'administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Article 26. — BONIFICATION DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié d'un des deux pays pour remise dans l'autre, l'office expéditeur allouera à l'office destinataire les droits qui lui reviennent en vertu des dispositions de l'article 4.

Pour chaque colis expédié d'un des deux pays en transit à travers l'autre, l'office expéditeur allouera à l'autre office les droits dus pour le transport en transit et éventuellement pour l'assurance du colis.

2. The Administration responsible for making payment may, exceptionally, postpone it beyond the period of one year when a decision has not yet been reached upon the question whether the loss, damage or abstraction is due to a cause beyond control.

3. The Postal Administration of the country of origin is authorised to settle with the sender on behalf of the other Administration if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.

Article 24. — INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved, responsibility shall rest with the Postal Administration which, having received the parcel from the other Administration without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee, or regular transfer to the following Postal Administration as the case may be.

2. If in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the loss, damage or abstraction has occurred in course of conveyance without it being possible to prove in the service of which country the irregularity took place the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.

3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, damage or abstraction has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 25. — REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE COUNTRY OF ORIGIN.

The Administration responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 22 is bound to repay the amount of the compensation actually paid to the sender within a period of 3 months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Administration responsible through the Accounts provided for in Article 22 of the Detailed Regulations.

The Administration of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 26. — CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the despatching office shall allow to the office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Article 4.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other the despatching office shall allow to the other office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 27. — REPRISE EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration réexpéditrice reprendra sur l'autre administration les droits qui lui reviennent à elle ainsi qu'à toute autre administration ayant participé à la réexpédition ou au renvoi. Les frais repris seront indiqués sur la feuille de route relative à la dépêche dans laquelle le colis est envoyé.

Article 28. — TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

La taxe de réexpédition prévue à l'article 10, paragraphe 2, est acquise en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, au pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 29. — DROITS DIVERS.

1. Les droits ci-après seront acquis en entier à l'administration qui les aura perçus :
 - a) Le droit appliqué aux avis de réception, dont question à l'article 9 ;
 - b) Le droit appliqué aux réclamations, dont question à l'article 16, paragraphe 1 ;
 - c) La taxe spéciale d'expédition pour les colis avec valeur déclarée, dont question à l'article 17, paragraphe 3.
2. Le droit de remise à domicile ou dédouanement, dont question à l'article 5, sera acquis à l'administration de destination.

Article 30. — DROIT D'ASSURANCE.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'administration d'origine allouera à l'administration de destination pour le transport territorial une quote-part de 5 centimes par 180 fr. indivisible de valeur déclarée.

Article 31. — DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes dont question dans le présent arrangement sont des francs et centimes-or, comme défini dans la Convention de l'Union postale.
2. Les colis ne seront soumis à aucune taxe postale autre que celles prévues par le présent arrangement, si ce n'est par consentement mutuel des deux administrations postales.
Pour le parcours des colis entre le bureau d'échange et le bureau d'origine ou de destination, l'Administration du Congo belge et du Ruanda-Urundi peut toutefois percevoir une surtaxe de transport et éventuellement pour les colis avec valeur déclarée une surtaxe d'assurance qui ne seront pas supérieures au tarif applicable aux colis du service intérieur.
3. Dans des circonstances extraordinaires, chacune des deux administrations peut suspendre temporairement en tout ou en partie le service des colis postaux, à condition d'en aviser immédiatement, au besoin par télégraphe, l'autre administration.
4. Les deux administrations ont arrêté le règlement de détail et d'ordre ci-annexé pour assurer l'exécution du présent arrangement. D'autres questions de détail, non incompatibles avec les dispositions générales du présent arrangement et non prévues dans le règlement de détail et d'ordre, pourront être réglées périodiquement de commun accord.
5. La législation intérieure du Kenya, de l'Ouganda, du Tanganyika et du Congo belge et du Ruanda-Urundi restera applicable en ce qui concerne tout ce qui n'est pas prévu par les dispositions contenues dans le présent arrangement et dans le règlement de détail et d'ordre arrêté en vue de son exécution.

Article 32. — ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement sera mis à exécution le 1^{er} avril 1939, et demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un an à compter de la date de sa dénonciation par l'une ou l'autre des deux administrations.

Article 27. — CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting Administration shall claim from the other Administration the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the Parcel Bill relating to the mail in which the parcel is forwarded.

Article 28. — CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article 10, Section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 29. — MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Administration which has collected them :

- (a) The fee for advice of delivery referred to in Article 9.
- (b) The enquiry fee referred to in Article 16, Section 1.
- (c) The despatch fee for an insured parcel referred to in Article 17, Section 3.

2. The fee for delivery or Customs clearance referred to in Article 5 shall be retained by the Administration of destination.

Article 30. — INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels the Administration of origin shall allow to the Administration of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 180 francs of insured value or fraction thereof.

Article 31. — MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Postal Administrations.

In respect of onward transmission of parcels between the office of exchange and the office of origin or destination, the Administration of the Belgian Congo and Ruanda Urundi may, nevertheless, collect a special transit fee and ultimately, in respect of insured parcels, a special insurance fee which fees shall not exceed those applicable to internally transmitted parcels.

3. In extraordinary circumstances either Administration may temporarily suspend the parcel post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provision of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations, may be arranged from time to time by mutual consent.

5. The internal legislation of Kenya, Uganda and Tanganyika and Belgian Congo and Ruanda Urundi shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 32. — ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on the first day of April, 1939, and shall remain in operation until the expiration of one year from the date on which it may have been denounced by either of the two Administrations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cette fin, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leur sceau.

Fait en double à Léopoldville, le deuxième jour de janvier 1939.

*Le Sous-Directeur, Chef de Service a. i.
des Postes et Télécommunications du Congo belge
et du Territoire sous mandat du Ruanda-Urundi,
(Sig.) COULINET.*

RÈGLEMENT DE DÉTAIL ET D'ORDRE

ARRÊTÉ POUR ASSURER L'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX INTERVENU ENTRE L'OFFICE POSTAL DE LA COLONIE ET DU PROTECTORAT DU KÉNYA, DU PROTECTORAT DE L'UGANDA ET DU TERRITOIRE SOUS MANDAT DU TANGANYIKA ET L'OFFICE POSTAL DU CONGO BELGE ET DU TERRITOIRE SOUS MANDAT DU RUANDA-URUNDI.

Article premier. — ACHÈMÈNEMENT.

1. Chaque administration postale est obligée d'acheminer par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis les colis postaux qui lui sont remis par l'autre administration pour être expédiés en transit par son territoire.
2. Les colis envoyés en fausse direction seront réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'office réexpéditeur.
3. Chaque administration notifiera périodiquement à l'autre administration la nomenclature des bureaux d'échange de son territoire qui sont autorisés à accepter et à expédier des colis postaux.

Article 2. — MODE DE TRANSMISSION. FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange des colis postaux entre les deux pays sera effectué par les bureaux désignés de commun accord par les deux administrations postales.
2. L'échange des colis entre les deux pays se fera en des sacs convenablement clos et scellés. A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis expédiés d'un des deux pays contractants, en transit par l'autre, s'opérera à découvert.
3. Chaque sac sera pourvu, au col, d'une étiquette portant au recto l'indication du bureau d'échange d'origine et du bureau de destination ainsi que de l'indication du nombre de colis contenus dans le sac.
4. Le sac contenant la feuille de route et les autres documents sera muni d'une étiquette spéciale.
5. Les colis avec valeur déclarée seront, s'ils sont en nombre suffisant, expédiés dans des sacs séparés. L'étiquette des sacs renfermant un ou plusieurs colis avec valeur déclarée sera marquée d'un signe distinctif à déterminer de temps en temps de commun accord par les deux administrations.
6. Le poids d'un sac de colis ne devra jamais dépasser 36 kg. (80 livres avoirdupois).
7. Chaque administration fournira les sacs nécessaires pour l'expédition de ses colis. Les sacs seront renvoyés vides au pays d'origine par le prochain courrier. Les sacs vides seront réunis en paquets de dix (9 sacs insérés dans un dixième) ; leur nombre total sera indiqué sur la feuille d'avis.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Nairobi, the 4th day of December, 1938.

(Sgd.) G. P. WILLOUGHBY,
Ag. Postmaster General,
Colony and Protectorate of Kenya, Uganda Protectorate
and the Mandated Territory of Tanganyika.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF KENYA COLONY AND PROTECTORATE, THE UGANDA PROTECTORATE AND THE MANDATED TERRITORY OF TANGANYIKA AND THE POST OFFICE OF BELGIAN CONGO AND THE MANDATED TERRITORY OF RUANDA URUNDI.

Article 1. — CIRCULATION.

1. Each Postal Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.
2. Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination, by the most direct route at the disposal of the office retransmitting them.
3. Each Administration shall, from time to time, notify to the other the offices of exchange in its territory authorised to receive and to despatch parcel mails.

Article 2. — METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the offices appointed by agreement between the two Postal Administrations.
2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed. In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels despatched by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".
3. A label showing the office of exchange of origin and the office of exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.
4. The bag containing the parcel bill and other documents shall be distinctively labelled.
5. When they are sufficiently numerous, insured parcels shall be forwarded in separate bags. The neck label attached to any bag containing one or more insured parcels shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Administrations.
6. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).
7. Each Administration shall provide the bags necessary for the despatch of its parcels. The bags shall be returned empty to the country of origin by the next mail. Empty bags shall be made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and the total number of such bags shall be advised on the parcel bill.

La responsabilité pour la perte de sacs vides sera déterminée suivant les principes prévus pour la perte de colis, à l'article 24 de l'arrangement.

Article 3. — RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chaque administration postale notifiera à l'autre administration au moyen de tableaux :
 - a) La nomenclature des pays sur lesquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;
 - b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis, à partir de l'entrée sur son territoire ou dans ses services ;
 - c) Le total des frais qui doivent lui être bonifiés par l'autre administration pour chaque destination ;
 - d) Le nombre de déclarations en douane dont chaque colis doit être accompagné ;
 - e) Tous autres renseignements nécessaires.

2. Chaque administration fera connaître à l'autre quels sont les pays auxquels elle se propose d'envoyer des colis en transit par l'intermédiaire de l'autre, sauf dans les cas spéciaux où le nombre de colis à envoyer serait insignifiant.

Article 4. — FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Pour l'établissement des taxes applicables aux colis, chaque administration postale sera libre d'adopter les équivalents approximatifs en sa propre monnaie, qu'elle jugera convenir.

Article 5. — CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis devra :

- a) Porter l'adresse exacte du destinataire en caractères latins. Les adresses au crayon ne sont pas admises. Toutefois sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encore, sur un fond préalablement mouillé. L'adresse doit être écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier, de manière à ce qu'elle ne puisse se détacher. Il sera recommandé à l'expéditeur d'insérer dans l'envoi une copie de la suscription, avec mention de sa propre adresse ;
- b) Être emballé d'une manière qui réponde à la durée de transport et qui soit propre à préserver le contenu.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres envois doivent être emballés de façon à éviter tout danger.

Article 6. — EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant) est ménagé un espace qui doit être rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber tout le contenu liquide du premier récipient.

2. Les poudres sèches colorantes, telles que l'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes métalliques résistantes placées à leur tour dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux emballages.

Article 7. — BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis sera accompagné d'un bulletin d'expédition et d'une série de déclarations en douane, conformément aux prescriptions des règlements du pays de destination ; les déclarations en douane seront solidement attachées au bulletin d'expédition.

2. Un seul bulletin d'expédition et une seule série de déclarations en douane peuvent servir pour plusieurs colis ordinaires jusqu'au nombre de trois soumis à la même taxe, déposés au même moment par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire. Cette disposition ne sera pas applicable aux colis avec valeur déclarée.

3. Les deux administrations postales n'acceptent aucune responsabilité du chef des déclarations en douane.

Responsibility for the loss of empty bags shall be determined on the principles prescribed for the loss of parcels in Article 24 of the Agreement.

Article 3. — INFORMATION TO BE FURNISHED.

I. Each Postal Administration shall communicate to the other by means of a table :

(a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;

(c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;

(d) The number of Customs declarations which must accompany each parcel ;

(e) Any other necessary information.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4. — FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Postal Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5. — MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed provided that parcels bearing addresses written with copying ink pencil on a surface previously dampened shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 6. — SPECIAL PACKING.

I. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Dry colouring powders such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

Article 7. — DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

I. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by a set of Customs Declarations according to the regulations of the country of destination, and the Customs Declarations shall be firmly attached to the Despatch Note.

2. Nevertheless a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to insured parcels.

3. The two Postal Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8. — AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée dont les expéditeurs demandent un avis de réception devront porter l'annotation très apparente « Avis de réception » ou « A. R. ». La même mention sera reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces colis seront accompagnés d'un formulaire analogue à celui annexé au règlement de détail et d'ordre de la Convention de l'Union postale. Cette formule d'avis de réception sera établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'administration d'origine et solidement attachée au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dresse d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renverra par courrier ordinaire à découvert et en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai raisonnable, il est procédé conformément aux règles tracées à l'article 9 ci-après. Dans ce cas, il ne sera pas perçu de deuxième taxe, et le bureau d'origine inscrira en tête de la formule la mention « Duplicata de l'avis de réception ».

Article 9. — AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception d'un colis, avec valeur déclarée, postérieurement au dépôt, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration d'origine remplira une formule d'avis de réception et l'attachera à une formule de réclamation revêtue d'un timbre-poste représentant la taxe prévue par la Convention de l'Union postale universelle.

La formule de réclamation accompagnée de la formule d'avis de réception sera traitée selon les prescriptions de l'article 19 ci-après, à la seule exception près que, en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retirera la formule de réclamation et renverra la formule d'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 10. — INDICATION DU MONTANT DE LA DÉCLARATION DE VALEUR.

Les colis déclarés à la valeur et les bulletins d'expédition y afférents porteront l'indication du montant de la déclaration de valeur en monnaie du pays d'origine en toutes lettres et en chiffres, sans rature ni surcharges, même approuvées. Le montant de la déclaration de valeur sera converti en francs-or par l'administration d'origine. Le résultat de la conversion sera indiqué d'une manière très apparente au moyen de nouveaux chiffres placés à côté de ou sous ceux représentant le montant de la valeur déclarée en monnaie du pays d'origine.

Article 11. — ÉTIQUETTE SPÉCIALE « VALEUR DÉCLARÉE », ETC.

Les colis avec valeur déclarée ainsi que leurs bulletins d'expédition devront être revêtus d'une étiquette de couleur rouge de petites dimensions, avec l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée » en gros caractères.

Lorsque les colis contiendront des pièces de monnaie ou d'autres objets précieux, les cachets ou scellés et les étiquettes de toute nature apposés sur les colis devront être espacés de façon à ne pouvoir cacher les lésions de l'emballage. Ces étiquettes ne devront pas non plus être repliées sur les deux faces de l'emballage de manière à couvrir la bordure.

Article 12. — CACHETAGE DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les colis avec valeur déclarée devront être scellés par des cachets à la cire, par des plombs ou par un autre moyen, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur, en nombre suffisant pour qu'il soit impossible de porter atteinte au contenu sans laisser une trace apparente de violation.

Il sera instamment recommandé aux expéditeurs de pareils colis de revêtir autant que possible les bulletins d'expédition y afférents d'une reproduction exacte de l'empreinte ou de la marque spéciale dont question ci-dessus.

Article 8. — ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an advice of delivery shall be very prominently marked "Advice of Delivery" or "A. R." The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union. This advice of delivery form shall be prepared by the office of origin or by any other office appointed by the Administration of origin and shall be firmly attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination, that office shall make out officially a new advice of delivery form.

3. The office of destination, after having duly filled up the form, shall return it, by ordinary post, unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an advice of delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 9 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words "Duplicata de l'avis de réception".

Article 9. — ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an advice of delivery after an insured parcel has been posted, the office of origin or any other office appointed by the Administration of origin shall fill up an advice of delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the fee prescribed by the Convention of the Postal Union have been affixed.

The form of enquiry accompanied by the advice of delivery form shall be treated according to the provisions of Article 10 below, with the single exception that, in the case of the due delivery of the parcel, the office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the advice of delivery form in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 10. — INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin without erasure or corrections even if certified. The indication on the parcel shall be both in words and in figures. The amount of the insured value shall be converted into gold francs by the Administration of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures placed beside or below those representing the amount of the insured value in the currency of the country of origin.

Article 11. — INSURANCE LABELS, ETC.

Every insured parcel and its Despatch Note as well shall bear a small red label with the indication "Insured" or "Valeur déclarée" in large letters.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 12. — SEALING OF INSURED PARCELS.

Every insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

The senders of such parcels shall be strongly recommended to furnish the relative Despatch Note, whenever possible, with an exact reproduction of the seal or special mark referred to above.

Article 13. — INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée sera inscrit par l'administration d'origine :

- a) Sur le côté adresse du colis ;
- b) Sur le bulletin d'expédition à la place à ce réservée.

Article 14. — NUMÉRO D'ENREGISTREMENT ET LIEU DE DÉPÔT.

Chaque colis ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, doit porter le nom du bureau de dépôt et doit être revêtu d'une étiquette indiquant le numéro de l'enregistrement. Le même bureau d'origine ne pourra employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf le cas où les séries sont complétées par un caractère distinctif.

Article 15. — APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition est frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 16. — RÉEXPÉDITION.

1. Les colis réexpédiés par suite de fausse direction ne peuvent être frappés de droits de douane ou autres par l'administration postale réexpéditrice.

Lorsqu'une administration renvoie pareil colis au pays d'où il a été reçu directement, elle restituera les bonifications qu'elle aura reçues et signalera l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans les autres cas, et si le montant des taxes qui lui ont été attribuées est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'administration réexpéditrice bonifiera à l'administration à laquelle elle remet le colis les droits de transport que comporte l'acheminement ; elle se créditera ensuite de la somme dont elle sera à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui aura transmis en dernier lieu le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise sera notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui restitue le colis allouera à l'administration qui le lui a livré les bonifications qu'elle en a reçues.

3. Les frais grevant les colis réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires ou d'une erreur imputable à l'expéditeur à destination d'un pays avec lequel le Kenya, l'Ouganda et le Tanganyika ou le Congo belge et le Ruanda-Urundi entretiennent un service d'échange de colis postaux seront repris sur l'administration à laquelle les colis sont envoyés, sauf le cas où les taxes de transport seraient payées au moment de la réexpédition, dans lequel cas les colis seront traités comme s'ils étaient adressés directement par le pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination.

4. Les colis réexpédiés seront transmis dans leur emballage primitif et seront accompagnés du bulletin d'expédition établi par le bureau d'origine. Si le colis doit, pour un motif quelconque, être emballé ou si le bulletin d'expédition primitif doit être remplacé par un bulletin supplémentaire, il est indispensable que le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'enregistrement primitif et, autant que possible, la date de dépôt audit bureau figurent tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 17. — REBUT.

1. Lorsque l'expéditeur d'un colis tombé en rebut a formulé une demande non prévue à l'article 12, paragraphe 1, de l'arrangement, l'administration postale du pays de destination n'est pas tenue d'y donner suite, mais peut à l'expiration du délai de garde fixé par les règlements du pays de destination renvoyer le colis au pays d'origine.

2. L'administration qui renvoie un colis à l'expéditeur doit indiquer sur le colis et sur le bulletin d'expédition, d'une manière claire et concise, la cause de la non-remise. Cette indication

Article 13. — INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each insured parcel shall be entered by the Administration of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the despatch note, in the place reserved for this purpose.

Article 14. — SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear the name of the office of posting and a label indicating the serial number. An office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 15. — DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the office of posting on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 16. — RETRANSMISSION.

1. The Postal Administration retransmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When an Administration returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a verification note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the Postal Service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Administration which sends the parcel back shall allow to the Administration from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which Kenya, Uganda and Tanganyika or Belgian Congo and Ruanda Urundi has parcel post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the retransmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected unpaid shall be retransmitted in its original packing and shall be accompanied by the original Despatch Note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, it is essential that the name of the office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible the date of posting at that office, appear both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 17. — RETURN OF UNDELIVERABLE PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 12, Section 1, of the Agreement, the Postal Administration of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Administration which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely on the parcel and on the relative Despatch Note the cause of non-delivery. This

peut être manuscrite ou être fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Le bulletin original afférent au colis renvoyé doit faire retour à l'origine avec ce colis.

3. Les colis à renvoyer à l'expéditeur seront inscrits sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Ils seront traités comme les objets réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires.

Article 18. — VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit conformément aux prescriptions de l'article 14 de l'arrangement, il sera dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction ; ce procès-verbal accompagné du bulletin d'expédition sera envoyé au bureau d'origine.

2. Le produit de la vente servira en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent le colis. Le cas échéant, l'excédent sera transmis à l'administration postale du pays d'origine pour être remis à l'expéditeur, qui supporte les frais d'envoi.

Article 19. — RÉCLAMATIONS.

Toute réclamation relative à un colis sera établie sur une formule analogue au modèle annexé au règlement de détail et d'ordre arrêté pour assurer l'exécution de l'Arrangement des colis postaux de l'Union postale universelle.

Cette formule sera envoyée au bureau destinataire, qui la traitera suivant sa législation intérieure et la renverra au bureau d'origine.

Article 20. — FEUILLE DE ROUTE.

1. Les colis sont inscrits un par un par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route conforme au modèle annexé au règlement de détail et d'ordre arrêté pour assurer l'exécution de l'Arrangement des colis postaux de l'Union postale universelle. Les bulletins d'expédition, déclarations en douane, avis de réception, etc., seront joints à la feuille de route.

2. Les bureaux d'échange expéditeurs numérotent les feuilles de route à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange de destination. Le dernier numéro de l'année devra être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 21. — VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. A la réception d'un envoi de colis ou de sacs vides le bureau d'échange procédera à la vérification des colis et des différents documents qui les accompagnent ou des sacs vides, suivant le cas, à l'aide des inscriptions portées sur la feuille de route qui s'y rapporte et, le cas échéant, signalera les objets manquants ou les autres irrégularités constatées, au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Les différences dans les bonifications seront notifiées au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification dressé en double exemplaire et dont une copie sera annexée à la feuille de route qu'elle concerne. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées des pièces justificatives seront considérées comme nulles.

Article 22. — DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

1. Chaque administration postale fera établir trimestriellement par ses bureaux d'échange et pour tous les envois de colis postaux reçus pendant le trimestre de tous les bureaux d'échange de l'autre administration, un état des sommes totales inscrites sur les feuilles de route, à son débit ou à son crédit.

2. Ces états seront ensuite récapitulés par la même administration dans un compte qui sera envoyé à l'administration correspondante dans le courant du trimestre qui suit celui auquel il se rapporte, accompagné des états trimestriels, des feuilles de route et, le cas échéant, des bulletins de vérification y afférents.

information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label. The original Despatch Note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the Observations column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 18. — SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 14 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared and forwarded to the office of origin.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Postal Administration of the country of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 19. — ENQUIRIES CONCERNING PARCELS.

For enquiries concerning parcels, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union.

Such forms shall be sent to the office of destination which shall deal with them in accordance with its internal regulations and then return them to the office of origin.

Article 20. — PARCEL BILL.

1. All parcels shall be entered individually by the despatching office of exchange on a Parcel Bill similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. The Despatch Notes, Customs Declarations, advices of delivery, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching office of exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each office of exchange of destination. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 21. — CHECK BY OFFICE OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a mail, whether of parcels or of empty bags, the office of exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them or the empty bags, as the case may be, against the particulars entered on the relative Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Any discrepancies in the credits and accounting shall be notified to the Despatching Office of Exchange by Verification Note in duplicate. The accepted Verification Notes shall be attached to the Parcel Bills to which they relate. Corrections made on Parcel Bills not supported by vouchers shall not be considered valid.

Article 22. — ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Postal Administration shall cause each of its offices of exchange to prepare quarterly for all the parcel mails despatched to it during the quarter by each or the offices of exchange of the other Administration a statement of the total amounts entered on the Parcel Bills, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be afterwards summarized by the same Administration in an account, which accompanied by the quarterly statements, the Parcel Bills and the Verification Notes, if any, relating thereto, shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the quarter following that to which it relates.

3. Après vérification et acceptation de part et d'autre, les comptes trimestriels seront résumés dans un compte général annuel établi par l'administration créditrice.

Article 23. — RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde du compte sera payé par l'administration postale débitrice à l'administration postale créditrice de la manière prévue par la Convention de l'Union postale pour la liquidation des soldes des comptes de transit.

2. L'établissement, l'envoi et le paiement du solde d'un compte général devront être effectués dans le plus bref délai possible et au plus tard dans le délai de 6 mois (ou le plus tôt qu'il sera raisonnablement possible de le faire après ce délai) après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte.

Article 24. — COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Les deux administrations postales se fourniront mutuellement tous les renseignements nécessaires sur les questions de détail intéressant la marche du service.

Article 25. — MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DU RÈGLEMENT DE DÉTAIL ET D'ORDRE.

Le présent règlement de détail et d'ordre sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement des colis postaux et aura la même durée que cet arrangement.

Il sera toutefois loisible aux administrations intéressées de modifier périodiquement, d'un commun accord, les détails du présent règlement.

Fait en double à Léopoldville, le deuxième jour de janvier 1939.

*Le Sous-Directeur, Chef de Service a.i.
des Postes et Télécommunications du Congo belge
et du Territoire sous mandat du Ruanda-Urundi,
(Sig.) COULINET.*

3. The quarterly accounts, after having been checked and accepted on both sides, shall be summarized in a general yearly account prepared by the Administration to which the balance is due.

Article 23. — SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the account shall be made by the debtor to the creditor Postal Administration in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balances of transit accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of six months or as soon as reasonably possible thereafter from the end of the period to which the account relates.

Article 24. — COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Postal Administration shall furnish to the other Administration all necessary information on points of detail in connexion with the working of the service.

Article 25. — ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement.

The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at Nairobi, the 4th day of December, 1938.

(Sgd.) G. P. WILLOUGHBY,

Ag. Postmaster General,

*Colony and Protectorate of Kenya, Uganda Protectorate
and the Mandated Territory of Tanganyika.*

N° 4588.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BRÉSIL ET URUGUAY

Echanges de notes comportant des accords relatifs à la réglementation de l'importation de la viande de bœuf dans le Royaume-Uni, avec annexe. Londres, les 28 juin et 15 décembre 1937 et 6 janvier 1939.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 7 juin 1939.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
ARGENTINE REPUBLIC,
BRAZIL AND URUGUAY

Exchanges of Notes constituting Agreements regarding the Regulation of Beef Imports into the United Kingdom, with annex. London, June 28th and December 15th, 1937, and January 6th, 1939.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place June 7th, 1939.

No. 4588. — EXCHANGES OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENTS OF THE ARGENTINE REPUBLIC, BRAZIL AND URUGUAY CONSTITUTING AGREEMENTS¹ REGARDING THE REGULATION OF BEEF IMPORTS INTO THE UNITED KINGDOM. LONDON, JUNE 28TH AND DECEMBER 15TH, 1937, AND JANUARY 6TH, 1939.

I. THE SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE ARGENTINE AMBASSADOR
IN LONDON.

FOREIGN OFFICE.

YOUR EXCELLENCY,

LONDON, *June 28th, 1937.*

It being the desire of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to make further arrangements with regard to the supply of beef to the United Kingdom market, I have the honour to suggest, for the consideration of the Government of the Argentine, that an Agreement be concluded between the two Governments in the following terms :

(1) The Government of the United Kingdom and the Argentine Government take note of the Scheme for the control of beef supplies to the United Kingdom market which is annexed hereto, and undertake to co-operate to ensure the effective working of the International Conference for which provision is made therein.

(2) The Government of the United Kingdom undertakes not to regulate quantitatively the imports into the United Kingdom from the Argentine of the kinds of beef covered by the Scheme except (a) in pursuance of a request to that effect from the Government of the Argentine, or (b) when it appears to the United Kingdom Government to be necessary to do so in order to make effective a recommendation of the Conference under paragraph 4 of the Scheme (in which case it is understood that the Argentine Government will not claim any rights with regard to prohibitions or restrictions to which Argentine goods may be entitled under any other agreement for the time being in force between the

¹ *Explanatory Note.* — As a result of discussions between the Governments concerned, it has been agreed that an International Beef Conference should be established with the composition and functions set out in the Scheme printed as the enclosure of Document No. 1 in this Paper. The Conference has been functioning on an informal basis since January 1937, and has now been formally constituted. The members of the Conference are the United Kingdom and the principal oversea suppliers of beef and live cattle, viz., Australia, New Zealand, Eire, Argentina, Brazil and Uruguay. Provision is also made in paragraph 1 of the Conference Scheme (enclosure in No. 1) for the representation by the United Kingdom of other suppliers, whether Empire or foreign, who ask to be so represented.

The present Paper contains correspondence between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Governments of the Argentine Republic, Brazil and Uruguay with regard to the setting up of the Conference.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4588. — ÉCHANGES DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, DU BRÉSIL ET DE L'URUGUAY COMPORTANT DES ACCORDS¹ RELATIFS A LA RÉGLEMENTATION DE L'IMPORTATION DE LA VIANDE DE BŒUF DANS LE ROYAUME-UNI. LONDRES, LES 28 JUIN ET 15 DÉCEMBRE 1937 ET 6 JANVIER 1939.

I. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES A L'AMBASSADEUR D'ARGENTINE
A LONDRES.

FOREIGN OFFICE.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

LONDRES, le 28 juin 1937.

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord désirant procéder à de nouveaux arrangements relativement à l'approvisionnement du marché du Royaume-Uni en viande de bœuf, j'ai l'honneur de suggérer que le Gouvernement de l'Argentine prenne en considération la conclusion, entre les deux gouvernements, d'un accord aux conditions ci-après :

1^o Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Argentine prennent acte du Plan ci-annexé, visant le contrôle de l'approvisionnement du marché du Royaume-Uni en viande de bœuf, et s'engagent à collaborer de façon à assurer le fonctionnement efficace de la conférence internationale qui y est prévue.

2^o Le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à ne pas soumettre à une réglementation quantitative les importations, dans le Royaume-Uni, en provenance de l'Argentine, des sortes de viande de bœuf visées par le Plan, sauf : a) en exécution d'une demande présentée à cet effet par le Gouvernement de l'Argentine, ou b) lorsqu'il apparaîtra au Gouvernement du Royaume-Uni nécessaire de procéder ainsi, afin de donner effet à une recommandation formulée par la conférence conformément au paragraphe 4 du Plan (étant entendu, dans ce cas, que le Gouvernement de l'Argentine ne revendiquera pas de droit concernant les prohibitions ou restrictions, droit auquel les produits de

¹ *Note explicative.* — A la suite de discussions entre les gouvernements intéressés, il a été convenu qu'il serait constitué une Conférence internationale du bœuf, ayant la composition et exerçant les fonctions exposées dans le Plan reproduit dans le Document N^o I annexé au présent texte. La Conférence, qui fonctionnait à titre officieux depuis janvier 1937, est maintenant officiellement constituée. Les membres de la Conférence sont le Royaume-Uni et les principaux fournisseurs d'outre-mer de bœuf et de bétail sur pied, à savoir l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Eire, l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay. Le paragraphe I du Plan de la Conférence (annexe au n^o I) prévoit également que le Royaume-Uni représentera les autres fournisseurs, qu'il s'agisse de pays faisant partie de l'Empire britannique ou de pays étrangers, qui demanderont à être ainsi représentés.

Le présent texte contient une correspondance échangée entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et les Gouvernements de la République Argentine, du Brésil et de l'Uruguay au sujet de la constitution de la Conférence.

Governments of the United Kingdom and the Argentine), or (c) in cases when for any period the Conference have not made a recommendation under paragraph 4 of the Scheme.

(3) For the purposes of this Agreement and of the Scheme annexed hereto, the term " foreign country " in relation to the United Kingdom does not include any territory under the sovereignty, suzerainty, protection or mandate of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India.

(4) It is understood that nothing in this Agreement shall prejudice the guarantees given to the Argentine Government under the provisions of Article I of the Trade Agreement between the two Governments signed on the 1st December, 1936.

(5) The present Agreement shall come into force on the 1st January, 1937. It shall remain in force until the expiration of six months after the date on which either contracting Government shall have given to the other notice of termination through the diplomatic channel.

2. I should be glad if you would inform me whether the Argentine Government concur in the proposals set out above. In that event, this letter and your reply will be regarded as placing on formal record the Agreement reached by the two Governments in the matter.

I have, etc.

(For the Secretary of State),

F. ASHTON-GWATKIN.

ENCLOSURE IN N° I.

SCHEME FOR THE CONTROL OF BEEF SUPPLIES TO THE UNITED KINGDOM MARKET.

(For the purpose of this document, beef includes fresh, chilled, frozen, salted and canned beef and veal, edible offals thereof and live cattle ready for slaughter.)

1. There will be an International Conference, whose business it will be (subject to the provisions hereinafter contained) to arrange for regulating the supply of beef to the United Kingdom market from overseas. The Conference will consist of persons nominated by the Governments of the United Kingdom and such other Empire and such foreign countries substantially interested in the supply of beef to the United Kingdom market as are parties to the Scheme, to represent interests which are concerned in the production of such beef. The United Kingdom Government will be responsible for the representation of countries, whether Empire or foreign, who, being small suppliers, ask to be represented by the United Kingdom.

2. The chairman of the Conference will be appointed by His Majesty's Government in the United Kingdom.

3. The main object of the Conference will be to ensure in the interests of producers and consumers alike an orderly adjustment of supply to demand, having due regard, among other things, to the seasonality of supplies of beef from all sources, including home production and the potentialities of production of the several producing countries.

4. The Conference will make recommendations with regard to the total quantities of beef and of the various classes of beef to be exported from time to time to the United Kingdom, and to the proportions of those totals to be exported from each country, subject to the following provisions :

(a) Aggregate exports of beef to the United Kingdom during the first three years of the operation of the Scheme will not, unless otherwise specially agreed by the Conference

l'Argentine pourraient prétendre en vertu de tout autre accord actuellement en vigueur entre les Gouvernements du Royaume-Uni et de l'Argentine), ou *c*) lorsque, pour une période quelconque, la conférence n'aura pas présenté de recommandation en vertu du paragraphe 4 du Plan.

3° Aux fins du présent accord ainsi que du Plan qui y est annexé, l'expression « pays étranger », en ce qui concerne le Royaume-Uni, ne comprend aucun territoire placé sous la souveraineté, la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes.

4° Il est entendu que le présent accord n'affecte en rien les garanties données au Gouvernement de l'Argentine en vertu des dispositions de l'article premier de l'Accord commercial entre les deux gouvernements, signé le 1^{er} décembre 1936.

5° Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1937. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après la date à laquelle l'un ou l'autre des gouvernements contractants aura avisé l'autre, par la voie diplomatique, qu'il est mis fin à l'accord.

2. Je vous serais obligé de vouloir bien me faire savoir si le Gouvernement de l'Argentine se rallie aux propositions ci-dessus. Dans l'affirmative, la présente lettre et votre réponse seront considérées comme constituant la reconnaissance officielle de l'accord réalisé en cette matière par les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

(Pour le Secrétaire d'Etat),

F. ASHTON-GWATKIN.

ANNEXE AU N° I

PLAN POUR LE CONTRÔLE DE L'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ DU ROYAUME-UNI EN VIANDE DE BŒUF.

(Au sens du présent texte, l'expression « viande de bœuf » comprend le bœuf et le veau frais, réfrigérés, congelés, salés et en boîtes, les abats comestibles provenant de ces animaux et le bétail sur pied prêt à être abattu.)

1. Il sera institué une conférence internationale qui sera chargée (sous réserve des dispositions ci-après) de prendre les dispositions nécessaires en vue de régler l'approvisionnement du marché du Royaume-Uni en viande de bœuf provenant des pays d'outre-mer. La conférence se composera de personnes désignées par le Gouvernement du Royaume-Uni et tels autres pays de l'Empire britannique et étrangers intéressés à l'approvisionnement du marché du Royaume-Uni en viande de bœuf et qui font partie du Plan, en vue de représenter les intérêts engagés dans la production de ladite viande de bœuf. Le Gouvernement du Royaume-Uni sera chargé de représenter les pays petits fournisseurs, qu'il s'agisse de pays faisant partie de l'Empire britannique ou de pays étrangers, qui demanderont à être représentés par le Royaume-Uni.

2. Le président de la conférence sera désigné par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

3. La conférence aura principalement pour objet de réaliser, dans l'intérêt aussi bien des producteurs que des consommateurs, une adaptation méthodique de l'offre à la demande, compte dûment tenu, entre autres choses, du caractère saisonnier des fournitures de viande de bœuf provenant de toutes sources, y compris la production intérieure et la capacité de production des divers pays producteurs.

4. La conférence formulera des recommandations relativement aux quantités totales de bœuf et des diverses catégories de bœuf devant être exportées de temps à autre dans le Royaume-Uni, ainsi qu'à la répartition proportionnelle de ces quantités totales entre les divers pays exportateurs, sous réserve des dispositions ci-après :

a) Les exportations globales de bœuf dans le Royaume-Uni, au cours des trois premières années du fonctionnement du Plan, ne dépasseront pas les niveaux récemment

and subject to the provisions of (d) below, exceed recent levels. Out of this aggregate the United Kingdom Government will reserve for the countries who are small suppliers of beef to the United Kingdom a quantity based on their shipments in recent years.

(b) The Conference will not propose any limitation of the extent to which Empire countries export beef in the chilled instead of in the frozen form.

(c) The Conference may, during the first three years of the operation of the Scheme, recommend a reduction of the total shipments of chilled beef from foreign countries, provided that the reduction from one year to another shall not exceed 2 per cent. of the quantity shipped in the year 1935, and that the reduction in the third year shall not exceed 5 per cent. of that quantity. Any such reduction will not be regarded as constituting a claim by foreign countries to increased exports of frozen beef.

(d) The Conference will not propose any reduction of shipments of fat cattle from the Irish Free State below the number which His Majesty's Government in the United Kingdom agreed to admit in the year 1936.

(e) It is understood that it may become necessary for the Conference to make special provision for increased shipments of fat cattle and/or beef from the Irish Free State, Canada and the Union of South Africa.

5. Recommendations under paragraph 4 reached unanimously by the Conference will be communicated by overseas representatives to their Governments or other competent authorities with a view to shipments being regulated in accordance with such recommendations.

6. The Conference may make reports and suggestions to participating Governments on such matters as the quality and grading of any particular kind or description of beef coming on to the United Kingdom market, and may consider and report on the possibility of promoting the improvement and extension of the market for beef in the United Kingdom and elsewhere. It will make such arrangements as will ensure that representations on behalf of United Kingdom consumers are brought to its notice.

7. The Conference may accept such other duties as the participating Governments may invite it to undertake.

8. There will be an Empire Council consisting of the nominees of Empire countries on the Conference for the purpose of considering matters affecting the well-being of the Empire beef trade, including the Empire aspect of any questions that come up for consideration by the Conference.

9. The expenses of the Conference and of the Council respectively will be apportioned annually between the Governments of the countries participating therein in proportion to the total supply of beef from each of those countries to the United Kingdom market in the most recent year for which statistics are available.

II. THE ARGENTINE AMBASSADOR IN LONDON TO THE SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS.

EMBASSY OF THE ARGENTINE REPUBLIC.

YOUR EXCELLENCY,

LONDON, *June 28th*, 1937.

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date on the subject of the Scheme for the control of beef supplies to the United Kingdom market, and to inform you that the Argentine Government concur in the proposals set out therein.

atteints, à moins que la conférence n'en ait expressément décidé autrement et sous réserve des dispositions de l'alinéa *d*) ci-dessous. Sur cette quantité globale, le Gouvernement du Royaume-Uni réservera, aux pays qui sont petits fournisseurs du Royaume-Uni en viande de bœuf, une quantité calculée sur la base de leurs expéditions au cours des dernières années ;

b) La conférence ne proposera aucune limitation en ce qui concerne la mesure dans laquelle les pays de l'Empire britannique exportent le bœuf sous forme de viande réfrigérée au lieu de l'exporter sous forme de viande congelée ;

c) La conférence pourra, au cours des trois premières années du fonctionnement du Plan, recommander une réduction de la quantité totale des expéditions de bœuf réfrigéré en provenance de pays étrangers, à condition que, d'une année à l'autre, la réduction ne dépasse pas 2 % de la quantité expédiée en 1935 et que, la troisième année, la réduction ne dépasse pas 5 % de cette quantité. Aucune réduction de ce genre ne sera considérée comme fondant les pays étrangers à réclamer une augmentation de leurs exportations de bœuf congelé ;

d) La conférence ne proposera aucune diminution des expéditions de bétail de boucherie en provenance de l'Etat libre d'Irlande au-dessous du nombre que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est convenu d'admettre en 1936 ;

e) Il est entendu qu'il pourra devenir nécessaire pour la conférence de prendre des dispositions spéciales en vue d'augmenter les expéditions de bétail de boucherie ou de viande de bœuf, ou de l'une et l'autre de ces marchandises, en provenance de l'Etat libre d'Irlande, du Canada et de l'Union Sud-Africaine.

5. Les recommandations présentées en application du paragraphe 4 et adoptées à l'unanimité par la conférence seront communiquées, par les représentants des pays d'outre-mer, à leurs gouvernements ou aux autres autorités compétentes, afin que les expéditions soient réglementées conformément auxdites recommandations.

6. La conférence pourra adresser des rapports et des suggestions aux gouvernements participants sur des questions telles que la qualité et le classement de toute sorte ou de toute catégorie particulière de viande de bœuf arrivant sur le marché du Royaume-Uni et pourra examiner, en faisant un rapport à ce sujet, la possibilité d'aider à l'amélioration et à l'extension du marché du bœuf dans le Royaume-Uni et ailleurs. Elle prendra les dispositions nécessaires pour que les représentations faites au nom des consommateurs du Royaume-Uni soient portées à sa connaissance.

7. La conférence pourra accepter telle autre tâche que les gouvernements participants pourront l'inviter à assumer.

8. Il sera constitué un conseil de l'Empire, composé des délégués des pays de l'Empire à la conférence, en vue d'examiner les questions touchant la prospérité du commerce du bœuf de l'Empire, y compris toutes questions venant à être examinées par la conférence pour autant qu'elles se rapportent à l'Empire.

9. Les dépenses respectives de la conférence et du conseil seront réparties chaque année entre les gouvernements des pays participants, proportionnellement à la part prise par chacun de ces pays dans l'approvisionnement total du marché du Royaume-Uni en viande de bœuf, au cours de la plus récente année pour laquelle il existe des statistiques.

II. L'AMBASSADEUR D'ARGENTINE A LONDRES AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

LONDRES, le 28 juin 1937.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, relative au Plan pour le contrôle de l'approvisionnement du marché du Royaume-Uni en viande de bœuf, et de vous informer que le Gouvernement de l'Argentine se rallie aux propositions qui y sont contenues.

2. The Argentine Government agree that your note and this reply shall be regarded as placing on formal record the Agreement reached in this matter.

I have, etc.

Manuel E. MALBRAN.

III. THE SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE BRAZILIAN AMBASSADOR IN LONDON.

FOREIGN OFFICE.

YOUR EXCELLENCY,

LONDON, *December 15th*, 1937.

It being the desire of His Majesty's Government in the United Kingdom and Northern Ireland to make further arrangements with regard to the supply of beef to the United Kingdom market, I have the honour to suggest, for the consideration of your Excellency's Government, that an Agreement be concluded between the two Governments in the following terms :

(1) The Government of the United Kingdom and the Brazilian Government take note of the Scheme for the control of beef supplies to the United Kingdom market which is annexed hereto,¹ and undertake to co-operate to ensure the effective working of the International Conference for which provision is made therein.

(2) The Government of the United Kingdom undertakes not to regulate quantitatively the imports into the United Kingdom from Brazil of the kinds of beef covered by the Scheme except (a) in pursuance of a request to that effect from the Brazilian Government, or (b) when it appears to the United Kingdom Government to be necessary to do so in order to make effective a recommendation reached unanimously by the Conference under paragraph 4 of the Scheme, in which case it is understood that the Brazilian Government will not claim any rights with regard to prohibitions or restrictions to which Brazilian goods may be entitled under any other agreement for the time being in force between the Governments of the United Kingdom and Brazil, including paragraph 1 of the Exchange of Notes² between the two Governments dated the 10th August, 1936, or (c) in cases when for any period the Conference have not made a recommendation under paragraph 4 of the Scheme.

(3) For the purpose of this Agreement and of the Scheme annexed hereto, the term "foreign country" in relation to the United Kingdom does not include any territory under the sovereignty, suzerainty, protection or mandate of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India.

(4) It is understood that nothing in this Agreement shall prejudice the guarantees given to the Brazilian Government under the provision of paragraph 5 of the Exchange of Notes between the two Governments dated the 10th August, 1936.

(5) The present Agreement shall be deemed to have come into force on the 1st January, 1937. It shall remain in force until the expiration of three months after the date on which either contracting Government shall have given to the other notice of termination through the diplomatic channel.

2. I shall be glad if you will inform me whether the Brazilian Government concur in the proposals set out above. In that event, the present note and your Excellency's reply will be regarded as placing on record the Agreement reached between the two Governments in this matter.

I have, etc.

(For the Secretary of State),
Walter ROBERTS.

¹ Enclosure in No. I.

² Vol. CLXXII, page 273, of this Series.

2. Le Gouvernement de l'Argentine est d'accord pour que votre note et la présente réponse soient considérées comme constituant une reconnaissance officielle de l'accord réalisé en cette matière.

Veillez agréer, etc.

Manuel E. MALBRAN.

III. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES A L'AMBASSADEUR DU BRÉSIL.
A LONDRES.

FOREIGN OFFICE.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

LONDRES, le 15 décembre 1937.

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord désirant procéder à d'autres arrangements relativement à l'approvisionnement du marché du Royaume-Uni en viande de bœuf, j'ai l'honneur de suggérer que le gouvernement de Votre Excellence prenne en considération la conclusion, entre les deux gouvernements, d'un accord aux conditions ci-après :

1^o Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement du Brésil prennent acte du Plan ci-annexé¹ visant le contrôle de l'approvisionnement du marché du Royaume-Uni en viande de bœuf et s'engagent à collaborer de façon à assurer le fonctionnement efficace de la conférence internationale qui y est prévue.

2^o Le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à ne pas soumettre à une réglementation quantitative les importations, dans le Royaume-Uni, en provenance du Brésil, des sortes de viande de bœuf visées par le Plan, sauf : *a*) en exécution d'une demande présentée à cet effet par le Gouvernement du Brésil, ou *b*) lorsqu'il apparaîtra au Gouvernement du Royaume-Uni nécessaire de procéder ainsi, afin de donner effet à une recommandation faite à l'unanimité par la conférence conformément au paragraphe 4 du Plan (étant entendu, dans ce cas, que le Gouvernement du Brésil ne revendiquera pas de droit concernant les prohibitions ou restrictions, droit auquel les produits du Brésil pourraient prétendre en vertu de tout autre accord actuellement en vigueur entre les Gouvernements du Royaume-Uni et du Brésil), y compris le paragraphe premier de l'Echange de notes² entre les deux gouvernements en date du 10 août 1936, ou *c*) lorsque, pour une période quelconque, la conférence n'aura pas présenté de recommandation en vertu du paragraphe 4 du Plan.

3^o Aux fins du présent accord ainsi que du Plan qui y est annexé, l'expression « pays étranger », en ce qui concerne le Royaume-Uni, ne comprend aucun territoire placé sous la souveraineté, la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes.

4^o Il est entendu que le présent accord n'affecte en rien les garanties données au Gouvernement du Brésil en vertu des dispositions du paragraphe 5 de l'Echange de notes entre les deux gouvernements, en date du 10 août 1936.

5^o Le présent accord sera considéré comme étant entré en vigueur le 1^{er} janvier 1937. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle l'un ou l'autre des gouvernements contractants aura avisé l'autre, par la voie diplomatique, qu'il est mis fin à l'accord.

2. Je vous serais obligé de vouloir bien me faire savoir si le Gouvernement du Brésil se rallie aux propositions ci-dessus. Dans l'affirmative, la présente lettre et la réponse de Votre Excellence seront considérées comme constituant la reconnaissance officielle de l'accord réalisé en cette matière par les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

(Pour le Secrétaire d'Etat),
Walter ROBERTS.

¹ Annexe au n^o I.

² Vol. CLXXII, page 273, de ce recueil.

IV. THE BRAZILIAN AMBASSADOR IN LONDON TO THE SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS.

BRAZILIAN EMBASSY.

SIR,

LONDON, *December 15th, 1937.*

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date on the subject of the Scheme for the control of beef supplies to the United Kingdom market, and to inform you that the Brazilian Government concur in the proposals set out therein.

2. The Brazilian Government agree that your note and this reply shall be regarded as placing on formal record the Agreement reached in this matter.

I have, etc.

Régis DE OLIVEIRA.

V. THE SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE URUGUAYAN CHARGÉ D'AFFAIRES.

FOREIGN OFFICE.

SIR,

LONDON, *January 6th, 1939.*

It being the desire of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to make further arrangements with regard to the supply of beef to the United Kingdom market, I have the honour to suggest, for the consideration of the Government of Uruguay, that an Agreement be concluded between the two Governments in the following terms :

(1) The Government of the United Kingdom and the Uruguayan Government take note of the Scheme for the control of beef supplies to the United Kingdom market which is annexed hereto,¹ and undertake to co-operate to ensure the effective working of the International Conference for which provision is made therein.

(2) The Government of the United Kingdom undertake not to regulate quantitatively the imports into the United Kingdom from Uruguay of the kinds of beef covered by the Scheme except (a) in pursuance of a request to that effect from the Government of Uruguay, or (b) when it appears to the United Kingdom Government to be necessary to do so in order to make effective a recommendation reached unanimously by the Conference under paragraph 4 of the Scheme (in which case it is understood that the Uruguayan Government will not claim any right to freedom from quantitative regulations, which they would otherwise be entitled to claim for beef produced in Uruguay by virtue of the provisions of Article 1 of the Agreement² between the Government of the United Kingdom and the Uruguayan Government dated the 26th June, 1935, in cases when similar imports from all other foreign countries were not also regulated), or (c) in cases when for any period the Conference have not made a recommendation under paragraph 4 of the Scheme.

(3) For the purposes of this Agreement and of the Scheme annexed hereto, the term " foreign country " in relation to the United Kingdom does not include any territory under the sovereignty, suzerainty, protection or mandate of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India.

¹ Enclosure in No. I.

² Vol. CLXXVI, page 153, of this Series.

IV. L'AMBASSADEUR DU BRÉSIL A LONDRES AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

AMBASSADE DU BRÉSIL.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

LONDRES, le 15 décembre 1937.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, relative au Plan pour le contrôle de l'approvisionnement du marché du Royaume-Uni en viande de bœuf, et de vous informer que le Gouvernement du Brésil se rallie aux propositions qui y sont contenues.

2. Le Gouvernement du Brésil est d'accord pour que votre note et la présente réponse soient considérées comme constituant la reconnaissance officielle de l'accord réalisé en cette matière.

J'ai l'honneur, etc.

Régis DE OLIVEIRA.

V. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU CHARGÉ D'AFFAIRES
DE L'URUGUAY.

FOREIGN OFFICE.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

LONDRES, le 6 janvier 1939.

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord désirant procéder à de nouveaux arrangements relativement à l'approvisionnement du marché du Royaume-Uni en viande de bœuf, j'ai l'honneur de suggérer que le Gouvernement de l'Uruguay prenne en considération la conclusion, entre les deux gouvernements, d'un accord aux conditions ci-après :

1^o Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Uruguay prennent acte du Plan ci-annexé¹ visant le contrôle de l'approvisionnement du Royaume-Uni en viande de bœuf et s'engagent à collaborer de façon à assurer le fonctionnement efficace de la conférence internationale qui y est prévue.

2^o Le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à ne pas soumettre à une réglementation quantitative les importations, dans le Royaume-Uni, en provenance de l'Uruguay, des sortes de viande de bœuf visées par le Plan, sauf : *a*) en exécution d'une demande présentée à cet effet par le Gouvernement de l'Uruguay, ou *b*) lorsqu'il apparaîtra au Gouvernement du Royaume-Uni nécessaire de procéder ainsi, afin de donner effet à une recommandation formulée par la conférence conformément au paragraphe 4 du Plan (étant entendu, dans ce cas, que le Gouvernement de l'Uruguay ne revendiquera pas le droit d'être exempté de ces réglementations quantitatives, droit auquel il pourrait prétendre en ce qui concerne le bœuf produit en Uruguay en vertu des dispositions de l'article premier de l'Accord² entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Uruguay en date du 26 juin 1935, au cas où les importations analogues en provenance de tous autres pays étrangers ne seraient pas également réglementées), ou *c*) lorsque, pour une période quelconque, la conférence n'aura pas présenté de recommandation en vertu du paragraphe 4 du Plan.

3^o Aux fins du présent accord ainsi que du Plan qui y est annexé, l'expression « pays étranger », en ce qui concerne le Royaume-Uni, ne comprend aucun territoire placé sous la souveraineté, la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes.

¹ Annexe au n^o I.

² Vol. CLXXVI, page 153, de ce recueil.

(4) The present Agreement shall be deemed to have come into force on the 1st January, 1937. It shall remain in force until the expiration of three months after the date on which either contracting Government shall have given to the other notice of termination through the diplomatic channel.

2. I should be glad if you would inform me whether the Uruguayan Government concur in the proposals set out above. In that event, this letter and your reply will be regarded as placing on formal record the Agreement reached by the two Governments in the matter.

I have, etc.

HALIFAX.

VI. THE URUGUAYAN CHARGÉ D'AFFAIRES TO THE SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS.

URUGUAYAN LEGATION.

SIR,

LONDON, *January 6th*, 1939.

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date on the subject of the Scheme for the control of beef supplies to the United Kingdom market, and to inform you that the Uruguayan Government concur in the proposals set out therein.

2. The Uruguayan Government agree that your note and this reply shall be regarded as placing on formal record the Agreement reached in this matter.

I have, etc.

R. E. MACEachEN,
Chargé d'Affaires, a. i.

4° Le présent accord sera considéré comme étant entré en vigueur le 1^{er} janvier 1937. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle l'un ou l'autre des gouvernements contractants aura avisé l'autre, par la voie diplomatique, qu'il est mis fin à l'accord.

2. Je vous serais obligé de vouloir bien me faire savoir si le Gouvernement de l'Uruguay se rallie aux propositions ci-dessus. Dans l'affirmative, la présente lettre et votre réponse seront considérées comme constituant la reconnaissance officielle de l'accord réalisé en cette matière par les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

HALIFAX.

VI. LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE L'URUGUAY AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LÉGATION DE L'URUGUAY.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

LONDRES, le 6 janvier 1939.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, relative au Plan pour le contrôle de l'approvisionnement du marché du Royaume-Uni en viande de bœuf, et de vous informer que le Gouvernement de l'Uruguay se rallie aux propositions qui y sont contenues.

2. Le Gouvernement de l'Uruguay est d'accord pour que votre note et la présente réponse soient considérées comme constituant la reconnaissance officielle de l'accord réalisé en cette matière.

J'ai l'honneur, etc.

R. E. MACEachEN,
Chargé d'Affaires p. i.



N° 4589.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET CHILI**

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Santiago, le 9 janvier 1939.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 7 juin 1939.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND CHILE**

Exchange of Notes constituting a Temporary Commercial Agreement. Santiago, January 9th, 1939.

English and Spanish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place June 7th, 1939.

No. 4589. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF CHILE CONSTITUTING A TEMPORARY COMMERCIAL AGREEMENT. SANTIAGO, JANUARY 9TH, 1939.

Nº 4589. — CANJE DE NOTAS ENTRE EL GOBIERNO DEL REINO UNIDO Y EL GOBIERNO DE CHILE ESTABLECIENDO UN ACUERDO COMERCIAL PROVISIONAL. SANTIAGO, 9 DE ENERO DE 1939.

I. SIR C. BENTINCK TO SR. DON ABRAHAM ORTEGA.

BRITISH EMBASSY.

YOUR EXCELLENCY,

SANTIAGO, *January 9th*, 1939.

I have the honour to confirm that the following provisions constitute a temporary commercial Agreement between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Chilean Government pending the conclusion of a definite treaty of commerce and navigation :

1. His Majesty's Government in the United Kingdom will continue to extend to the commerce of Chile with the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland the treatment of most favoured foreign countries as provided in the exchange of notes¹ between the Chilean Government and His Majesty's Government in the United Kingdom, dated the 15th October, 1931.

2. The Chilean Government agree that the most-favoured-nation treatment shall continue to be applied to the commerce between Chile and the United Kingdom, as stipulated in the exchange of notes between the Chilean Government and His Majesty's Government in the United Kingdom, dated the 15th October, 1931.

3. The present Agreement shall be in force as from the 22nd December, 1938, until the 30th June, 1939, unless previously replaced by the Treaty of Commerce and Navigation now under negotiation between the two Governments, and it may be denounced by either of the Parties at one month's notice.

4. The present note and your Excellency's reply in similar terms shall be regarded as constituting an Agreement between the two Governments in this matter.

I avail, etc.

C. H. BENTINCK.

II. EL SR. DON ABRAHAM ORTEGA
A SIR C. BENTINCK.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES,

SANTIAGO, 9 de enero de 1939.

SEÑOR EMBAJADOR,

Me honro en confirmar a vuestra Excelencia que las siguientes disposiciones constituyen un

II. SR. DON ABRAHAM ORTEGA
TO SIR C. BENTINCK.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

SANTIAGO, *January 9th*, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to confirm to your Excellency that the following provisions constitute

¹ Vol. CXXVIII, page 439, of this Series.

² Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Vol. CXXVIII, page 439, de ce recueil.

² Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

Acuerdo Comercial Provisional entre el Gobierno de Chile y el Gobierno del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, mientras se concluye un Tratado de Comercio y Navegación definitivo :

1. El Gobierno de Su Majestad en el Reino Unido continuará extendiendo al comercio de Chile con el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, el tratamiento de los países extranjeros más favorecidos estipulado en el cambio de notas entre el Gobierno de Chile y el Gobierno de su Majestad en el Reino Unido, fecha 15 de octubre de 1931.

2. El Gobierno de Chile conviene en que se continuará aplicando el tratamiento de la nación más favorecida al comercio entre Chile y el Reino Unido estipulado en el cambio de notas entre el Gobierno de Chile y el Gobierno de Su Majestad en el Reino Unido, fecha 15 de octubre de 1931.

3. El presente acuerdo permanecerá en vigor desde el 22 de diciembre de 1938 hasta el 30 de junio de 1939, a menos que fuese antes reemplazado por el Tratado de Comercio y Navegación que actualmente se negocia entre los dos Gobiernos, y podrá ser denunciado por cualquiera de las partes con un mes de aviso.

4. Se considerará que la presente nota y la respuesta, en términos similares, de vuestra Excelencia, constituyen un acuerdo entre ambos Gobiernos sobre esta materia.

Me valgo de esta oportunidad, etc...

Abraham ORTEGA A.

a Provisional Commercial Agreement between the Government of Chile and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, pending the conclusion of a definite treaty of commerce and navigation :

1. His Majesty's Government in the United Kingdom will continue to extend to the commerce of Chile with the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland the treatment of most favoured foreign countries as provided in the exchange of notes between the Chilean Government and His Majesty's Government in the United Kingdom, dated the 15th October, 1931.

2. The Chilean Government agree that the most-favoured-nation treatment shall continue to be applied to the commerce between Chile and the United Kingdom, as stipulated in the exchange of notes between the Chilean Government and His Majesty's Government in the United Kingdom, dated the 15th October, 1931.

3. The present Agreement shall remain in force as from the 22nd December, 1938, until the 30th June, 1939, unless previously replaced by the Treaty of Commerce and Navigation now under negotiation between the two Governments, and it may be denounced by either of the Parties at one month's notice.

4. The present note and your Excellency's reply in similar terms shall be regarded as constituting an Agreement between the two Governments in this matter.

I avail, etc.

Abraham ORTEGA A.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4589. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DU CHILI, COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. SANTIAGO, LE 9 JANVIER 1939.

I. SIR C. BENTINCK A M. ABRAHAM ORTEGA.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

SANTIAGO, le 9 janvier 1939.

J'ai l'honneur de confirmer que les dispositions ci-après constituent un accord commercial temporaire entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement du Chili en attendant la conclusion d'un traité définitif de commerce et de navigation :

1. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni continuera à appliquer au commerce du Chili avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le traitement des pays étrangers les plus favorisés ainsi que le prévoit l'Echange de notes entre le Gouvernement du Chili et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, en date du 15 octobre 1931.

2. Le Gouvernement du Chili convient que le traitement de la nation la plus favorisée continuera de s'appliquer au commerce entre le Chili et le Royaume-Uni, comme le stipule l'Echange de notes entre le Gouvernement du Chili et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, en date du 15 octobre 1931.

3. Le présent accord sera en vigueur à partir du 22 décembre 1938 et jusqu'au 30 juin 1939, à moins qu'il ne soit remplacé, avant cette dernière date, par le traité de commerce et de navigation actuellement en cours de négociation entre les deux gouvernements ; il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties avec préavis d'un mois.

4. La présente note et la réponse de Votre Excellence conçue en termes analogues seront considérées comme constituant un accord, en cette matière, entre les deux gouvernements.

Je saisis cette occasion, etc.

C. H. BENTINCK.

II. M. ABRAHAM ORTEGA A SIR C. BENTINCK.

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES.

SANTIAGO, le 9 janvier 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que les dispositions suivantes constituent un accord commercial temporaire entre le Gouvernement du Chili et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en attendant la conclusion d'un traité définitif de commerce et de navigation :

[Voir note I.]

Je saisis cette occasion, etc.

Abraham ORTEGA A.

N° 4590.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PORTUGAL**

**Echange de notes comportant un accord relatif
au service aérien entre Londres et Lis-
bonne. Lisbonne, le 25 janvier 1939.**

*Textes officiels anglais et portugais communiqués par le secrétaire d'Etat aux
Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement
a eu lieu le 7 juin 1939.*

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND PORTUGAL**

**Exchange of Notes constituting an Agreement
regarding the Air Service between London
and Lisbon. Lisbon, January 25th, 1939.**

*English and Portuguese official texts communicated by His Majesty's Secretary
of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took
place June 7th, 1939.*

No. 4590. — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE PORTUGUESE GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE AIR SERVICE BETWEEN LONDON AND LISBON. LISBON, JANUARY 25TH, 1939.

Nº 4590. — TROCA DE NOTAS¹
ENTRE O GOVERNO DE SUA Magestade no Reino Unido e o Governo Portugues constituindo um acordo relativo a um serviço Aereo entre Londres e Lisboa. LISBOA, 25 DE JANEIRO DE 1939.

I. SIR W. SELBY TO DR. A. DE OLIVEIRA SALAZAR.

BRITISH EMBASSY.

M. LE MINISTRE,

LISBON, *January 25th*, 1939.

The Portuguese Government agrees that British registered aircraft belonging to British Airways, Limited, or to another British Company of air transport nominated by His Majesty's Government in the United Kingdom shall have the right to fly over and land in the territory of continental Portugal (including adjacent territorial waters) in the operation of a regular air service between London and Lisbon.

2. His Majesty's Government in the United Kingdom agrees that Portuguese registered aircraft belonging to a Portuguese Company, or Companies, of air transport nominated by the Portuguese Government shall have the right to fly over and land in territory of the United Kingdom (including adjacent territorial waters) in the operation of a regular air service between Lisbon and London.

3. The Portuguese Government agrees that the British registered aircraft referred to in paragraph 1 above may, in carrying out the air service in question, utilise Portuguese civil aerodromes open to air navigation lying on the route of this service.

4. His Majesty's Government in the United Kingdom likewise agrees that the Portuguese registered aircraft referred to in paragraph 2 above may, in carrying out the air service in question, utilise British civil aerodromes open to air navigation lying on the route of this service.

5. Each Government undertakes to notify the other Government beforehand of the date when these air services are to be commenced, of the Company or Companies who are to operate them, of the frequency of the services, time-tables, rates, types of aircraft to be used, connections with other air lines and of the aerodromes or landing grounds they intend to use, and of any alterations in these particulars.

6. The operation of these air services will be governed by the provisions of the Convention² relating to the Regulation of Aerial Navigation of the 13th October, 1919, and by the laws and

¹ Came into force January 25th, 1939.

² Vol. XI, page 173; Vol. XXIV, page 175; Vol. LIX, page 346; Vol. LXIII, page 389; Vol. LXXVIII, pages 438 and 441; Vol. CXVII, page 54; Vol. CXXXVIII, pages 418 and 427; Vol. CXLII, page 340; Vol. CLXIV, page 355; and Vol. CLXXXV, page 371, of this Series.

¹ Entré en vigueur le 25 janvier 1939.

² Vol. XI, page 173; vol. XXIV, page 174; vol. LIX, page 346; vol. LXIII, page 389; vol. LXXVIII, pages 438 et 441; vol. CXVII, page 54; vol. CXXXVIII, pages 418 et 427; vol. CXLII, page 340; vol. CLXIV, page 355; et vol. CLXXXV, page 371, de ce recueil.

regulations in force in the countries traversed in so far as these laws and regulations are not contrary to this Agreement or to the aforementioned Convention of 1919.

7. It is understood that the concessions envisaged are not of an exclusive character. Both Governments reserve the full right to authorise the establishment of other air services in their respective territories under such conditions as they may consider suitable.

8. The present Agreement shall remain in force for a period of five years, and shall be regarded thereafter as automatically renewed for successive periods of one year subject to denunciation by either Government, of which notification shall be made at least six months before the expiration of the initial period or of its yearly renewal.

I avail, etc.

W. SELBY.

II. DR. A. DE OLIVEIRA SALAZAR TO SIR W. SELBY.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÉRIO
DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS,
SECRETARIA GERAL.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

LISBOA, 25 de Janeiro de 1939.

LISBON, January 25th, 1939.

SR. EMBAIXADOR,

MR. AMBASSADOR,

O Governo Português concorda em que aeronaves britânicas matriculadas pertencentes à British Airways, Ltd., ou a outra companhia britânica de transporte aéreo, designada pelo Governo de Sua Magestade no Reino Unido, tenham o direito de sobrevoar e aterrar no território de Portugal Continental (incluindo as águas territoriais adjacentes), numa carreira aérea regular entre Londres e Lisboa.

The Portuguese Government agrees that British registered aircraft belonging to British Airways, Limited, or to another British Company of air transport nominated by His Majesty's Government in the United Kingdom shall have the right to fly over and land in the territory of continental Portugal (including adjacent territorial waters) in the operation of a regular air service between London and Lisbon.

2. O Governo de Sua Magestade no Reino Unido concorda em que aeronaves portuguesas matriculadas pertencentes a uma companhia ou companhias portuguesas de transporte aéreo, designadas pelo Governo Português, tenham o direito de sobrevoar e de aterrar no território do Reino Unido (incluindo as águas territoriais adjacentes) numa carreira aérea regular entre Lisboa e Londres.

2. His Majesty's Government in the United Kingdom agrees that Portuguese registered aircraft belonging to a Portuguese Company, or Companies, of air transport nominated by the Portuguese Government shall have the right to fly over and land in territory of the United Kingdom (including adjacent territorial waters) in the operation of a regular air service between Lisbon and London.

3. O Governo Português concorda em que as aeronaves britânicas matriculadas a que se refere a alínea (1) possam utilizar na exploração da carreira aérea ali citada, os aeródromos civis portugueses abertos à navegação aérea e que fiquem colocados no percurso da dita carreira.

3. The Portuguese Government agrees that the British registered aircraft referred to in paragraph 1 above may, in carrying out the air service in question, utilise Portuguese civil aerodromes open to air navigation lying on the route of this service.

4. O Governo de Sua Magestade no Reino Unido concorda igualmente em que as aeronaves

4. His Majesty's Government in the United Kingdom likewise agrees that the Portuguese

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

portuguesas matriculadas a que se refere a alínea (2) possam utilizar na exploração da carreira aérea ali citada, os aeródromos civis britânicos abertos à navegação aérea e que fiquem colocados no percurso da dita carreira.

5. Cada Governôo compromete-se a notificar antecipadamente o outro Governôo da data do início da exploração destas carreiras aéreas, da companhia ou companhias que as vão executar, da frequência dos serviços, dos horários, das tarifas, dos tipos de avião a empregar, das ligações com outras linhas aéreas e dos aeródromos e terrenos de aterragem que pretenda utilizar, e das alterações de qualquer destas condições.

6. A exploração das referidas carreiras aéreas será regulada pelas disposições da Convenção relativa à regulamentação da navegação aérea de 13 de Outubro de 1919 e pelas leis e regulamentos em vigor nos territórios sobrevoados, quando tais leis e regulamentos não sejam contrários a este Acôrdo ou à referida Convenção de 1919.

7. Fica entendido que as concessões previstas não têm o caracter de exclusivo. Ambos os Governos reservam o pleno direito de autorizarem o estabelecimento de outras carreiras aéreas nos seus respectivos territórios nas condições que julgarem conveniente.

8. O presente Acôrdo vigorará um período de cinco anos e considerar-se-á em seguida automaticamente prorogado por períodos sucessivos de um ano podendo contudo ser denunciado por notificação feita por um dos Governos ao outro, seis meses, pelo menos, antes da data de expiração do período inicial que estiver correndo ou das suas prorogações anuais.

Aproveito, &c.

A. O. SALAZAR.

registered aircraft referred to in paragraph 2 above may, in carrying out the air service in question, utilise British civil aerodromes open to air navigation lying on the route of this service.

5. Each Government undertakes to notify the other Government beforehand of the date when these air services are to be commenced, of the Company or Companies who are to operate them, of the frequency of the services, time-tables, rates, types of aircraft to be used, connections with other air lines and of the aerodromes or landing grounds they intend to use, and of any alterations in these particulars.

6. The operation of these air services will be governed by the provisions of the Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation of the 13th October, 1919, and by the laws and regulations in force in the countries traversed in so far as these laws and regulations are not contrary to this Agreement or to the aforementioned Convention of 1919.

7. It is understood that the concessions envisaged are not of an exclusive character. Both Governments reserve the full right to authorise the establishment of other air services in their respective territories under such conditions as they may consider suitable.

8. The present Agreement shall remain in force for a period of five years, and shall be regarded thereafter as automatically renewed for successive periods of one year subject to denunciation by either Government, of which notification shall be made at least six months before the expiration of the initial period or of its yearly renewal.

I avail, etc.

A. O. SALAZAR.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4590. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AU SERVICE AÉRIEN ENTRE LONDRES ET LISBONNE. LISBONNE, LE 25 JANVIER 1939.

I. SIR W. SELBY AU D^r A. DE OLIVEIRA SALAZAR.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LISBONNE, le 25 janvier 1939.

Le Gouvernement portugais convient que les aéronefs britanniques immatriculés, appartenant à la « British Airways, Limited » ou à une autre société britannique de transports aériens désignée par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, auront le droit de survoler le territoire du Portugal continental (y compris les eaux territoriales limitrophes) et d'y atterrir, aux fins d'exploitation d'un service aérien régulier entre Londres et Lisbonne.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni convient que les aéronefs portugais immatriculés, appartenant à une société ou à des sociétés portugaises de transports aériens désignées par le Gouvernement portugais, auront le droit de survoler le territoire du Royaume-Uni (y compris les eaux territoriales limitrophes) et d'y atterrir, aux fins d'exploitation d'un service aérien régulier entre Lisbonne et Londres.

3. Le Gouvernement portugais convient que les aéronefs britanniques immatriculés dont il est question au paragraphe 1 ci-dessus pourront, dans l'exploitation du service aérien en question, utiliser les aérodromes civils portugais ouverts à la navigation aérienne qui sont situés sur l'itinéraire dudit service.

4. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni convient, de même, que les aéronefs portugais immatriculés dont il est question au paragraphe 2 ci-dessus pourront, dans l'exploitation du service aérien en question, utiliser les aérodromes civils britanniques ouverts à la navigation aérienne qui sont situés sur l'itinéraire dudit service.

5. Chaque gouvernement s'engage à notifier préalablement à l'autre gouvernement la date à laquelle commenceront ces services aériens, la société ou les sociétés qui les exploiteront, la fréquence des services, les horaires, les tarifs, les types d'aéronefs qui seront utilisés, les correspondances avec d'autres lignes aériennes et les aérodromes ou terrains d'atterrissage qu'ils ont l'intention d'utiliser, ainsi que toutes modifications concernant les points susmentionnés.

6. L'exploitation de ces services aériens sera régie par les dispositions de la Convention relative à la réglementation de la navigation aérienne, en date du 13 octobre 1919, ainsi que par les lois et règlements en vigueur dans les pays traversés, pour autant que ces lois et règlements ne sont pas contraires au présent accord ou à la susdite Convention de 1919.

7. Il est entendu que les concessions envisagées ne présentent pas un caractère d'exclusivité. Les deux gouvernements se réservent entièrement le droit d'autoriser l'établissement d'autres services aériens dans leurs territoires respectifs selon les modalités qu'ils jugeront appropriées.

8. Le présent accord restera en vigueur pour une période de cinq ans et sera ultérieurement considéré comme automatiquement renouvelé pour des périodes successives d'une année, sous réserve, de la part de l'un ou l'autre des deux gouvernements, d'une dénonciation qui devra être notifiée six mois au moins avant l'expiration de la période initiale ou de son renouvellement annuel.

Je saisis cette occasion, etc.

W. SELBY.

II. LE D^r A. DE OLIVEIRA SALAZAR A SIR W. SELBY.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
SECÉTAIRE GÉNÉRAL.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

LISBONNE, le 25 janvier 1939.

[*Voir note I.*]

Je saisis cette occasion, etc.

A. O. SALAZAR.

N° 4591.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
FRANCE ET TCHÉCO-SLOVAQUIE

Accords relatifs à une aide financière à la
Tchéco-Slovaquie, signés à Londres, le
27 janvier 1939, et échange de notes y
relatif de la même date, avec annexes.

*Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux
Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement
a eu lieu le 7 juin 1939.*

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
FRANCE AND CZECHO-SLOVAKIA

Agreements regarding Financial Assistance to
Czecho-Slovakia, signed at London, January
27th, 1939, and Exchange of Notes rela-
ting thereto of the same Date, with Annexes.

*English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary
of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place
June 7th, 1939.*

No. 4591. — AGREEMENTS BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, FRANCE AND CZECHO-SLOVAKIA REGARDING FINANCIAL ASSISTANCE TO CZECHO-SLOVAKIA. SIGNED AT LONDON, JANUARY 27TH, 1939.

I.

AGREEMENT ¹

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE CZECHO-SLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT LONDON, JANUARY 27TH, 1939.

Whereas THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC desire to afford financial assistance to THE GOVERNMENT OF THE CZECHO-SLOVAK REPUBLIC ;

Now therefore the Government of the United Kingdom, the Government of the French Republic and the Government of the Czecho-Slovak Republic have agreed as follows :

1. The Government of the United Kingdom and the Government of the French Republic will, subject to the previous approval of their respective legislatures, jointly and severally guarantee the principal and interest of a sterling loan to be issued in London by the Government of the Czecho-Slovak Republic of a nominal amount sufficient to raise a sum amounting approximately to, but in any case not exceeding, eight million pounds, together with the expenses of issue, negotiation and delivery of the bonds.

2. The conditions of the loan and the terms of the general bond relating thereto shall be subject to the previous approval of the Government of the United Kingdom and the Government of the French Republic.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

Done in triplicate at London, this 27th day of January, 1939, in English and French, both texts being equally authentic.

(L. S.) HALIFAX.

(L. S.) Charles CORBIN.

(L. S.) Dr. Vilém POSPÍŠIL.

II.

AGREEMENT ¹

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC. SIGNED AT LONDON, JANUARY 27TH, 1939.

Whereas THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC have agreed, subject to the prior approval of their respective legislatures, jointly and

¹ Came into force January 27th, 1939.

N^o 4591. — ACCORDS ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, LA FRANCE ET LA TCHÉCO-SLOVAQUIE RELATIFS A UNE AIDE FINANCIÈRE A LA TCHÉCO-SLOVAQUIE. SIGNÉS A LONDRES, LE 27 JANVIER 1939.

I.

ACCORD ¹

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE DANS LE ROYAUME-UNI, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCO-SLOVAQUE. SIGNÉ A LONDRES, LE 27 JANVIER 1939.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCO-SLOVAQUE,

Considérant que le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République française désirent apporter une aide financière au Gouvernement de la République tchéco-slovaque, Sont convenus de ce qui suit :

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République française, sous réserve, chacun en ce qui le concerne, d'une autorisation parlementaire préalable, garantiront conjointement et solidairement un emprunt libellé en sterling à émettre à Londres par le Gouvernement de la République tchéco-slovaque et d'un montant nominal suffisant pour que le produit effectif en soit une somme approximativement égale, mais en tout cas non supérieure, à huit millions de livres sterling, y compris les frais d'émission, de placement, et de délivrance des titres.

2. Les conditions de l'emprunt et les termes de l'obligation générale y relative seront soumis à l'approbation préalable du Gouvernement du Royaume-Uni et du Gouvernement de la République française.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en triple exemplaire à Londres, le 27 janvier 1939, en anglais et en français, les textes anglais et français faisant également foi.

(L. S.) HALIFAX.

(L. S.) Charles CORBIN.

(L. S.) D^r Vilém POSPÍŠIL.

II.

ACCORD ¹

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. SIGNÉ A LONDRES, LE 27 JANVIER 1939.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE s'étant mis d'accord, sous réserve, chacun en ce qui le concerne, d'une autorisation parlementaire

¹ Entré en vigueur le 27 janvier 1939.

severally to guarantee a sterling loan to be issued in London by the Government of the Czecho-Slovak Republic of a nominal amount sufficient to raise a sum amounting approximately to, but in any case not exceeding, eight million pounds together with the expenses of issue, negotiation and delivery of the bonds :

Now therefore the Government of the United Kingdom and the Government of the French Republic have agreed as follows :

If any payment should require to be made in connection with the fulfilment of the aforesaid guarantees, the Government of the United Kingdom and the Government of the French Republic will each provide one-half of the sterling amounts so required.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, this 27th day of January, 1939, in English and French, both texts being equally authentic.

(L. S.) HALIFAX.

(L. S.) Ch. CORBIN.

III.

AGREEMENT ¹

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE CZECHO-SLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT LONDON, JANUARY 27TH, 1939.

Whereas at the request of the Government of the United Kingdom, the Bank of England have advanced sums amounting to ten million pounds to the National Bank of Czecho-Slovakia for the account of the Government of the Czecho-Slovak Republic and that Government have accepted responsibility for this advance :

And whereas the Government of the United Kingdom propose to ask Parliament for authority to repay to the Bank of England the sums so advanced together with interest thereon :

Now therefore THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM and THE GOVERNMENT OF THE CZECHO-SLOVAK REPUBLIC have agreed as follows :

1. The amount which the Government of the United Kingdom repay to the Bank of England (namely, ten million pounds together with interest thereon) in respect of the sums advanced by that Bank as aforesaid will be regarded by the Government of the Czecho-Slovak Republic as having been advanced to them by the Government of the United Kingdom.

2. The Government of the United Kingdom will, subject to Parliamentary approval, grant as a gift to the Government of the Czecho-Slovak Republic the sum of four million pounds, by releasing the said Government from any liability in respect of that sum under Article I of this Agreement, and the sum of four million pounds shall be paid by the Government of the Czecho-Slovak Republic into a special account and disbursed in accordance with the arrangements agreed between the two Governments.

3. The Government of the Czecho-Slovak Republic will, as soon as it has received the proceeds of the loan guaranteed by the Government of the United Kingdom and the Government of the French Republic under an Agreement made this day between the said two Governments and the Government of the Czecho-Slovak Republic, pay to the Government of the United Kingdom the sum of six million pounds together with :

¹ Came into force January 27th, 1939.

préalable, pour garantir conjointement et solidairement un emprunt libellé en sterling à émettre à Londres par le Gouvernement de la République tchéco-slovaque et d'un montant nominal suffisant pour que le produit effectif en soit au maximum de huit millions de livres, y compris les dépenses d'émission, de négociation et de délivrance des titres,

Le Gouvernement du Royaume-Uni, d'une part, et le Gouvernement de la République française, d'autre part, sont convenus de ce qui suit :

Dans le cas où des paiements devront être assurés en application de la garantie ci-dessus mentionnée, le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République française fourniront chacun pour leur part la moitié des montants en sterling ainsi nécessaires.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Londres le 27 janvier 1939, en anglais et en français, les deux textes étant également authentiques.

(L. S.) HALIFAX.

(L. S.) Charles CORBIN.

III.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

ACCORD ¹

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCO-SLOVAQUE. SIGNÉ A LONDRES, LE 27 JANVIER 1939.

Considérant que, à la demande du Gouvernement du Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre a avancé une somme de 10 millions de livres à la Banque nationale de Tchéco-Slovaquie, pour le compte du Gouvernement de la République tchéco-slovaque et que ledit gouvernement a accepté la responsabilité de cette avance ;

Considérant que le Gouvernement du Royaume-Uni a l'intention de demander au Parlement l'autorisation de reverser à la Banque d'Angleterre la somme ainsi avancée, y compris les intérêts ;

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCO-SLOVAQUE sont convenus de ce qui suit :

1. La somme que le Gouvernement du Royaume-Uni reversera à la Banque d'Angleterre (soit 10 millions de livres et les intérêts) au titre de l'avance effectuée par cette banque, ainsi qu'il est mentionné ci-dessus, sera considérée par le Gouvernement de la République tchéco-slovaque comme lui ayant été avancée par le Gouvernement du Royaume-Uni.

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni, sous réserve d'une autorisation parlementaire, versera, à titre de don, au Gouvernement de la République tchéco-slovaque, la somme de 4 millions de livres, en dégagant ce dernier gouvernement de toute obligation vis-à-vis de cette somme en vertu de l'article 1 du présent accord, ladite somme devant être versée par le Gouvernement de la République tchéco-slovaque à un compte spécial et employée conformément aux accords conclus entre les deux gouvernements.

3. Le Gouvernement de la République tchéco-slovaque, dès qu'il aura reçu le produit de l'emprunt garanti par le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République française, en vertu d'un accord conclu ce jour entre les deux gouvernements et le Gouvernement de la République tchéco-slovaque, versera au Gouvernement du Royaume-Uni la somme de 6 millions de livres en même temps que :

¹ Entré en vigueur le 27 janvier 1939.

(a) The amount of the interest paid by the Government of the United Kingdom to the Bank of England on the advance of ten million pounds referred to in Article 1 of this Agreement ; and

(b) Interest at the rate of one per cent. per annum on the sum of six million pounds from the date on which the advance of ten million pounds is repaid by the Government of the United Kingdom to the Bank of England until the date on which the sum of six million pounds is paid by the Government of the Czecho-Slovak Republic to the Government of the United Kingdom under the provisions of this Article.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, this 27th day of January, 1939.

(L. S.) HALIFAX.

(L. S.) Dr. Vilém POSPÍŠIL.

IV.

ACCORD ¹

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCO-SLOVAQUE. SIGNÉ A LONDRES, LE 27 JANVIER 1939.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, d'une part, et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCO-SLOVAQUE, d'autre part, vu l'accord en date de ce jour entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République tchéco-slovaque,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement de la République française, sous réserve d'une autorisation parlementaire préalable, prendra à sa charge, à partir de la date de cette autorisation, les obligations incombant au Gouvernement de la République tchéco-slovaque telles qu'elles sont définies par le contrat d'emprunt du 23 février 1937.

Article 2.

Les sommes en francs que le Gouvernement tchéco-slovaque aurait eu à verser pour le service des Bons 5 pour cent 1937-42 et qu'en application de l'article précédent, il n'aura pas à employer à cette fin seront utilisées par lui conformément à des arrangements à intervenir entre les deux gouvernements.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Londres, ce 27 janvier 1939.

(L. S.) Charles CORBIN.

(L. S.) Dr Vilém POSPÍŠIL.

¹ Entré en vigueur le 27 janvier 1939.

a) Le montant de l'intérêt payé par le Gouvernement du Royaume-Uni à la Banque d'Angleterre sur l'avance de 10 millions de livres mentionnée à l'article 1 du présent accord ; et

b) Un intérêt au taux de 1% par an sur la somme de 6 millions de livres, à dater du jour où l'avance de 10 millions de livres sera reversée par le Gouvernement du Royaume-Uni à la Banque d'Angleterre jusqu'à la date à laquelle la somme de 6 millions de livres sera versée par le Gouvernement de la République tchéco-slovaque au Gouvernement du Royaume-Uni, en vertu des dispositions du présent article.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Londres, le 27 janvier 1939.

(L. S.) HALIFAX.

(L. S.) Dr Vilém Pospíšil.

IV.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

AGREEMENT ²

BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE CZECHO-SLOVAK REPUBLIC.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, of the one part, and THE GOVERNMENT OF THE CZECHO-SLOVAK REPUBLIC, of the other part, in view of the Agreement made this day between the Government of the French Republic, the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Czecho-Slovak Republic,

Have agreed as follows :

Article 1.

The Government of the French Republic will, subject to previous Parliamentary approval and as from the date of that approval, undertake the obligations falling upon the Government of the Czecho-Slovak Republic as these are defined by the loan contract of the 23rd February, 1937.

Article 2.

The sums in francs which the Czecho-Slovak Government would have had to pay for the service of the 5 per cent. Bonds 1937-42 and which, by virtue of the provisions of the preceding Article, they will not have to use for this purpose, will be used by them in accordance with arrangements to be agreed between the two Governments.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, this 27th day of January, 1939.

(L. S.) Charles CORBIN.

(L. S.) Dr. Vilém POSPÍŠIL.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Came into force January 27th, 1939.

EXCHANGE OF NOTES.

I. Dr. POSPÍŠIL TO LORD HALIFAX.

MY LORD,

LONDON, *January 27th*, 1939.

I have the honour, on behalf of the Czecho-Slovak Government, to express their grateful appreciation of the three Agreements signed to-day (although these Agreements fall short of the request for assistance made by them), by which, subject to the approval of their respective Parliaments, the United Kingdom and French Governments will guarantee a loan for £8 millions to be raised in London by the Czecho-Slovak Government, and the Government of the United Kingdom will grant as a free gift to the Czecho-Slovak Government the sum of £4 millions, while the Government of the French Republic will assume responsibility for the service (interest and repayment) of the 5 per cent. Bonds 1937-42 of the Czecho-Slovak Republic.

2. I am further instructed to give you the assurance of the Czecho-Slovak Government that, in deference to the wishes expressed by the United Kingdom and French Governments, they will provide out of the financial assistance so given by these Governments (supplemented, if necessary, by such further funds as can be made available from other sources) such amounts as may be required for the maintenance and settlement or emigration of persons who for the purposes of the present arrangement will be regarded as refugees. The definition of these persons is set out in Annex I to this letter.

3. The basis on which the financial assistance granted under the above-mentioned Agreements will be allocated to refugees is set out in Annex II to this letter, and provision in foreign exchange in accordance with the terms set out in Annex III to this letter will be made available by the Czecho-Slovak Government (without any discrimination against any person on account of his religious belief, political opinions or racial origin) for all refugees who emigrate, including those who have emigrated since the 15th October, 1938. The Czecho-Slovak Government will commence the provision of this foreign exchange forthwith.

I am further authorised to add that there will be no discrimination on the above grounds in the treatment of refugees while they remain in Czecho-Slovakia, and that no refugees will be forced to leave Czecho-Slovakia if they would thereby run the risk of danger to health, liberty, or life.

4. (a) As regards the sum of £4 millions granted as a free gift to the Czecho-Slovak Government by the Government of the United Kingdom, the provisions set out in Annex IV to this letter shall apply in addition to those of paragraph 3 of this letter, and these two sets of provisions constitute the arrangements to be agreed between the two Governments referred to in Article 2 of the Agreement between the Government of the United Kingdom and the Czecho-Slovak Government signed this day.

(b) (i) As regards the amounts in francs which will become available to the Czecho-Slovak Government as a result of the assumption by the French Government of responsibility for the interest service of the 5 per cent. Bonds 1937-42, the provisions of Annex IV to this letter will apply in addition to those of paragraph 3 of the present letter.

(ii) As regards the amount in francs which will become available to the Czecho-Slovak Government in 1942 as a result of the assumption by the French Government of responsibility for the amortisation of the 5 per cent. Bonds 1937-42, the two Governments will make arrangements before that date with regard to the utilisation of this amount to such an extent as may be necessary to meet the needs in foreign exchange of emigrants; the balance will be at the free disposal of the Czecho-Slovak Government.

(iii) The provisions of sub-paragraphs (i) and (ii) above, coupled with those of paragraph 3 above and those of Annex IV, constitute the arrangements to be agreed between the two Governments referred to in Article 2 of the Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Czecho-Slovak Republic signed this day.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

I. LE D^r POSPÍŠIL A LORD HALIFAX.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

LONDRES, le 27 janvier 1939.

J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement tchéco-slovaque, de vous exprimer sa vive reconnaissance pour les trois accords signés ce jour (quoique ces accords ne correspondent pas entièrement à la demande d'assistance formulée par lui), en vertu desquels, sous réserve de l'autorisation de leurs Parlements respectifs, les Gouvernements du Royaume-Uni et de la France, d'une part, s'engagent à garantir un emprunt d'un montant de 8 millions de livres, à émettre à Londres par le Gouvernement tchéco-slovaque, et, d'autre part, le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à accorder, à titre de don, au Gouvernement tchéco-slovaque, une somme de 4 millions de livres, tandis que le Gouvernement de la République française s'engage à prendre à sa charge le service (intérêt et remboursement) des Bons 5 % 1937-42 émis par la République tchéco-slovaque.

2. Je suis chargé, en outre, de vous donner l'assurance de la part de mon gouvernement que, déférant au désir exprimé par les Gouvernements du Royaume-Uni et de la France, le Gouvernement tchéco-slovaque, sur les fonds qui lui auront été ainsi fournis par ces deux gouvernements (complétés, en cas de besoin, par les fonds supplémentaires qui pourraient provenir d'autres sources), fournira les sommes qui pourraient être nécessaires à l'entretien et l'établissement ou à l'émigration des personnes qui, aux fins du présent arrangement, seront considérées comme réfugiées. La définition de ces personnes figure à l'annexe I à la présente lettre.

3. Les bases sur lesquelles l'assistance financière accordée en vertu des accords ci-dessus mentionnés sera allouée aux réfugiés sont exposées à l'annexe II à la présente lettre, et le Gouvernement tchéco-slovaque fournira les devises étrangères nécessaires, conformément aux termes de l'annexe III à la présente lettre (sans aucune discrimination confessionnelle, politique ou raciale), à tous les réfugiés qui émigreront, y compris ceux qui auront émigré depuis le 15 octobre 1938. Le Gouvernement tchéco-slovaque commencera immédiatement à fournir ces devises étrangères.

Je suis chargé, en outre, d'ajouter qu'il ne sera effectué aucune discrimination, pour les raisons ci-dessus mentionnées, dans le traitement des réfugiés pendant qu'ils resteront en Tchéco-Slovaquie, et qu'aucun réfugié ne sera contraint de quitter la Tchéco-Slovaquie si, ce faisant, il courait des risques pour sa santé, sa liberté ou sa vie.

4. a) En ce qui concerne la somme de 4 millions de livres accordée à titre de don gracieux au Gouvernement tchéco-slovaque par le Gouvernement du Royaume-Uni, les dispositions énoncées à l'annexe IV seront applicables en même temps que celles du paragraphe 3 de la présente lettre, et l'ensemble de ces dispositions constituera l'arrangement à conclure entre les deux gouvernements tel qu'il est mentionné à l'article 2 de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement tchéco-slovaque en date de ce jour.

b) (i) En ce qui concerne le montant en francs dont pourra disposer le Gouvernement tchéco-slovaque grâce à la décision prise par le Gouvernement français d'assumer la charge du service des intérêts des Bons 5 % 1937-42, les dispositions de l'annexe IV seront applicables en même temps que celles du paragraphe 3 de la présente lettre.

(ii) En ce qui concerne le montant en francs dont pourra disposer le Gouvernement tchéco-slovaque en 1942, comme suite à la décision du Gouvernement français d'assumer la charge de l'amortissement des Bons 5 % 1937-42, les deux gouvernements prendront, avant cette date, des arrangements quant à l'utilisation de ce montant dans la mesure nécessaire pour faire face aux besoins des émigrants en devises étrangères ; le solde sera laissé à la libre disposition du Gouvernement tchéco-slovaque.

(iii) Les dispositions des sous-paragraphes (i) et (ii) ci-dessus, jointes à celles du paragraphe 3 ci-dessus et de l'annexe IV, constituent l'arrangement à intervenir entre les deux gouvernements, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchéco-slovaque en date de ce jour.

(c) I am authorised by the National Bank of Czecho-Slovakia to confirm that, so far as it is concerned, it accepts the provisions of Annex IV to this letter.

5. I have, moreover, the honour to assure you that the sterling proceeds of the loan of £8 millions guaranteed by the United Kingdom and French Governments, in so far as they are not used for actual expenditure in foreign currencies, will be kept in sterling at the Bank of England and will not be exchanged for another currency or converted into gold.

6. It is understood that modifications in the terms of the various Annexes to this letter may be made from time to time. They will be made by agreement between the Czecho-Slovak Government on the one side, and on the other side, as circumstances may require, the British Liaison Officer with the Czecho-Slovak Government (or, in his absence, the Commercial Secretary of the British Legation in Prague) and/or the French Legation in Prague.

I have, etc.

Dr. Vilém POSPÍŠIL.

ANNEX I.

The following persons (regardless of religious belief, political opinions or racial origin) shall be regarded as refugees for the purposes of the present arrangement, and shall, *inter alia*, be eligible to obtain assistance towards the expense of emigration on the scale laid down in Annex III :

1. Persons who, prior to the 21st May, 1938, ordinarily resided in any of the territories since ceded by Czecho-Slovakia who have since that date sought, or may in future seek, refuge in Czecho-Slovakia as at present constituted, and either :

(a) Are not qualified to opt for Czecho-Slovak nationality, or

(b) Being so qualified to opt, are (or may be) unable to support themselves in Czecho-Slovakia as at present constituted ; it is immaterial whether the option for Czecho-Slovak nationality has in fact been exercised or not.

2. Persons who are or were of German or Austrian nationality and who prior to the 30th September, 1938, had obtained a temporary refuge in the territory of Czecho-Slovakia as constituted at that date and are now or may in future be in Czecho-Slovakia as at present constituted.

3. Such other persons as the Government of the United Kingdom, the Government of the French Republic and the Czecho-Slovak Government may agree later to include.

ANNEX II.

1. The financial facilities to be granted to the Czecho-Slovak Government shall be allocated as follows :

(a) For payment of expenses of emigrants as and when required in accordance with the scale set out in Annex III and with the terms of Annex IV ... £4 millions.

(b) For the general purposes of the reconstruction of Czecho-Slovakia, including the relief and settlement of refugees in Czecho-Slovakia as at present constituted £8 millions.

In so far as foreign exchange is provided under head (a) for the transfer of funds belonging to emigrants, the counter-value in Czecho-Slovak crowns shall also be made available for expenditure under head (b).

c) Je suis autorisé par la Banque nationale de Tchéco-Slovaquie à déclarer que, en ce qui la concerne, elle accepte les dispositions de l'annexe IV à la présente lettre.

5. J'ai l'honneur, en outre, de vous donner l'assurance que le produit en sterling de l'emprunt de 8 millions garanti par les Gouvernements du Royaume-Uni et de la France, dans la mesure où il ne sera pas utilisé pour des dépenses effectives en monnaies étrangères, sera conservé en sterling à la Banque d'Angleterre et ne sera pas changé en une autre monnaie ni converti en or.

6. Il est entendu que, de temps à autre, des modifications pourront être apportées aux termes des diverses annexes à la présente lettre. Ces modifications seront effectuées par accord entre le Gouvernement tchéco-slovaque, d'une part, et, d'autre part, selon les circonstances, l'agent britannique de liaison auprès du Gouvernement tchéco-slovaque (ou, en son absence, le secrétaire commercial de la Légation de Grande-Bretagne de Prague) et/ou la Légation de France à Prague.

Veillez agréer, etc.

D^r Vilém POSPÍŠIL.

ANNEXE I

Les personnes suivantes (sans considération de confession, d'opinion politique ou de race) seront considérées comme réfugiées, aux fins du présent accord, et pourront, entre autres choses, obtenir une assistance pour leurs frais d'émigration sur les bases indiquées à l'annexe III :

1. Les personnes qui, avant le 21 mai 1938, résidaient habituellement dans l'un quelconque des territoires cédés depuis par la Tchéco-Slovaquie et qui, depuis cette date, auront cherché ou pourront, à l'avenir, chercher refuge dans la Tchéco-Slovaquie telle qu'elle est à présent constituée, et qui :

a) Ou bien ne remplissent pas les conditions leur permettant d'opter pour la nationalité tchéco-slovaque ;

b) Ou bien, tout en remplissant ces conditions, sont ou peuvent se trouver dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins dans la Tchéco-Slovaquie, telle qu'elle est à présent constituée ; peu importe que le droit d'option pour la nationalité tchéco-slovaque ait été exercé ou non.

2. Les personnes qui sont ou étaient de nationalité allemande ou autrichienne et qui, avant le 30 septembre 1938, se sont réfugiées temporairement sur le territoire de la Tchéco-Slovaquie, telle qu'elle était constituée à cette date, et sont actuellement ou peuvent se trouver à l'avenir dans la Tchéco-Slovaquie telle qu'elle est constituée à présent.

3. Toutes autres personnes que le Gouvernement du Royaume-Uni, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement tchéco-slovaque pourront décider ultérieurement d'ajouter.

ANNEXE II

1. Les facilités financières accordées au Gouvernement tchéco-slovaque seront destinées aux fins suivantes :

a) Au paiement des dépenses des émigrants dans la mesure où les circonstances l'exigeront, conformément au barème fixé à l'annexe III et aux stipulations de l'annexe IV 4 millions de livres.

b) Aux fins générales de la reconstruction de la Tchéco-Slovaquie, y compris l'œuvre d'assistance et d'établissement en faveur des réfugiés dans la Tchéco-Slovaquie, telle qu'elle est à présent constituée 8 millions de livres.

Dans la mesure où il sera fourni des devises étrangères, en vertu du paragraphe a), en vue du transfert de fonds appartenant aux émigrants, la contre-valeur en couronnes tchéco-slovaques sera également rendue disponible en vue de dépenses en vertu du paragraphe b).

2. In the allocation of funds under paragraph 1 (b) the Czecho-Slovak Government undertake that priority will be given to those items of expenditure which will be of special assistance to refugees in Czecho-Slovakia. It is understood that these funds may be applied by the Czecho-Slovak Treasury temporarily for any urgent requirements of national reconstruction provided that the whole of the amounts so applied for purposes other than the requirements of refugees shall be replaced by the Czecho-Slovak Treasury as and when required for expenditure in connection with the relief and settlement of refugees in Czecho-Slovakia as at present constituted. It is understood that one of the primary methods of relief of refugees in Czecho-Slovakia will be the provision of productive employment through public works. The Czecho-Slovak Government will as soon as practicable after the end of each quarter supply the United Kingdom and French Governments with a detailed statement of the expenditure actually incurred by them under paragraph 1 (b).

3. The amount in francs which the Czecho-Slovak Government would have had to provide for the interest service of the 5 per cent. Bonds 1937-42, if the French Government had not assumed responsibility therefor, will be utilised for the same purposes as the allocation under paragraph 1 (a) above.

ANNEX III.

SCALE OF PAYMENTS IN FOREIGN EXCHANGE FOR EMIGRANTS.

1. Each individual (or, in the case of a family, each family) who has complied with the legal requirements of the Czecho-Slovak Government with regard to emigration, but who has no available money of his own, will receive from the Czecho-Slovak Refugee Institute before emigration the sum of £200 (or the equivalent in the currency of the country of immigration), together with the cost of transportation of himself and his family (if any) to the country of destination.

2. (a) Each individual (or family) having the necessary funds available in Czecho-Slovak currency will receive before emigration, against payment in Czecho-Slovak currency at the official rate, the sum of £200 (or the equivalent in the currency of the country of immigration), together with the costs of transportation of himself and his family (if any) to the country of destination.

(b) If any individual (or family) has further funds available in Czecho-Slovak currency, he shall, in addition to the sum which he is entitled to receive under sub-paragraph (a), be entitled to transfer into sterling (or into the currency of the country of immigration) at the official rate of exchange a sum of 50,000 Czech crowns, subject to a charge not exceeding 30 per cent., e.g., a net transferable amount of 35,000 Czech crowns. Any sums collected by way of the charge referred to above shall be applied for the benefit of the refugees.

3. The form in which the payments referred to in paragraphs 1 and 2 (a) are to be made will be agreed between the Refugee Institute and the British Liaison Officer with the Czecho-Slovak Government.

4. In the event of special schemes being arranged for the settlement of large groups of refugees, the above scale may be subject to variation, in accordance with actual requirements, by agreement between the Czecho-Slovak Government and the said Liaison Officer.

5. The transfer into foreign currency of interest, dividends, rents, etc., on investments or property owned in Czecho-Slovakia by a refugee who has emigrated and also of the capital amounts concerned will be permitted as soon as the situation permits. The National Bank will make every effort to assure the regular transfer of interest, dividends, rents, etc., as they accrue, subject, if necessary, to some maximum limit in individual cases.

6. Where a country to which an emigrant is proceeding requires proof that the emigrant is in possession of the necessary funds before an application for emigration is accepted, the Czecho-Slovak Refugee Institute will give a certificate that the necessary foreign exchange will be provided.

7. The Refugee Institute will publish the agreed scale of payments.

2. En ce qui concerne l'emploi des fonds prévu au paragraphe 1 b), le Gouvernement tchéco-slovaque s'engage à donner la priorité aux articles de dépenses intéressant particulièrement l'assistance aux réfugiés en Tchéco-Slovaquie. Il est entendu que ces fonds pourront être utilisés temporairement par la Trésorerie tchéco-slovaque pour tous besoins urgents de reconstruction nationale, pourvu que la totalité des sommes ainsi utilisées pour des fins autres que les besoins des réfugiés soit reversée par la Trésorerie tchéco-slovaque, lorsqu'elles seront nécessaires pour des dépenses relatives à l'œuvre d'assistance et d'établissement en faveur des réfugiés dans la Tchéco-Slovaquie, telle qu'elle est à présent constituée. Il est entendu que l'un des modes principaux d'assistance aux réfugiés en Tchéco-Slovaquie sera constitué par la création d'emplois productifs au moyen de travaux publics. Le Gouvernement tchéco-slovaque fournira, aussitôt que possible après la fin de chaque trimestre, aux Gouvernements du Royaume-Uni et de la France, un relevé détaillé des dépenses effectivement encourues par lui en vertu du paragraphe 1 b).

3. Le montant en francs que le Gouvernement tchéco-slovaque aurait eu à verser pour le service des intérêts des Bons 5 % 1937-42, si le Gouvernement français n'en avait pas accepté la charge, sera utilisé aux mêmes fins que les crédits prévus au paragraphe 1 a) ci-dessus.

ANNEXE III

ÉCHELLE DES PAIEMENTS EN DEVICES ÉTRANGÈRES EN FAVEUR DES ÉMIGRANTS.

1. Toute personne (ou, dans le cas d'une famille, toute famille) qui aura satisfait aux conditions légales fixées par le Gouvernement tchéco-slovaque pour l'émigration, mais qui ne disposera d'aucune ressource personnelle, recevra, avant l'émigration, de l'Institut tchéco-slovaque pour les réfugiés, une somme de 200 livres (ou l'équivalent dans la monnaie du pays d'immigration) ainsi que les frais de transport pour elle-même et pour sa famille, le cas échéant, jusqu'au pays de destination.

2. a) Toute personne (ou famille) qui disposera des fonds nécessaires en monnaie tchéco-slovaque recevra avant l'émigration, contre versement en monnaie tchéco-slovaque au taux officiel, la somme de 200 livres (ou l'équivalent dans la monnaie du pays d'immigration) ainsi que les frais de transport pour elle-même et sa famille, le cas échéant, jusqu'au pays de destination.

b) Si une personne (ou famille) dispose d'autres fonds en monnaie tchéco-slovaque, elle sera autorisée à changer en sterling (ou dans la monnaie du pays d'immigration), au taux officiel du change, outre la somme à laquelle elle a droit en vertu du sous-paragraphe a), une somme de 50.000 couronnes tchèques, sous réserve d'un prélèvement qui ne dépassera pas 30 %, soit un montant net transférable de 35.000 couronnes tchèques. Toutes les sommes provenant des prélèvements susmentionnés seront utilisées au profit des réfugiés.

3. Les modalités d'après lesquelles seront effectués les paiements mentionnés aux paragraphes 1 et 2 a), feront l'objet d'un accord entre l'Institut pour les réfugiés et l'agent britannique de liaison auprès du Gouvernement tchéco-slovaque.

4. Au cas où il serait établi des plans spéciaux pour l'établissement de groupes importants de réfugiés, l'échelle susmentionnée pourra être modifiée, conformément aux nécessités, par accord entre le Gouvernement tchéco-slovaque et l'agent britannique de liaison.

5. Le transfert en monnaie étrangère d'intérêts, dividendes, loyers, etc., concernant des placements effectués ou des biens possédés en Tchéco-Slovaquie par un réfugié qui aura émigré, ainsi que le transfert des sommes en capital y relatives, sera autorisé aussitôt que la situation le permettra. La Banque nationale s'efforcera d'assurer le transfert régulier des intérêts, dividendes, loyers, etc., à mesure qu'ils deviendront payables, sous réserve, en cas de besoin, d'une limite maximum dans les cas individuels.

6. Lorsqu'un pays où se rend un émigrant exigera la preuve que l'émigrant possède les fonds nécessaires, avant d'accepter la demande d'émigration, l'Institut tchéco-slovaque pour les réfugiés délivrera un certificat attestant que les devises étrangères nécessaires seront fournies.

7. L'Institut pour les réfugiés publiera l'échelle des paiements approuvée.

ANNEX IV.

PROVISIONS REGARDING THE DISBURSEMENT OF THE FREE GIFTS TO THE
CZECHO-SLOVAK GOVERNMENT.

(These provisions have been drawn up with the object of creating the minimum amount of interference with the administrative arrangements of the Czecho-Slovak Refugee Institute for emigration, consistent with control of the expenditure by the authorised representatives of the United Kingdom Government and of the French Government.)

1. The £4 millions granted by the Government of the United Kingdom will be held in sterling on a special account at the Bank of England in the name of the National Bank of Czecho-Slovakia.

The Czecho-Slovak Minister of Finance, in agreement with the National Bank of Czecho-Slovakia, will take the necessary steps to ensure that out of this sum of £4 million payments to the full extent required by the progress made in the emigration of refugees will be made from time to time to the Czecho-Slovak Refugee Institute, at the joint request of that Institute and of the British Liaison Officer (or in his absence the Commercial Secretary of the British Legation in Prague).

Detailed arrangements as to the amounts of such payments to the Czecho-Slovak Refugee Institute and as to the disbursement by that Institute to refugees (on the scale laid down in Annex III) of the payments so received by it shall be made between the said Institute and the British Liaison Officer.

2. At each due date for the payment of interest on the 5 per cent. Bonds 1937-42, the Czecho-Slovak Government will pay to an account in francs opened at a bank in Paris in the name of the Czecho-Slovak Refugee Institute an amount in francs equal to that which it would have had to provide for the service of the interest payment then due.

The amounts available on this account will be utilised to provide funds in foreign exchange for refugees in accordance with the scale of payments laid down in Annex III.

The funds available in this manner will be utilised in agreement with the French Legation at Prague, and the arrangements for their application (both as regards the amount of the payments and as regards the proof of disbursement to be supplied) will be agreed between the Legation and the Czecho-Slovak Refugee Institute.

II. LORD HALIFAX TO DR. POSPÍŠIL.

FOREIGN OFFICE.

SIR,

January 27th, 1939.

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of to-day's date setting out the assurances which the Czecho-Slovak Government have given in deference to the wishes of the United Kingdom and French Governments relating to the conditions of the utilisation of the financial assistance given by the Governments of the United Kingdom and of the French Republic for the general purposes of reconstruction of Czecho-Slovakia, and, in particular, for the maintenance and settlement or emigration of persons who, for the purposes of the present arrangement, are to be regarded as refugees, and to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom accept these assurances.

Your letter and this reply thus record the understanding reached between the two Governments with regard to this matter.

I have, etc.

HALIFAX.

ANNEXE IV

DISPOSITIONS VISANT L'EMPLOI DES DONS GRACIEUX CONSENTIS
AU GOUVERNEMENT TCHÉCO-SLOVAQUE.

(Les dispositions ci-dessous ont été établies de manière à intervenir le moins possible dans les arrangements administratifs de l'Institut tchéco-slovaque pour les réfugiés concernant l'émigration, tout en permettant le contrôle des dépenses par les représentants autorisés du Gouvernement du Royaume-Uni et du Gouvernement français.)

1. Les 4 millions de livres accordés par le Gouvernement du Royaume-Uni seront détenus en sterling à un compte spécial à la Banque d'Angleterre, au nom de la Banque nationale de Tchéco-Slovaquie.

Le ministre des Finances de Tchéco-Slovaquie, d'accord avec la Banque nationale de Tchéco-Slovaquie, prendra les mesures nécessaires pour que, sur cette somme de 4 millions, des paiements soient effectués de temps à autre en faveur de l'Institut tchécoslovaque pour les réfugiés, dans toute la mesure nécessitée par le développement des opérations d'émigration, sur la demande conjointe de cet Institut et de l'agent britannique de liaison (ou, en son absence, du secrétaire commercial de la Légation de Grande-Bretagne de Prague).

Les paiements à effectuer à l'Institut tchéco-slovaque pour les réfugiés et les sommes versées par cet Institut aux réfugiés (d'après l'échelle fixée à l'annexe III) sur les paiements ainsi reçus, feront l'objet d'arrangements de détail entre cet Institut et l'agent britannique de liaison.

2. A la date de chaque échéance des intérêts sur les Bons 5 % 1937-42, le Gouvernement tchéco-slovaque versera à un compte en francs, ouvert dans une banque de Paris au nom de l'Institut tchéco-slovaque pour les réfugiés, un montant en francs équivalant à celui qu'il aurait dû verser pour le service des intérêts échus.

Les sommes figurant à ce compte seront utilisées pour verser, en devises étrangères, des fonds aux réfugiés conformément à l'échelle des paiements stipulée à l'annexe III.

Les fonds ainsi disponibles seront utilisés d'accord avec la Légation française de Prague, et les arrangements à ce sujet (tant en ce qui concerne le montant des paiements que les pièces justificatives des dépenses) seront fixés d'accord entre la Légation et l'Institut tchéco-slovaque pour les réfugiés.

II. LORD HALIFAX AU D^r POSPÍŠIL.

FOREIGN OFFICE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le 27 janvier 1939.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date d'aujourd'hui, par laquelle vous voulez bien me communiquer les assurances données par le Gouvernement tchécoslovaque, conformément au désir exprimé par les Gouvernements du Royaume-Uni et de la France, au sujet des conditions d'utilisation de l'assistance financière accordée par les Gouvernements du Royaume-Uni et de la République française aux fins générales de la reconstruction de la Tchéco-Slovaquie et, en particulier, en vue de l'entretien et de l'établissement ou de l'émigration des personnes qui, aux fins du présent accord, doivent être considérées comme réfugiées. J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte ces assurances.

Votre lettre, ainsi que la présente réponse, enregistrent donc l'accord intervenu à ce sujet entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

HALIFAX.

N° 4592.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET INDE ET MASCATE**

**Traité d'amitié, de commerce et de navigation.
Signé à Mascate, le 5 février 1939.**

Textes officiels anglais et arabe communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 7 juin 1939.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND INDIA AND MUSCAT**

**Treaty of Friendship, Commerce and Navigation.
Signed at Muscat, February 5th, 1939.**

English and Arabic official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place June 7th, 1939.

No. 4592. — TREATY ¹ OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND INDIA AND MUSCAT. SIGNED AT MUSCAT, FEBRUARY 5TH, 1939.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and SULTAN SAIYID SAID BIN TAIMUR BIN FAISAL, SULTAN OF MUSCAT AND OMAN AND DEPENDENCIES,

Desiring to confirm and strengthen the friendly relations which now subsist between them and to promote and extend their commercial relations by the conclusion of a new Treaty to replace the Treaty² of Friendship, Commerce and Navigation signed at Muscat on the 19th March, 1891, which terminates on the 11th February, 1939,

Have accordingly appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA (hereinafter referred to as His Majesty) :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Lieut.-Colonel Sir Trenchard Craven William FOWLE, K.C.I.E., C.B.E., Political Resident in the Persian Gulf ;

FOR INDIA :

Lieut.-Colonel Sir Trenchard Craven William FOWLE, K.C.I.E., C.B.E., Political Resident in the Persian Gulf ;

THE SULTAN OF MUSCAT AND OMAN AND DEPENDENCIES (hereinafter referred to as the Sultan), in person :

Who have agreed as follows :

Article I.

For the purposes of the present Treaty :

(i) The term " territories of His Majesty " or " territories of the one (or the other) High Contracting Party " in relation to His Majesty shall mean the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and India, and any territories to which the present Treaty applies by reason of extensions under Article 19 or accessions under Article 20 ; and the term " territories of the Sultan " or " territories of the one (or the other) High Contracting Party " in relation to the Sultan shall mean Oman and its Dependencies.

¹ Came into force February 11th, 1939.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 93, page 11. See also Vol. V, page 59 ; Vol. VIII, page 261 ; Vol. X, page 459 ; Vol. XVII, page 163 ; Vol. XXV, page 387 ; Vol. XXXV, page 233 ; Vol. LVII, page 13 ; Vol. LXIV, page 397 ; Vol. LXXXIII, page 440 ; Vol. XCVI, page 194 ; Vol. C, page 224 ; Vol. CVII, page 499 ; Vol. CXXX, page 444 ; Vol. CXXXVIII, page 440 ; Vol. CLVI, page 201 ; Vol. CLX, page 343 ; Vol. CLXVIII, page 230 ; Vol. CLXXXI, page 365 ; and Vol. CLXXXIX, page 459, of this Series.

¹ Entré en vigueur le 11 février 1939.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XVIII, page 636. Voir aussi vol. V, page 59 ; vol. VIII, page 261 ; vol. X, page 459 ; vol. XVII, page 163 ; vol. XXV, page 387 ; vol. XXXV, page 233 ; vol. LVII, page 13 ; vol. LXIV, page 397 ; vol. LXXXIII, page 440 ; vol. XCVI, page 194 ; vol. C, page 224 ; vol. CVII, page 499 ; vol. CXXX, page 444 ; vol. CXXXVIII, page 440 ; vol. CLVI, page 201 ; vol. CLX, page 343 ; vol. CLXVIII, page 230 ; vol. CLXXXI, page 365 ; et vol. CLXXXIX, page 459, de ce recueil.

(ii) The term "nationals of His Majesty" or "nationals of the one (or the other) High Contracting Party" in relation to His Majesty shall mean all subjects of His Majesty and all persons under his protection, wherever domiciled, except nationals of Koweit, Bahrein, Qatar, Abu Dhabi, Dibai, Sharjah, Ajman, Umm-al-Qaiwain, Ras-al-Khaimah and Kalba and, for the purposes of Articles 13, 14 and 15, nationals of the States of the Aden Protectorate and nationals of Zanzibar of Omani origin who own property in Oman; and the term "nationals of the Sultan" or "nationals of the one (or the other) High Contracting Party" in relation to the Sultan shall mean all the Sultan's subjects, wherever domiciled. For the purposes of Articles 2, 3, 4, 5, 6, 13, 14 and 15 the word "nationals" shall be deemed to include corporate bodies created under the law of the territories of the High Contracting Party concerned.

(iii) The term "British vessels" or "vessels of one (or the other) High Contracting Party" in relation to His Majesty shall mean all ships registered under the law of any part of the British Commonwealth of Nations, including any territory under the sovereignty, protection, suzerainty or mandate of His Majesty except Koweit, Bahrein, Qatar, Abu Dhabi, Dibai, Sharjah, Ajman, Umm-al-Qaiwain, Ras-al-Khaimah and Kalba; and the term "Omani vessels" or "vessels of one (or the other) High Contracting Party" in relation to the Sultan shall mean all ships registered by the Omani Government and entitled to fly the flag of the Sultan.

(iv) The term "British aircraft" or "aircraft of one (or the other) High Contracting Party" in relation to His Majesty shall mean all aircraft registered under the law of any part of the British Commonwealth of Nations, including any territory under the sovereignty, protection, suzerainty or mandate of His Majesty except Koweit, Bahrein, Qatar, Abu Dhabi, Dibai, Sharjah, Ajman, Umm-al-Qaiwain, Ras-al-Khaimah and Kalba; and the term "Omani aircraft" or "aircraft of one (or the other) High Contracting Party" in relation to the Sultan shall mean all aircraft registered by the Omani Government.

(v) The term "foreign country" shall mean in relation to His Majesty any country or territory not under the sovereignty, protection, suzerainty or mandate of His Majesty, and, in relation to the Sultan, any country or territory not being a part of the territories of the Sultan.

Article 2.

(1) There shall be perfect freedom of commerce and navigation between the territories of the High Contracting Parties. Each High Contracting Party shall allow the nationals of the other to enter all ports, creeks and rivers with their vessels and cargoes, also to travel, reside and pursue commerce and trade, whether wholesale or retail, in his territories provided, as regards nationals of the Sultan, that they satisfy and observe the conditions and regulations applicable in the territory of His Majesty in question to the entry, travel, residence and departure of all foreigners, and provided that nationals of His Majesty satisfy and observe the conditions applicable in the territories of the Sultan in regard to the entry of foreigners and that, in proceeding from the place where they reside in the territories of the Sultan to another place in his territories where foreign subjects do not already reside, they shall, before doing so, notify in writing the local Omani authorities of the place where they reside, and such authorities shall inform them whether the intended destination is suitable for them to travel to or not; if the authorities in question notify the said nationals in writing that the intended destination is unsuitable, and if the said nationals persist in travelling to their destination, or if they should fail to notify the local authorities of their intended movements, they will proceed at their own risk. Further, subject to the provisions of Article 9, each High Contracting Party shall allow in his territories the nationals of the other, whether personally or by agent, freely to bargain for, buy, barter and sell goods, articles of import or local production, whether intended for local sale, use or consumption, or for export.

(2) Should the Sultan wish to establish any monopoly in any part of his territory such monopoly will be arranged in such a way that it will not be detrimental to the trade in which nationals of His Majesty are at the time occupied in that part of his territory.

Article 3.

(1) Nationals of His Majesty shall enjoy throughout the territories of the Sultan with respect to commerce, shipping and the exercise of trade all the rights, privileges, immunities, advantages and protection, of whatsoever nature, enjoyed by the nationals of the Sultan or the nationals of any other foreign country.

(2) They shall not be liable to taxes, duties, imposts, restrictions or obligations of any description whatever, other or more onerous than those to which the nationals of the Sultan or the nationals of any other foreign country are subjected.

(3) In all that relates to navigation and the treatment of shipping, the Sultan undertakes to treat British vessels not less favourably in any respect than Omani vessels or the vessels of any other foreign country. The provisions of this Article relating to vessels apply also to the passengers and cargoes carried therein.

Article 4.

Nationals of His Majesty shall be permitted in the territories of the Sultan to hire or to acquire, by gift, purchase, intestate succession, will, or any other legal manner, land, houses, and property of every description, whether movable or immovable, to possess the same, and freely to dispose thereof by sale, barter, donation or otherwise on the same conditions in respect of immovable property as are or may be established with regard to the nationals of the most-favoured foreign country, and in respect of movable property as are or may be established with regard to the nationals of the Sultan or the nationals of the most-favoured foreign country.

Article 5.

(1) Articles produced or manufactured in the territories of His Majesty imported into the territories of the Sultan, from whatever place arriving, shall not be subjected to duties or charges other or higher than those paid on the like articles produced or manufactured in any other foreign country.

(2) No other or higher duties or charges shall be imposed in the territories of the Sultan on the exportation of any article to the territories of His Majesty than such as are payable on the exportation of the like article to any other foreign country.

(3) The import duties leviable in the territories of the Sultan on goods produced or manufactured in the territories of His Majesty and on goods imported by nationals of His Majesty shall be paid at the port or other place in the Sultan's territories where the goods are first imported, and on payment thereof such goods shall thereafter be exempt within the said territories from all other Customs duties.

(4) Customs duties shall not be levied in the territories of the Sultan on goods produced or manufactured in the territories of His Majesty or imported by nationals of His Majesty in the following cases, namely :

(a) On goods which, being destined and manifested for a foreign country, are transhipped from one vessel or aircraft to another in any of the ports or airports of the Sultan or which have been for this purpose provisionally landed and deposited in any of the Sultan's Custom-houses to await the arrival of a vessel or aircraft in which to be reshipped abroad ; but goods so landed shall only be exempted if the consignee or his agent shall have, on the arrival of the vessel or aircraft, handed over the said goods to be kept under Customs seal, and declared them as landed for transhipment, designating at the same time the foreign place of destination, and if within a period not exceeding three months after their first landing the said goods are actually shipped for the said foreign country as originally declared and without having in the interval changed owners, and if all Customs charges are paid before they are reshipped.

(b) On goods which, not being destined and manifested for the territories of the Sultan, have been inadvertently landed, provided that such goods are left in the custody

of the Customs authorities and are reshipped for a destination abroad within two months of being so landed, and that all Customs charges are paid before the goods are reshipped.

(c) On coal, fuel and oil, Naval and Air Force provisions and stores and fittings, the property of His Majesty, landed in the territories of the Sultan for the use of the ships of His Majesty's Naval Forces and the aircraft of his Air Forces ; duty shall, however, be payable if any of the goods thus exempted are sold or otherwise disposed of in the local markets.

(d) On goods transhipped or landed pending the repair of damage caused to the vessel or aircraft by stress of weather or disasters at sea or in the air, provided the cargo so discharged shall be left in the custody of the Customs authorities and be reshipped abroad within a period of three months from the date of the original landing and that all Customs charges have been paid.

(5) In the cases referred to in paragraph (4) above Customs formalities in respect of landing, examination, clearance and shipment of goods are to be observed.

(6) All goods remaining uncleared in the Sultan's Custom-houses after four months from the date of their original landing shall be disposed of by the Sultan's Customs authorities by a public auction after notifying the steamer or aircraft agents concerned. Their sale proceeds, after payment of the auctioneering charges, Customs duty and charges, shall be kept in deposit for a period of one year and refunded to the owner if the claim is established during this period, after which no claim shall be entertained.

(7) In this Article the words "Customs charges" shall mean charges other than Customs duties and may include landing, transit, weighing, wharfage or ground rent, supervision and overtime fees, it being understood that all such fees will be assessed on a reasonable scale.

Article 6.

(1) All Customs duties leviable in the territories of the Sultan shall be paid in cash and not in kind.

(2) The value of the goods on which duty is to be levied shall be fixed according to their market price following the normal usage of trade in Muscat.

(3) The Sultan's Government shall have the right to fix the valuations for Customs purposes of any descriptions of goods for any period, provided such valuations are fixed by a tariff board appointed by the Sultan, consisting of equal numbers of the Sultan's nationals and nationals of His Majesty representing the merchant community, and presided over by the Director of the Sultan's Customs.

(4) In the event of any dispute arising between a national of His Majesty and the Custom-house authorities regarding the value of any goods, this shall be determined by reference to two experts, each party nominating one, and the value so ascertained shall be decisive. Should, however, these experts not be able to agree, they shall choose an umpire, whose decision is to be considered as final.

Article 7.

The Sultan's Government has the right to charge all vessels entering any of the ports in the Sultan's dominions with shipping, tonnage, or harbour dues, to be administered under the control of a special board appointed by the Sultan for the improvement of the harbour and construction and maintenance of lighthouses, etc.

Article 8.

Internal duties, taxes or fees levied within the territories of either High Contracting Party for the benefit of the State, or of organs of local or municipal government, on or in connection with goods produced or manufactured in the territories of the other Party, shall not be other or greater than the duties, taxes or fees levied in similar circumstances on or in connection with goods of national or any other origin.

Article 9.

(1) No prohibition or restriction shall be imposed or maintained on the importation into the territories of the Sultan of any article, from whatever place arriving, produced or manufactured in the territories of His Majesty which shall not equally extend to the importation of the like articles produced or manufactured in any other foreign country.

(2) No prohibition or restriction shall be imposed or maintained on the exportation of any article from the territories of the Sultan to the territories of His Majesty which shall not equally extend to the exportation of the like articles to any other foreign country.

(3) Exceptions to the general rule laid down in the foregoing paragraphs may be made only in the case of :

- (a) Prohibitions or restrictions imposed in the interests of public security ;
- (b) Prohibitions or restrictions regarding traffic in arms, ammunition and implements of war, or, in exceptional circumstances, all other military supplies ;
- (c) Prohibitions or restrictions imposed for the protection of public health ;
- (d) Prohibitions or restrictions imposed for the protection of animals or plants, including protection against diseases, degeneration or extinction, as well as measures taken against harmful seeds, plants and animals.

Article 10.

The Sultan engages by the present Treaty to provide and give orders to his officials that the movement of goods in transit shall not be obstructed or delayed in a vexatious manner by unnecessary Customs formalities and regulations, and that every facility will be given for their transport.

Article 11.

Either of the two High Contracting Parties may appoint Consuls to reside in the territories of the other, subject to the consent and approval of the other as regards the persons so appointed and the places at which they reside. Such Consuls shall at all times be accorded in the country in which they reside treatment and privileges not less favourable than Consuls of the most-favoured foreign country. Each of the High Contracting Parties further agrees to permit his own nationals to be appointed to Consular Offices by the other Contracting Party, provided always that the person so appointed shall not begin to act without the previous approbation of the High Contracting Party whose national he may be.

Article 12.

(1) British vessels or aircraft coming to the territories of the Sultan, in distress, shall receive from the local authorities all possible necessary aid to enable them to revictual and refit so as to proceed on their voyage or journey.

(2) Should a British vessel or aircraft be wrecked off the coast of or in the Sultan's territories, the authorities of the Sultan shall render all possible assistance to save the vessel or aircraft, its cargo and those on board ; they shall also give all possible aid and protection to persons saved, and shall assist them in reaching the nearest British Consulate ; they shall further take every possible care that such vessel and all parts thereof, and all furniture and appurtenances belonging thereto, and all goods and merchandise saved therefrom, including any which may have been cast into the sea, or the proceeds thereof, if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked vessel, shall be given up to the owners of such vessel, goods, merchandise, etc., or to their agents when claimed by them or to the British Consul.

(3) The Sultan's authorities shall further see that the British Consulate is as soon as possible informed of such disaster having occurred.

(4) Should a British vessel or aircraft, wrecked off the coast of or in the Sultan's territories, be plundered, the authorities of the Sultan shall, as soon as they come to know thereof, render prompt assistance and take all possible measures to pursue and punish the robbers and recover the stolen property.

(5) Likewise, should a vessel or aircraft of the Sultan, or of one of his nationals, enter a port in His Majesty's territories in distress, or be wrecked off the coast of or in His Majesty's territories, the like help and assistance shall be rendered by the authorities of those territories.

Article 13.

(1) The Consular authorities of His Majesty in the territories of the Sultan shall, subject to any right of appeal which His Majesty may provide, try and determine :

- (i) All criminal cases against nationals of His Majesty ;
- (ii) All civil suits in which nationals of His Majesty are defendants ;
- (iii) All bankruptcy cases in which the bankrupt or the person whom it is sought to make bankrupt is a national of His Majesty ;
- (iv) All proceedings connected with administration of the estate of a deceased national of His Majesty ;
- (v) All questions of personal status where the person whose status is in question is a national of His Majesty, always provided that where such person is a Moslem the Consular authorities may remit the case for decision by a Moslem religious court of the Sultan on such conditions as they may determine and shall so remit the case if any other party to the proceedings is a national of the Sultan.

(2) All criminal or civil cases in which a national of His Majesty is complainant or plaintiff and the accused or defendant is a national of the Sultan or a national of a third country shall be tried and determined by the courts of the Sultan. The national of His Majesty shall have a right of appeal to the Sultan, in accordance with the procedure prescribed in the Omani courts, against any decision given against him in any such case if the Consul of His Majesty shall so request. If the Sultan should be absent the appellant may, if he so desires, ask that his appeal may be heard by the Sultan's representative.

(3) A national of His Majesty shall not be arrested nor his property seized, nor his house, office, warehouse or other premises occupied by him entered and searched without his consent, by an officer of the Sultan save under an order signed by the Consul of His Majesty, and any national of His Majesty arrested and any property of a national of His Majesty seized shall be placed in the custody of the Consul of His Majesty ; always provided that, in case of necessity for the prevention of breaches of the peace or a breach of a law or regulation of the Sultan which has been made applicable to nationals of His Majesty under Article 15, the authorities of the Sultan may without such an order arrest a national of His Majesty or take charge of his property or enter and search his house, office, warehouse or other premises occupied by him, but in this case the proceeding shall be at once reported, and the person arrested and any property seized handed over without delay, to the Consul of His Majesty.

Article 14.

In the exercise of their respective jurisdictions under paragraphs (1) and (2) of Article 13, the authorities of the Sultan and the Consular authorities of His Majesty shall afford every possible aid and facility for satisfaction of the rightful claims of the nationals of one High Contracting Party against nationals of the other.

Article 15.

The Consular authorities of His Majesty will, at the request of the Sultan, apply in the exercise of their jurisdiction under Article 13 all laws and regulations of the Sultan which it is desirable to apply to nationals of His Majesty in the territories of the Sultan, including, in particular, laws and regulations imposing taxation or duties and police and municipal regulations.

Article 16.

(1) The provisions of Articles 13, 14 and 15 shall apply to nationals of the Sultan or of another foreign country who are in the regular service of the Consul of His Majesty as if they were nationals of His Majesty, provided that, if any such person should be charged with a crime, the Consul will allow the charge to be tried by the authorities of the Sultan.

(2) No criminal or civil proceedings shall be taken before the Consular authorities of His Majesty against any national of His Majesty in the service of the Sultan unless notice of the proceedings has been previously given to the Sultan or his representative.

Article 17.

Nationals of the two High Contracting Parties shall, within the territories of each other, enjoy freedom of conscience and religious toleration, the free and public exercise of all forms of religion, provided that such exercise does not wound or outrage the religious susceptibilities of the country in which it is proposed to be practised, and the right to build edifices for religious worship in places specified for the purpose by local authorities. Nothing shall be done by either High Contracting Party that may disturb existing places of worship belonging to nationals of the other.

Article 18.

All the provisions of the present Treaty providing for the grant of the treatment accorded to the most-favoured foreign country shall be interpreted as meaning that such treatment shall be accorded immediately and unconditionally.

Article 19.

(1) His Majesty may through his Consular Officer at Muscat give notice of his desire that the present Treaty shall extend to any of his colonies, overseas territories or protectorates, or to any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by his Government in the United Kingdom, or to any of the States under his protection, except Koweit, Bahrein, Qatar, Abu Dhabi, Dibai, Sharjah, Ajman, Umm-al-Qaiwain, Ras-al-Khaimah and Kalba, and the Treaty shall be extended to any territory specified in such notice as from the date thereof.

(2) After the expiry of a period of two years from the coming into force of the present Treaty either High Contracting Party may, by giving twelve months' notice, terminate the application of the present Treaty to any territory to which it has been extended under the provisions of the preceding paragraph.

Article 20.

(1) The High Contracting Parties agree that His Majesty may by notification given through his Consular Officer at Muscat accede to the present Treaty in respect of any Member of the British Commonwealth of Nations whose Government may desire that such accession should be effected. Any such accession shall take effect as from the date of notification thereof.

(2) After the expiry of a period of two years from the coming into force of the present Treaty either High Contracting Party may, by giving twelve months' notice, terminate the Treaty as regards any country in respect of which notification of accession has been given under paragraph (1) of this Article.

(3) Any notification made under paragraph (1) of this Article may include any dependency or mandated territory administered by the Government of the country in respect of which notification of accession is given, and any notice given under paragraph (2) of this Article shall be applicable to any such dependency or mandated territory which was included in such notification of accession.

Article 21.

(1) So long as in any territory referred to in Articles 19 and 20 to which the provisions of the present Treaty are not applicable, either by virtue of accession under Article 20 or by notice of extension under Article 19, goods produced or manufactured in the territories of the Sultan are accorded treatment as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country, goods produced or manufactured in such territory shall likewise enjoy in the territories of the Sultan treatment as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country.

(2) Goods, the produce or manufacture of Palestine (including Transjordan), shall not be debarred from the benefits of this Article by reason only of any special Customs privileges which

may be accorded in Palestine to goods the produce or manufacture of any State the territory of which in 1914 was wholly included in Asiatic Turkey or Arabia.

Article 22.

(1) The present Treaty has been executed in quadruplicate, two copies being written in English and two in Arabic. These are understood to be of similar import and signification ; in the event, however, of doubt hereafter arising as to the proper interpretation of the English or Arabic text of one or other of the Treaty stipulations, the English text shall be considered decisive.

(2) The present Treaty shall be ratified, and ratifications shall be exchanged at Muscat. It shall come into force on the 11th day of February, 1939, if ratifications have been exchanged before that date, or if they have not then been exchanged on the date of exchange of ratifications.

Article 23.

(1) The present Treaty shall remain in force for a period of 12 years from the date of its entry into force. Unless one of the High Contracting Parties shall have given to the other notice of termination one year before the expiry of this period, the present Treaty shall remain in force until the expiry of one year from the date on which such notice shall have been given.

(2) A notice given under this Article shall not affect the operation of the Treaty as between the territories of the Sultan and any country or territory in respect of which notification of accession has been given under Article 20. It shall, however, apply to any territory to which notification of extension has been given under Article 19.

In witness whereof Lt.-Col. Sir Trenchard Craven William Fowle, K.C.I.E., C.B.E., on behalf of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and Sultan Saiyid Said bin Taimur bin Faisal, Sultan of Muscat and Oman and Dependencies, on his own behalf, have signed the same and affixed thereto their respective seals.

Done at Muscat, this fifth day of February, 1939, corresponding to the fifteenth zilhejah of the year 1357 Hejira.

For Great Britain and Northern Ireland :

(L. S.) T. C. FOWLE.

For India :

(L. S.) T. C. FOWLE.

For Muscat and Oman and Dependencies :

(L. S.) [Signature of Sultan of Muscat.]

N° 4592. — TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

لما كان جلالة ملك بريطانيا العظمى وايرلندا والممالك
الانكليزية فيما وراء البحار وامبراطور الهند، والسلطان السيد
سعيد بن نيمور بن فيصل سلطان مسقط وعمان وملحقاتها
راغبين ان يؤكدوا وبوثقا علايق الصداقة الموجودة الآن بينهما
وان يزيدا توسيع علايق التجارة بينهما بابرام معاهدة
جديدة عوضا عن معاهدة الصداقة والتجارة والملاحة التي
كانت قد امضيت بمسقط في يوم ناسعة عشر مارش سنة
الف وثمانماية واحدى وتسعين، التي تنتهى في يوم الحادى
عشر من فبرورى سنة الف وتسعمماية وتسعة وثلاثين، فبنا
عليه قد عينا بصفة مفوضيهما -

جلالة ملك بريطانيا العظمى وايرلندا والممالك الانكليزية
فيما وراء البحار وامبراطور الهند (الذى يشار اليه فيما يلى
جلالة الملك)

لفتنت كمل سر طرنجارد كرافن وليم فاول، كاسي اى اى،
سي بي اى، المقيم السياسى بالخليج الفارسى، من قبيل
بريطانيا العظمى وشمالى ايرلندا
لفتنت كمل سر طرنجارد كرافن وليم فاول، كاسي اى اى،
سي بي اى، المقيم السياسى بالخليج الفارسى، من قبيل
الهند

سلطان مسقط وعمان وملحقاتها (الذى يشار اليه فيما
يلى السلطان) بنفسه شخصيا
وقد اتفقا على ما بانسى -

المادة الاولى

لغرض المعاهدة الحاضرة

(١) العبارة "اقطار جلاله الملك" او "اقطار احد (او الآخر) من الطرفين المتعاهدين المعظمين" فالتى تتعلق بجلاله الملك، نعنى المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وشمالى ايرلندا، والهند، وائى قطر تنطبق عليه المعاهدة الحاضرة، بسبب التمديدات المذكورة فى المادة ١٩، او نبأت تحت المادة ٢٠، والعبارة "اقطار السلطان" او "اقطار احد (او الآخر) من الطرفين المتعاهدين المعظمين" فالتى تتعلق بالسلطان نعنى عمان وملحقاتها

(٢) العبارة "اتباع جلاله الملك" او العبارة "اتباع احد (او الآخر) من الطرفين المتعاهدين المعظمين" فما نختص بجلاله الملك نعنى كافة اتباع جلاله الملك وكافة الاشخاص الذين هم تحت حمايته اينما استقروا ما عدا ~ اتباع الكويت والبحرين وقطر وابى ظبى وديى وشارجة وعجمان وأم القيوين ورأس الخيمة وكلبا، ولمقاصد المواد ١٣، ١٤، ١٥ اتباع الحمبة العدنية والاتباع الزنجباريين العمانيين الاصل الذين لهم اموال فى عمان. والعبارة "اتباع السلطان" او العبارة "اتباع احد (او الآخر) من الطرفين المتعاهدين المعظمين" فما نختص بالسلطان نعنى اتباع السلطان اينما استقروا، ولمقاصد المواد ٢، ٣، ٤، ٥، ٦، ١٣، ١٤، ١٥ نعبر كلمة

"الانباع" انها تشمل هيئات منظمة المولفة حسب قوانين انظار الطرف من الطرفين المتعاهدين المعظمين السدى يهه الامر

(٣) العبارة "المراكب الانكليزية" او "مراكب احد (او الآخر) من الطرفين المتعاهدين المعظمين" فالتسى نخنص بجلالة الملك تعنى جميع المراكب المسجلة حسب قوانين اى قسم من حكومة الشعوب البريطانية، يتضمن اى فطر نحت سلطة، وحماية، وسيادة، وانتداب جلالة الملك ما عدا الكويت والبحرين وقطر وأبا ظبي ودبي وشارجة وعجمان وأم القيوين ورأس الخيمة وكلبا. والعبارة "المراكب العمانية" او "مراكب احد (او الآخر) من الطرفين المتعاهدين المعظمين" فالتى نخنص بالسلطان تعنى جميع المراكب التى سجلتها الحكومة العمانية ولها حق رفع راية السلطان (٤) العبارة "الطيارة الانكليزية" او "طيارة احد (او الآخر) من الطرفين المتعاهدين المعظمين" فالتسى تتعلق بجلالة الملك، تعنى جميع الطيارات المسجلة حسب قوانين اى قسم من حكومة الشعوب البريطانية يتضمن اى فطر نحت سلطة، وحماية، وسيادة، وانتداب جلالة الملك ما عدا الكويت والبحرين وقطر وأبا ظبي ودبي وشارجة وعجمان وأم القيوين ورأس الخيمة وكلبا. والعبارة "الطيارة العمانية" او "طيارة احد (او الآخر) من الطرفين المتعاهدين المعظمين" فالتى تتعلق بالسلطان تعنى

جميع الطيارات سجلتها الحكومة العمانية
 (٥) العبارة "المملكة الاجنبية" فالتى نخنصر بجلالة
 الملك نعننى اية مملكة او قطر ليس تحت سلطة، وحماية،
 وسيادة، وانتداب جلالة الملك، والتى تتعلق بالسلطان،
 اية مملكة او قطر ليس هو جزء من اقطار السلطان

المادة الثانية

(١) ستكون الحرية التامة للتجارة والملاحة بين اقطار
 الطرفين المتعاهدين المعظمين وكل من الطرفين
 المتعاهدين المعظمين سيأذن لاتباع الآخر ان يدخلوا
 بمراكبهم واحمالهم فى جميع العوانى والخيران والانهر
 ويسافروا ويقموا ويباشروا التجارة والبيع والشراء بالجملة او
 بالتفريق فى اقطاره بشرط ان اتباع السلطان يقنعوا وبراوا
 الشروط والقواعد المطبقة فى اقطار جلالة الملك فى مسألة
 دخول وسفر وسكنى وخروج جميع الاجانب، على شرط ان
 اتباع جلالة الملك يقنعوا وبراوا الشروط المطبقة فى اقطار
 السلطان فى مسألة دخول الاجانب وحينما يرسد ون
 الذهاب من محل اقامتهم فى قطر السلطان الى مكان
 آخر فيه حيث لم يكن يسكنه رعايا الاجانب من سابق
 فعلبهم قبل ان يقوموا بذلك ان يعلنوا كتابيا للمأمورين
 العمانيين المحليين الموجودين فى محل اقامتهم فهولا
 المأمورون سيخبرونهم عما اذا كانت الاماكن المقصودة مناسبة

لهم ان يسافروا اليها ام لا، وان اخبر هؤلاء المأمورون الانبياع المذكورين كتابيا بان الجهة المقصودة غير مناسبة لهم ان يسافروا اليها، فان ألح الانبياع المذكورون على الذهاب الى جهة قصدهم او اذا اهلوا ان يسخبروا المأمورين المحليين عن حركاتهم المقصودة فهم يذهبون على مجازفة انفسهم . علاوة على ذلك ، خاضعا لشروط المادة ٩، كل من الطرفين المتعاهدين المعظمين سيأذن لانبياع الطرف الآخر في اقطاره ان يقيموا بحرية اما مباشرة بأنفسهم واما عن وكالة من قبلهم بالمساومة والشراء والمبادلة وبيع البضائع والامتعة الواردة او المحصولات المحلية سواء كانت للبيع او الاستعمال او الصرف المحلي او للاصدار الى الخارج

(٢) اذا اراد السلطان ان ينشئ احتكارا في قسم من قطره ، فهكذا احتكار سيرتب بترتيب لا يكون مضرا للتجارة التي تقوم بها انبياع جلالة الملك في ذلك الوقت في نفس القسم من قطره

المادة الثالثة

(١) سينتفع انبياع جلالة الملك في اقطار السلطان فيما يتعلق بالتجارة والملاحة والقيام بالبيع والشراء بكل الحقوق والامتيازات والصيانات والارحيبات والحماية من كل نوع يتنعون بها انبياع السلطان وانبياع المالك الاجنبي

الآخري

(٢) لا يكونوا عرضة للضرائب والعشور والرسوم والتحديدات والقيود، من أي نوع كانت أكثر مما هو الموضوع على أتباع السلطان أو على أتباع الممالك الأجنبية

الآخري

(٣) في كل ما يتعلق بالملاحة ومعاملة المراكب فالسلطان يتعهد بأن يعامل المراكب الانكليزية معاملة لا تكون أقل رفقا بأى خصوص كان من معاملته نحو المراكب العمانية أو المراكب المتعلقة بأية ملكة أجنبية أخرى . وشروط هذه المادة المتعلقة بالمراكب فهي تنطبق أيضا على المسافرين والاحمال المحملة فيها

المادة الرابعة

سيؤذن لأتباع جلالة الملك في اقطار السلطان ان يستأجروا أو يمتلكوا بالهبة والشراء والوراثة أو الوصية أو بأى وجه آخر شرعى اراضى وبيوتا واملاكا بانواعها منقولة كانت ام غير منقولة وان يملكوها وينصرفوا فيها بالحرية بيوعا ومبادلة وهبة أو بطرق اخرى على حسب الشروط التى تتعلق بالاملاك الغير منقولة كما هى المرعية أو التى ستقرر فيما بعد بخصوص أتباع المملكة الأجنبية المرجحة واما من خصوص الاموال المنقولة فكما هى المرعية أو التى ستقرر فيما بعد بشأن أتباع السلطان أو أتباع المملكة الأجنبية المرجحة

المادة الخامسة

(١) ان البضايح المحصورة او المصنوعة فى اقطار
 جلالة الملك التى تجلب الى اقطار السلطان من اى مكان
 لا تكون عرضة لدفع العشور والرسم اكثر او غير التى تدفع
 على مثلها من البضايح التى تحصل او تصنع فى اية ملكة
 اجنبية اخرى

(٢) لا توضع فى اقطار السلطان عشور او رسم على
 البضايح التى تصدر منها الى اقطار جلالة الملك اكثر او
 غير التى تدفع على مثلها من البضايح التى تصدر من
 بلاد السلطان الى الممالك الاجنبية الاخرى

(٣) ان العشور التى تفرض فى اقطار السلطان على
 البضايح التى تورد اليها من المحصولات او المصنوعات فى
 اقطار جلالة الملك والبضايح التى تجلبها اتباع جلالة الملك
 ستدفع فى الميناء او فى مكان آخر من اقطار السلطان
 حيث جلبت البضاعة لأول مرة، وبعد الدفع (العشور) ستكون
 هكذا البضايح فيما بعد معفوة من جميع العشور الجمركية
 الاخرى فى الاقطار المذكورة

(٤) لا توضع العشور الجمركية فى بلاد السلطان على
 البضايح المحصورة او المصنوعة فى اقطار جلالة الملك او
 البضايح التى تجلبها اتباع جلالة الملك فى الحالات التى
 يلى شرحها -

(الف) على البضائع التي هي مقصودة لمملكة اجنبية ومذكورة في المنفست وستنتقل من مركب او طيارة الى اخرى في اى من الموانى او التوانى الجوية السلطانية ، او التي انزلت لهذا الغرض وقتبنا وأودعت في احدى الجمارك السلطانية لتنتظر ورود مركب او طيارة التي تحمل فيها الى الخارج ، ولكن كهذه الاموال ستكون معفوة اذا كان الشخص المرسل اليه او وكيله قد سلم تلك البضائع عند ورود المركب او الطيارة لتبقى تحت ختم الجمرك وصرح بأنها نزلت لاجل النقل، وعين في نفس الوقت المحل المقصود الاجنبى واذا في ضمن مدة لا تزيد عن ثلاثة اشهر بعد تنزيلها الاول نفس البضائع حملت للملكة الاجنبية كما صرح سابقا ولم يتبدل مالها في خلال ذلك ، واذا جميع الرسوم الحركية قد دفعت قبل تحميلها نانيا (في السفينة)

(ب) على البضائع التي لم تكن مقصودة او مذكورة في المنفست لاقطار السلطان وقد نزلت بالخطأ بشرط ان هكذا البضائع تركت في حفاظة مأمورى الجمرك وحملت لاجل مقصود في الخارج في ضمن شهرين بعد نزولها (بالصفة المذكورة) وذلك ان جميع الرسوم الحركية قد دفعت قبل تحميلها نانيا (في السفينة)

(ج) على الفحم والوقيد والزيت والمونة والذخاير والمرجبات للبحرية والقوى الجوية خاصة جلالة الملك المنزلة في اقطار السلطان لاستعمال سفن جلالة الملك لقوى البحرية وطيارات

تونه الجوية على كل حال يدفع العشور اذا اى من
البضايح هكذا عفيت بيعت او صرفت بصفة اخرى فى
الاسواق المحلية

(د) على البضايح التى نقلت او نزلت موقوفة لاصلاح
عطال لحق بالمركب او الطيارة بأفة الطقس او كارثة على
البحر او فى الجو، وبشرط ان الاحمال المنزلة (بهنذ
الصفة) قد نزلت فى حفاظة مأمورى الجمرك وحملت السى
الخارج فى ضمن ثلاثة اشهر من تاريخ نزولها الاصلى ،
وذلك ان جميع رسم الجمرك قد دفعت

(هـ) ان فى الحالات التى اشير اليها فى الفقرة
الرابعة آنفا ان تراعى المراسم الجمركية فيما يتعلق بتنزيل ،
وكشف ، واخراج ، وتحميل البضايح

(٦) جميع البضايح التى تبقى فى جمارك السلطان
ولا تخلقى فى مدة اربعة اشهر من تاريخ نزولها الاصلى
فهى تصرف بالمزاد العلنى من قبل مأمورى جمارك السلطان
بعد اعلام وكيل المركب او الطيارة الذى بهمه ذلك، ويحفظ
محصول البيع بعد دفع رسم المزاد والعشور والرسم
الجمركية لمدة سنة واحدة، ويدفع الى صاحبها اذا ثبتت
دعواه فى اثناء هذه المدة وبعد تلك المدة لا تسمع دعوى
(٧) ان فى هذه المادة لفظة "الرسم الجمركية"

تعنى رسوم ما عدا عشور الجمرك وتنضم رسوم التنزىل
والمرور والوزن والرصيف والارضية والملاحظة واجرة الاوقات

الاضافية، ومن المفهوم ان كذا الاجور سنقرر بميزان معقول

المادة السادسة

- (١) ان جميع العشور الجمركية التى تفرض فى اقطار السلطان تدفع نقدا لا جنسا
- (٢) ان اسعار جميع البضائع التى توضع عليها العشور سنقرر حسب قيمتها السوقية نبحا لقاعدة المعاملات التجارية المطردة فى مسقط
- (٣) ان لحكومة السلطان الحق ان تقرر سعر اى نوع من البضائع للمقاصد الجمركية لاية مدة كانت بشرط ان هذه الاسعار تقررها لجنة التعريف التى يعينها السلطان وتشمل على عدد مساو من كل من اتباع السلطان وجمالة الملك، ليمثلوا جماعة التجار، ورأسها مدير جمارك السلطان
- (٤) اذا حصل نزاع بين اتباع جمالة الملك وأمورى الجمارك بشأن سعر اية بضاعة فهذا يحدد بمراجعة اخصائين كل طرف يعين واحدا منهما، والسعر الذى يعيناه يكون حاسما، واذا لم يتفقا هذان الاخصان فهما ينتخبان حكما يعتبر حكمه حكما نهائيا

المادة السابعة

لحكومة السلطان الحق ان تفرض علو جميع المراكب التى تدخل فى اى من الموانى الكابنة فى ممالك السلطان

رسم المراكب، رسم الشحن او رسم البناء لادارتها تحت سلطة لجنة مخصوصة تعين من قبل السلطان لتحسين المرفأ وانشاء المناير ونفقتها وغير ذلك

المادة الثامنة

ان العشور الداخلية او الضرائب او الرسوم التي توضع في داخل اقطار احد من الطرفين المتعاهدين المعظمين لمنافع الدولة او الحكومة المحلية او دواير البلدية على او فيما يتعلق بالبضائع المحصورة او المصنوعة في اقطار الطرف الآخر لا تكون غير او اكثر من العشور او الضرائب او الرسوم الموضوعة في مثل هذه الاحوال على او فيما يتعلق بالبضائع (الراجعة) للاتباع او اى مصدر آخر

المادة التاسعة

(١) لا يكون منع او حصر يفرض او يمك على الوارد في اقطار السلطان على اى البضائع المحصورة او المصنوعة في اقطار جلاله الملك من اى محل وردت ان لم يكن ذلك المنع او الحصر يشمل بالسوية على مثلها من البضائع المحصورة او المصنوعة في الممالك الاجنبية الاخرى

(٢) لا يكون منع او حصر يفرض او يمك على اى من البضائع الصادرة من اقطار السلطان الى اقطار جلاله الملك ان لم يشمل بالسوية على تصدير مثلها من البضائع السى

اي من الممالك الاجنبية الاخرى
 (٣) استثناءات على القاعدة العمومية الموضوعة فسي
 الفقرات الآتفة ستكون فقط في حالة -
 (الف) المنع او الحصر المفروض لمنافع الامن العام
 (ب) المنع او الحصر في خصوص الحركة التجارية في
 الاسلحة، الذخيرة، وادوات الحرب، او في الحالات الغير
 الاعتيادية لجميع الذخاير العسكرية الاخرى
 (ج) المنع او الحصر المفروض لوقاية الصحة العامة
 (د) المنع او الحصر المفروض لوقاية الحيوانات او النبات
 يشمل الوقاية ضد الامراض، الانحطاط او الانقراض كما انه
 يشمل التدابير الماخوذة ضد البذور، النبات والحيوانات
 الضارة

المادة العاشرة

ان السلطان يتعهد بهذه المعاهدة الحاضرة ان يهوى
 ويصدر الامر الى مأموريه ان حركة البضايح في المرور لا
 تعوق ولا تؤخر بصورة مضجرة بمراسم او القواعد الجمركية
 الغير الضرورية وان كل التسهيلات ستعطى لاجل نقلها

المادة الحادية عشرة

اي من الطرفين المتعاهدين المعظمين له ان يعين
 قناصل ليقبموا في اقطار الطرف الآخر بشرط القبول

والاستحسان من الطرف الآخر من جهة الاشخاص المرشحين والمحللات التي سيفيمون فيها والقناصل الموصوفون بمنح لهم على الدوام في المملكة التي يفيمون فيها معاملة وامتيازات لا تكون اقل رفقا من قناصل المملكة الاجنبية المرجحة ، وعلاوة على ذلك فان كلا من الطرفين المتعاهدين المعظمين يوافق على تعيين اتباعه في مناصب القنصلية من الطرف المتعاهد الآخر بشرط ان الشخص المعين بهذه الصفة لا يشترع على الدوام بالعمل بدون قبول سابق من الطرف المتعاهد المعظم الذي هو يكون من اتباعه

المادة الثانية عشرة

(١) ان المراكب او الطائرات الانكليزية التي يجئ من الى اقطار السلطان في ضيق ستحصل من المأمورين المحليين جميع المساعدات اللازمة والممكنة حتى يتمكن من التزويد والتصلح (تانيا) ليواصلن سفرهن

(٢) اذا انكسر مركب او طائرة انكليزية على ساحل او في اقطار السلطان فمأمورو السلطان يقومون بكل ما يمكن من المساعدة لنجاة المركب او الطائرة وحملها ومن فيها وكذلك يبذلون كل ما يمكن من المساعدة والحماية للذين نجسوا ويساعدونهم ليصلوا الى اقرب قنصلية بريطانية وعلاوة على ذلك انهم يتخذون كل الاهتمام الممكن في ان كهذا المركب مع جميع اجزائه واثانه والمنعلقات التي تخصه وجبيـع

الاموال والبضائع المنقوذة منه مع ما طرح فى البحر، او نقود ذلك اذا بيع، وكذلك جميع الاوراق وجدت على سطح كهذا المركب المشطط او المنكسر سنسلم الى اصحاب كهذا المركب او اصحاب الاموال او الامتعة وغيرها او الى وكلائهم انما طلبوا ذلك او الى القنصل البريطانى

(٣) علاوة على ذلك فمأمورو السلطان يخبرون بأسرع ما

يمكن القنصلية البريطانية بوقوع مثل هذه الكارثة

(٤) ان انكسر مركب او طيارة انكليزية على ساحل او

فى اقطار السلطان ونهبت فعلى مأمورى السلطان حالما يعلمون بهذا ان يقوموا بالمساعدة الحثينة ويتخذوا جميع الاجراءات الممكنة لتعقب الناهبين ومعاقبهم واسترجاع الاموال المسروقة

(٥) كما انه اذا دخل مركب او طيارة للسلطان او

لأحد من اتباعه فى احد الموانى فى اقطار جلالة الملك فى ضيق او انكسرت على ساحل او فى اقطار جلالة الملك فمأمورو تلك الاقطار يقومون بمنل تلك المعونات والمساعدات

المادة الثالثة عشرة

اولا - قناصل جلالة الملك المقيمون فى اقطار السلطان

يسمعون ويفصلون، خاضعا لاي حق الاستئناف الذى يوضعه جلالة الملك -

(١) جميع الشكايات الجنائية ضد اتباع جلالة الملك

- (٢) جميع الدعاوى الحقوقية التي فيها المدعى عليهم اتباع جلالة الملك
- (٣) جميع دعاوى الافلاس التي فيها المفلس او الشخص المراد افلاسه هو احد اتباع جلالة الملك
- (٤) جميع الاجراءات المتعلقة بادارة منوكات المنوفى من اتباع جلالة الملك
- (٥) المسائل المختصة بشؤون الشخصية اذا كان الشخص حالته المبحوث عنها احد من اتباع جلالة الملك ، بشرط ان مأموري القنصلية دائما اذا كان الشخص مسلما فيرسلون الدعاوى لاجل الفصل بمحكمة الشرعية السلطانية على طبق الشروط التي يقررونها ويرسلون ايضا الدعوى اذا كان احد الطرفين في المحاكمة من اتباع السلطان
- ثانيا . جميع الدعاوى الجنائية والحقوقية التي يكون فيها المدعى او المشتكى احد اتباع جلالة الملك والمدعى عليه او المشتكى عنه احد اتباع السلطان او تبع مملكة ثالثة منفصل في محاكم السلطان ولتبع جلالة الملك حق الاستئناف الى السلطان حسب الاجراءات المفروضة في المحاكم العمانية في اى حكم صدر عليه في مثل هذه الدعاوى اذا قنصل جلالة الملك التمس ذلك ، وفي عدم حضور السلطان اذا رغب المتأنف بتمس ان يسمع استئنافه ممثل السلطان
- ثالثا . لا يعتقل تبع جلالة الملك ولا تضبط امواله ولا يدخل ويفتش بيته ، مكتبته ، مخزنه او غيرها من العمارات

التي بحوزها من قبل احد ضباط السلطان من غير رضاه الا تحت امر قد امضاء قنصل جلالة الملك ، اذا القى القبض على احد اتباع جلالة الملك او ضبطت امواله فذلك الشخص وتلك الاموال تجعل في خفارة قنصل جلالة الملك ، دايما بشرط في الحالات الضرورية لمنع اخلال الامن او اخلال قانون او قاعدة السلطان المنطبقة على اتباع جلالة الملك تحت المادة ١٥ فأمور السلطان لهم ان يعتقلوا تابع جلالة الملك او يضبطوا امواله او يدخلوا ويفتشوا بيئته ، مكتبته ، مخزنه وغيرها من العمارات التي بحوزها من غير هكذا امر (قنصل جلالة الملك) ولكن في مثل هذه القضية يجب الاخبار عن الاجراءات فورا وتسليم الرجل المعتقل والاموال المضبوطة الى قنصل جلالة الملك من غير تأخير

المادة الرابعة عشرة

ان لأموري السلطان وأموري قنصلية جلالة الملك في تنفيذ الاختبارات المختصة بهم حسب فقرتي (١) و(٢) من المادة ١٣ ان يبذل كل منهم جميع المساعدات والتسهيلات الممكنة لاجل صيانة الطلبات المحقة لاتباع احد الطرفين المتعاهدين المعظمين على اتباع الطرف الآخر

المادة الخامسة عشرة

ان مأموري قنصلية جلالة الملك في اثناء تنفيذ

اخباراتهم تحت المادة ١٣ سيطبقون جميع قوانين وقواعد السلطان المطلوب تطبيقها على اتباع جلالة الملك فسي اقطار السلطان متضمنا بالاخص القوانين والقواعد لفرض العشور او الضرائب او قوانين الشرطة والبلدية اذا التمس السلطان ذلك

المادة السادسة عشرة

(١) ان شروط المواد ١٣، ١٤، ١٥ تنطبق على اتباع السلطان او اتباع مملكة اجنبية اخرى الذين في خدمة قنصل جلالة الملك قانونيا كانهم اتباع جلالة الملك بشرط اذا احدهم انهم بجناية فيسمح القنصل ان نسمع التهمة من قبل مأموري السلطان

(٢) لا تجري محاكمة جنائية او حقوقية امام مأموري القنصلية على اتباع جلالة الملك الذين هم في خدمة السلطان الا اذا اخبر السلطان او منله عن الاجراءات من قبل

المادة السابعة عشرة

ان اتباع الطرفين المتعاهدين المعظمين الساكنين في اقطار الطرفين سينتمون بحرية الضمير والتساهل في الدين واداء جميع الشعائر الدينية بالحرية والنظام ما لم تكن اقامتها تنتهك او تجرح عواطف ديانة اهالي المملكة التي

أريد إقامة تلك الديانة فيها، وحق بناء البنائات للعبادة في الأماكن التي يعينها المأمورون المحليون للغرض، ولا يعمل من قبل أحد من الطرفين المتعاهدين المعظمين شئ يخل بالمعابد الموجودة المتعلقة باتباع الطرف الآخر

المادة الثامنة عشرة

يجب أن تفسر جميع الشروط الصادرة في هذه المعاهدة لمنح المعاملة التي تبذل إلى المملكة الأجنبية المرجحة بأن تبذل تلك المعاملة فوراً من دون شرط

المادة التاسعة عشرة

(١) لجلالة الملك أن يعلن بواسطة ضابطه القنصلي المقيم بمسقط أنه يرغب أن تشمل هذه المعاهدة الحاضرة لأي من مستعمراته واقطاره فيما وراء البحار أو المحميات أو أي قطر منتدب الذي يجري انتدابه من قبل حكومة جلالة الملك في المملكة المتحدة أو أي بلاد تحت حمايته ما عدا الكويت والبحرين وقطر وأبا ظبي وديي وشارجة وعجمان وأم القيوين ورأس الخيمة وكلباء، والمعاهدة سنشمل أي قطر ذكر في ذلك الاعلان من تاريخه

(٢) بعد مضي مدة سنتين من تاريخ تنفيذ هذه المعاهدة لكل من الطرفين المتعاهدين المعظمين أن يعطى اعلان اثنا عشر شهراً لينتهي تنفيذها في أي

قطر قد بسط نطاقها عليه حسب الشروط المذكورة فـى
الفقرة الآنفـة

المادة العشرون

(١) ان الطرفين المتعاهدين المعظمين قد اتفقا على
انه لجلالة الملك ان يعلن بواسطة ضابطه القنصلى المقيم
بمسقط بانه يقبل ان تكون هذه المعاهدة جارية فى اى
شعب من الشعوب البريطانية الذى يرغب حكومته ان تصح
بقبول ذلك من قبلها ويعتبر هذا القبول جاريا من التاريخ
الذى اعلن به

(٢) بعد مضى مدة سنتين من تاريخ تنفيذ هذه
المعاهدة الحاضرة لكل من الطرفين المتعاهدين المعظمين
ان يعطى اعلان اثناعشر شهرا لينتهى تنفيذها فى
اية مملكة التى اعلن القبول من قبلها حسب ما جاء فى
الفقرة (١) من هذه المادة

(٣) كل اعلان جرى حسب ما جاء فى الفقرة (١) من
هذه المادة يمكن ان يشمل اية من الملحقات او الاقطار
المنتدبة التى تدبر شئونها حكومة المملكة التى اعلن قبولها
بتنفيذ هذه المعاهدة فى بلادها وكل اعلان اعلن به حسب
الفقرة (٢) من هذه المادة فهو يجرى فى جميع
الملحقات او الاقطار المنتدبة التى كانت قد انضمّت فى
اعلان القبول

المادة الحادية والعشرون

(١) ما دام في اى قطر الذى اشير اليه في المادتين ١٩ و ٢٠ لا تجرى فيه شروط هذه المعاهدة العاضرة اما حسب القبول تحت المادة ٢٠ او بواسطة اعلان التعديلات تحت المادة ١٩ تعامل البضايح المحصورة او المصنوعة في اقطار السلطان برفق مثل الذى يمنح للبضايح المحصورة او المصنوعة في اية مملكة اجنبية اخرى فالبضايح المحصورة او المصنوعة في ذلك القطر سينتمتع ايضا برفق في اقطار السلطان مثل الذى يمنح للبضايح المحصورة او المصنوعة في اية مملكة اجنبية اخرى

(٢) ان البضايح المحصورة او المصنوعة في فلسطين (بانضمام شرف الاردن) لا نحم من فوايد هذه المادة فقط بسبب بعض الامتيازات الجمركية المخصوصة التى تعطى في فلسطين للبضايح المحصورة او المصنوعة في اية مملكة التى في عام ١٩١٤ كان نظرها داخلا تماما في المملكة التركية الآسوية او في بلاد العرب

المادة الثانية والعشرون

(١) ان المعاهدة العاضرة حررت في اربع نسخ، نسختان منها مكتوبتان بالانكليزية ونسختان بالعربية والمفهوم ان هذين سببان من حيث الاهمية والمعنى ومع ذلك اذا

حصل بعد هذا ريب بشأن صحة تفسير النص الانكليزي او العربي لاي شرط من شروط المعاهدة فيعتبر السنم الانكليزي حاسما .

(٢) سيجرى التصديق على المعاهدة الحاضرة وتبادل التصديقات في مسقط ويعمل بها من يوم الحادى عشر من شهر فيبرورى ١٩٣٩ اذا كانت مبادلة التصديقات قد جرت قبل ذلك التاريخ واذا لم نجر الى ذلك الوقت فيعمل بها من التاريخ الذى تتبادل فيه التصديقات

المادة الثالثة والعشرون

(١) ان هذه المعاهدة تبقى جارية لمدة اثناعشرة سنة من تاريخ تنفيذها وما لم يعلن احد من الطرفين المتعاهدين المعظمين بسنة قبل انقضاء امدها الى الطرف الآخر عن انصرام امدها فهي تبقى جارية على حالها الى انقضاء مدة عام واحد من التاريخ الذى اعلن فيه عن ذلك

(٢) ان الاعلان الذى يعلن به على حسب هذه

المادة ليس له اثر في جريان هذه المعاهدة فيما بين قطر السلطان واى قطر او مملكة التى اعلن بقبولها حسب المادة ٢٠، وستكون نافذة على اى قطر الذى اعلن عنه بالتعديلات حسب المادة ١٩

بالشهادة لفنتنكل سر طرنجارد كرافن وليم فاوول ،
كا سي اى اي، سي بي اي، عن قبل جلالة ملك برىطانيا

العظمى وابلندا والممالك الانكليزية فيما وراء البحار
وامبراطور الهند، والملطان السيد سعيد بن نيمور بن فيصل
سلطان مسقط وعمان وملحقاتها عن قبل نفسه، قد امضيناها
وختمناها بخواتمنا

من شهر

جری بمسقط فی يوم

من شهر

١٩٢
سنة ميلادية بوافق يوم
١٣٥
سنة هجرية

عن قبل بریطانيا
العظمى وشمالى ابلندا

عن قبل مسقط وعمان
وملحقاتها

(L.S.) T. C. FOWLE

(L.S.) [Signature of
Sultan of Muscat]

عن قبل الهند

(L.S.) T. C. FOWLE

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4592. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET
L'INDE ET MASCATE. SIGNÉ A MASCATE, LE 5 FÉVRIER 1939.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et LE SULTAN SAIYID SAID BIN TAIMUR BIN FAISAL, SULTAN DE MASCATE ET D'OMAN ET DÉPENDANCES,

Désireux de confirmer et de renforcer les liens d'amitié qui les unissent actuellement et de développer et d'étendre leurs relations commerciales par la conclusion d'un nouveau traité destiné à remplacer le Traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Mascate le 19 mars 1891, qui vient à expiration le 11 février 1939,

Ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES (ci-après désigné sous le titre de Sa Majesté) :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le lieutenant-colonel sir Trenchard Craven William FOWLE, K.C.I.E., C.B.E., résident politique dans le golfe Persique ;

POUR L'INDE :

Le lieutenant-colonel sir Trenchard Craven William FOWLE, K.C.I.E., C.B.E., résident politique dans le golfe Persique ;

LE SULTAN DE MASCATE ET D'OMAN ET DÉPENDANCES (ci-après désigné sous le titre de Sultan), en personne ;

Lesquels sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Aux fins du présent traité :

(i) Le terme « Territoires de Sa Majesté » ou « Territoires de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante » lorsqu'il s'agit de Sa Majesté, désignera le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ainsi que l'Inde et tous les territoires auxquels le présent traité s'applique en vertu des extensions prévues à l'article 19 ou des adhésions visées à l'article 20 ; le terme « Territoires du Sultan » ou « Territoires de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante » lorsqu'il s'agit du Sultan, désignera Oman et ses dépendances.

(ii) Le terme « nationaux de Sa Majesté » ou « nationaux de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante » lorsqu'il s'agit de Sa Majesté, désignera tous les sujets de Sa Majesté et toutes les personnes placées sous sa protection, quel que soit leur domicile, à l'exception des nationaux de Koweït, Bahrein, Qatar, Abu Dhabi, Dibai, Sharjah, Ajman, Umm-al-Qaiwain, Ras-al-Khaimah et Kalba, et aux fins des articles 13, 14 et 15, les ressortissants des Etats du Protectorat d'Aden et les ressortissants de Zanzibar originaires de l'Oman qui possèdent des biens dans le territoire d'Oman ; le terme « nationaux du Sultan » ou « nationaux de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante » lorsqu'il s'agit du Sultan, désignera tous les sujets du Sultan, quel que soit leur domicile. Aux fins des articles 2, 3, 4, 5, 6, 13, 14 et 15, le terme « nationaux » sera considéré comme visant également les organes créés en vertu de la loi des territoires de la Haute Partie contractante intéressée.

(iii) Le terme « navires britanniques » ou « navires de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante » lorsqu'il s'agit de Sa Majesté, désignera tous les navires immatriculés

en vertu de la loi d'une partie quelconque du Commonwealth britannique de nations, y compris tout territoire placé sous la souveraineté, la protection, la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté, à l'exception de Koweït, Bahrein, Qatar, Abu Dhabi, Dibai, Sharjah, Ajman, Umm-al-Qaiwain, Ras-al-Khaimah et Kalba ; le terme « navires de l'Oman » ou « navires de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante » lorsqu'il s'agit du Sultan, désignera tous les navires immatriculés par le Gouvernement de l'Oman et autorisés à battre le pavillon du Sultan.

(iv) Le terme « aéronefs britanniques » ou « aéronefs de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante » lorsqu'il s'agit de Sa Majesté, désignera tous les aéronefs immatriculés en vertu de la loi d'une partie quelconque du Commonwealth britannique de nations, y compris tout territoire placé sous la souveraineté, la protection, la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté, à l'exception de Koweït, Bahrein, Qatar, Abu Dhabi, Dibai, Sharjah, Ajman, Umm-al-Qaiwain, Ras-al-Khaimah et Kalba ; le terme « aéronefs de l'Oman » ou « aéronefs de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante » lorsqu'il s'agit du Sultan, désignera tous les aéronefs immatriculés par le Gouvernement de l'Oman.

(v) Le terme « pays étranger » désignera, en ce qui concerne Sa Majesté, tout pays ou territoire qui ne se trouve pas sous la souveraineté, la protection, la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté et, en ce qui concerne le Sultan, tout pays ou territoire ne faisant pas partie des territoires du Sultan.

Article 2.

1. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les territoires des Hautes Parties contractantes. Chacune des Hautes Parties contractantes permettra aux nationaux de l'autre de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les ports, baies et fleuves, de voyager dans ses territoires, d'y résider et de s'y livrer à l'industrie et au commerce de gros ou de détail. Toutefois, les nationaux du Sultan devront remplir et observer les conditions et règlements applicables, dans les territoires en question de Sa Majesté, à l'entrée, au voyage, à la résidence et au départ de tous les étrangers. Les ressortissants de Sa Majesté devront remplir et observer les conditions applicables dans les territoires du Sultan en ce qui concerne l'entrée des étrangers, et, lorsqu'ils se rendront du lieu de leur résidence dans les territoires du Sultan à un autre lieu de ses territoires où il n'y a pas encore de résidents étrangers, ils devront au préalable aviser par écrit les autorités locales de l'Oman du lieu où ils résident, qui leur feront savoir s'ils peuvent ou non se rendre au lieu de destination envisagé ; si les autorités en question avisent, par écrit, lesdits nationaux qu'il est préférable de ne pas se rendre audit lieu de destination et si ces nationaux persistent à s'y rendre ou s'ils négligent d'aviser les autorités locales du déplacement qu'ils ont l'intention d'entreprendre, ils voyageront à leurs risques et périls. En outre, sous réserve des dispositions de l'article 9, chacune des Hautes Parties contractantes permettra dans ses territoires, aux nationaux de l'autre Partie, de se livrer librement, en personne ou par l'intermédiaire d'un agent, à toutes opérations de commerce ; ils pourront marchander, acheter, troquer et vendre des marchandises importées ou produites sur place, que ces marchandises soient destinées soit à la vente, à l'utilisation ou à la consommation locales, soit à l'exportation.

2. Au cas où le Sultan désirerait établir un monopole dans une partie quelconque de son territoire, ce monopole sera aménagé de manière à ne pas porter préjudice au commerce exercé à ce moment dans ladite partie du territoire par des nationaux de Sa Majesté.

Article 3.

1. Dans tous les territoires du Sultan, les nationaux de Sa Majesté jouiront, en ce qui concerne le commerce, la navigation et l'exercice des professions commerciales et industrielles, de tous les droits, privilèges, immunités, avantages et protection, de quelque nature que ce soit, auxquels ont droit les nationaux du Sultan ou les ressortissants de tout autre pays étranger.

2. Ils ne pourront être astreints à des taxes, droits, impôts, restrictions ou obligations de quelque nature que ce soit, autres ou plus forts que ceux auxquels sont soumis les nationaux du Sultan ou les ressortissants de tout autre pays étranger.

3. Pour tout ce qui a trait à la navigation et au traitement des entreprises de navigation, le Sultan s'engage à ne pas traiter les navires britanniques moins favorablement, à quelque égard que ce soit, que les navires de l'Oman ou les navires de tout autre pays étranger. Les dispositions du présent article visant les navires s'appliquent également aux passagers et aux cargaisons à bord.

Article 4.

Dans les territoires du Sultan, les nationaux de Sa Majesté seront autorisés à louer ou à acquérir par voie de donation, d'achat, de succession *ab intestat*, par testament ou de toute autre manière légale, des terrains, des immeubles et des biens de toute nature, meubles ou immeubles, à les posséder et à en disposer librement par voie de vente, de troc, de donation ou de toute autre manière aux conditions, en ce qui concerne les biens immobiliers, qui sont ou pourront être établies à l'égard des ressortissants de la nation étrangère la plus favorisée, et, en ce qui concerne les biens meubles, aux conditions qui sont ou pourront être établies à l'égard des nationaux du Sultan ou des ressortissants de la nation étrangère la plus favorisée.

Article 5.

1. Les articles produits ou manufacturés dans les territoires de Sa Majesté, lorsqu'ils seront importés dans les territoires du Sultan en provenance de quelque lieu que ce soit, ne seront pas assujettis à des droits ou taxes autres ou plus élevés que ceux dont sont grevés les mêmes articles produits ou manufacturés dans n'importe quel autre pays étranger.

2. Dans les territoires du Sultan, il ne sera pas perçu à l'exportation de tout article à destination des territoires de Sa Majesté, des droits ou taxes autres ou plus élevés que ceux dont sont grevés les mêmes articles lors de leur exportation à destination de tout autre pays étranger.

3. Les droits d'importation payables dans les territoires du Sultan, en ce qui concerne les marchandises produites ou manufacturées dans les territoires de Sa Majesté ainsi que les marchandises importées par des nationaux de Sa Majesté, seront acquittés aux ports ou dans tout autre lieu des territoires du Sultan où aura lieu la première importation de ces marchandises ; après paiement de ces droits, les marchandises en question seront ensuite exonérées de tous autres droits de douane dans lesdits territoires.

4. Dans les territoires du Sultan, il ne sera pas perçu de droits de douane sur les marchandises produites ou manufacturées dans les territoires de Sa Majesté ou importées par des nationaux de Sa Majesté dans les cas ci-après :

a) Marchandises qui, étant destinées à un pays étranger et accompagnées d'un connaissement à destination de ce pays, sont transbordées d'un navire ou d'un aéronef dans un autre dans l'un quelconque des ports ou aéroports du Sultan ou qui ont été, à cette fin, provisoirement débarquées ou déposées dans l'un des entrepôts douaniers du Sultan en vue d'attendre l'arrivée d'un navire ou d'un avion pour être réexpédiées à l'étranger ; toutefois, les marchandises ainsi débarquées ne seront exonérées de droits que si le consignataire ou son représentant a, lors de l'arrivée du navire ou de l'aéronef, remis lesdites marchandises afin qu'elles soient gardées sous plomb de douane et les a déclarées débarquées en vue du transbordement en indiquant en même temps le lieu de destination en pays étranger, si, dans un délai de trois mois au maximum après le premier débarquement, lesdites marchandises sont effectivement expédiées à destination dudit pays étranger, conformément à la déclaration primitive, sans avoir, dans l'intervalle, changé de propriétaire, et si, enfin, tous les frais de douane ont été acquittés avant la réexpédition.

b) Marchandises qui, n'étant ni destinées aux territoires du Sultan ni accompagnées d'un connaissement à destination de ces territoires, ont été déchargées par inadvertance, à la condition que ces marchandises soient laissées à la garde des autorités douanières et réexpédiées à l'étranger dans un délai de deux mois après leur déchargement, et que tous les frais de douane aient été acquittés avant le départ des marchandises.

c) Charbon, carburants et huiles, provisions, matériel et accessoires de la marine et de l'aéronautique, propriété de Sa Majesté, débarqués dans les territoires du Sultan à l'usage des navires des forces navales de Sa Majesté et des appareils de ses forces aériennes ;

toutefois, des droits seront perçus si l'une quelconque des marchandises ainsi exemptées est vendue ou autrement écoulee sur les marchés locaux.

d) Marchandises transbordées ou débarquées en attendant la réparation d'avaries causées au navire ou à l'aéronef par les intempéries ou par des accidents survenus en mer ou dans les airs ; toutefois, la cargaison ainsi déchargée sera laissée à la garde des autorités de douane et réexpédiée à l'étranger dans un délai de trois mois à compter de la date du premier débarquement et après paiement de tous les frais de douane.

5. Il y aura lieu d'observer, dans les cas prévus au paragraphe 4 ci-dessus, les formalités douanières en ce qui concerne le débarquement, l'examen, la sortie de l'entrepôt de douane et l'embarquement des marchandises.

6. Toutes les marchandises qui auront séjourné, sans être dédouanées, dans les entrepôts douaniers du Sultan, seront, à l'expiration d'un délai de quatre mois à partir de la date de leur premier déchargement, vendues aux enchères publiques par les autorités douanières du Sultan après notification faite aux agents du vapeur ou de l'aéronef intéressé. Le produit de la vente, après déduction des frais de vente, des droits et taxes de douane, sera gardé en dépôt pendant un an et remboursé au propriétaire, si une réclamation à cet effet est dûment adressée au cours de cette période, à l'expiration de laquelle aucune réclamation ne sera admise.

7. Dans le présent article, les mots « frais de douane » désigneront les frais autres que les droits de douane ; ils pourront comprendre les taxes de débarquement, de transit, de pesage, les droits de quai ou la location de terrains, les droits de surveillance et les frais d'heures supplémentaires ; il est entendu que tous ces droits et taxes seront fixés d'après un barème raisonnable.

Article 6.

1. Tous les droits de douane à percevoir dans les territoires du Sultan seront acquittés en espèces et non en nature.

2. La valeur des marchandises assujetties aux droits de douane sera fixée d'après le cours du marché, selon l'usage normal du commerce à Mascate.

3. Le Gouvernement du Sultan aura le droit de fixer les évaluations, aux fins douanières, de toutes catégories de marchandises pour une période quelconque ; toutefois, ces évaluations seront fixées par une commission des tarifs douaniers, nommée par le Sultan et comprenant un nombre égal de nationaux du Sultan et de nationaux de Sa Majesté représentant la collectivité des commerçants, et présidée par le directeur des Douanes du Sultan.

4. Au cas où un litige surviendrait entre un ressortissant de Sa Majesté et les autorités douanières au sujet de la valeur d'une marchandise quelconque, cette valeur sera déterminée par deux experts, chaque partie en désignant un, et la valeur ainsi fixée sera décisive. Toutefois, au cas où ces experts n'arriveraient pas à s'entendre, ils choisiront un sur-arbitre dont la décision sera considérée comme définitive.

Article 7.

Le Gouvernement du Sultan aura le droit de grever tous les navires pénétrant dans l'un des ports des territoires du Sultan, de droits de navigation, de tonnage ou de port, dont l'administration sera contrôlée par une commission spéciale nommée par le Sultan, en vue d'améliorer le port et de construire et d'entretenir des phares, etc.

Article 8.

Les droits, taxes ou redevances intérieurs perçus dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes au bénéfice de l'Etat ou d'organes de gouvernement local ou municipal sur des marchandises produites ou fabriquées dans les territoires de l'autre Partie, ou à propos de ces marchandises, ne seront ni autres ni plus élevés que les droits, taxes ou redevances perçus dans des circonstances analogues sur des marchandises d'origine nationale ou de toute autre origine, ou à propos de ces marchandises.

Article 9.

1. En ce qui concerne l'importation, dans les territoires du Sultan, des articles de n'importe quelle provenance, produits ou fabriqués dans les territoires de Sa Majesté, il ne sera imposé ni maintenu d'interdictions ou de restrictions qui ne seraient pas également appliquées à l'importation d'articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger.

2. En ce qui concerne l'exportation de tout article en provenance des territoires du Sultan et à destination des territoires de Sa Majesté, il ne sera imposé ni maintenu d'interdictions ou de restrictions qui ne s'appliqueront pas également à l'exportation d'articles similaires à destination de tout autre pays étranger.

3. Il ne pourra y avoir de dérogation à la règle générale formulée aux paragraphes précédents que dans les cas ci-après :

- a) Interdictions ou restrictions imposées en vue de la sécurité publique ;
- b) Interdictions ou restrictions concernant le commerce des armes, des munitions et matériels de guerre ou, dans des cas exceptionnels, de toutes autres fournitures militaires ;
- c) Interdictions ou restrictions imposées en vue de la protection de la santé publique ;
- d) Interdictions ou restrictions imposées en vue de la protection des animaux ou des plantes, y compris la protection contre les maladies, la dégénérescence ou l'extinction, ainsi que les mesures prises contre les graines, plantes et animaux nuisibles.

Article 10.

Par le présent traité, le Sultan s'engage à prendre les mesures nécessaires et à donner à ses fonctionnaires des instructions pour que le mouvement des marchandises en transit ne soit ni entravé ni retardé d'une manière vexatoire par des formalités et règlements douaniers inutiles, et pour que toutes facilités soient accordées pour le transport desdites marchandises.

Article 11.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls résidant dans les territoires de l'autre, sous réserve de l'agrément de cette Partie contractante en ce qui concerne les personnes ainsi nommées et leur lieu de résidence. Ces consuls jouiront en tout temps dans le pays de leur résidence d'un traitement et de privilèges au moins aussi favorables que les consuls de la nation étrangère la plus favorisée. En outre, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à autoriser ses propres ressortissants à être nommés à des fonctions consulaires par l'autre Partie contractante ; il est toutefois entendu que l'agent consulaire ainsi nommé n'entrera pas en fonction sans l'assentiment préalable de la Haute Partie contractante dont il est ressortissant.

Article 12.

1. Les navires ou aéronefs britanniques arrivant en détresse dans les territoires du Sultan recevront des autorités locales toute l'assistance possible pour leur permettre de se ravitailler et de se rééquiper de manière à pouvoir poursuivre leur voyage sur mer ou par air.

2. Au cas où un navire ou aéronef britannique ferait naufrage sur les côtes ou sur les territoires du Sultan, les autorités du Sultan prêteront toute l'assistance possible pour sauver le navire ou l'aéronef, sa cargaison et les personnes à bord ; elles donneront également toute l'assistance et toute la protection possibles aux personnes sauvées, et elles les aideront à atteindre le consulat britannique le plus proche ; elles prendront, en outre, toutes les précautions possibles pour que le navire et toutes ses parties, ainsi que son mobilier et ses accessoires, tous les biens et marchandises qui en auront été sauvés, y compris ceux qui auraient pu être jetés à la mer, ou le produit de leur vente en cas d'aliénation, ainsi que les papiers trouvés à bord d'un navire échoué ou naufragé, soient remis, soit aux propriétaires du navire, des biens, marchandises, etc., ou à leurs agents lorsqu'ils les réclameront, soit au consul britannique.

3. En outre, les autorités du Sultan veilleront à ce que le consulat britannique soit avisé le plus tôt possible de l'événement.

4. Au cas où un navire ou aéronef britannique ayant fait naufrage sur les côtes ou dans les territoires du Sultan serait pillé, les autorités du Sultan, dès que le fait sera parvenu à leur connaissance, prêteront une prompte assistance et prendront toutes les mesures possibles pour poursuivre et punir les voleurs et recouvrer les biens volés.

5. De même, au cas où un vaisseau ou aéronef du Sultan ou de l'un de ses nationaux arriverait en détresse dans un port des territoires de Sa Majesté ou serait naufragé sur les côtes ou dans les territoires de Sa Majesté, les autorités desdits territoires lui donneront la même aide et la même assistance.

Article 13.

1. Les autorités consulaires de Sa Majesté dans les territoires du Sultan auront, sous réserve de tout droit d'appel que pourra prévoir Sa Majesté, le pouvoir de juger les cas ci-après :

- (i) Toutes les inculpations criminelles portées contre des nationaux de Sa Majesté ;
- (ii) Tous les procès civils dans lesquels des nationaux de Sa Majesté sont défendeurs ;
- (iii) Tous les cas de faillite dans lesquels le failli ou la personne dont on demande la déclaration en faillite est un ressortissant de Sa Majesté ;
- (iv) Tous les procès ayant trait à l'administration des biens d'un ressortissant décédé de Sa Majesté ;
- (v) Toutes les questions de statut personnel, lorsque la personne dont le statut est en jeu est un ressortissant de Sa Majesté ; il est toutefois entendu que, s'il s'agit d'un musulman, les autorités consulaires pourront déférer la cause à un tribunal religieux musulman du Sultan aux conditions qu'elles pourront fixer, et elles déféreront ainsi cette cause si l'une quelconque des parties au litige est un ressortissant du Sultan.

2. Toutes les affaires pénales ou civiles dans lesquelles un ressortissant de Sa Majesté est en qualité de plaignant ou de demandeur et dans lesquelles l'accusé ou le défendeur est un ressortissant du Sultan ou d'un tiers pays seront jugées et tranchées par les tribunaux du Sultan. Le ressortissant de Sa Majesté aura le droit d'interjeter appel auprès du Sultan, conformément à la procédure prévue par les tribunaux de l'Oman, contre toute décision rendue contre lui dans toute affaire de ce genre, si le consul de Sa Majesté en formule la demande. En cas d'absence du Sultan, l'appelant pourra, s'il le désire, demander que son appel soit déféré au représentant du Sultan.

3. Un ressortissant de Sa Majesté ne pourra être arrêté, ses biens ne pourront être saisis, sa maison, son bureau, son entrepôt ou tout autre local occupé par lui ne pourront être visités ni fouillés sans son consentement par un fonctionnaire du Sultan, sauf en vertu d'un ordre signé par le consul de Sa Majesté ; tout ressortissant de Sa Majesté arrêté et tous biens saisis appartenant à un ressortissant de Sa Majesté seront confiés à la garde du consul de Sa Majesté ; il est toutefois entendu qu'en cas de nécessité, pour empêcher une atteinte à l'ordre public ou une infraction à une loi ou à un règlement du Sultan applicable aux nationaux de Sa Majesté en vertu de l'article 15, les autorités du Sultan pourront, sans un tel ordre, arrêter un ressortissant de Sa Majesté, prendre ses biens en charge ou pénétrer dans sa maison, son bureau, son entrepôt ou tout autre local occupé par lui et y perquisitionner. Dans ce cas, les faits seront immédiatement signalés au consul de Sa Majesté, et la personne arrêtée et tous les biens saisis lui seront remis sans délai.

Article 14.

Dans l'exercice de leurs pouvoirs judiciaires respectifs en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article 13, les autorités du Sultan et les autorités consulaires de Sa Majesté prêteront toute l'assistance et tout le concours possibles pour donner satisfaction aux requêtes légitimes des nationaux de l'une des Parties contractantes contre des nationaux de l'autre.

Article 15.

Sur la demande du Sultan, les autorités consulaires de Sa Majesté appliqueront dans l'exercice de leurs pouvoirs judiciaires en vertu de l'article 13, toutes les lois et tous les règlements du Sultan qu'il convient d'appliquer aux nationaux de Sa Majesté dans les territoires du Sultan, y compris, notamment, les lois et règlements visant les impôts ou taxes, ainsi que les règlements de police et les règlements municipaux.

Article 16.

1. Les dispositions des articles 13, 14 et 15 s'appliqueront aux nationaux du Sultan ou d'un autre pays étranger, employés régulièrement au service du consul de Sa Majesté comme s'ils étaient des nationaux de Sa Majesté; toutefois, au cas où une telle personne serait inculpée d'un délit, le consul permettra que l'affaire soit jugée par les autorités du Sultan.

2. Aucune poursuite pénale ou civile ne sera engagée par-devant les autorités consulaires de Sa Majesté contre un ressortissant de Sa Majesté au service du Sultan, à moins que le Sultan ou son représentant n'ait été préalablement avisé de la poursuite.

Article 17.

Les nationaux des deux Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de chacune des deux Parties, de la liberté de conscience et de la tolérance religieuse; ils pourront exercer librement et publiquement toutes les formes du culte, à condition que cet exercice ne blesse ni n'outrage les susceptibilités religieuses du pays où l'on se propose de les pratiquer; ils auront également le droit de bâtir des édifices destinés au culte, aux emplacements déterminés à cet effet par les autorités locales. Aucune des deux Parties contractantes n'entreprendra rien qui puisse troubler les sanctuaires appartenant à des nationaux de l'autre Partie.

Article 18.

Toutes les dispositions du présent traité prévoyant l'octroi du traitement accordé au pays étranger le plus favorisé seront interprétées comme indiquant que ce traitement sera accordé immédiatement et inconditionnellement.

Article 19.

1. Sa Majesté pourra, par l'intermédiaire de son fonctionnaire consulaire à Mascate, faire connaître son désir d'étendre les dispositions du présent traité à l'une de ses colonies, à l'un de ses territoires ou protectorats d'outre-mer, à tout territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par son gouvernement dans le Royaume-Uni ou à l'un quelconque des Etats placés sous sa protection à l'exception de Koweit, Bahrein, Qatar, Abu Dhabi, Dibai, Sharjah, Ajman, Umm-al-Qaiwain, Ras-al-Khaimah et Kalba, et le traité sera étendu à tout territoire indiqué dans cette notification à dater de celle-ci.

2. A l'expiration d'une période de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent traité, l'une des deux Hautes Parties contractantes pourra, moyennant préavis de douze mois, mettre fin à l'application du présent traité à l'un quelconque des territoires auxquels il aura été étendu en vertu des dispositions du paragraphe précédent.

Article 20.

1. Les Hautes Parties contractantes conviennent que Sa Majesté pourra, moyennant notification adressée par l'intermédiaire de son fonctionnaire consulaire à Mascate, adhérer au présent traité pour tout membre du Commonwealth britannique de nations dont le gouvernement désirerait qu'il soit procédé à cette adhésion. Toute adhésion de cet ordre prendra effet à partir de la date de sa notification.

2. A l'expiration d'une période de deux ans, à partir de l'entrée en vigueur du présent traité, chacune des deux Hautes Parties contractantes pourra, moyennant préavis de douze mois, mettre fin au traité en ce qui concerne tout pays pour lequel une notification d'adhésion aura été adressée en vertu du paragraphe premier du présent article.

3. Toute notification effectuée en vertu du paragraphe premier du présent article pourra viser toutes dépendances ou tous territoires sous mandat administrés par le gouvernement du pays pour lequel la notification d'adhésion aura été donnée, et tout avis donné en vertu du paragraphe 2 du présent article s'appliquera à toutes les dépendances ou à tous les territoires sous mandat compris dans cette notification d'adhésion.

Article 21.

1. Tant que, dans un territoire quelconque visé aux articles 19 et 20 auquel les dispositions du présent traité ne sont pas applicables en vertu soit d'une adhésion prévue à l'article 20 soit d'une notification d'extension visée à l'article 19, les marchandises produites ou fabriquées dans les territoires du Sultan jouiront d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux marchandises produites ou fabriquées dans tout autre pays étranger, les marchandises produites ou manufacturées dans le territoire en question jouiront également dans les territoires du Sultan d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux marchandises produites ou fabriquées dans tout autre pays étranger.

2. Les articles produits ou fabriqués en Palestine (y compris la Transjordanie) ne seront pas exclus des avantages du présent article pour la seule raison que des privilèges douaniers spéciaux pourront être accordés en Palestine aux marchandises produites ou fabriquées dans tout Etat dont le territoire faisait en 1914 intégralement partie de la Turquie d'Asie ou de l'Arabie.

Article 22.

1. Le présent traité a été établi en quatre expéditions, dont deux ont été rédigées en anglais et deux en arabe. Ces expéditions sont censées être d'une teneur et d'une signification analogues ; toutefois, au cas où il surgirait ultérieurement un doute au sujet de l'interprétation correcte du texte anglais ou arabe de l'une quelconque des stipulations du traité, le texte anglais fera foi.

2. Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Mascate. Le traité entrera en vigueur le 11 février 1939 si les ratifications ont été échangées avant cette date et, si elles ne l'ont pas été, à la date de l'échange des ratifications.

Article 23.

1. Le présent traité demeurera en vigueur pendant une période de douze ans à compter de la date à laquelle il prendra effet. A moins que l'une des Hautes Parties contractantes n'ait adressé à l'autre un préavis de dénonciation un an avant l'expiration de ladite période, le présent traité demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter de la date à laquelle ce préavis aura été donné.

2. Un préavis donné en vertu du présent article ne portera pas atteinte à l'application du traité entre les territoires du Sultan et tous pays ou territoires pour lesquels l'adhésion aura été notifiée en vertu de l'article 20. Ce préavis s'appliquera toutefois à tous territoires pour lesquels une notification d'extension aura été donnée en vertu de l'article 19.

En foi de quoi le lieutenant-colonel sir Trenchard Craven William Fowle, K.C.I.E., C.B.E., au nom de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, et le Sultan Saiyid Said bin Taimur bin Faisal, Sultan de Mascate et d'Oman et Dépendances, en son propre nom, ont signé le traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Mascate, le 5 février 1939, correspondant au quinze dzou l'hidjdjah de l'année 1357 de l'Hégire.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

(L. S.) T. C. FOWLE.

Pour Mascate et Oman et Dépendances :

(L. S.) (Signature du Sultan de Mascate)

Pour l'Inde :

(L. S.) T. C. FOWLE.

N° 4593.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

Echange de notes comportant un accord relatif
à l'administration des îles de Canton et
d'Enderbury. Washington, le 6 avril 1939.

*Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
de Sa Majesté en Grande-Bretagne et l'envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement a
eu lieu le 7 juin 1939.*

UNITED STATES OF AMERICA
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

Exchange of Notes constituting an Agreement
regarding the Administration of the Islands
of Canton and Enderbury. Washington,
April 6th, 1939.

*English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for
Foreign Affairs in Great Britain and by the Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The
registration took place June 7th, 1939.*

No. 4593. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ADMINISTRATION OF THE ISLANDS OF CANTON AND ENDERBURY. WASHINGTON, APRIL 6TH, 1939.

I. MR. CORDELL HULL TO SIR R. LINDSAY.

DEPARTMENT OF STATE.

EXCELLENCY,

WASHINGTON, April 6th, 1939.

With reference to recent correspondence between the Government of the United States of America and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland concerning Canton and Enderbury Islands in the South Pacific Ocean, I have the honour to propose an Agreement concerning these islands in the following terms :

I.

The Government of the United States and the Government of the United Kingdom, without prejudice to their respective claims to Canton and Enderbury Islands, agree to a joint control over these islands.

II.

The islands shall, during the period of joint control, be administered by a United States and a British official appointed by their respective Governments. The manner in which these two officials shall exercise the powers of administration reserved to them under this paragraph shall be determined by the two Governments in consultation as occasion may require.

III.

The islands shall, during the period of joint control, be subject to a special joint *ad hoc* régime the details of which shall be determined by the two Governments in consultation from time to time.

IV.

The islands shall be available for communications and for use as airports for international aviation, but only civil aviation companies incorporated in the United States of America or in any part of the British Commonwealth of Nations shall be permitted to use them for the purpose of scheduled air services.

V.

The use of any part of either of the islands or their territorial waters for aviation purposes, except as herein agreed upon, or for any other purpose shall be the subject of agreement between the two Governments.

VI.

An airport may be constructed and operated on Canton Island by an American company or companies, satisfactory to the United States Government, which, in return for an agreed fee,

¹ Came into force April 6th, 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4593. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ADMINISTRATION DES ILES DE CANTON ET D'ENDERBURY. WASHINGTON, LE 6 AVRIL 1939.

I. M. CORDELL HULL A SIR R. LINDSAY.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT,

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

WASHINGTON, le 6 avril 1939.

Comme suite à une correspondance échangée récemment entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au sujet des îles de Canton et d'Enderbury dans l'océan Pacifique sud, j'ai l'honneur de proposer, au sujet de ces îles, un accord conçu dans les termes suivants :

I.

Le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement du Royaume-Uni, sans préjudice de leurs droits respectifs sur les îles de Canton et d'Enderbury, conviennent d'exercer une administration commune sur ces îles.

II.

Au cours de cette administration commune, les îles seront administrées par un fonctionnaire des Etats-Unis et un fonctionnaire britannique, nommés par leurs gouvernements respectifs. La manière dont ces deux fonctionnaires exerceront les pouvoirs d'administration qui leur sont conférés en vertu du présent paragraphe sera fixée d'accord entre les deux gouvernements, selon les circonstances.

III.

Au cours de cette période d'administration commune, les îles seront soumises à un régime spécial commun dont les détails seront fixés, de temps à autre, d'accord entre les deux gouvernements.

IV.

Les îles pourront être utilisées pour les communications et comme aéroports pour l'aviation internationale. Toutefois, seules les sociétés civiles de navigation aérienne, enregistrées aux Etats-Unis d'Amérique ou dans une partie quelconque du Commonwealth britannique de nations, seront autorisées à les utiliser pour leurs services réguliers de transport.

V.

L'utilisation d'une partie quelconque de l'une ou l'autre des deux îles ou de leurs eaux territoriales par l'aviation, sauf dans les conditions stipulées dans le présent accord, ou pour toute autre fin, devra faire l'objet d'un accord entre les deux gouvernements.

VI.

Une ou plusieurs sociétés américaines auront le droit de construire et d'exploiter un aéroport sur l'île de Canton, avec l'approbation du Gouvernement des Etats-Unis ; celui-ci, sous réserve

¹ Entré en vigueur le 6 avril 1939.

shall provide facilities for British aircraft and British civil aviation companies equal to those enjoyed by United States aircraft and by such American company or companies. In case of dispute as to fees, or the conditions of use by British aircraft or by British civil aviation companies, the matter shall be settled by arbitration.

VII.

The joint control hereby set up shall have a duration of fifty years from this day's date. If no agreement to the contrary is reached before the expiration of that period the joint control shall continue thereafter until such time as it may be modified or terminated by the mutual consent of the two Governments.

I have the honour to suggest that if an Agreement in the sense of the foregoing paragraphs is acceptable to the Government of the United Kingdom this Note and Your Excellency's reply thereto in similar terms shall be regarded as placing on record the understanding arrived at between the two Governments concerning this matter.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

His Excellency The Right Honorable
Sir Ronald Lindsay, P.C., G.C.M.G., K.C.B., C.V.O.,
British Ambassador.

II. SIR R. LINDSAY to MR. CORDELL HULL.

BRITISH EMBASSY.

No. 39r.

SIR,

WASHINGTON, D. C., April 6th, 1939.

I have the honour to refer to your Note of this day's date proposing an Agreement between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the United States of America on the subject of Canton and Enderbury Islands in the following terms :

I.

The Government of the United States and the Government of the United Kingdom, without prejudice to their respective claims to Canton and Enderbury Islands, agree to a joint control over these islands.

II.

The islands shall, during the period of joint control, be administered by a United States and a British official appointed by their respective Governments. The manner in which these two officials shall exercise the powers of administration reserved to them under this paragraph shall be determined by the two Governments in consultation as occasion may require.

III.

The islands shall, during the period of joint control, be subject to a special joint *ad hoc* régime the details of which shall be determined by the two Governments in consultation from time to time.

IV.

The islands shall be available for communications and for use as airports for international aviation, but only civil aviation companies incorporated in the United States of America or in any part of the British Commonwealth of Nations shall be permitted to use them for the purpose of scheduled air services.

d'une rémunération à déterminer, mettra à la disposition des appareils britanniques et des sociétés civiles d'aviation britanniques des facilités égales à celles dont jouiront les appareils des Etats-Unis et la ou les sociétés américaines. En cas de différend concernant soit les rémunérations, soit les conditions d'utilisation de l'aéroport par les appareils britanniques ou les sociétés civiles d'aviation britanniques, la question sera réglée par voie d'arbitrage.

VII.

L'administration commune créée par le présent accord se poursuivra pendant une période de cinquante ans à dater d'aujourd'hui. A moins d'un accord contraire conclu avant l'expiration de cette période, l'administration commune restera en vigueur après ladite période et jusqu'au moment où elle sera soit modifiée, soit terminée par voie d'accord entre les deux gouvernements.

J'ai l'honneur de proposer que si un accord dans le sens des paragraphes ci-dessus peut être accepté par le Gouvernement du Royaume-Uni, la présente note et la réponse de Votre Excellence, conçue en termes analogues, soient considérées comme enregistrant l'accord intervenu à ce sujet entre les deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

Son Excellence le très honorable
Sir Ronald Lindsay, P.C., G.C.M.G., K.C.B., C.V.O.,
Ambassadeur de Grande-Bretagne.

II. SIR R. LINDSAY A M. CORDELL HULL.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 391.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

WASHINGTON, D. C., le 6 avril 1939.

J'ai l'honneur de me référer à votre note de ce jour par laquelle vous avez bien voulu proposer un accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, au sujet des îles de Canton et d'Enderbury, accord conçu comme suit :

I.

Le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement du Royaume-Uni, sans préjudice de leurs droits respectifs sur les îles de Canton et d'Enderbury, conviennent d'exercer une administration commune sur ces îles.

II.

Au cours de cette administration commune, les îles seront administrées par un fonctionnaire des Etats-Unis et un fonctionnaire britannique, nommés par leurs gouvernements respectifs. La manière dont ces deux fonctionnaires exerceront les pouvoirs d'administration qui leur sont conférés en vertu du présent paragraphe sera fixée d'accord entre les deux gouvernements selon les circonstances.

III.

Au cours de cette période d'administration commune, les îles seront soumises à un régime spécial commun dont les détails seront fixés, de temps à autre, d'accord entre les deux gouvernements.

IV.

Les îles pourront être utilisées pour les communications et comme aéroports pour l'aviation internationale. Toutefois, seules les sociétés civiles de navigation aérienne, enregistrées aux Etats-Unis d'Amérique ou dans une partie quelconque du Commonwealth britannique de nations, seront autorisées à les utiliser pour leurs services réguliers de transport.

V.

The use of any part of either of the islands or their territorial waters for aviation purposes, except as herein agreed upon, or for any other purpose shall be the subject of agreement between the two Governments.

VI.

An airport may be constructed and operated on Canton Island by an American company or companies, satisfactory to the United States Government, which, in return for an agreed fee, shall provide facilities for British aircraft and British civil aviation companies equal to those enjoyed by United States aircraft and by such American company or companies. In case of dispute as to fees, or the conditions of use by British aircraft or by British civil aviation companies, the matter shall be settled by arbitration.

VII.

The joint control hereby set up shall have a duration of fifty years from this day's date. If no agreement to the contrary is reached before the expiration of that period the joint control shall continue thereafter until such time as it may be modified or terminated by the mutual consent of the two Governments.

I have the honour to inform you that an Agreement in the terms of the foregoing paragraphs is acceptable to the Government of the United Kingdom and that this Note, and your Note under reference, will be regarded as placing on record the understanding arrived at between the two Governments concerning this matter.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, your most obedient, humble servant.

R. C. LINDSAY.

The Honourable Cordell Hull,
Secretary of State of the United States,
Washington, D. C.

Certified to be a true and complete textual copy
of the original Agreement in the sole language in
which it was signed.

For the Secretary
of State of the United States of America :

Edward Yardley,
Director of Personnel.

V.

L'utilisation d'une partie quelconque de l'une ou l'autre des deux îles ou de leurs eaux territoriales par l'aviation, sauf dans les conditions stipulées dans le présent accord, ou pour toute autre fin, devra faire l'objet d'un accord entre les deux gouvernements.

VI.

Une ou plusieurs sociétés américaines auront le droit de construire et d'exploiter un aéroport sur l'île de Canton, avec l'approbation du Gouvernement des Etats-Unis ; celui-ci, sous réserve d'une rémunération à déterminer, mettra à la disposition des appareils britanniques et des sociétés civiles d'aviation britanniques des facilités égales à celles dont jouiront les appareils des Etats-Unis et la ou les sociétés américaines. En cas de différend concernant soit les rémunérations, soit les conditions d'utilisation de l'aéroport par les appareils britanniques ou les sociétés civiles d'aviation britanniques, la question sera réglée par voie d'arbitrage.

VII.

L'administration commune créée par le présent accord se poursuivra pendant une période de cinquante ans à dater d'aujourd'hui. A moins d'un accord contraire conclu avant l'expiration de cette période, l'administration commune restera en vigueur après ladite période et jusqu'au moment où elle sera soit modifiée, soit terminée par voie d'accord entre les deux gouvernements.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Royaume-Uni accepte l'accord rédigé dans les termes formulés aux paragraphes ci-dessus, et que la présente note ainsi que votre note à laquelle je me réfère seront considérées comme enregistrant l'accord intervenu à ce sujet entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

R. C. LINDSAY.

L'honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis,
Washington, D. C.

N° 4594.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ROUMANIE**

**Protocole concernant les relations commerciales
et économiques entre les deux pays, avec
annexes. Signé à Bucarest, le 11 mai 1939.**

*Textes officiels anglais et roumain communiqués par le secrétaire d'Etat aux
Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement
a eu lieu le 7 juin 1939.*

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND ROUMANIA**

**Protocol regarding Commercial and Economic
Relations between the Two Countries,
with Annexes. Signed at Bucharest, May
11th, 1939.**

*English and Roumanian official texts communicated by His Majesty's Secretary
of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place
June 7th, 1939.*

TEXTE ROUMAIN. — ROUMANIAN TEXT.

No. 4594. — PROTOCOL¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM AND THE ROUMANIAN GOVERNMENT REGARDING COMMERCIAL AND ECONOMIC RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT BUCHAREST, MAY 11TH, 1939.

N^o 4594. — PROTOCOLUL¹ DINTRE GUVERNUL MAJESTĂȚII SĂLE ÎN REGATUL UNIT ȘI GUVERNUL ROMÂN REFERITOARE LA RELAȚIUNILE COMERCIALE ȘI ECONOMICE DINTRE CELE DOUĂ ȚĂRI. SEMNAT LA BUCUREȘTI, LA 11 MAI 1939.

The representatives of THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and of THE ROYAL ROUMANIAN GOVERNMENT, having met together for the purpose of discussing matters affecting commercial and economic relations between the two countries, have decided to place on record their conclusions as follows :

1. The two Governments recognise that it is in their common interest to develop the commercial exchanges between the two countries on a sound economic basis and, so far as possible, through the normal commercial channels.

2. The two Governments recognise that the market in the United Kingdom for the principal products of Roumania is, in general, free from import and other restrictions and therefore provides opportunity for the natural development of the Roumanian export trade. In order to maintain and to promote the flow of Roumanian exports to the United Kingdom, the two Governments have agreed upon the arrangements set out in Annex I.

3. The two Governments recognise that one of the main objects to be attained as a result of the development of Roumanian exports to the United Kingdom is an increase in the importation of United Kingdom goods by Roumania. The present exchange conditions render difficult the sale in Roumania of certain classes of United Kingdom manufactures ; and a clearing system inevitably impedes the normal

Reprezentanții GUVERNULUI REGAL ROMÂN și ai GUVERNULUI DIN REGATUL UNIT AL MAREI BRITANIEI ȘI NORDULUI IRLANDEI întrunindu-se în scopul de a considera probleme referitoare la relațiunile comerciale și economice dintre cele două țări au hotărât de a consemna concluziunile lor precum urmează :

1. Cele două Guverne recunosc că este în interesul lor comun să desvolte schimburile comerciale dintre cele două țări pe baze economice sănătoase și, în măsura posibilului, pe căile comerciale normale.

2. Cele două Guverne recunosc că piața Regatului Unit pentru principalele produse din România, este în genere liberă de restricții la import sau de altă natură și că în consecință prezintă prilejul pentru o dezvoltare normală a exportului român. În scopul menținerii și încurajării fluxului de exporturi românești în Regatul Unit, cele două Guverne au convenit asupra prevederilor din anexa I.

3. Cele două Guverne recunosc că unul din principalele scopuri de atins, ca urmare a dezvoltării exportului românesc în Regatul Unit, este o sporire a importului de mărfuri din Regatul Unit în România. Actualele condițiuni de schimb valutar îngreuează vânzarea în România a anumitor categorii de fabricate din Regatul Unit ; pe de altă parte un sistem de clearing împiedică, în mod inevitabil,

¹ Came into force May 11th, 1939.

¹ Entré en vigueur le 11 mai 1939.

functioning of trade credits. It is the common aim of the two Governments to work towards a freer system as and when possible, and, in the meanwhile, they have agreed to make certain alterations in the provisions and working of the Agreement¹ of the 2nd September, 1938, on the lines proposed in Annex II.

4. With the object of further promoting the development of trade between the two countries :

(a) The two Governments propose to encourage the formation of appropriate organisations to be set up by business interests in the United Kingdom and in Roumania respectively, and guarantees may be given by His Majesty's Government in the United Kingdom to facilitate the operations of any organisation which may be set up in the United Kingdom for this purpose.

(b) Free zones in Roumanian ports shall be granted by the Royal Roumanian Government in accordance with the provisions of the Roumanian law to any United Kingdom trade interests which desire such facilities.

(c) Any questions which may be raised regarding import or export restrictions in operation in either country which adversely affect Anglo-Roumanian trade may be considered by the Consultative Committee to be set up in accordance with Article 7 below, with a view to recommendations being made by that Committee for their solution.

(d) The Royal Roumanian Government agree that sterling shall be made available for the transfer of sums due to British shipping companies and that insurance companies shall have the right to purchase sterling remittances at the same rate of exchange as that to which they have to purchase lei.

(e) In order to improve communications between the two countries, the two Governments will examine the question of establishing direct air and shipping services between the United Kingdom and Roumania.

5. His Majesty's Government in the United Kingdom agree to provide guarantees to enable the Royal Roumanian Government to make

funcționarea normală a creditului comercial. Scopul comun al celor două Guverne este de a tinde când și pe cât posibil spre un sistem mai liber, iar întretimp, ele convin de a proceda la anumite modificări ale prevederilor și ale funcționării Acordului¹ din 2 Septembrie 1938, în termenele propuse la anexa II.

4. În scopul de a încuraja și mai mult comerțul dintre cele două țări :

(a) Cele două Guverne propun încurajarea înființării de organizațiuni apropiate, ce se vor crea de către cercurile comerciale, respectiv în Regatul Unit și România, iar Guvernul M. S. Britanice din Regatul Unit va putea acorda garanții în vederea înlesnirii operațiunilor oricărei organizațiuni ce s'ar înființa în Regatul Unit în acest scop.

(b) Se vor acorda de către Guvernul Regal Român, în conformitate cu prevederile legilor românești, zone libere în porturile românești, acelor interese comerciale din Regatul Unit cari ar dori a obține asemenea facilități.

(c) Chestiunile ce ar surveni în legătură cu acele restricțiuni la import și export în vigoare în oricare din cele două țări, cari stânjenesc comerțul Anglo-Român, pot fi luate în considerare de Comitetul Consultativ ce va fi creat conform articolului 7 de mai jos, cu scopul de a formula recomandări în vederea soluționării lor.

(d) Guvernul Regal Român convine că se vor prevedea disponibilități în lire sterline în vederea transferului sumelor datorate Companiilor Britanice de Navigație și că se va da societăților de asigurare dreptul de a cumpăra lire sterline pentru transferurile lor la acelaș curs la care pot cumpăra Lei.

(e) Pentru a ameliora comunicațiile dintre cele două țări, cele două Guverne vor examina chestiunea înființării unor linii directe aeriene și maritime între Regatul Unit și România.

5. Guvernul M. S. Britanice din Regatul Unit convine a da garanții pentru a permite Guvernului Regal Român de a efectua plăți până la

¹ Vol. CXCI, page 313, of this Series.

¹ Vol. CXCI, page 313, de ce recueil.

payments up to a total of £5,000,000 in respect of the purchase of United Kingdom goods or for the purpose of other agreed expenditure in the United Kingdom. The principles on which these guarantees shall be arranged are set out in Annex III.

6. Any privileges or concessions agreed to for the development of trade between Roumania and other countries shall be available to United Kingdom business trading in Roumania.

7. With a view to maintaining contact between the two Governments and following up the arrangements provided for in the present Protocol, and with a view to finding means for meeting any difficulties which may arise in their execution, the two Governments agree that a Consultative Committee shall be set up consisting of representatives of the two Governments which shall meet from time to time in Roumania or in the United Kingdom as may be found desirable.

8. Arrangements for the carrying into effect of the details of the undertakings recorded in the preceding paragraphs and of the provisions of the Annexes shall form the subject of further agreements between the Governments.

Done at Bucharest, the 11th May, 1939, in English and Roumanian.

On behalf of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

R. H. HOARE.

F. W. LEITH-ROSS.

On behalf of the Royal Roumanian Government :

Gr. GAFENCU.

I. E. BUJOU.

ANNEX I.

I. *Oil.*

(a) The Royal Roumanian Government recognise that it is to the interest of Roumanian economy that existing oil companies in Roumania should be encouraged to extend their operations with a view to increasing the production of oil and to improving the quality of that oil by the use of modern refining machinery. They therefore propose to accord most-favoured-nation treatment to oil companies in which there is a substantial British financial interest

un total de £ 5.000.000 în vederea cumpărării de mărfuri din Regatul Unit sau în vederea plății altor cheltuieli convenite în Regatul Unit. Principiile după cari se vor da aceste garanții se găsesc în anexa III.

6. Orice privilegiu sau concesiune convenit pentru dezvoltarea comerțului dintre România și alte țări vor fi acordate firmelor din Regatul Unit cari fac comerț în România.

7. În scopul de a menține contactul între cele două Guverne și de a urmări executarea celor prevăzute în Protocolul de față, și în scopul de a găsi mijloacele de a soluționa oricari dificultăți ce s'ar ivi în executarea lui, cele două Guverne convin ca un Comitet Consultativ va fi creat, compus din reprezentanți ai celor două Guverne, care se va întruni din timp în timp în România sau în Regatul Unit, după cum se va găsi de cuviință.

8. Dispozițiunile pentru executarea detaliilor hotărârii consemnate la paragraful precedent și a prevederilor din anexa vor forma obiectul unor noi acorduri între cele două Guverne.

Făcut la București la 11 Mai 1939 în limbă română și limbă engleză.

Pentru Guvernul Regal Român.

G. GAFENCU.

Pentru Guvernul din Regatul Unit al Marelui Britanii și Nordului Irlandei.

R. H. HOARE.

F. W. LEITH ROSS.

ANEXA I.

I. *Petrol.*

(a) Guvernul Regal Român recunoaște că este în interesul economiei românești ca societățile petrolifere existente în România, să fie încurajate a-și extinde operațiunile cu scopul de a spori producția de petrol și de a îmbunătăți calitatea petrolului prin întrebuițarea de echipament modern de rafinaj. În consecință, el își propune să acorde tratamentul națiunii celei mai favorizate societăților petrolifere cari comporta în substanțială măsură interese finan-

in the matter of the grant of permits for exploration and exploitation of new lands and in all matters concerned with the grant and operation of concessions and with the production of oil.

(b) Moreover, the Royal Roumanian Government declare their intention to bring into effect, as soon as possible, legal conditions which it is hoped will lead to an expansion of the oil industry, and to take early action to simplify machinery of export control with a view to stimulating the exportation of oil products.

(c) The Royal Roumanian Government also agree to examine the freight charges and export taxes with a view to lightening the burdens falling on the oil industry.

2. *Cereals.*

(a) His Majesty's Government in the United Kingdom will be prepared to purchase for Government stocks up to 200,000 tons of Roumanian wheat from the next harvest, if available at world prices.

(b) With a view to facilitating the storage and improving the marketing of cereal exports from Roumania, part of the guarantee facilities to be made available to the Royal Roumanian Government by His Majesty's Government in the United Kingdom under Article 5 of the Protocol will be set aside for financing the equipment of silos.

3. *Timber.*

The Roumanian Government will take action to simplify the machinery of export control so as to facilitate the export of timber to the United Kingdom.

4. *Marketing.*

In connection with the efforts to improve the system of marketing and grading of Roumanian export goods, the United Kingdom Government will give such assistance as it can to the Roumanian authorities to secure the advice of experts in regard to the best methods of meeting the requirements of the United Kingdom market.

ANNEX II.

I. In order to ensure that trade between the two countries shall be conducted on a sound economic basis, the rates of exchange between the leu and sterling should be such

ciare britanice, în chestiunile privitoare la acordarea de permise de explorare și de exploatare de terenuri noi, precum și în toate chestiunile referitoare la acordarea de concesiuni și la operațiunile în legătură cu producția petrolului.

(b) Deasemenea, Guvernul Român exprimă intențiunea de a crea cât de curând, un cadru legal, care se nădăjduiește că va conduce la o dezvoltare a industriei petrolifere și de a proceda curând la o simplificarea a sistemului de control al exportului, cu scopul de a stimula exportul produselor petrolifere.

(c) Guvernul Regal Român convine deasemenea să examineze spezele de transport și taxele de export, cu scopul de a ușura sarcinile ce apasă asupra industriei petrolifere.

2. *Cereale.*

(a) Guvernul Majestații Sale Britanice din Regatul Unit va fi dispus să cumpere pentru stocurile Guvernului, până la 200.000 tone grâu românesc din recolta viitoare, dacă poate fi obținut la prețurile mondiale.

(b) Cu scopul de a înlesni depozitarea și a ameliora comercializarea exportului de cereale din România, o parte din facilitățile de garanții oferite Guvernului Regal Român de către Guvernul Majestații Sale Britanice din Regatul Unit prin art. 5 din Protocol, va fi rezervată pentru finanțarea echipării de silozuri.

3. *Lemn.*

Guvernul Regal Român va lua dispozițiunile necesare pentru a simplifica sistemul de control a exportului pentru a înlesni exportul lemnului în Regatul Unit.

4. *Comercializare.*

În legătură cu străduințele autorităților românești în vederea îmbunătățirii sistemului de comercializare și standardizare a mărfurilor românești de export, Guvernul Regatului Unit va da autorităților românești tot concursul posibil pentru a le asigura sfaturile unor experți cu privire la cele mai bune metode pentru a îndeplini cerințele pieței Regatului Unit.

ANEXA II.

I. Pentru a asigura că comerțul între cele două țări va fi așezat pe baze economice sănătoase, cursurile de schimb dintre Leu și Lira sterlină vor trebui să fie astfel încât să atragă

as to attract exports to the United Kingdom from Roumania without making the cost of United Kingdom goods too high for the Roumanian market.

2. The sterling resulting from Roumanian exports to the United Kingdom (other than exports of oil and compensation trade exports) is at present allocated to the accounts of the Anglo-Roumanian Clearing Office as follows :

(a) 20 per cent. to the General United Kingdom Account for utilisation in accordance with Article 11 of the Anglo-Roumanian Payments Agreement.

(b) 40 per cent. to the United Kingdom Goods Account for utilisation in accordance with Article 12 of the Payments Agreement.

(c) 40 per cent. of the Special Account for utilisation in accordance with Article 4 of the Payments Agreement.

The sterling allotted to the accounts referred to in (a) and (b) is negotiable at market rates while the sterling referred to in (c) is surrendered at the official rate plus premium.

3. The two Governments recognise that the wide fluctuations in the rates at which sterling has been dealt in on the different accounts have tended to create difficulties for trade and they propose to make arrangements with a view to keeping these fluctuations, if possible, within narrower limits.

4. In order to attain this object the two Governments agree that the sterling paid into the United Kingdom Goods Account and the General United Kingdom Account should be used as rapidly as possible for the purposes laid down in the Payments Agreements, and the Royal Roumanian Government have accordingly arranged that permits for the purchase and sale of the sterling must be utilised within certain time limits. Regulations to achieve this object have already been issued by the Roumanian authorities and the possibility of further improvements will be examined by the Consultative Committee referred to in Article 7 of the Protocol.

5. If these arrangements fail to secure the appropriate development of trade between the two countries, the percentages set out in paragraph 2 above may be altered by agreement between the Clearing Office and the Roumanian authorities. Details of such arrangements shall be settled by the Consultative Committee.

în Regatul Unit exporturile din România, fără a ridica prea mult prețul mărfurilor din Regatul Unit pe piața românească.

2. Lirele sterline rezultând din exporturile românești în Regatul Unit (altele decât exporturile de petrol și cele în compensație) sunt în prezent alocate la conturile Oficiului de Clearing Anglo-Român după cum urmează :

(a) 20% la Contul General Regatul Unit pentru întrebuințare conform cu art. 11 din Acordul de Plăți Anglo-Român.

(b) 40% la Contul Mărfuri Regatul Unit pentru întrebuințare conform art. 12 din Acordul de Plăți.

(c) 40% la Contul Special pentru întrebuințare conform cu art. 4 din Acordul de Plăți.

Lirele sterline alocate la conturile menționate la (a) și (b) sunt negociabile la cursul pieței, în timp ce lirele sterline menționate la (c) sunt cedate la cursul oficial plus prima.

3. Cele două Guverne recunosc că marile fluctuațiuni ale cursurilor la cari lirele sterline din diferitele conturi au fost negociate, au tins să creeze dificultăți comerțului și ele propun luarea de dispozițiuni cu scopul de a restrânge, dacă se poate, aceste fluctuațiuni în limite mai strâmte.

4. Pentru a atinge acest scop cele două Guverne convin ca lirele sterline plătite în Contul Mărfuri Regatul Unit și în Contul General Regatul Unit, să fie întrebuințate cât de repede pentru scopurile prevăzute în Acordul de Plăți, și în consecință, guvernul român a luat dispozițiunile necesare ca autorizațiile de cumpărare și de vânzare a lirelor sterline să fie întrebuințate în anumite limite de timp. Regulamentele în vederea îndeplinirii acestui scop au și fost publicate de autoritățile românești și posibilitatea unor alte îmbunătățiri va fi examinată de Comitetul Consultativ prevăzut la art. 7 din Protocol.

5. În cazul când aceste dispozițiuni nu reușesc să asigure cuvenita dezvoltare a comerțului dintre cele două țări, procentele prevăzute la par. 2 de mai sus pot fi modificate prin o înțelegere între Oficiul de Clearing și autoritățile românești. Detaliile unor asemenea dispozițiuni vor fi fixate de Comitetul Consultativ.

6. Further, with a view to enabling traders to rely on the rate of exchange at which a contract will be carried through, the Roumanian authorities will make arrangements to establish a market for forward exchange dealings in the sterling in the United Kingdom Goods and General United Kingdom Accounts.

7. In order to enable the normal system of trade credits to operate within the framework of the Clearing, the two Governments agree to amend the Payments Agreement so as to provide for the transfer through the Clearing Accounts of advance payments made by United Kingdom importers in respect of contracts for the importation of Roumanian goods. The procedure for this purpose has been agreed so that it can be brought into force as soon as the Payments Agreement has been amended.

8. The two Governments have agreed that 5 per cent. shall be added to the percentages laid down in the Annex to the Payments Agreement for the sterling proceeds of compensation transactions to be surrendered to the National Bank.

9. (a) The present arrangement in regard to the utilisation of the sterling proceeds of exports of oil to the United Kingdom will in general be maintained unaltered. The two Governments agree, however, that the sums credited to the Repayments Account, namely 30 per cent. of the proceeds of the export of oil to the United Kingdom, can be used by the Companies concerned without prior authorisation to meet their own requirements as specified in sub-paragraph (b), the Companies being under the obligation to furnish evidence of the use to which these amounts have been put within a period of three months from the date on which each payment is effected.

(b) The sterling credited to the Repayments Account may be used in the United Kingdom and any other free exchange countries for payments in respect of :

(i) Materials imported for the Companies' own requirements, cost of transport, insurance and handling of materials and other similar expenses ;

(ii) Royalties on production and for the use of patents and licences and other similar charges ;

(iii) Contributions to research laboratories, technical consultations, registration of patents and other similar expenses ;

6. Deasemenea, în scopul de a permite comercianților să se bazeze pe cursul schimbului valutar la care un contract va fi executat, autoritățile românești vor lua dispozițiunile necesare în vederea creării unei pieți de tranzațiuni valutare la termen pentru lirele sterline din Contul Mărfuri Regatul Unit și din Contul General Regatul Unit.

7. Pentru a permite funcționarea normală, în cadrul Clearingului, a creditelor comerciale, cele două Guverne convin să modifice Acordul de Plăți în așa fel încât să permită transferul din Conturile de Clearing al plăților anticipate efectuate de importatorii din Regatul Unit, în legătură cu contractele de import al mărfurilor românești. Procedura prevăzută în acest scop, a fost astfel convenită, încât să poată fi pusă în aplicare de îndată ce Acordul de Plăți va fi fost modificat.

8. Cele două Guverne convin că 5% vor fi adăugate procentelor prevăzute la anexa Acordului de Plăți, în legătură cu lirele sterline provenite din tranzațiile în compensație cari trebuiesc cedate Băncii Naționale.

9. (a) Aranjamentele actuale cu privire la întrebuințarea lirelor sterline rezultate din exporturile de petrol în Regatul Unit vor fi, în general, menținute nemodificate. Cele două guverne convin totuși ca sumele creditate în Contul de Rambursare, adică 30%, rezultate din exportul de petrol în Regatul Unit, pot fi întrebuințate de societățile în chestiune fără autorizație prealabilă, pentru acoperirea nevoilor lor așa cum se specifică sub par. (b), societățile fiind obligate să dea cont de felul în care aceste sume au fost întrebuințate, înăuntrul unui termen de 3 luni dela data la care fiecare plată a fost efectuată.

(b) Lirele sterline creditate Contului de Rambursare pot fi întrebuințate pentru plăți în Regatul Unit și în alte țări cu devize libere ou privire la :

(i) materiale importate pentru nevoile societăților, cheltueli de transport, asigurarea și manipularea materialelor și alte cheltueli asemănătoare ;

(ii) plata redevențelor, plata întrebuințării patentelor și a licențelor și a altor sarcini asemănătoare ;

(iii) contribuțiuni pentru laboratoare de cercetări, consultațiuni tehnice, înregistrarea brevetelor și alte cheltueli asemănătoare ;

(iv) Salaries and pensions, provident funds, contributions to pension funds ;

(v) Insurance of plant and of materials of all kinds ;

(vi) Costs of travelling, living and representation expenses ;

(vii) Current expenses of administration, fees due to foreign members of Boards of Directors and other similar charges ;

(viii) Interest, commissions ;

(ix) Subsidies ;

(x) Dividends.

(c) Any balances not used up to the 31st December of each year will be carried forward to the following year, the Companies having the right to use them under the conditions set out above.

(d) Special requests for authorisation may be made for the use of such funds for the acquisition for holdings or investments abroad with a view to directly assisting Roumanian exports.

(e) Notwithstanding any modification that may be agreed at any time regarding the transfer of payments in respect of oil exported to the United Kingdom, the aforementioned rights shall remain in force in respect of all amounts derived from exports effected up to the date of publication of such modification.

10. The amendments which the two Governments propose to make in the Payments Agreement in order to give effect to the arrangements described above and to those stipulated in paragraph 5 of Annex III and any further amendments which may be found to be advisable shall be embodied in an agreement to be concluded as soon as possible in London ; and the working of the agreement shall be reviewed from time to time by the Consultative Committee referred to in Article 7 of the Protocol.

ANNEX III.

An agreement shall be negotiated between the Roumanian Legation in London and the Export Credits Guarantee Department which should provide, *inter alia*, for the following :

1. His Majesty's Government in the United Kingdom to give guarantees to a total value of £5 millions in connection with the purchase by the Royal Roumanian Government for export to Roumania of

(iv) salarii și pensii, fond de economii, contribuțiunile la fondul de pensie ;

(v) asigurarea instalațiilor și a materialelor de orice fel.

(vi) cheltuieli de călătorie, de întreținere și de reprezentare ;

(vii) cheltuieli curente de administrație, jetoane pentru membrii străini ai Consiliilor de Administrație, și alte sarcini asemănătoare ;

(viii) dobânzi, comisioane ;

(ix) subsidii ;

(x) plata dividendelor.

(c) Orice sold neîntrebuințat până la data de 31 Decembrie a fiecărui an, va fi reportat pe anul viitor, societățile având dreptul de a-l întrebuința în aceleași condițiuni ca și cele de mai sus.

(d) Pentru achiziționarea participărilor sau investițiilor în străinătate, cu scopul de a ajuta în mod direct exportul român, se pot face cereri speciale de autorizații pentru întrebuințarea asemenea fonduri.

(e) Cu toate modificările ce pot fi oricând convenite, cu privire la transferul de plăți în legătură cu petrolul exportat în Regatul Unit, drepturile înainte menționate vor rămâne în vigoare în ce privește toate sumele provenite din exporturile efectuate până la data publicării unei astfel de modificări.

10. Modificările pe cari cele două Guverne propun să le aducă la Acordul de Plăți cu scopul de a pune în aplicare prevederile de mai sus și cele menționate la par. 5 din anexa III., precum și orice alte modificări ce s'ar găsi de cuviință, vor fi cuprinse într'un acord ce se va încheia cât de curând la Londra ; și funcționarea acordului va fi revăzută din timp în timp de către Comitetul Consultativ menționat la art. 7 din Protocol.

ANEXA III.

Se va negocia, între Legățiunea Regală a României din Londra și Export Credits Guarantee Department, un Acord care să prevadă, între altele, următoarele :

1. Că Guvernul M. S. Britanice din Regatul Unit va da garanții până la o valoare totală de \$ 5.000.000 în legătură cu cumpărarea de către Guvernul Regal Român, pentru export în România de

goods manufactured in the United Kingdom and with other approved expenditure in the United Kingdom.

2. The nature of the goods or other expenditure which may be covered by the guarantees to be agreed between the two Governments, and also the conditions under which it may be practicable to provide for the carriage of the goods in British vessels.

3. The Royal Roumanian Government to issue sterling notes of a sufficient value to pay for the expenditure in question, and the guarantee of His Majesty's Government to take the form of a guarantee of these notes.

4. The notes to bear interest at 5 per cent. per annum and their maturities to be arranged according to an agreed schedule in such a way that the whole amount shall be repaid by equal annuities covering capital and interest over 20 years.

5. The income of Sub-Account D of the Anglo-Roumanian Clearing, after paying of the existing claims upon the Sub-Account, to be devoted so far as necessary to the service of the notes.

mărfuri fabricate în Regatul Unit și în legătură cu cheltueli convenite în Regatul Unit.

2. Că felul mărfurilor sau a celorlalte cheltueli ce pot fi acoperite de aceste garanții, va fi convenit între cele două Guverne împreună cu condițiunile în care se va putea prevedea transportul acestor mărfuri pe vase britanice.

3. Că Guvernul Regal Român va emite titluri în lire sterline de o valoare suficientă pentru a acoperi cheltuelile de mai sus, iar garanția Guvernului M. S. va avea forma unei garanții a acestor titluri.

4. Titlurile vor purta o dobândă anuală de 5% și scadențele vor fi stabilite conform unui tablou întocmit de comun acord, în așa fel, încât suma totală să fie rambursată în anuități egale, cari să acopere capitalul și dobânda pe 20 de ani.

5. Incasările Sub-Contului D. din Clearingul Anglo-Român, vor fi destinate, pe cât va fi necesar, după lichidarea sarcinilor actuale ale acestui Sub-Cont, serviciului titlurilor.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4594. — PROTOCOLE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ROUMAIN CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ET ÉCONOMIQUES ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A BUCAREST, LE 11 MAI 1939.

Les représentants DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et DU GOUVERNEMENT ROYAL DE ROUMANIE, s'étant réunis pour discuter les questions intéressant les relations commerciales et économiques entre les deux pays, ont décidé d'enregistrer comme suit les conclusions auxquelles ils ont abouti :

1. Les deux gouvernements reconnaissent qu'il est de leur intérêt commun de développer les échanges commerciaux entre les deux pays sur des bases économiques saines et, autant que possible, par les voies commerciales normales.

2. Les deux gouvernements reconnaissent que le marché du Royaume-Uni, en ce qui concerne les principaux produits de la Roumanie, est, d'une manière générale, libre de restrictions à l'importation et autres et offre, en conséquence, l'occasion d'un développement naturel du commerce roumain d'exportation. Afin de maintenir et de favoriser l'écoulement des exportations roumaines vers le Royaume-Uni, les deux gouvernements sont convenus des dispositions énoncées à l'annexe I.

3. Les deux gouvernements reconnaissent que l'un des principaux buts à atteindre, en raison de l'accroissement des exportations roumaines vers le Royaume-Uni, réside dans une augmentation des importations, par la Roumanie, de marchandises du Royaume-Uni. La situation actuelle des changes rend difficile la vente, en Roumanie, de certaines catégories d'articles manufacturés du Royaume-Uni ; d'autre part, un système de clearing entrave inévitablement le fonctionnement normal des crédits commerciaux. Le but commun des deux gouvernements est de s'efforcer de parvenir à un système plus libre, à mesure que cela deviendra possible, et, dans l'intervalle, ils ont convenu d'apporter certaines modifications aux dispositions et au fonctionnement de l'Accord du 2 septembre 1938, selon les principes énoncés à l'annexe II.

4. En vue de favoriser le développement du commerce entre les deux pays :

a) Les deux gouvernements se proposent d'encourager la formation d'organisations appropriées qui seraient créées par les milieux commerciaux et industriels intéressés du Royaume-Uni et de la Roumanie respectivement, et des garanties pourront être données par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni afin de faciliter les opérations de toute organisation qui pourra être instituée à cet effet dans le Royaume-Uni.

b) Des zones franches dans les ports roumains seront accordées par le Gouvernement royal de Roumanie, conformément aux dispositions de la loi roumaine, aux intérêts commerciaux du Royaume-Uni qui désireront obtenir des facilités de ce genre.

c) Toutes les questions susceptibles de se poser au sujet des restrictions à l'importation ou à l'exportation, en vigueur dans l'un et l'autre pays, qui affectent défavorablement le commerce anglo-roumain pourront être examinées par le comité consultatif dont la création est prévue par l'article 7 ci-dessous, en vue de l'élaboration de recommandations qui seront proposées par ce comité pour la solution desdites questions.

d) Le Gouvernement royal de Roumanie s'engage à ce que du sterling soit rendu disponible pour le transfert des sommes dues aux compagnies britanniques de transports maritimes et à ce que les sociétés d'assurances aient le droit d'acquérir des remises en sterling au même taux de change que celui auquel elles devront acheter des lei.

e) En vue d'améliorer les communications entre les deux pays, les deux gouvernements examineront la question de l'établissement de services maritimes et aériens directs entre le Royaume-Uni et la Roumanie.

5. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni s'engage à fournir des garanties, afin de permettre au Gouvernement royal de Roumanie d'effectuer, jusqu'à concurrence de cinq millions de livres sterling, des paiements afférents à l'achat de marchandises du Royaume-Uni ou en vue de toutes autres dépenses ayant fait l'objet d'un accord et devant être effectuées dans le Royaume-Uni. Les principes selon lesquels ces garanties seront fournies, sont énoncés à l'annexe III.

6. Tous privilèges ou concessions ayant fait l'objet d'un accord et visant le développement du commerce entre la Roumanie et les autres pays seront accessibles aux intérêts commerciaux du Royaume-Uni qui effectuent des opérations de commerce en Roumanie.

7. En vue de maintenir le contact entre les deux gouvernements et de veiller à la bonne exécution des arrangements prévus dans le présent protocole et afin de trouver les moyens de résoudre toutes les difficultés qui pourraient surgir dans leur exécution, les deux gouvernements conviennent d'instituer un comité consultatif, comprenant des représentants des deux gouvernements, qui se réunira de temps à autre, selon qu'on le jugera désirable, en Roumanie ou dans le Royaume-Uni.

8. Les arrangements nécessaires pour la mise à effet des détails des engagements enregistrés dans les paragraphes précédents, ainsi que des dispositions figurant dans les annexes, feront l'objet d'accords ultérieurs entre les gouvernements.

Fait à Bucarest le 11 mai 1939, en langue anglaise et en langue roumaine.

Au nom du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

R. H. HOARE.

F. W. LEITH-ROSS.

Au nom du Gouvernement royal de Roumanie :

Gr. GAFENCU.

I. E. BUJOIU.

ANNEXE I

1. Pétrole.

a) Le Gouvernement royal de Roumanie reconnaît qu'il est de l'intérêt de l'économie roumaine que les sociétés pétrolières existant en Roumanie soient encouragées à développer leurs opérations afin d'accroître la production de pétrole et d'améliorer la qualité de ce pétrole par l'usage d'installations modernes de raffinage. Il se propose donc d'accorder aux sociétés pétrolières dans lesquelles les intérêts financiers britanniques ont une part importante, le traitement de la nation la plus favorisée en matière d'octroi de permis d'exploration et d'exploitation de nouveaux terrains et pour toutes les questions concernant l'octroi et l'exploitation de concessions ainsi que la production de pétrole.

b) En outre, le Gouvernement royal de Roumanie exprime son intention de réaliser, dès que faire se pourra, des conditions légales qui, espère-t-on, provoqueront une expansion de l'industrie pétrolière et de prendre, à une date rapprochée, des mesures visant à simplifier le fonctionnement du contrôle des exportations en vue de stimuler l'exportation des produits du pétrole.

c) Le Gouvernement royal de Roumanie convient également d'examiner les questions intéressant les frets et les taxes d'exportation en vue d'alléger les charges qui pèsent sur l'industrie pétrolière.

2. Céréales.

a) Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni sera disposé à acheter, pour les stocks du gouvernement, une certaine quantité de blé roumain provenant de la prochaine récolte jusqu'à concurrence de 200.000 tonnes, si ce blé peut être acquis aux cours pratiqués sur le marché mondial.

b) En vue d'améliorer l'emmagasinage et l'écoulement des exportations de céréales en provenance de Roumanie, certaines des facilités qui, en matière de garantie, seront mises à la disposition du Gouvernement royal de Roumanie par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni en vertu de l'article 5 du protocole, seront réservées pour les dépenses afférentes à l'installation de silos.

3. Bois de charpente.

Le Gouvernement roumain prendra des mesures destinées à simplifier le fonctionnement du contrôle des exportations, de façon à faciliter l'exportation de bois de charpente à destination du Royaume-Uni.

4. Organisation des ventes.

En ce qui concerne les efforts visant à améliorer le système de mise en vente et de classement, selon la qualité, des marchandises d'exportation roumaines, le Gouvernement du Royaume-Uni donnera aux autorités roumaines toute l'assistance possible en vue d'obtenir l'avis d'experts au sujet des méthodes qui permettraient de répondre, dans les conditions les plus satisfaisantes, aux besoins du marché du Royaume-Uni.

ANNEXE II

1. Afin d'assurer que le commerce entre les deux pays s'effectuera sur des bases économiques saines, les taux de change, en ce qui concerne le leu et le sterling, devront être tels qu'ils puissent attirer vers le Royaume-Uni les exportations en provenance de la Roumanie sans que le coût des marchandises du Royaume-Uni soit trop élevé pour le marché roumain.

2. Les sommes en sterling provenant des exportations roumaines à destination du Royaume-Uni (autres que les exportations de pétrole et les exportations du commerce de compensation) sont actuellement portées comme suit aux comptes de l'Office de clearing anglo-roumain :

a) 20 % au Compte général du Royaume-Uni, aux fins d'utilisation conformément à l'article 11 de l'Accord de paiements anglo-roumain.

b) 40 % au Compte « Marchandises » du Royaume-Uni, aux fins d'utilisation conformément à l'article 12 de l'Accord de paiements.

c) 40 % au Compte spécial, aux fins d'utilisation conformément à l'article 4 de l'Accord de paiements.

Les sommes en sterling portées aux comptes mentionnés sous a) et b) sont négociables aux cours du marché, tandis que les sommes en sterling figurant sous c) sont cédées au cours officiel, plus une prime.

3. Les deux gouvernements reconnaissent que les larges fluctuations constatées dans les cours auxquels le sterling a été traité dans les différents comptes ont eu tendance à créer des difficultés pour le commerce, et ils se proposent de prendre des arrangements en vue de maintenir, si possible, ces fluctuations dans des limites plus étroites.

4. A cette fin, les deux gouvernements conviennent que les sommes en sterling versées au Compte « Marchandises » du Royaume-Uni et au Compte général du Royaume-Uni devront être utilisées aussi rapidement que possible pour les fins stipulées dans les Accords de paiements. En conséquence, le Gouvernement royal de Roumanie a pris des mesures pour que les autorisations d'achat et de vente des dites sommes en sterling soient utilisées dans certains délais. Une réglementation pertinente a déjà été promulguée par les autorités roumaines, et la possibilité d'y apporter de nouvelles améliorations sera examinée par le comité consultatif mentionné à l'article 7 du protocole.

5. Si les arrangements en question ne permettent pas d'obtenir un développement suffisant du commerce entre les deux pays, les pourcentages mentionnés au paragraphe 2 ci-dessus pourront être modifiés par voie d'accord entre l'Office de clearing et les autorités roumaines. Les détails de ces arrangements seront réglés par le comité consultatif.

6. En outre, afin de permettre aux commerçants d'être assurés du taux de change auquel un contrat sera exécuté, les autorités roumaines prendront des dispositions en vue de la création

d'un marché pour les transactions de change à terme en ce qui concerne les sommes en sterling portées au Compte « Marchandises » et au Compte général du Royaume-Uni.

7. Afin de permettre le fonctionnement normal du système des crédits commerciaux dans le cadre du clearing, les deux gouvernements conviennent d'amender l'Accord de paiements de façon à prévoir le transfert, par l'intermédiaire des comptes de clearing, des paiements par anticipation effectués par les importateurs du Royaume-Uni au sujet de contrats visant l'importation de marchandises roumaines. La procédure envisagée à cet égard a fait l'objet d'un accord, et elle pourra être mise en vigueur dès que l'Accord de paiements aura été amendé.

8. Les deux gouvernements ont convenu qu'une proportion de 5% sera ajoutée aux pourcentages stipulés dans l'annexe à l'Accord de paiements pour le produit, en sterling, des opérations de compensation qui doit être cédé à la Banque nationale.

9. *a)* Le présent arrangement en ce qui concerne l'utilisation du produit, en sterling, des exportations de pétrole à destination du Royaume-Uni sera, d'une façon générale, maintenu sans modification. Les deux gouvernements conviennent, néanmoins, que les sommes portées au crédit du Compte « Remboursements », soit 30% du produit des exportations de pétrole à destination du Royaume-Uni, pourront être utilisées par les sociétés intéressées, sans autorisation préalable, pour faire face à leurs propres besoins tels qu'ils sont spécifiés dans le sous-paragraphe *b)*, lesdites sociétés étant tenues de fournir la preuve de l'utilisation donnée aux sommes en question dans une période de trois mois à compter de la date à laquelle chaque paiement aura été effectué.

b) Les sommes en sterling portées au crédit du Compte « Remboursements » pourront être utilisées dans le Royaume-Uni et dans tous autres pays à change libre pour des paiements concernant :

i) Les matériaux importés pour les propres besoins des sociétés, les frais de transport, d'assurance et de manutention desdits matériaux et autres dépenses analogues.

ii) Les redevances afférentes à la production et à l'usage des brevets et licences, et autres charges analogues.

iii) Les contributions aux laboratoires de recherches, les consultations techniques, les frais d'enregistrement des brevets et autres dépenses analogues.

iv) Les traitements et pensions, les fonds de prévoyance, les contributions à des caisses de pensions.

v) Les frais d'assurance du matériel et des matériaux de toute nature.

vi) Les frais de voyage, de subsistance et de représentation.

vii) Les dépenses administratives courantes, les tantièmes revenant à des membres étrangers des conseils d'administration et autres dépenses analogues.

viii) Les intérêts et commissions.

ix) Les subventions.

x) Les dividendes.

c) Toutes les sommes non utilisées à la date du 31 décembre de chaque année seront reportées à l'année suivante, les sociétés ayant le droit de les utiliser dans les conditions énoncées ci-dessus.

d) Des demandes spéciales d'autorisation pourront être adressées en vue de l'utilisation des sommes en question pour l'acquisition de participations ou de placements à l'étranger en vue de faciliter directement les exportations roumaines.

e) Nonobstant toute modification dont il pourra être convenu, à un moment quelconque, au sujet du transfert des paiements afférents au pétrole exporté vers le Royaume-Uni, les droits et latitudes susmentionnés resteront en vigueur pour tous les montants provenant des exportations effectuées jusqu'à la date de publication de ladite modification.

10. Les amendements que les deux gouvernements se proposent d'apporter à l'Accord de paiements en vue de donner effet aux arrangements indiqués ci-dessus et à ceux qui sont stipulés au paragraphe 5 de l'annexe III, ainsi que tous autres amendements qui pourront être jugés utiles, seront incorporés dans un accord qui sera conclu, aussitôt que possible, à Londres ; le fonctionnement de l'accord fera l'objet, de temps à autre, d'un examen de la part du comité consultatif mentionné à l'article 7 du protocole.

ANNEXE III

Un accord sera négocié entre la Légation de Roumanie à Londres et le Service de garantie des crédits à l'exportation. Cet accord comportera notamment des dispositions visant les points suivants :

1. L'octroi par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de garanties, pour une valeur totale de £5 millions, afférentes à l'achat par le Gouvernement royal de Roumanie, en vue de l'exportation vers la Roumanie, de marchandises fabriquées dans le Royaume-Uni ainsi qu'à d'autres dépenses approuvées qui seront effectuées au Royaume-Uni.

2. La nature des marchandises ou autres dépenses qui pourront être couvertes par les garanties à convenir entre les deux gouvernements, ainsi que les conditions dans lesquelles il sera possible d'assurer le transport des marchandises à bord de navires britanniques.

3. L'émission, par le Gouvernement royal de Roumanie, d'effets (*Notes*) en sterling d'une valeur suffisante pour payer les dépenses en question, la garantie du Gouvernement de Sa Majesté prenant la forme d'une garantie de ces effets.

4. Les effets porteront intérêt à 5 % l'an, et leur échéance sera fixée conformément à un barème convenu, de manière que le montant total soit remboursé par annuités égales, capital et intérêts, réparties sur vingt années.

5. Les sommes figurant au crédit du Sous-compte D du clearing anglo-roumain, après avoir servi aux paiements des créances actuelles se rapportant audit sous-compte, seront consacrées, dans la mesure nécessaire, au service des effets en question.

N° 4595.

ALLEMAGNE ET SUISSE

Convention sur le déplacement de la frontière entre le canton de Thurgovie et l'arrondissement de la ville de Constance. Signée à Berne, le 21 septembre 1938.

Texte officiel allemand communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement a eu lieu le 13 juin 1939.

GERMANY AND SWITZERLAND

Convention regarding the Modification of the Frontier Line between the Canton of Thurgau and the District of the Town of Constance. Signed at Berne, September 21st, 1938.

German official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration took place June 13th, 1939.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4595. — ABKOMMEN ² ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER SCHWEIZ ÜBER DIE VERLEGUNG DER GRENZE ZWISCHEN DEM KANTON THURGAU UND DEM STADTKREIS KONSTANZ. GEZEICHNET IN BERN, AM 21. SEPTEMBER 1938.

N^o 4595. — CONVENTION ² ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA SUISSE SUR LE DÉPLACEMENT DE LA FRONTIÈRE ENTRE LE CANTON DE THURGOVIE ET L'ARRONDISSEMENT DE LA VILLE DE CONSTANCE. SIGNÉE A BERNE, LE 21 SEPTEMBRE 1938.

DER SCHWEIZERISCHE BUNDES RAT und DER DEUTSCHE REICHSKANZLER, von dem Wunsche geleitet, die Grenze nach den Bedürfnissen der beiden Staaten zu ändern und im Zusammenhang damit einen Austausch gleich grosser Gebietsteile vorzunehmen, haben zum Abschluss eines Abkommens hierüber zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER SCHWEIZERISCHE BUNDES RAT :

den Oberzollinspektor Herrn Samuel HÄUSERMANN ;

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER :

den Vortragenden Legationsrat Herrn Dr. Conrad ROEDIGER.

Die Bevollmächtigten haben nach Prüfung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten zur Abänderung der durch das Übereinkommen zwischen dem eidgenössischen Kanton Thurgau und dem Grossherzogtum Baden betreffend die Landesgrenze bei Konstanz vom 28. März 1831 und der durch die Übereinkunft zwischen der Schweiz und dem Deutschen Reich wegen Regulierung der Grenze bei Konstanz vom 24. Juni 1879 festgelegten Grenze nachstehendes vereinbart:

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND, animés du désir de modifier la frontière d'après les besoins des deux Etats et de procéder à cet effet à un échange de parcelles de territoire d'égale superficie, ont décidé de conclure une convention et désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Samuel HÄUSERMANN, inspecteur général des douanes ;

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

M. Conrad ROEDIGER, conseiller de légation référendaire.

Les plénipotentiaires, après examen de leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit au sujet de la modification de la frontière déterminée par la Convention entre le canton de Thurgovie et le grand-duché de Bade du 28 mars 1831 concernant la rectification des limites près de Constance, et par la Convention ³ entre la Suisse et l'Empire allemand du 24 juin 1879 concernant la régularisation de la frontière près de Constance.

¹ Translation of the Swiss Federal Government.

² The exchange of ratifications took place at Berlin, May 2nd, 1939.

Came into force June 13th, 1939.

¹ Traduction du Gouvernement fédéral suisse.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 2 mai 1939.

Entrée en vigueur le 13 juin 1939.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome IV, page 433.

Artikel 1¹.

(1) Die Schweiz tritt an das Deutsche Reich die in dem anliegenden Verzeichnis (Anlage 1) aufgeführten und auf den beigefügten Plänen A bis C (Anlage 2) durch Punktraster dargestellten Flächen mit einem Gesamthalt von 27 a 79 qm ab.

(2) Das Deutsche Reich tritt an die Schweiz die in dem anliegenden Verzeichnis (Anlage 1) aufgeführten und auf den beigefügten Plänen A bis C (Anlage 2) durch Strichraster dargestellten Flächen mit einem Gesamthalt von 27 a 79 qm ab.

(3) Die in Artikel 1 der Übereinkunft zwischen der Schweiz und dem Deutschen Reich wegen Regulierung der Grenze bei Konstanz vom 24. Juni 1879 festgelegte Grenze im Konstanzer Trichter wird entsprechend der Darstellung in der beigefügten Karte (Anlage 3) rückversichert.

(4) Das Verzeichnis, die Pläne und die Karte zu den Absätzen 1 bis 3 bilden einen wesentlichen Bestandteil dieses Abkommens.

Artikel 2.

(1) Die auf die Austauschflächen (Artikel 1) bezüglichen Grundbücher und Kataster nebst allen dazu gehörenden Urkunden, Schriften und Karten sind von den Behörden, die das Grundbuch oder das Kataster bisher geführt haben, in beglaubigter Abschrift oder, soweit dies tunlich ist, in Urschrift an die Behörden des anderen Staates zu übergeben. Die Übergabe erfolgt durch die beteiligten Zentralbehörden oder die von ihnen ermächtigten Stellen im unmittelbaren Geschäftsverkehr.

(2) Die zuständigen Zentralbehörden sind auf schweizerischer Seite das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement in Bern, auf deutscher Seite das Reichsjustizministerium und das Reichsministerium des Innern in Berlin.

Artikel 3.

Die vertragschliessenden Staaten werden darauf hinwirken, dass die Austauschflächen lastenfrei übergehen.

Article premier¹.

1. La Suisse cède au Reich allemand les parcelles d'une superficie totale de 27 a. 79 m², indiquées dans le tableau ci-joint (annexe N^o 1) et marquées au pointillé sur les plans annexés A—C (annexe N^o 2).

2. Le Reich allemand cède à la Suisse les parcelles, d'une superficie totale de 27 a. 79 m², indiquées dans le tableau ci-joint (annexe N^o 1) et marquées par des hachures sur les plans annexés A—C (annexe N^o 2).

3. La frontière dans la baie de Constance déterminée à l'article premier de la Convention entre la Suisse et l'Empire allemand du 24 juin 1879 concernant la régularisation de la frontière près de Constance sera repérée conformément à la description de la carte ci-jointe (annexe N^o 3).

4. Le tableau, les plans et la carte mentionnés aux alinéas 1 à 3 font partie intégrante de la présente convention.

Article 2.

1. Les registres fonciers et cadastraux relatifs aux parcelles échangées (article premier), ainsi que tous les documents, écrits et cartes s'y rapportant, seront remis par les autorités qui tenaient jusqu'ici le registre foncier et le cadastre aux autorités de l'autre Etat en copies certifiées conformes ou, dans la mesure où cela sera faisable, en originaux. La remise sera effectuée directement par les autorités centrales intéressées ou par les services qui en seront chargés.

2. Les autorités centrales compétentes sont, du côté suisse, le Département fédéral de Justice et Police à Berne, du côté allemand, le Ministère de la Justice du Reich et le Ministère de l'Intérieur du Reich à Berlin.

Article 3.

Les Etats contractants feront en sorte que les parcelles échangées soient remises franches de toutes charges.

¹ Das Verzeichnis der Austauschflächen, die Pläne und die Karte, die als Beilagen im Artikel 1 erwähnt sind, werden hiernach nicht wiedergegeben.

¹ Le tableau des surfaces échangées, les plans et la carte indiqués comme annexes dans l'article premier ne sont pas publiés ci-après.

Artikel 4.

Die grundbuchliche und katastermässige Durchführung des Gebietsaustausches geschieht von Amts wegen gerichtskosten-, steuer- und gebührenfrei. Das gleiche gilt für die Geschäfte, die zur Entlastung der Austauschflächen notwendig sind.

Artikel 5.

Für Rechtsstreitigkeiten, in denen Rechte an einem Austauschgrundstück geltend gemacht werden und die zur Zeit des Inkrafttretens dieses Abkommens anhängig sind, bleiben die Gerichte des übergabenden Staates zuständig. Bezüglich der Anerkennung und Vollstreckbarkeit der Entscheidungen gelten die zwischen den vertragschliessenden Staaten bestehenden allgemeinen Abreden.

Artikel 6.

Die Kosten für die nach diesem Abkommen erforderlich werdende Änderung der Vermarkung werden von den beiden vertragschliessenden Staaten je zur Hälfte getragen.

Artikel 7.

Dieses Abkommen ist in doppelter Urschrift ausgefertigt.

Artikel 8.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Berlin ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt 6 Wochen nach Ablauf des Tages in Kraft, an dem die Ratifikationsurkunden ausgetauscht worden sind.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Bern am 21. September 1938.

(L. S.) (gez.) HÄUSERMANN.
(L. S.) (gez.) Dr. Conrad ROEDIGER.

Für getreue Abschrift,
Bern, den 12. Mai 1939.

Der Bundeskanzler,
G. Bovet.

Article 4.

L'échange de territoires s'effectuera, quant au registre foncier et au cadastre, d'office, sans frais judiciaires ni charges fiscales ou taxes. Il en sera de même des opérations nécessaires au dégrèvement des parcelles échangées.

Article 5.

Les tribunaux de l'Etat cédant restent compétents pour juger les contestations relatives à des prétentions sur un fonds échangé et qui sont pendantes à l'entrée en vigueur de la présente convention. Les arrangements généraux en vigueur entre les deux Etats contractants sont applicables à la reconnaissance et à l'exécution des jugements.

Article 6.

Les frais de la modification de l'abornement rendue nécessaire par la présente convention seront supportés, par moitié, par chacun des deux Etats contractants.

Article 7.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires originaux.

Article 8.

La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Berlin. La convention entrera en vigueur six semaines après cet échange.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne, le 21 septembre 1938.

(Signé) HÄUSERMANN.
(Signé) Dr Conrad ROEDIGER.

Pour copie conforme :
Berne, le 12 mai 1939.

Le Chancelier de la Confédération,
G. Bovet.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4595. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND SWITZERLAND REGARDING THE MODIFICATION OF THE FRONTIER LINE BETWEEN THE CANTON OF THURGAU AND THE DISTRICT OF THE TOWN OF CONSTANCE. SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 21ST, 1938.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH, desirous of changing the frontier in accordance with the needs of the two States, and to proceed, for that purpose, to an exchange of plots of land of equal area, have decided to conclude a Convention and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Samuel HÄUSERMANN, Inspector General of Customs ;

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :

Dr. Conrad ROEDIGER, Vortragender Legationsrat.

The Plenipotentiaries, after examining their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions with regard to the change in the frontier as fixed by the Convention concerning the frontiers at Constance, concluded on March 28th, 1831, between the Canton of Thurgau and the Grand Duchy of Baden and by the Agreement concluded on June 24th, 1879, between Switzerland and the German Reich concerning the rectification of the frontier in the neighbourhood of Constance.

*Article 1.*¹

1. Switzerland cedes to the German Reich the parcels of land amounting to a total area of 27 ares 79 square metres, shown on the attached table (Annex 1), and marked in dotted lines on the annexed plans A-C (Annex 2).

2. The German Reich cedes to Switzerland the parcels of land of a total area of 27 ares 79 square metres shown on the attached table (Annex 1) and shown by hatching on the attached plans A-C (Annex 2).

3. The frontier in the bay of Constance, as fixed in Article 1 of the Convention concluded between Switzerland and the German Empire on June 24th, 1879, for the rectification of the frontier in the neighbourhood of Constance, shall be marked out as indicated in the attached map (Annex 3).

4. The table, the plans and the map mentioned in paragraphs 1 to 3 shall form an integral part of the present Convention.

Article 2.

1. Certified copies, or, wherever possible, the originals, of the land and survey registers concerning the land exchanged (Article 1) and all documents, writings and maps connected with them shall be handed over by the authorities who have hitherto kept the land or survey registers to the authorities of the other State. They shall be handed over direct by the central authorities concerned or by the services authorised thereto.

¹ The table showing the areas exchanged, the plans and the map which are mentioned in Article 1 as annexes are not published herewith.

2. The competent central authorities shall be, on the Swiss side, the Federal Department of Justice and Police at Berne, and, on the German side, the Reich Ministry of Justice and the Reich Ministry of the Interior at Berlin.

Article 3.

The contracting States shall ensure that the plots of land exchanged shall be handed over free of all encumbrances.

Article 4.

So far as the land register and survey register are concerned, the exchange of land shall be carried out without judicial costs or revenue charges or fees. The same shall apply to the action necessary to free the exchanged plots of encumbrances.

Article 5.

The courts of the State ceding the land shall continue to be competent to judge disputes concerning claims on an exchanged plot which are pending at the time of the coming into force of the present Convention. The general arrangements in force as between the two contracting States shall apply to the recognition and enforcement of judgments.

Article 6.

Half the expenditure entailed by changes in frontier pillars consequent upon the present Convention shall be chargeable to each of the contracting States.

Article 7.

The present Convention is drawn up in duplicate.

Article 8.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged in Berlin. The Convention shall come into force six weeks after such exchange.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Berne, the 21st day of September, 1938.

(L. S.) (Signed) HÄUSERMANN.

(L. S.) (Signed) Dr. Conrad ROEDIGER.

N° 4596.

**BULGARIE
ET ENTENTE BALKANIQUE**

Accord signé à Thessalonique, le 31 juillet 1938.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Bulgarie près
la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 14 juin 1939.*

**BULGARIA
AND BALKAN ENTENTE**

**Agreement signed at Thessalonica, July 31st,
1938.**

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Bulgaria
to the League of Nations. The registration took place June 14th, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4596. — ACCORD ENTRE LA BULGARIE ET L'ENTENTE BALKANIQUE. SIGNÉ A THESSALONIQUE, LE 31 JUILLET 1938.

No. 4596. — AGREEMENT BETWEEN BULGARIA AND THE BALKAN ENTENTE. SIGNED AT THESSALONICA, JULY 31ST, 1938.

Prenant en considération :

Que la Bulgarie est attachée à la politique de raffermissement de la paix dans les Balkans et qu'elle est animée du désir d'entretenir avec les Etats balkaniques des relations de bon voisinage et de confiante collaboration et

Que les Etats de l'Entente balkanique sont animés à l'égard de la Bulgarie du même esprit pacifique et du même désir de coopération,

Les soussignés :

Son Excellence Monsieur Georges KIOSSÉIVANOV, président du Conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères et des Cultes de Bulgarie, d'une part, et

Son Excellence Monsieur Jean METAXAS, président du Conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères de Grèce, en sa qualité de président en exercice du Conseil permanent de l'Entente balkanique, agissant au nom de tous les membres de l'Entente balkanique, d'autre part,

Déclarent au nom des Etats qu'ils représentent que ces Etats prennent l'engagement de s'abstenir dans leurs relations mutuelles de tout recours à la force, conformément aux accords que chacun de ces Etats a souscrits en matière de non-agression, et qu'ils conviennent, en ce qui les concerne, de renoncer à l'application des dispositions contenues dans la Partie IV (Clauses militaires, navales et aériennes) du Traité de Neuilly ainsi que des dispositions contenues dans la Convention¹ concernant la frontière de Thrace, signée à Lausanne le 24 juillet 1923.

Fait à Thessalonique, en double exemplaire, le 31 juillet 1938.

(Signé) G. KIOSSÉIVANOV.

(Signé) J. METAXAS.

Pour copie certifiée conforme :

Le Conseiller de Légation,

B. Altinoff.

Whereas Bulgaria is an adherent of the policy of consolidation of peace in the Balkans, and is desirous of maintaining relations of good neighbourhood and full and frank collaboration with the Balkan States, and

Whereas the States of the Balkan Entente are animated by the same pacific spirit in relation to Bulgaria and the same desire of co-operation,

Now therefore the undersigned :

His Excellency Monsieur Georges KIOSSÉIVANOV, President of the Council of Ministers, Bulgarian Minister for Foreign Affairs and Public Worship, of the one part, and

His Excellency Monsieur Jean METAXAS, President of the Council of Ministers, Greek Minister for Foreign Affairs, acting in his capacity as President in Office of the Permanent Council of the Balkan Entente, in the name of all the Members of the Balkan Entente, of the other part,

Hereby declare, on behalf of the States which they represent, that the said States undertake to abstain in their relations with one another from any resort to force, in accordance with the agreements to which they have severally subscribed in respect of non-aggression, and are agreed to waive the application in so far as they are concerned of the provisions contained in Part IV (Military, Naval and Air clauses) of the Treaty of Neuilly, as also of the provisions contained in the Convention¹ respecting the Thracian Frontier, signed at Lausanne, July 24th, 1923.

Done at Thessalonica, in duplicate, this 31st day of July, 1938.

(Signed) G. KIOSSÉIVANOV.

(Signed) J. METAXAS.

¹ Vol. XXVIII, page 139, de ce recueil.

¹ Vol. XXVIII, page 139, of this Series.

N° 4597.

LETTONIE ET SUÈDE

Accord concernant les échanges commerciaux
entre les deux pays. Signé à Riga, le
15 avril 1939.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de
Lettonie et de Suède. L'enregistrement a eu lieu le 14 juin 1939.*

LATVIA AND SWEDEN

Arrangement regarding Commercial Transactions
between the Two Countries. Signed at Riga,
April 15th, 1939.

*French official text communicated by the Latvian and Swedish Ministers for
Foreign Affairs. The registration took place June 14th, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4597. — ACCORD CONCERNANT
LES ÉCHANGES COMMERCIAUX
ENTRE LA LETTONIE ET LA
SUÈDE. SIGNÉ A RIGA, LE 15
AVRIL 1939.

No. 4597. — ARRANGEMENT
REGARDING COMMERCIAL
TRANSACTIONS BETWEEN
LATVIA AND SWEDEN. SIGNED
AT RIGA, APRIL 15TH, 1939.

L'Arrangement¹ relatif au règlement des paiements résultant du commerce des marchandises entre la Lettonie et la Suède, conclu le 26 mars 1935 par échange de notes ministérielles entre le Ministre des Affaires étrangères de Lettonie et le Ministre de Suède à Riga, étant venu à expiration, le 31 décembre 1938, et les dispositions de cet arrangement ne continuant à être appliquées que pour l'amortissement des créances correspondant au solde qui existait à cette date en faveur de la Suède,

LE GOUVERNEMENT LETTON et LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS ont conclu l'arrangement suivant concernant les échanges commerciaux entre la Lettonie et la Suède :

Article premier.

Le Gouvernement letton s'engage à admettre l'importation en Lettonie des marchandises suédoises pour une valeur au moins égale à celle des exportations en Suède de marchandises lettones.

Article 2.

Le paiement des marchandises suédoises importées en Lettonie et des marchandises lettones importées en Suède se fera directement aux ayants droit suédois et lettons en devises libres. Le Gouvernement letton s'engage à délivrer sans retard les permis de transfert nécessaires.

Article 3.

Le présent accord entrera en vigueur le jour de la signature.

¹ Vol. CLVIII, page 269 ; vol. CLXIV, page 441 ; vol. CLXXVII, page 472 ; et vol. CLXXXI, page 427, de ce recueil.

The Arrangement¹ for the Settlement of Payments resulting from Trade in Merchandise between Latvia and Sweden concluded on March 26th, 1935, by an exchange of Notes between the Latvian Minister for Foreign Affairs and the Swedish Minister at Riga having lapsed on December 31st, 1938, and its provisions being no longer applicable for any purpose other than the liquidation of claims up to the amount of the balance as at that date in favour of Sweden,

THE LATVIAN GOVERNMENT and THE SWEDISH GOVERNMENT have concluded the following Arrangement concerning Goods Transactions between Latvia and Sweden :

Article 1.

The Latvian Government hereby undertakes to allow the import into Latvia of Swedish goods to a value which shall be in any case not less than the value of the exports of Latvian goods to Sweden.

Article 2.

Payment for Swedish goods imported into Latvia and Latvian goods imported into Sweden shall be made direct to the Swedish and Latvian creditors respectively in free currency. The Latvian Government hereby undertakes to issue the requisite transfer permits without delay.

Article 3.

The present Arrangement shall come into force on the day of its signature.

¹ Vol. CLVIII, page 269 ; Vol. CLXIV, page 441 ; Vol. CLXXVII, page 472 ; and Vol. CLXXXI, page 427, of this Series.

Il restera applicable pendant une période de douze mois à compter de la date susvisée et sera considéré comme prorogé tacitement jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Parties.

Fait à Riga, le 15 avril 1939, en deux exemplaires.

A. VALDMANIS.
B. JOHANSSON.

It shall remain in force for twelve months from the said date, and shall thereafter be deemed to be prolonged by tacit assent until such time as it is denounced by one or other of the Parties giving three months' notice.

Done at Riga, in duplicate, this 15th day of April, 1939.

A. VALDMANIS.
B. JOHANSSON.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 juin 1939.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

N° 4598.

ISLANDE ET NORVÈGE

Accord relatif aux pêcheries norvégiennes de hareng sur les côtes d'Islande ainsi qu'à l'importation en Norvège de mouton salé en provenance d'Islande, et protocole final. Signés à Reykjavik, le 27 février 1939.

Textes officiels norvégien et islandais communiqués par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 15 juin 1939.

ICELAND AND NORWAY

Agreement regarding Norwegian Herring Fisheries on the Icelandic Coast and the Importation of Salt Mutton from Iceland into Norway, and Final Protocol. Signed at Reykjavik, February 27th, 1939.

Norwegian and Icelandic official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations. The registration took place June 15th, 1939.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N^o 4598. — AVTALE MELLOM NORGE OG ISLAND OM DE NORSKE SILDFISKERIERS STILLING VED ISLAND OG OM INNFØRSEL AV SALTET ISLANDSK SAUEKJØTT I NORGE. UNDERTEGNET I REYKJAVIK, DEN 27 FEBRUAR 1939.

DEN NORSKE OG DEN ISLANDSKE REGJERING er kommet overens om å erstatte avtalen mellom Norge og Island av 17 september 1932 med følgende bestemmelser :

I. DE NORSKE SILDFISKERIERS STILLING VED ISLAND.

Art. 1.

Det tillates fortsatt drift av den norske sildoljefabrikk på Krossanes samt nødvendig vedlikehold og modernisering som ikke medfører forhøyelse av fabrikkens nåværende kapasitet på ca. 4 000 mål pr. døgn.

Art. 2.

Det tillates den nevnte norske sildoljefabrikk å dekke 60 % av sitt råstoff-forbruk i sesongen ved kjøp av fersk fabrikk-sild fra norske sildfiskefartøyer.

For øvrig tillates det norske sildfiskefartøyer å selge i land til islandske sildoljefabrikker 400 og 600 mål fersk fabrikk-sild pr. fartøy, henholdsvis for drivgarns-og snurpenotfartøyer, og til islandske saltere i samsvar med gjeldende islandsk lov om sildefiskerinevnd, 100 tønner fersk sild pr. fartøy, for så vidt angår salg til saltere, dog bare såfremt vedkommende fartøy ikke leverer sild til salting på moderskip eller annet fremmed fartøy.

Art. 3.

Norske sildfiskefartøyer tillates å tørre og etterse sine fiskeredskaper under opphold i Siglufjord og Akureyri. Under dette arbeid

TEXTE ISLANDAIS. — ICELANDIC TEXT.

N^o 4598. — SAMKOMULAG MILLI ÍSLANDS OG NOREGS UM INN-FLUTNING Á SÖLTUÐU ÍSLENZKU KINDAKJÖTI TIL NOREGS OG UM AÐSTÖÐU NORSKRA SÍLDVEIÐA VIÐ ÍSLAND. GERÐUR I REYKJAVIK, HINN 27. FEBRÚAR 1939.

ÍSLENZKA og NORSKA RÍKISSTJÓRNIN hafa orðið ásáttar um, að í stað samkomulagsins milli Íslands og Noregs frá 17. september 1932, komi eftirfarandi ákvæði :

I. AÐSTAÐA NORSKRA SÍLDVEIÐA VIÐ ÍSLAND.

1. grein.

Norsku síldarverksmiðjunni í Krossanesi leyfist að halda áfram rekstri, með viðhaldi og nauðsynlegum endurnýjunum, sem ekki hafa í för með sér aukningu á núverandi afköstum hennar, sem eru um 4000 mål á sólarhring.

2. grein.

Fyrirgreindri norskri síldarverksmiðju er heimilt að afla 60% af hráefnisnotkun sinni á vnzlutímanum með kaupum á nýrri bræðslusíld af norskum síldveiðiskípum.

Annars er norskum síldveiðiskípum leyft að selja íslenskum síldarverksmiðjum nýja bræðslusíld, er nemi 400 málum fyrir reknetaskip og 600 málum fyrir herpinótarskip, og íslenskum saltendum 100 tunnur af nýrri síld af hverju skipi, í samræmi við gildandi íslensk lög um síldarútvegsnefnd. Að því er viðkemur sölu til saltenda, er það þó skilyrði, að skip það, er um er að ræða, afhendi ekki síld til söltunar í móðurskip eða annað erlent skip.

3. grein.

Norskum síldveiðiskípum er heimilt að purrka og gera við veiðarfæri sín á Siglufjarðar- og Akureyrahöfn. Meðan á því stendur skal skipið,

skal vedkommende fartøy være forankret eller fortøyet og føre nærmere fastsatt signalflegg.

Art. 4.

Norske sildfiskefartøyer tillates å landbringe og reparere sine fiskeredskaper i Siglufjord og Akureyri. Under dette arbeid skal vedkommende fartøy være forankret eller fortøyet og føre nærmere fastsatt signalflegg.

Art. 5.

Norske sildfiskefartøyer tillates å benytte sine fangstbåter til transport og vannfylling i Reykjavík, Isafjord, Skagastrand, Siglufjord, Krossanes, Akureyri, Raufarhöfn, Seyðisfjord, Eskefjord, Vestmannøyane og Havnafjord, vannfylling dog kun for så vidt det ikke strider mot etablert monopol på vannforsyningen.

Art. 6.

De norske sildfiskefartøyer som ikke leverer sild til salting på moderskip eller annet fremmed fartøi, tillates å foreta omstuvning av egen last, av fangst og utrustning under opphold i Siglufjord og Akureyri. Dette arbeid skal på forhånd anmeldes til vedkommende havnemyndigheter, og under arbeidet skal fartøyet være forankret eller fortøyet og føre nærmere fastsatt signalflegg.

Art. 7.

Klareringsavgift og fyravgift avkreves norske sildfiskefartøyer kun ved anløp fra utlandet.

Art. 8.

Det regnes ikke som anløp av utlandet når et sildfiskefartøy har samkvem med et annet fartøy utenfor territorialgrensen såfremt vedkommende annet fartøy også har innklarert på Island i sesongen og ikke senere har hatt samkvem med utlandet eller med fartøyer som har hatt direkte eller indirekte samkvem med utlandet etter innklaring på Island. Bevidnelse herom må foreligge fra det annet fartøys fører.

Art. 9.

Ved oppankring andre steder på Islands sjøterritorium enn i legale havner skal norske sildfiskefartøyer ikke avkreves avgifter, såfremt skipet ikke har samkvem med land.

sem í hlut á, liggja við akkeri eða festar, og hafa uppi merki, sem nánar verður ákveðið.

4. grein.

Norskum síldveiðiskipum skal heimilt að fara með veiðarfæri sín í land og gera við þau á Akureyri og Siglufirði. Meðan á því stendur skal skip það, sem í hlut á, liggja við akkeri eða festar og hafa uppi nánar ákveðið merki.

5. grein.

Norskum síldveiðiskipum er heimilt að nota veiðibáta sína til flutninga og vatnstöku í Reykjavík, á Ísafirði, Skagaströnd, Siglufirði, Krossanesi, Akureyri, Raufarhöfn, Seyðisfirði, Eskifirði, í Vestmannaeyjum og Hafnarfirði, en til vatnstöku þó því aðeins, að það komi ekki í bága við einkarétt til afhendingar vatns.

6. grein.

Norskum síldveiðiskipum, sem ekki láta af hendi sild til sóltunar í móðurskip eða annað erlent skip, skal heimilt að búlka afla sinn og það, sem til útgerðarinnar þarf, á höfnunum á Siglufirði og Akureyri. Hlutaðeigand í hafnarstjórni skal fyrirfram tilkynnt, að slík búlkun fari fram, og skipið, sem í hlut á, skal, meðan á verkinu stendur, liggja við akkeri eða festar og hafa uppi nánar ákveðið merki.

7. grein.

Norsk síldveiðiskip greiða afgreiðslugjald og vitagjald einungis þegar þau koma frá útlöndum.

8. grein.

Það telst ekki viðkoma í útlöndum, er síldveiðiskip hefir samband við annað skip utan landhelgi, ef hið síðarnefnda skipið hefir einnig greitt lögboðin gjöld á Íslandi á veiðitímanum, og hefir ekki síðar haft samband við útlönd eða við önnur skip, sem beint eða óbeint hafa haft samband við útlönd eftir að hin lögboðnu gjöld voru innt af hendi. Sýna ber skilríki fyrir þessu frá skipstjóra hins skipsins.

9. grein.

Nú varpar síldveiðiskip akkerum utan lög-giltra hafna, og greiðast þá ekki opinber gjöld, ef skipið hefir ekki samband við land.

Art. 10.

Norske sildfiskefartøyer som søker nødhavn på Island avkreves kun de vanlige avgifter for toll- og sundhetsettersyn samt i tilfelle av virkelig bruk los- og havneavgifter o. l.

Art. 11.

Det skal ikke innledes rettslig forføyning mot norske sildfiskefartøyer, som kann bevise å være drevet inn på sjøterritoriet på grunn av strøm og/eller storm hvis det av alle omstendigheter med tydelighet fremgår at dette ikke er gjort ved grov uaktksomhet eller forsetlig i den hensikt å fange eller tilvirke fangst innenfor territorialgrensen og såfremt forholdet hurtigst mulig bringes i orden.

Art. 12.

Hvis norsk sildfiskefartøy ikke vedtar bøteforelegg men ønsker dom, skal fartøyet straks frigis mot depositum og ikke fastholdes inntil dom faller.

II. INNFØRSEL AV SALTET ISLANDSK SAUEKJØTT I NORGE.

Art. 13.

Det skal tillates innført i Norge direkte fra Island 8 000 tønner à 112 kg netto, eller tilsammen 896 tonn, saltet sauekjøtt pr. år, derav 6 000 tønner i tidsrommet 20 oktober—31 desember, og resten i tidsrommet 1 januar—30 juni.

Hvis den nevnte importkvote for tidsrommet 20 oktober—31 desember ikke utnyttets fullt ut, skal det manglende inntil 1 000 tønner overføres til tidsrommet 1 januar—30 juni.

Art. 14.

Innførselen skal skje til en grunntollsats av 10 øre pr. kg. med vanlige tariffmessige tillegg.

III. IKRAFTTREDEN OG OPPSIGELSE.

Art. 15.

Denne avtale trer i kraft ved underskrivningen. Den kan oppsis av hver av partene med 6 måneders varsel, dog skal oppsigelsen fra norsk side ikke kunne finne sted slik at avtalen

10. grein.

Norsk sildveiðiskip, sem leita neyðarhafnar á Íslandi, skulu aðeins greiða venjuleg gjöld fyrir tollskoðun og heilbrigðiseftirlit, og hafnsögumannsgjald og hafnargjöld o. þv. aðeins ef um slík afnot er að ræða.

11. grein.

Norsk sildveiðiskip, sem geta sannað, að þau hafi rekið inn í landhelgi vegna straums og/eða storms, skulu ekki sæta ákæru, ef það er ljóst af öllum atvikum, að þetta hafi ekki átt sér stað vegna stórkostlegs gáleysis eða ásetnings, í þeim tilgangi að veiða eða verka aflann innan landhelgi, enda sé þessu kippt í lag svo fljótt sem auðið er.

12. grein.

Ef norskt sildveiðiskip vill ekki greiða sekt, heldur óskar að dómur gangi, skal skipinu þegar sleppt, gegn geymslufjárgreiðslu, en ekki haldið þar til dómur fellur.

II. INNFLUTNINGUR Á SÖLTUÐU ÍSLENZKU KINDAKJÖTI TIL NOREGS.

13. grein.

Heimilt skal að flytja inn til Noregs beint frá Íslandi 8 000 tonn á 112 kg. netto, eða alls 896 tonn, af söltuðu kindakjöti á ári; þar af 6 000 tonn á tímabilinu 20. október—31. desember, en eftirstöðvarnar á tímabilinu 1. janúar—30. júní.

Ef hinn áður nefndi innflutningsskammtur fyrir tímabilið 20. október—31. desember notast ekki að fullu, skal það, sem á hann skortir, allt að 1 000 tunnum, flytjast yfir á tímabilið 1. janúar—30. júní.

14. grein.

Af innflutningnum greiðist 10 aura aðaltollur pr. kg., að viðbættum venjulegum viðaukum.

III. GILDISTAKA OG UPPSÖGN.

15. grein.

Samkomulag þetta gengur í gildi við undirritun þess. Hvor aðili um sig getur sagt því upp með 6 mánaða fyrirvara, þó verður því ekki sagt upp af Norðmanna hálfu, þannig

utløper i tiden 1 oktober til utgangen av februar eller fra islandsk side slik at avtalen utløper i tiden 1 juni til 30 september.

Utferdiget i Reykjavik, i to eksemplarer på norsk og i to eksemplarer på islandsk, den 27 februar 1939.

For Norge :
S. JOHANNESSEN.
For Island :
Hermann JÓNASSON.

að samkomulagið falli úr gildi á tímabilinu 1. október til febrúarloka, né af Íslands hálfu, þannig að samkomulagið falli úr gildi á tímabilinu 1. júní til 30. september.

Gert í Reykjavík, í tveimur eintökum á íslenzku og tveimur eintökum á norsku, þann 27. febrúar 1939.

Fyrir Noreg :
S. JOHANNESSEN.
Fyrir Ísland :
Hermann JÓNASSON.

SLUTTPROTOKOLL.

Ved underskrivningen i dag av avtale mellom Norge og Island om de norske sildfiskeriers stilling ved Island og om innførsel av saltet islandsk sauekjøtt i Norge, er den norske og den islandske regjering kommet overens om at denne avtales artikler 5, 7, 9 og 12 skal gjelde også for andre norske fisketartøyer enn sildfisketartøyer.

Utferdiget i Reykjavik, i to eksemplarer på norsk og i to eksemplarer på islandsk, den 27 februar 1939.

For Norge :
S. JOHANNESSEN.
For Island :
Hermann JÓNASSON.

LOKABÓKUN.

Í dag, við undirritun samkomulagsins milli Íslands og Noregs um innflutning á söltuðu íslenzku kindakjöti til Noregs og um aðstöðu norskra sildveiða við Ísland, hafa íslenzka og norska ríkisstjórnin orðið ásáttar um, að 5., 7., 9., og 12. grein samkomulagsins skuli einnig gilda um önnur norsk fiskiskip en sildveiðiskip.

Gert í Reykjavík, í tveimur eintökum á íslenzku og tveimur eintökum á norsku, þann 27. febrúar 1939.

Fyrir Noreg :
S. JOHANNESSEN.
Fyrir Ísland :
Hermann JÓNASSON.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 9 juin 1939.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
Rolf Andersen.

TRADUCTION.

No 4598. — ACCORD ENTRE L'ISLANDE ET LA NORVÈGE RELATIF AUX PÊCHERIES NORVÉGIENNES DE HARENG SUR LES COTES D'ISLANDE AINSI QU'A L'IMPORTATION EN NORVÈGE DE MOUTON SALÉ EN PROVENANCE D'ISLANDE. SIGNÉ A REYKJAVIK, LE 27 FÉVRIER 1939.

LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN et ISLANDAIS ont résolu d'un commun accord de substituer à l'Accord du 17 septembre 1932 entre la Norvège et l'Islande les dispositions suivantes :

I. LES PÊCHERIES DE HARENG NORVÉGIENNES SUR LES CÔTES D'ISLANDE.

Article premier.

La fabrique norvégienne d'huile de hareng, site à Krossanes, est autorisée à poursuivre son exploitation et à exécuter les travaux d'entretien et de modernisation qui pourront être nécessaires ; il est, toutefois, entendu que ces travaux n'accroîtront pas la capacité actuelle de l'usine, qui est approximativement de 4.000 caques par jour.

Article 2.

La fabrique norvégienne d'huile de hareng ci-dessus mentionnée est autorisée à se procurer 60% des matières premières dont elle a besoin pour la saison en achetant à des harenguiers norvégiens des harengs frais à l'usage industriel.

En outre, les harenguiers norvégiens sont autorisés à vendre aux fabriques islandaises d'huile de hareng des harengs frais à l'usage industriel jusqu'à concurrence de 400 caques par cordier et de 600 caques par chalutier, et aux saleurs islandais, conformément à la

TRANSLATION.

No. 4598. — AGREEMENT BETWEEN ICELAND AND NORWAY REGARDING NORWEGIAN HERRING FISHERIES ON THE ICELANDIC COAST AND THE IMPORTATION OF SALT MUTTON FROM ICELAND INTO NORWAY. SIGNED AT REYKJAVIK, FEBRUARY 27TH, 1939.

THE NORWEGIAN and ICELANDIC GOVERNMENTS have resolved by common consent to replace the Agreement between Norway and Iceland of September 17th, 1932, by the following provisions :

I. SITUATION OF THE NORWEGIAN HERRING FISHERIES ON THE ICELANDIC COAST.

Article 1.

The Norwegian herring-oil factory at Krossanes shall be permitted to operate continuously and to carry out such works of maintenance and modernisation as may be necessary, provided that these do not involve an increase in the present capacity of the factory, which is approximately 4,000 mease per day.

Article 2.

The aforesaid Norwegian herring-oil factory shall be permitted to procure 60% of its raw-material requirements for the season by buying fresh factory herring from Norwegian herring-boats.

Furthermore, Norwegian herring-boats shall be permitted to sell to Icelandic herring-oil factories fresh factory herring to the amount of 400 mease for each drifter and 600 mease for each trawler, and to Icelandic curers, in accordance with the existing Icelandic law on

loi islandaise en vigueur concernant le Bureau des pêcheries de hareng, 100 barils de harengs frais par bateau ; toutefois, dans ce dernier cas, la vente ne pourra s'effectuer que si le bateau en question ne livre pas de harengs à saler à un navire gigogne ou à un autre bâtiment étranger.

Article 3.

Les harenguiers norvégiens sont autorisés à sécher et à réparer leurs engins de pêche lorsqu'ils seront à la cape à Siglufjord et à Akureyri. Pendant l'exécution de ces travaux, les bateaux en question devront être ancrés ou mouillés, et arborer les pavillons de signalisation qui pourront être prescrits.

Article 4.

Les harenguiers norvégiens sont autorisés à débarquer et à réparer leurs engins de pêche à Siglufjord et à Akureyri. Lors de l'exécution de ces travaux, les bateaux en question devront être ancrés ou mouillés et arborer les pavillons de signalisation qui pourront être prescrits.

Article 5.

Les harenguiers norvégiens sont autorisés à utiliser leurs doris pour effectuer des transports et s'approvisionner en eau à Reykjavik, Isafjord, Skagastrand, Siglufjord, Krossanes, Akureyri, Raufarhöfn, Seydisfjord, Eskefjord, Vestmannøyane et Havnafjord ; toutefois, l'approvisionnement en eau n'est autorisé que s'il ne porte pas atteinte à un monopole établi d'approvisionnement en eau.

Article 6.

Les harenguiers norvégiens qui ne livrent pas de harengs à saler à un navire gigogne ou à un autre bâtiment étranger sont autorisés à réarrimer leur cargaison, leurs prises et leur matériel lorsqu'ils seront à la cape à Siglufjord et à Akureyri. Ils devront en aviser préalablement les autorités du port intéressé, et, durant l'exécution de ces travaux, les bâtiments devront être ancrés ou mouillés et arborer les pavillons de signalisation qui pourront être prescrits.

the Herring Fishery Board, 100 barrels of fresh herring for each boat, but in this latter case only provided that the boat in question does not deliver herring for curing to a mother-ship or other foreign vessel.

Article 3.

Norwegian herring-boats shall be permitted to dry and overhaul their tackle while lying at Siglufjord and Akureyri. While this work is proceeding, the boats in question must be anchored or moored and must fly such signal flags as may be prescribed.

Article 4.

Norwegian herring-boats shall be permitted to land and repair their tackle at Siglufjord and Akureyri. While this work is proceeding, the boats in question must be anchored or moored and must fly such signal flags as may be prescribed.

Article 5.

Norwegian herring-boats shall be permitted to use their catching-boats for transport and watering at Reykjavik, Isafjord, Skagastrand, Siglufjord, Krossanes, Akureyri, Raufarhöfn, Seydisfjord, Eskefjord, the Vestmannøyane, and Hevnafjord, but for watering only, provided that this does not conflict with an established water-supply monopoly.

Article 6.

Norwegian herring-boats which do not deliver herring for curing to a mother-ship or other foreign vessel shall be permitted to restow their own cargo, catch, and equipment while lying at Siglufjord and Akureyri. Notice of such work shall be given in advance to the port authorities concerned, and while the work is proceeding the vessels must be anchored or moored and must fly such signal flags as may be prescribed.

Article 7.

Les harenguiers norvégiens ne seront tenus de payer les droits d'entrée et de phare que lorsqu'ils viennent de l'étranger.

Article 8.

Un harenguiers ne sera pas considéré comme touchant l'étranger lorsqu'il est en communication avec un autre bâtiment en dehors des eaux territoriales, à condition que cet autre bâtiment ait également obtenu le permis d'entrée en Islande pendant la saison et n'ait pas eu de communication avec des pays étrangers ou avec des bâtiments ayant eu des communications directes ou indirectes avec des pays étrangers, après avoir obtenu le permis d'entrée en Islande. Une déclaration à cet effet doit être faite par le capitaine de l'autre bâtiment.

Article 9.

Lorsqu'ils jetteront l'ancre dans les eaux territoriales islandaises ailleurs que dans les ports réglementaires, les harenguiers norvégiens ne seront pas tenus d'acquitter de droits, à condition de ne pas avoir de communication avec la terre.

Article 10.

Les harenguiers norvégiens venant chercher refuge dans un port islandais seront tenus d'acquitter uniquement les droits usuels de visite douanière et de visite sanitaire, ainsi que les taxes de déchargement, les droits de port et autres droits analogues, s'ils font effectivement usage desdits services.

Article 11.

Il ne sera pas engagé de poursuites contre les harenguiers norvégiens qui pourront prouver qu'ils ont été dérivés dans les eaux territoriales par les courants ou par les intempéries, si l'examen de toutes les circonstances fait clairement ressortir qu'il n'y a eu ni négligence grave ni intention délibérée de prendre ou de tenter de prendre du poisson dans les eaux territoriales et à condition que la situation soit régularisée aussitôt que possible.

Article 12.

Si un harenguiers norvégien conteste une amende qui lui est infligée et demande que

Article 7.

Norwegian herring-boats shall be required to pay clearance dues and lighthouse dues only on arrival from abroad.

Article 8.

A herring-boat shall not be deemed to have arrived from abroad when it has communication with another vessel outside territorial waters, provided that such other vessel also has obtained clearance into Iceland during the season and has not since had communication with foreign countries or with vessels that have had direct or indirect communication with foreign countries after obtaining clearance into Iceland. A declaration to this effect must be made by the master of the other vessel.

Article 9.

On anchoring in Icelandic territorial waters elsewhere than in the legally prescribed ports, Norwegian herring-boats shall not be required to pay any dues, provided that they have no communication with the shore.

Article 10.

Norwegian herring-boats putting into Icelandic ports for shelter shall be required to pay only the usual dues for Customs and medical inspection, together with unloading charges, harbour dues, and the like, if use is actually made of those services.

Article 11.

No legal proceedings shall be instituted against Norwegian herring-boats which can prove that they have been driven into territorial waters by currents and/or stress of weather, if it is clear from all the circumstances that this was not due to gross negligence or done with the deliberate intention of catching fish or handling a catch in territorial waters, and provided that the position is regularised as soon as possible.

Article 12.

If a Norwegian herring-boat does not agree to a fine imposed, but applies for the case to be

le cas soit porté devant les tribunaux, le bateau en question sera immédiatement relâché moyennant dépôt d'une caution, et il ne sera pas retenu jusqu'au moment du jugement de l'affaire.

tried, the boat shall be immediately released on deposit of surety and shall not be detained until judgment has been given.

II. IMPORTATION EN NORVÈGE DE MOUTON SALÉ EN PROVENANCE D'ISLANDE.

II. IMPORTATION OF SALT MUTTON FROM ICELAND INTO NORWAY.

Article 13.

Il sera permis d'importer directement d'Islande en Norvège un total de 8.000 barils de 112 kg. poids net, soit 896 tonnes métriques de mouton salé par an; 6.000 barils seront importés du 20 octobre au 31 décembre, et le solde, du 1^{er} janvier au 30 juin.

Article 13.

It shall be permitted to import direct from Iceland into Norway 8,000 barrels of 112 kg. net weight, or 896 metric tons in all, of salt mutton in each year, of which 6,000 barrels shall be imported during the period October 20th–December 31st, and the remainder during the period January 1st–June 30th.

Si le contingent d'importation précité pour la période du 20 octobre au 31 décembre n'est pas épuisé, le solde, jusqu'à concurrence de 1.000 barils, sera reporté sur la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin.

If the aforesaid import quota for the period October 20th–December 31st is not exhausted, the balance, up to 1,000 barrels, shall be carried over to the period January 1st–June 30th.

Article 14.

L'importation aura lieu sur la base d'un droit de 10 øre par kilo, majoré des suppléments tarifaires ordinaires.

Article 14.

Importation shall take place at a basic rate of duty of 10 øre per kg., plus the usual tariff supplements.

III. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DÉNONCIATION.

III. ENTRY INTO FORCE AND DENUNCIATION.

Article 15.

Le présent accord entrera en vigueur au moment de sa signature. Il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des deux Parties moyennant préavis de six mois; il est, toutefois, entendu qu'il ne sera pas dénoncé par la Norvège de manière à venir à expiration durant la période allant du 1^{er} octobre à la fin de février, ou par l'Islande de manière à venir à expiration durant la période allant du 1^{er} juin au 30 septembre.

Article 15.

This Agreement shall come into force upon signature. It may be denounced by either Party at six months' notice, provided always that it shall not be denounced by Norway so as to expire during the period from October 1st to the end of February, or by Iceland so as to expire during the period June 1st–September 30th.

Fait à Reykjavik, le 27 février 1939, en deux expéditions en norvégien et en deux expéditions en islandais.

Done at Reykjavik, in two copies in Norwegian and in two copies in Icelandic, this 27th day of February, 1939.

Pour la Norvège :
S. JOHANNESSEN.

For Norway :
S. JOHANNESSEN.

Pour l'Islande :
Hermann JÓNASSON.

For Iceland :
Hermann JÓNASSON.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer ce jour l'Accord entre la Norvège et l'Islande concernant les pêcheries norvégiennes de hareng sur la côte d'Islande et l'importation en Norvège de mouton salé en provenance d'Islande, le Gouvernement norvégien et le Gouvernement islandais ont décidé d'un commun accord que les articles 5, 7, 9 et 12 du présent accord s'appliqueront également aux bateaux de pêche norvégiens autres que les harenguiers.

Fait à Reykjavik, le 27 février 1939, en deux expéditions en norvégien et en deux expéditions en islandais.

Pour la Norvège :
S. JOHANNESEN.

Pour l'Islande :
Hermann JÓNASSON.

FINAL PROTOCOL.

When signing this day the Agreement between Norway and Iceland regarding Norwegian herring fisheries on the Icelandic coast and the importation of salt mutton from Iceland into Norway, the Norwegian and Icelandic Governments have resolved by common consent that Articles 5, 7, 9, and 12 of that Agreement shall likewise apply to Norwegian fishing-boats other than herring-boats.

Done at Reykjavik, in two copies in Norwegian and in two copies in Icelandic, this 27th day of February, 1939.

For Norway :
S. JOHANNESEN.

For Iceland :
Hermann JÓNASSON.

N° 4599.

GRÈCE ET POLOGNE

Deuxième accord additionnel à la Convention
du 22 avril 1931 relative à l'exploitation des
lignes de communication aérienne régulière.
Signé à Athènes, le 30 septembre 1938.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Grèce près
la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 27 juin 1939.*

GREECE AND POLAND

Second Additional Agreement to the Conven-
tion of April 22nd, 1931, relating to the
Operation of Regular Air Lines. Signed at
Athens, September 30th, 1938.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Greece to the
League of Nations. The registration took place June 27th, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4599. — DEUXIÈME ACCORD ¹ ADDITIONNEL A LA CONVENTION ENTRE LA GRÈCE ET LA POLOGNE DU 22 AVRIL 1931 RELATIVE A L'EXPLOITATION DES LIGNES DE COMMUNICATION AÉRIENNE RÉGULIÈRE. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 30 SEPTEMBRE 1938.

No. 4599. — SECOND ADDITIONAL AGREEMENT ¹ TO THE CONVENTION BETWEEN GREECE AND POLAND OF APRIL 22ND, 1931, RELATING TO THE OPERATION OF REGULAR AIR LINES. SIGNED AT ATHENS, SEPTEMBER 30TH, 1938.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES
et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

Animés d'un désir égal de donner un plus grand développement aux communications aériennes entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet, en vertu des dispositions de l'article 3 de la Convention ² entre la Grèce et la Pologne relative à l'exploitation des lignes de communication aériennes régulières, signée à Athènes le 22 avril 1931, un second accord additionnel à ladite convention et ont désigné comme leurs plénipotentiaires respectifs :

S. M. LE ROI DES HELLÈNES :

S. E. Monsieur Nicolas MAVROUDIS, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères; et

S. E. le général Pierre ECONOMAKOS, sous-secrétaire d'Etat au Ministère de l'Air;

S. E. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

S. E. Monsieur Wladyslaw DE SCHWARZBURG-GÜNTHER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Pologne à Athènes; et

Monsieur le commandant Zygfryd PIATKOWSKI, délégué du Ministère des Communications polonaises;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 20 mai 1939.

² Vol. CXXIX, page 313, de ce recueil.

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES
and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND,

Being equally desirous of further developing air communications between the two countries, have resolved to conclude to that end, in accordance with Article 3 of the Convention ² between Greece and Poland relating to the operation of regular air lines, signed at Athens on April 22nd, 1931, a second Additional Agreement to the said Convention and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

H. E. Monsieur Nicolas MAVROUDIS, Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs, and

H. E. General Pierre ECONOMAKOS, Under-Secretary of State at the Air ministry;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

H. E. Monsieur Wladyslaw DE SCHWARZBURG-GÜNTHER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Poland in Athens, and

Major Zygfryd PIATKOWSKI, representative of the Polish Ministry of Communications;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, May 20th, 1939.

² Vol. CXXIX, page 313, of this Series.

Article premier.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce accordera à une entreprise polonaise de navigation aérienne à désigner par le Gouvernement de la République de Pologne les autorisations nécessaires pour l'exploitation par le territoire hellénique de la ligne de communication aérienne régulière :

Varsovie-Athènes vers l'Asie et *vice versa*.

L'itinéraire de cette ligne suivra le trajet par la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Yougoslavie avec ou sans escales dans ces pays.

Le point d'atterrissage obligatoire pour cette ligne sur le territoire hellénique sera Athènes.

Le Gouvernement de la République de Pologne accordera à une entreprise hellénique de navigation aérienne à désigner par le Gouvernement du Royaume de Grèce les autorisations nécessaires pour l'exploitation sur le territoire polonais de la ligne de communication régulière :

Athènes-Varsovie-Gdynia par la Yougoslavie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie avec ou sans escales dans ces pays et *vice versa*.

Article 2.

Le présent accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Varsovie dans le plus bref délai.

Il restera en vigueur aussi longtemps que la convention citée au préambule du présent accord en ce qui concerne la mise en vigueur, la révision et la prolongation aux mêmes conditions qui sont définies à l'alinéa 2 de l'article 19 de ladite convention.

Fait à Athènes en double exemplaire, le trente septembre mil neuf cent trente-huit.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

(Signé) N. MAVROUDIS.

(Signé) P. ECONOMAKOS.

(Signé) Wladislaw DE SCHWARZBURG-GÜNTHER.

(Signé) Zygfryd PIATKOWSKI.

Pour copie conforme :

ϕ. Le Directeur
des Affaires conventionnelles et commerciales
au Min. des Aff. étrangères,
B. Demertzis.

Article 1.

The Government of the Kingdom of Greece will grant to a Polish air navigation enterprise, to be designated by the Government of the Polish Republic, the authorisations necessary for the operation on Greek territory of the regular line of air communication :

Warsaw-Athens towards Asia and *vice versa*.

The route of this line shall pass over Czechoslovakia, Hungary and Yugoslavia, with or without landings in those countries.

The compulsory landing point for this line on Greek territory shall be Athens.

The Government of the Polish Republic will grant to a Greek air navigation enterprise, to be designated by the Government of the Kingdom of Greece, the authorisations necessary for the operation on Polish territory of the regular line of air communication :

Athens-Warsaw-Gdynia, passing over Yugoslavia, Hungary and Czechoslovakia, with or without landings in those countries and *vice versa*.

Article 2.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

It shall remain in force for the same period as the Convention mentioned in the Preamble to the present Agreement and shall be subject, in respect of its entry into force, revision and extension, to the same conditions as are specified in the second paragraph of Article 19 of the said Convention.

Done at Athens, in duplicate, the thirtieth day of September, one thousand nine hundred and thirty-eight.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

(Signed) N. MAVROUDIS.

(Signed) P. ECONOMAKOS.

(Signed) Wladislaw DE SCHWARZBURG-GÜNTHER.

(Signed) Zygfryd PIATKOWSKI.

N° 4600.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET URUGUAY**

Accord commercial provisoire. Signé à Montevideo, le 22 février 1937.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement a eu lieu le 6 juillet 1939.

**ECONOMIC UNION
OF BELGIUM AND LUXEMBURG
AND URUGUAY**

Provisional Commercial Agreement. Signed at Montevideo, February 22nd, 1937.

French and Spanish official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration took place July 6th, 1939.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N° 4600. — ACCORD¹ COMMERCIAL PROVISOIRE ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY. SIGNÉ A MONTEVIDEO, LE 22 FÉVRIER 1937.

N° 4600. — CONVENIO¹ COMERCIAL PROVISIONAL ENTRE LA UNION ECONOMICA BELGO-LUXEMBURGUESA Y LA REPUBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY. FIRMADO EN MONTEVIDEO, EL 22 DE FEBRERO DE 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SON EXCELLENCE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY, désirant faciliter les échanges commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et ladite république, ont résolu de conclure un accord commercial provisoire et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Joseph DE NEEFF, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Montevideo ;

SON EXCELLENCE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY :

M. José ESPALTER, docteur en droit, son ministre des Relations extérieures ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, les conditions de paiement des droits et taxes, tant à l'importation qu'à l'exportation, la mise des marchandises dans les entrepôts, les modes de vérification et d'analyse et le classement

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS y SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPUBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY, deseando facilitar el intercambio comercial entre la Unión Económica Belgo-Luxemburguesa y dicha República, han resuelto ajustar un Convenio Comercial Provisorio y han nombrado a este efecto sus Plenipotenciarios, a saber :

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS :

Al Señor Joseph DE NEEFF, Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en Montevideo ;

SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPUBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY :

Al Señor José ESPALTER, Doctor en Derecho, Su Ministro de Relaciones Exteriores ;

Los cuales, después de haber canjeado sus Plenos Poderes, hallados en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

Artículo 1.

Las Altas Partes contratantes convienen en concederse recíprocamente el tratamiento incondicional e ilimitado de la nación más favorecida, para todo lo concerniente a los derechos de aduana y cualquier derecho accesorio, condiciones de pago de los derechos y tasas, tanto en el momento de la importación como de la exportación, colocación de las mercaderías en los depósitos, forma de verifi-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Montevideo, le 28 mai 1938.

Entré en vigueur le 22 mai 1937.

¹ The exchange of ratifications took place at Montevideo, May 28th, 1938.

Came into force May 22nd, 1937.

douanier des marchandises, l'interprétation des tarifs, ainsi que pour les règles, formalités et charges ou redevances auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires et en provenance d'un pays tiers quelconque.

De même les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, ne seront, en aucun cas, assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature destinés au territoire d'un pays tiers quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des Hautes Parties contractantes dans la matière susdite aux produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance d'un pays tiers quelconque ou destinés au territoire d'un pays tiers quelconque, seront immédiatement, et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires et en provenance du territoire de l'autre Partie ou destinés au territoire de cette Partie.

Article 2.

Les ressortissants et les entreprises ayant personnalité juridique de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée, pour leur personne et leurs biens, pour tout ce qui concerne l'établissement, l'exercice de leur commerce ou de leur industrie, pour l'acquisition et la possession, dans la limite des dispositions constitutionnelles, de biens mobiliers ou immobiliers, ainsi qu'en ce qui concerne les impôts et autres taxes.

Article 3.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les territoires des Hautes

parties et de l'analyse et de la classification aduanera de las mercaderías, interpretación de las tarifas así como para las reglas, formalidades y cargas o impuestos a los cuales pudieran estar sometidas las operaciones aduaneras.

Por lo tanto, los productos naturales o fabricados, originarios y de procedencia del territorio de cada una de las Altas Partes contractantes, no se sujetarán en ningún caso, en relación a lo precitado, a derechos, tasas o cargas distintas o más elevadas, ni a reglas o formalidades distintas o más onerosas que aquellas a las cuales están o estarán sujetos los productos de la misma naturaleza originarios y procedentes de un tercer país cualquiera.

En la misma forma los productos naturales o fabricados que se exporten del territorio de cada una de las Altas Partes contractantes con destino al territorio de la otra Parte, no se sujetarán en ningún caso, a ese respecto, a derechos, tasas o cargas distintos o más elevados ni a reglas o formalidades diferentes o más onerosas que aquellas a que están o estarán sujetos los productos de la misma naturaleza destinados al territorio de un tercer país cualquiera.

Todas las ventajas, favores, privilegios e inmunidades que en dicha materia han sido o serán concedidos en el futuro por una de las Altas Partes contractantes a los productos naturales o fabricados originarios y procedentes de un tercer país cualquiera o destinados al territorio de un tercer país cualquiera, se aplicarán inmediatamente y sin compensación a los productos de la misma naturaleza originarios y procedentes del territorio de la otra Parte o destinados al territorio de dicha Parte.

Artículo 2.

Los ciudadanos y las empresas con personería jurídica de cada una de las Altas Partes contractantes gozarán, en el territorio de la otra, del tratamiento de la nación más favorecida, para sus personas y sus bienes, para todo lo concerniente al establecimiento, ejercicio de su comercio o de su industria, para la adquisición y la posesión, dentro del límite de las disposiciones constitucionales, de bienes mobiliarios o inmobiliarios, así como en lo concerniente a los impuestos y otras tasas.

Artículo 3.

Existirá plena y entera libertad de comercio y de navegación entre los territorios de las

Parties contractantes ; les ressortissants de chacune d'elles auront, de la même façon que les ressortissants de la nation la plus favorisée, pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans les eaux, ports et rivières des territoires de l'autre, qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur ; ils bénéficieront, en se conformant toujours aux lois du pays où ils arriveront, des mêmes droits, taxations, faveurs, libertés, facilités, immunités ou exemptions en matière de commerce ou de navigation, dont bénéficie ou pourrait bénéficier un autre pays quelconque ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Toutefois, le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux facilités résultant d'accords spéciaux conclus par l'une des Parties et relatifs à l'inspection et au jaugeage des navires.

Article 4.

Les entreprises d'émigration autorisées dans le territoire de l'une des Parties bénéficieront, sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits, privilèges, immunités et exceptions que les entreprises similaires du pays le plus favorisé. Elles pourront désigner, comme représentant officiel, indistinctement un ressortissant belge ou uruguayen.

Les agents d'émigration autorisés dans le territoire de l'une des Parties bénéficieront dans le territoire de l'autre, en se conformant aux lois, décrets et règlements sur la matière et quel que soit le port d'embarquement des émigrants, du traitement national en tout ce qui concerne les autorisations, les taxes et les autres facilités.

Article 5.

Sont exceptés des engagements formulés dans la présente convention en ce qui concerne le traitement de la nation la plus favorisée :

1° Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des Etats tiers limitrophes pour faciliter le trafic frontière, ainsi que la circulation et le travail dans les zones frontalières ;

2° Les faveurs qui résultent d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait

Altas Partes contratantes ; los ciudadanos de cada una de ellas, en la misma forma que los ciudadanos de la nación más favorecida, tendrán plena libertad de dirigirse con sus buques y sus cargamentos a aguas, puertos y ríos de los territorios de la otra que están abiertos o podrán abrirse al comercio exterior ; beneficiarán, conformándose siempre a las leyes del país donde llegaran, de los mismos derechos, tasas, favores, libertades, facilidades, inmunidades o exenciones en materia de comercio o de navegación, de los cuales beneficie o pudiera beneficiar cualquier otro país o los ciudadanos de la nación más favorecida.

Sin embargo, el tratamiento de la nación más favorecida no se aplica a las facilidades resultantes de convenios especiales celebrados por una de las Partes y relativos a la inspección y arqueo de los buques.

Artículo 4.

Las empresas de emigración autorizadas en el territorio de una de las Partes gozarán en todas las formas, en el territorio de la otra Parte, de los mismos derechos, privilegios, inmunidades y excepciones que las empresas similares del país más favorecido. Podrán designar ellas, como representante oficial, indistintamente, a un ciudadano belga o uruguayo.

Los agentes de emigración autorizados en el territorio de una de las Partes gozarán en el territorio de la otra, de conformidad con las leyes, decretos y reglamentos en la materia y cualquiera sea el puerto de embarque de los emigrantes, del tratamiento nacional en todo lo concerniente a las autorizaciones, tasas y otras facilidades.

Artículo 5.

Se exceptúan de los compromisos formulados en el presente Convenio, en lo concerniente al tratamiento de la nación más favorecida :

1° los favores que actualmente se conceden o que pudieran concederse ulteriormente a Estados terceros limítrofes para facilitar el tráfico fronterizo, así como la circulación y el trabajo en las zonas fronterizas ;

2° los favores resultantes de una unión aduanera ya celebrada o que pudiera

être conclue à l'avenir par l'une des Hautes Parties contractantes ;

3° Les avantages résultant de conventions spéciales que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes a conclues ou pourrait conclure en vue d'éviter la double imposition en matière de contributions directes, de droits d'enregistrement ou de droits de succession ;

4° Les avantages spéciaux résultant d'accords de réciprocité relatifs aux taxes intérieures qui grèvent, dans l'un ou l'autre des Etats contractants, les ventes et échanges de marchandises ou autres biens meubles par leur nature (taxe de transmission, taxe de facture, taxe de luxe, impôt sur le chiffre d'affaires et autres taxes analogues) ;

5° Les droits ou privilèges nouveaux qui seraient accordés à l'avenir par l'une des Hautes Parties contractantes dans des conventions collectives enregistrées à la Société des Nations et ouvertes à l'adhésion des Etats. Toutefois, le bénéfice des droits ou privilèges envisagés pourra être revendiqué par la Partie intéressée, si lesdits droits ou privilèges sont stipulés également dans des conventions autres que les conventions collectives répondant aux conditions ci-dessus ou encore si la Partie qui en réclame la jouissance est disposée à accorder la réciprocité de traitement.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes veilleront à n'introduire dans leurs rapports réciproques aucune mesure qui pourrait avoir pour effet de discriminer les importations de l'autre. Elles s'efforceront, d'autre part, de rechercher par tous les moyens à intensifier leurs échanges réciproques. En particulier, elles entameront aussitôt que possible des négociations en vue de la conclusion d'un traité de commerce et de navigation définitif.

Article 7.

Le présent accord provisoire sortira immédiatement ses effets et restera applicable jusqu'à l'entrée en vigueur, entre les deux Hautes Parties contractantes, d'un traité de commerce et de navigation définitif.

celebrar en el futuro una de las Altas Partes contratantes ;

3° las ventajas resultantes de convenciones especiales que una u otra de las Altas Partes contratantes ha celebrado o pudiera celebrar con el fin de evitar la doble imposición en materia de contribuciones directas, de derechos de registro o de derechos sucesorios ;

4° las ventajas especiales resultantes de convenios de reciprocidad relativos a los impuestos internos que graven, en uno u otro de los Estados contratantes, las ventas y canjes de mercaderías u otros bienes muebles por su naturaleza (impuesto de transmisión, de factura, de lujo, impuesto sobre la cifra de negocios y otros impuestos análogos) ;

5° los nuevos derechos o privilegios que fueran concedidos en el futuro por una de las Altas Partes contratantes en convenciones colectivas registradas en la Sociedad de las Naciones y abiertas a la adhesión de los Estados. Sin embargo, el beneficio de los derechos o privilegios encarados, podrá ser reivindicado por la Parte interesada, si dichos derechos o privilegios se estipulan igualmente en otra convenciones que no sean las colectivas que responden a las mencionadas condiciones, o aún si la Parte que reclama su usufructo está dispuesta a conceder la reciprocidad de tratamiento.

Artículo 6.

Las Altas Partes contratantes se preocuparán de no introducir en sus relaciones recíprocas ninguna medida que pudiera tener por resultado la discriminación de las importaciones de la otra. Se esforzarán, por otra parte, en buscar por todos los medios, la intensificación de sus canjes recíprocos. Especialmente, entablarán, tan pronto como sea posible, negociaciones con el fin de celebrar un tratado de comercio y de navegación definitivo.

Artículo 7.

El presente Convenio provisional producirá inmediatamente sus efectos y permanecerá aplicable hasta el momento de la entrada en vigor, entre las dos Altas Partes contratantes, de un tratado de comercio y de navegación definitivo.

Il est entendu toutefois que chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté, en tout temps, de dénoncer le présent accord, qui demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du jour de sa dénonciation.

Article 8.

Le présent accord provisoire sera ratifié et les ratifications seront échangées à Bruxelles ou à Montevideo, le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent accord, en deux exemplaires, en langues française et espagnole, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Montevideo, le vingt-deux février mil neuf cent trente-sept.

(S.) Jos. DE NEEFF.

(S.) José ESPALTER.

Se entiende, sin embargo, que cada una de las Altas Partes contratantes tendrá la facultad, en cualquier momento, de denunciar el presente Convenio que permanecerá en vigor hasta la expiración de un plazo de tres meses a partir del día de su denuncia.

Artículo 8.

El presente Convenio provisorio será ratificado y las ratificaciones serán canjeadas, en Bruselas o en Montevideo, lo más pronto posible.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios arriba nombrados han firmado el presente Convenio, en dos ejemplares, en las lenguas francesa y española y le han puesto sus sellos.

Hecho en Montevideo, el veintidos de febrero de mil novecientos treinta y siete.

Joseph DE NEEFF.

José ESPALTER.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4600. — PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY. SIGNED AT MONTEVIDEO, FEBRUARY 22ND, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY, desirous of promoting commercial exchanges between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and the Oriental Republic of Uruguay, have resolved to conclude a Provisional Commercial Agreement and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Joseph DE NEEFF, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Montevideo ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY :

M. José ESPALTER, Doctor in Law, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The High Contracting Parties agree to accord to one another unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in respect of all matters relating to Customs duties and all accessory charges, terms of payment of dues and fees, whether on importation or exportation, bonding of goods, methods of checking and analysis, classification for Customs purposes of goods, interpretation of tariffs, and all regulations, formalities, liabilities or royalties to which Customs clearing may be subject.

Accordingly, natural or manufactured products originating in, and coming from, the territory of one High Contracting Party shall in no case be subject in respect of the matters aforesaid, on import into the territory of the other High Contracting Party, to duties, dues or charges other or higher, or to regulations or formalities other or more onerous, than those to which products of the same character originating in, and coming from, any third country are, or may hereafter be, subject.

In like manner, natural or manufactured products exported from the territory of one High Contracting Party to the territory of the other High Contracting Party shall in no case be subject, in respect of the matters aforesaid, to duties, dues or charges other or higher, or to regulations or formalities other or more onerous, than those to which products of the same character consigned to the territory of any third country are, or may hereafter be, subject.

All advantages, privileges, priorities and immunities which are, or may hereafter be, accorded by one High Contracting Party in respect of the matters aforesaid to natural or manufactured products originating in, and coming from, any third country, or consigned to the territory of any third country, shall forthwith be accorded without any countervailing concession to products of the same nature originating in, and coming from, the territory of the other High Contracting Party or consigned to its territory.

Article 2.

Nationals and undertakings, being legal persons, of either High Contracting Party shall be entitled within the territory of the other High Contracting Party to most-favoured-nation treatment for their persons and property in respect of establishment, exercise of trade or industry, and acquisition or possession (in so far as statutorily allowable) of movable or immovable property, as also in respect of taxes and other dues.

Article 3.

There shall be full and complete freedom of commerce and navigation between the territories of the High Contracting Parties. The nationals of each shall be entitled, in the same manner as nationals of the most-favoured nation, to proceed freely with their vessels and cargoes into the waters, ports, and rivers of the territory of the other, in so far as the said waters, ports and rivers are, or may hereafter be, open to foreign trade. They shall have the benefit, on condition always of compliance with the law of the country to which they come, of the same rights, charges, privileges, freedoms, facilities, immunities or exemptions in respect of trade or navigation as are, or may hereafter be, accorded to any third country or to nationals of the most-favoured nation.

Provided always that most-favoured-nation treatment shall not be applicable to facilities resulting from special agreements concluded by one or other of the High Contracting Parties in the matter of inspection or tonnage measurement of vessels.

Article 4.

Authorised emigration undertakings within the territory of one High Contracting Party shall have the benefit in all respects within the territory of the other High Contracting Party of the same rights, priorities, immunities and exceptions as undertakings of like character of the most-favoured nation. They shall be entitled to appoint either a Belgian or a Uruguayan national as their official representative.

Authorised emigration agents within the territory of one High Contracting Party shall have the benefit within the territory of the other High Contracting Party, at all ports of embarkation without distinction, of the same treatment as is accorded to nationals in respect of permits, dues and other facilities, on condition always of compliance with the laws, decrees and regulations relating thereto.

Article 5.

The obligations assumed under the present Agreement in regard to most-favoured-nation treatment shall not relate to :

(1) Privileges which have been, or may hereafter be, accorded to other neighbouring States with a view to facilitating frontier traffic or movements or work in frontier zones ;

(2) Privileges resulting from a Customs Union which has been, or may hereafter be, concluded by either High Contracting Party ;

(3) Advantages resulting from special agreements which have, been, or may hereafter be, concluded by one or other of the High Contracting Parties for the avoidance of double taxation in respect of direct taxes, registration fees, or succession duties ;

(4) Special advantages resulting from reciprocity agreements concerning internal dues imposed in either of the contracting States on sales or exchanges of goods or other property which is by its nature movable (such as taxes on conveyances or invoices, luxury taxes, turnover taxes and the like) ;

(5) New rights or priorities which may hereafter be granted by one or other of the High Contracting Parties under collective agreements registered with the League of Nations and open to the accession of other States, provided always that the High Contracting Party concerned shall be entitled to claim the benefit of the said rights or priorities where they are accorded equally under agreements other than collective agreements of the kind referred to, or where the High Contracting Party making the claim is prepared to accord reciprocal treatment.

Article 6.

The High Contracting Parties will be at pains not to introduce into their relations with one another any element of discrimination against imports. They will endeavour, on the contrary, to promote commercial exchanges between the two countries by every possible means. More particu-

larly, they will begin negotiations as soon as possible with a view to the conclusion of a permanent treaty of commerce and navigation.

Article 7.

The present Provisional Agreement shall enter into force forthwith, and shall remain in force until the entry into force of a permanent treaty of commerce and navigation between the two High Contracting Parties.

It is at the same time understood that each of the High Contracting Parties shall be entitled at any time to denounce the present Agreement at three months' notice.

Article 8.

The present Provisional Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Brussels or at Montevideo as soon as possible.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Agreement, in duplicate, in the French and Spanish languages, and have thereto affixed their seals.

Done at Montevideo, the 22nd day of February, nineteen hundred and thirty-seven.

(Signed) JOS. DE NEEFF.

(Signed) JOSÉ ESPALTER.

ANNEXE XLVIII



ANNEX XLVIII



ANNEXE XLVIII

SIGNATURES, RATIFICATIONS, ADHÉSIONS, PROLONGATIONS, DÉNONCIATIONS, ETC.

No 170. — PROTOCOLE¹ DE SIGNATURE CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. GENEVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

SIGNATURE

EGYPTE 30 mai 1939.

DISPOSITION FACULTATIVE PRÉVUE AU STATUT CI-DESSUS

SIGNATURE

EGYPTE.

Au nom du Gouvernement royal égyptien et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou de tout Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, de son Statut, pour une durée de cinq

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; vol. CLXIV, page 352 ; vol. CLXVIII, page 228 ; vol. CLXXII, page 388 ; vol. CLXXVII, page 382 ; vol. CLXXXI, page 346 ; vol. CLXXXV, page 370 ; et vol. CLXXXIX, page 452, de ce recueil.

ANNEX XLVIII.

SIGNATURES, RATIFICATIONS, ACCESSIONS, PROLONGATIONS, DENUNCIATIONS, ETC.

No. 170. — PROTOCOL¹ OF SIGNATURE RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16TH, 1920.

SIGNATURE.

EGYPT May 30th, 1939.

OPTIONAL CLAUSE PROVIDED FOR IN THE ABOVE STATUTE.

SIGNATURE.

EGYPT.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

On behalf of the Royal Egyptian Government and subject to ratification, I accept as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other Member of the League of Nations or to any State accepting the same obligation, that is to say on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court, in conformity with Article 36, paragraph 2, of its Statute, for a period of five years from the

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; Vol. CLII, page 282 ; Vol. CLVI, page 176 ; Vol. CLX, page 325 ; Vol. CLXIV, page 352 ; Vol. CLXVIII, page 228 ; Vol. CLXXII, page 388 ; Vol. CLXXVII, page 382 ; Vol. CLXXXI, page 346 ; Vol. CLXXXV, page 370 ; and Vol. CLXXXIX, page 452, of this Series.

années à dater du dépôt de l'instrument de ratification, sur tous les différends qui s'élèveraient, après la ratification de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification, sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

La présente déclaration ne s'applique pas aux différends relatifs aux droits souverains de l'Égypte ou à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de sa juridiction.

GENÈVE, le 30 mai 1939.

FAKHRY.

ACCEPTATION PAR LA PRINCIPAUTÉ DU LIECHTENSTEIN DE LA JURIDICTION DE LA COUR ET DE LA DISPOSITION FACULTATIVE, EN VERTU DE LA RÉOLUTION DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS DU 17 MAI 1922.

Le greffier de la Cour permanente de Justice internationale a transmis au Secrétariat, le 6 avril 1939, en application du chiffre 3 de la résolution du Conseil du 17 mai 1922, copie certifiée conforme de la déclaration du chef du Gouvernement de la Principauté du Liechtenstein par laquelle la Principauté accepte la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, et reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour.

Cette déclaration, qui a été enregistrée au greffe de la Cour permanente de Justice internationale le 29 mars 1939, est conçue comme suit :

DÉCLARATION

La Principauté du Liechtenstein, représentée par son chef de gouvernement, déclare accepter la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, conformément au Pacte de la Société des Nations et aux termes du Statut et du règlement de la Cour, pour tous différends nés ou à naître. La Principauté du Liechtenstein s'engage à exécuter de bonne foi les sentences

¹ Traduction du Greffe de la Cour permanente de Justice internationale.

date of the deposit of the instrument of ratification, over all disputes arising after the ratification of this Declaration, with regard to situations or facts subsequent to the said ratification, except in cases where the Parties have agreed or shall agree to have recourse to another method of pacific settlement.

The present Declaration does not apply to disputes relating to the rights of sovereignty of Egypt or to questions which, by international law, fall exclusively within its jurisdiction.

GENEVA, May 30th, 1939.

FAKHRY.

ACCEPTANCE BY THE PRINCIPALITY OF LIECHTENSTEIN OF THE JURISDICTION OF THE COURT AND OF THE OPTIONAL CLAUSE, IN VIRTUE OF THE RESOLUTION OF THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS OF MAY 17TH, 1922.

The Registrar of the Permanent Court of International Justice transmitted to the Secretariat on April 6th, 1939, in application of No. 3 of the Resolution of the Council of May 17th, 1922, a certified copy of a Declaration by the Head of the Government of the Principality of Liechtenstein, whereby the Principality accepts the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice, and recognises as compulsory, *ipso facto* and without special convention, the jurisdiction of the Court, in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court.

This Declaration, which was filed with the Registry of the Permanent Court of International Justice on March 29th, 1939, is worded as follows :

DECLARATION.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

The Principality of Liechtenstein, represented by the Head of the Government, hereby accepts the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice, in accordance with the Covenant of the League of Nations and with the terms of the Statute and Rules of the Court, in respect of all disputes which have already arisen or which may arise in the future. The

¹ Translation of the Registry of the Permanent Court of International Justice.

rendues, et à ne pas recourir à la guerre contre tout Etat qui s'y conformera.

En même temps, la Principauté du Liechtenstein déclare accepter comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et au chiffre 2, alinéa 4, de la résolution du Conseil du 17 mai 1922, pour une durée de cinq années sur tous les différends nés ou à naître, sauf les cas où les parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

Le Chef du Gouvernement princier,
(L. S.) (Signé) VOGT.

Copie certifiée conforme :
La Haye, le 4 avril 1939.

Le Greffier de la Cour,
J. Lopez Oliven,
Registrar of the Court.

Principality of Liechtenstein undertakes to carry out in full good faith the decision or decisions of the Court and not to resort to war against a State complying therewith.

At the same time, the Principality of Liechtenstein accepts as compulsory, *ipso facto* and without special convention, the jurisdiction of the Court, in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court and No. 2, paragraph 4, of the Resolution of the Council of the League of Nations of May 17th, 1922, for a period of five years in any disputes which have already arisen or which may arise in the future, except in cases where the Parties have agreed or shall agree to have recourse to another method of pacific settlement.

(Signed) VOGT,
Head of the Princely Government.

Certified true copy :
The Hague, April 4th, 1939.

No. 269. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 30TH, 1921.

APPLICATION OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION TO BURMA AS AN OVERSEAS POSSESSION OF HIS MAJESTY.

The Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland

¹ Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 311 ; Vol. XIX, page 283 ; Vol. XXIV, page 163 ; Vol. XXVII, page 419 ; Vol. XXXV, page 301 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. XLV, page 99 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIV, page 388 ; Vol. LXIII, page 378 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 367 ; Vol. C, page 156 ; Vol. CVII, page 462 ; Vol. CXI, page 403 ; Vol. CXVII, page 49 ; Vol. CXXII, page 322 ; Vol. CXXXIV, page 399 ; Vol. CXXXVIII, page 417 ; Vol. CXLVII, page 319 ; Vol. CLVI, page 182 ; Vol. CLX, page 330 ; Vol. CLXXII, page 391 ; and Vol. CLXXVII, page 384, of this Series.

N° 269. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA SUPPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 SEPTEMBRE 1921.

APPLICATION DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE A LA BIRMANIE EN TANT QUE POSSESSION D'OUTRE-MER DE SA MAJESTÉ.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne,

¹ Vol. IX, page 415 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXVII, page 418 ; vol. XXXV, page 300 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. XLV, page 99 ; vol. L, page 160 ; vol. LIV, page 388 ; vol. LXIII, page 378 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 367 ; vol. C, page 156 ; vol. CVII, page 462 ; vol. CXI, page 403 ; vol. CXVII, page 49 ; vol. CXXII, page 322 ; vol. CXXXIV, page 399 ; vol. CXXXVIII, page 417 ; vol. CXLVII, page 319 ; vol. CLVI, page 182 ; vol. CLX, page 330 ; vol. CLXXII, page 391 ; et vol. CLXXVII, page 384, de ce recueil.

and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, informed the Secretariat, by a letter received on April 3rd, 1939, that Burma, which participated in the above-mentioned Convention as a part of India, was separated from India on April 1st, 1937, and now possesses the status of an overseas territory of His Majesty. Accordingly, His Majesty desires that this Convention should be regarded as applying, as from that date, to Burma as an overseas possession of His Majesty, in accordance with the provisions of Article 14 of the Convention, subject to the following reservation, which corresponds to that made in respect of India at the time of signature, namely :

“ Burma reserves the right at her discretion to substitute the age of 16 years or any greater age that may be subsequently decided upon for the age-limit prescribed in paragraph B of the Final Protocol of the Convention of the 4th May, 1910, and under Article 5 of the 1921 Convention. ”

N^o 370. — CONVENTION¹ ENTRE LE DANEMARK ET LA SUÈDE RELATIVE A LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 7 NOVEMBRE 1922.

DÉCLARATION ENTRE LE DANEMARK ET LA SUÈDE RELATIVE A L'ABROGATION DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE, A L'EXCEPTION DE L'ARTICLE 4. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 31 JANVIER 1939.

Enregistrée le 6 février 1939 à la demande du ministre des Affaires étrangères de Suède et du délégué permanent du Danemark près la Société des Nations.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

DEKLARATION.

Sedan en överenskommelse angående luftfart den 7 november 1922 avslutits mellan Sverige

¹ Vol. XIV, page 95, de ce recueil.

d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, a fait savoir au Secrétariat, par une lettre reçue le 3 avril 1939, que la Birmanie, qui participait à la convention susmentionnée en tant que partie de l'Inde, a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937 et possède maintenant le statut d'un territoire d'outre-mer de Sa Majesté. En conséquence, Sa Majesté désire que cette convention soit considérée comme applicable à partir de cette date à la Birmanie en tant que possession d'outre-mer de Sa Majesté, conformément aux dispositions de l'article 14 de la convention, sous la réserve suivante, qui correspond à celle faite pour l'Inde en signant la convention :

TRADUCTION. — TRANSLATION.

« La Birmanie se réserve entièrement le droit de substituer l'âge de seize ans ou tout âge plus élevé qui pourra être fixé ultérieurement à la limite d'âge prescrite au paragraphe B du protocole final de la Convention du 4 mai 1910 et à l'article 5 de la Convention de 1921. »

No. 370. — CONVENTION¹ BETWEEN DENMARK AND SWEDEN RELATING TO AIR NAVIGATION. SIGNED AT STOCKHOLM, NOVEMBER 7TH, 1922.

DECLARATION BETWEEN DENMARK AND SWEDEN REGARDING THE ABRIGATION OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION, WITH THE EXCEPTION OF ARTICLE 4. SIGNED AT STOCKHOLM, JANUARY 31ST, 1939.

Registered on February 6th, 1939, at the request of the Swedish Minister for Foreign Affairs and of the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

DEKLARATION.

Efter at der mellem Danmark og Sverige den 7. November 1922 er blevet afsluttet en Overens-

¹ Vol. XIV, page 95, of this Series.

och Danmark, vilken överenskommelse trätt i kraft den 16 januari 1923, hava de bägge fördragsslutande parterna anslutit sig till den i Paris den 13 oktober 1919 undertecknade konventionen¹ angående reglering av internationell luftfart. Då härigenom behovet av en bilateral reglering på luftfartens område mellan Sverige och Danmark — med nedan angivna undantag — bortfallit, hava undertecknade, därtill behörigen befullmäktigade av sina respektive regeringar, enats om följande deklaration :

Den i Stockholm den 7 november 1922 undertecknade överenskommelsen mellan Sverige och Danmark angående luftfart skall, utan hinder därav att densamma icke från någondera sidan uppsagts, med omedelbar verkan upphöra att gälla ; dock med det undantag att bestämmelserna i art. 4 av överenskommelsen skola äga fortsatt tillämpning intill dess desamma uppsagts i den ordning, som föreskrivits i art. 41 av omförmälda överenskommelse.

Till bekräftelse härav hava vederbörande befullmäktigade undertecknat denna deklaration och försett densamma med sina sigill.

Upprättad i två exemplar på svenska och danska.

STOCKHOLM den 31 januari 1939.

(L. S.) (sign.) K. G. WESTMAN.

komst angående Luftfart, hvilken Överenskomst er traadt i Kraft den 16. Januar 1923, har begge de kontraherende Parter tiltraadt den i Paris den 13. Oktober 1919 undertegnede Konvention¹ angaaende Ordning af international Luftfart. Da — med den nedenfor anførte Undtagelse — Trangen til en bilateral Ordning paa Luftfartens Omraade mellem Danmark og Sverige dermed er bortfaldet, er undertegnede, der er bemyndiget dertil af deres respektive Regeringer, enedes om følgende Deklaration :

Den i Stockholm den 7. November 1922 undertegnede Överenskomst mellem Danmark og Sverige angaaende Luftfart skal, uanset at den ikke fra nogen af Siderne er blevet opsagt, straks ophøre at have Gyldighed, dog med den Undtagelse, at Bestemmelserne i Överenskomstens Art. 4 fortsat skal finde Anvendelse, indtil de maatte blive opsagt paa den i nævnte Överenskomsts Art. 41 foreskrevne Maade.

Til Bekræftelse heraf har de respektive Befuldmægtigede underskrevet denne Deklaration og forsynet den med deres Segl.

Udførdiget i to Eksemplarer paa Dansk og Svensk.

STOCKHOLM den 31 Januar 1939.

(L. S.) (sign.) Ove ENGELL.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm, au Ministère royal des Affaires étrangères, le 1^{er} février 1939.

Le Chef des Archives,

Torsten Gihl.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 8 février 1939.

Axel Heils,

Chef des Archives au Ministère des Affaires étrangères.

¹ Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; vol. LXXVIII, pages 438 et 441 ; vol. CXVII, page 54 ; vol. CXXXVIII, pages 418 et 427 ; vol. CXLII, page 340 ; vol. CLXIV, page 355 ; et vol. CLXXXV, page 371, de ce recueil.

¹ Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 175 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. LXIII, page 389 ; Vol. LXXVIII, pages 438 and 441 ; Vol. CXVII, page 54 ; Vol. CXXXVIII, pages 418 and 427 ; Vol. CXLII, page 340 ; Vol. CLXIV, page 355 ; and Vol. CLXXXV, page 371, of this Series.

TRADUCTION.

DÉCLARATION

TRANSLATION.

DECLARATION.

Depuis la conclusion, le 7 novembre 1922, d'une Convention relative à la navigation aérienne entre la Suède et le Danemark, qui est entrée en vigueur le 16 janvier 1923, les deux Parties contractantes ont adhéré à la Convention portant réglementation de la navigation aérienne internationale, signée à Paris le 13 octobre 1919. Le besoin d'une réglementation bilatérale de la navigation aérienne entre la Suède et le Danemark ne se faisant plus sentir de ce fait — sous réserve de l'exception mentionnée ci-dessous —, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de la déclaration suivante :

La Convention entre la Suède et le Danemark, relative à la navigation aérienne, signée à Stockholm le 7 novembre 1922, bien que n'ayant été dénoncée par aucune des deux Parties, cessera immédiatement d'être applicable, à l'exception des dispositions de l'article 4 de cette convention, qui resteront en vigueur jusqu'à ce qu'elles aient été dénoncées de la manière prévue à l'article 41 de ladite convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente déclaration et y ont apposé leur cachet.

Fait en deux exemplaires en suédois et en danois.

STOCKHOLM, le 31 janvier 1939.

(L. S.) (Signé) K. G. WESTMAN.
(L. S.) (Signé) Ove ENGELL.

Since the conclusion on November 7th, 1922, of a Convention relating to Air Navigation between Sweden and Denmark, which came into force on January 16th, 1923, the two Contracting Parties have acceded to the Convention relating to the Regulation of International Aerial Navigation, signed at Paris on October 13th, 1919. As the need for the bilateral regulation of air traffic between Sweden and Denmark has thereby disappeared — with the exception mentioned below — the undersigned, duly authorised for the purpose by their respective Governments, have agreed upon the following Declaration :

The Convention between Sweden and Denmark relating to Air Navigation, signed at Stockholm on November 7th, 1922, shall, even though no notice of termination thereof has been given by either Party, cease to be valid immediately, except that the provisions of Article 4 of the Convention shall continue to apply until their validity is terminated in the manner provided for in Article 41 of the Convention.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Declaration and have thereto affixed their seal.

Done in duplicate in Swedish and Danish.

STOCKHOLM, January 31st, 1939.

(L. S.) (Signed) K. G. WESTMAN.
(L. S.) (Signed) Ove ENGELL.

N^o 462. — CONVENTION¹ ENTRE LA NORVÈGE ET LA SUÈDE RELATIVE A LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 26 MAI 1923.

No. 462. — CONVENTION¹ BETWEEN NORWAY AND SWEDEN RELATING TO AIR NAVIGATION. SIGNED AT STOCKHOLM, MAY 26TH, 1923.

DÉCLARATION ENTRE LA NORVÈGE ET LA SUÈDE RELATIVE A L'ABROGATION DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE, A L'EXCEPTION DE L'ARTICLE 4. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 31 JANVIER 1939.

DECLARATION BETWEEN NORWAY AND SWEDEN REGARDING THE ABROGATION OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION, WITH THE EXCEPTION OF ARTICLE 4. SIGNED AT STOCKHOLM, JANUARY 31ST, 1939.

Enregistrée le 6 février 1939 à la demande du ministre des Affaires étrangères de Suède et du délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations.

Registered on February 6th, 1939, at the request of the Swedish Minister for Foreign Affairs and of the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

DEKLARATION.

DEKLARASJON.

Sedan en överenskommelse angående luftfart den 26 maj 1923 avslutits mellan Sverige och Norge, vilken överenskommelse trätt i kraft den 30 juli samma år, hava de bägge fördragslutande parterna anslutit sig till den i Paris den 13 oktober 1919 undertecknade konventionen² angående reglering av internationell luftfart. Då härigenom behovet av en bilateral reglering på luftfartens område mellan Sverige och Norge — med nedan angivna undantag — bortfallit, hava undertecknade, därtill behörigen befullmäktigade av sina respektive regeringar, enats om följande deklARATION :

Efter at en overenskomst angående luftfart er blitt avsluttet mellem Norge og Sverige den 26 mai 1923, hvilken overenskomst trådte i kraft den 30 juli s. å., har avtalens to parter sluttet sig til den konvensjon² angående regulering av den internasjonale luftfart som blev underteignet i Paris den 13 oktober 1919. Da behovet for en bilateral regulering på luftfartens område mellem Norge og Sverige — med den nedenfor angitte undtagelse — herved er bortfalt, har underteignede, dertil behørig bemyndiget av sine respektive regjeringer, kommet overens om følgende deklarasjon :

Den i Stockholm den 26 maj 1923 undertecknade överenskommelsen mellan Sverige och Norge angående luftfart skall, utan hinder därav att densamma icke från någondera sidan uppsagts, med omedelbar verkan upphöra att gälla ; dock med det undantag att bestämmelserna i art. 4 av överenskommelsen skola äga fortsatt till-

Den luftfartsoverenskomst mellem Norge og Sverige som blev underteignet i Stockholm den 26 mai 1923 skal med umiddelbar virkning ophøre å gjelde til tross for at den ikke er blitt opsagt fra noen av sidene ; dog med den undtagelse at bestemmelsene i overenskomstens art. 4 fortsatt skal gjelde inntil de blir opsagt på den måte

¹ Vol. XVIII, page 155, de ce recueil.

¹ Vol. XVIII, page 155, of this Series.

² Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; vol. LXXVIII, pages 438 et 441 ; vol. CXVII, page 54 ; vol. CXXXVIII, pages 418 et 427 ; vol. CXLII, page 340 ; vol. CLXIV, page 355 ; et vol. CLXXXV, page 371, de ce recueil.

² Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 175 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. LXIII, page 389 ; Vol. LXXVIII, pages 438 and 441 ; Vol. CXVII, page 54 ; Vol. CXXXVIII, pages 418 and 427 ; Vol. CXLII, page 340 ; Vol. CLXIV, page 355 ; and Vol. CLXXXV, page 371, of this Series.

lämpning intill dess desamma uppsagts i den ordning, som föreskrivits i art. 41 av omförmälda överenskommelse.

Till bekräftelse härav hava vederbörande befullmäktigade undertecknat denna deklARATION och försett densamma med sina sigill.

Upprättad i två exemplar på svenska och norska.

STOCKHOLM den 31 januari 1939.

(L. S.) K. G. WESTMAN.

som er foreskrevet i art. 41 i foran nevnte overenskomst.

Til bekreftelse herav har vedkommende befullmektigede undertegnet denne deklarasjon og utstyrt den med sine segl.

Oprettet i to eksemplarer på norsk og svensk.

STOCKHOLM den 31 januar 1939.

(L. S.) J. H. WOLLEBAEK.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm, au Ministère royal des Affaires étrangères, le 1^{er} février 1939.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

Pour copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères, Oslo, le 23 février 1939.

Le Directeur des Affaires de la Société des Nations,
Rolf Andersen.

TRADUCTION.

DÉCLARATION

Depuis la conclusion, le 26 mai 1923, d'une Convention relative à la navigation aérienne entre la Suède et la Norvège, qui est entrée en vigueur le 30 juillet de la même année, les deux Parties contractantes ont adhéré à la Convention portant réglementation de la navigation aérienne internationale, signée à Paris le 13 octobre 1919. Le besoin d'une réglementation bilatérale de la navigation aérienne entre la Suède et la Norvège ne se faisant plus sentir de ce fait — sous réserve de l'exception mentionnée ci-dessous —, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de la déclaration suivante :

La Convention entre la Suède et la Norvège, relative à la navigation aérienne, signée à Stockholm le 26 mai 1923, bien que n'ayant été dénoncée par aucune des deux Parties, cessera immédiatement d'être applicable, à l'exception des dispositions de l'article 4 de cette convention, qui

TRANSLATION.

DECLARATION.

After the conclusion on May 26th, 1923, of a Convention relating to Air Navigation between Sweden and Norway, which came into force on July 30th, 1923, the two Contracting Parties have acceded to the Convention relating to the Regulation of International Aerial Navigation signed at Paris on October 13th, 1919. As the need for the bilateral regulation of air traffic between Sweden and Norway has thereby disappeared — with the exception mentioned below — the undersigned, duly authorised for the purpose by their respective Governments, have agreed upon the following Declaration :

The Convention between Sweden and Norway relating to Air Navigation, signed at Stockholm on May 26th, 1923, shall, even though no notice of termination thereof has been given by either Party, cease to be valid immediately, except that the provisions of Article 4 of the Convention

resteront en vigueur jusqu'à ce qu'elles aient été dénoncées de la manière prévue à l'article 41 de ladite convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente déclaration et y ont apposé leur cachet.

Fait en deux exemplaires en suédois et en norvégien.

STOCKHOLM, le 31 janvier 1939.

(L. S.) K. C. WESTMAN.

(L. S.) J. H. WOLLEBAEK.

shall continue to apply until their validity is terminated in the manner provided for in Article 41 of the Convention.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Declaration and have thereto affixed their seal.

Done in duplicate in Swedish and Norwegian.

STOCKHOLM, January 31st, 1939.

(L. S.) K. G. WESTMAN.

(L. S.) J. H. WOLLEBAEK.

No. 775. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ RELATING TO THE SIMPLIFICATION OF CUSTOMS FORMALITIES, AND PROTOCOL RELATING THERETO. SIGNED AT GENEVA, NOVEMBER 3RD, 1923.

N^o 775. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS DOUANIÈRES, ET PROTOCOLE Y RELATIF. SIGNÉS A GÈNÈVE, LE 3 NOVEMBRE 1923.

APPLICATION OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION TO BURMA AS AN OVERSEAS POSSESSION OF HIS MAJESTY.

APPLICATION DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE A LA BIRMANIE EN TANT QUE POSSESSION D'OUTRE-MER DE SA MAJESTÉ.

The Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, informed the Secretariat, by a letter received on May 22nd, 1939, that Burma, which participated in the above-mentioned Convention as a part of India, was separated from India on April 1st, 1937, and now possesses the status of an overseas territory of His Majesty. Accordingly, His Majesty desires that this Convention should be regarded as applying, as from that date, to Burma as an overseas possession of His Majesty, in accordance with its Article 29.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, a fait savoir au Secrétariat, par une lettre reçue le 22 mai 1939, que la Birmanie, qui participait à la convention susmentionnée en tant que partie de l'Inde, a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937 et possède maintenant le statut d'un territoire d'outre-mer de Sa Majesté. En conséquence, Sa Majesté désire que cette convention soit considérée comme applicable, à partir de cette date, à la Birmanie en tant que possession d'outre-mer de Sa Majesté, conformément à son article 29.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 325 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; Vol. XCII, page 370 ; Vol. CXI, page 404 ; Vol. CXXXIV, page 401 ; and Vol. CXLVII, page 322, of this Series.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370 ; vol. CXI, page 404 ; vol. CXXXIV, page 401 ; et vol. CXLVII, page 322, de ce recueil.

N^o 1154. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA FINLANDE ET LA HONGRIE. SIGNÉE A HELSINKI, LE 29 MAI 1925.

No. 1154. — CONVENTION ¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN FINLAND AND HUNGARY. SIGNED AT HELSINKI, MAY 29TH, 1925.

DEUXIÈME PROTOCOLE ² ADDITIONNEL A LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 15 AOUT 1938.

SECOND ADDITIONAL PROTOCOL ² TO THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. SIGNED AT HELSINKI, AUGUST 15TH, 1938.

Enregistré le 10 janvier 1939 à la demande du délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations et du chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations.

Registered on January 10th, 1939, at the request of the Permanent Delegate of Finland to the League of Nations and of the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

Les Hautes Parties contractantes sont convenues de ce que l'article premier du Protocole additionnel, signé en date du 31 octobre 1936, à la Convention de commerce et de navigation du 29 mai 1925 entre la Finlande et la Hongrie, concernant la présentation de certificats d'origine lors de l'importation de marchandises provenant de l'autre pays, sera abrogé dès l'entrée en vigueur du présent protocole.

I.

The High Contracting Parties agree that Article 1 of the Additional Protocol, signed on October 31st, 1936, to the Convention of Commerce and Navigation of May 29th, 1925, between Finland and Hungary, concerning the production of certificates of origin on the importation of goods from the other country, shall be abrogated on the entry into force of the present Protocol.

II.

Les Hautes Parties contractantes sont convenues de ce que le délai de dénonciation de la Convention de commerce et de navigation entre la Finlande et la Hongrie, prévu à l'article 21 de ladite convention, sera, à partir du jour de l'entrée en vigueur du présent protocole, d'un mois.

II.

The High Contracting Parties agree that the requisite period for notice of termination of the Convention of Commerce and Navigation between Finland and Hungary, provided for in Article 21 of the said Convention, shall, as from the date on which the present Protocol comes into force, be one month.

III.

Le présent protocole sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Budapest aussitôt que possible. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des

III.

The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Budapest as soon as possible. It shall come into force on the fifteenth day after the

¹ Vol. XLVIII, page 119 ; et vol. CLXXVII, page 390, de ce recueil.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 16 novembre 1938.

Entré provisoirement en vigueur le 1^{er} septembre 1938.

¹ Vol. XLVIII, page 119 ; and Vol. CLXXVII, page 390, of this Series.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, November 16th, 1938.

Came provisionally into force September 1st, 1938.

ratifications. Il sera toutefois mis en application provisoire à partir du 1^{er} septembre 1938. Le présent protocole aura la même durée que la Convention de commerce et de navigation entre la Finlande et la Hongrie du 29 mai 1925, dont il est partie intégrante.

Fait en double exemplaire à Helsinki, le 15 août 1938.

Pour la Finlande :
Rudolf HOLSTI, *m. p.*

Pour la Hongrie :
NICKL, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Eino Westerlung,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

exchange of ratifications. It shall, however, be applied provisionally as from September 1st, 1938. The present Protocol shall have the same duration as the Convention of Commerce and Navigation between Finland and Hungary of May 29th, 1925, of which it is an integral part.

Done in duplicate at Helsinki, on August 15th, 1938.

For Finland :
Rudolf HOLSTI, *m. p.*

For Hungary :
NICKL, *m. p.*

No. 1175. — TREATY¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND SIAM FOR THE REVISION OF THEIR MUTUAL TREATY ARRANGEMENTS, AND PROTOCOL CONCERNING JURISDICTION APPLICABLE IN SIAM TO BRITISH SUBJECTS, ETC. SIGNED AT LONDON, JULY 14TH, 1925.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO ARTICLE 2 OF THE PROTOCOL ANNEXED TO THE ABOVE-MENTIONED TREATY. BANGKOK, NOVEMBER 23RD, 1937.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 7th, 1939.

N^o 1175. — TRAITÉ¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LE SIAM CONCERNANT LA REVISION DE LEURS TRAITÉS ET ACCORDS MUTUELS, ET PROTOCOLE CONCERNANT LA JURIDICTION APPLICABLE AU SIAM AUX RESSORTISSANTS BRITANNIQUES, ETC. SIGNÉS A LONDRES, LE 14 JUILLET 1925.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A L'ARTICLE 2 DU PROTOCOLE ANNEXÉ AU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. BANGKOK, LE 23 NOVEMBRE 1937.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 7 juin 1939.

¹ Vol. XLIX, page 29 ; Vol. LXXVIII, page 483 ; Vol. LXXXIII, page 410 ; and Vol. CLXXXV, page 379, of this Series.

¹ Vol. XLIX, page 29 ; vol. LXXVIII, page 483 ; vol. LXXXIII, page 410 ; et vol. CLXXXV, page 379, de ce recueil.

No. 1205. — EXTRADITION CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND ESTONIA. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 18TH, 1925.

N° 1205. — CONVENTION¹ D'EXTRADITION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET L'ESTONIE. SIGNÉE A LONDRES, LE 18 NOVEMBRE 1925.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE ESTONIAN GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT COMPLETING THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION AS FAR AS ITS APPLICABILITY TO THE UNION OF SOUTH AFRICA IS CONCERNED. LONDON, MARCH 28TH AND 30TH, 1938.

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT ESTONIEN COMPORTANT UN ACCORD COMPLÉTANT LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE, EN TANT QU'ELLE EST APPLICABLE A L'UNION SUD-AFRICAINE. LONDRES, LES 28 ET 30 MARS 1938.

Communicated by the Accredited Representative of the Union of South Africa to the League of Nations, February 22nd, 1939.

Communiqué par le représentant de l'Union Sud-Africaine près la Société des Nations, le 22 février 1939.

No. 2123. — PACIFIC SETTLEMENT OF INTERNATIONAL DISPUTES. GENERAL ACT². GENEVA, SEPTEMBER 26TH, 1928.

N° 2123. — RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX. ACTE GÉNÉRAL². GENÈVE, LE 26 SEPTEMBRE 1928.

DECLARATION RELATING TO THE ACCESSION OF THE UNITED KINGDOM.

DÉCLARATION RELATIVE A L'ADHÉSION DU ROYAUME-UNI.

His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, by a communication which was received at the Secretariat on February 15th, 1939, made the following declaration :

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, par une communication reçue au Secrétariat le 15 février 1939, a fait la déclaration suivante :

TRADUCTION. — TRANSLATION.

“ His Majesty's Government in the United Kingdom will continue, after the 16th August, 1939, to participate in the General Act for the Pacific Settlement of International Disputes subject to the reservation that, as from that date, the

« Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni continuera, après le 16 août 1939, à participer à l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux, sous la réserve qu'à partir de cette date, la participation du Gouverne-

¹ Vol. L, page 225 ; Vol. LIX, page 395 ; Vol. LXIII, page 423 ; Vol. CLVI, page 195 ; and Vol. CLXXXIX, page 456, of this Series.

¹ Vol. L, page 225 ; vol. LIX, page 395 ; vol. LXIII, page 423 ; vol. CLVI, page 195 ; et vol. CLXXXIX, page 456, de ce recueil.

² Vol. XCIII, page 343 ; Vol. C, page 260 ; Vol. CVII, page 529 ; Vol. CXI, page 414 ; Vol. CXVII, page 304 ; Vol. CLII, page 297 ; Vol. CLVI, page 211 ; and Vol. CLX, page 354, of this Series.

² Vol. XCIII, page 343 ; vol. C, page 260 ; vol. CVII, page 529 ; vol. CXI, page 414 ; vol. CXVII, page 304 ; vol. CLII, page 297 ; vol. CLVI, page 211 ; et vol. CLX, page 354, de ce recueil.

participation of His Majesty's Government in the United Kingdom in the General Act will not, should they unfortunately find themselves involved in hostilities, cover disputes arising out of events occurring during the war. This reservation applies also to the procedure of conciliation.

The participation of His Majesty's Government in the United Kingdom in the General Act after the 16th August, 1939, will continue, as heretofore, to be subject to the reservations set forth in their instrument of accession."

DECLARATION RELATING TO THE ACCESSION OF
NEW ZEALAND.

The High Commissioner for New Zealand in London, by a communication which was received at the Secretariat on February 15th, 1939, made the following declaration :

" His Majesty's Government in the Dominion of New Zealand will continue after the 16th August, 1939, to participate in the General Act for the Pacific Settlement of International Disputes subject to the reservation that, as from that date, the participation of the New Zealand Government will not, should it unfortunately find itself involved in hostilities, cover disputes arising out of events occurring during the war. This reservation applies also to the procedure of conciliation.

The participation of the New Zealand Government in the General Act after the 16th August, 1939, will continue, as heretofore, to be subject to the reservations set forth in its instrument of accession."

DECLARATION RELATING TO THE ACCESSION OF
INDIA.

His Majesty's Secretary of State for India, by a communication which was received at the Secretariat on February 15th, 1939, made the following declaration :

" India will continue, after the 16th August, 1939, to participate in the General Act for the Pacific Settlement of International Disputes subject to the reservation

ment de Sa Majesté dans le Royaume-Uni à l'Acte général, au cas où, malheureusement, il se trouverait entraîné dans des hostilités, ne s'étendra pas aux différends relatifs à des événements qui viendraient à se produire au cours de la guerre. Cette réserve s'applique également à la procédure de conciliation.

La participation du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni à l'Acte général après le 16 août 1939 continuera, comme par le passé, à être subordonnée aux réserves énoncées dans son instrument d'adhésion. »

DÉCLARATION RELATIVE A L'ADHÉSION DE LA
NOUVELLE-ZÉLANDE.

Le haut commissaire pour la Nouvelle-Zélande à Londres, par une communication reçue au Secrétariat le 15 février 1939, a fait la déclaration suivante :

TRADUCTION. — TRANSLATION.

« Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Dominion de la Nouvelle-Zélande continuera, après le 16 août 1939, à participer à l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux, sous la réserve qu'à partir de cette date, la participation du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, au cas où, malheureusement, il se trouverait entraîné dans des hostilités, ne s'étendra pas aux différends relatifs à des événements qui viendraient à se produire au cours de la guerre. Cette réserve s'applique également à la procédure de conciliation.

La participation du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande à l'Acte général après le 16 août 1939 continuera, comme par le passé, à être subordonnée aux réserves énoncées dans son instrument d'adhésion. »

DÉCLARATION RELATIVE A L'ADHÉSION DE
L'INDE.

Le secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour l'Inde, par une communication reçue au Secrétariat le 15 février 1939, a fait la déclaration suivante :

TRADUCTION. — TRANSLATION.

« L'Inde continuera, après le 16 août 1939, à participer à l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux, sous la réserve qu'à partir de

that, as from that date, the participation of India will not, should she unfortunately find herself involved in hostilities, cover disputes arising out of events occurring during the war. This reservation applies also to the procedure of conciliation.

The participation of India in the General Act after the 16th August, 1939, will continue, as heretofore, to be subject to the reservations set forth in the instrument of accession in respect of India. "

DÉCLARATION RELATIVE A L'ADHÉSION DE LA FRANCE.

Le ministre des Affaires étrangères de la République française, par une communication reçue au Secrétariat le 14 février 1939, a fait la déclaration suivante :

« Le Gouvernement de la République française déclare ajouter à l'instrument d'adhésion à l'Acte général d'arbitrage déposé, en son nom, le 21 mai 1931, la réserve que désormais ladite adhésion ne s'étendra pas aux différends relatifs à des événements qui viendraient à se produire au cours d'une guerre dans laquelle il serait impliqué. »

DÉNONCIATION

ESPAGNE 8 avril 1939.

Par une lettre en date du 1^{er} avril et reçue au Secrétariat le 8 avril 1939, le Gouvernement national d'Espagne a dénoncé l'adhésion de l'Espagne à l'Acte général, en faisant observer que, le Secrétariat et la presque totalité des États signataires de l'Acte général ayant par le passé refusé de recevoir toutes communications du Gouvernement national, celui-ci n'a pu faire plus tôt¹ usage de la faculté qu'il

cette date, la participation de l'Inde, dans le cas où, malheureusement, elle se trouverait entraînée dans des hostilités, ne s'étendra pas aux différends relatifs à des événements qui viendraient à se produire au cours de la guerre. Cette réserve s'applique également à la procédure de conciliation.

La participation de l'Inde à l'Acte général, après le 16 août 1939, continuera, comme par le passé, à être subordonnée aux réserves énoncées dans l'instrument d'adhésion pour l'Inde. »

DECLARATION RELATING TO THE ACCESSION OF FRANCE.

The Minister for Foreign Affairs of the French Republic, by a communication which was received at the Secretariat on February 14th, 1939, made the following declaration :

TRADUCTION. — TRANSLATION.

" The Government of the French Republic declares that it adds to the instrument of accession to the General Act of Arbitration deposited in its name on May 21st, 1931, the reservation that in future that accession shall not extend to disputes relating to any events that may occur in the course of a war in which the French Government is involved. "

DENUNCIATION.

SPAIN April 8th, 1939.

By a letter dated April 1st, and received by the Secretariat on April 8th, 1939, the National Government of Spain has denounced the accession of Spain to the General Act, stating that as in the past the Secretariat and almost all the States which are signatories of the General Act having refused to receive any communications from the National Government, this Government could not have used earlier¹

¹ L'article 45 de l'Acte général prévoit qu'il sera conclu pour une durée de cinq ans à compter de son entrée en vigueur, qui eut lieu le 16 août 1929, et restera en vigueur par la suite pour de nouvelles périodes successives de cinq ans, à moins d'avoir été dénoncé six mois avant l'expiration de la période en cours. La dénonciation de l'Espagne a, en conséquence, été reçue après la date visée par cet article.

¹ Article 45 of the General Act provides that the Act shall be concluded for a period of five years from the date of its entry into force, which was August 16th, 1929, and shall remain in force for further successive periods of five years unless it is denounced at least six months before the end of the current period. The Spanish denunciation was, therefore, received after the date fixed by this Article.

exerce à présent en vertu de l'article 45 dudit acte. Le secrétaire général a porté cette communication à la connaissance des gouvernements intéressés.

the right which it now exercises in virtue of Article 45 of the Act. The Secretary-General has brought this communication to the knowledge of the Governments concerned.

N^o 2623. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DU FAUX MONNAYAGE, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 20 AVRIL 1929.

No. 2623. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, APRIL 20TH, 1929.

RATIFICATION

ROUMANIE 7 mars 1939.

RATIFICATION.

ROUMANIA March 7th, 1939.

N^o 2667. — CONVENTION² RELATIVE A LA PERCEPTION DES DROITS DE PORT MINIMA SUR LES NAVIRES ET BATEAUX SE LIVRANT AU COMMERCE AVEC L'ÉTRANGER DANS LES PORTS D'ESTONIE ET DE LETTONIE. SIGNÉE A RIGA, LE 28 FÉVRIER 1931.

No. 2667. — CONVENTION² CONCERNING THE LEVYING OF MINIMUM HARBOUR DUES FROM VESSELS IN FOREIGN TRADE IN THE PORTS OF ESTONIA AND LATVIA. SIGNED AT RIGA, FEBRUARY 28TH, 1931.

DÉNONCIATION

Les dispositions de cette convention ont cessé leurs effets à partir du 1^{er} juin 1939.

Enregistrée le 5 juin 1939 à la demande du ministre des Affaires étrangères de Lettonie.

DENUNCIATION.

The provisions of this Convention ceased to be effective on June 1st, 1939.

Registered on June 5th, 1939, at the request of the Latvian Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. CXII, page 371 ; vol. CXXII, page 366 ; vol. CXXX, page 464 ; vol. CXXXIV, page 427 ; vol. CXXXVIII, page 450 ; vol. CXLVII, page 351 ; vol. CLII, page 301 ; vol. CLVI, page 227 ; vol. CLX, page 380 ; vol. CLXIV, page 388 ; vol. CLXXII, page 412 ; vol. CLXXVII, page 406 ; vol. CLXXXI, page 392 ; et vol. CLXXXIX, page 467, de ce recueil.

² Vol. CXIV, page 379, de ce recueil.

¹ Vol. CXII, page 371 ; Vol. CXXII, page 366 ; Vol. CXXX, page 464 ; Vol. CXXXIV, page 427 ; Vol. CXXXVIII, page 450 ; Vol. CXLVII, page 351 ; Vol. CLII, page 301 ; Vol. CLVI, page 227 ; Vol. CLX, page 380 ; Vol. CLXIV, page 388 ; Vol. CLXXII, page 412 ; Vol. CLXXVII, page 406 ; Vol. CLXXXI, page 392 ; and Vol. CLXXXIX, page 467, of this Series.

² Vol. CXIV, page 379, of this Series.

N° 2733. — CONVENTION¹ POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET DES MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

No. 2733. — CONVENTION¹ FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE WOUNDED AND SICK IN ARMIES IN THE FIELD. SIGNED AT GENEVA, JULY 27TH, 1929.

APPLICATION DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE
À LA COLONIE D'ADEN.

APPLICATION OF THE ABOVE-MENTIONED
CONVENTION TO THE COLONY OF ADEN.

La province d'Aden, qui participait en tant que partie de l'Inde à cette convention, a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937, et, son statut étant devenu celui d'une colonie britannique, elle doit être considérée, depuis cette date, comme Partie à ladite convention en vertu de la signature et de la ratification du Royaume-Uni.

The province of Aden, formerly a Party to this Convention by reason of her inclusion in India, was separated from India on April 1st, 1937. Having on that date acquired the status of a British Colony, she is now to be considered a Party to the Convention in virtue of the United Kingdom's signature and ratification thereof.

Enregistrée le 19 janvier 1939 à la demande du Conseil fédéral suisse.

Registered on January 19th, 1939, at the request of the Swiss Federal Council.

ADHÉSION

ACCESSION.

LITHUANIE, effective à partir du 27 août 1939.

LITHUANIA, effective as from August 27th, 1939.

Enregistrée le 11 mars 1939 à la demande du Conseil fédéral suisse.

Registered on March 11th, 1939, at the request of the Swiss Federal Council.

RATIFICATION

RATIFICATION.

SIAM 3 juin 1939.

SIAM June 3rd, 1939.

Enregistrée le 7 juin 1939 à la demande du Conseil fédéral suisse.

Registered on June 7th, 1939, at the request of the Swiss Federal Council.

¹ Vol. CXVIII, page 303 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXVI, page 460 ; vol. CXXX, page 468 ; vol. CXXXIV, page 431 ; vol. CXXXVIII, page 452 ; vol. CXLII, page 376 ; vol. CXLVII, page 351 ; vol. CLVI, page 229 ; vol. CLX, page 383 ; vol. CLXIV, page 388 ; vol. CLXXII, page 413 ; vol. CLXXVII, page 407 ; vol. CLXXXI, page 393 ; et vol. CXCIII, page 270, de ce recueil.

¹ Vol. CXVIII, page 303 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXVI, page 460 ; Vol. CXXX, page 468 ; Vol. CXXXIV, page 431 ; Vol. CXXXVIII, page 452 ; Vol. CXLII, page 376 ; Vol. CXLVII, page 351 ; Vol. CLVI, page 229 ; Vol. CLX, page 383 ; Vol. CLXIV, page 388 ; Vol. CLXXII, page 413 ; Vol. CLXXVII, page 407 ; Vol. CLXXXI, page 393 ; and Vol. CXCIII, page 270, of this Series.

N^o 2734. — CONVENTION¹ RELATIVE AU TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

APPLICATION DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE
À LA COLONIE D'ADEN.

La province d'Aden, qui participait en tant que partie de l'Inde à cette convention, a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937, et, son statut étant devenu celui d'une colonie britannique, elle doit être considérée, depuis cette date, comme Partie à ladite convention en vertu de la signature et de la ratification du Royaume-Uni.

Enregistrée le 19 janvier 1939 à la demande du Conseil fédéral suisse.

ADHÉSION

LITHUANIE, effective à partir du 27 août 1939.

Enregistrée le 11 mars 1939 à la demande du Conseil fédéral suisse.

RATIFICATION

SIAM 3 juin 1939.

Enregistrée le 7 juin 1939 à la demande du Conseil fédéral suisse.

No. 2734. — CONVENTION¹ RELATIVE TO THE TREATMENT OF PRISONERS OF WAR. SIGNED AT GENEVA, JULY 27TH, 1929.

APPLICATION OF THE ABOVE-MENTIONED
CONVENTION TO THE COLONY OF ADEN.

The province of Aden, formerly a Party to this Convention by reason of her inclusion in India, was separated from India on April 1st, 1937. Having on that date acquired the status of a British Colony, she is now to be considered a Party to the Convention in virtue of the United Kingdom's signature and ratification thereof.

Registered on January 19th, 1939, at the request of the Swiss Federal Council.

ACCESSION.

LITHUANIA, effective as from August 27th, 1939.

Registered on March 11th, 1939, at the request of the Swiss Federal Council.

RATIFICATION.

SIAM June 3rd, 1939.

Registered on June 7th, 1939, at the request of the Swiss Federal Council.

¹ Vol. CXVIII, page 343 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXVI, page 460 ; vol. CXXX, page 468 ; vol. CXXXIV, page 432 ; vol. CXXXVIII, page 452 ; vol. CXLII, page 376 ; vol. CXLVII, page 352 ; vol. CLVI, page 230 ; vol. CLX, page 383 ; vol. CLXIV, page 389 ; vol. CLXXII, page 413 ; vol. CLXXXI, page 393 ; et vol. CXCIII, page 271, de ce recueil.

¹ Vol. CXVIII, page 343 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXVI, page 460 ; Vol. CXXX, page 468 ; Vol. CXXXIV, page 432 ; Vol. CXXXVIII, page 452 ; Vol. CXLII, page 376 ; Vol. CXLVII, page 352 ; Vol. CLVI, page 230 ; Vol. CLX, page 383 ; Vol. CLXIV, page 389 ; Vol. CLXXII, page 413 ; Vol. CLXXXI, page 393 ; and Vol. CXCIII, page 271, of this Series.

N^o 2866. — CONVENTION¹ D'ÉTABLISSEMENT, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA GRÈCE ET LA TURQUIE, AVEC ANNEXES ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A ANKARA, LE 30 OCTOBRE 1930.

No. 2866. — CONVENTION¹ OF ESTABLISHMENT, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GREECE AND TURKEY, WITH ANNEXES AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT ANKARA, OCTOBER 30TH, 1930.

ECHANGES DE NOTES MODIFIANT *a)* LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE, ET *b)* L'AVENANT DU 26 SEPTEMBRE 1935 A CETTE CONVENTION. ATHÈNES, LE 15 DÉCEMBRE 1938.

EXCHANGE OF NOTES MODIFYING (*a*) THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION AND (*b*) THE ADDITIONAL AGREEMENT OF SEPTEMBER 26TH, 1935, TO THAT CONVENTION. ATHENS, DECEMBER 15TH, 1938.

Enregistrés le 18 mai 1939 à la demande du délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations.

Registered on May 18th, 1939, at the request of the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

ATHÈNES, le 15 décembre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la Convention d'établissement, de commerce et de navigation entre la Turquie et la Grèce signée à Ankara le 30 octobre 1930, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement royal hellénique est d'accord sur ce qui suit :

1. La position 414 A,B du tarif douanier turc figurant dans la liste B annexée à la convention ci-dessus mentionnée avec une réduction de 20 % est supprimée.

2. Les mots « la soie artificielle » figurant dans la note ad Ex 87 A de la liste B annexée à la convention ci-dessus mentionnée sont supprimés.

Je saisis cette occasion pour réitérer à Votre Excellence, les assurances de ma haute considération.

J. ARVANITIS.

Son Excellence

Monsieur Rusen Esref Ünaydin,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de la
République turque,
En Ville.

I.

ATHENS, December 15th, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Convention of Establishment, Commerce and Navigation between Turkey and Greece, signed at Ankara on October 30th, 1930, I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Hellenic Government agrees to the following provisions :

1. Item 414 A,B of the Turkish Customs tariff, which is mentioned in list B annexed to the above Convention, entitled to a reduction of 20%, shall be deleted.

2. The words " artificial silk " appearing in the note ad Ex 87 A of list B annexed to the above Convention shall be deleted.

I avail myself of this opportunity, etc.

J. ARVANITIS.

His Excellency

Monsieur Rusen Esref Ünaydin,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of the Turkish Republic,
Athens.

¹ Vol. CXXV, page 371, de ce recueil.

¹ Vol. CXXV, page 371, of this Series.

II.

LÉGATION DE TURQUIE.
ATHÈNES.

ATHÈNES, le 15 décembre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date de ce jour conçue en ces termes :

« Me référant à la Convention d'établissement, de commerce et de navigation entre la Turquie et la Grèce signée à Ankara le 30 octobre 1930, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement royal hellénique est d'accord sur ce qui suit :

1. La position 414 A,B du tarif douanier turc figurant dans la liste B annexée à la convention ci-dessus mentionnée avec une réduction de 20 % est supprimée.

2. Les mots « la soie artificielle » figurant dans la note ad Ex 87 A de la liste B annexée à la convention ci-dessus mentionnée sont supprimés.

Je saisis cette occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma haute considération. »

En prenant acte de cette lettre, je saisis également cette occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

Rusen Esref ÜNAYDIN.

Son Excellence

Monsieur Jean Arvanitis,
Ministre de l'Économie nationale,
En Ville.

III.

ATHÈNES, le 15 décembre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au moment de signer le Protocole additionnel à l'Accord de clearing entre la Turquie et la Grèce du 26 septembre 1935, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement hellénique accepte de porter, pendant la validité dudit accord, à 275 kilogrammes la limite du poids de 225 kilogrammes relative aux droits de douane des animaux vivants à importer de Turquie en Grèce, prévue dans l'article 3 de l'Avenant du 26 septembre 1935 à la Convention d'établisse-

II.

TURKISH LEGATION,
ATHENS.

ATHENS, December 15th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter of to-day's date, which reads as follows :

“ With reference to the Convention of Establishment, Commerce and Navigation between Turkey and Greece, signed at Ankara on October 30th, 1930, I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Hellenic Government agrees to the following provisions :

1. Item 414 A,B of the Turkish Customs tariff, which is mentioned in list B annexed to the above Convention, entitled to a reduction of 20%, shall be deleted.

2. The words “ artificial silk ” appearing in the note ad Ex 87 A of list B annexed to the above Convention shall be deleted.

I avail myself of this opportunity, etc. ”

In taking note of this letter, I avail myself of this opportunity, etc.

Rusen Esref ÜNAYDIN.

His Excellency

Monsieur Jean Arvanitis,
Minister of National Economy,
Athens.

III.

ATHENS, December 15th, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On signing the Additional Protocol to the Clearing Agreement of September 26th, 1935, between Turkey and Greece, I have the honour to inform Your Excellency that the Greek Government agrees that, during the period of validity of the said Agreement, the weight of 225 kilogrammes relating to Customs duty on living animals imported from Turkey into Greece, as provided for in Article 3 of the Additional Agreement of September 26th, 1935, to the Convention of Establishment, Commerce

ment, de commerce et de navigation entre la Turquie et la Grèce en date du 30 octobre 1930.

Je saisis cette occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

J. ARVANITIS.

Son Excellence

Monsieur Rusen Esref Ünaydin,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de la République turque, En Ville.

IV.

LÉGATION DE TURQUIE,
ATHÈNES.

ATHÈNES, le 15 décembre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date de ce jour conçue en ces termes :

« Au moment de signer le Protocole additionnel à l'Accord de clearing entre la Turquie et la Grèce du 26 septembre 1935, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement hellénique accepte de porter, pendant la validité dudit accord, à 275 kilogrammes, la limite du poids de 225 kilogrammes relative aux droits de douane des animaux vivants à importer de Turquie en Grèce, prévue dans l'article 3 de l'Avenant du 26 septembre 1935 à la Convention d'établissement, de commerce et de navigation entre la Turquie et la Grèce en date du 30 octobre 1930.

Je saisis cette occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma haute considération. »

En prenant acte de cette lettre, je saisis également cette occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

Rusen Esref ÜNAYDIN.

Son Excellence

Monsieur Jean Arvanitis,
Ministre de l'Économie nationale, En Ville.

Pour copie conforme :

Le Directeur des Affaires conventionnelles et
commerciales au Min. des Aff. étrangères,
B. Demertzis.

and Navigation between Turkey and Greece, dated October 30th, 1930, shall be raised to 275 kilogrammes.

I avail myself of this opportunity, etc.

J. ARVANITIS.

His Excellency

Monsieur Rusen Esref Ünaydin,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of the Turkish Republic, Athens.

IV.

TURKISH LEGATION,
ATHENS.

ATHENS, December 15th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter of to-day's date, which reads as follows :

“ On signing the Additional Protocol to the Clearing Agreement of September 26th, 1935, between Turkey and Greece, I have the honour to inform Your Excellency that the Greek Government agrees that, during the period of validity of the said Agreement, the weight of 225 kilogrammes relating to Customs duty on living animals imported from Turkey into Greece, as provided for in Article 3 of the Additional Agreement of September 26th, 1935, to the Convention of Establishment, Commerce and Navigation between Turkey and Greece, dated October 30th, 1930, shall be raised to 275 kilogrammes.

“ I avail myself of this opportunity, etc. ”

In taking note of this letter, I avail myself of this opportunity, etc.

Rusen Esref ÜNAYDIN.

His Excellency

Monsieur Jean Arvanitis,
Minister of National Economy,
Athens.

N° 3145. — CONVENTION ¹ POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES RELATIVES AU TRANSPORT AÉRIEN INTERNATIONAL, ET PROTOCOLE ADDITIONNEL. SIGNÉS A VARSOVIE, LE 12 OCTOBRE 1929.

No. 3145. — CONVENTION ¹ FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO INTERNATIONAL CARRIAGE BY AIR, AND ADDITIONAL PROTOCOL. SIGNED AT WARSAW, OCTOBER 12TH, 1929.

ADHÉSION

TERRE-NEUVE 6 avril 1939.

Enregistrée le 25 avril 1939 à la demande du ministre des Affaires étrangères de la République de Pologne.

ACCESSION.

NEWFOUNDLAND April 6th, 1939.

Registered on April 25th, 1939, at the request of the Minister for Foreign Affairs of the Republic of Poland.

N° 3185. — CONVENTION ² SUR LE RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES AUTOMOBILES ÉTRANGERS, AVEC PROTOCOLE ANNEXE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 MARS 1931.

No. 3185. — CONVENTION ² ON THE TAXATION OF FOREIGN MOTOR VEHICLES, WITH PROTOCOL-ANNEX. SIGNED AT GENEVA, MARCH 30TH, 1931.

ADHÉSIONS

LETTONIE 10 janvier 1939.
ÉGYPTE 20 mai 1939.
GRÈCE 6 juin 1939.

ACCESSIONS.

LATVIA January 10th, 1939.
EGYPT May 20th, 1939.
GREECE June 6th, 1939.

¹ Vol. CXXXVII, page 11 ; vol. CXLII, page 393 ; vol. CXLVII, page 355 ; vol. CLVI, page 258 ; vol. CLX, page 418 ; vol. CLXIV, page 395 ; vol. CLXXII, page 425 ; vol. CLXXVII, page 420 ; vol. CLXXXI, page 397 ; vol. CLXXXV, page 406 ; et vol. CXCIII, page 273, de ce recueil.

² Vol. CXXXVIII, page 149 ; vol. CXLII, page 393 ; vol. CXLVII, page 356 ; vol. CLVI, page 260 ; vol. CLX, page 418 ; vol. CLXIV, page 403 ; vol. CLXXII, page 426 ; vol. CLXXXI, page 397 ; vol. CLXXXV, page 407 ; et vol. CLXXXIX, page 483, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXVII, page 11 ; Vol. CXLII, page 393 ; Vol. CXLVII, page 355 ; Vol. CLVI, page 258 ; Vol. CLX, page 418 ; Vol. CLXIV, page 395 ; Vol. CLXXII, page 425 ; Vol. CLXXVII, page 420 ; Vol. CLXXXI, page 397 ; Vol. CLXXXV, page 406 ; and Vol. CXCIII, page 273, of this Series.

² Vol. CXXXVIII, page 149 ; Vol. CXLII, page 393 ; Vol. CXLVII, page 356 ; Vol. CLVI, page 260 ; Vol. CLX, page 418 ; Vol. CLXIV, page 403 ; Vol. CLXXII, page 426 ; Vol. CLXXXI, page 397 ; Vol. CLXXXV, page 407 ; and Vol. CLXXXIX, page 483, of this Series.

N^o 3301. — CONVENTION ¹ RELATIVE AU DROIT DE TIMBRE EN MATIÈRE DE CHEQUES, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 19 MARS 1931.

ADHÉSION

NOUVELLES-HÉBRIDES ... 16 mars 1939.

N^o 3315. — CONVENTION ² RELATIVE AU DROIT DE TIMBRE EN MATIÈRE DE LETTRES DE CHANGE ET DE BILLETS A ORDRE, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 7 JUIN 1930.

ADHÉSION

NOUVELLES-HÉBRIDES ... 16 mars 1939.

En ce qui concerne les Nouvelles-Hébrides, les seuls titres auxquels s'appliqueront les dispositions de cette convention sont les lettres de change présentées à l'acceptation, acceptées ou payables ailleurs que dans le territoire du Condominium.

N^o 3459. — CONVENTION ³ SUR L'UNIFICATION DE LA SIGNALISATION ROUTIÈRE, AVEC ANNEXE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 MARS 1931.

ADHÉSION

LETTONIE 10 janvier 1939.

¹ Vol. CXLIII, page 7 ; vol. CLVI, page 292 ; vol. CLXIV, page 412 ; vol. CLXVIII, page 235 ; vol. CLXXVII, page 426 ; et vol. CLXXXIX, page 484, de ce recueil.

² Vol. CXLIII, page 337 ; vol. CLVI, page 293 ; vol. CLX, page 429 ; vol. CLXIV, page 413 ; vol. CLXVIII, page 237 ; vol. CLXXVII, page 439 ; et vol. CLXXXIX, page 485, de ce recueil.

³ Vol. CL, page 247 ; vol. CLX, page 439 ; vol. CLXIV, page 421 ; vol. CLXXII, page 426 ; vol. CLXXVII, page 462 ; et vol. CLXXXV, page 411, de ce recueil.

No. 3301. — CONVENTION ¹ ON THE STAMP LAWS IN CONNECTION WITH CHEQUES, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, MARCH 19TH, 1931.

ACCESSION.

NEW HEBRIDES ... March 16th, 1939.

No. 3315. — CONVENTION ² ON THE STAMP LAWS IN CONNECTION WITH BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, JUNE 7TH, 1930.

ACCESSION.

NEW HEBRIDES ... March 16th, 1939.

As regards the New Hebrides, the only instruments to which the provisions of this Convention shall apply are bills of exchange presented for acceptance or accepted or payable elsewhere than in the territory of the Condominium.

No. 3459. — CONVENTION ³ CONCERNING THE UNIFICATION OF ROAD SIGNALS, WITH ANNEX. SIGNED AT GENEVA, MARCH 30TH, 1931.

ACCESSION.

LATVIA January 10th, 1939.

¹ Vol. CXLIII, page 7 ; Vol. CLVI, page 292 ; Vol. CLXIV, page 412 ; Vol. CLXVIII, page 235 ; Vol. CLXXVII, page 426 ; and Vol. CLXXXIX, page 484, of this Series.

² Vol. CXLIII, page 337 ; Vol. CLVI, page 293 ; Vol. CLX, page 429 ; Vol. CLXIV, page 413 ; Vol. CLXVIII, page 237 ; Vol. CLXXVII, page 439 ; and Vol. CLXXXIX, page 485, of this Series.

³ Vol. CL, page 247 ; Vol. CLX, page 439 ; Vol. CLXIV, page 421 ; Vol. CLXXII, page 426 ; Vol. CLXXVII, page 463 ; and Vol. CLXXXV, page 411, of this Series.

No. 3564. — INTERNATIONAL AGREEMENT¹ RELATING TO STATISTICS OF CAUSES OF DEATH, WITH PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT LONDON, JUNE 19TH, 1934.

N^o 3564. — ARRANGEMENT¹ INTERNATIONAL RELATIF AUX STATISTIQUES DES CAUSES DE DÉCÈS, AVEC PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A LONDRES, LE 19 JUIN 1934.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT RELATING TO AN AMENDMENT OF THE LIST OF EGYPTIAN HEALTH INSPECTORATES CONTAINED IN THE PROTOCOL OF SIGNATURE OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. LONDON, MARCH 2ND AND 11TH, 1939.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN RELATIF A UNE MODIFICATION DE LA LISTE DES INSPECTORATS DE SANTÉ ÉGYPTIENS CONTENUE DANS LE PROTOCOLE DE SIGNATURE DE L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ. LONDRES, LES 2 ET 11 MARS 1939.

Registered on June 7th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 7 juin 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

ROYAL EGYPTIAN EMBASSY,
LONDON.

Ref : 622-3/59.

75, South Audley Street, W. 1.
March 2nd, 1939.

SIR,

I have the honour to invite reference to your letter dated the 11th March, 1938, Ref. No. T/2598/2598/381, relative to the Agreement on Statistics of Causes of Death, signed in London on the 19th June, 1934, and in conformity with Article 2 of the Protocol of Signature annexed thereto, I beg to notify you that the Health Inspectorate at Kafr Rabi', Markas Tala Minufiya Province has been transferred to Tanoub in the same Province.

I have the honour to be, Sir, with highest consideration, Your most obedient Servant,

H. NASHAT,
Ambassador.

The Right Honourable
The Principal Secretary of State
for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

I.

AMBASSADE ROYALE D'EGYPTE.
LONDRES.

Ref : 622-3/59.

75, South Audley Street, W. 1.,
le 2 mars 1939.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre, en date du 11 mars 1938 (Ref. N^o T/2598/2598/381), concernant l'Arrangement relatif aux statistiques des causes de décès, signé à Londres le 19 juin 1934, et, conformément à l'article 2 du protocole de signature annexé audit arrangement, je vous informe que l'Inspectorat de santé, sis à Kafr Rabi', province de Markas Tala Minufiya, a été transféré à Tanoub, dans la même province.

Veillez agréer, etc.

H. NASHAT,
Ambassadeur.

Le très honorable
Principal Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

¹ Vol. CLIV, page 381 ; Vol. CLX, page 448 ; Vol. CLXIV, page 438 ; Vol. CLXXII, page 427 ; and Vol. CLXXXIX, page 487, of this Series.

¹ Vol. CLIV, page 381 ; vol. CLX, page 448 ; vol. CLXIV, page 438 ; vol. CLXXII, page 427 ; et vol. CLXXXIX, page 487, de ce recueil.

II.

FOREIGN OFFICE, S.W.I.

March 11th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note No. 622.3/59 of the 2nd March regarding the transfer of the Health Inspectorate at Kafr Rabi', Markas Tala Minufiya Province to Tanoub in the same province.

2. This information is being communicated to the Governments which are Parties to the Agreement on Statistics of Causes of Death, signed in London on the 19th June 1934.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's obedient Servant,

(For the Secretary of State)

R. DUNBAR.

His Excellency
Hassan Nashat Pasha,
etc., etc., etc.

II.

FOREIGN OFFICE, S.W.I.

Le 11 mars 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, n° 622.3/59, en date du 2 mars, concernant le transfert de l'Inspectorat de santé, sis à Kafr Rabi', province de Markas Tala Minufiya, à Tanoub, dans la même province.

2. Ce renseignement est communiqué aux gouvernements parties à l'Arrangement sur les statistiques des causes de décès, signé à Londres le 19 juin 1934.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat,

R. DUNBAR.

Son Excellence
Hassan Nashat Pacha,
etc., etc., etc.

No 3585. — CONVENTION¹ POUR FACILITER LA CIRCULATION INTERNATIONALE DES FILMS AYANT UN CARACTÈRE ÉDUCATIF. SIGNÉE A GENÈVE, LE 11 OCTOBRE 1933.

ADHÉSION

ETATS-UNIS DU BRÉSIL ... 8 juin 1939.

No. 3585. — CONVENTION¹ FOR FACILITATING THE INTERNATIONAL CIRCULATION OF FILMS OF AN EDUCATIONAL CHARACTER. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 11TH, 1933.

ACCESSION.

UNITED STATES OF BRAZIL June 8th, 1939.

¹ Vol. CLV, page 331 ; vol. CLXIV, page 440 ; vol. CLXXVII, page 465 ; vol. CLXXXI, page 427 ; vol. CLXXXV, page 420 ; et vol. CLXXXIX, page 489, de ce recueil.

¹ Vol. CLV, page 331 ; Vol. CLXIV, page 440 ; Vol. CLXXVII, page 465 ; Vol. CLXXXI, page 427 ; Vol. CLXXXV, page 420 ; and Vol. CLXXXIX, page 489, of this Series.

No 3706. — CONVENTION¹ SANITAIRE INTERNATIONALE POUR LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A LA HAYE, LE 12 AVRIL 1933.

RATIFICATION

Déposée à La Haye :

SUÈDE 28 novembre 1938.

Enregistrée le 14 février 1939 à la demande du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

ADHÉSION

CEYLAN 2 février 1939.

Enregistrée le 20 février 1939 à la demande du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

No 3706. — INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION¹ FOR AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 12TH, 1933.

RATIFICATION.

Deposited in The Hague :

SWEDEN November 28th, 1938.

Registered on February 14th, 1939, at the request of the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

ACCESSION.

CEYLON February 2nd, 1939.

Registered on February 20th, 1939, at the request of the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

No. 3727. — CONVENTION² BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND CZECHOSLOVAKIA REGARDING JUDICIAL ASSISTANCE SUPPLEMENTARY TO THE CONVENTION³ CONCLUDED ON NOVEMBER 11TH, 1924, BETWEEN THE TWO COUNTRIES FOR THE PURPOSE OF FACILITATING THE CONDUCT OF LEGAL PROCEEDINGS. SIGNED AT PRAGUE, FEBRUARY 15TH, 1935.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTENSION TO NORTHERN IRELAND AND THE ISLE OF MAN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION OF FEBRUARY 15TH, 1935. PRAGUE, JULY 2ND AND 11TH, 1938.

Registered on June 7th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

¹ Vol. CLXI, page 65 ; vol. CLXXXI, page 430 ; et vol. CLXXXV, page 430, de ce recueil.

² Vol. CLXI, page 389 ; and Vol. CLXXXI, page 430, of this Series.

³ Vol. XLVIII, page 425 ; Vol. LIX, page 386 ; Vol. LXXXIII, page 408 ; Vol. CIV, page 503 ; Vol. CVII, page 482 ; Vol. CXI, page 407 ; Vol. CXVII, page 65 ; Vol. CXXXVIII, page 431 ; Vol. CLVI, page 193 ; Vol. CLX, page 338 ; and Vol. CLXIV, page 373, of this Series.

No 3727. — CONVENTION² ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE RELATIVE A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE, ADDITIONNELLE A LA CONVENTION³ CONCLUE LE 11 NOVEMBRE 1924 ENTRE LES DEUX PAYS POUR FACILITER L'ACCOMPLISSEMENT DES ACTES DE PROCÉDURE. SIGNÉE A PRAGUE, LE 15 FÉVRIER 1935.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A L'IRLANDE DU NORD ET A L'ILE DE MAN DE LA CONVENTION DU 15 FÉVRIER 1935 SUSMENTIONNÉE. PRAGUE, LES 2 ET 11 JUILLET 1938.

Enregistré le 7 juin 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Vol. CLXI, page 65 ; Vol. CLXXXI, page 430 ; and Vol. CLXXXV, page 430, of this Series.

² Vol. CLXI, page 389 ; et vol. CLXXXI, page 430, de ce recueil.

³ Vol. XLVIII, page 425 ; vol. LIX, page 386 ; vol. LXXXIII, page 408 ; vol. CIV, page 503 ; vol. CVII, page 482 ; vol. CXI, page 407 ; vol. CXVII, page 65 ; vol. CXXXVIII, page 431 ; vol. CLVI, page 193 ; vol. CLX, page 338 ; et vol. CLXIV, page 373, de ce recueil.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 70.
(191/2/38).

PRAGUE, *July 2nd*, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 8 (1) of the Supplementary Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Prague on the 15th February, 1935, the extension of the operation of that Convention to Northern Ireland and the Isle of Man.

In accordance with Article 8 (2) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 2nd August next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

B. C. NEWTON.

His Excellency,
Dr. Kamil Krofta,
Minister for Foreign Affairs.

II.

N° 96.530/VI-3/38.

PRAHA, *le 11 juillet* 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre en date du 2 juillet 1938, N° 70/:191/2/38:/ par laquelle Votre Excellence a bien voulu me notifier l'extension à l'Irlande du Nord et à l'île de Man des effets de la Convention additionnelle, signée à Praha le 15 février 1935 entre la République tchécoslovaque et le Royaume-Uni en matière de procédure civile.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 70.
(191/2/38.)

PRAGUE, *le 2 juillet* 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence, conformément à l'article 8 (1) de la Convention additionnelle concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Prague le 15 février 1935, que les effets de cette convention sont étendus à l'Irlande du Nord et à l'île de Man.

Conformément à l'article 8 (2) de la convention, l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 2 août prochain.

En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

B. C. NEWTON.

Son Excellence
le D^r Kamil Krofta,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

No. 96.530/VI-3/38.

PRAGUE, *July 11th*, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of the letter dated July 2nd, 1938, No. 70/:191/2/38:/ by which Your Excellency notified me of the extension to Northern Ireland and the Isle of Man of the operation of the Supplementary Convention signed at Prague on February 15th, 1935, between the Czechoslovak Republic and the United Kingdom, regarding civil procedure.

Je m'empresse de communiquer le contenu de ladite lettre au Ministère tchécoslovaque de la Justice.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Pour le Ministre :

A Son Excellence
Monsieur B. C. Newton, C.M.G.,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique à Praha.

I am communicating the contents of the said letter to the Czechoslovak Ministry of Justice.

I avail myself of this opportunity, etc.

For the Minister :

His Excellency
Mr. B. C. Newton, C.M.G.,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty,
Prague.

No. 3740. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND IN REGARD TO TRADE AND COMMERCE. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 27TH, 1935.

N° 3740. — ACCORD¹ COMMERCIAL ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉ A LONDRES, LE 27 FÉVRIER 1935.

EXCHANGE OF NOTES² CONSTITUTING AN ARRANGEMENT MODIFYING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. WARSAW, FEBRUARY 9TH, 1939.

ECHANGE DE NOTES² COMPORTANT UN ARRANGEMENT MODIFIANT L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. VARSOVIE, LE 9 FÉVRIER 1939.

Registered on June 7th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 7 juin 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

No. I. SIR H. W. KENNARD TO M. BECK.

BRITISH EMBASSY.

WARSAW, February 9th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

Certain of the Customs rebates granted by the Polish Government in respect of chemical products manufactured in and exported from the United Kingdom, enumerated in the first schedule attached to the Commercial Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Polish Government, signed in London on the 27th February, 1935, have ceased to have effect in accordance with the terms of that Agreement. Moreover, the undertaking by the Polish Government contained in the exchange of notes signed at Warsaw on the 15th June, 1938, to apply until the 31st December, 1938, in respect of some of these products, the Customs rebates therein specified also expired on the 31st December, 1938. I therefore have the honour, under

¹ Vol. CLXII, page 181 ; Vol. CLXXXV, page 431 ; and Vol. CXCIII, page 276, of this Series.

² The Arrangement was put provisionally into force on March 6th, 1939.

¹ Vol. CLXII, page 181 ; vol. CLXXXV, page 431 ; et vol. CXCIII, page 276, de ce recueil.

² L'arrangement a été mis provisoirement en vigueur le 6 mars 1939.

instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to propose to your Excellency the following Arrangement :

(1) The Polish Government undertake to apply up to the 31st December, 1939, the Customs rebates indicated below in the event of importation into the Polish Customs Territory of the following chemical products manufactured in, and exported from, the United Kingdom :

	Tariff No. and Article	Rate of Duty Złote per 100 kg.
ex 311	Chloride of tin for industrial purposes, under permit from the Ministry of Finance	22.50
ex 334	Cream of tartar (refined acid tartrate of potash)	Free
ex 339	Benzoic acid, under permit from the Ministry of Finance	60
393	ex (1) Benzal chloride	9
	(2) Other chloride derivatives of aromatic hydrocarbons not specified elsewhere in the tariff.	9
397	ex (1) Xylidine (as such and in the form of acetate)	15
	ex (3) Ortho-aniline sulphonic acid	52.50
	ex (4) Thioaniline	52.50
	ex (9) Naphtylamine sulphonic acid, viz. : 2 : 6 (Bronner's acid)	75
398	(1) (a) Resorcin	20
399	ex (1) Dimethyl-aminophenol	105
	ex (6) Diamidophenol (amidol) ; monomethylpara-amido-phenol sulphate (metol)	105
ex 401	Michler's ketone	105

(2) The present Arrangement shall enter into force on the thirtieth day after the date to be fixed by mutual agreement in a subsequent exchange of notes.

(3) The provisions of paragraph (1) above shall be applied provisionally from the twenty-fifth day after the date of this Arrangement.

I request that your Excellency will be good enough to inform me whether the Polish Government accept this Arrangement.

I avail, etc.

H. W. KENNARD.

N^o 2. M. J. SZEMBEK TO SIR H. W. KENNARD.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.

WARSZAWA, dnia 9 lutego 1939 r.

PANIE AMBASADORZE,

Notą z dnia 9 lutego 1939 Wasza Ekscelencja zechciała mi zakomunikować co następuje :
« EKSCELENCJO,

Niektóre ze zniżek celnych, przyznanych przez Rząd Polski w odniesieniu do wyrobów chemicznych, przetworzonych w Zjednoczonym Królestwie i stamtąd wywożonych, a wymienionych w liście pierwszej załączonej do Umowy Handlowej pomiędzy Rządem Jego Królewskiej Mości w Zjednoczonym Królestwie a Rządem Polskim, podpisanej w Londynie dnia 27 lutego 1935 r., przestały obowiązywać zgodnie z postanowieniami tej umowy. Ponadto zobowiązanie się przez Rząd Polski, zawarte w wymianie not podpisanych w Warszawie dnia 15 czerwca 1938 r., do stosowania aż do 31 grudnia 1938 r. w odniesieniu do niektórych z tych wyrobów zniżek celnych, tamże wyszczególnionych, również wygasło dnia 31 grudnia 1938 r.

Mam przeto zaszczyt, z polecenia Głównego Sekretarza Stanu Jego Królewskiej Mości dla Spraw Zagranicznych, zaproponować Waszej Ekscelencji następujące Porozumienie :

(i) Rząd Polski zobowiązuje się stosować do dnia 31 grudnia 1939 r. zniżki celne wymienione poniżej, na wypadek wwozu do Polskiego Obszaru Celnego, następujących

wyrobów chemicznych, przetworzonych w Zjednoczonym Królestwie i stamtąd wywożonych :

	Pozycja Taryfy Celnej i nazwa towaru.	Cło w złotych od 100 kg.
z 311	Chlorek cynowy do celów przemysłowych, za pozwoleniem Ministra Skarbu	22.50
z 334	Cremor tartari (osyszczony kwaśny winian potasu)	b. c.
z 339	Kwas benzoesowy, za pozwoleniem Ministra Skarbu	60
393	z p. 1 Chlorek benzalu	9
	p. 2 Inne chlorochodne węglowodorów aromatycznych oprócz osobno wymienionych	9
397	z p. 1 Ksyliidyna (również w formie ostanu)	15
	z p. 3 Kwas orto-anilinosulfonowy	52.50
	z p. 4 Tionilina	52.50
	z p. 9 Kwas naftyloaminosulfonowy 2 : 6 (Bronner)	75
398	p. 1a Rezorcyna	20
399	z p. 1 Dwu-metyloaminofenol	105
	z p. 6 Dwu-amidofenol (amidol), siarczan mono-metylo-para-amidofenolu (Metol)	105
z 401	Keton Michlera	105

(2) Niniejsze Porozumienie wejdzie w życie trzydziestego dnia po dacie ustalonej za wspólną zgodą w notach następnie wymienionych.

(3) Postanowienia powyższego p. (1) stosowane będą prowizorycznie począwszy od dwudziestego piątego dnia po dacie niniejszego Porozumienia.

Byłbym obowiązany Waszej Ekscelencji za powiadomienie mnie, czy Rząd Polski przyjmuje to Porozumienie. »

Potwierdzając odbiór powyższej noty, mam zaszczyt powiadomić Waszą Ekscelencję, że Rząd Polski przyjmuje Porozumienie zaproponowane w tej notcie.

Zechce Pan przyjąć, &c.

J. SZEMBEK.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

WARSAW, February 9th, 1939.

M. L'AMBASSADEUR,

In a note of the 9th February your Excellency was good enough to communicate to me the following :

(As in No. 1.)

In acknowledging the receipt of the above note I have the honour to inform your Excellency that the Polish Government accept the Arrangement proposed in that note.

I avail, etc.

J. SZEMBEK.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1. SIR H. W. KENNARD A M. BECK.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

VARSOVIE, le 9 février 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Certaines des réductions de droits de douane accordées par le Gouvernement polonais en ce qui concerne les produits chimiques, fabriqués et exportés par le Royaume-Uni, énumérés dans le

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

premier tableau annexé à l'Accord commercial conclu entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement polonais et signé à Londres le 27 février 1935, ont cessé de produire leurs effets, conformément aux termes dudit accord. En outre, l'engagement pris par le Gouvernement polonais, dans l'échange de notes daté de Varsovie le 15 juin 1938, d'appliquer jusqu'au 31 décembre 1938, en ce qui concerne certains de ces produits, les réductions douanières qui y sont spécifiées est également venu à échéance le 31 décembre 1938. En conséquence, j'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de proposer à Votre Excellence l'arrangement ci-après :

1. Le Gouvernement polonais s'engage à accorder jusqu'au 31 décembre 1939 les réductions douanières indiquées ci-dessous à l'importation dans le territoire douanier polonais des produits chimiques ci-après, fabriqués et exportés par le Royaume-Uni :

Position du tarif et marchandises		Droit en zloty par 100 kg.
ex 311	Chlorure d'étain pour usages industriels (avec autorisation du ministre des Finances)	22,50
ex 334	Crème de tartre (tartrate de potasse acide raffiné)	en franchise
ex 339	Acide benzoïque (avec autorisation du ministre des Finances)	60
393	ex (1) Chlorure de benzyle	9
	(2) Autres dérivés chlorés des hydrocarbures aromatiques non dénommés ailleurs	9
397	ex (1) Xylidine (comme telle, et sous forme d'acétate)	15
	ex (3) Acide sulfonique d'orthoaniline	52,50
	ex (4) Thioaniline	52,50
	ex (9) Acide sulfonique de naphthylamine 2 : 6 (Bronner)	75
398	(1) (a) Résorcine	20
399	ex (1) Aminophénol diméthylé	105
	ex (6) Diamidophénol (amidol) ; sulfate de monométhyle para-amidophénol (métol)	105
ex 401	Cétone de Michler	105

2. Le présent arrangement entrera en vigueur le trentième jour qui suivra une date à fixer d'un commun accord par un échange de notes ultérieur.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus seront appliquées à titre provisoire à partir du vingt-cinquième jour qui suivra la date du présent arrangement.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître si le Gouvernement polonais accepte le présent arrangement.

Je saisis cette occasion, etc.

H. W. KENNARD.

N^o 2. M. J. SZEMBEK A SIR H. W. KENNARD.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

VARSOVIE, le 9 février 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par une note en date du 9 février, Votre Excellence a bien voulu me communiquer ce qui suit :

(Voir N^o 1.)

En accusant réception de la note ci-dessus, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement polonais accepte l'arrangement proposé dans ladite note.

Je saisis cette occasion, etc.

J. SZEMBEK.

No. 3770. — CONVENTION¹ BETWEEN FRANCE AND INDIA REGARDING THE LEASE OF THE FRENCH LOGE OF BALASORE. SIGNED AT ORISSA, MAY 15TH, 1935, AND AT CHANDERNAGORE, MAY 31ST, 1935.

AGREEMENT RENEWING FOR ONE YEAR THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION.

Registered on June 7th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Between Mr. E. C. ANSORGE, C.I.E., I.C.S., Revenue Commissioner, Orissa, representing the Government of India, the said Mr. E. C. Ansonge, C.I.E., I.C.S., having special authority for the purpose from His Excellency the Viceroy and Governor General of India, on the one part, and M. C. F. BARON, Administrator of Chandernagore, representing His Excellency M. CROCICCHIA, Governor of the French Settlements ;

It has been agreed as follows :

Article 1. — The Convention agreed upon for 3 years from 1st April, 1935, signed by Mr. E. S. Hoernle, I.C.S., Commissioner of Orissa, on the one hand, and by M. Hérou, Administrator of Chandernagore on the other, which expired on 31st March, 1938, is renewed by common agreement and on the same conditions, for another period of one year from 1st April, 1938, subject to the change, namely that the words " the Government of Orissa " are substituted for the words " the Government of Bihar and Orissa " wherever they occur.

Article 2. — During this period, which will end on 31st March, 1939, the two Governments concerned will seek to arrive at a solution of the various difficulties involved in the administration of this territory.

C. F. BARON,
Administrateur de Chandernagor.

E. C. ANSORGE,
Revenue Commissioner, Orissa.

Nº 3770. — CONVENTION¹ ENTRE LA FRANCE ET L'INDE CONCERNANT LE BAIL DE LA LOGE FRANÇAISE DE BALASSORE. SIGNÉE A ORISSA, LE 15 MAI 1935, ET A CHANDERNAGOR, LE 31 MAI 1935.

ACCORD RENOUELANT POUR UN AN LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE.

Enregistré le 7 juin 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

Entre M. E. C. ANSORGE, C.I.E., I.C.S., Revenu Commissioner d'Orissa, représentant du Gouvernement de l'Inde, ayant été spécialement autorisé à cet effet par Son Excellence le Vice-Roi et Gouverneur général de l'Inde, d'une part,

Et M. C. F. BARON, administrateur de Chandernagor, représentant de Son Excellence M. CROCICCHIA, gouverneur des Etablissements français dans l'Inde, d'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article premier. — La convention — établie pour une période de 3 ans à partir du 1^{er} avril 1935 et signée par M. E. S. Hoernle, I.C.S., Commissioner d'Orissa, d'une part, et par M. Hérou, administrateur de Chandernagor, d'autre part, laquelle convention ayant été expirée le 31 mars 1938 — est renouvelée d'un commun accord, aux mêmes conditions, pour une autre période d'un an à partir du 1^{er} avril 1938, sauf les modifications suivantes : les mots « le Gouvernement d'Orissa » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de Bihar et Orissa » partout où ils sont mentionnés.

Article 2. — Durant cette période qui expire le 31 mars 1939, les deux gouvernements intéressés s'efforceront d'apporter une solution au sujet des difficultés variées créées par l'administration de ce territoire.

C. F. BARON,
Administrateur de Chandernagor.

E. C. ANSORGE,
Revenue Commissioner, Orissa.

¹ Vol. CLXIII, page 287, of this Series.

¹ Vol. CLXIII, page 287, de ce recueil.

Nº 3781. — TRAITÉ¹ POUR PRÉVENIR LA GUERRE (NON-AGRESSION ET CONCILIATION). SIGNÉ A RIO DE JANEIRO, LE 10 OCTOBRE 1933.

Nº 3781.—TRATADO¹ ANTI-BÉLICO DE NO-AGRESION Y DE CONCILIACION. FIRMADO EN RIO DE JANEIRO, EL 10 DE OCTUBRE DE 1933.

No. 3781. — ANTI-WAR TREATY¹ (NON-AGGRESSION AND CONCILIATION). SIGNED AT RIO DE JANEIRO, OCTOBER 10TH, 1933.

Communiqué par le délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations, le 10 janvier 1939.

Communicated by the Permanent Delegate of Finland to the League of Nations, January 10th, 1939.

ADHÉSION

FINLANDE 17 février 1938.

Enregistrée le 10 janvier 1939 à la demande du délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations.

ACCESSION.

FINLAND February 17th, 1938.

Registered on January 10th, 1939, at the request of the Permanent Delegate of Finland to the League of Nations.

CANJE DE NOTAS ENTRE LOS GOBIERNOS DE LA REPUBLICA ARGENTINA Y DE FINLANDIA RELATIVO A LAS RESERVAS HECHAS POR FINLANDIA AL ADHERIR AL TRATADO ARRIBA INDICADO. BUENOS AIRES, 17 DE FEBRERO Y 31 DE MARZO DE 1938.

Enregistré le 10 janvier 1939 à la demande du délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations.

Registered on January 10th, 1939, at the request of the Permanent Delegate of Finland to the League of Nations.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

I.

Nº 229.

BUENOS AIRES, *el 17 de febrero de 1938.*

SEÑOR MINISTRO :

Tengo el honor de dirigirme a V. E. participándole que después de la aprobación por la Cámara de Diputados de Finlandia del Tratado internacional de No-Agresión y de Conciliación concluido en Rio de Janeiro el 10 de octubre de 1933 y su ratificación por el Excmo. Señor Presidente de la República de Finlandia, mi Gobierno me ha encargado depositar en la Cancillería a su digno cargo el instrumento de adhesión de Finlandia al tratado en cuestión.

De acuerdo con las instrucciones de mi Gobierno me complazco en informarle que la adhesión de Finlandia se hace bajo las reservas siguientes :

1) La adhesión de Finlandia al citado Tratado no afecta en nada los derechos y las obligaciones derivados, para Finlandia, del Pacto de la Sociedad de las Naciones o

¹ Vol. CLXIII, page 393 ; vol. CLXXII, page 439 ; vol. CLXXVII, page 481 ; et vol. CLXXXI, page 440, de ce recueil.

¹ Vol. CLXIII, page 393 ; Vol. CLXXII, page 439 ; Vol. CLXXVII, page 481 ; and Vol. CLXXXI, page 440, of this Series.

de otros tratados y convenciones anteriores, o de tratados y convenciones que podrían ser concluidos ulteriormente con otros Estados a efectos del arreglo pacífico de conflictos internacionales ;

2) el Gobierno de Finlandia se reserva el derecho de no recurrir a los medios coercitivos que prevé el artículo III de este Tratado contra un Estado envuelto en un conflicto internacional ;

3) el procedimiento de conciliación establecido en este Tratado no se aplica a las diferencias y cuestiones indicadas bajo las letras *a)*, *b)*, *c)* y *d)* del artículo V.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar al Señor Ministro las seguridades de mi más alta consideración.

Niilo ORASMAA.

S. E. el Señor Doctor Carlos Saavedra Lama,
Ministro de Relaciones Exteriores y Culto.

II.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO.

BUENOS AIRES, *marzo 31 de 1938.*

SEÑOR MINISTRO :

Tengo el honor de acusar recibo a la nota de V. E. N° 229 por la cual tiene a bien comunicar la aprobación por la Cámara de Diputados de Finlandia del Tratado Antibélico de No-Agresión y Conciliación concluido en Rio de Janeiro el 10 de octubre de 1933 y su ratificación por el Excmo. Señor Presidente de la República de Finlandia, a raíz de las cuales su Gobierno ha encomendado al Señor Ministro depositar en esta Cancillería el instrumento de adhesión de Finlandia al Tratado en cuestión.

Agrega V. E., de acuerdo con instrucciones que ha recibido de su Gobierno, que la adhesión de Finlandia se hace bajo las siguientes reservas :

1) La adhesión de Finlandia al citado Tratado no afecta en nada los derechos y las obligaciones derivados, para Finlandia, del Pacto de la Sociedad de las Naciones o de otros tratados y convenciones anteriores, o de tratados y convenciones que podrían ser concluidos ulteriormente con otros Estados a efectos del arreglo pacífico de conflictos internacionales.

2) El Gobierno de Finlandia se reserva el derecho de no recurrir a los medios coercitivos que prevé el artículo III de este Tratado contra un Estado envuelto en un conflicto internacional ;

3) El procedimiento de conciliación establecido en este Tratado no se aplica a las diferencias y cuestiones indicadas bajo las letras *a)*, *b)*, *c)* y *d)* del artículo V.

Al expresar al Señor Ministro la complacencia con que esta Cancillería ha recibido el instrumento de referencia, cuyo depósito ha sido comunicado a los demás Estados interesados, aprovecho la oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi más alta consideración.

Luis. S. CASTIÑEIRAS.

A. S. E. el Señor Niilo Orasmaa,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Finlandia.

Pour copie certifiée conforme :

Eino Westerlung,

*Chef des Archives du Ministère des
Affaires étrangères.*

TRADUCTION.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ARGENTIN ET FINLANDAIS RELATIF A DES RÉSERVES FAITES PAR LA FINLANDE EN ADHÉRANT AU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. BUENOS-AYRES, LES 17 FÉVRIER ET 31 MARS 1938.

I.

N° 229.

BUENOS-AYRES, le 17 février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'après approbation par la Chambre des députés de Finlande du Traité international de non-agression et de conciliation, conclu à Rio de Janeiro le 10 octobre 1933, et sa ratification par Son Excellence le Président de la République de Finlande, mon gouvernement m'a chargé de déposer à la Chancellerie argentine l'instrument d'adhésion de la Finlande au traité en question.

Conformément aux instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire savoir que la Finlande adhère à ce traité sous les réserves suivantes :

1° L'adhésion de la Finlande audit traité ne modifie en rien les droits et obligations découlant pour la Finlande du Pacte de la Société des Nations ou d'autres traités et conventions antérieurs, ou de traités et conventions qui pourraient être conclus ultérieurement avec d'autres Etats aux fins d'un règlement pacifique de conflits internationaux ;

2° Le Gouvernement de la Finlande se réserve le droit de ne pas recourir aux mesures coercitives que prévoit l'article III de ce traité contre un Etat partie à un conflit international ;

3° La procédure de conciliation prévue par ce traité ne s'applique pas aux différends et aux questions visés sous les lettres *a)*, *b)*, *c)* et *d)* de l'article V.

Je saisis cette occasion, etc.

Niilo ORASMAA.

Son Excellence
le D^r Carlos Saavedra Lamas,
Ministre des Affaires étrangères et du Culte.

TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE ARGENTINE AND FINNISH GOVERNMENTS REGARDING RESERVATIONS MADE BY FINLAND WHEN ACCEDING TO THE ABOVE-MENTIONED TREATY. BUENOS AIRES, FEBRUARY 17TH AND MARCH 31ST, 1938.

I.

No. 229.

BUENOS AIRES, February 17th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that, after the approval by the Finnish Chamber of Deputies of the International Treaty of Non-Aggression and Conciliation concluded at Rio de Janeiro on October 10th, 1933, and its ratification by His Excellency the President of the Republic of Finland, my Government has instructed me to deposit in your Chancellery the instrument of Finland's accession to the said Treaty.

Acting on instructions from my Government, I have the honour to inform you that Finland's accession is subject to the following reservations:

(1) The accession of Finland to the said Treaty shall in no way affect Finland's rights and obligations arising out of the Covenant of the League of Nations or other previous treaties or conventions, or out of treaties or conventions which may hereafter be concluded with other States for the purpose of the peaceful settlement of international disputes ;

(2) The Government of Finland reserves its right not to resort to the coercive measures provided for in Article III of the said Treaty against a State involved in an international dispute ;

(3) The conciliation procedure provided for in the said Treaty shall not apply to the disputes and questions referred to in Article V (*a)*, (*b)*, (*c)*, and (*d)*).

I avail myself of this opportunity, etc.

Niilo ORASMAA.

His Excellency
Dr. Carlos Saavedra Lamas,
Minister for Foreign Affairs and
Public Worship.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU CULTE.

BUENOS-AYRES, le 31 mars 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note N° 229 par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire part de l'approbation par la Chambre des députés de Finlande du Traité de non-agression et de conciliation conclu à Rio de Janeiro le 10 octobre 1933 et de sa ratification par Son Excellence le Président de la République de Finlande et me faire connaître que votre gouvernement vous avait chargé de déposer à cette Chancellerie l'instrument d'adhésion de la Finlande au traité en question.

Votre Excellence ajoute que, conformément aux instructions qu'elle a reçues de son gouvernement, la Finlande adhérerait à ce traité sous les réserves suivants :

1° L'adhésion de la Finlande audit traité ne modifie en rien les droits et obligations découlant pour la Finlande du Pacte de la Société des Nations ou d'autres traités et conventions antérieurs, ou de traités et conventions qui pourraient être conclus ultérieurement avec d'autres Etats aux fins d'un règlement pacifique de conflits internationaux ;

2° Le Gouvernement de la Finlande se réserve le droit de ne pas recourir aux mesures coercitives que prévoit l'article III de ce traité contre un Etat partie à un conflit international ;

3° La procédure de conciliation prévue par ce traité ne s'applique pas aux différends et aux questions visés sous les lettres *a*), *b*), *c*) et *d*) de l'article V.

En exprimant à Votre Excellence la satisfaction avec laquelle la Chancellerie argentine a reçu l'instrument en question, dont le dépôt a été notifié aux autres Etats intéressés, je saisis l'occasion, etc.

Luis S. CASTIÑEIRAS.

Son Excellence Monsieur Niilo Orasmaa,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Finlande.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
AND PUBLIC WORSHIP.

BUENOS AIRES, March 31st, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note No. 229, in which you were so good as to inform me that the Finnish Chamber of Deputies had approved the Anti-War Treaty of Non-Aggression and Conciliation concluded at Rio de Janeiro on October 10th, 1933, and that it had been ratified by His Excellency the President of the Republic of Finland, as a result of which your Government had instructed you to deposit in this Chancery the instrument of Finland's accession to the said Treaty.

Your Excellency, acting on instructions from your Government, added that the accession of Finland was subject to the following reservations :

(1) The accession of Finland to the said Treaty shall in no way affect Finland's rights and obligations arising out of the Covenant of the League of Nations or other previous treaties or conventions, or out of treaties or conventions which may hereafter be concluded with other States for the purpose of the peaceful settlement of international disputes ;

(2) The Government of Finland reserves its right not to resort to the coercive measures provided for in Article III of the said Treaty against a State involved in an international dispute ;

(3) The conciliation procedure provided for in the said Treaty shall not apply to the disputes and questions referred to in Article V (*a*), (*b*), (*c*), and (*d*).

While expressing to Your Excellency the pleasure with which the Argentine Chancery has received the instrument in question, the deposit of which has been notified to the other States concerned, I avail myself of this opportunity, etc.

Luis S. CASTIÑEIRAS.

His Excellency Monsieur Niilo Orasmaa,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Finland.

b. 3961. — AGREEMENT¹ REGARDING THE REGULATION OF THE PRODUCTION AND EXPORT OF RUBBER, SIGNED AT LONDON, MAY 7TH, 1934, AND PROTOCOLS AMENDING THIS AGREEMENT, SIGNED AT LONDON, JUNE 27TH, 1935, MAY 22ND, 1936, AND FEBRUARY 5TH, 1937.

N° 3961. — ACCORD¹ CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION DE LA PRODUCTION ET DE L'EXPORTATION DU CAOUTCHOUC, SIGNÉ A LONDRES, LE 7 MAI 1934, ET PROTOCOLES MODIFIANT CET ACCORD, SIGNÉS A LONDRES, LES 27 JUIN 1935, 22 MAI 1936 ET 5 FÉVRIER 1937.

DÉCLARATION OF THE SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS OF HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, RECORDING THE ACCEPTANCE OF A RECOMMENDATION BY THE INTERNATIONAL RUBBER REGULATION COMMITTEE BY THE STATES PARTIES TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SIGNED AT LONDON, OCTOBER 6TH, 1938.

DÉCLARATION DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, RELATIVE A L'ACCEPTATION PAR LES ETATS PARTIES A L'ACCORD SUSMENTIONNÉ D'UNE RECOMMANDATION DU COMITÉ INTERNATIONAL DE RÉGLEMENTATION DU CAOUTCHOUC. SIGNÉE A LONDRES, LE 6 OCTOBRE 1938

Registered on June 7th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistrée le 7 juin 1939 à la demande du Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Whereas paragraphs (b), (c), (d) and (e) of Article 3 of the Agreement to regulate production and export of rubber, signed in London on the 7th May, 1934, and amended by the Protocols signed in London on the 27th June, 1935, the 22nd May, 1936, and the 5th February, 1937, provide as follows :

Attendu que les paragraphes b), c), d) et e) de l'article 3 de l'Accord pour la réglementation de la production et de l'exportation du caoutchouc, signé à Londres le 7 mai 1934 et amendé par les Protocoles signés à Londres le 27 juin 1935, le 22 mai 1936 et le 5 février 1937, prévoient que :

(b) The said Regulation shall come into operation on the 1st day of June, 1934, and shall remain in force until the 31st December, 1938, as a minimum period.

b) La réglementation entrera en vigueur le 1^{er} juin 1934 et restera en vigueur pendant une période minimum prenant fin le 31 décembre 1938 ;

(c) Not more than twelve calendar months and not less than nine calendar months prior to the 31st December, 1938, the International Rubber Regulation Committee shall make a recommendation to the contracting Governments as to the continuation or otherwise of the Regulation. The recommendation, if in favour of continuation, may suggest amendments to the Regulation and include proposals relating to the other provisions of this Agreement.

c) Dans un délai qui ne devra pas être supérieur à douze mois ni inférieur à neuf mois avant le 31 décembre 1938, le Comité international de réglementation du caoutchouc adressera aux gouvernements contractants une recommandation concernant la continuation ou la cessation de la présente réglementation. La recommandation pourra, si elle est en faveur de la continuation, suggérer des amendements à la réglementation et contenir des propositions relatives aux autres dispositions du présent accord ;

¹ Vol. CLXXI, page 203 ; and Vol. CLXXXI, page 469, of this Series.

¹ Vol. CLXXI, page 203 ; et vol. CLXXXI, page 469, de ce recueil.

(d) Each contracting Government shall signify to the International Rubber Regulation Committee and to the other contracting Governments its acceptance or rejection of the recommendation referred to in the immediately preceding paragraph within three calendar months after the date of the receipt of such recommendation.

(e) If the said recommendation is accepted by all the contracting Governments, the contracting Governments undertake to take such measures as may be necessary to carry out the said recommendation. The Government of the United Kingdom shall in this event draw up and communicate to all the other contracting Governments a declaration certifying the terms of the said recommendation and its acceptance by all the contracting Governments.

And whereas, at their meeting in London on the 29th March, 1938, in accordance with paragraph (c), the International Rubber Regulation Committee made a recommendation ;

And whereas all the Governments Parties to the said Agrément — namely, the Governments of the French Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, India, the Netherlands and Siam — have signified their acceptance of the recommendation :

Now, therefore, I, the Undersigned, Principal Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, in accordance with the provisions of paragraph (e) of Article 3 of the said Agreement, hereby declare that the terms of the said recommendation are those set forth in the Annex hereto and certify that the recommendation has been accepted by all the contracting Governments.

Witness my hand this 6th day of October, 1938.

Given at the Foreign Office, London.

HALIFAX.

RECOMMENDATION OF THE INTERNATIONAL RUBBER REGULATION-COMMITTEE AS TO THE CONTINUATION OR OTHERWISE OF THE REGULATION.

Whereas paragraphs (b), (c), (d), (e), (f) and (g) of Article 3 of the Agreement to regulate production and export of rubber signed at

d) Chaque gouvernement contractant fera connaître au Comité international de réglementation du caoutchouc et aux autres gouvernements contractants s'il accepte ou rejette la recommandation ci-dessus, dans un délai de trois mois après avoir reçu ladite recommandation ;

e) Si ladite recommandation est acceptée par tous les gouvernements contractants, ceux-ci s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour appliquer ladite recommandation. Le Gouvernement du Royaume-Uni devra, dans ce cas, rédiger et communiquer à tous les autres gouvernements contractants une déclaration certifiant les termes de ladite recommandation et son acceptation par tous les gouvernements contractants.

Et attendu que, lors de sa réunion à Londres le 29 mars 1938, le Comité international de réglementation du caoutchouc a formulé, conformément au paragraphe c), une recommandation ;

Et attendu que tous les gouvernements signataires dudit accord, à savoir les gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Inde, des Pays-Bas et du Siam, ont fait connaître leur acceptation de la recommandation,

Je, soussigné, principal secrétaire d'Etat des Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, conformément aux dispositions du paragraphe e) de l'article 3 dudit accord, déclare que les termes de ladite recommandation sont ceux qui figurent à l'annexe ci-jointe, et certifie que la recommandation a été acceptée par tous les gouvernements contractants.

Témoin, ma signature, ce 6 octobre 1938, donnée au Foreign Office, à Londres.

HALIFAX.

RECOMMANDATION DU COMITÉ INTERNATIONAL DE RÉGLEMENTATION DU CAOUTCHOUC CONCERNANT LA CONTINUATION OU LA CESSATION DE LA RÉGLEMENTATION.

Attendu que les paragraphes b), c), d), e), f) et g) de l'article 3 de l'Accord pour la réglementation de la production et de l'exportation

London on the 7th May, 1934, and amended by the Protocols signed at London on the 27th June, 1935, the 22nd May, 1936, and the 5th February, 1937, provide as follows :

"(b) The said Regulation shall come into operation on the 1st day of June, 1934, and shall remain in force until the 31st December, 1938, as a minimum period.

(c) Not more than twelve calendar months and not less than nine calendar months prior to the 31st December, 1938, the International Rubber Regulation Committee shall make a recommendation to the contracting Governments as to the continuation or otherwise of the Regulation. The recommendation, if in favour of continuation, may suggest amendments to the Regulation and include proposals relating to the other provisions of this Agreement.

(d) Each contracting Government shall signify to the International Rubber Regulation Committee and to the other contracting Governments its acceptance or rejection of the recommendation referred to in the immediately preceding paragraph within three calendar months after the date of the receipt of such recommendation.

(e) If the said recommendation is accepted by all the contracting Governments, the contracting Governments undertake to take such measures as may be necessary to carry out the said recommendation. The Government of the United Kingdom shall in this event draw up and communicate to all the other contracting Governments a declaration certifying the terms of the said recommendation and its acceptance by all the contracting Governments.

(f) If the said recommendation is not accepted by all the contracting Governments, the Government of the United Kingdom may of its own motion, and shall, if requested by any other contracting Government, convoke a conference of the contracting Governments to consider the situation.

(g) Unless a recommendation to continue the Regulation is accepted under paragraphs (d) and (e) above, or unless an agreement for continuation is concluded between the contracting Governments at

du caoutchouc, signé à Londres le 7 mai 1934 et amendé par les Protocoles signés à Londres le 27 juin 1935, le 22 mai 1936 et le 5 février 1937, prévoient les dispositions suivantes :

"(b) La réglementation entrera en vigueur le 1^{er} juin 1934 et restera en vigueur pendant une période minimum prenant fin le 31 décembre 1938 ;

(c) Dans un délai qui ne devra pas être supérieur à douze mois ni inférieur à neuf mois avant le 31 décembre 1938, le Comité international de réglementation du caoutchouc adressera aux gouvernements contractants une recommandation concernant la continuation ou la cessation de la présente réglementation. La recommandation pourra, si elle est en faveur de la continuation, suggérer des amendements à la réglementation et contenir des propositions relatives aux autres dispositions du présent accord ;

(d) Chaque gouvernement contractant fera connaître au Comité international de réglementation du caoutchouc et aux autres gouvernements contractants s'il accepte ou rejette la recommandation ci-dessus, dans un délai de trois mois après avoir reçu ladite recommandation ;

(e) Si ladite recommandation est acceptée par tous les gouvernements contractants, ceux-ci s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour appliquer ladite recommandation. Le Gouvernement du Royaume-Uni devra dans ce cas rédiger et communiquer à tous les autres gouvernements contractants une déclaration certifiant les termes de ladite recommandation et son acceptation par tous les gouvernements contractants ;

(f) Si ladite recommandation n'est pas acceptée par tous les gouvernements contractants, le Gouvernement du Royaume-Uni pourra, de sa propre initiative, ou devra, s'il en est requis par tout autre gouvernement contractant, convoquer une Conférence des gouvernements contractants pour examiner la situation ;

(g) A moins qu'une recommandation de continuer la réglementation ne soit acceptée conformément aux paragraphes (d) et (e) ci-dessus ou à moins qu'un accord relatif à la continuation ne soit conclu entre les

the conference referred to in paragraph (f) above, the Regulation and all the obligations arising out of this Agreement shall terminate on the 31st December, 1938. If at the conference referred to in paragraph (f) above an agreement for continuation is concluded between some but not all of the contracting Governments, the Regulation and all the obligations arising out of this Agreement shall terminate on the 31st December, 1938, in respect of any contracting Government not a party to the agreement for continuation,"

and :

Whereas it is desirable that the International Rubber Regulation Committee shall make a recommendation to the Governments Parties to the said Agreement as provided in paragraph (c) of the said Article :

Therefore the said Committee at a meeting at London on the 29th day of March, 1938, adopts the following resolutions :

(1) The Committee recommends that the Regulation shall be continued until the 31st December, 1943, as a minimum period.

(2) In making this recommendation, the Committee suggests the amendments to the Regulation and submits the proposals relating to the other provisions of the Agreement, which are set out in Annex I to this resolution, and recommends that they should come into force on the 1st January, 1939. A copy of the Agreement, as amended in accordance with the amendments and proposals contained in Annex I, is set out in Annex II.

(3) The Committee submits this recommendation, including the amendments and proposals set out in the Annexes to this resolution, to each of the contracting Governments with the request that they will, in accordance with paragraph (d) of Article 3 of the Agreement, signify to the Committee and to the other contracting Governments their acceptance or rejection of the recommendation within three calendar months after receipt of this recommendation.

(4) The Committee further requests the Government of the United Kingdom to take the action prescribed in paragraphs

gouvernements contractants à la suite de la conférence visée au paragraphe f) ci-dessus, la réglementation et toutes les obligations qui en dérivent prendront fin le 31 décembre 1938. Si à la conférence visée au paragraphe f) ci-dessus, un accord relatif à la continuation est conclu entre certains mais non entre tous les gouvernements contractants, la réglementation et les obligations qui en résultent prendront fin à la date du 31 décembre 1938, en ce qui concerne tout gouvernement contractant qui n'aura pas accepté de continuer la réglementation ;»

Et :

Attendu qu'il est désirable que le Comité international de réglementation du caoutchouc adresse aux gouvernements signataires dudit accord une recommandation, conformément au paragraphe c) dudit article ;

Ledit comité, réuni à Londres le 29 mars 1938, adopte les résolutions suivantes :

1. Le comité recommande que la réglementation soit maintenue pendant une période minimum prenant fin le 31 décembre 1943.

2. En formulant cette recommandation, le comité suggère les amendements à la réglementation et soumet les propositions concernant les autres dispositions de l'accord qui figurent à l'annexe I de cette résolution, et recommande leur mise en vigueur à la date du 1^{er} janvier 1939. Une copie de l'accord, modifié conformément aux amendements et aux propositions contenus dans l'annexe I, figure à l'annexe II.

3. Le comité soumet à chacun des gouvernements contractants cette recommandation ainsi que les amendements et les propositions figurant dans les annexes de cette résolution en les priant de faire connaître au comité et aux autres gouvernements contractants, conformément au paragraphe d) de l'article 3 de l'accord, s'ils acceptent ou s'ils rejettent la recommandation, dans un délai de trois mois après avoir reçu ladite recommandation.

4. Le comité prie en outre le Gouvernement du Royaume-Uni de prendre les mesures prévues aux paragraphes e) ou

(e) or (f) of Article 3 of the Agreement in accordance with the circumstances.

(5) In view of the fact that, in the case of a conference having to be convened in accordance with paragraph (f), it is essential that the aforesaid conference should meet without delay, the Committee requests the Government of the United Kingdom to convoke the conference as soon as possible after the expiry of the three months referred to in paragraph (d), and requests all the contracting Governments to take the necessary steps to render it possible for their plenipotentiaries to attend a conference convoked at short notice.

ANNEX I TO THE RECOMMENDATION OF THE INTERNATIONAL RUBBER REGULATION COMMITTEE OF MARCH 29TH, 1938.

(Not printed.)

ANNEX II TO THE RECOMMENDATION OF THE INTERNATIONAL RUBBER REGULATION COMMITTEE OF MARCH 29TH, 1938.

Revised Text, as recommended by the International Rubber Regulation Committee, of the Agreement between the Governments of France, the United Kingdom, India, the Netherlands and Siam to regulate Production and Export of Rubber, signed in London, May 7th, 1934, as amended by the Protocols of June 27th, 1935, May 22nd, 1936, and February 5th, 1937.

The Governments of the French Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland (hereinafter referred to as the Government of the United Kingdom), India, the Kingdom of the Netherlands, and the Kingdom of Siam :

Considering that it is necessary and advisable that steps should be taken to regulate the production and export of rubber in and from producing countries with the object of keeping world stocks at a normal figure and adjusting in an orderly manner supply to demand, while at the same time making available all the rubber that may be required and maintaining a fair and equitable price level which will be reasonably remunerative to efficient producers,

f) de l'article 3 de l'accord, selon les circonstances.

5. Vu que, dans le cas où une conférence devrait être convoquée, conformément au paragraphe f), il est essentiel que ladite conférence se réunisse sans délai, le comité prie le Gouvernement du Royaume-Uni de convoquer la conférence aussitôt que possible après l'expiration du délai de trois mois prévu au paragraphe d), et prie tous les gouvernements contractants de prendre les mesures nécessaires pour permettre à leurs plénipotentiaires d'assister à une conférence convoquée à bref délai.

ANNEXE I DE LA RECOMMANDATION DU COMITÉ INTERNATIONAL DE RÉGLEMENTATION DU CAOUTCHOUC, FORMULÉE LE 29 MARS 1938.

(Non imprimée.)

ANNEXE II DE LA RECOMMANDATION DU COMITÉ INTERNATIONAL DE RÉGLEMENTATION DU CAOUTCHOUC, FORMULÉE LE 29 MARS 1938.

Texte révisé, recommandé par le Comité international de réglementation du caoutchouc, de l'Accord entre les Gouvernements de la France, du Royaume-Uni, de l'Inde, des Pays-Bas et du Siam, pour la réglementation de la production et de l'exportation du caoutchouc, signé à Londres le 7 mai 1934 et amendé par les Protocoles du 27 juin 1935, du 22 mai 1936 et du 5 février 1937.

Les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (désigné ci-dessous comme le Gouvernement du Royaume-Uni), de l'Inde, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Siam :

Considérant qu'il est nécessaire et recommandable que des mesures soient prises pour régulariser la production et l'exportation du caoutchouc des différents pays producteurs dans le but de maintenir à un chiffre normal les stocks mondiaux et d'équilibrer d'une façon méthodique l'offre et la demande, tout en permettant la fourniture de toutes les quantités de caoutchouc nécessaires et en maintenant les prix à un niveau juste, équitable et raisonnable.

and being desirous of concluding an Agreement for this purpose :

Have accordingly agreed as follows :

Article 1.

The obligations under this Agreement of the Government of the French Republic apply to French Indo-China ; those of the Government of the United Kingdom to Burma, Ceylon, the Federated Malay States, the Unfederated Malay States, the Straits Settlements, the State of North Borneo, Brunei and Sarawak ; those of the Government of India to India ; those of the Government of the Kingdom of the Netherlands to the Netherlands Indies ; and those of the Government of the Kingdom of Siam to Siam.

Article 2.

For the purposes of this Agreement :

(a) " Basic quotas " means the quotas referred to in Article 4 (a).

(b) " International Rubber Regulation Committee " means the Committee referred to in Article 15.

(c) " Control year " means any calendar year during the continuance of this Agreement, or, in the case of the year 1934, the portion of that year between the date of the coming into force of the Regulation under Article 3 (b) and the 31st December, 1934.

(d) " Rubber plant " means and includes plants, trees, shrubs or vines, and any leaves, flowers, seeds, buds, twigs, branches, roots or any living portion of them that may be used to propagate any of the following :

- (A) *Hevea Braziliensis* (Para Rubber).
- (B) *Manihot Glaziovii* (Ceara Rubber).
- (C) *Castilloa elastica*.
- (D) *Ficus elastica* (Rambong).
- (E) Any other plant, tree, shrub or vine which the International Rubber Regulation Committee may decide is a rubber plant for the purpose of this Regulation.

(e) " Rubber " means (1) crude rubber, that is to say, rubber prepared from the leaves, bark

ment rémunérateur pour des producteurs bien organisés, et désirant conclure un accord dans ce but :

Sont, en conséquence, convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les obligations définies par le présent accord s'appliquent pour le Gouvernement de la République française, à l'Indochine française ; pour le Gouvernement du Royaume-Uni, à la Birmanie, à Ceylan, aux Etats Malais fédérés, aux Etats Malais non fédérés, aux Straits Settlements, à l'Etat de Bornéo du Nord, à Brunei et à Sarawak ; pour le Gouvernement de l'Inde, à l'Inde ; pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, aux Indes néerlandaises ; pour le Gouvernement du Royaume de Siam, au Siam.

Article 2.

Dans le texte ci-dessous :

a) « Potentiels de base » signifie : les potentiels de production dont il est question à l'article 4 a).

b) « Comité international de réglementation du caoutchouc » signifie : le comité dont il est question à l'article 15.

c) « Année de contrôle » signifie : une quelconque des années durant lesquelles la réglementation sera appliquée et, en ce qui concerne l'année 1934, la partie de cette année comprise entre la date d'entrée en vigueur de la réglementation, conformément à l'article 3 b), et le 31 décembre 1934.

d) « Plantes à caoutchouc » signifie et comprend : les plantes, arbustes, buissons ou lianes et toutes feuilles, fleurs, graines, bourgeons, greffes, branches, racines ou toute partie vivante de ceux-ci susceptible de servir à propager l'une des espèces suivantes :

- A) *Hevea Braziliensis* (Para Rubber).
- B) *Manihot Glaziovii* (Ceara Rubber).
- C) *Castilloa elastica*.
- D) *Ficus elastica* (Rambong).

E) Tout autre plante, arbuste, buisson ou liane que le Comité international de réglementation du caoutchouc décidera devoir être considéré, en ce qui concerne l'application de la réglementation, comme étant une plante à caoutchouc.

e) « Caoutchouc » signifie : 1° le caoutchouc brut, c'est-à-dire tout caoutchouc préparé pro-

or latex of any rubber plant, and the latex of any rubber plant, whether fluid or coagulated, in any stage of the treatment to which it is subjected during the process of conversion into rubber, and latex in any state of concentration; and (2) for the purposes of paragraph (i) of this Article and Articles 4, 5 and 6 includes the raw rubber content of all articles and things manufactured wholly or partly from crude rubber within a territory to which the present Agreement applies, which manufactured articles had not been previously imported.

(f) "New planting" means planting during the period of the Regulation rubber seeds or plants on an area which has not since the 7th May, 1934, borne such plants. If in an area already bearing two (or more) cultivations or other growths, one of which consists of rubber plants, the other cultivation(s) or growth(s) are being wholly or partly substituted by rubber plants, this substitution will also be regarded as new planting.

(g) "Replanting" or "replant" means planting during the period of the Regulation more than thirty plants on any acre (or more than seventy-five rubber plants on any hectare) of any area carrying rubber plants on the 7th May, 1934, so far as such planting cannot be considered to be new planting as defined under (f) of this Article.

(h) "Supplying" or "supply" means planting during the period of the Regulation thirty rubber plants or less on any acre, or seventy-five rubber plants or less on any hectare of any area carrying rubber plants on the 7th May, 1934, so far as such planting cannot be considered to be new planting as defined under (f) of this Article.

(i) "Net exports" means the difference between the total exports of rubber from a territory during a period, and the total imports of crude rubber into that territory during the same period.

(j) "Owner" means and includes the proprietor, occupier or person in the possession or in charge of a holding, or such person as is, in the opinion of the Government concerned, the Manager or Agent of or entitled to act

venant des feuilles, écorces ou latex de toute plante à caoutchouc, ainsi que le latex de toute plante à caoutchouc, liquide ou coagulé, à n'importe quel stade du traitement auquel il est soumis au cours du processus de transformation en caoutchouc, et le latex, concentré ou non, quelle qu'en soit la concentration; 2° pour l'application du paragraphe i) de cet article et des articles 4, 5 et 6, la teneur en caoutchouc brut de tous les articles ou objets fabriqués entièrement ou en partie avec du caoutchouc brut, dans l'un des territoires auxquels s'applique le présent accord, si ces articles manufacturés n'ont pas été préalablement importés.

f) « Plantation nouvelle » signifie : toute plantation, pendant la période de réglementation, de graines ou de plants de caoutchouc sur une surface qui, depuis le 7 mai 1934, n'a pas produit cette plante. Si, sur une surface produisant déjà deux ou plusieurs espèces de plantes cultivées ou autres, dont l'une est la plante à caoutchouc, l'autre ou les autres sont progressivement remplacées entièrement ou en partie par l'arbre à caoutchouc, cette substitution sera également considérée comme une plantation nouvelle.

g) « Replanter » signifie : planter, pendant la période de réglementation, plus de trente arbres à caoutchouc par acre (ou plus de 75 arbres à caoutchouc par hectare) sur toute surface plantée en caoutchouc à la date du 7 mai 1934, dans la mesure où cette plantation ne pourra être considérée comme une plantation nouvelle, conformément au paragraphe f) de cet article.

h) « Production » signifie : planter, pendant la période de réglementation, 30 arbres à caoutchouc ou moins par acre (ou 75 arbres à caoutchouc ou moins par hectare), sur toute surface plantée en caoutchouc au 7 mai 1934, dans la mesure où cette plantation ne pourra être considérée comme une plantation nouvelle, conformément au paragraphe f) de cet article.

i) « Quantité nette exportée » signifie : la différence entre la totalité du caoutchouc exporté d'un territoire pendant une certaine période et la totalité du caoutchouc brut importé dans ce territoire pendant la même période.

j) « Possesseur » signifie et comprend : le propriétaire, l'occupant ou toute personne en possession ou chargée de la direction d'une propriété, ou telle personne qui, pour le gouvernement intéressé, est considérée comme le

for or on behalf of such proprietor, occupier or person.

(k) " Holding " means land on which rubber plants are grown which is in the ownership, possession or occupation, or is being worked by or under the control of the owner.

(l) " Person, " unless the context otherwise requires, includes a company, corporation, partnership or other body whether corporate or not.

(m) " Standard production " means the amount fixed by the Government of each territory or group of territories as the standard production of rubber of a holding for any control year.

Article 3.

(a) The contracting Governments undertake to take such measures as may be necessary to maintain and enforce in their respective territories, as defined in Article 1, the regulation and control of the production, export and import of rubber as laid down in Articles 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12 and 13 of this Agreement, hereinafter referred to as " the Regulation. "

(b) The said Regulation shall come into operation on the 1st June, 1934, and shall remain in force until the 31st December, 1943, as a minimum period.

(c) Not less than twelve calendar months prior to the 31st December, 1943, the International Rubber Regulation Committee shall make a recommendation to the contracting Governments as to the continuation or otherwise of the Regulation. The recommendation, if in favour of continuation, may suggest amendments to the Regulation and include proposals relating to the other provisions of this Agreement.

(d) Each contracting Government shall signify to the International Rubber Regulation Committee its acceptance or rejection of the recommendation referred to in the immediately preceding paragraph within three calendar months after the date of the receipt of such recommendation.

(e) If the said recommendation is accepted by all the contracting Governments, the contracting Governments undertake to take such

directeur de l'entreprise ou comme l'agent du propriétaire ou occupant, et qui est habilitée à agir en son nom.

k) « Domaine » signifie : le terrain sur lequel des arbres et plantes à caoutchouc sont plantés, quels que soient le mode de tenure et l'occupant.

l) Par « personne » on entend (à moins que le texte ne stipule autrement) toute compagnie, corporation ou association, ou tout groupement de personnes.

m) « Niveau de production » signifie : la quantité fixée par le gouvernement de chaque territoire ou groupe de territoires comme représentant le niveau de production de caoutchouc d'un domaine au cours d'une année de contrôle déterminée.

Article 3.

a) Les gouvernements contractants s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en vigueur et pour maintenir dans leurs territoires respectifs, tels qu'ils sont définis à l'article premier, la réglementation et le contrôle de la production, de l'exportation et de l'importation du caoutchouc dans les conditions définies aux articles 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 du présent accord, qui est désigné ci-après comme étant « la réglementation ».

b) Ladite réglementation entrera en vigueur le 1^{er} juin 1934 et restera en vigueur pendant une période minimum prenant fin le 31 décembre 1943.

c) Dans un délai qui ne devra pas être inférieur à douze mois avant le 31 décembre 1943, le Comité international de réglementation du caoutchouc adressera aux gouvernements contractants une recommandation concernant la continuation ou la cessation de la présente réglementation. La recommandation pourra, si elle est en faveur de la continuation, suggérer des amendements à la réglementation et contenir des propositions relatives aux autres dispositions du présent accord.

d) Chaque gouvernement contractant fera connaître au Comité international de réglementation du caoutchouc s'il accepte ou rejette la recommandation ci-dessus dans un délai de trois mois après avoir reçu ladite recommandation.

e) Si ladite recommandation est acceptée par tous les gouvernements contractants, ceux-ci s'engagent à prendre les mesures nécessaires

measures as may be necessary to carry out the said recommendation. The International Rubber Regulation Committee shall inform the Government of the United Kingdom, which shall draw up a declaration certifying the terms of the said recommendation and its acceptance by all the contracting Governments, and the present Agreement shall be deemed to be amended in accordance with this declaration as from the date specified in that declaration. A certified copy of the declaration, together with a certified copy of the Agreement as amended, shall be communicated to all the other contracting Governments.

(f) If the said recommendation is not accepted by all the contracting Governments, the International Rubber Regulation Committee shall decide as soon as possible whether they desire to submit to the contracting Governments an amended recommendation. If the International Rubber Regulation Committee submits an amended recommendation, each contracting Government shall signify to the International Rubber Regulation Committee its acceptance or rejection of the amended recommendation within one month after the date of its receipt. If the amended recommendation is accepted by all the contracting Governments the provisions of paragraph (e) above shall apply.

(g) If the International Rubber Regulation Committee decides not to submit an amended recommendation, or if its amended recommendation is not accepted by all the contracting Governments, the International Rubber Regulation Committee shall so inform the Government of the United Kingdom which may of its own accord, and shall, if requested by any other contracting Government, convoke a conference of the contracting Governments to consider the situation.

(h) Unless a recommendation to continue the Regulation is accepted under paragraphs (d), (e) and (f) above, or unless an agreement for continuation is concluded between the contracting Governments at the conference referred to in paragraph (g) above, the Regulation and all the obligations arising out of this Agreement shall terminate on the 31st December, 1943. If at the conference referred to in paragraph (g) above an agreement for continuation is concluded between some but not all of the contracting Governments, the Regulation and all the obligations arising out of this Agreement shall terminate on the 31st December, 1943, in

pour appliquer ladite recommandation. Le Comité international de réglementation du caoutchouc en informera le Gouvernement du Royaume-Uni, qui devra rédiger une déclaration certifiant les termes de ladite recommandation et son acceptation par tous les gouvernements contractants. Le présent accord sera considéré comme ayant été amendé conformément à cette déclaration à partir de la date indiquée dans ladite déclaration. Une copie certifiée de la déclaration sera communiquée, ainsi qu'une copie certifiée de l'accord amendé, à tous les autres gouvernements contractants.

f) Si ladite recommandation n'est pas acceptée par tous les gouvernements contractants, le Comité international de réglementation du caoutchouc devra décider le plus tôt possible s'il désire soumettre aux gouvernements contractants une recommandation amendée. Si le Comité international de réglementation du caoutchouc soumet une recommandation amendée, chaque gouvernement contractant fera connaître au comité s'il accepte ou rejette la recommandation amendée, dans un délai maximum d'un mois après l'avoir reçue. Si la recommandation amendée est acceptée par tous les gouvernements contractants, les dispositions du paragraphe e) devront être appliquées.

g) Si le Comité international de réglementation du caoutchouc décide de ne pas soumettre une recommandation amendée, ou si sa recommandation amendée n'est pas acceptée par tous les gouvernements contractants, le comité en informera le Gouvernement du Royaume-Uni, qui pourra, de sa propre initiative, ou devra, s'il en est requis par tout autre gouvernement contractant, convoquer une conférence des gouvernements contractants pour examiner la situation.

h) A moins qu'une recommandation de continuer la réglementation ne soit acceptée conformément aux paragraphes d), e) et f) ci-dessus, ou à moins qu'un accord relatif à la continuation ne soit conclu entre les gouvernements contractants à la suite de la conférence visée au paragraphe g) ci-dessus, la réglementation et toutes les obligations qui en découlent prendront fin le 31 décembre 1943. Si, à la conférence visée au paragraphe g) ci-dessus, un accord relatif à la continuation est conclu entre certains mais non entre tous les gouvernements contractants, la réglementation et les obligations qui en découlent prendront fin à la date

respect of any contracting Government not a party to the Agreement for continuation.

(i) Without prejudice to the provisions of paragraph (c) of this Article the International Rubber Regulation Committee may at any time make a recommendation to the contracting Governments for the amendment of any part of the Regulation or any of the other provisions of the present Agreement except the provisions of Articles 4 and 6 and of paragraphs (l) or (n) of Article 15. The recommendations of the Committee under this paragraph may include a recommendation that the present Agreement should be made open to the accession of a non-signatory Government, and proposals for such additions and amendments to the present Agreement (including additions to Article 4 and paragraphs (l) or (n) of Article 15) as may be necessary to determine the conditions of the participation of such Government. The provisions of paragraphs (d) and (e) of this Article shall apply as regards any recommendation made under the provisions of this paragraph. Recommendations under this paragraph, if not accepted and put into force under paragraphs (d) and (e), shall fall, but without prejudice to the power of the International Rubber Regulation Committee to present all or any of them again under paragraph (c) at the appropriate time.

Article 4.

In the case of the Straits Settlements, the Federated Malay States, and the Unfederated Malay States and Brunei (which shall be deemed to constitute a single group of territories for this purpose), and of the Netherlands Indies, Ceylon, India, Burma, the State of North Borneo, Sarawak and Siam, the exports of rubber from the territory shall be regulated in accordance with the following provisions :

(a) The following annual quantities in tons of 2,240 English pounds dry rubber shall be adopted as basic quotas for each territory or group of territories for the control years specified :

du 31 décembre 1943 en ce qui concerne tout gouvernement contractant qui n'aura pas accepté de continuer la réglementation.

i) Sans préjudice des dispositions du paragraphe c) de cet article, le Comité international de réglementation du caoutchouc pourra, à tout moment, adresser une recommandation aux gouvernements contractants en vue d'amender une partie quelconque de la réglementation ou toute autre disposition du présent accord, exception faite des dispositions contenues dans les articles 4 et 6 et dans les paragraphes l) et n) de l'article 15. Les recommandations du comité en vertu de ce paragraphe pourront comprendre une recommandation visant à rendre le présent accord accessible à un gouvernement non signataire ainsi que des propositions relatives à des additions ou amendements au présent accord (y compris des additions éventuelles à l'article 4 et aux paragraphes l) et n) de l'article 15) nécessaires pour définir les conditions de participation du gouvernement en question. Les dispositions des paragraphes d) et e) de cet article devront être appliquées dans le cas de toute recommandation formulée conformément aux dispositions de ce paragraphe. Toute recommandation formulée conformément à ce paragraphe sera annulée si elle n'est pas acceptée et mise en vigueur conformément aux paragraphes d) et e), mais sans préjudice du pouvoir du Comité international de réglementation du caoutchouc de la formuler à nouveau en temps opportun, conformément au paragraphe c).

Article 4.

En ce qui concerne les Straits Settlements, les Etats Malais fédérés et les Etats Malais non fédérés et Brunei (qui seront considérés à ce point de vue comme formant un même groupe de territoires), et en ce qui concerne les Indes néerlandaises, Ceylan, l'Inde, la Birmanie, l'Etat de Bornéo du Nord, Sarawak et le Siam, les exportations de caoutchouc seront réglées conformément aux dispositions suivantes :

a) Chaque territoire ou groupe de territoires adoptera comme potentiel de base pour chaque année de contrôle les quantités suivantes, exprimées en tonnes de 2.240 livres anglaises de caoutchouc sec :

Table of Basic Quotas (Long Tons).

1934-1938.

	1934 7/12 of	1935	1936	1937	1938
Straits Settlements, F.M.S., U.M.S. and Brunei	504,000	538,000	569,000	589,000	602,000
Netherlands India	352,000	400,000	500,000	520,000	540,000
Ceylon	77,500	79,000	80,000	81,000	82,500
India	6,850	12,500	12,500	12,500	13,000
Burma	5,150	8,000	8,500	9,000	9,250
State of N. Borneo	12,000	13,000	14,000	15,500	16,500
Sarawak	24,000	28,000	30,000	31,500	32,000
Siam	15,000	40,000	40,000	40,000	40,000
Total	996,500	1,118,500	1,254,000	1,298,500	1,335,250

Table of Basic Quotas (Long Tons).

1939-1943.

	1939	1940	1941	1942	1943
Straits Settlements, F.M.S., U.M.S. and Brunei	632,000	642,500	648,000	651,000	651,500
Netherlands India	631,500	640,000	645,500	650,000	651,000
Ceylon	106,000	107,500	109,000	109,500	110,000
India	17,500	17,750	17,750	17,750	17,750
Burma	13,500	13,750	13,750	13,750	13,750
State of N. Borneo	21,000	21,000	21,000	21,000	21,000
Sarawak	43,000	43,750	44,000	44,000	44,000
Siam	54,500	55,300	55,700	56,000	60,000
Total	1,519,000	1,541,550	1,554,700	1,563,000	1,569,000

Tableau des potentiels de base
(en tonnes longues).

1934-1938.

	1934 7/12 de	1935	1936	1937	1938
Straits Settlements, Etats Ma- lais fédérés, Etats Malais non fédérés et Brunei	504.000	538.000	569.000	589.000	602.000
Indes néerlandaises	352.000	400.000	500.000	520.000	540.000
Ceylan	77.500	79.000	80.000	81.000	82.500
Inde	6.850	12.500	12.500	12.500	13.000
Birmanie	5.150	8.000	8.500	9.000	9.250
Etat de Bornéo du Nord	12.000	13.000	14.000	15.500	16.500
Sarawak	24.000	28.000	30.000	31.500	32.000
Siam	15.000	40.000	40.000	40.000	40.000
Total	996.500	1.118.500	1.254.000	1.298.500	1.335.250

Tableau des potentiels de base
(en tonnes longues).

1939-1943.

	1939	1940	1941	1942	1943
Straits Settlements, Etats Ma- lais fédérés, Etats Malais non fédérés et Brunei	632.000	642.500	648.000	651.000	651.500
Indes néerlandaises	631.500	640.000	645.500	650.000	651.000
Ceylan	106.000	107.500	109.000	109.500	110.000
Inde	17.500	17.750	17.750	17.750	17.750
Birmanie	13.500	13.750	13.750	13.750	13.750
Etat de Bornéo du Nord	21.000	21.000	21.000	21.000	21.000
Sarawak	43.000	43.750	44.000	44.000	44.000
Siam	54.500	55.300	55.700	56.000	60.000
Total	1.519.000	1.541.550	1.554.700	1.563.000	1.569.000

(b) Burma shall be permitted to export rubber to India without debiting such exports against her "permissible exportable amount" as defined in paragraph (d) below and in paragraphs (1) and (2) of Article 5, so long as such exports are permitted by the Governments of India and Burma. In the event of such exports being absolutely prohibited, an addition at the rate of 3,000 tons per annum shall be made to the basic quotas allotted to Burma in paragraph (a) of this Article. If such exports are limited and the amount so limited is less than 3,000 tons, then an addition shall be made to the basic quotas for Burma at a rate per annum equivalent to the difference between such permitted annual exports and 3,000 tons, and if the amount permitted is equal to or greater than 3,000 tons, no addition shall be made to the basic quotas. An addition to the basic quotas made under the provisions of this paragraph at any time during a control year shall bear the same relation to the addition permitted for a full year as the remaining part of the control year calculated from the date on which the prohibition or limitation came into force bears to the whole control year. Such exports of rubber imported into India from Burma shall be deemed to be excluded from India's "total imports of crude rubber" and from Burma's "total exports of rubber" for the purposes of Article 2 (i).

(c) The International Rubber Regulation Committee shall fix from time to time for each territory or group of territories a percentage of the basic quota. The percentage of the basic quota fixed by the International Rubber Regulation Committee shall be the same for each territory or group of territories. In the case of Siam, the percentage of the basic quota for that territory shall not be less than 50 per cent. for the year 1934, than 75 per cent. for the year 1935, than 85 per cent. for the year 1936, than 90 per cent. for the year 1937, and 100 per cent. for the year 1938.

(d) In each control year the quantity of rubber, which is equivalent to the percentage so fixed of the basic quotas of each territory or group of territories, constitutes for that territory or group of territories the "permissible exportable amount" for such territory or group of territories. Provided that in the case

b) La Birmanie pourra exporter du caoutchouc vers l'Inde sans débiteur de ces exportations le « quantum exportable autorisé » qui lui est alloué conformément au paragraphe d) ci-dessous et aux paragraphes 1 et 2 de l'article 5, tant que lesdites exportations seront autorisées par les Gouvernements de l'Inde et de la Birmanie. Dans le cas où ces exportations seraient complètement interdites, la Birmanie recevrait, pour son potentiel de base indiqué au paragraphe a) de cet article, une allocation supplémentaire de 3.000 tonnes par an. Si ces exportations sont limitées et si la quantité ainsi limitée est inférieure à 3.000 tonnes, un supplément sera accordé au potentiel de base de la Birmanie à un taux annuel égal à la différence entre ces exportations annuelles autorisées et 3.000 tonnes ; et si la quantité autorisée est égale ou supérieure à 3.000 tonnes, aucun supplément ne sera accordé pour le potentiel de base. Toute addition au potentiel de base, accordée conformément aux dispositions de ce paragraphe à un moment quelconque d'une année de contrôle, devra avoir le même rapport avec l'addition autorisée pour l'année entière que le rapport existant entre l'année de contrôle entière et le reste de l'année de contrôle, calculé à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'interdiction ou de la limitation. Ces exportations de caoutchouc de Birmanie vers l'Inde seront considérées, pour l'application de l'article 2 i), comme ne faisant partie ni du « total des importations de caoutchouc brut » pour l'Inde ni du « total des exportations de caoutchouc » pour la Birmanie.

c) Le Comité international de réglementation du caoutchouc fixera, de temps à autre, pour chaque territoire ou groupe de territoires, un pourcentage du potentiel de base. Le pourcentage du potentiel de base déterminé par le Comité sera le même pour chaque territoire ou groupe de territoires. En ce qui concerne le Siam, le pourcentage ne devra pas être inférieur à 50 % pour l'année 1934, 75 % pour l'année 1935, 85 % pour l'année 1936, 90 % pour l'année 1937 et 100 % pour l'année 1938.

d) Pour chaque année de contrôle, la quantité de caoutchouc équivalente au pourcentage ainsi fixé du potentiel de base de chaque territoire ou groupe de territoires constituera, pour ledit territoire ou groupe de territoires, le « quantum exportable autorisé » pour ledit territoire ou groupe de territoires, pourvu que,

of Siam the "permissible exportable amount" so constituted for that territory shall not in any of the control years 1939 to 1943 be less than 41,000 tons (of 2,240 English pounds).

Article 5.

The net exports of rubber from each territory or group of territories shall be limited to the "permissible exportable amount":

Provided that (1) in any control year the net exports may be permitted to exceed the "permissible exportable amount" by a quantity not greater than 5 per cent. of that amount, but, if the "permissible exportable amount" is exceeded in any year, the net exports for the immediately following control year shall be limited to the "permissible exportable amount" for such year less the amount of such excess for the previous year.

(2) If any territory or group of territories has exported in any control year less than its "permissible exportable amount", the net exports from such territory or group of territories for the immediately following year may be permitted to exceed the "permissible exportable amount" for such year by an amount equal to the deficiency below the "permissible exportable amount" for the previous year if such deficiency was not more than 10 per cent. of such "permissible exportable amount," or equal to 10 per cent. of such "permissible exportable amount" if the deficiency exceeded 10 per cent.

(3) In the case of the group of territories comprising the Straits Settlements, the Federated Malay States and the Unfederated Malay States and Brunei, the obligations arising under this Article may be executed (a) by controlling the actual production of rubber on the islands of Singapore and Penang (parts of the Straits Settlements), and (b) by controlling the exports of rubber from the remainder of this group of territories in such a manner that the total of the production of rubber during the control year in question in Singapore and Penang, together with the net exports of rubber during the said year from the remainder of the group of territories, shall not exceed the amount of the "permissible exportable amount" for the whole group of territories.

(4) For the purpose of the preceding proviso and of the provisions of Articles 9, 10 and 13

dans le cas du Siam, le « quantum exportable autorisé » ainsi déterminé ne soit pas inférieur à 41.000 tonnes (de 2.240 livres anglaises), au cours de l'une quelconque des années de contrôle entre 1939 et 1943.

Article 5.

Les exportations nettes de caoutchouc d'un territoire ou groupe de territoires devront être limitées au « quantum exportable autorisé », sous les réserves suivantes :

1. On ne considérera pas qu'il y a eu violation de la réglementation si les exportations nettes d'un des territoires participants excèdent, dans une quelconque des années de contrôle, le « quantum exportable autorisé » de moins de 5%. Mais, dans ce cas, le « quantum exportable autorisé » pour l'année suivante, par le territoire considéré, devra être diminué de l'excédent exporté dans l'année précédente.

2. Si un territoire ou groupe de territoires participants a exporté, dans une quelconque des années de contrôle, moins que la quantité qu'il était autorisé à exporter, il pourra être autorisé à compenser ce déficit dans l'année de contrôle suivante, sans que, toutefois, la quantité supplémentaire qu'il sera autorisé à exporter puisse être supérieure à 10% de la quantité qu'il aurait été autorisé à exporter au cours de l'année de contrôle durant laquelle le déficit s'est produit.

3. En ce qui concerne le groupe de territoires comprenant les Straits Settlements, les Etats Malais fédérés et les Etats Malais non fédérés et Brunei, les obligations découlant du présent article seront exécutées : a) en contrôlant la production effective de caoutchouc dans les îles de Singapour et de Penang (qui font partie des Straits Settlements) ; b) en contrôlant les exportations de caoutchouc des autres parties de ce groupe de territoires, de telle manière que la production totale de caoutchouc pendant l'année de contrôle envisagée à Singapour et à Penang, jointe aux exportations nettes pendant la même année provenant des autres parties dudit groupe de territoires, ne dépassent pas le « quantum exportable autorisé » pour l'ensemble du groupe de territoires.

4. Pour l'application de la disposition ci-dessus et des dispositions inscrites aux articles

below, the entry of rubber from the remainder of the group into Singapore or Penang, or into such rubber storage places within the remainder of the group as may from time to time be sanctioned by the International Rubber Regulation Committee, or *vice versa*, shall be deemed to be an export or import as the case may be.

Article 6.

In the case of French Indo-China, the Administration (1) shall maintain a complete record of all rubber leaving the territory and will establish such control as is necessary for this purpose, and (2) on the happening of the events specified in paragraph (a) below, shall cause the quantities of rubber specified in that paragraph to be delivered to the order of the International Rubber Regulation Committee in accordance with the provisions of paragraph (b) below :

(a) If in any control year the total quantity of rubber leaving French Indo-China for any part of the world shall exceed 60,000 tons (of 2,240 English pounds), and the permissible exportable amounts for the territories specified in Article 4 are less than the basic quotas, a quantity of rubber shall be delivered equal to a percentage of the amount by which the total quantity of rubber leaving French Indo-China exceeds 60,000 tons, such percentage being the average percentage of reduction of basic quotas which shall have been applied in that year in the territories specified in Article 4.

(b) The quantities of rubber referred to in paragraph (a) above shall be notified to and agreed with the International Rubber Regulation Committee, and delivered free of cost and all charges at warehouses in the United Kingdom or in France in the form of London standard quality sheets or London standard quality crepe, to the order of the International Rubber Regulation Committee, within six months after the expiration of the control year in question.

Article 7.

The International Rubber Regulation Committee may dispose of all rubber delivered in accordance with the provisions of the preceding Article in such manner as it shall deem to be

9, 10 et 13 ci-dessous, le caoutchouc provenant des autres parties du groupe de territoires et entrant à Singapour ou à Penang ou dans des entrepôts (situés dans les autres parties du groupe) que le Comité international de réglementation du caoutchouc pourra approuver de temps à autre, ou *vice versa*, sera considéré, selon le cas, comme des exportations ou des importations.

Article 6.

En ce qui concerne l'Indochine française, l'administration devra : 1^o établir un état complet de tout le caoutchouc exporté hors de son territoire et prendre à ce sujet les mesures de contrôle nécessaires ; 2^o dans chacun des cas prévus au paragraphe a) ci-dessous, faire délivrer, à l'ordre du Comité international de réglementation du caoutchouc, les quantités de caoutchouc spécifiées dans ce paragraphe, conformément aux dispositions du paragraphe b) ci-dessous :

a) Si dans une quelconque des années de contrôle la quantité totale de caoutchouc exportée de l'Indochine française, quelle qu'en soit la destination, dépasse 60.000 tonnes (de 2.240 livres anglaises) et si le quantum exportable autorisé pour les territoires indiqués à l'article 4 est inférieur aux potentiels de base, la quantité de caoutchouc qui devra être délivrée doit être égale à un pourcentage de la quantité par laquelle les exportations totales de caoutchouc de l'Indochine française dépassent 60.000 tonnes, ce pourcentage étant le pourcentage moyen de réduction du potentiel de base qui aura été appliqué cette année-là dans les territoires indiqués à l'article 4.

b) Les quantités de caoutchouc visées au paragraphe a) ci-dessus devront être notifiées au Comité international de réglementation du caoutchouc et arrêtées d'accord avec lui. Elle seront livrées, tous frais payés, à l'ordre du Comité international de réglementation du caoutchouc, dans des entrepôts situés dans le Royaume-Uni ou en France, sous la forme de feuilles de la qualité « Standard-Londres » ou de crêpe « Standard-Londres », dans un délai de six mois après l'expiration de l'année de contrôle considérée.

Article 7.

Le Comité international de réglementation du caoutchouc pourra disposer de tout le caoutchouc qui lui sera délivré, conformément aux dispositions du précédent article, de la façon

most beneficial to the objects which are envisaged in the provisions of the present Agreement.

Article 8.

The provisions of Articles 9, 10, 11, 12, 13 and 14 below apply to all the territories specified in Article 1 unless the contrary is expressly stated.

Article 9.

The exportation of rubber from a territory or group of territories shall be prohibited under penalties that will be effectively deterrent, unless such rubber is accompanied by a certificate of origin duly authenticated by an official duly empowered for this purpose by the Administration of the territory or group. The penalties which may be imposed for this offence shall include (a) the destruction, and (b) the confiscation of the rubber. This Article does not apply to the islands of Singapore and Penang or to such rubber storage places as may be sanctioned by the International Rubber Regulation Committee under Article 5 hereof.

Article 10.

The importation of rubber into a territory or group of territories shall be prohibited, under penalties that will be effectively deterrent, unless such rubber is accompanied by a certificate of origin duly authenticated by a competent official of the Administration of the territory or group of origin. The penalties which may be imposed for this offence shall include (a) the destruction, and (b) the confiscation of the rubber.

Article 11.

(a) Every owner of a rubber estate not less than 100 acres in area shall be prohibited under penalties that shall be effectively deterrent from having in his possession at any time stocks of rubber exceeding one-quarter of the amount of the total standard production of that estate for the preceding control year.

(b) So far as estates of less than 100 acres and small holdings are concerned, the Governments of each of the territories or group of

qui lui paraîtra la meilleure pour atteindre les buts envisagés dans les dispositions du présent accord.

Article 8.

Les dispositions des articles 9, 10, 11, 12, 13 et 14 ci-dessous s'appliquent à tous les territoires visés à l'article premier, à moins qu'une disposition contraire ne soit expressément spécifiée.

Article 9.

L'exportation du caoutchouc d'un territoire ou d'un groupe de territoires devra être interdite par des sanctions pénales de nature à décourager toute fraude, à moins que ce caoutchouc ne soit accompagné d'un certificat d'origine dûment certifié par un fonctionnaire investi des pouvoirs nécessaires par l'administration du territoire ou du groupe de territoires intéressé. Parmi les pénalités qui pourront être appliquées aux personnes coupables d'infraction à cette règle, devront figurer a) la destruction, b) la confiscation du caoutchouc. Cet article ne s'applique pas aux îles de Singapour et de Penang ou aux entrepôts qui auront été approuvés par le Comité international de réglementation du caoutchouc, en vertu de l'article 5 ci-dessus.

Article 10.

L'importation du caoutchouc dans un territoire ou un groupe de territoires sera interdite par des sanctions pénales de nature à décourager toute fraude, à moins que ce caoutchouc ne soit accompagné d'un certificat d'origine dûment certifié par un fonctionnaire compétent de l'administration du territoire ou du groupe de territoires d'origine. Parmi les pénalités dont seront passibles les personnes coupables d'infraction à cette règle devront figurer a) la destruction et b) la confiscation du caoutchouc.

Article 11.

a) Il sera interdit à tout possesseur d'un domaine d'une superficie d'au moins 100 acres, sous peine de sanctions suffisamment sévères pour décourager la fraude, d'avoir en sa possession, à un moment quelconque, des stocks de caoutchouc s'élevant à plus d'un quart du niveau maximum de production de caoutchouc fixé pour ce domaine, au cours de l'année de contrôle précédente.

b) En ce qui concerne les domaines ayant une superficie de moins de 100 acres et les petites plantations, le gouvernement de chaque

territories will ensure that the total of the stocks maintained by the owners of these estates and small holdings shall be kept within normal limits.

(c) The total of all other stocks of rubber in the territory shall be limited to a quantity not exceeding 12½ per cent. of its "permissible exportable amount" for the preceding control year.

(d) The preceding provisions of this Article do not apply to India, Burma, the islands of Singapore or Penang, Siam, or to the storage places sanctioned by the International Rubber Regulation Committee under paragraph 4 of Article 5, but in India, Burma and Siam the stocks of rubber shall be limited to normal proportions having regard to the amount of rubber internally consumed.

Article 12.

(a) Except as provided in the subsequent paragraphs of this Article, the planting of rubber plants during the period of the Regulation shall be prohibited under penalties that shall be effectively deterrent, such penalties including the compulsory eradication and destruction of the plants so planted at the expense of the owner.

(b) New planting shall be permitted during the period the 1st January, 1939, to the 31st December, 1940, in each territory or group of territories on an area not greater than 5 per cent. of the total planted area of that territory or group as specified in paragraph (e) of this Article. The International Rubber Regulation Committee shall have the power to, and may, if it so decides, permit additional new planting, during this period, on an area up to a maximum of 1 per cent. of the total planted area of all territories as specified in paragraph (e) of this Article. The Committee shall have the right to allocate all or part of this additional area among all or to any of the territories or group of territories specified in paragraph (e) of this Article in such a manner as it deems appropriate.

(c) — (1) New planting shall be permitted after the 31st December, 1940, in each territory or group of territories on areas not greater than the percentages of the total planted area of that territory or group which the International Rubber Regulation Committee shall fix from time to time for such periods as it shall deter-

territoire ou groupe de territoires s'assurera que le total des stocks détenus par les propriétaires de ces domaines et de ces petites plantations reste dans les limites normales.

c) Le total de tous les autres stocks de caoutchouc existant dans le territoire devra être limité à 12,5 % au maximum du "quantum exportable autorisé" pour l'année de contrôle précédente.

d) Les dispositions précédentes de cet article ne s'appliquent pas à l'Inde, à la Birmanie, aux îles de Singapour ou de Penang, au Siam ou aux entrepôts approuvés par le Comité international de réglementation du caoutchouc en vertu du paragraphe 4 de l'article 5. Toutefois, dans l'Inde, en Birmanie et dans le Siam, les stocks de caoutchouc seront limités à des proportions normales en tenant compte des quantités de caoutchouc consommées dans le pays.

Article 12.

a) Exception faite des cas prévus aux paragraphes suivants de cet article, la plantation d'arbres ou de plantes à caoutchouc pendant la période de réglementation sera interdite, sous peine de sanctions qui devront être effectives et qui pourront aller jusqu'à l'obligation d'arracher ou de détruire les arbres plantés, aux frais du possesseur du domaine.

b) Les plantations nouvelles seront autorisées, pendant la période du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1940, dans chaque territoire ou groupe de territoires, sur une superficie ne dépassant pas 5 % du total de la superficie plantée dans ce territoire ou groupe de territoires, conformément au paragraphe e) de cet article. Le comité aura le pouvoir, s'il en décide ainsi, d'autoriser, pendant cette période, des plantations nouvelles supplémentaires sur une superficie ne dépassant pas 1 % du total de la superficie plantée dans tous les territoires conformément au paragraphe e) de cet article. Le comité aura le droit d'attribuer la totalité ou une partie de ces superficies supplémentaires à tous les territoires ou groupe de territoires, ou à l'un quelconque d'entre eux, comme il le jugera bon.

c) 1. Les plantations nouvelles seront autorisées après le 31 décembre 1940, dans chaque territoire ou groupe de territoires, sur une superficie ne dépassant pas, par rapport au total de la superficie plantée dans ce territoire ou groupe, le pourcentage que fixera de temps à autre le Comité international de régle-

mine. (2) The Committee shall have the power to, and may, if it so decides, permit additional new planting during the period the 1st January, 1941, to the 31st December, 1943, on an area up to a maximum of one-fifth of the area permitted to be new planted under sub-paragraph (1) of this paragraph. The Committee shall have the right to allocate all or part of this additional area among all or to any of the territories or group of territories specified in paragraph (e) of this Article in such a manner as it deems appropriate.

(d) The provisions of paragraphs (b) and (c) of this Article do not apply to Siam. In Siam new planting shall be permitted during the period the 1st January, 1939, to the 31st December, 1943, on a percentage of the total planted area as given in paragraph (e) of this Article equivalent to the highest percentage which may be granted to any other territory or group of territories under paragraphs (b) and (c) of this Article, and in any case on an area not less than 31,000 acres.

(e) The total planted areas of the territories to which this Agreement applies shall for the purposes of this Article be deemed to be as follows :

Straits Settlements, Federated Malay States, Unfederated Malay States and Brunei . . .	Total planted area (in acres)
Netherlands India	3,273,100
Ceylon	3,214,900
French Indo-China	605,200
India	314,200
Burma	128,000
State of North Borneo	104,400
Sarawak	126,600
Siam	228,000
	312,000

(f) New planting rights not used in the period referred to in paragraph (b) above or in any of the periods fixed by the International Rubber Regulation Committee under paragraph (c) shall be automatically cancelled.

(g) " Replanting " shall be permitted unconditionally, but the Committee shall have the power to review the position and limit replanting after the 31st December, 1940, if this should seem advisable.

mentation du caoutchouc, pour une période que celui-ci déterminera. 2. Le comité aura le pouvoir, s'il en décide ainsi, d'autoriser, pendant la période du 1^{er} janvier 1941 au 31 décembre 1943, des plantations nouvelles supplémentaires sur une superficie ne dépassant pas un cinquième de la superficie pouvant faire l'objet de plantations nouvelles, en vertu du sous-paragraphe 1^{er} de ce paragraphe. Le Comité aura le droit d'attribuer la totalité ou une partie de cette superficie supplémentaire à tous les territoires ou groupes de territoires ou à l'un quelconque d'entre eux, comme il le jugera bon.

d) Les dispositions des paragraphes b) et c) de cet article ne s'appliquent pas au Siam. Les plantations nouvelles seront autorisées dans le Siam pendant la période du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1943, selon un pourcentage du total de la superficie plantée; indiqué au paragraphe e) de cet article, qui sera égal au plus haut pourcentage qui puisse être accordé à tout autre territoire ou groupe de territoires en vertu des paragraphes b) et c) de cet article; de toute façon, il devra s'agir d'une superficie d'au moins 31.000 acres.

e) Le total des superficies plantées dans les territoires auxquels s'applique cet accord sera considéré comme étant le suivant pour l'application du présent article :

Straits Settlements, Etats Malais fédérés, Etats Malais non fédérés et Brunei	Total de la superficie plantée (en acres)
Indes néerlandaises	3.273.100
Ceylan	3.214.900
Indochine française	605.200
Inde	314.200
Birmanie	128.000
Etat de Bornéo du Nord	104.400
Sarawak	126.600
Siam	228.000
	312.000

f) Le droit aux plantations nouvelles dont il n'aurait pas été fait usage au cours de la période indiquée au paragraphe b) ci-dessus ou au cours de l'une des périodes fixées par le Comité international de réglementation du caoutchouc, en vertu du paragraphe c), sera automatiquement annulé.

g) Il sera permis de « replanter » inconditionnellement, mais le comité aura le pouvoir d'examiner la situation et de limiter le « replantage » après le 31 décembre 1940, s'il le juge bon.

(h) "Supplying" shall be permitted unconditionally.

(i) The contracting Governments undertake to furnish to the International Rubber Regulation Committee not later than the 1st May of each control year accurate statistics showing separately the total areas replanted and newly planted in the preceding control year divided into areas planted with bud-grafted rubber, high yielding clonal seed and seedling rubber.

Article 13.

(a) The exportation from a territory or group of territories of rubber plants shall be prohibited under penalties that shall be effectively deterrent, except to any other territory or group of territories to which this Agreement applies. In the case of territories to which this Agreement applies it is contemplated that except where commercial or administrative considerations in the territory of origin render this undesirable, export of rubber plants should be permitted from any such territory or group of territories to any other such territories or group of territories.

(b) In the case of any such export to other territories to which this Agreement applies, a return showing the amount exported or imported during that control year, and the territories to which they were exported or from which they were imported, shall be sent by the Administrations of both the territory of export and the territory of import to the International Rubber Regulation Committee at the end of each control year.

Article 14.

The contracting Governments and the Administrations of the territories or group of territories to which the present Agreement applies will co-operate with each other to prevent smuggling evasions and other abuses of the Regulation.

Article 15.

(a) An International Committee to be designated "The International Rubber Regula-

h) La « fourniture » de caoutchouc devra être autorisée inconditionnellement.

i) Les gouvernements contractants s'engagent à fournir au Comité international de réglementation du caoutchouc, au plus tard au 1^{er} mai de chaque année de contrôle, des statistiques précises indiquant séparément les superficies totales qui ont fait l'objet de replantages ou de plantations nouvelles au cours de l'année de contrôle précédente, selon qu'il s'agira de plantations de caoutchouc greffées par œil détaché, de graines à rendement multiple du groupe « clonal » (se propageant à partir d'un caudex unique) ou de jeunes plants de caoutchouc non repiqués.

Article 13.

a) L'exportation de plantes à caoutchouc d'un territoire ou d'un groupe de territoires sera interdite sous peine de sanctions qui devront être effectives, à moins que l'exportation ne se fasse vers l'un des territoires ou groupe de territoires auxquels s'applique cet accord. En ce qui concerne les territoires auxquels s'applique cet accord, l'exportation des plantes à caoutchouc de l'un desdits territoires ou groupe de territoires vers un autre de ces territoires ou groupe devrait être autorisée, à moins que des considérations d'ordre commercial ou administratif dans le territoire d'origine ne s'opposent à cette opération.

b) En ce qui concerne ces exportations vers d'autres territoires auxquels s'applique cet accord, les administrations du territoire exportateur et du territoire importateur devront adresser au Comité international de réglementation du caoutchouc, à la fin de chaque année de contrôle, un rapport indiquant les quantités exportées ou importées au cours de ladite année de contrôle, ainsi que les territoires vers lesquels le caoutchouc a été exporté ou dont il a été importé.

Article 14.

Les gouvernements contractants et les administrations des territoires ou groupe de territoires auxquels s'applique le présent accord coopéreront les uns avec les autres, afin de prévenir la contrebande ou toutes autres atteintes à la réglementation.

Article 15.

a) Un comité international désigné sous le nom de « Comité international de régumenta-

tion Committee " shall be constituted as soon as possible.

(b) The said Committee shall be composed of delegations representing the territories or group of territories to which the present Agreement applies, and the numbers of the respective delegations and the numbers of the persons who may be nominated as substitutes to replace members of delegations who are absent shall be as follows :

(1) Straits Settlements, Federated Malay States, Unfederated Malay States, Brunei . . .	Members	Substitute Members
(2) Netherlands India . . .	4	2
(3) Ceylon	4	2
(4) French Indo-China . . .	2	1
(5) India	2	1
(6) Burma	1	1
(7) State of North Borneo.	1	1
(8) Sarawak	1	1
(9) Siam	1	1

(c) The Government of the United Kingdom shall be informed as soon as possible by the other contracting Governments of the persons first designated as members of delegations representing their respective territories. All subsequent changes in the membership of delegations shall be notified by communications addressed to the Chairman of the Committee.

(d) The Government of the United Kingdom will convoke the first meeting of the Committee as soon as possible, and may do so when the members of six delegations have been designated.

(e) The principal office of the Committee shall be in London. The Committee shall make such arrangements as may be necessary for office accommodation, and may appoint and pay such officers and staff as may be required. The remuneration and expenses of members of delegations shall be defrayed by the Governments by whom they are designated.

(f) The proceedings of the Committee shall be conducted in English.

(g) The Committee shall at its first meeting elect its Chairman and Vice-Chairman.

(h) The Chairman and Vice-Chairman shall not be members of the same delegation.

(i) Meetings shall be convened by the Chairman, or in his absence by the Vice-Chairman. Not more than three calendar months

tion du caoutchouc » sera constitué aussitôt que possible.

b) Ledit comité sera composé de délégations représentant les territoires ou groupe de territoires auxquels s'applique le présent accord, et le nombre des membres des délégations respectives ainsi que le nombre des personnes qui pourront être nommées comme suppléants pour remplacer les membres de délégations absents seront déterminés comme suit :

I. Straits Settlements, Etats Malais fédérés, Etats Malais non fédérés, Brunei	Membres	Membres suppléants
2. Indes néerlandaises . . .	4	2
3. Ceylan	4	2
4. Indochine française . . .	2	1
5. Inde	2	1
6. Birmanie	1	1
7. Etat de Bornéo du Nord	1	1
8. Sarawak	1	1
9. Siam	1	1

c) Les gouvernements contractants feront connaître aussitôt que possible au Gouvernement du Royaume-Uni le nom des personnes qu'ils désignent, dès l'origine, comme membres des délégations représentant leur territoire respectif. Tous les changements ultérieurs dans ces désignations devront être notifiés par lettre adressée au président du comité.

d) Le Gouvernement du Royaume-Uni convoquera aussitôt que possible la première session du comité, et il pourra le faire lorsque les membres de six délégations auront été désignés.

e) Le siège principal du comité sera à Londres. Le comité prendra les dispositions qu'il jugera nécessaires en ce qui concerne l'installation de ses bureaux, et pourra nommer les agents et employés dont il aura besoin et fixer leurs traitements. La rémunération et les dépenses des membres des délégations devront être supportées par les gouvernements qui les désigneront.

f) Les délibérations du comité auront lieu en anglais.

g) Le comité devra élire lors de sa première réunion son président et son vice-président.

h) Le président et le vice-président ne devront pas être membres de la même délégation.

i) Les séances seront fixées par le président ou, en son absence, par le vice-président. Il ne devra pas s'écouler plus de trois mois entre

shall elapse between any two consecutive meetings. An extraordinary meeting shall be convened at any time at the request of any delegation within fourteen days of the receipt of the request by the Chairman.

(j) The Committee shall perform the functions specifically entrusted to it under the subsequent paragraphs of this Article and Articles 3 (c), (e), (f), (g) and (i), 4 (c), 5 (4), 6, 7, 12 (c), 17, 18 and 19 of this Agreement, and shall, in addition, collect and publish such statistical information and make such other recommendations to Governments relevant to the subject-matter of this Agreement as may seem desirable, in particular, with reference to the disposal of any rubber which may come into the ownership of any Government as the result of the carrying out of Articles 9 and 10 of this Agreement. The Committee shall do all such other lawful things as may be necessary, incidental or conducive to the carrying out of its functions, and give such publicity to its actions as it may deem necessary or desirable.

(k) Each delegation shall vote as one unit. In case of delegations composed of more than one member, the name of the member entitled to exercise the vote shall be communicated in case of the first meeting to the Government of the United Kingdom and thereafter to the Chairman of the Committee. The voting member may in case of absence, by communication to the Chairman, nominate another member to act for him.

(l) Each delegation shall possess a number of votes calculated on the basis of one vote for every complete 1,000 tons of the basic quota of the control year for the time being for the territory or group of territories represented by that delegation, and for the purpose of voting the territory of French Indo-China shall be deemed to have a basic quota of 80,000 tons for each of the control years 1939-1943.

(m) The presence of voting members of at least four delegations shall be necessary to constitute a quorum at any meeting: provided that if within an hour of the time appointed for any meeting a quorum as above defined is not present, the meeting may be adjourned by the Chairman to the same day, time and place in the next week, and if at such adjourned meeting a quorum as defined above is not present, those delegations who are present at the adjourned meeting shall constitute a quorum.

deux réunions consécutives. Une réunion extraordinaire devra être convoquée à tout moment à la demande d'une quelconque des délégations dans un délai de quatorze jours après la réception de la requête par le président.

j) Le comité devra remplir les fonctions dont il est chargé et qui sont spécifiées dans les paragraphes suivants de cet article ainsi qu'aux articles 3 c), e), f), g) et i), 4 c), 5 (4), 6, 7, 12 c), 17, 18 et 19 du présent accord. Il devra, en outre, recueillir et publier toutes informations statistiques et faire aux différents gouvernements toutes recommandations qui lui paraîtront désirables et qui se rattachent au sujet du présent accord, en particulier en ce qui concerne la disposition de tout caoutchouc qui aurait pu devenir la propriété d'un gouvernement quelconque, par suite de l'application des articles 9 et 10 du présent accord. Le comité devra prendre toutes les mesures légales qui pourront être nécessaires pour lui permettre de remplir ses fonctions et donner à ses actes la publicité qui lui paraîtra nécessaire ou désirable.

k) Les votes se feront par délégation. Dans le cas de délégations composées de plus d'un membre, le nom du membre chargé d'exercer le vote sera communiqué au Gouvernement du Royaume-Uni, pour la première réunion du comité, et, ultérieurement, au président du comité. Le membre votant peut en cas d'absence nommer un autre membre pour le remplacer, à la condition de communiquer le nom de celui-ci au président.

l) Chaque délégation aura un nombre de votes calculé sur la base d'une voix pour mille tonnes du potentiel de base appliqué pour l'année considérée au territoire ou groupe de territoires représenté par ladite délégation. Pour le vote, le territoire de l'Indochine française sera considéré comme ayant un potentiel de base de 80.000 tonnes pour chacune des années de contrôle de 1939 à 1943.

m) La présence des membres votants d'au moins quatre délégations sera nécessaire pour constituer un quorum à une séance quelconque. Toutefois, si, dans un délai d'une heure après le moment fixé pour une réunion, un quorum tel qu'il est défini ci-dessus n'est pas atteint, la réunion peut être ajournée par le président au même jour de la semaine suivante, à la même heure et à la même place. Si, à la réunion ainsi ajournée, le quorum ci-dessus n'est pas atteint, les délégations présentes à la réunion ajournée constitueront le quorum.

(*n*) Decisions shall be taken by a majority of the votes cast : provided that :

(1) A decision recommending amendments to the present Agreement under paragraph (*i*) of Article 3, or fixing or varying the permissible exportable percentage of the basic quotas under Article 4, or fixing the percentage of the permissible new planting area, or limiting replanting under Article 12, or varying the rate of the uniform cess under Article 19, or making or modifying or abrogating the rules of procedure, shall require a three-fourths majority of the total votes which could be cast by all the delegations entitled to vote whether such delegations are present or not.

(2) The delegation representing French Indo-China shall only be entitled to participate in any discussion or vote on the permissible exportable percentage of the basic quotas if and so long as exports from this territory exceed 60,000 tons (of 2,240 English pounds) in a control year.

(*o*) The Committee shall at the beginning of each control year draw up its budget for the forthcoming year. The budget shall show under appropriate headings and in reasonable detail the estimate of the Committee of its expenses for that year. The budget shall be communicated to the contracting Governments and to the Administrations of the territories or group of territories to which the present Agreement applies, and shall show the share of the expenses falling upon each territory or group of territories in accordance with the provisions of Article 16.

As soon as possible after the end of each control year the Committee shall cause to be drawn up and audited by a duly qualified chartered accountant a statement of account showing the money received and expended during such year. The statement of account shall be communicated to the contracting Governments and to the Administrations of all territories or groups of territories to which the present Agreement applies.

(*p*) The Committee may draw up, put into force, modify or abrogate rules for the conduct of its business and procedure as may from time to time be necessary, provided that its rules

n) Les décisions seront prises à la majorité des votes exprimés, sous les réserves suivantes :

1. Toute décision recommandant des amendements au présent accord en vertu du paragraphe *i*) de l'article 3 ou fixant ou modifiant le quantum exportable autorisé du potentiel de base en vertu de l'article 4, fixant le pourcentage de la superficie des plantations nouvelles autorisées ou limitant le replantage en vertu de l'article 12, modifiant le montant de la taxe uniforme en vertu de l'article 19, édictant, modifiant ou abrogeant les règles de procédure, devra être prise à une majorité des trois quarts du total des votes qui pourraient être exprimés par toutes les délégations autorisées à voter, que ces délégations soient présentes ou non.

2. La délégation représentant l'Indochine française ne sera admise à participer à une discussion ou à un vote relatif au quantum exportable autorisé du potentiel de base que lorsque les exportations de ce territoire dépasseront, au cours d'une année de contrôle, 60.000 tonnes (de 2.240 livres anglaises).

o) Le comité devra, au début de chaque année de contrôle, établir son budget pour l'année à venir. Ce budget devra indiquer, sous des têtes de chapitres appropriées et d'une façon raisonnablement détaillée, l'évaluation par le comité de ses dépenses pour l'année envisagée. Le budget devra être communiqué aux gouvernements contractants et aux administrations des territoires ou groupes de territoires auxquels s'applique le présent accord. Il devra montrer la part de dépenses afférente à chaque territoire ou groupe de territoires, conformément aux dispositions de l'article 16.

Aussitôt que possible après la fin de chaque année de contrôle, le comité devra faire établir et vérifier par un expert juré et qualifié un rapport sur les comptes, indiquant les sommes reçues et dépensées pendant l'année. Le rapport sur les comptes sera communiqué aux gouvernements contractants et aux administrations de tous les territoires ou groupes de territoires auxquels s'applique le présent accord.

p) Le comité peut rédiger, mettre en vigueur, modifier ou abroger les règles applicables à la conduite de ses opérations chaque fois que cela sera nécessaire, à la condition que ses règles de

of procedure shall be at all times in conformity with the preceding provisions of this Article.

Article 16.

The expenses of the International Rubber Regulation Committee shall be defrayed by the Administrations of all territories or group of territories to which the present Agreement applies. One-half of the contribution for the whole year of each territory or group of territories, as shown in the budget drawn up by the Committee, shall be paid immediately on receipt of the budget by the contracting Governments, and the balance of such contribution not later than six months after this date. The contribution of each territory or group of territories shall be proportionate to their respective basic quota for the control year to which the budget relates. The basic quotas of French Indo-China for this purpose shall be those specified in Article 15 (1).

Article 17.

(a) The Administrations of each of the territories or group of territories to which the present Agreement applies shall, not later than the 1st January, 1935, communicate to the International Rubber Regulation Committee a declaration showing the total ascertained area in the territory or group planted with rubber on the 1st June, 1934.

(b) Each Administration will furnish to the International Rubber Regulation Committee all reasonable assistance to enable the Committee properly and efficiently to discharge its duties. Such assistance shall include annual reports on the working of the Regulation in the territory or group of territories and all necessary statistical information, including information as to costs of production collected by the organised associations of rubber producers. Each Administration shall grant ample facilities to duly accredited agents of the Committee for the investigation of the manner in which the regulation is being carried out in the territory.

Article 18.

The International Rubber Regulation Committee shall be empowered to, and shall within

procédure soient à tout instant en conformité avec les dispositions précédentes de cet article.

Article 16.

Les dépenses du Comité international de réglementation du caoutchouc seront supportées par les administrations de tous les territoires ou groupe de territoires auxquels s'applique le présent accord. La moitié de la contribution annuelle totale de chaque territoire ou groupe de territoires, telle qu'elle résulte du budget établi par le comité, devra être payée dès la réception du budget par les gouvernements contractants, et le reliquat de la contribution devra être payé au plus tard six mois après cette date. La contribution de chaque territoire ou groupe de territoires devra être proportionnelle à son potentiel de base respectif pour l'année de contrôle à laquelle s'applique le budget. Les potentiels de base applicables à l'Indochine française pour ce calcul seront ceux qui figurent à l'article 15 1).

Article 17.

a) Les administrations de chacun des territoires ou groupe de territoires auxquels s'applique le présent accord devront adresser, au plus tard le 1^{er} janvier 1935, une déclaration au Comité international de réglementation du caoutchouc indiquant la superficie totale plantée en caoutchouc à la date du 1^{er} juin 1934 dans leur territoire ou groupe de territoires.

b) Chaque administration devra fournir au Comité international de réglementation du caoutchouc toute assistance raisonnable pour lui permettre de s'acquitter régulièrement et efficacement de ses fonctions. Cette assistance devra comprendre des rapports annuels sur le fonctionnement de la réglementation dans le territoire ou groupe de territoires, et toutes les informations statistiques nécessaires, y compris les renseignements recueillis par les associations organisées de producteurs de caoutchouc, concernant le coût de la production. Chaque administration devra donner toutes facilités aux agents dûment accrédités du comité en vue des inspections destinées à vérifier les conditions dans lesquelles fonctionne la réglementation dans le territoire en question.

Article 18.

Le Comité international de réglementation du caoutchouc devra être investi des pouvoirs

one month after the date of its first meeting, arrange for the nomination of four persons representative of the consumers of rubber, of whom two shall be representative of such consumers in America, and such representatives shall form a panel who will be invited to tender advice from time to time to the International Rubber Regulation Committee as to world stocks, the fixing and varying of the permissible exportable percentage of the basic quotas, new planting, replanting and cognate matters affecting the interests of rubber consumers.

Article 19.

(1) As from the 1st October, 1936, a uniform cess shall be levied and collected by the Governments concerned on the net exports from each of the territories or group of territories to which this Agreement applies at the approximate rate of *1d.* per 100 lbs., or at such other higher rate as the Governments concerned may decide from time to time on the recommendation of the International Rubber Regulation Committee, provided that : (a) in the case of Singapore and Penang, this provision applies to rubber produced in these territories and included in the permissible exportable amount as defined in paragraph 3 of Article 5 ; (b) this provision does not apply to exports from Sarawak prior to the 1st January, 1939 ; (c) in the case of Siam, this provision is not obligatory but may be accepted at any time without retrospective effect by the Government of Siam.

(2) That part of the proceeds of the levy of the above-mentioned cess which comes from British (including India), Dutch and French territories respectively shall be paid to the British Rubber Research Board, the Crisis Rubber Centrale, and by way of subvention to the Institut français du caoutchouc, and devoted to research with a view to the development of new applications of rubber and to propaganda for the extended use of rubber which may be conducted through national propaganda institutions.

If the Government of Siam decides to levy the above-mentioned cess, it may levy it at whatever rate it decides, and the distribution

nécessaires pour faire procéder dans le délai d'un mois après sa première réunion à la nomination de quatre personnes représentant les consommateurs de caoutchouc, dont deux représenteront les consommateurs d'Amérique. Ces représentants formeront un bureau qui sera invité de temps en temps à conseiller le Comité international de réglementation du caoutchouc sur les stocks mondiaux, la fixation et la modification du quantum exportable autorisé des potentiels de base, les plantations nouvelles, le replantage et autres questions analogues affectant les intérêts des consommateurs de caoutchouc.

Article 19.

1. A dater du 1^{er} octobre 1936, une taxe uniforme sera perçue et recouvrée par les gouvernements intéressés sur les exportations nettes de chacun des territoires ou groupe de territoires auxquels s'applique le présent accord, au taux approximatif d'un penny pour cent livres, ou à un taux plus élevé que pourront fixer, de temps à autre, les gouvernements intéressés, à la recommandation du Comité international de réglementation du caoutchouc, à condition : a) que cette disposition s'applique, en ce qui concerne Singapour et Penang, au caoutchouc produit dans ces territoires et compris dans le quantum exportable autorisé, défini au paragraphe 3 de l'article 5 ; b) que cette disposition ne s'applique pas aux exportations de Sarawak antérieurement au 1^{er} janvier 1939 ; c) que cette disposition ne soit pas obligatoire en ce qui concerne le Siam, mais puisse être acceptée à tout moment par le Gouvernement du Siam, sans effet rétroactif.

2. La proportion du revenu de la taxe ci-dessus mentionnée qui provient respectivement des territoires britanniques (y compris l'Inde), néerlandais et français, sera versée au « British Rubber Research Board », à la Centrale de crise du caoutchouc et, sous forme de subvention, à l'Institut français du caoutchouc, et sera consacrée aux recherches en vue de développer les utilisations nouvelles du caoutchouc et d'organiser la propagande en faveur d'un usage plus général du caoutchouc, qui pourra être effectuée par l'intermédiaire des institutions nationales de propagande.

Si le Gouvernement du Siam décide de percevoir ladite taxe, il pourra le faire au taux qu'il établira, la distribution des revenus

of the proceeds of the levy in Siamese territory shall be left to the decision of the Siamese Government.

(3) The Governments of the French Republic, the United Kingdom and the Kingdom of the Netherlands agree that the national rubber research institutions will co-operate in the constitution and maintenance of an International Rubber Research Board and an International Propaganda Committee to co-ordinate the research and propaganda work of the three national research institutions and the national propaganda institutions.

Article 20.

(a) If, as the result of a recommendation of the International Rubber Regulation Committee under paragraphs (c) or (i) of Article 3 and the acceptance of such recommendation by the contracting Governments under paragraphs (d) or (f) of that Article, a non-signatory Government is invited to accede to the present Agreement, the Government of the United Kingdom shall communicate to the Government invited to accede a copy of the present Agreement as amended in accordance with all declarations issued under paragraph (e) of Article 3 up to date.

(b) The Government so invited may then accede by the deposit with the Government of the United Kingdom of an instrument of accession accepting this Agreement as set out in the copy thereof communicated by the Government of the United Kingdom.

(c) The Government of the United Kingdom shall communicate to the other contracting Governments and to the International Rubber Regulation Committee copies of the instrument of accession.

Article 21.

(a) Any contracting Government may at any time, if it considers that its national security is endangered and that the continuance of its obligations under this Agreement would be inconsistent with the requirements of its national security, give notice to the Government of the United Kingdom that it desires the suspension for the period of the emergency of all its rights and obligations under the Agreement (except

de la perception sur le territoire du Siam devant être laissée aux soins du Gouvernement siamois.

3. Les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni et du Royaume des Pays-Bas conviennent que les institutions nationales de recherches du caoutchouc coopéreront en vue d'instituer et de maintenir un Bureau international de recherches pour le caoutchouc et un Comité international de propagande, destinés à coordonner les travaux de recherches et de propagande des trois institutions nationales de recherches et des institutions nationales de propagande.

Article 20.

a) Si, par suite d'une recommandation du Comité international de réglementation du caoutchouc, formulée en vertu des paragraphes c) ou i) de l'article 3, et de l'acceptation de cette recommandation par les gouvernements contractants, conformément aux paragraphes d) et f) dudit article, un gouvernement non signataire est invité à adhérer au présent accord, le Gouvernement du Royaume-Uni communiquera au gouvernement invité à adhérer une copie du présent accord, amendé conformément à toutes les déclarations formulées jusqu'à cette date, en vertu du paragraphe e) de l'article 3.

b) Le gouvernement ainsi invité pourra alors adhérer en déposant, entre les mains du Gouvernement du Royaume-Uni, un instrument d'adhésion par lequel il accepte cet accord tel qu'il figure dans la copie qui lui aura été communiquée par le Gouvernement du Royaume-Uni.

c) Le Gouvernement du Royaume-Uni fera parvenir aux autres gouvernements contractants et au Comité international de réglementation du caoutchouc des copies de l'instrument d'adhésion.

Article 21.

a) Tout gouvernement contractant, s'il considère que sa sécurité nationale est menacée et que le maintien de ses obligations en vertu de cet accord serait incompatible avec les exigences de sa sécurité nationale, peut, à tout moment, aviser le Gouvernement du Royaume-Uni de son désir de suspendre, pendant la période qu'il estime dangereuse, tous ses droits et obligations en vertu de l'accord (à l'exception

those set out in Articles 12 and 13 in regard to new planting and the export of planting material respectively), and all such rights and obligations shall thereupon be suspended until the Government which has given notice informs the Government of the United Kingdom of the termination of the emergency.

(b) The Government of the United Kingdom shall immediately inform all the other contracting Governments on receipt of any notice of suspension under the first paragraph of this Article, and each of the other contracting Governments shall have the right to notify the Government of the United Kingdom within one month of the receipt of this information that, in the circumstances, it desires to suspend its rights and obligations (other than those set out in Articles 12 and 13).

(c) If notifications of suspension are received under paragraph (b) from two or more contracting Governments, the Agreement shall be suspended (except for Articles 12 and 13) in respect of all contracting Governments until the suspension is terminated by the Government which first gave notice under paragraph (a). Otherwise the Agreement will remain in full force between the contracting Governments who have not given notice of suspension.

Article 22.

All declarations drawn up by the Government of the United Kingdom certifying the terms of a recommendation under Article 3 (c), and all copies of the present Agreement communicated by the Government of the United Kingdom under Article 20 (a), shall be in English and French, both texts being equally authentic.

de ceux qui figurent aux articles 12 et 13, concernant respectivement les plantations nouvelles et l'exportation des éléments de plantation); tous ces droits et obligations seront alors suspendus jusqu'à ce que le gouvernement qui a fait la démarche ait informé le Gouvernement du Royaume-Uni qu'il considère la période dangereuse comme terminée.

b) Au reçu de tout avis de suspension, conformément au premier paragraphe de cet article, le Gouvernement du Royaume-Uni en informera immédiatement tous les autres gouvernements contractants, et chacun de ces gouvernements aura le droit de faire part au Gouvernement du Royaume-Uni, dans un délai d'un mois après avoir reçu cet avis, de son désir de suspendre, dans ces circonstances, ses droits et obligations (autres que ceux qui figurent aux articles 12 et 13).

c) Si des avis de suspension sont reçus de deux gouvernements contractants ou plus, en vertu du paragraphe b), l'accord sera suspendu (exception faite des articles 12 et 13) pour tous les gouvernements contractants, jusqu'à ce que le gouvernement qui, en premier, a fait une démarche en vertu du paragraphe a) ait mis fin à cette période de suspension. Dans le cas contraire, l'accord restera intégralement en vigueur entre les gouvernements contractants qui n'ont pas formulé d'avis de suspension.

Article 22.

Toutes les déclarations formulées par le Gouvernement du Royaume-Uni et certifiant les termes des recommandations, conformément à l'article 3 c), ainsi que toutes les copies du présent accord qui seront communiquées par le Gouvernement du Royaume-Uni en vertu de l'article 20 a), devront être en anglais et en français, les deux textes faisant également foi.

N^o 3987. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET HONGROIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA DISPENSE DE L'OBLIGATION, POUR LES RESSORTISANTS DES DEUX PAYS, DE L'OBTENTION D'UN VISA POUR ENTRER EN HONGRIE OU EN FINLANDE. HELSINKI, LE 3 AVRIL 1936.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA DÉNONCIATION PAR LA FINLANDE DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. BUDAPEST, LES 8 ET 10 MARS 1939.

Enregistré le 14 avril 1939 à la demande du chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations et du délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations.

I.

SUOMEN LÄHETYSTÖ.

FINN KÖVETSÉG.

Légation de Finlande.

N^o 296.

BUDAPEST, le 8 mars 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par l'Echange des notes à Helsinki en date du 3 avril 1936 la Finlande et la Hongrie ont convenu de supprimer l'obligation du visa de voyage pour l'entrée dans ces deux pays. Il y fut stipulé que l'accord pourra, en tout temps, être dénoncé par l'une des Parties contractantes moyennant préavis d'un mois.

D'ordre du Gouvernement de Finlande j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement de Finlande a décidé de dénoncer, pour des raisons pratiques, cet accord à partir d'aujourd'hui et ainsi ces stipulations cesseront leurs effets le 8 avril 1939.

En plus le Gouvernement de Finlande me charge de vous informer, qu'il est disposé de négocier un nouvel accord pour supprimer, dans certains cas, l'obligation de visa des passeports entre la Finlande et la Hongrie.

¹ Vol. CLXXII, page 167, de ce recueil.

No. 3987. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE FINNISH AND HUNGARIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT WHEREBY NATIONALS OF THE TWO COUNTRIES ARE EXEMPTED FROM THE OBLIGATION TO OBTAIN A VISA FOR THE PURPOSE OF ENTERING HUNGARY OR FINLAND. HELSINKI, APRIL 3RD, 1936.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE DENUNCIATION BY FINLAND OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. BUDAPEST, MARCH 8TH AND 10TH, 1939.

Registered on April 14th, 1939, at the request of the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations and of the Permanent Delegate of Finland to the League of Nations.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

FINNISH LEGATION.

No. 296.

BUDAPEST, March 8th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

By exchange of notes at Helsinki dated April 3rd, 1936, Finland and Hungary have agreed to abolish the obligation to obtain a travel visa for entry into those two countries. It was stipulated in the exchange of notes that the Agreement might be denounced at any time by either of the Contracting Parties at one month's notice.

I am instructed by the Government of Finland to inform Your Excellency that the Government of Finland has decided for practical reasons to denounce this Agreement as from to-day's date, and thus its provisions shall cease to take effect as from April 8th, 1939.

The Government of Finland further instructs me to inform you that it is prepared to negotiate a new agreement for the abolition, in certain cases, of the obligation to obtain a passport visa as between Finland and Hungary.

¹ Vol. CLXXII, page 167, of this Series.

Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir m'accuser réception de la présente note.

Je prie Votre Excellence d'agréer l'assurance de ma très haute considération.

Onni TALAS,
Ministre de Finlande.

S. E. M. le comte Etienne de Csáky,
Ministre des Affaires étrangères, Budapest.

Copie certifiée conforme :

Eino Westerlung,
*Chef des Archives du Ministère des
Affaires étrangères de Finlande.*

II.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE HONGRIE.

41.808/10.

1939.

BUDAPEST, le 10 mars 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note No 296, en date du 8 mars 1939, par laquelle Votre Excellence a bien voulu porter à ma connaissance que le Gouvernement de Finlande avait décidé de dénoncer l'Accord conclu entre la Finlande et la Hongrie par échange de notes à Helsinki, le 3 avril 1936, relatif à la suppression de l'obligation du visa de voyage dans les deux pays. Par conséquent les stipulations de l'accord en question cesseront d'être en vigueur le 8 avril 1939.

J'ai l'honneur de prendre également bonne note de l'aimable information contenue dans la même note, selon laquelle votre gouvernement est disposé de négocier un nouvel accord pour supprimer, dans certains cas, l'obligation de visa des passeports entre la Hongrie et la Finlande.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :

Son Excellence VÖRNLE.
Monsieur Onni Talas,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Finlande à Budapest.

Copie certifiée conforme :

Eino Westerlung,
*Chef des Archives du Ministère des
Affaires étrangères de Finlande.*

I should be obliged if Your Excellency would be so good as to acknowledge receipt of the present note.

I have the honour to be, etc.

Onni TALAS,
Minister of Finland.

His Excellency Count Etienne de Csáky,
Minister for Foreign Affairs, Budapest.

II.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS OF HUNGARY.

41.808/10.

1939.

BUDAPEST, March 10th, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Note No. 296 of March 8th, 1939, in which Your Excellency was so good as to inform me that the Government of Finland had decided to denounce the Agreement concluded between Finland and Hungary by an exchange of notes at Helsinki on April 3rd, 1936, concerning the abolition of the obligation to obtain a travel visa in the two countries. In consequence, the provisions of the Agreement in question will cease to be in force as from April 8th, 1939.

I have also the honour to note the information which you are kind enough to include in the same note, to the effect that your Government is prepared to negotiate a new agreement for the abolition, in certain cases, of the obligation to obtain a passport visa as between Hungary and Finland.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
VÖRNLE.

His Excellency
Monsieur Onni Talas,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Finland, Budapest.

No. 3998. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE TURKISH GOVERNMENT RESPECTING TRADE AND CLEARING, WITH ANNEXES AND PROTOCOL. SIGNED AT LONDON, SEPTEMBER 2ND, 1936.

N^o 3998. — ACCORD¹ DE COMMERCE ET DE CLEARING ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT TURC, AVEC ANNEXES ET PROTOCOLE. SIGNÉS A LONDRES, LE 2 SEPTEMBRE 1936.

EXCHANGE OF NOTES² REGARDING THE ADDITION OF FLOWER BULBS TO THE FOURTH SCHEDULE ATTACHED TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT, AS AMENDED BY THE EXCHANGE OF NOTES OF OCTOBER 7TH, 1937, AND BY THE SUPPLEMENTARY AGREEMENT OF MAY 27TH, 1938. LONDON, NOVEMBER 14TH, 1938.

ECHANGE DE NOTES² RELATIF A L'ADJONCTION DES OIGNONS A FLEURS DANS LA QUATRIÈME LISTE ANNEXÉE A L'ACCORD SUSMENTIONNÉ, MODIFIÉ PAR L'ÉCHANGE DE NOTES DU 7 OCTOBRE 1937 ET PAR L'ACCORD COMPLÉMENTAIRE DU 27 MAI 1938. LONDRES, LE 14 NOVEMBRE 1938.

Registered on March 8th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 8 mars 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

TURKISH EMBASSY.
LONDON.

No. 886/145.

November 14th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with instructions from my Government, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Turkish Republic propose the addition of flower bulbs to the Fourth Schedule attached to the Trade and Clearing Agreement of the 2nd September, 1936, between the Government of the Turkish Republic and the Government of the United Kingdom, as amended by the exchange of Notes of the 7th October, 1937, and by the Supplementary Trade and Clearing Agreement³ of the 27th May, 1938.

It is understood that this addition, which shall take effect as from to-day's date, shall be governed by the provisions of the above-

I.

AMBASSADE DE TURQUIE.
LONDRES.

N^o 886/145.

Le 14 novembre 1938.

MONSIEUR LE PRINCIPAL SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la République turque propose d'ajouter les oignons à fleur à la quatrième liste annexée à l'Accord de commerce et de clearing conclu, le 2 septembre 1936, entre le Gouvernement de la République turque et le Gouvernement du Royaume-Uni, amendé par l'Échange de notes du 7 octobre 1937 et par l'Accord³ complémentaire de commerce et de clearing du 27 mai 1938.

Il est entendu que cette addition, qui prendra effet à dater de ce jour, sera régie par les dispositions de l'Accord de commerce et de clearing

¹ Vol. CLXXII, page 289, of this Series.

² Came into force November 14th, 1938.

³ Vol. CXC, page 121, of this Series.

¹ Vol. CLXXII, page 289, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 14 novembre 1938.

³ Vol. CXC, page 121, de ce recueil.

mentioned Trade and Clearing Agreement, as amended by the Supplementary Trade and Clearing Agreement of the 27th May, 1938.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's most obedient Servant,

Bay Kaçri RIZAN,
Chargé d'Affaires.

His Excellency
The Right Honourable
The Viscount Halifax, P.C.,
His Majesty's Principal Secretary
of State for Foreign Affairs,
S. W. I.

II.

FOREIGN OFFICE.
S. W. I.

(No. E 5627/67/44).

November 14th, 1938.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date informing me that the Government of the Turkish Republic propose the addition of flower bulbs to the Fourth Schedule attached to the Trade and Clearing Agreement of the 2nd September, 1936, between the Government of the United Kingdom and the Government of the Turkish Republic, as amended by the exchange of Notes of the 7th October, 1937, and by the Supplementary Trade and Clearing Agreement of the 27th May, 1938, and that it is understood that this addition, which shall take effect as from to-day's date, shall be governed by the provisions of the above-mentioned Trade and Clearing Agreement as amended by the Supplementary Trade and Clearing Agreement of the 27th May, 1938.

2. In reply I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom are in agreement with the proposal of the Government of the Turkish Republic in this matter.

I have the honour to be, with high consideration, Sir, Your obedient Servant.

HALIFAX.

Bay Kaçri Rizan,
etc., etc., etc.

susmentionné, amendé par l'Accord complémentaire de commerce et de clearing du 27 mai 1938.

Veillez agréer, etc.

Bay Kaçri RIZAN,
Chargé d'Affaires.

Son Excellence
le très honorable vicomte Halifax, P. C.,
Principal Secrétaire de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
S. W. I.

II.

FOREIGN OFFICE. S. W. I.

(No. E 5627/67/44).

Le 14 novembre 1938.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, m'informant que le Gouvernement de la République turque propose d'ajouter les oignons à fleur à la quatrième liste annexée à l'Accord de commerce et de clearing du 2 septembre 1936 conclu entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République turque, amendé par l'Echange de notes du 7 octobre 1937 et par l'Accord complémentaire de commerce et de clearing du 27 mai 1938 ; il est entendu que cette adjonction, qui prendra effet à dater de ce jour, sera régie par les dispositions de l'accord de commerce et de clearing susmentionné, amendé par l'Accord complémentaire de commerce et de clearing du 27 mai 1938.

2. En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte la proposition du Gouvernement de la République turque en cette matière.

Veillez agréer, etc.

HALIFAX.

Bay Kaçri Rizan,
etc., etc., etc.

EXCHANGE OF NOTES ¹ CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ADDITION OF MOHAIR TO THE FOURTH SCHEDULE ATTACHED TO THE TRADE AND CLEARING AGREEMENT OF SEPTEMBER 2ND, 1936, AS AMENDED BY THE EXCHANGE OF NOTES OF OCTOBER, 7TH, 1937, AND NOVEMBER 14TH, 1938, AND BY THE SUPPLEMENTARY AGREEMENT OF MAY 27TH, 1938. LONDON, MARCH 1ST, 1939.

Registered on June 7th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

[I. VISCOUNT HALIFAX TO DR. TEVFIK RÜŞTÜ ARAS.

FOREIGN OFFICE.

March 1st, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland desire that mohair should be added to the Fourth Schedule attached to the Trade and Clearing Agreement signed in London on the 2nd September, 1936, between the Government of the United Kingdom and the Government of the Turkish Republic, as amended by the Exchange of Notes of the 7th October, 1937, and the 14th November, 1938, and by the Supplementary Trade and Clearing Agreement of the 27th May, 1938.

2. If the Turkish Government agree to this proposal, I have the honour to suggest that the present note and your Excellency's reply in that sense shall be regarded as constituting an Agreement between the two Governments, which shall take effect this day. The present Agreement shall remain in force until the 31st December, 1939, and shall continue in force thereafter until one month after the date on which agreement shall have been reached between the two Governments to terminate the Agreement.

3. It is understood that any suggestion of His Majesty's Government in the United Kingdom to terminate the Agreement in accordance with the preceding paragraph shall receive the sympathetic consideration of the Government of the Turkish Republic.

I have, etc.

HALIFAX.

¹ Came into force March 1st, 1939.

ECHANGE DE NOTES ¹ COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ADJONCTION DU MOHAIR DANS LA QUATRIÈME LISTE ANNEXÉE A L'ACCORD DE COMMERCE ET DE CLEARING DU 2 SEPTEMBRE 1936, MODIFIÉ PAR LES ECHANGES DE NOTES DES 7 OCTOBRE 1937 ET 14 NOVEMBRE 1938, ET PAR L'ACCORD COMPLÉMENTAIRE DU 27 MAI 1938. LONDRES, LE 1^{ER} MARS 1939.

Enregistré le 7 juin 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I. LE VICOMTE HALIFAX AU D^R TEVFIK RÜŞTÜ ARAS.

FOREIGN OFFICE.

Le 1^{er} mars 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord désire ajouter le mohair à la quatrième liste annexée à l'Accord de commerce et de clearing entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République turque, signé à Londres le 2 septembre 1936, amendé par Echanges de notes du 7 octobre 1937 et du 14 novembre 1938, ainsi que par l'Accord complémentaire de commerce et de clearing du 27 mai 1938.

2. Si le Gouvernement turc accepte cette proposition, j'ai l'honneur de suggérer que la présente note et la réponse de Votre Excellence dans le même sens constituent un accord entre les deux gouvernements, qui prendra effet à la date de ce jour. Le présent accord restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1939 et demeurera en vigueur par la suite jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois à partir de la date à laquelle les deux gouvernements seront convenus de mettre fin à l'accord.

3. Il est entendu que toute suggestion du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, tendant à mettre fin à l'accord conformément au paragraphe précédent, sera examinée favorablement par le Gouvernement de la République turque.

Veillez agréer, etc.

HALIFAX.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mars 1939.

II. DR. TEVFIK RÜŞTÜ ARAS TO VISCOUNT
HALIFAX.

TURKISH EMBASSY.

March 1st, 1939.

MY LORD,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Lordship's note of to-day's date informing me that His Majesty's Government in the United Kingdom propose the addition of mohair to the Fourth Schedule attached to the Trade and Clearing Agreement signed in London on the 2nd September, 1936, between the Government of the United Kingdom and the Government of the Turkish Republic, as amended by the Exchange of Notes of the 7th October, 1937, and the 14th November, 1938, and by the Supplementary Trade and Clearing Agreement of the 27th May, 1938.

2. In reply I have the honour to inform your Lordship that the Government of the Turkish Republic accept the proposal of His Majesty's Government in the United Kingdom in this matter and will regard your Lordship's note and this reply as constituting an Agreement between the two Governments, which shall take effect this day. The Turkish Government agree that the present Exchange of Notes shall remain in force until the 31st December, 1939, and shall continue in force thereafter until one month after the date on which agreement shall have been reached between the two Governments to terminate the Agreement.

3. I further confirm that any suggestion of His Majesty's Government in the United Kingdom to terminate the Agreement in accordance with the preceding paragraph shall receive the sympathetic consideration of the Government of the Turkish Republic.

I have, etc.

T. R. ARAS.

II. LE D^r TEVFIK RÜŞTÜ ARAS AU VICOMTE
HALIFAX.

AMBASSADE DE TURQUIE.

Le 1^{er} mars 1939.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu me faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni propose d'ajouter le mohair à la quatrième liste annexée à l'Accord de commerce et de clearing entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République turque, signé à Londres le 2 septembre 1936, amendé par Echanges de notes du 7 octobre 1937 et du 14 novembre 1938, ainsi que par l'Accord complémentaire de commerce et de clearing du 27 mai 1938.

2. En réponse, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement de la République turque accepte la proposition du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni à cet égard et considérera la note de Votre Excellence, ainsi que la présente réponse, comme constituant un accord entre les deux gouvernements prenant effet à la date de ce jour. Le Gouvernement turc accepte que le présent échange de notes reste en vigueur jusqu'au 31 décembre 1939 et demeure en vigueur par la suite jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois à partir de la date à laquelle les deux gouvernements seront convenus de mettre fin à l'accord.

3. Je confirme également que toute suggestion du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, tendant à mettre fin à l'accord conformément au paragraphe précédent, sera examinée favorablement par le Gouvernement de la République turque.

Veuillez agréer, etc.

T. R. ARAS.

N° 4048. — CONVENTION ¹ POSTALE UNIVERSELLE, AVEC PROTOCOLE FINAL, RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DE LA POSTE AUX LETTRES PAR VOIE AÉRIENNE, AVEC PROTOCOLE FINAL. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

RATIFICATIONS

Déposées au Caire :

LETTONIE 26 janvier 1939.

Enregistrée le 28 février 1939 à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Égypte.

BRÉSIL 19 mars 1939.

Enregistrée le 4 avril 1939 à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Égypte.

No. 4048. — UNIVERSAL POSTAL CONVENTION ¹, WITH FINAL PROTOCOL, DETAILED REGULATIONS AND PROVISIONS RELATING TO THE CONVEYANCE OF LETTER MAILS BY AIR, WITH FINAL PROTOCOL. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATIONS.

Deposited in Cairo :

LATVIA January 26th, 1939.

Registered on February 28th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

BRAZIL March 19th, 1939.

Registered on April 4th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

N° 4049. — ARRANGEMENT ² CONCERNANT LES LETTRES ET LES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE, AVEC PROTOCOLE FINAL ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

RATIFICATIONS

Déposées au Caire :

LETTONIE 26 janvier 1939.

Enregistrée le 28 février 1939 à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Égypte.

BRÉSIL 19 mars 1939.

Enregistrée le 4 avril 1939 à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Égypte.

No. 4049. — AGREEMENT ² CONCERNING INSURED LETTERS AND BOXES, WITH FINAL PROTOCOL AND DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATIONS.

Deposited in Cairo :

LATVIA January 26th, 1939.

Registered on February 28th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

BRAZIL March 19th, 1939.

Registered on April 4th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

¹ Vol. CLXXIV, page 171 ; et vol. CLXXXV, page 455, de ce recueil.

² Vol. CLXXV, page 5 ; et vol. CLXXXV, page 56, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXIV, page 171 ; and Vol. CLXXXV, page 455, of this Series.

² Vol. CLXXV, page 5 ; and Vol. CLXXXV, page 456, of this Series.

N^o 4050. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES COLIS POSTAUX, AVEC PROTOCOLE FINAL, RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DES COLIS POSTAUX PAR VOIE AÉRIENNE, AVEC PROTOCOLE FINAL. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

RATIFICATIONS

Déposées au Caire :

LETTONIE 26 janvier 1939.

Enregistrée le 28 février 1939 à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Égypte.

BRÉSIL 19 mars 1939.

Enregistrée le 4 avril 1939 à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Égypte.

No. 4050. — PARCEL POST AGREEMENT¹, WITH FINAL PROTOCOL, DETAILED REGULATIONS AND PROVISIONS REGARDING THE CONVEYANCE OF POSTAL PARCELS BY AIR, WITH FINAL PROTOCOL. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATIONS.

Deposited in Cairo :

LATVIA January 26th, 1939.

Registered on February 28th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

BRAZIL March 19th, 1939.

Registered on April 4th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

N^o 4051. — ARRANGEMENT² CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET SUPPLÉMENT CONCERNANT LE SERVICE DES BONS POSTAUX DE VOYAGE. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

RATIFICATION

Déposée au Caire :

LETTONIE 26 janvier 1939.

Enregistrée le 28 février 1939 à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Égypte.

No. 4051. — MONEY ORDERS AGREEMENT², WITH DETAILED REGULATIONS AND SUPPLEMENT CONCERNING THE SERVICE OF TRAVELLERS' POSTAL VOUCHERS. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATION.

Deposited in Cairo :

LATVIA January 26th, 1939.

Registered on February 28th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

¹ Vol. CLXXV, page 73 ; et vol. CLXXXV, page 457, de ce recueil.

² Vol. CLXXV, page 269 ; et vol. CLXXXV, page 458, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXV, page 73 ; and Vol. CLXXXV, page 457, of this Series.

² Vol. CLXXV, page 269 ; and Vol. CLXXXV, page 458, of this Series.

N° 4052. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES VIREMENTS POSTAUX, ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

No. 4052. — AGREEMENT¹ CONCERNING TRANSFERS TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS, AND DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATION

Déposée au Caire :

LETTONIE 26 janvier 1939.

Enregistrée le 28 février 1939 à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Egypte.

RATIFICATION.

Deposited in Cairo :

LATVIA January 26th, 1939.

Registered on February 28th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

N° 4053. — ARRANGEMENT² CONCERNANT LES RECOUVREMENTS, ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

No. 4053. — AGREEMENT² CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS, DRAFTS, ETC., AND DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATION

Déposée au Caire :

LETTONIE 26 janvier 1939.

Enregistrée le 28 février 1939 à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Egypte.

RATIFICATION.

Deposited in Cairo :

LATVIA January 26th, 1939.

Registered on February 28th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

¹ Vol. CLXXV, page 363 ; et vol. CLXXXV, page 458, de ce recueil.

² Vol. CLXXVI, page 9 ; et vol. CLXXXV, page 459, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXV, page 363 ; and Vol. CLXXXV, page 458, of this Series.

² Vol. CLXXVI, page 9 ; and Vol. CLXXXV, page 459, of this Series.

N^o 4054. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES, ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

RATIFICATION

Déposée au Caire :

LETTONIE 26 janvier 1939.

Enregistrée le 28 février 1939 à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Égypte.

No. 4054. — AGREEMENT¹ CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS, AND DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATION.

Deposited in Cairo :

LATVIA January 26th, 1939.

Registered on February 28th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

No. 4064. — CONVENTION² BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND IRAQ REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT BAGDAD, JULY 25TH, 1935.

N^o 4064. — CONVENTION² ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'IRAK CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A BAGDAD, LE 25 JUILLET 1935.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTENSION TO BASUTOLAND, BECHUANALAND PROTECTORATE AND SWAZILAND OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BAGDAD, DECEMBER 8TH, 1938, AND JANUARY 18TH, 1939.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AU BASSOUTOLAND, AU PROTECTORAT DU BETCHOUANALAND ET AU SWAZILAND DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BAGDAD, LES 8 DÉCEMBRE 1938 ET 18 JANVIER 1939.

Registered on June 7th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 7 juin 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

BRITISH EMBASSY.

I.

No. 667.

BAGDAD, December 8th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Bagdad on the 25th July, 1935, the extension of the operation of that Convention to Basutoland, the Bechuanaland Protectorate and Swaziland.

2. The authority in these territories to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is as follows :

¹ Vol. CLXXVI, page 55 ; et vol. CLXXXV, page 459, de ce recueil.

² Vol. CLXXVI, page 229 ; and Vol. CLXXXV, page 460, of this Series.

¹ Vol. CLXXVI, page 55 ; and Vol. CLXXXV, page 459, of this Series.

² Vol. CLXXVI, page 229 ; et vol. CLXXXV, page 460, de ce recueil.

Basutoland.

The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.

Bechuanaland Protectorate.

The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court), Mafeking.

Swaziland.

The Registrar of the Special Court, Mbabane ;

and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 16 (b) of the Convention, the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 8th January next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to express to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Maurice PETERSON.

His Excellency

Saiyid Taufiq-al-Suwaidi,
Minister for Foreign Affairs,
Bagdad.

II.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

الرقم غ / ١٧١ / ١٧١ / ٥

بغداد في ١٨ كانون الثاني ١٩٣٩

الحكومة العراقية

وزارة الخارجية

مديرية الامور العربية

بما صاحب الفخامة

انشر بان اشعركم باستلامي كتاب فخامتكم الموجه الى وزير
الخارجية السابق فخامة السيد توفيق السويدي المرقم ٦٦٧ والمؤرخ في
٨ كانون الاول ١٩٣٨ حول الاتفاقية المختصة بالمرافعات المحققة
والتجارية الموقع عليها في بغداد في اليوم الخامس والعشرين من
شهر تموز ١٩٣٥ والذي تعلموني فيه عملا بالمادة ١٦ (أ) من
الاتفاقية المذكورة عن شملها باسوتولاند وبيجونالاند وسوازيلاند
٢ - وان السلطة المختصة في هذه الاراضي التي يجب ان ترسل
اليها طلبات التبليغ او طلبات استماع الهيئة هي كالآتي :

Basutoland.

The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.

Bechuanaland Protectorate.

The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court), Mafeking.

Swaziland.

The Registrar of the Special Court, Mbabane.

كما ان اللغة التي يجب استعمالها في المراسلات والترجمات هي اللغة
الانكليزية .

٣ — وانه عملا باحكام المادة ١٦ (ب) من الاتفاقية المذكورة فان
الشمول المبلغ الان سيجمل به بعد تاريخ كتابكم بشهر واحد اي في
٨ كانون الثاني ١٩٣٩ .

انتظر هذه الفرصة لاهرب لكم عن فائق تقديري واحترامي

(التوقيع) رستم حيدر

فخامة السيد ميريس درموند بيترسون

كي . سي . ام . جي

السفير فوق العادة والمفوض لصاحب الجلالة البريطانية

بغداد

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

IRAQ GOVERNMENT,
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS,
DIRECTORATE OF WESTERN AFFAIRS.
No. 171/171/5.

BAGDAD, January 18th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter addressed to the former Foreign Minister, His Excellency Saiyid Taufiq-al-Suwaidi, No. 667, dated 8th December, 1938, concerning the Convention relating to legal proceedings in civil and commercial matters,

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

signed at Bagdad on the 25th July, 1935, in which, in accordance with Article 16 (*a*) of the Convention, you notify me :

That the Convention has been extended to Basutoland, Bechuanaland and Swaziland ;
2. That the appropriate authority in these territories to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is as follows :

Basutoland.

The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.

Bechuanaland Protectorate.

The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court), Mafeking.

Swaziland.

The Registrar of the Special Court, Mbabane,
and the language to be used in communications and translations is English ; and

3. That in accordance with Article 16 (*b*) of the Convention, the extensions now notified will come into force one month from the date of your letter, that is to say, on the 8th January, 1939.

I avail myself of this opportunity to express to you my highest consideration and esteem.

His Excellency
Sir Maurice Drummond Peterson, K.C.M.G.,
His Britannic Majesty's Ambassador
Extraordinary and Plenipotentiary,
Bagdad.

Rustam HAIDAR.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 667.

BAGDAD, le 8 décembre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, conformément aux instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 16 *a*) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Bagdad le 25 juillet 1935, que l'application de cette convention est étendue au Bassoutoland, au Protectorat du Betchouanaland et au Swaziland.

2. Les autorités de ces territoires auxquelles doivent être adressées les demandes de signification ou les demandes en vue de l'obtention des moyens de preuve sont les suivantes :

Bassoutoland :

« The Registrar of the Resident Commissioner's Court », Maseru.

Protectorat du Betchouanaland :

« The Registrar of the Resident Commissioner's Court (ou of the Special Court) », Mafeking.

Swaziland :

« The Registrar of the Special Court », Mbabane ; la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 16 b) de la convention, les extensions ci-dessus notifiées entreront en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 8 janvier prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Maurice PETERSON.

Son Excellence
Saiyid Taufiq-al-Suwaidi,
Ministre des Affaires étrangères,
Bagdad.

II.

GOUVERNEMENT DE L'IRAK.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION DES AFFAIRES OCCIDENTALES.

N^o 171/171/5.

BAGDAD, le 18 janvier 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre N^o 667, en date du 8 décembre 1938, que Votre Excellence a adressée à l'ancien ministre des Affaires étrangères, Son Excellence Saiyid Taufiq-al-Suwaidi, au sujet de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Bagdad le 25 juillet 1935, et par laquelle, conformément à l'article 16 a) de la convention, vous m'informez :

Que l'application de la convention a été étendue au Bassoutoland, au Protectorat du Betchouanaland et au Swaziland ;

2. Que les autorités de ces territoires auxquelles doivent être adressées les demandes de signification ou les demandes en vue de l'obtention des moyens de preuve sont les suivantes :

Bassoutoland :

« The Registrar of the Resident Commissioner's Court », Maseru.

Protectorat du Betchouanaland :

« The Registrar of the Resident Commissioner's Court (ou of the Special Court), » Mafeking.

Swaziland :

« The Registrar of the Special Court », Mbabane; et que la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions est l'anglais ;

3. Que, conformément à l'article 16 b) de la convention, les extensions notifiées ci-dessus entreront en vigueur un mois après la date de votre lettre, c'est-à-dire le 8 janvier 1939.

Je saisis cette occasion, etc.

Rustam HAIDAR.

Son Excellence
Sir Maurice Drummond Peterson, K.C.M.G.,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
Bagdad.

N° 4117. — PROTOCOLE ¹ RELATIF AUX OBLIGATIONS MILITAIRES DANS CERTAINS CAS DE DOUBLE NATIONALITÉ. SIGNÉ A LA HAYE, LE 12 AVRIL 1930.

RATIFICATION

BELGIQUE 4 avril 1939.

No. 4117. — PROTOCOL ¹ RELATING TO MILITARY OBLIGATIONS IN CERTAIN CASES OF DOUBLE NATIONALITY. SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 12TH, 1930.

RATIFICATION.

BELGIUM April 4th, 1939.

N° 4137. — CONVENTION ² CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS RELATIVES AUX CONFLITS DE LOIS SUR LA NATIONALITÉ. SIGNÉE A LA HAYE, LE 12 AVRIL 1930.

RATIFICATION

BELGIQUE 4 avril 1939.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la convention, la ratification de la Belgique est donnée à l'exclusion de l'article 16 de celle-ci.

No. 4137. — CONVENTION ² ON CERTAIN QUESTIONS RELATING TO THE CONFLICT OF NATIONALITY LAWS. SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 12TH, 1930.

RATIFICATION.

BELGIUM April 4th, 1939.

In accordance with the provisions of Article 20 of the Convention, the ratification by Belgium is given excluding Article 16 thereof.

N° 4141. — PROTOCOLE ³ RELATIF A LA RÉGLEMENTATION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA SUÈDE ET LA YUGOSLAVIE. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 14 MAI 1937.

Communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations, le 28 janvier 1939.

No. 4141. — PROTOCOL ³ REGULATING COMMERCIAL EXCHANGES BETWEEN SWEDEN AND YUGOSLAVIA. SIGNED AT STOCKHOLM, MAY 14TH, 1937.

Communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations, January 28th, 1939.

¹ Vol. CLXXVIII, page 227, de ce recueil.

² Vol. CLXXIX, page 89, de ce recueil.

³ Vol. CLXXIX, page 147, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXVIII, page 227, of this Series.

² Vol. CLXXIX, page 89, of this Series.

³ Vol. CLXXIX, page 147, of this Series.

No. 4200. — TREATY¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND HUNGARY SUPPLEMENTARY TO THE TREATY OF DECEMBER 3RD, 1873, REGARDING RECIPROCAL EXTRADITION OF FUGITIVE CRIMINALS. SIGNED AT BUDAPEST, SEPTEMBER 18TH, 1936.

4200 SZ. — MENEKÜLT BÜNTETTESEK KÖLCSÖNÖS KIADATÁSÁNAK, ÜGYÉBEN NAGYBRITÁNIA ÉS ÉSZAK-IRORSZÁG VALAMINT MAGYARORSZÁG KÖZÖTT 1873 DECEMBER 3-ÁN LÉTREJÖTT SZERZŐDÉST KIEGÉSZÍTŐ POTSZERZŐDÉS¹. ALÁIRATOTT BUDAPESTEN 1936 SZEPTEMBER 18-ÁN.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTENSION TO THE ZANZIBAR PROTECTORATE AND TO THE BRITISH SOLOMON ISLANDS PROTECTORATE OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. BUDAPEST, NOVEMBER 17TH, 1937, AND OCTOBER 5TH, 1938.

JEGYZÉKVÁLTÁS A FENTEMLITETT SZERZŐDÉS HATÁLYÁNAK AZ ANGOL PROTEKTORÁTUS ALATT ÁLLÓ ZANZIBAR VALAMINT SALAMON SZIGETEK TERÜLETÉRE VALÓ KITERJESZTÉSE ÜGYÉBEN. KÉLT BUDAPESTEN, 1937 NOVEMBER 17-ÉN ÉS 1938 OKTÓBER 5-ÉN.

Registered on March 8th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 8 mars 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 117.
(211/4/37).

BUDAPEST, November 17th, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom consider it desirable that the provisions of extradition treaties concluded by His Majesty should be made applicable to the Zanzibar Protectorate and the British Solomon Islands Protectorate.

I have accordingly the honour to enquire whether the Royal Hungarian Government agree that the provisions of the Extradition Treaty² signed at Vienna on December 3rd, 1873, as amended by the Declaration³ signed at London on June 26th, 1901, and the Supplementary Convention signed at Budapest on September 18th, 1936, shall be deemed to apply to the above-mentioned Protectorates. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty as amended by the said Declaration and the said Supplementary Convention shall, as from the date of your note, apply to the said Protectorates, the requisitions for extradition from and to those Protectorates being made in accordance therewith in like manner as if the said protectorates were posses-

¹ Vol. CLXXXI, page 337, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 63, page 213.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 94, page 5.

¹ Vol. CLXXXI, page 337, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome I, page 527.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXX, page 565, et tome XXXIII, page 112.

sions of His Majesty, and as if the nationals or natives of the said Protectorates were British subjects.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

G. G. KNOX.

His Excellency

Monsieur Coloman de Kánya,
Royal Hungarian Minister
for Foreign Affairs,
Budapest.

II.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

MAGYAR KIRÁLYI
KÜLÜGYMINISZTERIUM.

60.672/5.
1938.

BUDAPEST, 1938. október 5-én.

MINISZTER UR!

Van szerencsém Nagyméltóságoddal közölni, hogy a m. kir. kormány az 1937. évi november hó 17-én 117/: 211/4/37: / szám alatt kelt jegyzékben a magyarbrit kiadatási szerződés, pótnyilatkozat és pótszerződés alkalmazásának területi kiterjesztésére vonatkozólag tett javaslatot elfogadja, minek következtében az említett szerződés, pótnyilatkozat és pótszerződés rendelkezései a jelen jegyzékem keltétől, vagyis 1938. évi október hó 5. napjától kezdődő hatállyal a brit védnökség alatt álló Zanzibar területére és a brit Salamon szigetekre is alkalmazást nyernek. Ezzel kapcsolatban tisztelettel megjegyzem, hogy a. m. kir. kormány adott esetekben az oda menekült büntettesek kiadatására vonatkozó kérelmek előterjesztésével a londoni m. kir. követséget fogja megbízni.

Fogadja, Miniszter Ur, őszinte tiszteletem nyilvánítását.

A miniszter rendeletéből:

DANILOVICS,
miniszteri osztályfőnök.

Nagyméltóságu

Sir Geoffrey George Knox urnak
rendk. követ és meghat. miniszter
Budapest.

II.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

ROYAL HUNGARIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

60.672/5.
1938.

BUDAPEST, October 5th, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Hungarian Government agrees to the proposal contained in letter No. 117/: 211/4/37: / of November 17th, 1937, for the territorial extension of the provisions of the Hungarian-British Extradition Treaty, Declaration and Supplementary Convention, as a result of which the provisions of the above Treaty, Declaration and Supplementary Convention shall, as from the date of my present letter, *i. e.* as from October 5th, 1938, be extended to the British Zanzibar Protectorate and the British Solomon Islands Protectorate. In this connection, I beg to inform you that, in cases arising therefrom, the Royal Hungarian Government will entrust to the Royal Hungarian Legation in London all negotiations relating to the extradition of offenders who have escaped to the above territories.

I have the honour to be, etc.

For the Minister:

DANILOVICS,
Ministerial Head of Section.

H. E. Sir Geoffrey George Knox,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Budapest.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4200. — TRAITÉ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA HONGRIE, ADDITIONNEL AU TRAITÉ DU 3 DÉCEMBRE 1873 CONCERNANT L'EXTRADITION RÉCIPROQUE DES DÉLINQUANTS FUGITIFS. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 18 SEPTEMBRE 1936.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AU PROTECTORAT DE ZANZIBAR ET AU PROTECTORAT DES ILES SALOMON BRITANNIQUES DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. BUDAPEST, LES 17 NOVEMBRE 1937 ET 5 OCTOBRE 1938.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 117.
(211/4/37.)

BUDAPEST, le 17 novembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni estime souhaitable que les dispositions des traités d'extradition conclus par Sa Majesté soient rendues applicables au Protectorat de Zanzibar et au Protectorat des îles Salomon britanniques.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement royal hongrois accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Vienne le 3 décembre 1873, amendé par la Déclaration signée à Londres le 26 juin 1901, ainsi que par le Traité additionnel signé à Budapest le 18 septembre 1936, soient considérées comme s'appliquant aux protectorats précités. Dans ce cas, la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet seraient considérées comme consacrant l'accord intervenu entre les deux gouvernements, et portant que les dispositions dudit traité, amendé par ladite déclaration et par ledit traité additionnel, s'appliqueront, à compter de la date de votre note, auxdits protectorats, les demandes d'extradition qui émaneront desdits protectorats ou qui leur seront adressées étant formulées, conformément aux dispositions susdites, comme si lesdits protectorats étaient des possessions de Sa Majesté et comme si les ressortissants ou indigènes desdits protectorats étaient sujets britanniques.

Je saisis cette occasion, etc.

G. G. KNOX.

Son Excellence

Monsieur Coloman de Kánya,
Ministre royal des Affaires étrangères
de Hongrie,
Budapest.

II.

MINISTÈRE ROYAL HONGROIS
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

60.672/5.
1938.

BUDAPEST, le 5 octobre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal hongrois accepte la proposition contenue dans la lettre N^o 117/211/4/37, en date du 17 novembre 1937, visant à étendre, au point de vue territorial, l'application des dispositions du traité d'extradition, de la déclaration et de la convention additionnelle hungaro-britanniques ; en conséquence, les dispositions desdits traité, déclaration et convention additionnelle seront étendues,

à partir de la date de la présente lettre, c'est-à-dire à partir du 5 octobre 1938, au Protectorat britannique de Zanzibar et au Protectorat des îles Solomon britanniques. A cette occasion, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement royal hongrois, le cas échéant, chargera la Légation royale hongroise à Londres de toutes les négociations ayant trait à l'extradition des délinquants qui se seraient réfugiés dans les territoires susmentionnés.

Je vous prie d'agrée, etc.

S. E. sir Geoffrey George Knox,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire,
Budapest.

Pour le Ministre :
DANILOVICS,
Chef de Section.

N° 4202. — CONVENTION ¹ CONCERNANT
L'ABOLITION DES CAPITULATIONS EN
ÉGYPTE. SIGNÉE A MONTREUX, LE
8 MAI 1937.

No. 4202. — CONVENTION ¹ REGARDING
THE ABOLITION OF THE CAPITULA-
TIONS IN EGYPT. SIGNED AT MON-
TREUX, MAY 8TH, 1937.

RATIFICATION

Déposée au Caire :

FRANCE 8 février 1939.

Le Gouvernement de la République française désire user de la faculté prévue à l'article 9 de la convention et conserver ses tribunaux consulaires à l'effet d'exercer la juridiction en matière de statut personnel dans tous les cas où la loi applicable est la loi française.

Enregistrée le 24 février 1939 à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Égypte.

RATIFICATION.

Deposited in Cairo :

FRANCE February 8th, 1939.

The Government of the French Republic desires to exercise the right provided for in Article 9 of the Convention and retain its Consular Courts for the purpose of jurisdiction in matters of personal status in all cases in which the law applicable is the French law.

Registered on February 24th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

N° 4216. — DÉCLARATION ² CONCERNANT
L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE
(REVISION DES MANUELS SCOLAIRES).
OUVERTE A LA SIGNATURE A GENÈVE,
LE 2 OCTOBRE 1937.

No. 4216. — DECLARATION ² REGARDING
THE TEACHING OF HISTORY (REVI-
SION OF SCHOOL TEXT-BOOKS). OPE-
NED FOR SIGNATURE AT GENEVA ON
OCTOBER 2ND, 1937.

SIGNATURES

DANEMARK 4 février 1939.
ISLANDE 4 février 1939.
AUSTRALIE 24 juin 1939.

SIGNATURES.

DENMARK February 4th, 1939.
ICELAND February 4th, 1939.
AUSTRALIA June 24th, 1939.

¹ Vol. CLXXXII, page 37 ; et vol. CLXXXIX, page 507, de ce recueil.

² Vol. CLXXXII, page 263 ; et vol. CLXXXIX, page 507, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXXII, page 37 ; and Vol. CLXXXIX, page 507, of this Series.

² Vol. CLXXXII, page 263 ; and Vol. CLXXXIX, page 507, of this Series.

N^o 4242. — ACCORD ¹ TEMPORAIRE ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE CONCERNANT LE TRANSIT DE CERTAINES MARCHANDISES IMPORTÉES EN FRANCE PAR LA VOIE DES PORTS BELGES. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 2 OCTOBRE 1937.

No. 4242. — TEMPORARY AGREEMENT ¹ BETWEEN BELGIUM AND FRANCE REGARDING THE TRANSIT OF CERTAIN GOODS IMPORTED INTO FRANCE THROUGH BELGIAN PORTS. SIGNED AT BRUSSELS, OCTOBER 2ND, 1937.

AVENANT À L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ À BRUXELLES, LE 3 AVRIL 1939.

ADDITIONAL AGREEMENT TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SIGNED AT BRUSSELS, APRIL 3RD, 1939.

Enregistré le 1^{er} juin 1939 à la demande du ministre des Affaires étrangères de Belgique.

Registered on June 1st, 1939, at the request of the Belgian Minister for Foreign Affairs.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE sont convenus, en dérogation au premier alinéa de l'article 5 de l'Accord du 2 octobre 1937, de porter la durée de cet accord à douze années à compter du 1^{er} janvier 1938.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and the GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC have agreed, notwithstanding Article 5, first paragraph, of the Agreement of October 2nd, 1937, to extend the duration of this Agreement to twelve years dating from January 1st, 1938.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent avenant.

In faith whereof the undersigned, duly authorised, have signed the present Agreement.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 3 avril 1939.

Done at Brussels, in duplicate, on April 3rd, 1939.

(s.) BARGETON. (s.) Eugène SOUDAN.

(Signed) BARGETON. (Signed) Eugène SOUDAN.

N^o 4246. — TREATY ² FOR THE LIMITATION OF NAVAL ARMAMENT. SIGNED AT LONDON, MARCH 25TH, 1936.

N^o 4246. — TRAITÉ ² POUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS NAVALS. SIGNÉ A LONDRES, LE 25 MARS 1936.

PROTOCOL ³ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, FRANCE AND THE UNITED STATES OF AMERICA MODIFYING THE ABOVE-MENTIONED TREATY. SIGNED AT LONDON, JUNE 30TH, 1938.

PROTOCOLE ³ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE MODIFIANT LE TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ A LONDRES, LE 30 JUIN 1938.

Registered on March 15th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 15 mars 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Vol. CLXXXIV, page 65, de ce recueil.

² Vol. CLXXXIV, page 115, of this Series.

³ Came into force June 30th, 1938.

¹ Vol. CLXXXIV, page 65, of this Series.

² Vol. CLXXXIV, page 115, de ce recueil.

³ Entré en vigueur le 30 juin 1938.

Whereas by Article 4 (1) of the Treaty for the Limitation of Naval Armaments signed in London on the 25th March, 1936, it is provided that no capital ship shall exceed 35,000 tons (35,560 metric tons) standard displacement ;

And whereas by reason of Article 4 (2) of the said Treaty the maximum calibre of gun carried by capital ships is 16 inches (406 mm.) ;

And whereas on the 31st March, 1938, the Government of the United States of America and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland gave notice under paragraph (2) of Article 25 of the said Treaty of their decision to exercise the right provided for in paragraph (1) of the said Article to depart from the limitations and restrictions of the Treaty in regard to the upper limits of capital ships of sub-category (a) ;

And whereas consultations have taken place as provided in paragraph (3) of Article 25, with a view to reaching agreement in order to reduce to a minimum the extent of the departures from the limitations and restrictions of the Treaty ;

The undersigned, duly authorised by their respective Governments, have agreed as follows :

1. As from this day's date the figure of 35,000 tons (35,560 metric tons) in Article 4 (1) of the said Treaty shall be replaced by the figure of 45,000 tons (45,720 metric tons).

2. The figure of 16 inches (406 mm.) in Article 4 (2) remains unaltered.

3. The present Protocol, of which the French and English texts shall both be equally authentic, shall come into force on this day's date.

In faith whereof the undersigned have signed the present Protocol.

Done in London the 30th day of June, 1938.

For the Government of the United States of America :
Herschel V. JOHNSON.

For the Government of the French Republic :
Roger CAMBON.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :
Alexander CADOGAN.

Considérant que l'article 4 (1) du Traité pour la limitation des armements navals signé à Londres le 25 mars 1936 a stipulé qu'aucun navire de ligne ne doit avoir un déplacement-type supérieur à 35.000 tonnes (35.560 tonnes métriques) ;

Considérant que, en raison de l'article 4 (2) dudit traité le maximum du calibre de l'artillerie portée par les navires de ligne est de 16 pouces (406 m/m) ;

Considérant que, à la date du 31 mars 1938, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont notifié, conformément au paragraphe (2) de l'article 25 dudit traité, leur décision d'exercer le droit stipulé au paragraphe (1) dudit article de déroger aux limitations et restrictions du traité relatives aux limites supérieures des navires de ligne de la sous-catégorie a) ;

Considérant que des consultations ont eu lieu, conformément au paragraphe (3) de l'article 25, en vue de réaliser un accord pour réduire au minimum la portée des dérogations aux limitations et restrictions du traité ;

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

1. A dater de ce jour, le chiffre de 35.000 tonnes (35.560 tonnes métriques) de l'article 4 (1) du traité sera remplacé par le chiffre de 45.000 tonnes (45.720 tonnes métriques).

2. Le chiffre de 16 pouces (406 m/m) de l'article 4 (2) est maintenu sans changement.

3. Le présent protocole, dont les textes français et anglais feront également foi, entrera en vigueur à la date de ce jour.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent protocole.

Fait à Londres le 30 juin 1938.

Pour le Gouvernement des États-Unis d'Amérique :
Herschel V. JOHNSON.

Pour le Gouvernement de la République française :
Roger CAMBON.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Alexander CADOGAN.

No. 4278. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND GREECE REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 27TH, 1936.

N^o 4278. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA GRÈCE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 27 FÉVRIER 1936.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTENSION TO NEWFOUNDLAND OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. ATHENS, NOVEMBER 26TH AND DECEMBER 2ND, 1938.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A TERRE-NEUVE DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. ATHÈNES, LES 26 NOVEMBRE ET 2 DÉCEMBRE 1938.

Registered on March 15th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 15 mars 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 297.
(151/41/38).

ATHENS, *November 26th, 1938.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 15 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 27th February, 1936, the extension of the operation of that Convention to Newfoundland.

2. The authority in Newfoundland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is The Registrar of the Supreme Court of Newfoundland and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 15 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 26th December next.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 297.
(151/41/38.)

ATHÈNES, *le 26 novembre 1938.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'État de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 15 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 27 février 1936, l'extension des dispositions de cette convention à Terre-Neuve.

2. L'autorité de Terre-Neuve à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être transmises est : « The Registrar of the Supreme Court of Newfoundland ». Les communications et traductions devront être rédigées en langue anglaise.

3. Conformément à l'article 15 b) de la convention, l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 26 décembre prochain.

¹ Vol. CLXXXV, page 113, of this Series.

¹ Vol. CLXXXV, page 113, de ce recueil.

4. In requesting that you will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Président du Conseil, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Sydney WATERLOW.

His Excellency
Monsieur J. Metaxas,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 28233/ I/IV.

ATHÈNES, le 2 décembre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre N° 297 du 26 novembre que vous avez bien voulu adresser à Monsieur le Président du Conseil concernant l'extension de l'application à Terre-Neuve de la Convention d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre la Grande-Bretagne et la Grèce signée à Londres le 27 février 1936.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur général,
A. DELMOUZOS.

Son Excellence
Sir Sydney Waterlow, K.C.M.G., C.B.E.,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
En Ville.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTENSION TO CERTAIN COLONIES, PROTECTORATES, PROTECTED STATES AND MANDATED TERRITORIES OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. ATHENS, DECEMBER 19TH AND 27TH, 1938.

Registered on March 15th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Sydney WATERLOW.

Son Excellence
Monsieur J. Metaxas,
etc., etc., etc.

II.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 28233/ I/IV.

ATHENS, December 2nd, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of letter No. 297, of November 26th, which you were so good as to send to the President of the Council concerning the extension to Newfoundland of the operation of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters between Great Britain and Greece, signed in London on February 27th, 1936.

I avail myself of this opportunity, etc.

A. DELMOUZOS,
Director General.

His Excellency
Sir Sydney Waterlow, K.C.M.G., C.B.E.,
His Britannic Majesty's Envoy
Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Athens.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A CERTAINES COLONIES ET A CERTAINS PROTECTORATS, ETATS SOUS PROTECTION ET TERRITOIRES SOUS MANDAT DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. ATHÈNES, LES 19 ET 27 DÉCEMBRE 1938.

Enregistré le 15 mars 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 320.
(151/46/38).

ATHENS, *December 19th*, 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 15 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on the 27th February, 1936, the extension of the operation of that Convention to the Colonies, Protectorates, Protected States and Mandated Territories shown in the annexed list.

2. This list also indicates in each case the authority to whom requests for service under Article 3 or Letters of Request for the taking of evidence under Article 7 should be transmitted. The language in which communications and translations are to be made is English in each case except that of Transjordan where the Arabic language is to be used.

3. In accordance with Article 15 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 19th January next.

4. In requesting that you will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Président du Conseil, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Sydney WATERLOW.

His Excellency
Monsieur J. Metaxas,
etc., etc., etc.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 320.
(151/46/38.)

ATHÈNES, *le 19 décembre* 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'État de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 15 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 27 février 1936, l'extension des dispositions de cette convention aux Colonies, Protectorats, Etats protégés et Territoires sous mandat mentionnés à la liste ci-annexée.

2. Cette liste indique également dans chaque cas quelle est l'autorité à laquelle les demandes de signification prévues à l'article 3 ou les commissions rogatoires prévues à l'article 7 devront être transmises. Les communications et traductions devront être rédigées en anglais dans chaque cas, sauf pour la Transjordanie, où elles devront être rédigées en langue arabe.

3. Conformément à l'article 15 b) de la convention, l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 19 janvier prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Sydney WATERLOW.

Son Excellence
Monsieur J. Metaxas,
etc., etc., etc.

LIST OF BRITISH COLONIES WHICH ARE NOT FULLY SELF-GOVERNING, OF BRITISH PROTECTORATES AND PROTECTED STATES, AND OF MANDATED TERRITORIES ADMINISTERED UNDER THE AUTHORITY OF HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND TO WHICH IT IS DESIRED TO APPLY THE STIPULATIONS OF THE CONVENTION WITH GREECE REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS, WHICH WAS SIGNED IN LONDON ON THE 27TH FEBRUARY, 1936.

Colony	Local Authority
Bahamas	The Registrar of the Supreme Court, Nassau, Bahamas.
Barbados	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.
Basutoland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.
Bechuanaland Protectorate	The Registrar of the Resident Commissioner Court (or of the Special Court), Mafeking.
Bermuda	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermuda.
British Guiana	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, British Guiana.
British Honduras	The Registrar-General, Supreme Court, Belize, British Honduras.
British Solomon Islands Protectorate	The Chief Magistrate and Legal Adviser. (Postal cover to be addressed to The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji).
Ceylon	The Chief Secretary, the Secretariat, Colombo, Ceylon.
Cyprus	The Chief Registrar of the Supreme Court, Cyprus.
Falkland Islands and Dependencies	The Registrar of the Supreme Court, Stanley, Falkland Islands.
Fiji	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fiji.
Gambia (Colony and Protectorate)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.
Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.
Gilbert and Ellice Islands Colony	The Resident Commissioner. (Postal cover to be addressed to The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji).
Gold Coast	
(a) Colony	The Chief Registrar of the Supreme Court, Accra, Gold Coast.
(b) Ashanti	
(c) Northern Territories	

LISTE DES COLONIES BRITANNIQUES NE JOUISSANT PAS D'UNE PLEINE AUTONOMIE, DES PROTECTORATS BRITANNIQUES ET ETATS SOUS PROTECTION BRITANNIQUE, ET DES TERRITOIRES SOUS MANDAT ADMINISTRÉS SOUS L'AUTORITÉ DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, AUXQUELS ON DÉSIRE VOIR S'ÉTENDRE LES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION CONCLUE AVEC LA GRÈCE, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE, QUI A ÉTÉ SIGNÉE A LONDRES LE 27 FÉVRIER 1936.

Colonies	Autorité locale
Bahama	The Registrar of the Supreme Court, Nassau, Bahamas.
La Barbade	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.
Bassoutoland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.
Protectorat du Betchouanaland	The Registrar of the Resident Commissioner Court (ou of the Special Court), Mafeking.
Bermudes	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermuda.
Guyane britannique	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, British Guiana.
Honduras britannique	The Registrar-General, Supreme Court, Belize, British Honduras.
Protectorat des îles Salomon britanniques	The Chief Magistrate and Legal Adviser (sous enveloppe adressée à : The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji).
Ceylan	The Chief Secretary, the Secretariat, Colombo, Ceylon.
Chypre	The Chief Registrar of the Supreme Court, Cyprus.
Iles Falkland et dépendances	The Registrar of the Supreme Court, Stanley, Falkland Islands.
Fidji	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fiji.
Gambie (Colonie et Protectorat)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.
Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.
Iles Gilbert et Ellice (Colonie des)	The Resident Commissioner (sous enveloppe adressée à : The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji).
Côte de l'Or :	
a) Colonie	The Chief Registrar of the Supreme Court, Accra, Gold Coast.
b) Achanti	
c) Territoires du Nord	

Colony	Local Authority	Colonies	Autorité locale		
(d) Togoland under British Mandate	The Chief Registrar of the Supreme Court, Accra, Gold Coast.	d) Togo sous mandat britannique	The Chief Registrar of the Supreme Court, Accra, Gold Coast.		
Hong-Kong	The Registrar of the Supreme Court of Hong-Kong.	Hong-Kong	The Registrar of the Supreme Court of Hong-Kong.		
Jamaica	The Registrar of the Supreme Court, Jamaica.	La Jamaïque	The Registrar of the Supreme Court, Jamaica.		
Cayman Islands	Judge of the Grand Court of the Cayman Islands.	Iles Caïmans	Judge of the Grand Court of the Cayman Islands.		
Turks and Caicos Islands	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.	Iles Turques et Caïques	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.		
Kenya (Colony and Protectorate)	The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.	Kénia (Colonie et Protectorat)	The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.		
Leeward Islands : (Antigua, Dominica, Montserrat, St. Christopher and Nevis, Virgin Islands)	The Chief Registrar of the Supreme Court, Antigua, Leeward Islands.	Iles sous le Vent : (Antigua, Dominique, Montserrat, Saint-Christophe et Nevis, îles Vierges)	The Chief Registrar of the Supreme Court, Antigua, Leeward Islands.		
Malay States : (a) Federated Malay States : Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang		The Federal Secretary, Federated Malay States.		Etats Malais : a) Etats Malais fédérés : Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang	The Federal Secretary, Federated Malay States.
(b) Unfederated Malay States : Johore Kedah Kelantan Trengganu Perlis Brunei	General Adviser. Legal Adviser. British Adviser. British Adviser. British Resident.		b) Etats Malais non fédérés : Johore Kedah Kelantan Trengganu Perlis Brunei	General Adviser. Legal Adviser. British Adviser. British Adviser. British Resident.	
Malta	The Legal Secretary, Valetta, Malta.	Malte	The Legal Secretary, Valetta, Malta.		
Mauritius	The Master and Registrar of the Supreme Court, Mauritius.	Ile Maurice	The Master and Registrar of the Supreme Court, Mauritius.		
Nigeria : (a) Colony (b) Protectorate (c) Camerouns under British Mandate	The Chief Justice, Lagos, Nigeria.	Nigéria : a) Colonie b) Protectorat c) Cameroun sous mandat britannique	The Chief Justice, Lagos, Nigeria.		
North Borneo, State of		The Registrar of the High Court, Sandakan, British North Borneo.		Bornéo du Nord (Etat du)	The Registrar of the High Court, Sandakan, British North Borneo.
Northern Rhodesia		The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.		Rhodésie du Nord	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.
Nyasaland Protectorate	The Judge of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.	Nyassaland (Protectorat du)	The Judge of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.		

Colony	Local Authority	Colonies	Autorité locale
Palestine (excluding Trans-Jordan)	The Chief Registrar of the Supreme Court of Palestine, Jerusalem, Palestine.	Palestine (non compris la Transjordanie)	The Chief Registrar of the Supreme Court of Palestine, Jerusalem, Palestine.
St. Helena and Ascension	The Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena.	Sainte-Hélène et Ascension	The Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena.
Sarawak	The Chief Justice, Kuching, Sarawak.	Sarawak	The Chief Justice, Kuching, Sarawak.
Seychelles	The Registrar of the Supreme Court, Mahé, Seychelles.	Seychelles	The Registrar of the Supreme Court, Mahé, Seychelles.
Sierra Leone (Colony and Protectorate)	The Master and Registrar of the Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.	Sierra-Léone (Colonie et Protectorat)	The Master and Registrar of the Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.
Somaliland Protectorate	The Secretary to the Government, Berbera, Somaliland.	Somalie (Protectorat de la)	The Secretary to the Government, Berbera, Somaliland.
Straits Settlements	The Chief Justice and Judges of the Supreme Court of the Straits Settlements. (Postal cover to be addressed to The Registrar of the Supreme Court, Singapore, Straits Settlements).	Straits Settlements	The Chief Justice and Judges of the Supreme Court of the Straits Settlements (sous enveloppe adressée à : The Registrar of the Supreme Court, Singapore, Straits Settlements).
Swaziland	The Registrar of the Special Court, Mbabane.	Swaziland	The Registrar of the Special Court, Mbabane.
Tanganyika Territory	The Registrar of the High Court, Dar-es-Salaam.	Tanganyika (Territoire du)	The Registrar of the High Court, Dar-es-Salaam.
Tonga	The Agent and Consul. (Postal cover to be addressed to The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji).	Tonga	The Agent and Consul (sous enveloppe adressée à : The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji).
Trans-Jordan	The Minister of Justice, Amman.	Transjordanie	The Minister of Justice, Amman.
Trinidad and Tobago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.	Trinité et Tobago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.
Uganda Protectorate	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.	Ouganda (Protectorat de l')	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.
Windward Islands:		Iles du Vent :	
Grenada	The Registrar, Supreme Court, Grenada.	Grenade	The Registrar, Supreme Court, Grenada.
St. Lucia	The Registrar, Royal Court, St. Lucia.	Sainte-Lucie	The Registrar, Royal Court, St. Lucia.
St. Vincent	The Registrar, Supreme Court, St. Vincent.	Saint-Vincent	The Registrar, Supreme Court, St. Vincent.
Zanzibar Protectorate	The Chief Justice, Zanzibar.	Zanzibar (Protectorat de)	The Chief Justice, Zanzibar.

II.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 31081/ I/IV.

ATHÈNES, le 27 décembre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre N° 320 du 19 décembre, par laquelle vous avez fait connaître à Monsieur le Président du Conseil l'extension de l'application de la Convention

II.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 31081/ I/IV.

ATHENS, December 27th, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of letter No. 320 of December 19th, in which you informed the Prime Minister of the extension of the operation of the Convention regarding

d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre la Grèce et la Grande-Bretagne, signée à Londres le 27 février 1936, aux Colonies, Protectorats, Etats sous protection et Territoires sous mandats mentionnés à la liste annexée à la note ci-haut.

Cette extension a été consignée dans les archives du Ministère royal des Affaires étrangères, et elle prendra effet à partir du 19 janvier 1939, soit un mois à partir de la date de la réception de votre lettre.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur général,
A. DELMOUZOS.

Son Excellence
Mr. Sydney Waterlow, K.C.M.G., C.B.E.,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
En Ville.

legal proceedings in civil and commercial matters between Greece and Great Britain signed in London on February 27th, 1936, to the Colonies, Protectorates, protected States and mandated territories shown in the list annexed to the above note.

This extension has been put on record in the archives of the Royal Ministry of Foreign Affairs, and it will come into effect as from January 1st, 1939, that is to say, one month from the date of the receipt of your letter.

I have the honour to be, etc.

A. DELMOUZOS,
Director General.

His Excellency
Sir Sydney Waterlow, K.C.M.G., C.B.E.,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty,
Athens.

N^o 4319. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE CONCERNANT L'EMPLOI DE LA RADIODIFFUSION DANS L'INTÉRÊT DE LA PAIX. SIGNÉE A GENÈVE, LE 23 SEPTEMBRE 1936.

ADHÉSIONS

Application à l'ensemble des colonies et protectorats français et aux territoires sous mandat français 14 janvier 1939.

LETTONIE 25 avril 1939.

RATIFICATION

PAYS-BAS 15 février 1939.
(Y compris les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao).

No. 4319. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ CONCERNING THE USE OF BROADCASTING IN THE CAUSE OF PEACE. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 23RD, 1936.

ACCESSIONS.

Application to the whole of the French Colonies and Protectorates and to the Territories under French mandate January 14th, 1939.

LATVIA April 25th, 1939.

RATIFICATION.

THE NETHERLANDS February 15th, 1939.
(Including the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.)

¹ Vol. CLXXXVI, page 301 ; et vol. CXCIII, page 316, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXXVI, page 301 ; and Vol. CXCIII, page 316, of this Series.

No. 4332. — AGREEMENT ¹BETWEEN THE GERMAN GOVERNMENT AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM PROVIDING FOR THE LIMITATION OF NAVAL ARMAMENT AND THE EXCHANGE OF INFORMATION CONCERNING NAVAL CONSTRUCTION. SIGNED AT LONDON, JULY 17TH, 1937.

N^o 4332. — ABKOMMEN ¹ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHS VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND ÜBER DIE BEGRENZUNG DER SEERÜSTUNGEN UND DEN NACHRICHTENAUSTAUSCH ÜBER FLOTTENBAUPLÄNE. GEZEICHNET IN LONDON, AM 17. JULI 1937.

PROTOCOL ² MODIFYING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SIGNED AT LONDON, JUNE 30TH, 1938.

PROTOCOL ² ZUR ABÄNDERUNG DES OBENERWÄHNTEN ABKOMMENS. GEZEICHNET IN LONDON, AM 30. JUNI 1938.

Registered on March 15th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 15 mars 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Whereas by Article 4 (1) of the Anglo-German Naval Agreement signed in London on the 17th July, 1937, it is provided that no capital ship shall exceed 35,000 tons (35,560 metric tons) standard displacement ;

Nachdem in Artikel 4 Absatz 1 des am 17. Juli 1937 in London unterzeichneten deutsch-englischen Flottenabkommens bestimmt worden ist, dass kein Schlachtschiff 35 000 Tonnen (35 560 metrische Tonnen) Standard-Wasser-Verdrängung überschreiten soll,

And whereas by reason of Article 4 (2) of the said Agreement the maximum calibre of gun carried by capital ships is 16 in. (406 mm.) ;

und nachdem in Artikel 4 Absatz 2 des genannten Abkommens das Höchstkaliber der von Schlachtschiffen geführten Geschütze auf 16 Zoll (406 mm) festgesetzt ist,

And whereas on the 31st March, 1938, the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland gave notice under paragraph (2) of Article 25 of the said Agreement of its decision to exercise the right provided for in paragraph (1) of the said Article to depart from the limitations and restrictions of the Agreement in regard to the upper limits of capital ships of sub-category (a) ;

und nachdem am 31. März 1938 Seiner Majestät Regierung im Vereinigten Königreich von Grossbritannien und Nordirland gemäss Artikel 25 Absatz 2 des genannten Abkommens ihren Entschluss mitgeteilt hat, von dem in Absatz 1 jenes Artikels vorgesehenen Recht Gebrauch zu machen und von den Begrenzungen und Beschränkungen des Abkommens hinsichtlich der Höchstgrenzen der Schlachtschiffe der Unterklasse a) abzuweichen,

And whereas consultations have taken place as provided in paragraph (3) of Article 25, with a view to reaching agreement in order to reduce to a minimum the extent of the departures from the limitations and restrictions of the Agreement ;

und nachdem Beratungen, wie in Artikel 25 Absatz 3 vorgesehen ist, mit der Absicht geführt worden sind, eine Vereinbarung zu erreichen, um den Umfang der Abweichungen von den Begrenzungen und Beschränkungen des Abkommens auf ein Mindestmass zu beschränken.

The undersigned, duly authorised by their respective Governments, have agreed as follows :

haben die von ihren Regierungen ordnungsmässig bevollmächtigten Unterzeichneten folgendes vereinbart :

1. As from this day's date the figure of 35,000 tons (35,560 metric tons) in

1. Mit Wirkung vom heutigen Tage ab soll die Zahl « 35 000 Tonnen (35 560

¹ Vol. CLXXXVII, page 43, of this Series.

² Came into force June 30th, 1938.

¹ Vol. CLXXXVII, page 43, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 30 juin 1938.

Article 4 (1) of the said Agreement shall be replaced by the figure of 45,000 tons (45,720 metric tons).

2. The figure of 16 in. (406 mm.) in Article 4 (2) remains unaltered.

3. The present Protocol, of which the German and English texts shall both be equally authentic, shall come into force on this day's date.

In faith whereof the undersigned have signed the present Protocol.

Done in London the 30th day of June, 1938.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

Alexander CADOGAN.

For the German Government :

Herbert VON DIRKSEN.

metrische Tonnen) » in Artikel 4 Absatz 1 des genannten Abkommens ersetzt werden durch die Zahl « 45 000 Tonnen (45 720 metrische Tonnen). »

2. Die Zahl « 16 Zoll (406 mm) » in Artikel 4 Absatz 2 bleibt unverändert.

3. Dieses Protokoll, dessen deutscher Wortlaut und dessen englischer Wortlaut in gleicher Weise massgebend sind, soll am heutigen Tage in Kraft treten.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten dieses Protokoll unterzeichnet.

Geschehen in London am 30. Juni 1938.

Für die Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland :

Alexander CADOGAN.]

Für die Deutsche Regierung :

Herbert VON DIRKSEN.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4332. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI CONCERNANT LA LIMITATION DES ARMEMENTS NAVALS ET L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX CONSTRUCTIONS NAVALES. SIGNÉ A LONDRES, LE 17 JUILLET 1937.

PROTOCOLE PORTANT MODIFICATION DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ.
SIGNÉ A LONDRES, LE 30 JUIN 1938.

Considérant que l'article 4, alinéa premier, de l'Accord naval anglo-allemand signé à Londres le 17 juillet 1937, dispose qu'aucun bâtiment de ligne ne dépassera le déplacement-type de 35.000 tonnes (35.560 tonnes métriques) ;

Et qu'aux termes de l'article 4, alinéa 2, dudit accord, le calibre maximum de l'artillerie des bâtiments de ligne est fixé à 16 pouces (406 mm.)

Considérant, d'autre part, qu'à la date du 31 mars 1938, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait savoir, suivant les termes de l'alinéa 2 de l'article 25 dudit accord, son intention d'user de la faculté qui a été prévue à l'alinéa premier dudit article de déroger aux limitations et restrictions de l'accord qui ont trait aux limites supérieures fixées pour les bâtiments de ligne de la sous-classe *a* ;

Et que des consultations ont été engagées, comme il est prévu à l'alinéa 3 de l'article 25, en vue d'aboutir à un arrangement destiné à réduire au minimum la portée des dérogations aux limitations et restrictions fixées par ledit accord,

Les soussignés dûment autorisés par leurs gouvernements sont convenus de ce qui suit :

1^o A dater de ce jour, le chiffre de 35.000 tonnes (35.560 tonnes métriques) qui figure à l'article 4, alinéa premier, dudit accord sera remplacé par le chiffre de 45.000 tonnes (45.720 tonnes métriques).

2° Le chiffre de 16 pouces (406 mm.) qui figure à l'article 4, alinéa 2, demeure sans changement.

3° Le présent protocole, dont le texte allemand et le texte anglais font également foi, entrera en vigueur en date de ce jour.

En foi de quoi, les soussignés ont apposé leurs signatures au présent protocole.

Fait à Londres, le 30 juin 1938.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Alexander CADOGAN.

Pour le Gouvernement allemand :
Herbert VON DIRKSEN.

N° 4334. — ACCORDO¹ COMMERCIALE
FRA IL GOVERNO DI SUA MAESTA NEL
REGNO UNITO E IL GOVERNO ITA-
LIANO. FIRMATO A LONDRA, IL 18
MARZO 1938.

No. 4334. — COMMERCIAL AGREEMENT¹
BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERN-
MENT IN THE UNITED KINGDOM AND
THE ITALIAN GOVERNMENT. SIGNED
AT LONDON, MARCH 18TH, 1938.

SCAMBIO DI NOTE² ALLO SCOPO DI MODIFICARE
L'ACCORDO SOPRACITATO. ROMA, 14 MARZO
1939.

EXCHANGE OF NOTES² AMENDING THE ABOVE-
MENTIONED AGREEMENT. ROME, MARCH
14TH, 1939.

*Enregistré le 7 juin 1939 à la demande du
secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de
Sa Majesté en Grande-Bretagne.*

*Registered on June 7th, 1939, at the request of
His Majesty's Secretary of State for Foreign
Affairs in Great Britain.*

I. COUNT CIANO TO LORD PERTH.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

SIGNOR AMBASCIATORE,

ROMA, 14 marzo 1939.

Ho l'onore di informare V.E. che in rapporto all'attuale situazione di alcuni dei conti istituiti in virtù degli Accordi di Compensazione del 6 novembre 1936³ e del 18 marzo 1938⁴, il Governo Italiano formula le seguenti proposte di modifiche all'Accordo Commerciale firmato a Londra il 18 marzo 1938.

I. Fino a nuova intesa fra i due Governi, l'Allegato al predetto Accordo Commerciale resterà modificato come segue :

¹ Vol. CLXXXVII, page 139, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 14 mars 1939.

³ Vol. CLXXVII, page 183 ; et vol. CLXXXV, page 466, de ce recueil.

⁴ Vol. CLXXXVII, page 149, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXXVII, page 139, of this Series.

² Came into force March 14th, 1939.

³ Vol. CLXXVII, page 183; and Vol. CLXXXV, page 466, of this Series.

⁴ Vol. CLXXXVII, page 149, of this Series.

Lista dei Contingenti (C.I.F.) per importazioni dal Regno Unito in Italia di merci diverso dal carbone.

PARTE A.

N. della tariffa doganale italiana	Denominazione della merce	Contingente annuo (valore c.i.f.)
34 (a) 2, 3	Baccalà e stoccafisso	2.400.000 ¹
34 (a) 4, 5	Aringhe e salacche	11.600.000 ¹
152, ex 154	Filati di lino	2.500.000
211, 212, 214 (a),	Lana (esclusa la lana per materassi), cascami e borra di lana, pelo greggio e stracci di lana	33.900.000
218 a 245	Tessuti ed altri manufatti di lana, di crino e di pelo.	18.000.000
274 (c)	Minerali di piombo	4.000.000
278, 279	Rottami di ferro, di acciaio e di ghisa	3.500.000
281, 285, 286 a	Leghe ferro-metalliche; acciai comuni in blooms e bidoni; ferri e acciai comuni e acciai speciali in barre o verghe; ferri e acciai in lamiera.	4.000.000
289, 297 a 300	Macchine, apparecchi e loro parti	24.000.000
403, 418, 419,		
453, 457, 460,		
466		
556	Caolino	5.800.000
558	Argille e terre refrattarie	2.000.000
781, 782	Preparazione farmaceutiche e specialità medicinali	1.000.000

PARTE B.

(1) L'importazione delle seguenti merci sarà ammessa fino ad un valore (c.i.f.) in lire rappresentato dalle seguenti percentuali del valore (c.i.f.) in lire delle merci della stessa specie originarie e provenienti dal Regno Unito e importate in Italia nel corrispondente periodo nel 1934.

N. della tariffa doganale italiana	Denominazione della merce	Percentuale
160, 161, 164 a	Tessuti ed altri manufatti di lino, canapa e juta	50
171		
190 a 198	Tessuti ed altri manufatti di cotone	50
294 a 296, 301 a	Lavori di ferro e di acciaio.	50
309, 313 a 348		

(2) L'importazione di merci non specificate nelle parti A o B (1) di cui sopra sarà ammessa per un valore (c.i.f.) in lire corrispondente al 31 per cento del valore (c.i.f.) in lire delle merci della stessa specie originarie e provenienti dal Regno Unito e importate in Italia nell'anno 1934 o nel corrispondente periodo del 1934, a seconda dei casi.

PARTE C.

Importazioni addizionali ai contingenti di cui sopra, o importazioni di merci non importate in Italia dal Regno Unito nell'anno 1934 o nel corrispondente periodo del 1934, a seconda dei casi, potranno essere ammesse per qualsiasi specie di merce, fino ad un valore globale (c.i.f.) di lire 13.000.000 all'anno.

¹ Con facoltà del Governo italiano di utilizzare l'importo del contingente per baccalà e stoccafisso in aumento del contingente per aringhe e salacche.

2. In deroga alle disposizioni dell'articolo 1 del suddetto Accordo Commerciale, non sarà rilasciata, salve le eccezioni previste ai successivi paragrafi 3 e 4 della presente nota, alcuna licenza d'importazione in Italia di merci originarie e provenienti dal Regno Unito per il periodo dal 1° gennaio al 28 febbraio 1939, ed i contingenti indicati al precedente paragrafo (1) avranno applicazione a partire dal 1° marzo 1939. Pertanto, per il periodo dal 1° marzo al 30 giugno, i contingenti per ogni specie e categoria delle merci di cui trattasi, saranno distribuiti nella misura di $4/12$ dei contingenti annui stabiliti in base alle disposizioni del paragrafo (1) della presente nota per tale specie o categoria. Le licenze d'importazione rilasciate per detto periodo avranno validità di quattro mesi dalla data del loro rilascio, e potranno essere utilizzate in qualsiasi momento durante i quattro mesi predetti per tutto o parte dell'ammontare totale delle merci in esse indicate.

3. Le disposizioni del precedente paragrafo (2) non si applicheranno a quelle merci per le quali sono state già rilasciate, di intesa fra i due Governi, le relative licenze, e cioè :

- (a) Per il 1° semestre 1939, aringhe e salacche ; tessuti ed altri manufatti di lana, di crino, e di pelo ;
- (b) Per l'intero anno 1939, solfato di rame.

I contingenti per dette merci stabiliti al paragrafo (1) della presente nota avranno applicazione a partire dal 1° gennaio 1939.

4. Per le merci la cui importazione in Italia è sottoposta al regime della « bolletta », le percentuali fissate nell'Allegato all'Accordo Commerciale sopra accennato resteranno in vigore fino al 31 marzo 1939, e le nuove percentuali stabilite al paragrafo (1) della presente nota avranno effetto a partire dal 1° aprile 1939.

5. Le licenze d'importazione relative alle aringhe e salacche ed ai tessuti ed altri manufatti di lana, di crino e di pelo, potranno essere utilizzate per tutto o parte dell'ammontare totale in esse indicato, in qualsiasi momento durante il periodo della loro validità (che non sarà inferiore a 6 mesi).

6. In deroga alle disposizioni dell'articolo 2 dell'Accordo Commerciale sopracitato non saranno rilasciate licenze d'importazione in Italia di baccalà e stossafisso di Terranova per il periodo dal 1° gennaio al 28 febbraio 1939.

7. Salvo quanto sopra disposto, il sopracitato Accordo Commerciale resterà in vigore in conformità delle disposizioni in esso contenute.

Prego l'E.V. di farmi conoscere se il Vostro Governo è d'accordo su quanto precede.

Colgo l'occasione, &c.

CIANO.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

See No. II.

II. LORD PERTH TO COUNT CIANO.

EXCELLENCY,

ROME, *March 14th*, 1939.

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's note of to-day's date reading, in translation, as follows :

" I have the honour to inform your Excellency that, having regard to the present position of certain accounts established under the Clearing Agreements of the 6th November, 1936, and the 18th March, 1938, the Italian Government makes the following proposals with regard to the modification of the Commercial Agreement signed at London on the 18th March, 1938 :

1. Pending further agreement between the two Governments, the Annex to the above-mentioned Commercial Agreement shall be modified to read as follows :

List of Quotas (C.I.F.) for United Kingdom Imports into Italy of Goods other than Coal.

PART A.

No. in the Italian Tariff	Class of Goods	(Yearly Quota c.i.f. Value) Lire
34 (a) 2, 3	Codfish and stockfish	2,400,000 ¹
34 (a) 4, 5	Herrings and pilchards	11,600,000 ¹
152, ex 154	Linen yarns	2,500,000
211, 212, 214 (a), ex 951	Wool (excluding mattress wool) ; wool waste and borra ; other animal hair, raw ; and woollen rags	33,900,000
218 to 245	Tissues and other manufactures of wool, of horse hair and of hair	18,000,000
274 (c)	Lead ore	4,000,000
278, 279	Scrap iron, cast iron and steel scrap	3,500,000
281, 285, 286 to 289, 297 to 300	Ferro-alloys ; common steel in blooms and billets ; common iron and steel and special steel in bars or rods ; iron and steel in sheets	4,000,000
403, 418, 419, 453, 457, 460, 466	Machines, apparatus and parts thereof	24,000,000
556	China clay	5,800,000
558	Potter's clay and refractory earths	2,000,000
781, 782	Pharmaceutical preparations and medicinal specialities	1,000,000

PART B.

(1) Imports of the following classes of merchandise will be admitted up to a value (c.i.f.) in lire representing the following percentage of the value (c.i.f.) in lire of goods of such classes originating in and consigned from the United Kingdom and imported into Italy in the corresponding period of 1934 :

No. in the Italian Tariff	Class of Goods	Percentage
160, 161, 164 to 171 190 to 198	Tissues and other manufactures of linen, hemp and jute	50
294 to 296, 301 to 309, 313 to 348	Tissues and other manufactures of cotton	50
	Manufactures of iron and steel	50

(2) Imports of all merchandise not specified under A or B (1) above will be admitted up to a value (c.i.f.) in lire representing 31 per cent. of the value (c.i.f.) in lire of goods of such classes originating in and consigned from the United Kingdom and imported into Italy in the year 1934 or the corresponding period of the year 1934, as the case may be.

PART C.

Imports additional to the above quotas, or imports of classes of merchandise which were not imported into Italy from the United Kingdom in the year 1934 or in the corresponding period of 1934 as the case may be, may be admitted for any class of merchandise up to an aggregate value (c.i.f.) of 13 million lire per annum.

2. Notwithstanding the provisions of Article 1 of the above-mentioned Commercial Agreement, no authorisation will, subject to the exceptions contained in paragraphs 3 and 4 below, be issued for the importation into Italy of goods originating in and consigned from the United Kingdom in respect of the period the 1st January to the 28th February, 1939, and the quotas set out in paragraph (1) above will be applied as from the 1st March, 1939. The quotas, therefore, for the period the 1st March to the 30th June, 1939, shall for each class or category of such goods

¹ At the option of the Italian Government the value of the quota for codfish and stockfish may be used to increase the quota in respect of herrings and pilchards.

be distributed in the proportion of $\frac{4}{12}$ ths of the annual quotas established under the provisions of paragraph (1) above for that class or category. The import licences issued in respect of that period will be valid for four months from the date of their issue, and will be valid at any time during the four months for the whole or for any part of the total quantity of goods indicated therein.

3. The provisions of paragraph (2) above shall not apply to those goods for which licences have already been distributed in agreement between the two Governments, namely :

(a) For the first six months of 1939, herrings and pilchards ; tissues and other manufactures of wool, of horse hair and of hair ; and

(b) For the whole year 1939, sulphate of copper.

The quotas of these goods set out in paragraph (1) above will be applied as from the 1st January, 1939.

4. For those goods the importation of which into Italy is subject to the " bolletta " system, the quotas set out in the Annex to the above-mentioned Commercial Agreement shall remain in force until the 31st March, 1939, and the revised quotas established under paragraph (1) above will take effect as from the 1st April, 1939.

5. Import licences for herrings and pilchards and tissues and other manufactures of wool, of horse hair and of hair will permit the importation of the whole or any part of the total quantity of goods indicated therein at any time during the period of their validity (which shall be of not less than 6 months' duration).

6. Notwithstanding the provisions of Article 2 of the above-mentioned Commercial Agreement, no licences will be issued for the importation into Italy of Newfoundland codfish and stockfish in respect of the period the 1st January to the 28th February, 1939.

7. Save as above provided, the above-mentioned Commercial Agreement shall remain in force in accordance with its own provisions. "

I have the honour to inform your Excellency that my Government concur in the procedure outlined in this note.

I avail, etc.

PERTH.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4334. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN. SIGNÉ A LONDRES, LE 18 MARS 1938.

ECHANGE DE NOTES MODIFIANT L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. ROME, LE 14 MARS 1939.

I. LE COMTE CIANO A LORD PERTH.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

ROME, le 14 mars 1939.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'étant donné la situation actuelle de certains des comptes institués en vertu des Accords de compensation du 6 novembre 1936 et du 18 mars 1938, le Gouvernement italien propose les modifications suivantes à l'Accord commercial signé à Londres le 18 mars 1938.

I. Jusqu'à nouvelle entente entre les deux gouvernements, l'annexe à l'accord commercial susmentionné sera modifiée comme suit :

Liste des contingents (c.i.f.) établis pour les marchandises autres que le charbon importées en Italie en provenance du Royaume-Uni.

PARTIE A.

N° du tarif italien	Nature de la marchandise	Contingent annuel (valeur c.i.f.)
34 a) 2, 3	Morue et stockfish	2.400.000 ¹
34 a) 4, 5	Harengs et aloses	11.600.000 ¹
152, ex 154	Filés de lin	2.500.000
211, 212, 214 a), ex 951	Laines (à l'exclusion de la laine à matelas) ; déchets et bourre de laine ; poils bruts et chiffons de laine	33.900.000
218 à 245	Tissus et autres articles manufacturés, en laine, en crin et en poils.	18.000.000
274 c)	Minerai de plomb	4.000.000
278, 279	Déchets de fer, de fonte et d'acier	3.500.000
281, 285, 286 à 289, 297 à 300	Alliages ferro-métalliques ; aciers communs en blooms et en largets ; fers et aciers communs et aciers spéciaux, en barres ou en tiges ; tôles de fer et d'acier	4.000.000
403, 418, 419, 453, 457, 460, 466	Machines, appareils et leurs pièces détachées	24.000.000
556	Kaolin	5.800.000
558	Argile et terres réfractaires	2.000.000
781, 782	Préparations pharmaceutiques et spécialités médicinales	1.000.000

PARTIE B.

(1) L'importation des catégories de marchandises suivantes sera autorisée jusqu'à concurrence d'une valeur (c.i.f.) en liras représentant les pourcentages suivants de la valeur (c.i.f.) en liras des marchandises de la même catégorie originaires et provenant du Royaume-Uni et importées en Italie pendant la période correspondante de 1934.

N° du tarif italien	Nature de la marchandise	Pourcentage
160, 161, 164 à 171	Tissus et autres articles manufacturés, en lin, chanvre et jute . . .	50
190 à 198	Tissus et autres articles manufacturés en coton	50
294 à 296, 301 à 309, 313 à 348	Ouvrages en fer et en acier	50

(2) L'importation des marchandises non spécifiées aux lettres A et B (1) ci-dessus sera autorisée jusqu'à concurrence d'une valeur (c.i.f.) en liras représentant 31 % de la valeur (c.i.f.) en liras des marchandises de la même catégorie originaires et provenant du Royaume-Uni et importées en Italie au cours de l'année 1934 ou pendant la période correspondante de la même année, selon le cas.

PARTIE C.

L'importation de marchandises en sus des contingents ci-dessus, ou l'importation de catégories de marchandises qui n'étaient pas importées du Royaume-Uni en Italie en 1934 ou au cours de la période correspondante de 1934, selon le cas, pourra être autorisée pour toute catégorie de marchandises jusqu'à concurrence d'une valeur (c.i.f.) globale de 13 millions de liras par an.

¹ Il est loisible au Gouvernement italien d'employer le montant du contingent fixé pour la morue et le stockfish à accroître le contingent accordé pour les harengs et les aloses.

2. Par dérogation aux dispositions de l'article premier de l'accord commercial susmentionné, il ne sera délivré, sauf les exceptions prévues aux paragraphes 3 et 4 ci-après de la présente note, aucune autorisation pour l'importation en Italie de marchandises originaires et provenant du Royaume-Uni pendant la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 28 février 1939, et les contingents indiqués au paragraphe 1 précédent seront applicables à partir du 1^{er} mars 1939. En conséquence, pour la période comprise entre le 1^{er} mars et le 30 juin, les contingents établis pour chaque espèce et catégorie des marchandises en question seront distribués dans la proportion de 4/12 des contingents annuels établis en vertu des dispositions du paragraphe 1 de la présente note pour ladite espèce ou catégorie. Les autorisations d'importation délivrées pour la période en question seront valables pendant quatre mois à dater du jour de leur délivrance et pourront être utilisées à n'importe quel moment pendant ces quatre mois pour tout ou partie de la quantité totale de marchandises qui y est indiquée.

3. Les dispositions du paragraphe 2 précédent ne seront pas applicables aux marchandises pour lesquelles ont déjà été délivrées, en vertu d'une entente entre les deux gouvernements, les autorisations correspondantes, à savoir :

- a) Pour le premier semestre de 1939, harengs et aloses ; tissus et autres articles manufacturés en laine, en crin et en poils ;
- b) Pour toute l'année 1939, sulfate de cuivre.

Les contingents établis pour lesdites marchandises au paragraphe 1 de la présente note seront applicables à partir du 1^{er} janvier 1939.

4. Pour les marchandises dont l'importation en Italie est soumise au régime de la « bolletta », les pourcentages fixés dans l'annexe à l'accord commercial susmentionné resteront en vigueur jusqu'au 31 mars 1939, et les nouveaux pourcentages établis au paragraphe 1 de la présente note prendront effet à partir du 1^{er} avril 1939.

5. Les autorisations d'importation relatives aux harengs et aloses et aux tissus et autres articles manufacturés en laine, en crin et en poils, pourront être utilisées pour tout ou partie de la quantité totale qui y est indiquée, à n'importe quel moment de la période pendant laquelle elles sont valables (et qui ne sera pas inférieure à six mois).

6. Par dérogation aux dispositions de l'article 2 de l'accord commercial susmentionné, il ne sera pas délivré d'autorisation pour l'importation en Italie de morue et de stockfish de Terre-Neuve pendant la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 28 février 1939.

7. Sous réserve des dispositions ci-dessus, l'accord commercial susmentionné reste en vigueur conformément aux dispositions qui y sont contenues.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître si votre gouvernement est disposé à accepter ce qui précède.

Je saisis cette occasion, etc.

CIANO.

II. LORD PERTH AU COMTE CIANO.

MONSIEUR LE MINISTRE,

ROME, le 14 mars 1939.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, dont la traduction est la suivante :

« J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'étant donné la situation actuelle de certains des comptes institués en vertu des accords de compensation du 6 novembre 1936 et du 18 mars 1938, le Gouvernement italien propose les modifications suivantes à l'Accord commercial signé à Londres le 18 mars 1938.

1. Jusqu'à nouvelle entente entre les deux gouvernements, l'annexe à l'accord commercial susmentionné sera modifiée comme suit :

Liste des contingents (c.i.f.) établis pour les marchandises autres que le charbon importées en Italie en provenance du Royaume-Uni.

PARTIE A.

N° du tarif italien	Nature de la marchandise	Contingent annuel (valeur c.i.f.) en liras
34 a) 2, 3	Morue et stockfish	2.400.000 ¹
34 a) 4, 5	Harengs et aloses	11.600.000 ¹
152, ex 154	Filés de lin	2.500.000
211, 212, 214 a), ex 951	Laines (à l'exclusion de la laine à matelas) ; déchets et bourre de laine ; poils bruts et chiffons de laine	33.900.000
218 à 245	Tissus et autres articles manufacturés, en laine, en crin et en poils.	18.000.000
274 c)	Minerai de plomb	4.000.000
278, 279	Déchets de fer, de fonte et d'acier	3.500.000
281, 285, 286 à 289, 297 à 300	Alliages ferro-métalliques ; aciers communs en blooms et en largets ; fers et aciers communs et aciers spéciaux, en barres ou en tiges ; tôles de fer et d'acier	4.000.000
403, 418, 419, 453, 457, 460, 466	Machines, appareils et leurs pièces détachées	24.000.000
556	Kaolin	5.800.000
558	Argile et terres réfractaires	2.000.000
781, 782	Préparations pharmaceutiques et spécialités médicinales	1.000.000

PARTIE B.

(1) L'importation des catégories de marchandises suivantes sera autorisée jusqu'à concurrence d'une valeur (c.i.f.) en liras représentant les pourcentages suivants de la valeur (c.i.f.) en liras des marchandises de la même catégorie originaires et provenant du Royaume-Uni et importées en Italie pendant la période correspondante de 1934 :

N° du tarif italien	Nature de la marchandise	Pourcentage
160, 161, 164 à 171	Tissus et autres articles manufacturés, en lin, chanvre et jute	50
190 à 198	Tissus et autres articles manufacturés en coton	50
294 à 296, 301 à 309, 313 à 348	Ouvrages en fer et en acier	50

(2) L'importation de toutes les marchandises non spécifiées aux lettres A et B (1) ci-dessus sera autorisée jusqu'à concurrence d'une valeur (c.i.f.) en liras représentant 31 % de la valeur (c.i.f.) en liras des marchandises de la même catégorie originaires et provenant du Royaume-Uni et importées en Italie au cours de l'année 1934 ou pendant la période correspondante de la même année, selon le cas.

PARTIE C.

L'importation de marchandises en sus des contingents ci-dessus, ou l'importation de catégories de marchandises qui n'étaient pas importées du Royaume-Uni en Italie en 1934 ou au cours de la période correspondante de 1934, selon le cas, pourra être autorisée pour toute catégorie de marchandises jusqu'à concurrence d'une valeur (c.i.f.) globale de 13 millions de liras par an.

2. Par dérogation aux dispositions de l'article premier de l'accord commercial susmentionné, il ne sera délivré, sauf les exceptions prévues aux paragraphes 3 et 4 ci-après de la présente note, aucune autorisation pour l'importation en Italie de marchandises originaires et provenant du Royaume-Uni pendant la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 28 février 1939, et les contingents

¹ Il est loisible au Gouvernement italien d'employer le montant du contingent fixé pour la morue et le stockfish à accroître le contingent accordé pour les harengs et les aloses.

indiqués au paragraphe 1 précédent seront applicables à partir du 1^{er} mars 1939. En conséquence, pour la période comprise entre le 1^{er} mars et le 30 juin 1939, les contingents établis pour chaque espèce et catégorie des marchandises en question seront distribués dans la proportion de 4/12 des contingents annuels établis en vertu des dispositions du paragraphe 1 de la présente note pour ladite espèce ou catégorie. Les autorisations d'importation délivrées pour la période en question seront valables pendant quatre mois à dater du jour de leur délivrance et pourront être utilisées à n'importe quel moment pendant ces quatre mois pour tout ou partie de la quantité totale de marchandises qui y est indiquée.

3. Les dispositions du paragraphe 2 précédent ne seront pas applicables aux marchandises pour lesquelles ont déjà été délivrées, en vertu d'une entente entre les deux gouvernements, les autorisations correspondantes, à savoir :

- a) Pour le premier semestre de 1939, harengs et aloses ; tissus et autres articles manufacturés en laine, en crin et en poils ;
- b) Pour toute l'année 1939, sulfate de cuivre.

Les contingents établis pour lesdites marchandises au paragraphe 1 de la présente note seront applicables à partir du 1^{er} janvier 1939.

4. Pour les marchandises dont l'importation en Italie est soumise au régime de la « bolletta », les pourcentages fixés dans l'annexe à l'accord commercial susmentionné resteront en vigueur jusqu'au 31 mars 1939, et les nouveaux pourcentages établis au paragraphe 1 de la présente note prendront effet à partir du 1^{er} avril 1939.

5. Les autorisations d'importation relatives aux harengs et aloses et aux tissus et autres articles manufacturés en laine, en crin et en poils, pourront être utilisées pour tout ou partie de la quantité totale qui y est indiquée, à n'importe quel moment de la période pendant laquelle elles sont valables (et qui ne sera pas inférieure à six mois).

6. Par dérogation aux dispositions de l'article 2 de l'accord commercial susmentionné, il ne sera pas délivré d'autorisation pour l'importation en Italie de morue et de stockfish de Terre-Neuve pendant la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 28 février 1939.

7. Sous réserve des dispositions ci-dessus, l'accord commercial susmentionné reste en vigueur conformément aux dispositions qui y sont contenues. »

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon gouvernement accepte les modalités indiquées dans cette note.

Je saisis cette occasion, etc.

PERTH.

N^o 4347. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE CONCERNANT LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE. SIGNÉE A HELSINKI, LE 1^{er} DÉCEMBRE 1937.

No. 4347. — CONVENTION¹ BETWEEN THE REPUBLIC OF ESTONIA AND THE REPUBLIC OF FINLAND CONCERNING INTELLECTUAL CO-OPERATION. SIGNED AT HELSINKI, DECEMBER 1ST, 1937.

Communiquée par le délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations, le 16 février 1939.

Communicated by the Permanent Delegate of Finland to the League of Nations, February 16th, 1939.

¹ Vol. CLXXXVII, page 413, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXXVII, page 413, of this Series.

N^o 4351. — PROTOCOLE¹ ADDITIONNEL RELATIF A LA NON-INTERVENTION, ADOPTÉ PAR LA CONFÉRENCE INTER-AMÉRICAINNE POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX. SIGNÉ A BUENOS-AYRES, LE 23 DÉCEMBRE 1936.

Communiqué par le chargé d'Affaires de la délégation permanente de Cuba près la Société des Nations, le 3 avril 1939.

RATIFICATION

Déposée à Buenos-Ayres :

CUBA 25 mars 1938.

Enregistrée le 3 avril 1939 à la demande du chargé d'Affaires de la délégation permanente de Cuba près la Société des Nations.

No. 4351. — ADDITIONAL PROTOCOL¹ RELATIVE TO NON-INTERVENTION, ADOPTED BY THE INTER-AMERICAN CONFERENCE FOR THE MAINTENANCE OF PEACE. SIGNED AT BUENOS AIRES, DECEMBER 23RD, 1936.

Communicated by the Chargé d'Affaires of the Permanent Delegation of Cuba to the League of Nations, April 3rd, 1939.

RATIFICATION.

Deposited at Buenos Aires :

CUBA March 25th, 1938.

Registered on April 3rd, 1939, at the request of the Chargé d'Affaires of the Permanent Delegation of Cuba to the League of Nations.

No. 4374. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE FRENCH GOVERNMENT CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. PRETORIA, AUGUST 27TH, 1935.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE FURTHER PROLONGATION, UNTIL JUNE 30TH, 1939, OF THE ABOVE-MENTIONED PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. PRETORIA, SEPTEMBER 30TH, 1938.

Registered on June 27th, 1939, at the request of the Accredited Representative of the Union of South Africa to the League of Nations.

N^o 4374. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. PRÉTORIA, LE 27 AOUT 1935.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD PROROGÉANT A NOUVEAU, JUSQU'AU 30 JUIN 1939, L'ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE SUSMENTIONNÉ. PRÉTORIA, LE 30 SEPTEMBRE 1938.

Enregistré le 27 juin 1939 à la demande du représentant de l'Union Sud-Africaine près la Société des Nations.

¹ Vol. CLXXXVIII, page 31, de ce recueil.

² Vol. CLXXXIX, page 41, of this Series.

¹ Vol. CLXXXVIII, page 31, of this Series.

² Vol. CLXXXIX, page 41, de ce recueil.

I.

P.M. 55/60.

PRETORIA, *September 30th*, 1938.

MR. MINISTER,

I have the honour to place on record that the Government of the Union of South Africa agree to the further prolongation, to the 30th June, 1939, of the operation of the Preliminary Commercial Agreement which was concluded between the Governments of the Union of South Africa and France on the 27th August, 1935, as subsequently extended, provided that this Agreement will lapse if not ratified by Resolution of both Houses of Parliament of the Union of South Africa during its next ensuing Session.

The present Note, and your confirmatory reply in similar terms, will be regarded as an Agreement between our two Governments in this matter, with effect from the 1st October, 1938.

Please accept, Mr. Minister, the renewed assurance of my highest consideration.

(Sgd.) H. D. J. BODENSTEIN,
Secretary for External Affairs.

The Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the French Republic,
972 Arcadia Street,
Pretoria.

II.

PRÉTORIA, *le 30 septembre* 1938.MONSIEUR LE SECRÉTAIRE AUX AFFAIRES
EXTÉRIEURES,

Me référant à votre lettre en date de ce jour relative à l'Accord commercial préliminaire conclu entre le Gouvernement français et celui de l'Union Sud-Africaine le 27 août 1935 et prolongé ensuite jusqu'au 30 septembre 1938, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement français accepte de prolonger de nouveau

¹ Traduction du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine.

I.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

P.M. 55/60.

PRÉTORIA, *le 30 septembre* 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine accepte de prolonger de nouveau, et jusqu'au 30 juin 1939, l'Accord commercial préliminaire conclu entre le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et le Gouvernement français, le 27 août 1935, et prolongé ensuite, à la condition que cet accord deviendra nul s'il n'est pas ratifié par les deux Chambres du Parlement de l'Union Sud-Africaine dans leur prochaine session.

La présente note et votre réponse portant confirmation dans les mêmes termes constitueront un accord entre nos deux gouvernements, qui entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1938.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) H. D. J. BODENSTEIN,
Secrétaire aux Affaires extérieures.

L'Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de la République française,
972, Arcadia Street,
Prétoria.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.PRETORIA, *September 30th*, 1938.

SIR,

With reference to your Note of to-day's date relative to the Preliminary Commercial Agreement which was concluded between the Governments of France and the Union on the 27th August, 1935, and subsequently extended to the 30th September, 1938, I have the honour herewith to place on record that the Government

¹ Translation of His Majesty's Government in the Union of South Africa.

et jusqu'au 30 juin 1939 ledit accord commercial à la condition que cet accord deviendra nul s'il n'est pas ratifié par le Parlement de l'Union dans sa prochaine session.

Je vous confirme que votre lettre mentionnée ci-dessus et la présente réponse constitueront un accord entre nos deux gouvernements qui entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1938.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire aux Affaires extérieures, l'assurance de ma haute considération.

(Sgd.) M. DE SIMONIN,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française dans l'Union Sud-Africaine.

Monsieur le Secrétaire aux Affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine,
Union Buildings, Prétoria.

Certified a true copy.

Jordaan.
For Secretary for External Affairs.
Pretoria, *May 29th*, 1939.

of France agree to the further prolongation of the above Preliminary Commercial Agreement to the 30th June, 1939, provided that this Agreement will lapse if not ratified by the Parliament of the Union during its next ensuing session.

It is hereby confirmed that your Note under reference and this reply thereto constitute an Agreement between our two Governments, coming into force on the 1st October, 1938.

Please accept, Sir, the renewed assurance of my highest consideration.

(Signed) M. DE SIMONIN,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the French Republic in the Union of South Africa.

The Secretary for External Affairs of the Union of South Africa,
Union Buildings, Pretoria.

N^o 4403. — VERDRAG ¹ OVER HET NEDERLANDSCH-DUI TSCH E BETALINGSVERKEER. GETEEKEND TE BERLIJN, DEN 18 DECEMBER 1937.

OVEREENKOMST ² AANGAANDE DE VERLENGING TOT 31 DECEMBER 1939 VAN BOUENGENOEMD VERDRAG. GETEEKEND TE WIESBADEN DEN 13 SEPTEMBER 1938.

Enregistré le 29 avril 1939 à la demande du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

N^o 4403. — VERTRAG ¹ ÜBER DEN DEUTSCH-NIEDERLÄNDISCHEN VERRECHNUNGSVERKEHR. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 18. DEZEMBER 1937.

ABKOMMEN ² ÜBER DIE VERLÄNGERUNG BIS ZUM 31. DEZEMBER 1939 DES OBENERWÄHNTEN VERTRAGES. GEZEICHNET IN WIESBADEN, AM 13. SEPTEMBER 1938.

Registered on April 29th, 1939, at the request of the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. CXC, page 29, de ce recueil.

² L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 29 mars 1939.

Entré provisoirement en vigueur le 1^{er} janvier 1939, et définitivement, le 13 avril 1939.

Le présent accord s'applique également aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao.

¹ Vol. CXC, page 29, of this Series.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, March 29th, 1939.

Came into force provisionally on January 1st, 1939, and finally on April 13th, 1939.

The present Agreement applies also to the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

Tusschen DE KONINKLIJK NEDERLANDSCHE REGEERING en DE DUITSCHE REGEERING is het volgende overeengekomen :

Artikel 1.

De bepalingen van het Nederlandsch-Duitsche verdrag over het betalingsverkeer van 18 December 1937 blijven tot en met 31 December 1939 van kracht.

Artikel 2.

(1) Deze overeenkomst moet bekrachtigd worden. Zij treedt op den vijftienden dag na de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden, welke zoo spoedig mogelijk te 's-Gravenhage zal plaats vinden, in werking.

(2) Gedaan in tweevoud in de Nederlandsche en de Duitse taal te Wiesbaden, den 13den September 1938.

H. M. HIRSCHFELD.

DR. WALTER.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Zwischen DER DEUTSCHEN REGIERUNG und DER KÖNIGLICH NIEDERLÄNDISCHEN REGIERUNG ist folgendes vereinbart worden :

Artikel 1.

Die Bestimmungen des deutsch-niederländischen Vertrags über den Verrechnungsverkehr vom 18. Dezember 1937 bleiben bis zum 31. Dezember 1939 in Geltung.

Artikel 2.

(1) Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Es tritt am fünfzehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der sobald als möglich in Haag erfolgen soll, in Kraft.

(2) Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und niederländischer Sprache in Wiesbaden am 13. September 1938.

DR. WALTER.

H. M. HIRSCHFELD.

NOTAWISSELING AANGAANDE DE VOORLOOPIGE TOEPASSING DER OVEREENKOMST VAN 13 SEPTEMBER 1938. WIESBADEN, DEN 13DEN SEPTEMBER 1938.

NOTENWECHSEL ÜBER DIE VORLÄUFIGE ANWENDUNG DES ABKOMMENS VOM 13. SEPTEMBER 1938. WIESBADEN, DEN 13. SEPTEMBER 1938.

I.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

DE VOORZITTER
VAN DE NEDERLANDSCHE DELEGATIE.

MIJNHEER DE VOORZITTER,

WIESBADEN, 13 September 1938.

Ik heb de eer, U te bevestigen, dat in verband met de heden plaatsgevonden hebbende onderteekening van de overeenkomst met betrekking tot het Nederlandsch-Duitsche verdrag over het betalingsverkeer van 18 December 1937 tusschen de Koninklijk Nederlandsche en de Duitse Regeeringen overeenstemming is bereikt omtrent het volgende :

De contracteerende Regeeringen zullen de overeenkomst met betrekking tot het Nederlandsch-Duitsche verdrag over het betalingsverkeer van 1 Januari 1939 af voorloopig toepassen, wanneer zij niet volgens artikel 2 van de overeenkomst op 1 Januari 1939 in werking treedt.

Ik maak van deze gelegenheid gebruik om U, Mijnheer de Voorzitter, de hernieuwde verzekering van mijn bijzondere hoogachting te geven.

H. M. HIRSCHFELD.

Aan den Voorzitter van de Duitse Delegatie,
den Heer Dr. Walter,
te Wiesbaden.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DER VORSITZENDE
DER DEUTSCHEN DELEGATION.

HERR VORSITZENDER !

WIESBADEN, den 13. September 1938.

Ich beehre mich Ihnen zu bestätigen, dass aus Anlass der heute erfolgten Unterzeichnung des Abkommens zum deutsch-niederländischen Vertrag über den Verrechnungsverkehr vom 18. Dezember 1937 zwischen der deutschen und der Königlich Niederländischen Regierung folgende Vereinbarung getroffen worden ist :

Die vertragschliessenden Regierungen werden das Abkommen zum deutsch-niederländischen Vertrag über den Verrechnungsverkehr vom 1. Januar 1939 ab vorläufig anwenden, wenn es nicht gemäss Artikel 2 des Vertrages am 1. Januar 1939 in Kraft tritt.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung zu erneuern.

DR. WALTER.

An den Vorsitzenden der Niederländischen Delegation,
Herrn Generaldirektor Dr. Hirschfeld,
z. Zt. Wiesbaden.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

TRADUCTION.

N^o 4403. — TRAITÉ CONCERNANT LE
RÉGIME DES PAIEMENTS ENTRE L'AL-
LEMAGNE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A
BERLIN, LE 18 DÉCEMBRE 1937.

ACCORD RELATIF A LA PROROGATION JUSQU'AU
31 DÉCEMBRE 1939 DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ.
SIGNÉ A WIESBADEN, LE 13 SEPTEMBRE 1938.

Entre LE GOUVERNEMENT ROYAL NÉERLAN-
DAIS et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, il a été
convenu ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions du Traité germano-néerlandais
du 18 décembre 1937 concernant le régime des

TRANSLATION.

No. 4403. — TREATY CONCERNING
CLEARING TRANSACTIONS BETWEEN
GERMANY AND THE NETHERLANDS.
SIGNED AT BERLIN, DECEMBER 18TH,
1937.

AGREEMENT REGARDING THE RENEWAL UNTIL
DECEMBER 31ST, 1939, OF THE ABOVE-MEN-
TIONED TREATY. SIGNED AT WIESBADEN,
SEPTEMBER 13TH, 1938.

THE ROYAL NETHERLANDS GOVERNMENT and
THE GERMAN GOVERNMENT have agreed upon
the following :

Article I.

The provisions of the Treaty of December
18th, 1937, concerning Clearing Transactions

paiements restent en vigueur jusqu'au 31 décembre 1939.

Article 2.

1. Le présent accord sera ratifié. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu le plus tôt possible à La Haye.

2. Fait en double expédition, en langue néerlandaise et en langue allemande, à Wiesbaden, le 13 septembre 1938.

H. M. HIRSCHFELD.
Dr WALTER.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ENTRÉE EN VIGUEUR PROVISoire DE L'ACCORD DU 13 SEPTEMBRE 1938. WIESBADEN, LE 13 SEPTEMBRE 1938.

I.

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION NÉERLANDAISE.

WIESBADEN, le 13 septembre 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'à l'occasion de la signature, qui a eu lieu ce jour, de l'Accord relatif au Traité germano-néerlandais du 18 décembre 1937 sur le régime des paiements, l'arrangement suivant est intervenu entre le Gouvernement royal néerlandais et le Gouvernement allemand :

Les gouvernements contractants appliqueront, à titre provisoire, l'Accord relatif au Traité sur le régime des paiements germano-néerlandais à partir du 1^{er} janvier 1939 s'il n'entre pas en vigueur à cette date en vertu de l'article 2 de l'accord.

Je saisis cette occasion, etc.

H. M. HIRSCHFELD.

Le Dr Walter,
Président de la délégation allemande,
Wiesbaden.

between the Netherlands and Germany shall remain in force until December 31st, 1939, inclusive.

Article 2.

1. The present Agreement shall be ratified. It shall come into force on the fifteenth day after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place as soon as possible at The Hague.

2. Done in duplicate, in the Dutch and German languages, at Wiesbaden, on September 13th, 1938.

H. M. HIRSCHFELD.
Dr. WALTER.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE PROVISIONAL ENTRY INTO FORCE OF THE AGREEMENT OF SEPTEMBER 13TH, 1938. WIESBADEN, SEPTEMBER 13TH, 1938.

I.

THE PRESIDENT OF THE NETHERLANDS DELEGATION.

WIESBADEN, September 13th, 1938.

SIR,

I have the honour to confirm that, in connection with to-day's signature of the Agreement relating to the Treaty of December 18th, 1937, concerning Clearing Transactions between Germany and the Netherlands, the Royal Netherlands Government and the German Government have agreed upon the following :

The contracting Governments shall provisionally apply the Agreement relating to the Treaty concerning Clearing Transactions between the Netherlands and Germany as from January 1st, 1939, should it not come into force on January 1st, 1939, as provided by Article 2 of the Agreement.

I avail myself of this opportunity, etc.

H. M. HIRSCHFELD.

Dr. Walter,
President of the German Delegation,
Wiesbaden.

II.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE.

WIESBADEN, le 13 septembre 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'à l'occasion de la signature, qui a eu lieu ce jour, de l'Accord relatif au Traité germano-néerlandais du 18 décembre 1937 sur le régime des paiements, l'arrangement suivant est intervenu entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement royal néerlandais :

Les gouvernements contractants appliqueront, à titre provisoire, l'Accord relatif au Traité sur le régime des paiements germano-néerlandais à partir du 1^{er} janvier 1939 s'il n'entre pas en vigueur à cette date en vertu de l'article 2 de l'accord.

Je saisis cette occasion, etc.

Dr WALTER.

Le Dr Hirschfeld,
Directeur général, Président
de la délégation des Pays-Bas, Wiesbaden.

II.

THE PRESIDENT
OF THE GERMAN DELEGATION.

WIESBADEN, September 13th, 1938.

SIR,

I have the honour to confirm that, in connection with to-day's signature of the Agreement relating to the Treaty of December 18th, 1937, concerning Clearing Transactions between the Netherlands and Germany, the German Government and the Royal Netherlands Government have agreed upon the following :

The contracting Governments shall provisionally apply the Agreement relating to the Treaty concerning Clearing Transactions between Germany and the Netherlands as from January 1st, 1939, should it not come into force on January 1st, 1939, as provided by Article 2 of the Agreement.

I avail myself of this opportunity, etc.

Dr. WALTER.

Dr. Hirschfeld,
General Director, President
of the Netherlands Delegation, Wiesbaden.

